

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Un moment crucial dans  
un contexte de réorientations  
des politiques publiques

AVRIL  
2025



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

# PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

Un moment crucial dans  
un contexte de réorientations  
des politiques publiques

AVRIL  
2025



©2025 Fonds monétaire international

Couverture et maquette : département services intégrés et équipements du FMI,  
Service création et multimédia  
Composition : Absolute Service, Inc.

*Édition française*

Département services intégrés et équipements du FMI,  
section française de la division des services linguistiques

### Cataloging-in-Publication Data

#### IMF Library

Names: International Monetary Fund.

Title: World economic outlook (International Monetary Fund)

Other titles: WEO | Occasional paper (International Monetary Fund) | World economic and financial surveys.

Description: Washington, DC : International Monetary Fund, 1980- | Semiannual | Some issues also have thematic titles. | Began with issue for May 1980. | 1981-1984: Occasional paper / International Monetary Fund, 0251-6365 | 1986-: World economic and financial surveys, 0256-6877.

Identifiers: ISSN 0256-6877 (print) | ISSN 1564-5215 (online)

Subjects: LCSH: Economic development—Periodicals. | International economic relations—Periodicals. | Debts, External—Periodicals. | Balance of payments—Periodicals. | International finance—Periodicals. | Economic forecasting—Periodicals.

Classification: LCC HC10.W79

HC10.80

ISBN 979-8-40028-958-3 (English Paper)

979-8-22900-413-8 (French Paper)

979-8-22900-533-3 (French Web PDF)

**Mise en garde :** Les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont une étude des services du FMI publiée deux fois par an, au printemps et à l'automne. Rédigées par les services du FMI, les PEM ont bénéficié des commentaires et suggestions des administrateurs à l'issue de la séance du conseil d'administration consacrée à l'examen des PEM, le 11 avril 2025. Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des services du FMI, et ne représentent pas nécessairement ceux du conseil d'administration ou des autorités nationales qui y sont représentées.

**Référence recommandée :** Fonds monétaire international. 2025. *Perspectives de l'économie mondiale — Un moment crucial dans un contexte de réorientations des politiques publiques*. Washington, avril.

Les commandes doivent être adressées à :  
International Monetary Fund, Publication Services  
P.O. Box 92780, Washington, DC 20090, USA  
Tél. : (202) 623-7430 Téléc. : (202) 623-7201  
Courriel : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org)  
[www.bookstore.imf.org](http://www.bookstore.imf.org)  
[www.elibrary.imf.org](http://www.elibrary.imf.org)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Hypothèses et conventions</b>	<b>vii</b>
<b>Autres informations</b>	<b>ix</b>
<b>Données</b>	<b>x</b>
<b>Préface</b>	<b>xi</b>
<b>Avant-propos</b>	<b>xii</b>
<b>Résumé</b>	<b>xv</b>
<b>Chapitre 1. Perspectives et politiques mondiales</b>	<b>1</b>
L'incertitude entourant les politiques publiques met à l'épreuve la résilience mondiale	1
Perspectives : un vaste univers des possibles	9
Risques pesant sur les perspectives : une balance orientée à la baisse	18
Politiques : composer avec l'incertitude et améliorer la préparation aux chocs pour faciliter les arbitrages macroéconomiques	23
Dossier spécial sur les produits de base : évolutions des marchés et incidence de l'IA sur la demande d'énergie	38
Bibliographie	50
<b>Chapitre 2. L'essor de l'économie des seniors : les répercussions mondiales du vieillissement de la population</b>	<b>53</b>
Introduction	53
Vieillesse à un rythme différencié	55
Bien-vieillir et conséquences pour les marchés du travail	56
Retombées économiques du vieillissement de la population mondiale	60
Conclusions et conséquences pratiques	67
Bibliographie	77
<b>Chapitre 3. Parcours et carrefours : retombées des politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés</b>	<b>81</b>
Introduction	81
Tendances et politiques en matière d'immigration et d'accueil des réfugiés	84
Un aperçu des retombées des évolutions des politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés	86
Estimer les retombées des évolutions des politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés	87
Modéliser les retombées des évolutions des politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés	90
Conclusions et conséquences pour l'action publique	94
Bibliographie	105
<b>Appendice statistique</b>	<b>109</b>
Hypothèses	109
Modifications récentes	109
Données et conventions	110
Notes sur les pays	111
Classification des pays	113

Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	113
Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2024	115
Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe	116
Tableau C. Union européenne	116
Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation	117
Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant	118
Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente	120
Tableau G. Principaux documents relatifs aux données	121
Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections concernant plusieurs pays	131
Encadré A2. Révision des projections économiques	135
Liste des tableaux de l'appendice statistique	136
Production mondiale (tableaux A1–A4)	137
Inflation (tableaux A5–A7)	144
Politiques financières (tableau A8)	149
Commerce extérieur (tableau A9)	150
Transactions courantes (tableaux A10–A12)	152
Balance des paiements et financement extérieur (tableau A13)	159
Flux de ressources (tableau A14)	163
Prévisions de référence à moyen terme (tableau A15)	166
<b><i>Perspectives de l'économie mondiale : questions d'actualité</i></b>	<b>167</b>
<b>Examen des perspectives par le conseil d'administration du FMI, avril 2025</b>	<b>177</b>
<b>Tableaux</b>	
Tableau 1.1. <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> : aperçu des projections	14
Tableau 1.2. Aperçu des projections des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> avec pondération selon les taux de change du marché	16
Tableau 1.2.1. Effets à long terme des droits de douane	37
Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	44
Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et du Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	45
Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	46
Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	47
Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage	48
Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif	49
Tableau 2.2.1. Ampleur des réformes requises pour stabiliser l'augmentation de la dette publique imputable au vieillissement	73
<b>Graphiques</b>	
Graphique 1 du résumé. Droits de douane effectifs des États-Unis sur toutes les importations	xv
Graphique 1.1. Tendances mondiales de l'inflation	2
Graphique 1.2. Marchés du travail	2

Graphique 1.3. Croissance : résultats et prévisions	3
Graphique 1.4. Incertitude — globale, autour des politiques économiques et autour des politiques commerciales	3
Graphique 1.5. Croissance des salaires et évolution du coût de la vie	3
Graphique 1.6. Positions cycliques	4
Graphique 1.7. Confiance des consommateurs	4
Graphique 1.8. PIB réel par rapport à la tendance observée avant la pandémie	5
Graphique 1.9. Modifications dans les importations et les exportations d'énergie	5
Graphique 1.10. Productivité du travail et investissements en capital	6
Graphique 1.11. Tendances de la production industrielle	6
Graphique 1.12. Espace de la politique budgétaire	8
Graphique 1.13. Écart par rapport à l'objectif d'inflation	8
Graphique 1.14. Modifications dans la composition des échanges	9
Graphique 1.15. Flux de capitaux et taux de change	10
Graphique 1.16. Hypothèses mondiales	10
Graphique 1.17. Prévisions d'inflation	17
Graphique 1.18. Perspectives à moyen terme	18
Graphique 1.19. Solde courant et positions extérieures	19
Graphique 1.20. Augmentation des restrictions aux échanges et des craintes de fragmentation	20
Graphique 1.21. Répercussions de l'appréciation du dollar	21
Graphique 1.22. Nombre et coût des catastrophes naturelles	22
Graphique 1.1.1. Incertitude entourant les projections de croissance et d'inflation au niveau mondial	29
Graphique 1.1.2. Impact du scénario A sur le PIB	31
Graphique 1.1.3. Impact du scénario B sur le PIB	32
Graphique 1.1.4. Impact des scénarios A et B sur le compte courant, en pourcentage du PIB	32
Graphique 1.2.1. Effet à court terme des droits de douane	35
Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base	38
Graphique 1.DS.2. L'importance macroéconomique croissante des secteurs producteurs d'IA	40
Graphique 1.DS.3. La demande d'électricité de l'IA	41
Graphique 1.DS.4. Les effets de l'augmentation de la demande d'électricité	42
Graphique 1.DS.5. Incidence de l'expansion du secteur de l'informatique sur les émissions de GES	43
Graphique 2.1. Vieillesse de la population mondiale	54
Graphique 2.2. Tendances démographiques mondiales	56
Graphique 2.3. Tendances du bien-vieillir, 2000–22	57
Graphique 2.4. Espérance de vie et convergence internationale	57
Graphique 2.5. Capacité cognitive	58
Graphique 2.6. Inégalités de santé cognitive	58
Graphique 2.7. Hétérogénéité des tendances de santé cognitive	59
Graphique 2.8. Effet du bien-vieillir sur les résultats du marché du travail	59
Graphique 2.9. Projections de base : croissance, taux d'intérêt et soldes primaires	62
Graphique 2.10. Projections de base : avoirs extérieurs nets	63
Graphique 2.11. Rôle du bien-vieillir et des tendances démographiques	63
Graphique 2.12. Participation à la population active par groupe d'âge	65
Graphique 2.13. Impact moyen des politiques d'offre de main-d'œuvre sur la croissance du PIB en 2025–2100	65
Graphique 2.14. Marge de manœuvre budgétaire additionnelle dans le scénario de politiques intégrées	67
Graphique 2.1.1. Pays à faible revenu : impact d'une meilleure intégration financière et des flux d'émigration	70
Graphique 2.2.1. Variation moyenne de la consommation, 2025–65	73

Graphique 2.3.1. Catégories d'emplois : exposition à l'IA et complémentarité	75
Graphique 2.3.2. Exposition à l'IA et adaptation à l'âge, États-Unis, 55 ans et plus	75
Graphique 2.3.3. Probabilité de transition vers d'autres professions, par âge	76
Graphique 3.1. Tendances mondiales	82
Graphique 3.2. Perceptions et préférences en matière d'immigration	82
Graphique 3.3. Variations des flux et des stocks d'immigrés et de réfugiés	85
Graphique 3.4. Flux migratoires bruts, par paire de groupes de pays, 2020–24	85
Graphique 3.5. Évolution du taux d'emploi des immigrés et des réfugiés associée à de fortes hausses des ratios de vacances de postes	86
Graphique 3.6. Tendances en matière de politiques migratoires et d'accueil des réfugiés	87
Graphique 3.7. Catégorisation des évolutions des flux migratoires entre pays d'origine et pays de destination à la suite d'un durcissement de la politique migratoire	88
Graphique 3.8. Substitution de destination en réaction à un durcissement des politiques migratoires et d'accueil des réfugiés dans d'autres pays de destination	89
Graphique 3.9. Arrivées de réfugiés face à un durcissement des politiques d'accueil	89
Graphique 3.10. Retombées d'un durcissement de la politique migratoire, par niveau de compétence	91
Graphique 3.11. Effets sur l'économie d'un durcissement de la politique d'immigration économique	92
Graphique 3.12. Avantages de la coopération régionale par type de destination	94
Graphique 3.1.1. Stocks et flux de personnes déplacées de force, 2008–23	96
Graphique 3.1.2. Incidence des conflits et des catastrophes naturelles sur les flux de réfugiés en provenance de PDFR	97
Graphique 3.1.3. Effets des catastrophes naturelles sur l'émigration	97
Graphique 3.2.1. Répartition des immigrés et des réfugiés par tranche d'âge comparée à celle des ressortissants des pays d'accueil, 2020	99
Graphique 3.2.2. Effets de plus grands avantages comparatifs sur les flux migratoires nets	100
Graphique 3.3.1. Effets cumulés de l'immigration sur les finances publiques	101
Graphique 3.3.2. Écarts entre les taux d'activité des immigrés et des réfugiés et ceux des ressortissants des pays d'accueil	102
Graphique 3.4.1. Évolution de l'inflation à la suite d'un choc migratoire	103
Graphique 3.4.2. Effets de l'immigration sur les salaires	104

# HYPOTHÈSES ET CONVENTIONS

Les projections de la présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent sur un certain nombre d'hypothèses. On suppose que les taux de change effectifs réels resteront constants aux niveaux moyens observés entre le 6 mars et le 3 avril 2025, à l'exception des taux bilatéraux des monnaies faisant partie du mécanisme de change européen II, pour lesquels on suppose qu'ils resteront constants en valeur nominale par rapport à l'euro ; que les politiques économiques nationales actuelles seront maintenues (en ce qui concerne les hypothèses relatives aux politiques budgétaires et monétaires de certains pays, voir l'encadré A1 de l'appendice statistique) ; que le cours moyen du baril de pétrole sera de 66,94 dollars le baril en 2025 et de 62,38 dollars le baril en 2026 ; que le rendement des obligations d'État à trois mois s'établira en moyenne à 4,2 % en 2025 et à 3,5 % en 2026 pour les États-Unis, à 2,2 % en 2025 et à 2,1 % en 2026 pour la zone euro, et à 0,5 % en 2025 et à 0,8 % en 2026 pour le Japon ; enfin, que le rendement des obligations d'État à 10 ans s'établira en moyenne à 4,2 % en 2025 et à 3,8 % en 2026 pour les États-Unis, à 2,6 % en 2025 et à 2,7 % en 2026 pour la zone euro, et à 1,4 % en 2025 et à 1,6 % en 2026 pour le Japon. Il s'agit évidemment d'hypothèses de travail plutôt que de prévisions, et l'incertitude qui les entoure s'ajoute aux marges d'erreur inhérentes à toute projection. Les estimations et projections sont fondées sur les statistiques disponibles au 14 avril 2025 et peuvent ne pas refléter les dernières données disponibles. Veuillez vous référer à la base de données disponible en ligne, en anglais, pour connaître la dernière date de mise à jour des données, par pays. Certains pays ont révisé leurs projections sur la base des évolutions des marchés des produits de base et du commerce international, en date du 4 avril 2025 ; ces pays sont énumérés dans l'encadré A2 de l'appendice statistique.

Les conventions suivantes sont utilisées dans la présente étude :

- ... indique que les données ne sont pas disponibles ou pas pertinentes.
- – entre des années ou des mois (par exemple 2023–24 ou janvier–juin) indique la période couverte, de la première à la dernière année ou du premier au dernier mois inclusivement.
- / entre deux années (par exemple 2023/24) indique un exercice budgétaire (financier).
- Sauf indication contraire, lorsqu'il est fait référence au dollar, il s'agit du dollar des États-Unis.
- Par « points de base », on entend un centième de point (de pourcentage). Ainsi, 25 points de base équivalent à  $\frac{1}{4}$  de point (de pourcentage).
- Les données portent sur les années civiles, sauf dans le cas de quelques pays qui utilisent les exercices budgétaires. Veuillez consulter le tableau F de l'appendice statistique, qui énumère les pays dont les périodes de déclaration pour les comptes nationaux et les finances publiques sont différentes.
- Pour certains pays, les données de 2024 et des années antérieures sont établies à partir d'estimations, et non de chiffres effectifs. Veuillez consulter le tableau G de l'appendice statistique, qui donne pour chaque pays les dernières données réelles pour les indicateurs des comptes nationaux, des prix, des finances publiques et de la balance des paiements.

Ce qui est nouveau dans la présente édition :

- Les projections pour la Bolivie sur la période 2027–30 n'ont pas été établies en raison de l'incertitude élevée qui pèse sur les perspectives économiques.
- Les projections budgétaires pour 2025–30 concernant l'Équateur n'apparaissent pas dans la publication puisque des discussions relatives au programme sont en cours.

Les conventions suivantes s'appliquent aux graphiques et aux tableaux :

- Dans ce rapport, les graphiques et les tableaux qui citent parmi leurs sources les « calculs des services du FMI » ou les « estimations des services du FMI » utilisent des données qui proviennent de la base de données des PEM.
- Lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.

- Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme de leurs composantes.
- Des données composites sont fournies par divers groupes de pays selon leurs caractéristiques économiques ou région. Sauf indication contraire, les données composites pour les groupes de pays représentent des calculs basés sur 90 % ou plus des données de groupe pondérées.
- Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire, ni aucun aval de ces frontières.

Dans la présente étude, le terme « pays » ne se rapporte pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Son emploi désigne aussi un certain nombre d'entités territoriales qui ne sont pas des États, mais dont les statistiques sont établies de manière distincte et indépendante.

# AUTRES INFORMATIONS

## Corrections et révisions

Les données et analyses figurant dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) sont établies par les services du FMI au moment de la publication du rapport. Les services du FMI s'attachent à assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité. Lorsque des erreurs sont notées, des corrections et révisions sont incluses dans les éditions numériques qui sont disponibles sur le site Internet du FMI et dans sa bibliothèque en ligne (voir ci-dessous). Tous les changements de fond figurent dans la table des matières en ligne.

## Versions imprimée et numériques

### Version imprimée

Des exemplaires papier du présent rapport peuvent être commandés à la librairie du FMI à l'adresse [imfbk.st/555871](mailto:imfbk.st/555871).

### Versions numériques

Diverses versions numériques du rapport (ePub, PDF aux fonctionnalités accrues et HTML) sont disponibles dans la bibliothèque en ligne du FMI : [elibrary.IMF.org/WEO](http://elibrary.IMF.org/WEO).

Veillez télécharger un exemplaire PDF gratuit du rapport et des ensembles de données pour chacun des graphiques y figurant sur le site Internet du FMI, à l'adresse <https://www.IMF.org/fr/Publications/WEO>, ou scannez le code QR ci-dessous pour accéder directement à la page d'accueil des PEM.



## Copyright et réutilisation

Des informations sur les modalités de réutilisation du contenu de la présente publication figurent à l'adresse [www.imf.org/external/terms.htm](http://www.imf.org/external/terms.htm).

La présente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) peut être consultée en version intégrale sur le site de la bibliothèque en ligne du FMI ([www.elibrary.imf.org](http://www.elibrary.imf.org)) et le site Internet du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)). On trouvera sur ce site un ensemble d'informations (extraites de la base de données) plus étoffé que celui contenu dans le rapport, sous forme de fichiers renfermant les séries le plus souvent demandées par les lecteurs. Ces fichiers peuvent être téléchargés et sont utilisables avec divers logiciels.

Les données figurant dans les PEM sont établies par les services du FMI au moment de la rédaction du rapport. Les données rétrospectives et les projections reposent sur les informations rassemblées par les économistes chargés des pays dans le cadre de leurs missions dans les pays membres et de leur analyse permanente de la situation dans chaque pays. Les données rétrospectives sont mises à jour continuellement à mesure que les informations sont disponibles, et les interruptions structurelles sont souvent ajustées de manière à produire des séries lisses à l'aide de techniques d'agrégation, entre autres. Les estimations des services du FMI demeurent des données supplétives pour les séries rétrospectives lorsque des informations complètes ne sont pas disponibles. En conséquence, les données des PEM peuvent différer de celles d'autres sources avec des données officielles, y compris les *International Financial Statistics* du FMI.

Les données et les métadonnées des PEM sont fournies « telles quelles » et « telles que disponibles », et l'on s'efforce d'assurer leur ponctualité, leur exactitude et leur exhaustivité, mais sans pouvoir le garantir. Lorsque des erreurs sont découvertes, on cherche de manière concertée à les corriger si nécessaire et si possible. Les corrections et les révisions effectuées après la publication sont incluses dans les éditions électroniques disponibles dans la bibliothèque en ligne du FMI ([www.elibrary.imf.org](http://www.elibrary.imf.org)) et sur le site Internet du FMI ([www.imf.org](http://www.imf.org)). Tous les changements importants figurent en détail dans les tables des matières en ligne.

Pour des détails sur les modalités d'utilisation de la base de données des PEM, veuillez vous référer au site Internet du FMI sur les droits d'auteur ([www.imf.org/external/terms.htm](http://www.imf.org/external/terms.htm)).

Les demandes de renseignements sur le contenu des PEM et de la base de données y afférentes doivent être adressées par courrier classique ou sur le forum en ligne (le service ne peut répondre aux demandes de renseignements par téléphone) à :

World Economic Studies Division  
Research Department  
International Monetary Fund  
700 19th Street, NW  
Washington, DC 20431, USA  
Forum en ligne : [www.imf.org/weoforum](http://www.imf.org/weoforum)

# PRÉFACE

L'analyse et les projections présentées dans les *Perspectives de l'économie mondiale* font partie intégrante de la surveillance que le FMI exerce sur l'évolution et les politiques économiques des pays membres, les marchés financiers internationaux et le système économique mondial. Le rapport sur les perspectives et politiques économiques mondiales est l'aboutissement d'une étude interdépartementale exhaustive, fondée pour l'essentiel sur les renseignements recueillis par les services du FMI dans le cadre de leurs consultations avec les pays membres. Ces consultations sont menées en particulier par les départements géographiques (le département Afrique, le département Asie et Pacifique, le département Europe, le département Hémisphère occidental et le département Moyen-Orient et Asie centrale) et divers départements de soutien : le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation, le département des marchés monétaires et de capitaux et le département des finances publiques.

L'analyse que présente le rapport sur les perspectives de l'économie mondiale est coordonnée par le département des études sous la direction générale de Pierre-Olivier Gourinchas, conseiller économique et directeur du département des études. Les travaux ont été dirigés par Petya Koeva Brooks, directrice adjointe du département des études, et Deniz Igan, chef de division du département des études. Aqib Aslam, chef de division au sein du département des études et chef de l'équipe du FMI sur les effets de contagion, a dirigé l'équipe qui a travaillé sur le chapitre 3.

Les principaux collaborateurs de la présente édition ont été Silvia Albrizio, Christian Bogmans, Patricia Gomez-Gonzalez, Bertrand Gruss, Shushanik Hakobyan, Eric Huang, Thomas Kroen, Toh Kuan, Andresa H. Lagerborg, Neil Meads, Giovanni Melina, Jean-Marc Natal, Diaa Noureldin, Carolina Osorio Buitron, Galip Kemal Ozhan, Andrea Pescatori et Sneha Thube.

Ont aussi contribué : Maryam Abdou, Michal Andrle, Gavin Asdorian, Daniel Baksa, Eric Bang, Sandra Baquie, Suman Basu, Jared Bebee, Paula Beltran, Luisa Calixto, Diego Cerdeiro, Shan Chen, Angela Espiritu, Rebecca Eyassu, Nicolas Fernandez-Arias, Daisuke Fujii, Pedro de Barros Gagliardi, Ganchimeg Ganpurev, Domenico Giannone, Ziyang Han, Da Huu Hoang, Chris Jackson, Nicole Jales, Maximiliano Jerez Osses, Camara Kidd, Jungjin Lee, Weili Lin, Barry Liu, Samuel Mann, Rui Mano, Xiaomeng Mei, Jorge Miranda-Pinto, Joseph Moussa, Dirk Muir, Zsuzsa Munkacsi, Emory Oakes, Manasa Patnam, Clarita Phillips, Carlo Pizzinelli, Rafael Portillo, Shrihari Ramachandra, Diego Rodriguez, Johannes Rosenbusch, Lorenzo Rotunno, Michele Ruta, Marina M. Tavares, Nicholas Tong, Elizabeth Van Heuvelen, Isaac Warren, Evgenia Weaver, Philippe Wingender, Yarou Xu, Rachel Zhang, Canran Zheng, Dian Zhi et Liangliang Zhu.

Gemma Rose Diaz (du département de la communication) a dirigé l'équipe qui a corrigé le manuscrit anglais, avec le concours de Michael Harrup, Lucy Scott Morales, James Unwin, MPS Limited et Absolute Service, Inc. en matière de production et de relecture.

Le présent rapport a bénéficié des commentaires et suggestions d'autres départements et des administrateurs, qui l'ont examiné le 11 avril 2025. Cependant, les projections et les évaluations sont celles des services du FMI et ne doivent être attribuées ni aux administrateurs, ni aux autorités nationales qu'ils représentent.

Cette édition des *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2025 a été élaborée dans des circonstances exceptionnelles, et je tiens tout d'abord à saluer le travail remarquable accompli par Petya Koeva Brooks, directrice adjointe du département des études, et par son équipe, ainsi que par les membres des quelque 190 équipes pays du FMI qui n'ont ménagé aucun effort pour réviser avec nous, et ce jusqu'à la dernière minute, les projections nationales. L'annonce faite le 2 avril dans les jardins de la Maison-Blanche nous a contraints à faire table rase de nos projections initiales, qui étaient sur le point d'être bouclées, et à condenser en moins de dix jours un processus de production qui s'étale habituellement sur plus de deux mois.

Peu après la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* de janvier 2025, les États-Unis ont annoncé plusieurs vagues d'imposition de droits de douane à l'encontre de partenaires commerciaux majeurs et de secteurs critiques. Le paroxysme a été l'instauration le 2 avril d'une série de droits de douane quasi universels. Si plusieurs des augmentations prévues sont actuellement suspendues, les mesures et les contre-mesures qui ont été prises ont porté les droits de douane américains et mondiaux à des niveaux inédits depuis un siècle. Toutefois, le contexte dans lequel s'inscrivent ces augmentations est très différent. À la différence du siècle dernier, l'économie mondiale se distingue aujourd'hui par un haut degré d'intégration économique et financière. Les chaînes d'approvisionnement et les flux financiers s'entrecroisent sur la planète et leur possible désagrégation pourrait être une cause majeure de bouleversements économiques.

C'est pourquoi nous nous attendons à ce que la forte hausse des droits de douane et la recrudescence de l'incertitude depuis le 2 avril entraînent un ralentissement sensible de la croissance mondiale à court terme. S'il s'agit là de notre principal scénario, de notre « projection de référence », plusieurs autres trajectoires sont possibles, en raison de l'imprévisibilité des politiques commerciales qui seront menées et des répercussions variables, par de multiples canaux, des droits de douane d'un pays à l'autre. Ces perspectives sont examinées plus en détail au chapitre 1.

Cependant, tous les scénarios ont un dénominateur commun : les droits de douane constituent un choc d'offre pour le pays qui les impose, car les ressources sont redirigées vers la production de biens non compétitifs, ce qui conduit à une perte de productivité globale, une baisse de l'activité et une augmentation des coûts de production et des prix. À moyen terme, les droits de douane, en réduisant la concurrence, ont aussi pour effet d'augmenter le pouvoir de marché des producteurs nationaux, de réduire les incitations à innover et d'induire de multiples opportunités de recherche de rente. Pour les partenaires commerciaux, les droits de douane représentent surtout un choc de demande extérieure négatif, avec un effet dissuasif sur les clients étrangers, même si certains pays pourraient bénéficier de la réorientation des flux commerciaux.

Ces répercussions sont exacerbées par la complexité des chaînes d'approvisionnement mondiales actuelles. La plupart des biens échangés sont des intrants intermédiaires qui franchissent plusieurs fois les frontières avant leur transformation finale. Les turbulences dans un secteur peuvent s'étendre tout au long du réseau intrants-extrants, avec des effets multiplicateurs qui peuvent être considérables, comme nous l'avons observé durant la pandémie. En prévision de ces perturbations, nous avons également revu à la baisse notre projection de croissance du commerce mondial de 1½ point de pourcentage pour cette année et retenons de manière provisoire une légère reprise en 2026.

L'imprévisibilité des politiques commerciales est aussi l'un des facteurs importants qui pèsent sur nos perspectives. Face à la montée de l'incertitude entourant l'accès aux marchés (qu'il s'agisse de l'accès par les entreprises, leurs fournisseurs ou leurs clients), la première réaction de nombreuses entreprises sera de marquer une pause, de réduire leurs investissements et de diminuer leurs achats. Les établissements financiers vont pour leur part réévaluer leur offre de crédit aux entreprises, jusqu'à ce qu'ils puissent juger de l'exposition de ces dernières aux risques liés à la nouvelle donne. L'incertitude accrue et le resserrement des conditions financières qui en résulte constituent un choc de demande négatif à l'échelle

mondiale et pèsent sur l'activité. Cette situation pourrait prévaloir à court terme, comme en témoigne la forte baisse des prix du pétrole.

L'incidence des droits de douane sur les taux de change n'est pas simple. Tout d'abord, les États-Unis, qui imposent ces droits de douane, pourraient connaître une appréciation de leur monnaie, comme cela s'est produit lors d'épisodes précédents. Cette appréciation s'explique par la baisse de la demande de devises résultant du recul des importations, mais aussi par la probabilité que les pays soumis à ces droits de douane assouplissent leur politique monétaire pour faire face au choc de demande négatif. Cependant, l'incertitude accrue autour de l'action des pouvoirs publics, l'affaiblissement des perspectives de croissance aux États-Unis et l'ajustement de la demande mondiale d'actifs libellés en dollars (qui s'est déroulé de manière ordonnée jusqu'à présent) peuvent peser sur le dollar, comme nous avons pu le constater au lendemain des annonces. À moyen terme, le dollar pourrait se déprécier en termes réels si les droits de douane entraînaient une baisse de la productivité du secteur américain des biens échangeables, par rapport à ses partenaires commerciaux.

Pour l'heure, alors que la situation reste mouvante, les risques baissiers prédominent clairement. Face aux chocs violents de ces quatre dernières années, l'économie mondiale a fait preuve d'une résilience inattendue, mais reste profondément marquée. Elle est une nouvelle fois mise à rude épreuve, en particulier dans les pays émergents et pays en développement, qui disposent de moins de marges de manœuvre. À plus court terme, les tensions commerciales pourraient s'intensifier, au lieu de s'apaiser, sous l'effet des représailles commerciales, ce qui aurait des répercussions négatives sur la croissance mondiale. Les conditions financières pourraient encore se durcir, peut-être de manière brutale, si les marchés réagissaient négativement à la détérioration des perspectives de croissance et à la montée de l'incertitude. Si les banques restent globalement bien capitalisées, et les variations des marchés se déroulent de manière ordonnée jusqu'à présent, le système pourrait être mis à rude épreuve en cas d'épisode d'aversion généralisée pour le risque. L'édition d'avril 2025 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde examine en détail ces évolutions des marchés. Il y a toutefois un aspect positif : si les pays assouplissaient leur position actuelle en matière de droits de douane et coordonnaient leurs efforts pour clarifier et stabiliser les politiques commerciales, les perspectives pourraient s'améliorer immédiatement.

En matière de politiques, nous appelons à la prudence, à la clarté et au renforcement de la collaboration. Premièrement, concernant la politique commerciale, le message est clair : il convient de rétablir la stabilité et de parvenir à des accords commerciaux mutuellement avantageux. Les contours de la nouvelle architecture ne sont pas encore clairs, mais les entreprises ont besoin de prévisibilité et l'économie mondiale a besoin d'un système commercial efficace et fondé sur des règles. Ce système devrait remédier aux déficiences de longue date, comme le vaste recours par certains pays aux barrières non tarifaires et aux mesures qui ont un effet de distorsion sur les échanges.

Deuxièmement, pour relever les multiples défis, les pays devraient garder une longueur d'avance en matière de politique monétaire. Confrontés aux droits de douane et aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, certains pays pourraient être amenés à faire des compromis plus épineux entre inflation et production. Il pourrait y avoir une perte d'ancrage des anticipations d'inflation avec un nouveau choc inflationniste très peu de temps après le précédent. Les pays concernés devront alors procéder à un durcissement vigoureux. Pour d'autres, le choc de demande négatif prédominera, et leur économie pourrait se tasser à moins d'une baisse des taux directeurs. Dans tous les cas, la crédibilité du cadre de politique monétaire, et sa pierre angulaire, l'indépendance de la banque centrale, resteront essentielles.

Troisièmement, les marchés des devises pourraient devenir très volatils. Les pays, en particulier les pays émergents, pourraient éprouver des difficultés à s'adapter à une telle situation. Conformément à notre cadre stratégique intégré, il est important que les pays laissent leur monnaie s'ajuster lorsque les fluctuations sont induites par des forces de politique économique fondamentales, comme c'est le cas aujourd'hui. Ce cadre définit les conditions spécifiques dans lesquelles il pourrait être souhaitable pour les pays d'intervenir sur les marchés des devises.

Quatrièmement, les autorités budgétaires ont des arbitrages plus difficiles à faire, dans un contexte déjà fragilisé par un endettement élevé, une croissance faible et des coûts de financement en hausse. L'accentuation des pressions sur les rendements obligataires, conjuguée à la nervosité croissante des marchés, pourrait mettre en péril la stabilité budgétaire. En outre, de nouvelles pressions sur les dépenses aggravent les fragilités budgétaires. Les appels à l'aide vont se multiplier de la part des pays où les politiques commerciales risquent de provoquer de graves perturbations. Certaines mesures de soutien seraient sans

doute inévitables, voire souhaitables, mais elles devraient être très ciblées et assorties de clauses de caducité automatiques. L'expérience des quatre dernières années montre qu'il est plus facile d'ouvrir les vannes du soutien budgétaire que de les fermer. Les clauses de caducité devraient aussi contribuer à définir les attentes. Par ailleurs, certains pays, en particulier européens, font face à une nouvelle hausse permanente des dépenses de défense.

Comment financer ces nouveaux efforts ? En ce qui concerne les pays ayant une marge de manœuvre budgétaire restreinte, la réponse est brusque, mais simple : ils n'ont guère d'autre choix que de rester dans les limites de leur enveloppe budgétaire. Dans le cas contraire, la viabilité de la dette à moyen terme serait compromise, ce qui aurait de graves conséquences. Pour les pays qui disposent d'un espace budgétaire suffisant, selon les principes budgétaires établis, seule la part temporaire des nouvelles dépenses (par exemple, l'aide temporaire destinée à l'adaptation au nouveau contexte ou l'augmentation initiale des dépenses pour rétablir les capacités de défense) devrait être financée par l'endettement. Les nouvelles dépenses nécessaires et permanentes devraient être compensées par des réductions des dépenses dans d'autres domaines ou par une mobilisation accrue des recettes intérieures. Ces points sont précisés dans l'édition d'avril 2025 du *Moniteur des finances publiques*.

Cinquièmement, nous devons poursuivre nos efforts en vue d'inverser la tendance défavorable des perspectives de croissance à moyen terme. Il convient pour ce faire de rehausser la productivité globale des facteurs, ce qui est possible en levant les obstacles structurels profondément enracinés qui freinent l'innovation, mais aussi en profitant des percées technologiques. Les avancées récentes en matière d'intelligence artificielle générative sont

prometteuses et les pays devraient se donner les moyens d'en tirer parti de manière responsable. L'adoption de mesures visant à développer l'infrastructure numérique nécessaire et à acquérir les compétences indispensables permettrait de mettre à profit la transition vers l'intelligence artificielle.

Dans ce sens, nous prenons du recul dans les chapitres analytiques de notre rapport et analysons la dynamique à moyen terme des interconnexions entre l'offre de main-d'œuvre et la croissance. Les thèmes interdépendants de la migration et du vieillissement asynchrone de la population y sont abordés. Le chapitre 2, « L'essor de l'économie des seniors », porte sur les vents contraires liés aux tendances démographiques qui affectent la croissance et les finances publiques. Il y est montré que des progrès considérables en matière de « vieillissement en bonne santé » (non seulement vivre plus longtemps, mais aussi en meilleure santé) ont été accomplis. Ce facteur, ainsi que des mesures qui contribuent à augmenter le taux d'activité et à favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes peuvent atténuer partiellement les effets négatifs du vieillissement de la population. Dans le chapitre 3, « Parcours et carrefours », nous nous penchons sur les effets de contagion des politiques migratoires des pays de destination sur les pays d'origine, de transit et frontaliers. Il y est souligné que pays émergents et pays en développement accueillent de plus en plus des flux de migrants et de réfugiés et que les politiques visant à mieux intégrer les migrants, à limiter les écarts entre les compétences disponibles et les besoins et à alléger les pressions sur l'infrastructure locale peuvent avoir des effets sensibles.

Pierre-Olivier Gourinchas  
*Conseiller économique*

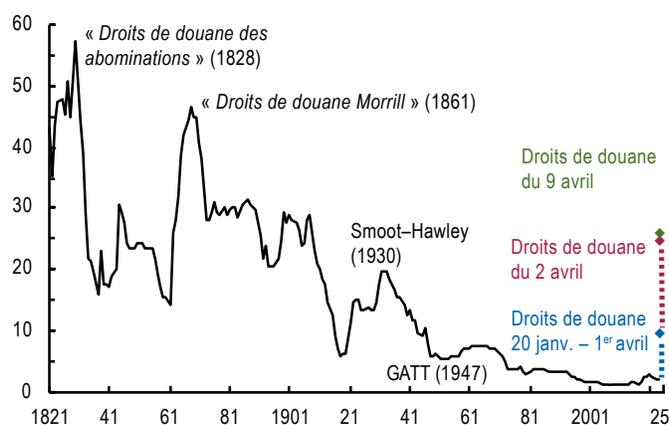
# RÉSUMÉ

Après une série de chocs sans précédent ces dernières années, la croissance mondiale a été stable mais décevante jusqu'à la fin 2024, et selon les projections de l'édition de janvier 2025 de la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* (PEM), cela ne devrait pas évoluer. Cependant, le contexte a changé, avec, partout dans le monde, des gouvernements qui redéfinissent leurs priorités en matière d'action publique. Depuis la publication en janvier 2025 de la *Mise à jour des PEM*, les États-Unis ont annoncé et mis en œuvre une série de nouvelles mesures tarifaires, qui ont donné lieu à des mesures de rétorsion de la part de leurs partenaires commerciaux. Depuis le 2 avril, les États-Unis appliquent ces droits de douane à presque tous les pays, ce qui porte les droits de douane effectifs à des niveaux jamais observés depuis un siècle (graphique 1 du résumé). Cela constitue en soi un choc négatif majeur sur la croissance. L'imprévisibilité avec laquelle ces mesures sont mises en œuvre a également des effets négatifs sur l'activité économique et les perspectives. Parallèlement, cela complique davantage encore la formulation d'hypothèses nécessaires à l'élaboration d'un ensemble de projections cohérentes et opportunes sur le plan intérieur.

Compte tenu de la complexité et de l'évolution rapide de la conjoncture actuelle, ce rapport présente des « prévisions de référence » fondées sur les informations disponibles au 4 avril 2025 (dont les droits de douane annoncés le 2 avril et les premières mesures adoptées en réponse), plutôt que le scénario de référence habituel. Ces données sont accompagnées d'un ensemble de prévisions relatives à la croissance mondiale, reposant principalement sur différentes hypothèses en matière de politique commerciale.

L'accentuation rapide des tensions commerciales et le degré d'incertitude exceptionnellement élevé qui entoure les politiques publiques devraient avoir des répercussions significatives sur l'activité économique mondiale. Selon les prévisions de référence qui intègrent les

Graphique 1 du résumé. Droits de douane effectifs des États-Unis sur toutes les importations



Sources : statistiques historiques des États-Unis 1789–1945 ; US Census Bureau ; US International Trade Commission ; calculs des services du FMI.

Note : Les droits de douane en vigueur du 20 janvier au 1<sup>er</sup> avril 2025 comprennent des droits de douane de 20 % pour la Chine ; de 25 % sur l'acier et l'aluminium ; de 25 % pour le Mexique et le Canada ; et de 10 % sur les importations d'énergie en provenance du Canada. Une dérogation prévue par l'accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) devrait réduire de moitié la hausse effective des droits de douane pour le Mexique et le Canada. Les droits de douane du 2 avril comprennent les droits de douane sur le secteur automobile et des droits de douane spécifiques à chaque pays, ainsi que les exemptions prévues à l'annexe II du décret, estimées pertinentes par les services du FMI. Les droits de douane du 9 avril appliquent une augmentation des droits de douane pour la Chine à 145 % et une réduction des droits de douane spécifiques à d'autres pays à 10 %. Ils incluent aussi les exemptions sur certains produits électroniques annoncées le 11 avril. GATT = Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

données disponibles au 4 avril, la croissance mondiale devrait chuter à 2,8 % en 2025 et à 3 % en 2026, contre 3,3 % pour ces deux mêmes années dans la *Mise à jour des PEM* publiée en janvier 2025, ce qui correspond à une dégradation cumulée de 0,8 point de pourcentage. Ces chiffres sont très inférieurs à la moyenne historique de 3,7 % observée entre 2000 et 2019.

Dans ces prévisions de référence, la croissance dans les pays avancés devrait s'établir à 1,4 % en 2025. Aux États-Unis, la croissance devrait ralentir à 1,8 %, soit 0,9 point de pourcentage de moins que ce que prévoyait la *Mise à jour des PEM* parue en janvier 2025, une tendance qui s'explique par l'incertitude accrue entourant l'action des pouvoirs publics, la montée des tensions commerciales et le fléchissement de la demande. Dans la zone euro, la croissance devrait s'établir à 0,8 %, ce qui

correspond à un ralentissement de 0,2 point de pourcentage. Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance devrait ralentir pour atteindre 3,7 % en 2025 et 3,9 % en 2026, avec des révisions à la baisse significatives pour les pays les plus affectés par les récentes mesures commerciales, notamment la Chine. L'inflation globale au niveau mondial devrait reculer à un rythme légèrement plus lent que ce qui était prévu en janvier, pour s'établir à 4,3 % en 2025 et à 3,6 % en 2026. Ces prévisions s'accompagnent de révisions à la hausse significatives pour les pays avancés et de légères révisions à la baisse pour les pays émergents et les pays en développement en 2025.

L'augmentation des risques baissiers est ce qui ressort le plus de ces prévisions. Une intensification de la guerre commerciale et des incertitudes encore plus vives autour des politiques commerciales pourraient encore freiner la croissance à court et à long termes, tandis que l'érosion des marges de manœuvre compromettrait la capacité des pays à faire face à de futurs chocs. Des politiques divergentes et qui changent rapidement ou un étiolement de la confiance pourraient donner lieu à des réévaluations supplémentaires des actifs, supérieures à celles observées après l'annonce par les États-Unis de droits de douane généralisés, ainsi qu'à des ajustements brusques des taux de change et des flux de capitaux, en particulier dans les pays en situation de surendettement. Cela pourrait entraîner une instabilité financière plus générale, qui pourrait nuire au système monétaire international. L'évolution démographique et la diminution de la main-d'œuvre étrangère pourraient limiter la croissance potentielle et menacer la viabilité budgétaire. La persistance des effets de la récente crise du coût de la vie, combinée à la réduction de la marge de manœuvre des pouvoirs publics et à la morosité des perspectives de croissance à moyen terme, pourrait raviver les tensions sociales. La résilience de nombreux grands pays émergents pourrait être mise à l'épreuve alors que le service de dettes élevées devient plus difficile à une période où les conditions financières mondiales sont défavorables. Un tarissement de l'aide internationale au développement pourrait accentuer la pression sur les pays à faible revenu, les endetter davantage ou les contraindre à procéder à d'importants ajustements budgétaires, ce qui aurait des conséquences immédiates sur

la croissance et le niveau de vie. Du côté positif, une désescalade des droits de douane et la conclusion de nouveaux accords permettant de clarifier et de stabiliser les politiques commerciales pourraient stimuler la croissance mondiale.

La voie à suivre exige clarté et coordination. Les pays devraient œuvrer de manière constructive pour promouvoir un environnement commercial stable et prévisible, faciliter la restructuration de la dette et relever les défis communs. Dans le même temps, sur le plan national, ils doivent s'attaquer à leurs déséquilibres stratégiques et structurels afin de garantir leur stabilité économique intérieure. Cela contribuera à rééquilibrer les arbitrages entre croissance et inflation, à reconstituer des marges de manœuvre et à redynamiser les perspectives de croissance à moyen terme, tout en réduisant les déséquilibres mondiaux. Afin de remplir leurs mandats et de garantir la stabilité des prix et du système financier dans un environnement où les arbitrages sont encore plus difficiles, les banques centrales doivent en priorité continuer d'affiner l'orientation de leur politique monétaire. Source de perturbations, la volatilité des changes pourrait devoir faire l'objet d'interventions ciblées, comme indiqué dans le cadre stratégique intégré du FMI. Au besoin, les outils macroprudentiels devraient être déployés pour limiter l'accumulation de facteurs de vulnérabilité et fournir un soutien pour parer à d'éventuelles tensions. La reconstitution de l'espace budgétaire et le maintien de la dette publique sur une trajectoire viable demeurent des priorités majeures, tout comme la prise en charge des dépenses indispensables à la sécurité nationale et économique. Pour cela, des plans crédibles de rééquilibrage budgétaire à moyen terme sont nécessaires. Des réformes structurelles sur les marchés financiers, du travail et de produits viendraient compléter les efforts déployés pour réduire la dette et les disparités entre les pays. Comme expliqué au chapitre 2, les pyramides des âges des pays évoluent à des rythmes différents, ce qui entraîne des conséquences importantes pour la croissance à moyen terme et les déséquilibres extérieurs. En outre, comme montré au chapitre 3, les changements dans la politique migratoire des pays d'accueil entraînent des répercussions considérables qui touchent de manière disproportionnée les pays émergents et les pays en développement.

## L'incertitude entourant les politiques publiques met à l'épreuve la résilience mondiale

L'économie mondiale se trouve à un moment crucial. Après une longue période délicate, marquée par une succession de chocs inédits, des signes de stabilisation se sont fait jour durant une grande partie de l'année 2024. L'inflation, qui avait atteint des taux jamais observés ces dernières décennies, a reflué progressivement, malgré quelques soubresauts, vers les objectifs fixés par les banques centrales (graphique 1.1). La situation sur le marché du travail s'est normalisée, les taux de chômage et d'emplois vacants revenant à leurs niveaux antérieurs à la pandémie (graphique 1.2). La croissance a oscillé autour de 3 % au cours des dernières années, et la production mondiale s'est rapprochée de son potentiel (graphique 1.3).

Cependant, des réorientations majeures des politiques économiques sont en train de reconfigurer le système commercial mondial et génèrent une grande incertitude qui met une fois de plus à l'épreuve la résilience de l'économie mondiale. Depuis février, les États-Unis ont annoncé plusieurs vagues de droits de douane à l'encontre de leurs partenaires commerciaux, et certains d'entre eux ont présenté des mesures de rétorsion. Les marchés sont restés globalement indifférents à ces déclarations jusqu'à ce que les États-Unis appliquent des droits d'importation à presque tous les pays le 2 avril : la plupart des indices boursiers ont alors enregistré des chutes historiques, tandis que les rendements obligataires sont montés en flèche de façon tout aussi spectaculaire, avant de connaître un mouvement inverse, mais de moindre ampleur, depuis la suspension de ces mesures tarifaires le 9 avril et, dans un second temps, l'annonce de nouvelles exceptions. Malgré les fortes corrections des marchés boursiers au début de mars et en avril, les ratios cours-bénéfices aux États-Unis demeurent élevés au regard de leurs valeurs passées, d'où la crainte de nouvelles corrections désordonnées (édition d'avril 2025 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde [GFSR]). Enfin, l'incertitude, surtout en ce qui concerne les politiques commerciales, s'est envolée à des niveaux sans précédent (graphique 1.4). Son degré varie d'un pays à l'autre, selon l'exposition de l'économie aux mesures

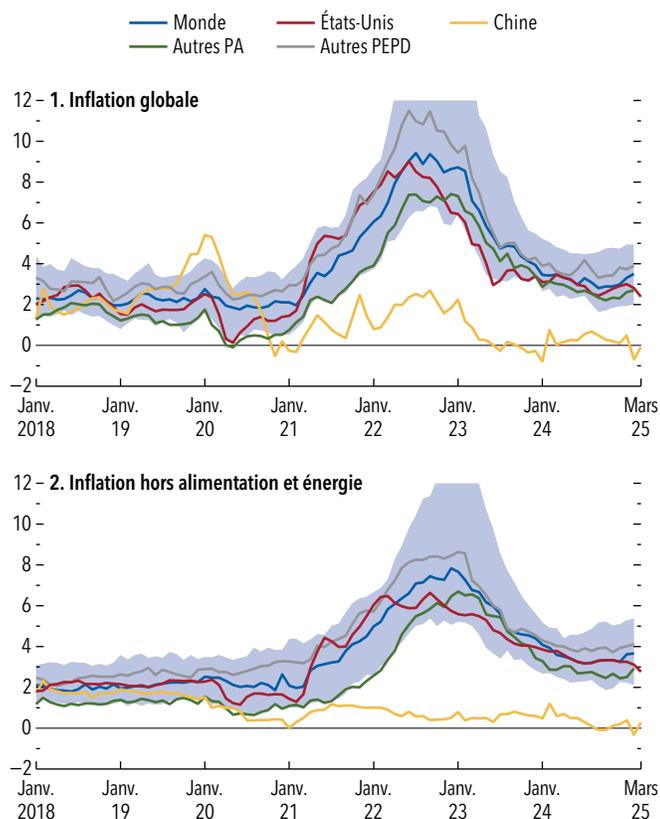
protectionnistes en raison des liens commerciaux et financiers de chaque pays, et plus généralement des relations géopolitiques.

Ces évolutions interviennent dans un contexte de ralentissement de l'économie. Les données récentes sur l'activité économique sont décevantes : la croissance du PIB au quatrième trimestre de 2024 s'est avérée inférieure aux prévisions établies dans la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) de janvier 2025. Les indicateurs à haute fréquence, comme les ventes au détail et l'indice des directeurs d'achats, laissent présager un repli de la croissance. Aux États-Unis, les consommateurs, les entreprises et les investisseurs étaient optimistes au début de l'année, mais leur moral s'est nettement dégradé il y a peu du fait de l'enracinement de l'incertitude et de l'annonce de nouveaux droits de douane. Sur le marché du travail, les recrutements décélèrent dans de nombreux pays et les licenciements ont augmenté. Dans le même temps, la désinflation marque le pas presque partout. L'inflation est même repartie à la hausse dans certains cas et se situe au-dessus de sa cible dans de plus en plus de pays. Dans le secteur des services, elle reste sur une trajectoire descendante, mais elle est toujours supérieure aux niveaux observés avant sa flambée, et l'inflation sous-jacente des biens remonte depuis novembre 2024. Les échanges ont bien résisté, mais ces bons résultats tiennent essentiellement au fait que les exportations chinoises et les importations américaines se sont redressées à la fin de 2024, probablement parce que les consommateurs et les entreprises ont augmenté leurs achats l'année dernière en prévision des droits de douane actuellement en vigueur.

Dans ce contexte, les déséquilibres nationaux et les écarts liés aux politiques mises en œuvre se traduisent par une croissance hétérogène et créent des risques de fragilité. Dans certains pays, comme la Chine, la croissance en 2024 a été principalement portée par la demande extérieure. À l'inverse, aux États-Unis, la consommation privée, qui constitue depuis toujours le principal moteur de la croissance, a atteint son plus haut niveau, en pourcentage du PIB, depuis les années 2020, et le déficit budgétaire demeure historiquement élevé. Les inégalités au sein des pays en matière de gains de revenu mettent en évidence un autre facteur de vulnérabilité. Dans certains cas, le PIB réel a retrouvé son dynamisme antérieur, mais

### Graphique 1.1. Tendances mondiales de l'inflation

(En pourcentage, sur un an)

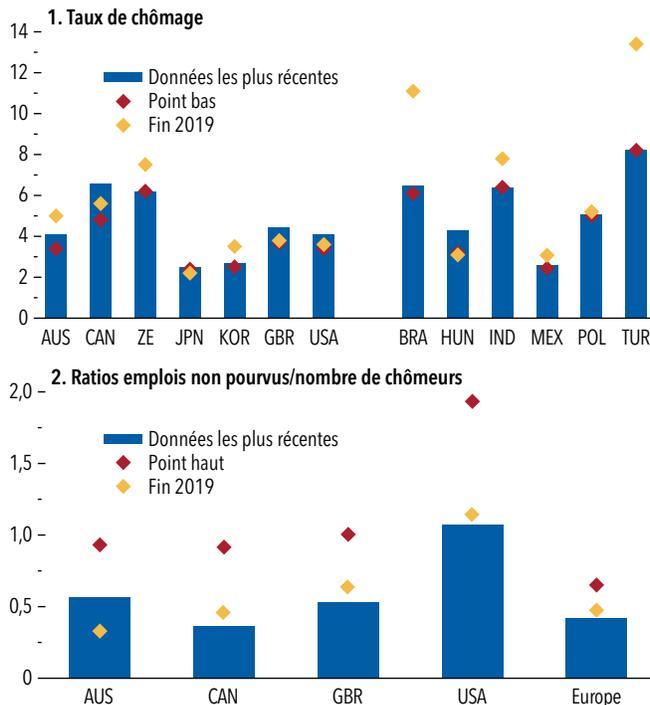


Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Les plages 1 et 2 indiquent la médiane d'un échantillon de 57 pays qui représentent 78 % du PIB mondial tel qu'il est défini dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (pondéré selon les parités de pouvoir d'achat) en 2024. Les ordonnées n'indiquent pas de valeurs inférieures à -2 % et supérieures à 12 %. Les bandes représentent l'intervalle compris entre les 25<sup>e</sup> et 75<sup>e</sup> centiles de données dans l'ensemble des pays étudiés. L'inflation hors alimentation et énergie correspond à la variation en pourcentage de l'indice des prix à la consommation des biens et services, à l'exception des denrées alimentaires et des produits énergétiques (à défaut, on utilise la mesure la plus proche). PA = pays avancés ; PEPE = pays émergents et pays en développement.

### Graphique 1.2. Marchés du travail

(En pourcentage)



Sources : Bureau of Economic Analysis des États-Unis ; Bureau of Labor Statistics des États-Unis ; Haver Analytics ; ministère des Statistiques et de la Mise en œuvre des programmes de l'Inde, enquête périodique sur la population active ; Organisation de coopération et de développement économiques ; Organisation internationale du Travail ; calculs des services du FMI.

Note : À la page 1, les données sur le chômage dans les zones urbaines en Inde sont tirées de l'enquête périodique sur la population active. Le « point bas » concerne la période s'étendant de mars 2019 à la date des dernières données disponibles. Page 2, l'Europe comprend les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Suède. Le « point haut » concerne la période s'étendant de janvier 2020 à la date des dernières données disponibles. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). ZE = zone euro.

pas le PIB réel par habitant (graphique 1.5, page 1). Dans d'autres, le revenu médian a perdu du terrain alors que les revenus aux deux extrêmes de la distribution sont remontés. Dans le même temps, les grands indicateurs du coût de la vie, tels que le prix des logements et les loyers, ont substantiellement augmenté (graphique 1.5, page 2).

### Des dynamiques différentes selon les pays

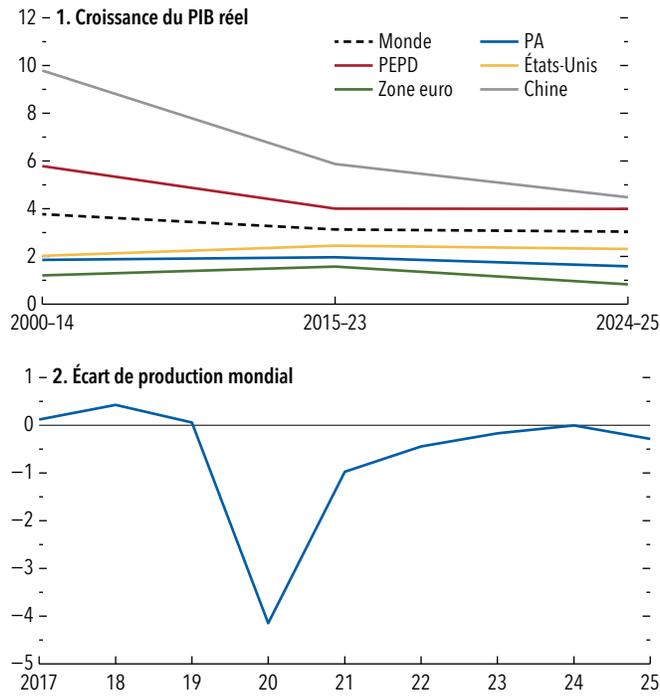
La stabilité de l'économie mondiale au cours des deux dernières années masque de profondes disparités entre les pays. Celles-ci résultent d'une multiplicité de chocs, de caractéristiques structurelles et de mesures de politique générale et transparaissent dans la position conjoncturelle des pays et dans les forces structurelles qui déterminent leurs perspectives.

### Positions conjoncturelles

Les différences entre les pays sont plus marquées en matière d'écart de production que sur le terrain de l'inflation, dans la mesure où cette dernière reste supérieure à sa cible dans la plupart des pays (graphique 1.6, page 1). Dans un grand nombre de cas, la politique budgétaire demeure accommodante même si la politique monétaire est toujours restrictive (graphique 1.6, page 2).

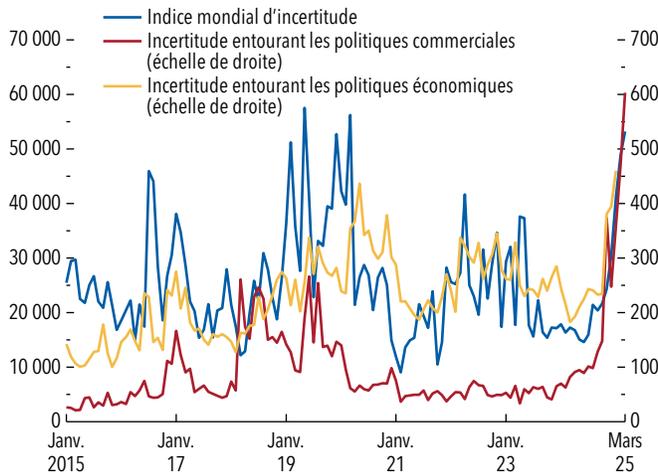
L'économie américaine a tourné au-dessus de son potentiel en 2024, s'appuyant fortement sur le dynamisme de sa demande intérieure. La consommation privée a affiché une croissance annuelle de 2,8 % en 2024, un taux supérieur à sa moyenne historique de 2,4 % observée entre 2000 et 2019. Cela étant, des signes laissant présager un éventuel retournement sont apparus

**Graphique 1.3. Croissance : résultats et prévisions**  
(En pourcentage)



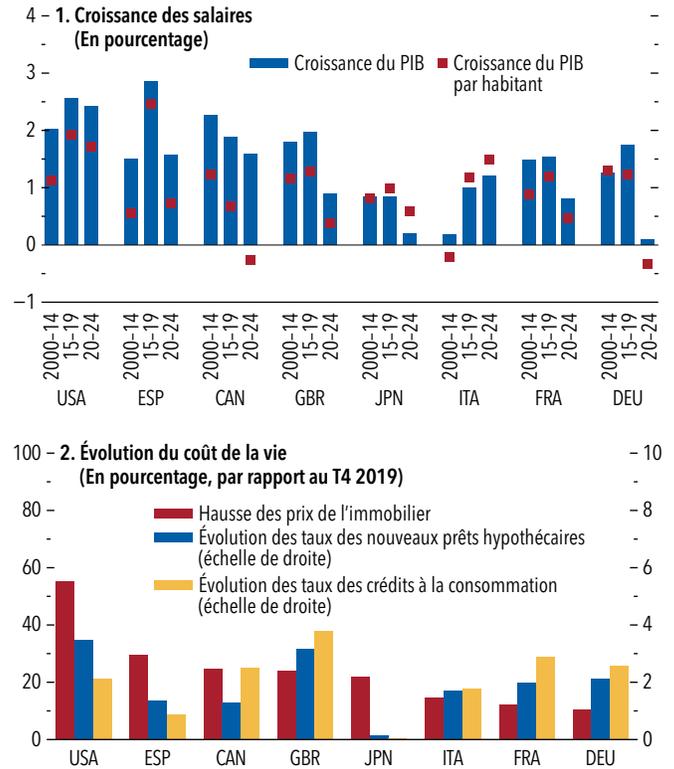
Source : calculs des services du FMI.  
Note : PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

**Graphique 1.4. Incertitude – globale, autour des politiques économiques et autour des politiques commerciales**  
(Indice)



Sources : Ahir, Bloom et Furceri, 2022 ; Caldara *et al.*, 2020 ; Davis, 2016 ; calculs des services du FMI.  
Note : L'incertitude est mesurée avec des indices basés sur les diffusions des agences de presse et autres organes d'information qui quantifient l'attention accordée à l'incertitude globale (indice mondial d'incertitude), à l'incertitude entourant les politiques économiques et à l'incertitude entourant les politiques commerciales dans l'actualité mondiale.

**Graphique 1.5. Croissance des salaires et évolution du coût de la vie**



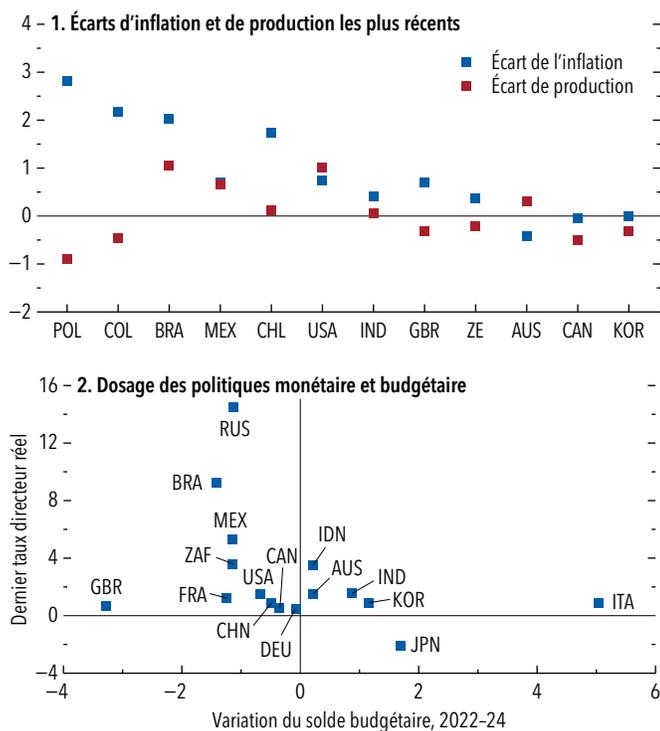
Sources : Haver Analytics ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.  
Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

en 2025. Les dépenses de consommation ont diminué de 0,6 % en janvier et sont restées modérées en février après avoir augmenté de 0,6 % en décembre 2024, ce repli tenant probablement à une normalisation de la consommation privée vers un niveau plus soutenable et à la détérioration de la confiance des agents économiques à cause des nombreux revirements des politiques publiques. Cette évolution met en évidence une dégradation de la position conjoncturelle de l'économie américaine.

La zone euro connaît un rebond cyclique, mais la demande intérieure est faible et la contribution de la consommation à la croissance pourrait avoir déjà atteint son maximum dans les principaux pays, sauf en Allemagne. Le manque de confiance des consommateurs et la forte incertitude ont fait augmenter l'épargne de précaution et freiné la croissance de la consommation (édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales : Europe*). L'activité manufacturière est restée atone sur fond de renchérissement continu de l'énergie, tandis que les services ont constitué le principal vecteur

### Graphique 1.6. Positions cycliques

(En pourcentage)



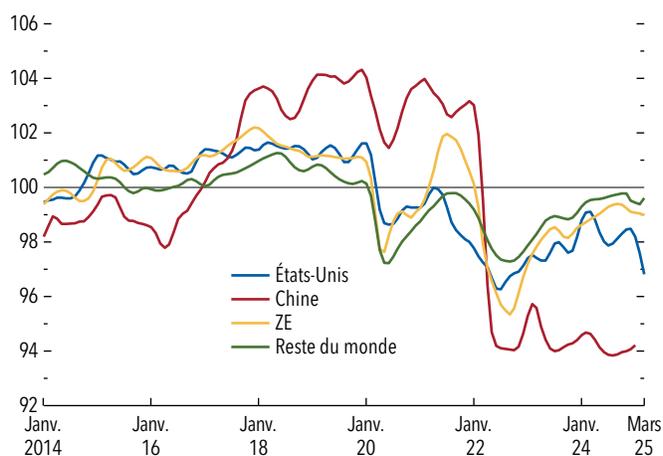
Sources : Haver Analytics ; estimations des services du FMI.  
 Note : Dans la plage 1, l'écart de l'inflation correspond à la différence entre le taux d'inflation au T1 2025 et l'objectif d'inflation de la banque centrale. L'écart de production est celui de 2024. Dans la plage 2, le solde budgétaire désigne le solde primaire structurel des administrations publiques exprimé en pourcentage du PIB potentiel. Le solde primaire structurel est le solde corrigé des variations cycliques excluant les paiements d'intérêts nets, ainsi que de facteurs non cycliques tels que les variations des prix des actifs et des produits de base. Le taux directeur réel est calculé à partir des anticipations d'inflation à 12 mois sur une fenêtre glissante. L'échantillon inclut les pays du Groupe des Vingt à l'exception de de l'Arabie saoudite, de l'Argentine et de la Turquie, dont les données ne sont pas disponibles. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). ZE = zone euro.

de la croissance, ce qui a accentué la divergence entre les pays européens selon le poids de ces secteurs dans l'économie, l'Allemagne et l'Espagne étant dans des situations opposées dans ce domaine.

Dans le cas de la Chine, l'atonie prolongée du secteur immobilier et ses implications, notamment pour les finances des collectivités locales, jouent un rôle déterminant dans la position conjoncturelle du pays. Lorsque la pandémie a frappé l'économie chinoise, les signes d'un ralentissement du marché immobilier par le crédit commençaient à s'accumuler. Cette vulnérabilité interne a déprimé la demande intérieure, même quand les décideurs ont adopté des mesures pour remédier à l'excès d'offre sur le marché immobilier et renforcer la confiance. De fait, la confiance des consommateurs chinois, qui avait évolué de conserve avec les tendances observées dans le reste du

### Graphique 1.7. Confiance des consommateurs

(Indice, données harmonisées de l'OCDE)



Sources : OCDE ; calculs des services du FMI.  
 Note : Le « reste du monde » représente la valeur moyenne des données de 22 pays. OCDE = Organisation de coopération et de développement économiques ; ZE = zone euro.

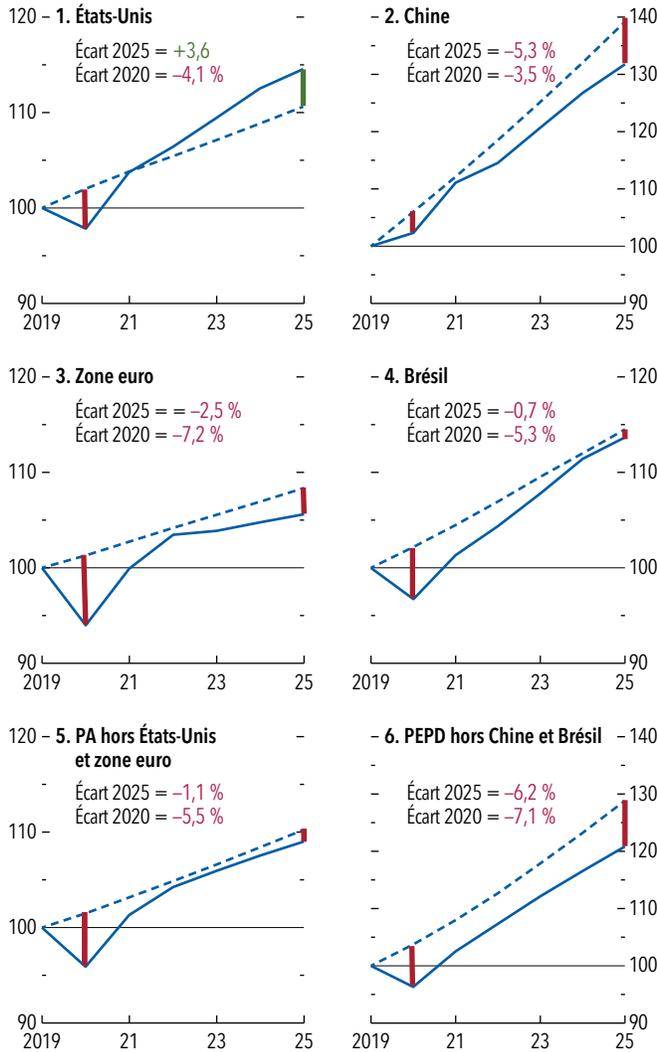
monde pendant toute une décennie, a décroché brutalement au début de 2022 et ne s'est toujours pas redressée (graphique 1.7). En outre, la montée des tensions commerciales et les nouveaux droits de douane au cours des dernières années ont affecté l'économie chinoise de façon disproportionnée. Le rééquilibrage des moteurs de la croissance au profit de la consommation, et non plus de l'investissement et des exportations nettes, marque une pause dans un contexte caractérisé par la persistance des pressions déflationnistes et par un niveau d'épargne élevé. L'activité dans la construction et l'immobilier demeure en demi-teinte, tandis que le secteur industriel, les échanges et les transports résistent.

#### Forces structurelles

L'existence de dynamiques différentes en fonction des pays tient également à l'interaction de facteurs cycliques et structurels. Les taux de croissance nationaux devraient converger à mesure que les mécanismes conjoncturels perdent en intensité, mais les disparités devraient persister.

Si l'on compare le PIB effectif et son niveau tendanciel avant la pandémie, on peut voir que la plupart des pays ont réussi à effacer une partie des dommages causés par la pandémie (graphique 1.8). Les États-Unis font figure d'exceptions, mais, de façon générale, les séquelles ont été moins marquées qu'estimé initialement, grâce à l'étonnante résilience de l'économie mondiale (édition d'avril 2024 des PEM). Cela étant, la production reste inférieure aux tendances pré-pandémiques dans un certain nombre de cas.

**Graphique 1.8. PIB réel par rapport à la tendance observée avant la pandémie**  
(Indice, 2019 = 100)

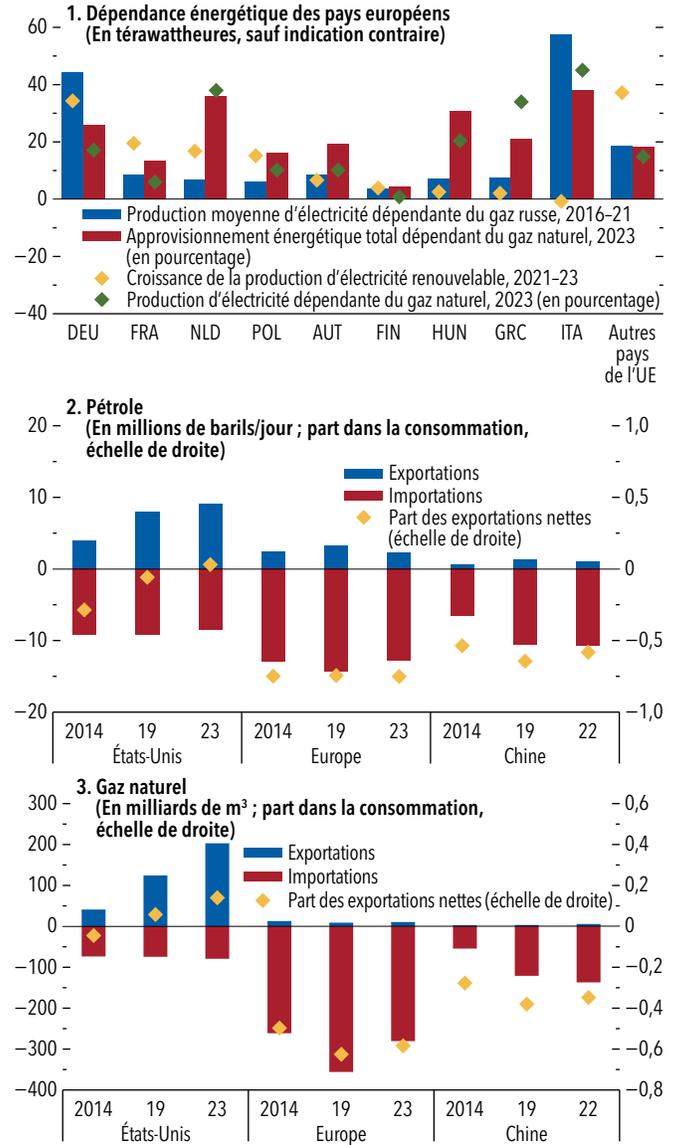


Source : calculs des services du FMI.

Note : Les données des courbes pleines proviennent des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) d'avril 2025. Les courbes en tirets représentent la tendance observée avant la pandémie selon les données de la *Mise à jour des PEM* de janvier 2020. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

Une grande partie des écarts par rapport aux projections antérieures à la pandémie résulte du choc sur les prix de l'énergie. Les pays européens, notamment les grands centres industriels, comme l'Allemagne et l'Italie, étaient particulièrement exposés aux perturbations du marché du gaz naturel qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie (graphique 1.9, page 1). Alors que les prix du pétrole et du gaz naturel se sont envolés, les pays ont adapté leurs sources d'approvisionnement en énergie et réalisé des gains d'efficacité énergétique. Ces stratégies présentent cependant des limites : la substitution

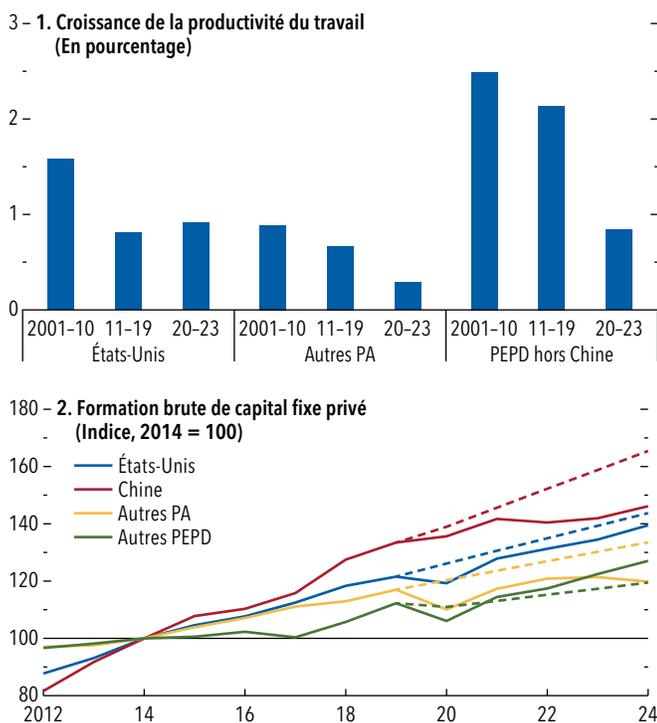
**Graphique 1.9. Modifications dans les importations et les exportations d'énergie**



Sources : Agence internationale de l'énergie ; Energy Institute ; calculs des services du FMI.  
Note : Dans la page 1, les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). « Autres pays de l'UE » désigne le reste des pays membres de l'Union européenne. Dans la page 2, le commerce de pétrole inclut à la fois le pétrole brut et les produits pétroliers. Aux pages 2 et 3, l'« Europe » comprend les pays européens membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques plus l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, la Géorgie, Gibraltar, la Lettonie, la Lituanie, la Macédoine du Nord, Malte, le Monténégro, la Roumanie et la Serbie. Les échanges intra-européens sont exclus des valeurs pour l'« Europe ».

des sources d'énergie est parfois difficile, et de nombreux pays demeurent dépendants à l'égard des importations de pétrole et de gaz naturel pour couvrir leur consommation (graphique 1.9, pages 2 et 3). Mais, surtout, ce choc a eu un double impact sur les importations de produits de base lorsque le dollar s'est apprécié, les termes de l'échange aux États-Unis s'améliorant sur fond d'accroissement de

### Graphique 1.10. Productivité du travail et investissements en capital

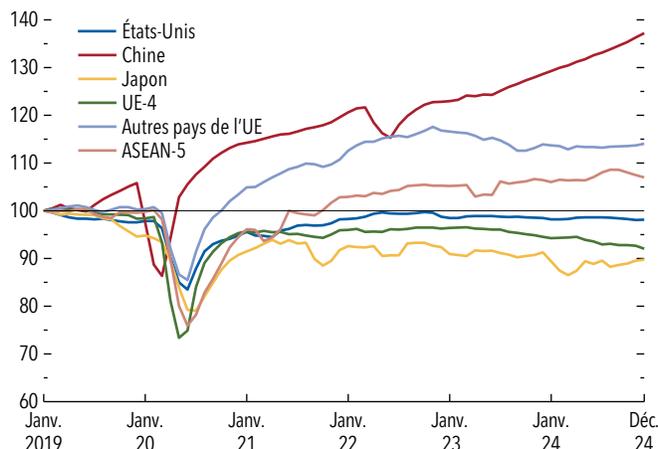


Source : calculs des services du FMI.  
 Note : Dans la page 1, la productivité du travail est calculée par travailleur. Dans la page 2, les courbes en tiret représentent la tendance pour la période 2014-19. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

l'incertitude (Rapport sur la stabilité extérieure de 2024). Étant donné que les prix des produits de bases sont exprimés en dollars, les tensions stagflationnistes sur les importateurs de produits de base se sont exacerbées. Il en est allé globalement de même dans les marchés mondiaux des denrées alimentaires, où les effets se sont particulièrement fait sentir dans les pays à faible revenu. À l'inverse, les États-Unis présentaient déjà une moindre dépendance vis-à-vis des importations d'énergie et, en plus, ils sont devenus des exportateurs nets d'énergie. Cette transformation a protégé l'économie américaine des perturbations sur les marchés des produits de base provoquées par la guerre.

La croissance de la productivité du travail a déceléré ces dernières années dans presque tous les pays, sauf aux États-Unis (graphique 1.10, page 1). Cette vigueur relative tient en partie à un effort d'investissement plus important (graphique 1.10, page 2). La baisse du ratio capital/travail dû à un sous-investissement chronique peut expliquer environ la moitié du ralentissement de la croissance de la productivité dans les pays avancés depuis 2010 et environ un tiers dans les pays émergents et les pays en développement (Fernald et Li, 2023 ; Igan *et al.*, 2024).

### Graphique 1.11. Tendances de la production industrielle (Indice, janv. 2019 = 100)



Sources : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ; calculs des services du FMI.  
 Note : Les données du graphique correspondent aux moyennes mobiles sur trois mois. « UE-4 » = Allemagne, Espagne, France et Italie. « Autres pays de l'UE » = tous les autres pays membres de l'Union européenne. « ASEAN-5 » = Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

La flexibilisation du marché du travail pourrait également avoir joué un rôle dans l'évolution de la croissance de la productivité depuis la pandémie. Ainsi, la fréquence élevée des passages d'un emploi à un autre explique une grande partie de la croissance de la productivité aux États-Unis depuis 2020 (Dao et Platzer, 2024). En revanche, les pays qui ont introduit des dispositifs de chômage technique ont généralement enregistré une croissance de la productivité plus lente. Ces dispositifs ont pour objectifs de maintenir l'adéquation des compétences et d'éviter la perte de compétences associée aux périodes de chômage, et, par là, d'accroître la productivité à moyen terme, mais leur efficacité peut être mise à mal par d'autres facteurs. Le choc sur les prix de l'énergie provoqué par la guerre, conjugué à la persistance de ces perturbations, pourrait miner la productivité en entravant la nécessaire réaffectation des ressources dans les différents secteurs de l'économie. Plus généralement, il est probable que l'attrition de la main-d'œuvre, plus forte aux États-Unis qu'en Europe depuis toujours, permette aux travailleurs américains de passer plus facilement d'un emploi à un autre.

Les écarts en matière de croissance de la productivité ont pour corolaire la poursuite du déplacement des activités manufacturières des pays avancés vers les pays émergents. La production industrielle s'est effondrée dans tous les pays au début de la pandémie (graphique 1.11), mais son redémarrage ensuite a pris des formes très différentes. Ainsi, la production s'est envolée en Chine et elle s'est également redressée dans les petits pays de l'Union européenne (UE)

et dans l'ASEAN-5 (à savoir l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, tous membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est) alors qu'elle a peiné à revenir à son niveau avant la pandémie au Japon et dans les grands pays de l'UE. Aux États-Unis, la production industrielle est remontée et elle s'est avérée plus dynamique que dans les pays avancés comparables.

À ces conditions adverses sur le plan industriel s'ajoute dans certains pays un contexte démographique défavorable. Dans le monde entier, des pays franchissent les uns après les autres leur point de bascule démographique — moment où la part de la population d'âge actif commence à diminuer —, ce qui a des conséquences directes sur l'offre de main-d'œuvre et la productivité (chapitre 2). L'Allemagne, l'Italie et le Japon, tout comme la Chine, sont à un stade plus avancé du processus que d'autres pays, tandis que les États-Unis ne sont pas très loin derrière, mais les afflux massifs d'immigrés associés à une forte réactivité du marché du travail ont davantage protégé l'économie américaine.

### Réduction de la marge de manœuvre

Plus important, la marge d'action des pouvoirs publics est déjà épuisée dans de nombreux pays (éditions d'avril 2020, d'avril 2021 et d'octobre 2022 des PEM), ce qui restreint l'ampleur du soutien que les décideurs pourraient apporter à l'économie en cas de nouveaux chocs négatifs ou de forte contraction de l'activité. Beaucoup ont adopté de vastes programmes de relance budgétaire, premièrement durant la pandémie, puis lorsque les prix de l'énergie et de l'alimentation ont bondi au moment de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. La politique budgétaire devrait devenir un peu plus restrictive ; cependant, compte tenu des récents événements géopolitiques, certaines régions sont en passe d'engager une expansion budgétaire. Après la pandémie, une réponse monétaire, déterminée et vigoureuse, a ramené l'inflation près de l'objectif fixé par les banques centrales à un coût relativement faible pour l'activité économique (chapitre 2 de l'édition d'octobre 2024 des PEM). La crédibilité durement acquise des banques centrales a joué un rôle important en limitant le désancrage des anticipations d'inflation. Mais les séquelles, à savoir le niveau élevé de la dette publique et l'attention accrue portée aux décisions des banques centrales, demeurent.

### Niveau élevé de la dette publique et des taux d'intérêt

Le soutien budgétaire durant la pandémie et au début de la guerre en Ukraine en réponse à la flambée des prix de l'énergie et de l'alimentation a favorisé la reprise. Mais les mesures budgétaires ont sensiblement accru les ratios

dette/PIB. Bien qu'ils aient parfois diminué et que de nouvelles coupes soient prévues, les déficits budgétaires demeurent importants et assombrissent les perspectives. L'espace budgétaire est aujourd'hui bien plus réduit qu'il y a dix ans, et la stabilisation des ratios d'endettement requiert un rééquilibrage des finances publiques d'une ampleur inédite (graphique 1.12, page 1).

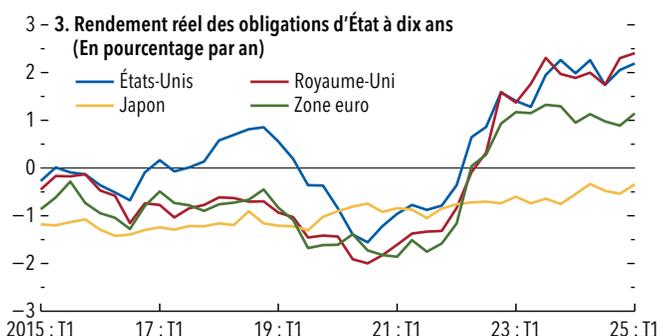
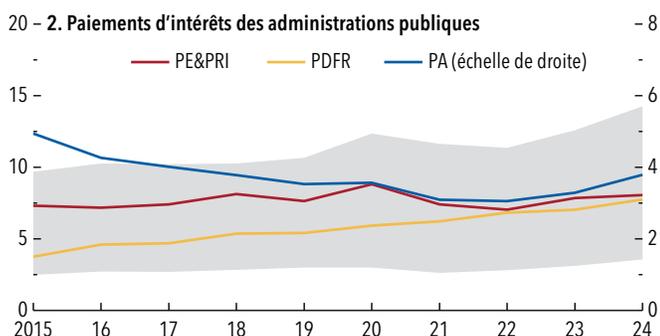
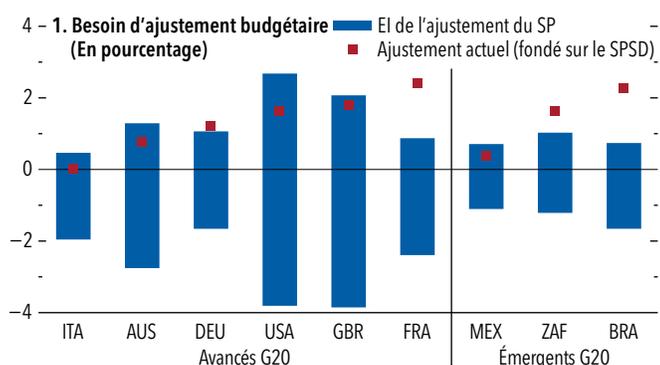
Dans le même temps, le ratio service de la dette/recettes budgétaires augmente (graphique 1.12, page 2), mais pas au même rythme partout en raison des différences en matière d'orientation budgétaire, de trajectoires de la croissance et de l'inflation, ou encore de structure des échéances de la dette publique, certains recourant plus que d'autres à des emprunts à court terme. Le coût du service de la dette reste certes inférieur à son niveau avant la pandémie dans les pays qui ont bénéficié de conditions d'emprunt favorables durant cette période, mais les taux effectifs devraient dépasser les niveaux antérieurs à la pandémie à mesure que la dette sera refinancée, notamment dans les pays à faible revenu et certains pays émergents et pays en développement.

Alors que les taux d'intérêt ont été très bas durant plus d'une décennie dans les pays avancés, les rendements des obligations d'État à long terme remontent (graphique 1.12, page 3), de façon très marquée ces derniers mois. Le niveau élevé des taux à long terme, hier dû au resserrement de la politique monétaire, perdure aujourd'hui, malgré le retournement du cycle, à cause du renchérissement des primes d'échéance au niveau mondial. Aux États-Unis, l'essor des émissions conjugué aux anticipations d'accélération de l'inflation et aux primes de risques a accentué les primes de risque jusqu'à mi-janvier, lorsque les taux d'intérêt à long terme sont descendus. Puis les annonces récentes en matière de droits de douane les ont fait repartir à la hausse.

### Des anticipations d'inflation à la hausse après la panique inflationniste

Les anticipations d'inflation sont désormais supérieures aux objectifs des banques centrales dans la plupart des pays avancés et des pays émergents et pays en développement, alors que les anticipations moyennes par groupe de pays étaient égales ou inférieures à ces cibles entre 2017 et 2021 (graphique 1.13). Les rendements demeurent sensibles aux évolutions inattendues de l'inflation et à la réduction de l'espace budgétaire (édition d'avril 2025 du GFSR). Les banques centrales peuvent moins se permettre « d'ignorer » les nouveaux chocs d'offre négatifs dans les pays qui tournent déjà à pleine capacité ou presque et qui sont aux prises avec des tensions inflationnistes, résultant notamment des nouvelles politiques commerciales et des fluctuations de change.

**Graphique 1.12. Espace de la politique budgétaire**

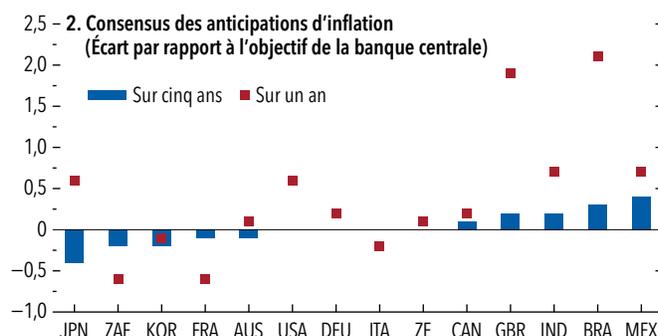
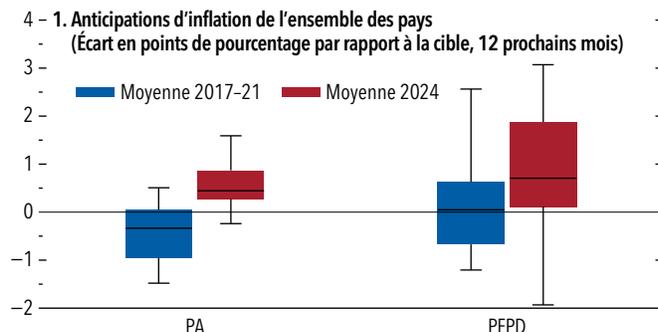


Sources : Consensus Economics ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.  
 Note : La plage 1 compare l'ajustement sur trois ans nécessaire actuellement et les ajustements opérés par le passé. L'EI est l'écart interquartile des ajustements à trois ans du solde primaire (SP) durant la période 2000-19, que l'on calcule en mesurant la variation entre les années  $t + 3$  et  $t$ , à l'aide d'une fenêtre mobile. L'ajustement sur trois ans nécessaire actuellement est déterminé d'après la différence entre le solde primaire stabilisant la dette (SPSD) en 2028 et le solde primaire hors autres flux en 2025. Dans la plage 2, les courbes montrent les médianes, et la zone ombrée représente l'EI pour tous les pays. La plage 3 présente les taux réels calculés au moyen des anticipations d'inflation à long terme provenant des prévisions du consensus. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). G20 = Groupe des Vingt ; PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire.

### Des déséquilibres mondiaux résultant de déséquilibres nationaux

La montée des tensions géopolitiques et l'amplification des déséquilibres intérieurs — en particulier l'atonie de la demande en Chine et son dynamisme aux

**Graphique 1.13. Écart par rapport à l'objectif d'inflation**



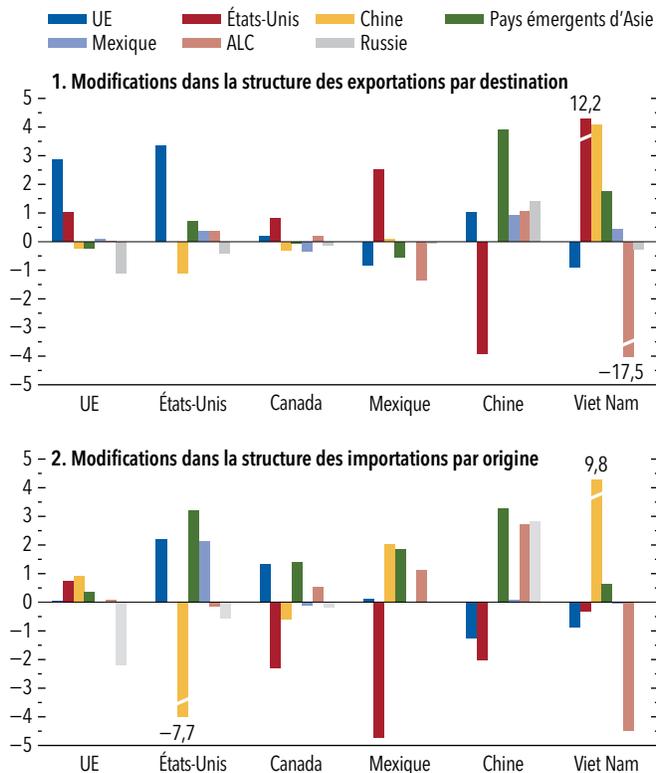
Sources : Consensus Economics ; Haver Analytics ; sites Internet des banques centrales ; calculs des services du FMI.  
 Note : En page 1, l'échantillon comprend 30 pays avancés (PA) et 31 pays émergents et pays en développement (PEPD). Les lignes horizontales au milieu des boîtes représentent les médianes, et les bords supérieurs (inférieurs) des boîtes matérialisent le troisième (premier) quartile. Les moustaches donnent les valeurs maximale et minimale bornant un intervalle dont la longueur est égale à 1,5 fois l'écart entre le quartile supérieur et le quartile inférieur. En page 2, « Sur un an » fait référence à des données de mars 2025. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). ZE = zone euro.

États-Unis — ont ravivé les préoccupations relatives aux déséquilibres mondiaux (Gourinchas *et al.*, 2024). De plus, d'autres mesures et interventions de l'État hors marché pourraient exacerber les déséquilibres extérieurs.

Ainsi, derrière la relative stabilité du volume des échanges internationaux en pourcentage du PIB mondial se cachent des changements structurels. De façon générale, les échanges commerciaux se font de plus en plus entre des pays historiquement alignés et de moins en moins entre blocs géopolitiques (édition d'octobre 2024 des PEM). En outre, depuis 2016-17, la Chine et les États-Unis ont diversifié leur base de partenaires commerciaux, réduisant progressivement les liens qui les unissaient en matière d'exportations et d'importations (graphique 1.14). Dans certains cas, cette diversification s'est produite au niveau microéconomique le long de la chaîne d'approvisionnement sous forme d'une réorientation des échanges et d'une réallocation de la production, notamment entre les pays émergents en Asie, la Chine intensifiant ses importations et ses exportations avec ces derniers, et les États-Unis

**Graphique 1.14. Modifications dans la composition des échanges**

(En points de pourcentage, modifications dans la structure des échanges, 2023-24 moins 2016-17)



Sources : FMI, *Direction of Trade Statistics* ; calculs des services du FMI.  
 Note : Les « pays émergents d'Asie » s'entendent hors Chine et l'« ALC » hors Mexique.  
 ALC = Amérique latine et Caraïbes ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; UE = Union européenne.

accroissant leurs importations en provenance de ces pays. Par ailleurs, une nouvelle dimension macroéconomique de la reconfiguration des échanges est apparue. Ainsi, l'évolution de la demande a amené l'Europe à augmenter ses importations depuis la Chine dans la plupart des pans de l'économie et depuis les États-Unis dans le domaine de l'énergie. Dans le même temps, l'Europe a renforcé ses exportations vers les États-Unis dans d'autres secteurs. Par conséquent, l'exposition commerciale de l'Europe vis-à-vis de la Chine et des États-Unis s'est accentuée.

Après avoir atteint des sommets en 2022, les soldes courants mondiaux — la somme des excédents et des déficits en valeur absolue — continuent de diminuer, mais ils restent supérieurs à leur moyenne observée juste avant la pandémie (voir section « Perspectives : un vaste univers des possibles »). Le déficit aux États-Unis est plus important aujourd'hui qu'à la fin des années 2010.

Des déséquilibres sont aussi visibles sur le plan des positions extérieures globales nettes. La position d'actifs

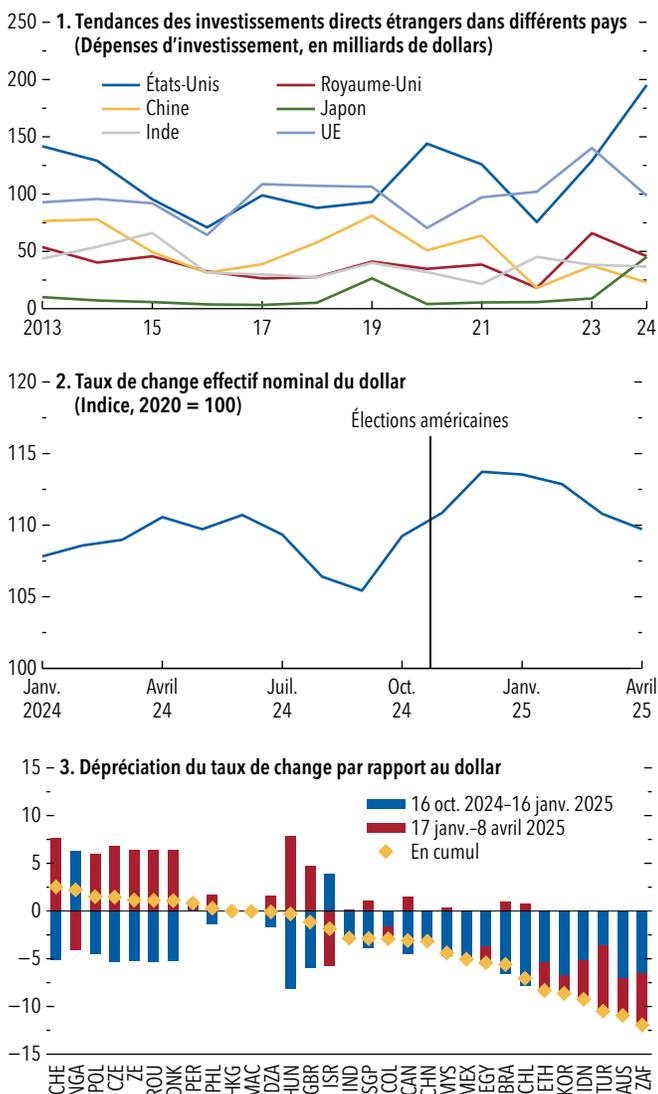
nets des résidents américains, à savoir la différence entre les avoirs américains en titres étrangers et les avoirs étrangers en titres américains, est revenue sur une trajectoire baissière en 2023 après avoir augmenté brièvement en 2022 (édition d'avril 2025 du GFSR). Ce repli ne tient pas seulement au renchérissement plus rapide des actions américaines que des actions étrangères, mais aussi à la hausse des achats étrangers d'obligations américaines durant cette période. Au cours des dernières années, les flux d'investissement direct étranger vers les États-Unis ont augmenté (graphique 1.15, page 1).

Le dollar s'est fortement apprécié à l'approche des élections américaines en novembre 2024, les marchés anticipant une accélération de la croissance et un resserrement de la politique monétaire aux États-Unis. Cependant, depuis février 2025, le dollar a perdu tout le terrain gagné au dernier trimestre de 2024 (graphique 1.15, page 2), sur fond de forte incertitude et de dégradation des perspectives de croissance aux États-Unis. Les pressions à la baisse sur les taux de change étaient au départ particulièrement prononcées pour les monnaies des pays émergents et des pays en développement, mais elles se sont dissipées après la résorption de la montée du dollar en 2025 (graphique 1.15, page 3). Depuis le 2 avril, l'appétence pour le risque au niveau mondial a nettement diminué, l'aversion pour le risque venant compenser l'appréciation des monnaies des pays émergents.

**Perspectives : un vaste univers des possibles**

La rapide escalade des tensions commerciales s'est traduite par une ambiguïté extrême de l'action publique, et c'est pourquoi il a été plus difficile qu'à l'accoutumée d'établir des perspectives centrales de croissance mondiale. Par conséquent, cette édition des PEM présente plusieurs séries de projections de croissance mondiale : premièrement, les « prévisions de référence », qui reposent sur les mesures annoncées jusqu'au 4 avril et qui figurent dans les tableaux de ce rapport et la base de données des PEM ; deuxièmement, les *prévisions antérieures au 2 avril* (calculées à partir de données jusqu'à fin mars), qui tiennent compte de toutes les annonces stratégiques et les évolutions économiques depuis les PEM d'octobre 2024 et avant le 2 avril ; et, troisièmement, les *prévisions fondées sur des modèles postérieures au 9 avril*, qui sont utilisées pour quantifier les effets de la suspension des mesures tarifaires et les nouvelles exonérations annoncées, ainsi que l'escalade des droits de douane entre la Chine et les États-Unis.

**Graphique 1.15. Flux de capitaux et taux de change**



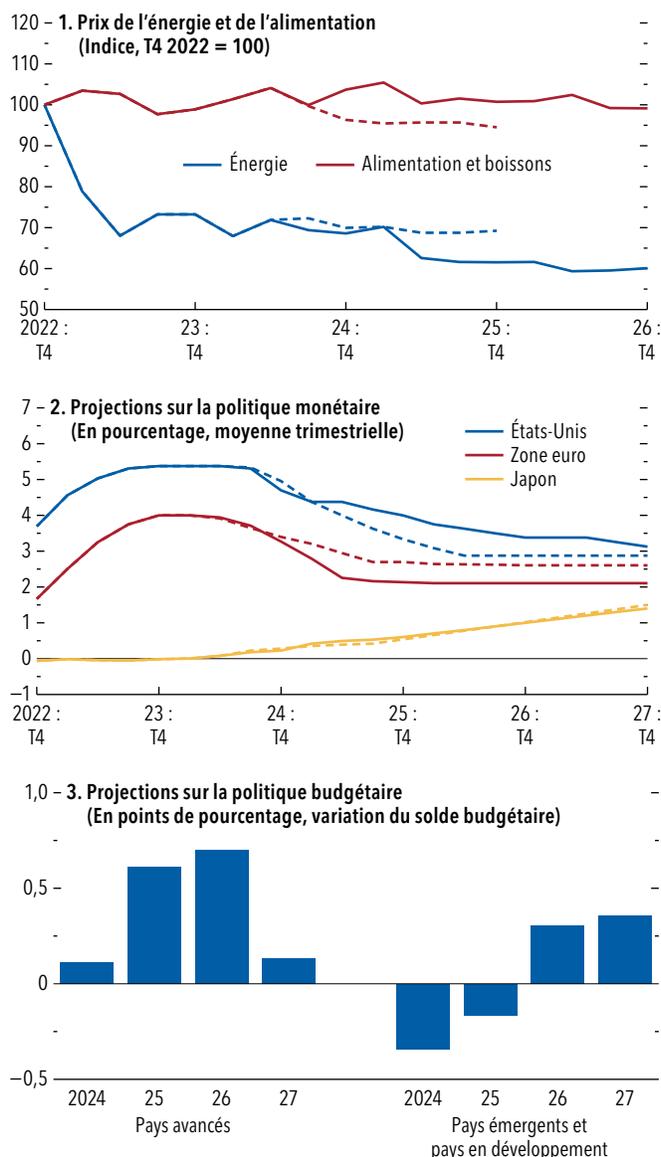
Sources : Banque des règlements internationaux ; Haver Analytics ; Orbis Crossborder Investment ; calculs des services du FMI.

Note : La plage 1 présente les dépenses d'investissement pour des projets d'investissement direct étranger nouveaux ou complémentaires dans le pays qui ont été annoncés, achevés ou reportés, par pays de destination. Les investissements intra-UE sont exclus des valeurs pour l'UE. En page 2, les taux de change sont fondés sur les données en fin de mois, à l'exception des données d'avril, qui sont celles au 8 avril 2025. Une hausse indique une appréciation. En page 3, l'appréciation en pourcentage est calculée comme la différence dans le log du taux de change. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). UE = Union européenne ; ZE = zone euro.

**Hypothèses sur la situation économique mondiale**

Les prévisions de référence s'appuient sur différentes prévisions des prix des produits de base, des taux d'intérêt et des politiques budgétaires au niveau mondial (graphique 1.16). Compte tenu du niveau élevé d'incertitude à l'heure actuelle, l'encadré 1.1 présente plusieurs

**Graphique 1.16. Hypothèses mondiales**



Source : calculs des services du FMI.

Note : Dans les pages 1 et 2, les courbes pleines et celles en tiret représentent respectivement les projections de l'édition d'avril 2025 et de l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Dans la page 3, le solde budgétaire utilisé est le solde primaire structurel des administrations publiques exprimé en pourcentage du PIB potentiel. Le solde primaire structurel est le solde primaire corrigé des variations cycliques excluant les paiements d'intérêts nets, ainsi que de facteurs non cycliques, tels que les variations des prix des actifs et des produits de base.

scénarios prenant en compte des politiques commerciales, budgétaires et structurelles supplémentaires ainsi que d'autres chocs plausibles.

- *Projections des prix des produits de base.* Les prix des combustibles devraient reculer en 2025 de 7,9 % : la baisse des prix du pétrole et du charbon, de 15,5 % et de 15,8 %, respectivement, devrait être compensée par

un renchérissement de 22,8 % du gaz naturel sous l'effet conjugué d'un hiver plus rigoureux qu'attendu et de la fin du transit du gaz russe vers l'Europe via l'Ukraine au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Quant aux prix des produits primaires hors combustibles, ils devraient augmenter de 4,4 % cette année. Les projections des prix des produits alimentaires et des boissons ont été révisées à la hausse depuis la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025.

- **Projections concernant la politique monétaire.** La Réserve fédérale et la Banque centrale européenne devraient continuer à diminuer leurs taux d'intérêt au cours des prochains trimestres, mais à des rythmes différents. Aux États-Unis, le taux des fonds fédéraux devrait s'établir à 4 % à la fin de 2025 et atteindre son équilibre de long terme, à savoir 2,9 %, à la fin de 2028. Dans la zone euro, une réduction de 100 points de base, par palier, est attendue en 2025 (trois baisses ont déjà été opérées cette année), ce qui correspond à deux diminutions de 25 points de base de plus que dans les hypothèses qui sous-tendaient les PEM d'octobre 2024 et amènerait le taux directeur à 2 % au milieu de l'année. Au Japon, les taux directeurs devraient être relevés selon une trajectoire semblable à celle supposée en octobre 2024 qui les porterait progressivement à moyen terme à un niveau neutre d'à peu près 1,5 %, de manière que l'inflation et les anticipations d'inflation demeurent ancrées au niveau de 2 % visé par la Banque du Japon.
- **Projections concernant la politique budgétaire.** Les gouvernements des pays avancés devraient durcir en moyenne leur politique budgétaire en 2025–26 et, dans une moindre mesure, en 2027. Le ratio déficit budgétaire structurel/PIB des administrations publiques devrait s'améliorer de 1 point de pourcentage aux États-Unis en 2025. Cependant, il convient de noter que, si les politiques en vigueur sont maintenues, la dette publique américaine ne se stabilisera pas et passera de 121 % du PIB en 2024 à 130 % du PIB en 2030. Ces projections ne tiennent pas compte des mesures qui faisaient encore l'objet de discussions au moment de la publication de ces PEM, en particulier la résolution budgétaire américaine qui prévoit une expansion nette du budget (à l'heure actuelle, il est supposé que la plupart des dispositions de la loi sur les réductions d'impôts et les emplois [*Tax Cuts and Jobs Act*] arriveront à expiration à la fin de 2025). Dans la zone euro, selon les prévisions de référence, le déficit primaire en Allemagne devrait se creuser d'environ 1 % du PIB d'ici 2030 par rapport à son niveau en 2024 et d'environ 4 % du PIB par rapport aux projections pour 2030 établies dans la *Mise à jour des PEM* de janvier dernier, principalement du fait de

l'augmentation des dépenses de défense et des investissements publics, ce qui devrait avoir des effets transfrontières en France, en Italie et en Espagne. Le ratio dette/PIB devrait passer de 88 % du PIB à 93 % du PIB en 2030, bien qu'une forte incertitude entoure l'estimation de l'impact économique des dépenses budgétaires supplémentaires. Dans les pays émergents et les pays en développement, le déficit primaire devrait s'alourdir de 0,3 point de pourcentage en 2025 en moyenne, avant le tour de vis budgétaire attendu à partir de 2026. En Chine, le ratio déficit budgétaire structurel/PIB des administrations publiques devrait baisser de 1,2 point de pourcentage en 2025. La dette publique dans les pays émergents et les pays en développement continue de grimper et devrait atteindre 83 % du PIB en 2030, contre 70 % aujourd'hui.

- **Hypothèses relatives aux politiques commerciales :**
  - Les droits de douane annoncés entre le 1<sup>er</sup> février et le 4 avril, ainsi que leurs modalités d'application précises, sont pris en compte dans les prévisions de référence. Le 1<sup>er</sup> février, les États-Unis ont imposé, au moyen de décrets du président Donald J. Trump, des droits de douane sur le Canada, la Chine et le Mexique. Les droits sur l'ensemble des importations chinoises ont été relevés de 10 % supplémentaires le 4 février, puis une nouvelle fois le 4 mars. La Chine a répliqué en imposant des droits d'importation de 10 % à 15 % sur certains produits agricoles, produits de base énergétiques et équipements agricoles américains, avec entrée en vigueur à partir du 10 février, et sur les importations de produits agricoles, à compter du 10 mars. Les États-Unis ont appliqué des droits de douane de 25 % sur toutes les importations de biens hors énergie et de 10 % sur les produits énergétiques en provenance du Canada et de 25 % sur l'ensemble des importations depuis le Mexique, dès le 4 mars, les biens relevant de l'accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) étant exemptés. Le Canada a annoncé des contre-droits de 25 % sur environ 40 % des importations de biens depuis les États-Unis. Quant au Mexique, il a exprimé son intention de riposter sans préciser les mesures envisagées, et c'est pourquoi les prévisions de référence ne prévoient pas l'application de nouveaux droits d'entrée sur les importations mexicaines en provenance des États-Unis. Par ailleurs, les États-Unis ont étendu leurs droits de douane sur l'acier et l'aluminium, à compter du 12 mars, supprimant toutes les exemptions aux droits de 25 % sur les importations d'acier et portant les droits sur l'aluminium de 10 % à 25 %. Le 26 mars, les États-Unis ont annoncé une

surtaxe de 25 % sur l'ensemble des véhicules et des pièces automobiles, à l'exception du contenu américain des exportations de cette catégorie de biens. Son application est effective depuis le 3 avril pour les véhicules automobiles et a été repoussée au 3 mai pour les pièces détachées. Le 2 avril, les États-Unis ont adopté leur Plan juste et réciproque (*Fair and Reciprocal Plan*), qui prévoit une taxe de 10 % pour tous les pays, en dehors du Canada et du Mexique, à laquelle s'ajoutent des droits spécifiques allant jusqu'à 50 % pour environ 60 pays. Cette taxe quasi universelle est entrée en vigueur le 5 avril alors que les autres droits devaient être appliqués à partir du 9 avril. Les catégories de biens jugés « stratégiques » comme les produits pharmaceutiques, les semi-conducteurs, l'énergie et certains minéraux bénéficiaient d'exonérations. Le 3 avril, le Canada a annoncé des mesures de rétorsion, à savoir des droits de douane de 25 % sur les véhicules entièrement assemblés non conformes à l'Accord ACEUM importés depuis les États-Unis. Le 4 avril, la Chine a répliqué par la mise en place de droits de 34 %, correspondant au relèvement des droits imposés par les États-Unis sur ses produits, à partir du 10 avril.

- o Dans les prévisions de référence, il est supposé que l'incertitude entourant les politiques commerciales demeure élevée durant toute l'année 2025 ainsi qu'en 2026. Le caractère imprévisible que les acteurs économiques prêtent au paysage commercial actuel est clairement visible dans la forte augmentation de l'indice quotidien d'incertitude entourant la politique commerciale (Caldara *et al.*, 2020), lequel a bondi de plus de quatre écarts-types en seulement trois jours après le 2 avril, malgré la publication des modalités des tarifs attendus.

## Prévisions de croissance

### *Croissance mondiale : prévisions de référence et autres cas de figure possibles*

À court terme, dans les prévisions de référence, la croissance mondiale devrait ralentir, passant d'un taux estimé à 3,3 % en 2024 à 2,8 % en 2025, avant de remonter à 3 % en 2026. Ces chiffres sont inférieurs de 0,5 % et de 0,3 % aux projections établies respectivement pour 2025 et 2026 dans la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025, presque tous les pays ayant vu leurs prévisions de croissance abaissées (tableaux 1.1 et 1.2). Ces révisions sont généralisées et tiennent en grande partie aux conséquences directes et indirectes des nouvelles

mesures commerciales, sous l'effet des liens commerciaux, de l'accentuation de l'incertitude et de l'étiollement de la confiance. Comme indiqué dans les simulations réalisées à partir de modèle présentées à titre d'illustration dans l'encadré 1.2, l'impact à court terme des droits de douane sur la croissance varie d'un pays à l'autre, en fonction des relations commerciales de chaque pays, de sa structure sectorielle, des mesures de riposte qu'il a adoptées et de ses possibilités de diversification des échanges. Dans certains cas (Chine et zone euro, par exemple), le soutien budgétaire amortit une partie des répercussions négatives sur la croissance.

Compte tenu de l'incertitude quant à l'orientation que pourraient prendre les politiques commerciales, cette édition des PEM propose deux autres séries de projections de croissance :

- Selon les *prévisions antérieures au 2 avril*, la croissance mondiale serait égale à 3,2 % en 2025 comme en 2026, soit 0,1 point de pourcentage de moins chaque année qu'attendu dans la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025. Ces prévisions ne se fondent pas sur les hypothèses sur la situation économique mondiale énoncées plus haut concernant les annonces en matière de politique commerciale, le degré d'incertitude et les prix des produits de base. Elles reposent sur des prévisions de prix plus élevés du pétrole et uniquement sur les mesures commerciales annoncées entre le 1<sup>er</sup> février et le 12 mars, à savoir sur les droits appliqués par les États-Unis au Canada et au Mexique, sur la première vague de droits de douane imposés à la Chine, sur les ripostes canadiennes et chinoises et sur les taxes sectorielles sur l'acier et l'aluminium. Les révisions à la baisse de la croissance sont plus prononcées dans cette série pour les pays directement concernés, mais la croissance est également plus faible dans les autres pays à cause de l'accentuation de l'incertitude depuis janvier et des effets transfrontières des droits de douane.
- Les *prévisions fondées sur des modèles postérieures au 9 avril* intègrent les droits de douane annoncés après le 4 avril, qui ne sont pas pris en compte dans les prévisions de référence.
  - o Le 9 avril, les États-Unis ont déclaré suspendre l'application des droits de douane les plus élevés sur certains pays durant 90 jours, mais maintenir la taxe minimale de 10 % sur tous les pays tout en augmentant un peu plus les droits sur les biens chinois en représailles à la réplique chinoise, entraînant une nouvelle riposte de la part de la Chine. L'UE a réagi en adoptant des droits de 25 % sur différentes importations américaines, dont l'application a également

été suspendue durant 90 jours. Le 11 avril, les États-Unis ont décidé d'exempter les smartphones, les ordinateurs et d'autres appareils et composants électroniques des droits annoncés le 2 avril, et la Chine a encore augmenté les droits de douane sur les biens américains avec une application du taux le plus élevé au 12 avril. Au 14 avril, date limite pour la prise en compte de données et d'éléments aux fins de ce chapitre, les droits de douane effectifs imposés par les États-Unis sur les biens chinois et par la Chine sur les biens américains s'élevaient respectivement à 115 % et à 146 %, tandis que les droits de douane effectifs américains sur le reste du monde s'établissaient à 25 %, contre moins de 3 % en janvier 2025.

- o Prises isolément de leurs retombées sur les marchés et de l'incertitude en matière d'action publique qu'elles génèrent et dans l'hypothèse où elles seraient pérennisées, ces mesures annoncées entre le 5 avril et le 14 avril se traduiraient par une croissance mondiale d'environ 2,8 % en 2025 et 2,9 % en 2026. Ces chiffres sont proches des projections établies dans les prévisions de référence, mais les taux sont différents au niveau national. Les gains tirés par les pays dont les droits de douane effectifs diminuent dans ce scénario sont compensés par un moindre dynamisme de la croissance en Chine et aux États-Unis (à cause de l'escalade des droits de douane), lequel se propagerait via les chaînes d'approvisionnement mondiales. En outre, les pertes en Chine et aux États-Unis seraient plus importantes à partir de 2026 alors que les gains obtenus par les autres s'estomperaient, d'où une croissance plus faible au niveau mondial que dans les prévisions de référence.

#### Prévisions de croissance pour les pays avancés

S'agissant des *pays avancés*, dans les prévisions de référence, la croissance devrait baisser, passant d'un taux estimé à 1,8 % en 2024 à 1,4 % en 2025 et à 1,5 % en 2026. La croissance attendue pour 2025 est désormais inférieure de 0,5 point de pourcentage aux prévisions établies dans la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025. Les prévisions pour 2025 correspondent à d'amples révisions à la baisse pour le Canada, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis et à un relèvement des perspectives pour l'Espagne.

- Aux *États-Unis*, la croissance devrait ralentir à 1,8 % en 2025, soit 1 point de pourcentage de moins qu'en 2024 et 0,9 point de pourcentage de moins qu'anticipé dans la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025. Cette révision à la baisse tient à l'accroissement de l'incertitude entourant l'action publique,

aux tensions commerciales et à l'assombrissement des perspectives de demande, compte tenu d'un essor moins vigoureux qu'attendu de la consommation. Les droits de douane devraient aussi peser sur la croissance en 2026, laquelle devrait atteindre 1,7 % sur fond de consommation privée modérée.

- Dans la *zone euro*, la croissance devrait légèrement fléchir pour s'établir à 0,8 % en 2025, avant de repartir un peu à la hausse pour atteindre 1,2 % en 2026. La montée de l'incertitude et les nouveaux droits de douane sont les principales causes du manque de vigueur de la croissance en 2025. Des facteurs à l'effet contraire soutiennent la petite accélération de la croissance en 2026, comme le redressement de la consommation à la faveur d'une hausse des salaires réels et de la détente budgétaire attendue en *Allemagne* après la profonde modification de la règle budgétaire de frein à l'endettement. Dans la région, le dynamisme de l'*Espagne* contraste avec l'atonie généralisée. Ainsi, les projections de croissance pour 2025 s'élèvent à 2,5 % en Espagne, soit une révision à la hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport à la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025. Cette évolution tient aux effets différenciés de résultats supérieurs aux prévisions en 2024 et aux activités de reconstruction après les inondations.
- Dans les autres pays avancés, plusieurs révisions à la baisse se détachent nettement : Au *Canada*, les prévisions de référence ont été abaissées de 0,6 point de pourcentage pour 2025 et de 0,4 point de pourcentage pour 2026. Cette modification est essentiellement attribuable aux nouveaux droits de douane sur les exportations vers les États-Unis, qui sont entrés en vigueur en mars ainsi qu'à l'accroissement de l'incertitude et des tensions géopolitiques. Au *Japon*, la prévision de croissance pour 2025 s'élève à 0,6 %, soit 0,5 point de pourcentage de moins qu'anticipé en janvier dernier. Les conséquences des droits de douane annoncés le 2 avril et l'incertitude qui en résulte viennent annuler l'impact du raffermissement attendu de la consommation privée, portée par l'augmentation du revenu disponible des ménages grâce à une croissance des salaires plus rapide que l'inflation. Au *Royaume-Uni*, la prévision de croissance pour 2025 s'établit à 1,1 %, soit 0,5 point de pourcentage de moins qu'anticipé en janvier dernier. Ceci s'explique par des effets de report de 2024 moins importants, les répercussions des récentes annonces de droits de douane, la hausse des rendements des obligations souveraines britanniques et le tassement de la consommation privée dans un contexte d'accélération de l'inflation imputable aux prix réglementés et au coût de l'énergie.

**Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des prévisions de référence***(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)*

	2024	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de janvier 2025 <sup>1</sup>		Différence par rapport aux PEM d'octobre 2024 <sup>1</sup>	
		2025	2026	2025	2026	2025	2026
<b>Production mondiale</b>	<b>3,3</b>	<b>2,8</b>	<b>3,0</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,3</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,3</b>
États-Unis	2,8	1,8	1,7	-0,9	-0,4	-0,4	-0,3
Zone euro	0,9	0,8	1,2	-0,2	-0,2	-0,4	-0,3
Allemagne	-0,2	0,0	0,9	-0,3	-0,2	-0,8	-0,5
France	1,1	0,6	1,0	-0,2	-0,1	-0,5	-0,3
Italie	0,7	0,4	0,8	-0,3	-0,1	-0,4	0,1
Espagne	3,2	2,5	1,8	0,2	0,0	0,4	0,0
Japon	0,1	0,6	0,6	-0,5	-0,2	-0,5	-0,2
Royaume-Uni	1,1	1,1	1,4	-0,5	-0,1	-0,4	-0,1
Canada	1,5	1,4	1,6	-0,6	-0,4	-1,0	-0,4
Autres pays avancés <sup>2</sup>	2,2	1,8	2,0	-0,3	-0,3	-0,4	-0,3
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,3</b>	<b>3,7</b>	<b>3,9</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,3</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,3	4,5	4,6	-0,6	-0,5	-0,5	-0,3
Chine	5,0	4,0	4,0	-0,6	-0,5	-0,5	-0,1
Inde <sup>3</sup>	6,5	6,2	6,3	-0,3	-0,2	-0,3	-0,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,4	2,1	2,1	-0,1	-0,3	-0,1	-0,4
Russie	4,1	1,5	0,9	0,1	-0,3	0,2	-0,3
Amérique latine et Caraïbes	2,4	2,0	2,4	-0,5	-0,3	-0,5	-0,3
Brésil	3,4	2,0	2,0	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3
Mexique	1,5	-0,3	1,4	-1,7	-0,6	-1,6	-0,6
Moyen-Orient et Asie centrale	2,4	3,0	3,5	-0,6	-0,4	-0,9	-0,7
Arabie saoudite	1,3	3,0	3,7	-0,3	-0,4	-1,6	-0,7
Afrique subsaharienne	4,0	3,8	4,2	-0,4	0,0	-0,4	-0,2
Nigéria	3,4	3,0	2,7	-0,2	-0,3	-0,2	-0,3
Afrique du Sud	0,6	1,0	1,3	-0,5	-0,3	-0,5	-0,2
<i>Pour mémoire</i>							
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	2,8	2,3	2,4	-0,6	-0,4	-0,5	-0,3
Union européenne	1,1	1,2	1,5	-0,2	-0,2	-0,4	-0,2
ASEAN-5 <sup>4</sup>	4,6	4,0	3,9	-0,6	-0,6	-0,5	-0,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,8	2,6	3,4	-0,9	-0,5	-1,4	-0,8
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,3	3,7	3,8	-0,5	-0,4	-0,5	-0,3
Pays en développement à faible revenu	4,0	4,2	5,2	-0,4	-0,2	-0,5	-0,4
<b>Volume du commerce mondial (biens et services)</b>	<b>3,8</b>	<b>1,7</b>	<b>2,5</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,8</b>	<b>-1,7</b>	<b>-0,9</b>
Importations							
Pays avancés	2,4	1,9	2,0	-0,3	-0,4	-0,5	-0,5
Pays émergents et pays en développement	5,8	2,0	3,4	-3,0	-1,1	-2,9	-1,2
Exportations							
Pays avancés	2,1	1,2	2,0	-0,9	-0,6	-1,5	-1,0
Pays émergents et pays en développement	6,7	1,6	3,0	-3,4	-1,7	-3,0	-1,3
<b>Cours des produits de base (en dollars)</b>							
Pétrole <sup>5</sup>	-1,8	-15,5	-6,8	-3,8	-4,2	-5,1	-3,2
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	3,7	4,4	0,2	1,9	0,3	4,6	-0,6
<b>Prix à la consommation dans le monde<sup>6</sup></b>	<b>5,7</b>	<b>4,3</b>	<b>3,6</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Pays avancés <sup>7</sup>	2,6	2,5	2,2	0,4	0,2	0,5	0,2
Pays émergents et pays en développement <sup>6</sup>	7,7	5,5	4,6	-0,1	0,1	-0,4	-0,1

Source : estimations des services du FMI.

Note : Veuillez vous reporter à l'encadré A2 de l'appendice statistique pour une liste des pays dont les projections ont été révisées en fonction des évolutions des marchés des produits de base et du commerce international, en date du 4 avril 2025. Il est supposé que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 6 mars 2025 et le 3 avril 2025. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

<sup>1</sup>Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions des PEM actuelles, de l'édition de janvier 2025 de la *Mise à jour des PEM* et de l'édition d'octobre 2024 des PEM.

<sup>2</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.

<sup>3</sup>Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire, et le PIB, à compter de 2011, est basé sur le PIB aux prix du marché avec l'exercice 2011/12 comme année de référence.

<sup>4</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

<sup>5</sup>Moyenne simple des cours du brut U.K. Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate. Le cours moyen du pétrole en 2024 était de 79,17 dollars le baril ; les hypothèses retenues, sur la base des marchés à terme, sont les suivantes : 66,94 dollars le baril pour 2025 et 62,38 dollars pour 2026.

<sup>6</sup>Hors Venezuela. Voir la note sur le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>7</sup>Les hypothèses de taux d'inflation pour 2025 et 2026, respectivement, sont les suivantes : 2,1 % et 1,9 % pour la zone euro, 2,4 % et 1,7 % pour le Japon, et 3,0 % et 2,5 % pour les États-Unis.

**Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des prévisions de référence (fin)***(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)*

	4 <sup>e</sup> trimestre sur 4 <sup>e</sup> trimestre <sup>8</sup>						
	2024	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de janvier 2025 <sup>1</sup>		Différence par rapport aux PEM d'octobre 2024 <sup>1</sup>	
		2025	2026	2025	2026	2025	2026
<b>Production mondiale</b>	<b>3,5</b>	<b>2,4</b>	<b>3,0</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,7</b>	...
<b>Pays avancés</b>	<b>1,9</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,5</b>	...
États-Unis	2,5	1,5	1,7	-0,9	-0,4	-0,4	...
Zone euro	1,2	0,7	1,4	-0,5	0,0	-0,6	...
Allemagne	-0,2	0,3	1,0	-0,5	0,1	-1,0	...
France	0,6	0,8	1,0	-0,2	-0,2	-0,7	...
Italie	0,6	0,8	0,9	-0,2	0,2	0,2	...
Espagne	3,4	2,0	1,7	0,1	-0,3	0,0	...
Japon	1,2	-0,4	1,3	-1,2	0,6	-0,6	...
Royaume-Uni	1,5	1,7	0,9	-0,1	-0,4	0,6	...
Canada	2,4	0,6	2,2	-1,5	0,3	-1,5	...
Autres pays avancés <sup>2</sup>	1,9	2,2	1,7	-0,6	0,0	-0,4	...
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,8</b>	<b>3,3</b>	<b>4,0</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,0</b>	...
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,8	4,0	4,7	-0,9	-0,4	-1,0	...
Chine	5,4	3,2	4,2	-1,3	-0,3	-1,5	...
Inde <sup>3</sup>	7,5	6,2	6,3	-0,3	-0,2	-0,3	...
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,0	1,8	2,0	-1,1	0,4	-0,9	...
Russie	3,7	0,4	0,8	-0,8	-0,4	-0,8	...
Amérique latine et Caraïbes	2,3	1,6	2,8	-1,1	0,4	-1,3	...
Brésil	3,3	2,0	2,2	-0,1	-0,1	-0,2	...
Mexique	0,5	-0,2	2,0	-1,6	-0,1	-1,6	...
Moyen-Orient et Asie centrale	...	...	...	...	...	...	...
Arabie saoudite	4,5	2,5	3,7	1,3	-0,4	-2,1	...
Afrique subsaharienne	...	...	...	...	...	...	...
Nigéria	3,5	3,7	2,8	0,0	-1,0	0,0	...
Afrique du Sud	0,8	0,8	1,6	0,2	-0,6	-0,2	...
<i>Pour mémoire</i>							
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	3,0	1,9	2,5	-0,8	-0,1	-0,7	...
Union européenne	1,5	1,1	1,7	-0,4	0,0	-0,3	...
ASEAN-5 <sup>4</sup>	4,7	3,6	4,3	-0,3	-0,7	0,6	...
Moyen-Orient et Afrique du Nord	...	...	...	...	...	...	...
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,8	3,3	4,0	-0,9	-0,2	-1,0	...
Pays en développement à faible revenu	...	...	...	...	...	...	...
<b>Cours des produits de base (en dollars)</b>							
Pétrole <sup>5</sup>	-10,1	-14,1	-0,7	-9,1	1,5	-9,2	...
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	8,3	1,2	0,4	1,1	-0,1	0,7	...
<b>Prix à la consommation dans le monde<sup>6</sup></b>	<b>4,8</b>	<b>3,5</b>	<b>3,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	...
Pays avancés <sup>7</sup>	2,4	2,4	2,1	0,3	0,1	0,4	...
Pays émergents et pays en développement <sup>6</sup>	6,7	4,4	3,6	-0,2	-0,2	-0,3	...

<sup>8</sup>Pour la production mondiale, les estimations et projections trimestrielles représentent environ 90 % de la production mondiale annuelle en parités de pouvoir d'achat. Pour les pays émergents et les pays en développement, les estimations et prévisions trimestrielles représentent environ 85 % de la production annuelle des pays émergents et des pays en développement en parités de pouvoir d'achat.

### Prévisions de croissance pour les pays émergents et les pays en développement

Dans les *pays émergents et les pays en développement*, la croissance, estimée à 4,3 % en 2024, devrait tomber à 3,7 % en 2025 et à 3,9 % en 2026 dans les prévisions de référence, soit 0,5 point de pourcentage et 0,4 point de pourcentage de moins qu'anticipé dans la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025.

- Après un net ralentissement en 2024, la croissance dans les *pays émergents et les pays en développement d'Asie* devrait continuer de se contracter pour atteindre

4,5 % en 2025 et 4,6 % en 2026. Les pays émergents et les pays en développement d'Asie, en particulier ceux membres de l'ASEAN, font partie des pays les plus durement touchés par les droits de douane annoncés en avril. S'agissant de la *Chine*, la croissance du PIB en 2025 a été revue à la baisse à 4,0 %, contre 4,6 % dans la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025. Ce nouveau chiffre tient à l'impact des droits de douane récemment appliqués, lequel atténue les effets de report de 2024 plus importants qu'attendu (les résultats ayant été meilleurs que prévu au quatrième

**Tableau 1.2. Aperçu des prévisions de référence des Perspectives de l'économie mondiale avec pondération selon les taux de change du marché***(Variation en pourcentage)*

	2024	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de janvier 2025 <sup>1</sup>		Différence par rapport aux PEM d'octobre 2024 <sup>1</sup>	
		2025	2026	2025	2026	2025	2026
<b>Production mondiale</b>	<b>2,8</b>	<b>2,3</b>	<b>2,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,3</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,3</b>
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>4,1</b>	<b>3,5</b>	<b>3,7</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,3</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,2	4,3	4,4	-0,6	-0,5	-0,5	-0,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	3,3	2,1	2,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3
Amérique latine et Caraïbes	2,2	1,9	2,2	-0,6	-0,4	-0,5	-0,4
Moyen-Orient et Asie centrale	2,0	2,9	3,6	-0,8	-0,4	-1,1	-0,5
Afrique subsaharienne	3,7	3,7	4,2	-0,4	0,0	-0,4	-0,1
<i>Pour mémoire</i>							
Union européenne	1,0	1,0	1,4	-0,3	-0,2	-0,5	-0,3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,6	2,7	3,5	-0,9	-0,5	-1,3	-0,7
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	4,2	3,5	3,6	-0,6	-0,5	-0,5	-0,3
Pays en développement à faible revenu	3,9	4,2	5,3	-0,5	-0,2	-0,6	-0,4

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les taux de croissance agrégés sont des moyennes pondérées, une moyenne mobile du PIB nominal en dollars pour les trois années précédentes étant utilisée comme pondération. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

<sup>1</sup>Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions des PEM actuelles, de la Mise à jour des PEM de janvier 2025 et des PEM d'octobre 2024.

trimestre) et les conséquences de l'expansion budgétaire sur le budget. La projection pour 2026 a elle aussi été abaissée, passant de 4,5 % dans la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025 à 4 %, compte tenu de l'incertitude prolongée entourant la politique commerciale et des droits d'importation actuellement en vigueur. En *Inde*, les perspectives sont relativement plus stables : la croissance devrait s'élever à 6,2 % en 2025, étayée par la consommation privée, surtout dans les zones rurales, mais ce taux est inférieur de 0,3 point de pourcentage aux prévisions figurant dans la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025 en raison de l'accentuation des tensions commerciales et de l'incertitude mondiale.

- En *Amérique latine et aux Caraïbes*, la croissance devrait se tasser, passant de 2,4 % en 2024 à 2,0 % en 2025, avant de remonter à 2,4 % en 2026. Ces prévisions ont été réduites de 0,5 point de pourcentage en 2025 et de 0,3 point de pourcentage en 2026 depuis la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025. Ces nouveaux chiffres tiennent en grande partie à la révision à la baisse des prévisions de croissance au Mexique, de 1,7 point de pourcentage pour 2025 et de 0,6 point de pourcentage pour 2026, en raison d'une activité plus faible qu'attendu à la fin de 2024 et au début de 2025 ainsi que de l'impact des droits de douane imposés par les États-Unis, de l'incertitude et des tensions géopolitiques qui les accompagnent, le tout dans un contexte de durcissement des conditions de financement.
- Dans *les pays émergents et les pays en développement d'Europe*, la croissance devrait considérablement

s'affaiblir et s'établir à 2,1 % en 2025 et en 2026, contre 3,4 % en 2024. Ce fléchissement résulte de la nette décélération de l'économie en *Russie*, dont la croissance devrait passer de 4,1 % en 2024 à 1,5 % en 2025, puis à 0,9 % en 2026, à mesure que la consommation et l'investissement privés ralentissent sur fond de détente du marché de l'emploi et de modération des hausses de salaire. Comparées à la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025, les projections de croissance pour 2025 ont été légèrement relevées du fait de résultats plus favorables qu'anticipé d'après les données sur 2024. Dans le cas de la *Turquie*, la croissance devrait atteindre un point bas en 2025, avec un taux de 2,7 %, avant de rebondir à 3,2 % en 2026, grâce au récent infléchissement de la politique monétaire.

- Le *Moyen-Orient et l'Asie centrale* devraient sortir de plusieurs années d'atonie : la croissance, estimée à 2,4 % en 2024, devrait grimper à 3,0 % en 2025 et 3,5 % en 2026 à mesure que les effets des perturbations de la production et du transport de pétrole se dissipent et que l'impact des conflits en cours s'atténue. Ces projections ont été ajustées à la baisse depuis janvier, du fait du redressement plus progressif qu'attendu de la production de pétrole, de la persistance des répercussions des conflits et des progrès plus lents que prévu dans la mise en œuvre des réformes structurelles.
- En *Afrique subsaharienne*, la croissance devrait légèrement fléchir, passant de 4 % en 2024 à 3,8 % en 2025, puis se hisser à 4,2 % en 2026. S'agissant des grands pays, les prévisions de référence du *Nigéria* ont

été abaissées de 0,2 point de pourcentage pour 2025 et de 0,3 point de pourcentage pour 2026, du fait du recul des prix du pétrole, et celles de l’Afrique du Sud ont été réduites de 0,5 point de pourcentage pour 2025 et de 0,3 point de pourcentage pour 2026, étant donné que l’économie marque le pas sous l’effet conjugué de résultats plus faibles que prévu en 2024, d’une perte de confiance provoquée par l’accentuation de l’incertitude, de l’intensification des politiques protectionnistes et d’un ralentissement plus marqué qu’anticipé dans les principales puissances économiques. Quant au *Soudan du Sud*, ses projections de croissance pour 2025 ont été révisées à la baisse de 31,5 points de pourcentage à cause du retard dans la reprise de la production de pétrole après la rupture d’un oléoduc.

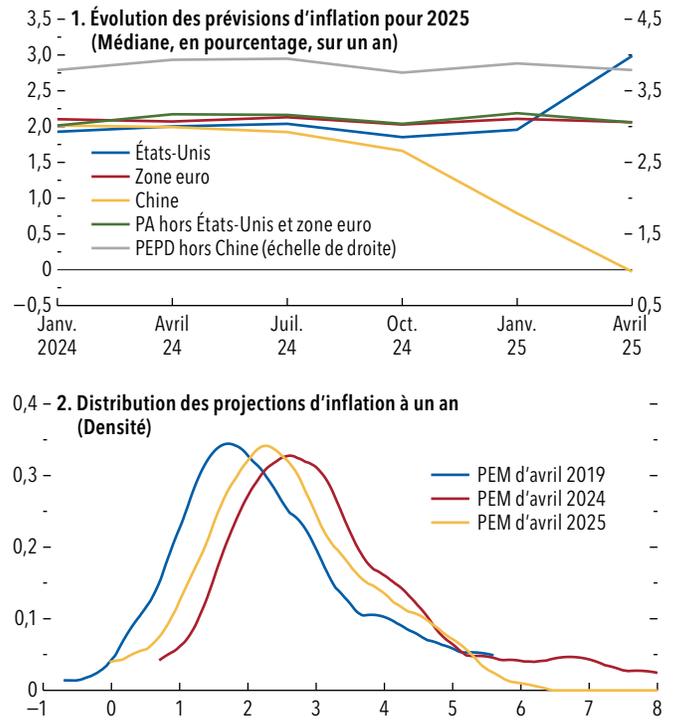
### Prévision d’inflation

Dans les prévisions de référence, l’inflation globale au niveau mondial devrait refluer à 4,3 % en 2025 et à 3,6 % en 2026. Elle devrait revenir vers sa cible plus tôt dans les pays avancés, où elle s’établirait à 2,2 % en 2026, que dans les pays émergents et les pays en développement, où elle devrait ralentir à 4,6 % à la même période. Cette prévision d’inflation mondiale pour 2025 est légèrement supérieure aux taux figurant dans la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025.

Dans le cas des pays avancés, la prévision d’inflation pour 2025 a été relevée de 0,4 point de pourcentage depuis janvier. Le Royaume-Uni et les États-Unis se distinguent des autres pays en ce qui concerne tant le sens que la magnitude des révisions opérées. Depuis la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025, les prévisions d’inflation pour le Royaume-Uni et les États-Unis ont été revues à la hausse de 0,7 point de pourcentage et de 1,0 point de pourcentage, respectivement. Dans le cas des États-Unis, cet ajustement tient à la persistance de la dynamique d’inflation dans le secteur des services ainsi qu’à l’accélération du renchérissement des biens essentiels (hors alimentation et énergie) il y a peu et au choc d’offre provoqué par les récents droits de douane. Dans celui du Royaume-Uni, il s’explique principalement par une modification ponctuelle des prix réglementés. Dans la zone euro, la prévision d’inflation reste inchangée.

S’agissant des pays émergents et des pays en développement, les révisions sont hétérogènes. Dans les pays émergents et les pays en développement d’Asie, les tensions inflationnistes devraient être encore plus faibles, d’où une réduction de 0,5 point de pourcentage des prévisions pour 2025 depuis janvier. En Chine, l’inflation

Graphique 1.17. Prévisions d’inflation

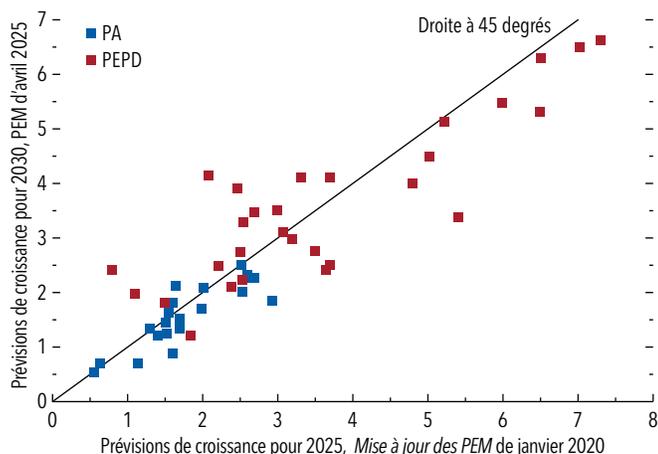


Source : calculs des services du FMI.

Note : En page 1, l’axe des abscisses indique les mois de publication des *Perspectives de l’économie mondiale* (PEM). La page 2 présente la distribution des projections d’inflation à un an en glissement annuel issues des rapports des PEM et utilisant des estimations de densité par noyau. Sont présentés les 50 plus grands pays à l’exclusion de l’Argentine, du Bangladesh, de l’Égypte, de l’Iran, du Nigéria, du Pakistan, de la Turquie et de l’Ukraine. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

devrait rester modérée après une série de baisses inattendues (graphique 1.17, page 1). Dans les pays émergents et les pays en développement européens, l’Ukraine a vu sa projection d’inflation augmenter pour 2025, et la Russie pour cette année et pour 2026, ce qui porte l’ampleur des révisions à 1,5 point de pourcentage en 2025 et à 1,0 point de pourcentage en 2026. En Amérique latine et aux Caraïbes, les ajustements à la hausse dans les cas de la Bolivie, du Brésil et du Venezuela ont été compensés par des opérations inverses en Argentine et ailleurs, faisant *in fine* reculer la projection d’inflation de la région pour 2025 de 0,3 point de pourcentage.

La projection d’inflation globale s’est améliorée, mais les tendances en matière d’inflation ne sont pas tout à fait revenues à ce qu’elles étaient avant la pandémie (graphique 1.17, page 2) et demeurent entourées d’une forte incertitude. En particulier, les effets des récents droits de douane sur l’inflation au niveau national dépendront des perceptions des acteurs quant à la pérennité de ces mesures, de la réduction que les entreprises opéreront sur

**Graphique 1.18. Perspectives à moyen terme***(En pourcentage)*

Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique présente 50 grands pays (21 PA et 29 PEPD) selon leur PIB de 2024 exprimé en parités de pouvoir d'achat en dollar international. PA = pays avancés ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

leurs marges pour compenser la hausse des coûts d'importation et de la monnaie de facturation des importations, à savoir le dollar ou la monnaie locale (encadré 1.2). Les conséquences des mesures tarifaires seront également différentes d'un pays à l'autre. Les droits de douane constituent un choc d'offre sur les pays qui les appliquent, faisant baisser la productivité et augmenter les coûts unitaires. Quant aux pays qui se les voient imposés, ils subissent un choc négatif sur la demande, étant donné que la demande d'exportations se contracte, ce qui génère des pressions sur les prix. Dans les deux cas, l'incertitude entourant les échanges commerciaux ajoute au choc sur la demande, dans la mesure où les entreprises et les ménages reportent leurs investissements et leurs dépenses, et cet effet pourrait être amplifié par un durcissement des conditions financières et une volatilité accrue du taux de change.

**Perspectives à moyen terme**

Privée de l'élan qu'apporteraient des réformes structurelles et freinée par les vents contraires que font souffler différents défis, l'économie mondiale devrait encore enregistrer des résultats médiocres. Les perspectives de croissance à cinq ans s'élèvent à 3,2 %, un chiffre en deçà de la moyenne historique de 3,7 % sur la période 2000–19. Dans beaucoup de pays émergents et de pays en développement, ainsi que dans un certain nombre de pays avancés, les prévisions actuelles de croissance à

moyen terme sont inférieures à celles établies en 2020 (graphique 1.18). De plus, la convergence des revenus ralentit comme l'atteste la plus forte modération de la croissance à moyen terme dans les pays émergents et les pays en développement que dans les pays avancés (chapitre 3 de l'édition d'avril 2024 des PEM).

La démographie est l'une des principales causes — que l'on retrouve dans de plus en plus de pays — de l'atonie de la croissance à moyen terme. Le vieillissement de la population devrait lourdement peser sur la productivité, sur le taux d'activité et, *in fine*, sur la croissance (chapitre 2). Cependant, les mouvements transfrontières de population pourraient atténuer une partie des pressions démographiques, tandis que les politiques encadrant ces mouvements peuvent avoir des répercussions complexes sur la croissance (chapitre 3).

**Perspectives du commerce mondial**

La croissance du commerce mondial devrait ralentir à 1,7 % en 2025, soit une révision à la baisse de 1,5 point de pourcentage depuis la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025. Cette prévision tient à l'intensification des restrictions tarifaires affectant les flux commerciaux et, dans une moindre mesure, à la dissipation des effets des facteurs cycliques qui ont soutenu la hausse récente des échanges de biens.

Dans le même temps, les soldes courants au niveau mondial devraient quelque peu se resserrer (graphique 1.19). L'accroissement des soldes courants en 2024 résultait de l'accentuation des déséquilibres intérieurs et du redressement des échanges mondiaux de biens. À moyen terme, les soldes courants au niveau mondial devraient se rapprocher progressivement de l'équilibre, au fur et à mesure que les effets de ces facteurs s'estompent. D'après les estimations, les encours des créanciers et des débiteurs ont augmenté en 2024, en raison du gonflement des soldes courants. Ces encours devraient légèrement refluer à moyen terme parallèlement à la diminution des soldes courants. Dans certains pays, les engagements extérieurs bruts restent historiquement élevés et posent des risques pour le secteur extérieur.

**Risques pesant sur les perspectives : une balance orientée à la baisse**

Les risques qui entourent les perspectives sont orientés de manière prédominante à la baisse, à court terme comme à moyen terme. On trouvera dans cette section un examen détaillé des principaux risques et incertitudes

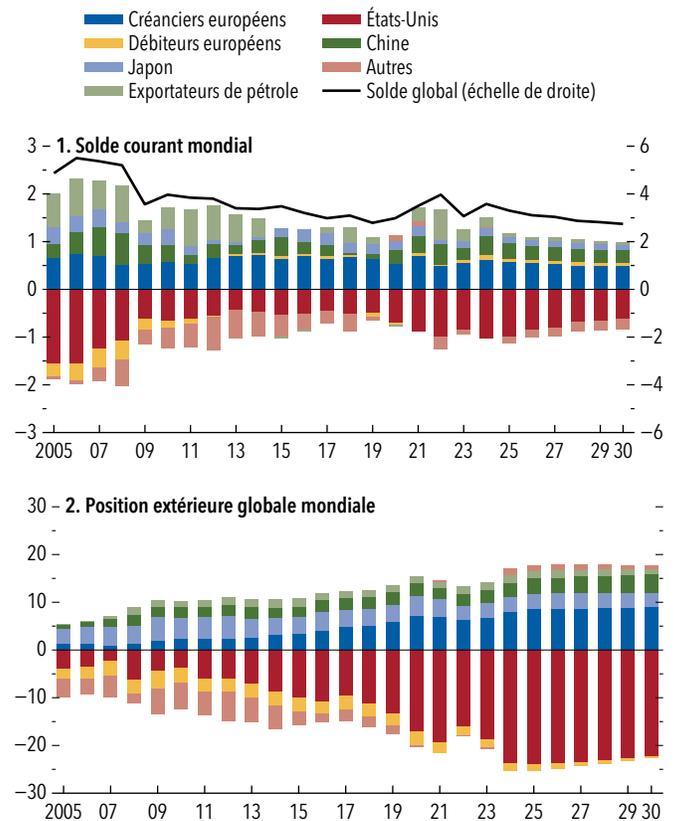
associées à ces perspectives et dans l'encadré 1.1 une estimation des risques de révision des projections mondiales et une étude des scénarios plausibles, fondées sur une analyse par modélisation.

### Risques baissiers

Alors que certains risques se sont matérialisés depuis la *Mise à jour des PEM* de janvier 2025 et sont désormais intégrés dans les prévisions de référence, la probabilité que d'autres risques négatifs se concrétisent est de plus en plus grande.

*Escalade des mesures commerciales et longue période d'incertitude en matière de politique commerciale.* L'encadré 1.1 met en lumière les conséquences qu'aurait une intensification de la guerre commerciale. Le PIB en pâtirait au niveau mondial, ainsi qu'à l'échelle nationale, mais à des degrés différents selon les pays. Les pays directement visés par les nouveaux droits de douane seraient les plus affectés, notamment la Chine et les États-Unis, mais un grand nombre de pays en Afrique et en Europe en ressentiraient aussi les contrecoups à moyen terme. Certains pays pourraient saisir cette occasion pour consolider leurs réseaux commerciaux, modifier leur position dans les chaînes de valeur mondiales et, par là, voir leur situation s'améliorer dans certains domaines, en particulier si les biens échangés représentent une part croissante de la valeur ajoutée nationale, comme dans le cas du Viet Nam en 2018 (Schulze et Xin, à paraître). Cela étant, des retombées négatives pourraient s'accumuler au fil du temps. Leur ampleur dépendrait de la vitesse à laquelle les pays peuvent accroître leur consommation intérieure, réorienter les flux commerciaux en leur faveur et renforcer leur productivité et leur compétitivité, mais aussi de la portée et de la virulence des mesures de rétorsion, y compris de nature non tarifaire. L'émergence de nouveaux blocs commerciaux va probablement fragmenter les flux d'investissement direct étranger (IDE) et freiner l'accumulation de capital (chapitre 4 de l'édition d'avril 2024 des PEM). La montée des tensions géopolitiques pourrait ouvrir la voie à des changements soudains du système monétaire international, avec de possibles répercussions sur la stabilité macrofinancière. Une inversion du mouvement d'intégration économique régionale pourrait également entraîner un redéploiement sous-optimal des unités de production et un découplage technologique, ce qui se traduirait par une mauvaise affectation des ressources, la disparition de centres de connaissances, une contraction du crédit bancaire et des risques d'instabilité financière, d'où des effets négatifs sur la croissance à long terme (Aiyar *et al.*, 2023 ; Campos *et al.*, 2023 ; Gopinath *et al.*, 2024 ; chapitre 2 de l'édition d'avril 2025 du GFSR).

**Graphique 1.19. Solde courant et positions extérieures**  
(En pourcentage du PIB mondial)

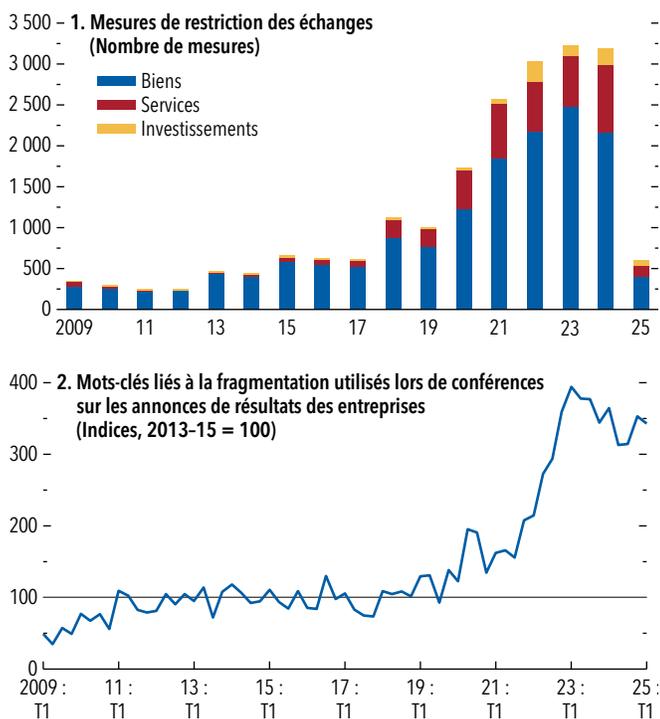


Source : calculs des services du FMI.

Note : Les « créanciers européens » sont l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse ; les « débiteurs européens » sont Chypre, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, le Portugal et la Slovaquie ; les « exportateurs de pétrole » sont l'Algérie, l'Arabie saoudite, l'Azerbaïdjan, les Émirats arabes unis, l'Iran, le Kazakhstan, le Koweït, le Nigéria, Oman, le Qatar, la Russie et le Venezuela.

Une guerre commerciale pourrait également alimenter les tensions inflationnistes, principalement via une hausse des prix à l'importation (Fajgelbaum et Khandelwal, 2022). Bien que les effets d'une guerre commerciale soient plutôt modérés d'après les simulations présentées dans l'encadré 1.1, plusieurs facteurs pourraient aviver les tensions inflationnistes dans certains pays. Premièrement, sachant que plus de 80 % des échanges sont facturés en dollars, une appréciation du dollar pourrait engendrer de nouvelles tensions, comme cela s'est produit lors de précédents épisodes d'incertitude commerciale et de volatilité des marchés financiers. Deuxièmement, les anticipations d'inflation sont actuellement supérieures aux cibles fixées par les banques centrales et, dans certains cas, en hausse. Troisièmement, les restrictions pesant sur les produits de base pourraient entraîner d'amples variations des prix, d'autant plus que l'élasticité des prix des minéraux essentiels et des biens agricoles

### Graphique 1.20. Augmentation des restrictions aux échanges et des craintes de fragmentation



Sources : Global Trade Alert ; Refinitiv Eikon ; calculs des services du FMI.

Note : Dans la plage 1, les données sont fondées sur un décompte des mesures corrigé des délais de production des données. Dans la plage 2, les indices de fragmentation mesurent le nombre moyen de phrases, pour mille annonces de résultats, qui mentionnent au moins un des mots-clés suivants : *démondialisation, relocalisation, délocalisation dans un pays proche, délocalisation dans des pays alliés, localisation, régionalisation*.

faisant l'objet de beaucoup d'échanges transfrontières est très sensible à la fragmentation du commerce mondial en raison de la concentration de la production de ces biens, de la difficulté à leur trouver des substituts et du rôle crucial qu'ils jouent dans les activités manufacturières et les technologies clés (chapitre 3 des PEM d'octobre 2023). Les hausses de prix sont également susceptibles d'avoir des effets de répartition négatifs entre les pays et au sein de ceux-ci. Les droits de douane sur les produits de base agricoles pourraient susciter des craintes pour la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays à faible revenu. De façon générale, les droits de douane ont tendance à faire augmenter les prix des biens échangeables, qui représentent une part plus importante des dépenses des ménages pauvres (Cravino et Levchenko, 2017 ; Carroll et Hur, 2020), et peuvent accroître le rendement du capital par rapport à celui du travail, ce qui profite aux ménages riches. Le plus souvent, les pauvres et les retraités subissent l'essentiel des pertes de bien-être même lorsque les recettes douanières compensent les distorsions générées par la fiscalité (Carroll et Hur, 2023).

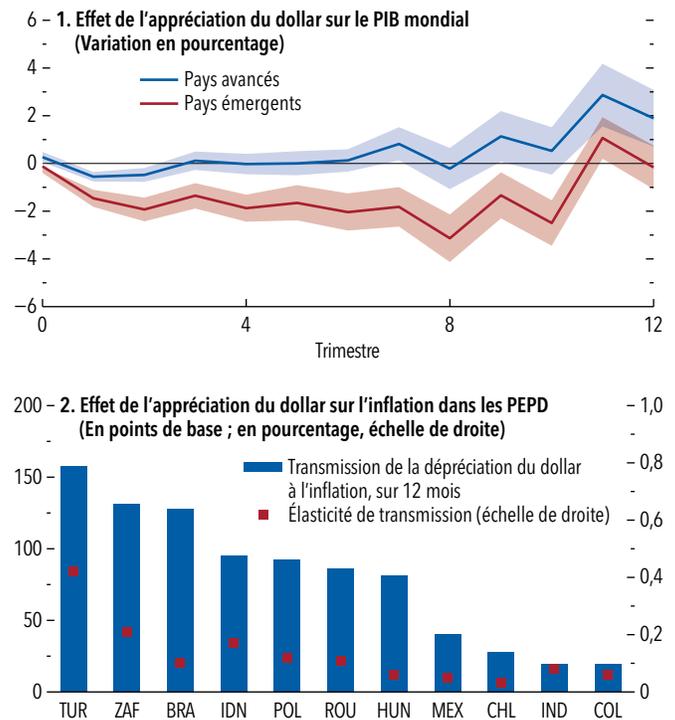
Au-delà du risque de création de nouveaux obstacles aux échanges, l'incertitude prolongée entourant les politiques commerciales pose d'autres risques pour l'investissement et la croissance (l'encadré 1.1 montre l'effet d'une accentuation de l'incertitude entourant les politiques macroéconomiques plus globalement). Au cours du seul premier trimestre de 2025, le nombre d'annonces de nouvelles mesures restrictives a augmenté de 16 % par rapport à décembre 2024, les déclarations se multipliant à partir du 2 avril. Les inquiétudes des entreprises relatives à la fragmentation du commerce mondial se sont accrues parallèlement à l'escalade dans l'application de mesures restrictives (graphique 1.20). Si l'incertitude reste élevée pendant longtemps, les entreprises pourraient retarder leurs projets d'investissement, ce qui se traduira par une contraction de l'investissement au niveau mondial. De fait, d'un point de vue empirique, on estime que l'incertitude commerciale a réduit l'investissement aux États-Unis d'environ 1,5 % en 2018 (Caldara *et al.*, 2020). En outre, l'incertitude fait baisser la demande parce qu'elle fragilise la confiance et érode les revenus des consommateurs à moyen terme en décourageant l'investissement et en étouffant les échanges (Handley et Limão, 2017). Lors d'épisodes antérieurs d'accroissement de l'incertitude entourant les politiques commerciales, le dollar s'est durablement apprécié (Albrizio *et al.*, à paraître), ce qui a pénalisé les exportations des États-Unis et des pays dollarisés et a engendré des répercussions négatives sur les pays émergents et les pays en développement. Si l'épisode actuel devait s'accompagner d'une appréciation du dollar, les tensions inflationnistes pourraient s'avérer importantes dans les pays dont la situation amplifie la répercussion de la dépréciation de la monnaie locale sur les prix (graphique 1.21), en particulier en période de forte incertitude et d'inflation déjà élevée (Carrière-Swallow *et al.*, 2024). Toutefois, l'accentuation de l'aversion pour le risque due à l'incertitude entourant l'action publique et la diminution des perspectives de croissance aux États-Unis pourraient conduire à une dépréciation du dollar. Une dépréciation désordonnée et de grande ampleur du dollar pourrait susciter des épisodes de volatilité supplémentaires sur les marchés financiers.

*Volatilité et correction des marchés financiers.* Dans certains pays, si l'inflation persiste ou repart à la hausse en raison de nouvelles politiques, les banques centrales pourraient maintenir leurs taux d'intérêt à des niveaux plus élevés qu'actuellement anticipé. Une telle situation pourrait générer des différentiels de taux d'intérêt entre les pays, lesquels pourraient provoquer des sorties de capitaux et un resserrement des conditions financières, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement (comme le montre l'encadré 1.1). Les risques liés aux

marchés financiers pourraient être amplifiés si les bénéfices d'entreprises s'avéraient inférieurs aux attentes, si les décideurs changeaient radicalement et de façon imprévisible leurs politiques, ou si les risques géopolitiques s'intensifiaient à nouveau (chapitre 2 de l'édition d'avril 2025 du GFSR). Le dollar devrait en principe s'apprécier en cas de forte détérioration des conditions financières, mais le système monétaire international pourrait être brutalement redéfini, ce qui pourrait avoir des conséquences majeures sur le dollar, qui en est le principal pilier. Par ailleurs, la dégradation des conditions financières mondiales et des perturbations plus larges du système pourraient déclencher des crises de la balance des paiements dans les petits pays ayant un accès limité au marché, d'amples besoins de refinancement et une faible capacité de négociation. Ces risques pourraient être encore plus importants pour les pays exportateurs de produits de base dans un contexte de baisse continue des prix des produits de base, en particulier du pétrole et du cuivre, qui constituent généralement des indicateurs d'une récession imminente en ce qu'ils signalent un ralentissement de l'activité industrielle dans les pays importateurs, comme la Chine. Une correction plus marquée que celle observée récemment pourrait se produire si la croissance aux États-Unis est plus faible que prévu, en partie à cause de réorientations stratégiques, et se répercuter sur les positions à fort effet de levier des établissements non bancaires et des entreprises ayant de forts besoins de refinancement à court terme. En outre, un démantèlement excessif des réglementations financières pourrait conduire à une alternance de phases d'expansion et de récession, ce qui non seulement pèserait sur le patrimoine des ménages, mais aussi aggraverait les tensions systémiques et générerait des retombées négatives dans l'ensemble de l'économie mondiale. En Europe, une correction du marché pourrait survenir si les négociations de paix en Ukraine n'aboutissent pas à une résolution durable.

*Hausse des taux d'intérêt à long terme.* De nouvelles tensions sur les rendements obligataires américains déjà élevés, conjuguées à une volatilité durable des taux de change due à de nouvelles réorientations stratégiques et à la persistance de l'incertitude en matière de politiques publiques, pourraient également provoquer des sorties de capitaux et d'IDE dans les pays émergents et les pays en développement. La concentration croissante des capitaux dans les pays et les actifs refuges pourrait exacerber les déséquilibres et les problèmes d'allocation du capital. Par ailleurs, les tensions structurelles sur les rendements à long terme pourraient restreindre la marge de manœuvre budgétaire, déjà limitée. Or, une

**Graphique 1.21. Répercussions de l'appréciation du dollar**

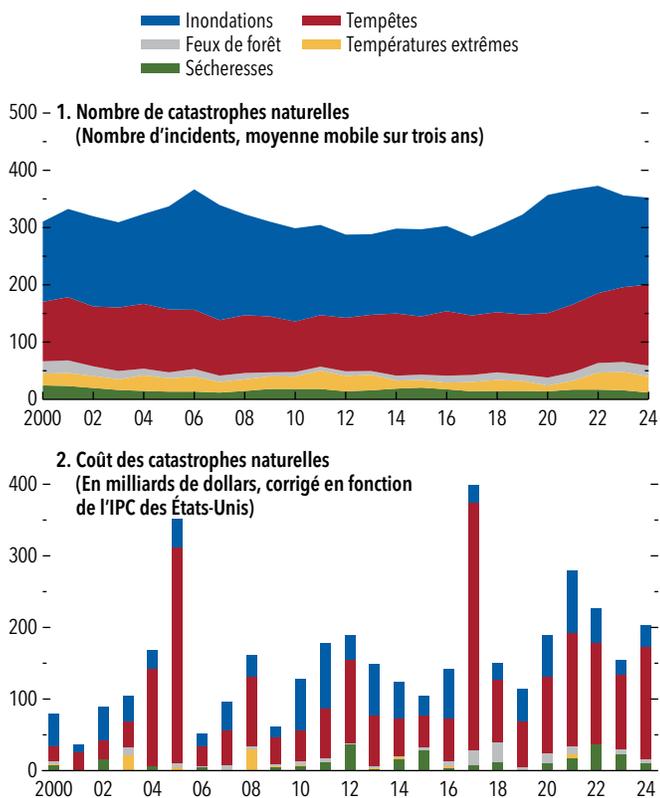


Source : calculs des services du FMI.

Note : Dans la page 1, les réactions aux impulsions décrites dans le Rapport sur le secteur extérieur 2023 du FMI font apparaître les effets d'une appréciation de 10 % de l'indice nominal du dollar avec des intervalles de confiance à 90 %. Le PIB réel est mesuré en monnaie nationale à prix constants. Les « pays avancés » excluent les pays dont la pondération dans l'indice du dollar dépasse 4 % en 2020 : Allemagne, Canada, France, Irlande, Italie, Japon, Royaume-Uni et Suisse. Dans la page 2, les estimations sont fondées sur les données de Carrière-Swallow *et al.* (2021) relatives à la transmission bilatérale et à la dépréciation des taux de change vis-à-vis du dollar entre la mi-septembre 2024 et le début de janvier 2025. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PEPD = pays émergents et pays en développement.

certaine latitude est nécessaire pour panser les plaies économiques laissées par la pandémie ou répondre aux nouveaux besoins de dépenses. De plus, ces tensions pourraient aviver les inquiétudes concernant la viabilité des finances publiques, surtout dans les pays fortement endettés (édition d'avril 2025 du Moniteur des finances publiques). Une telle situation pourrait alors conduire à une spirale de l'endettement dans laquelle les coûts d'emprunt augmentent à mesure que le rééquilibrage budgétaire souhaitable devient de plus en plus irréalisable.

*Montée du mécontentement social.* Les conséquences de la crise du coût de la vie, combinées à l'assombrissement des perspectives de croissance à moyen terme, pourraient exacerber la polarisation et les tensions sociales, entravant la mise en œuvre des réformes nécessaires à la croissance. À l'heure actuelle, ce risque est prononcé en Afrique,

**Graphique 1.22. Nombre et coût des catastrophes naturelles**

Sources : EM-DAT, base de données internationale sur les catastrophes ; calculs des services du FMI.

Note : La plage 1 est un graphique en aires empilées dans lequel les valeurs pour chaque type de catastrophe sont cumulées, ce afin de présenter leur incidence totale sur la période considérée. IPC = indice des prix à la consommation.

où les conflits et le renchérissement des denrées alimentaires et de l'énergie ont eu un impact sévère sur les pays vulnérables disposant d'un espace budgétaire limité, ainsi qu'en Asie, où la participation des citoyens à certains régimes en place est limitée et où les inégalités se creusent (Barrett *et al.*, 2022). Bien que les pays émergents et les pays en développement aient fait preuve de résilience au cours des quatre dernières années, leur capacité à gérer les défis intérieurs, en particulier un niveau d'endettement élevé, pourrait être mise à l'épreuve dans un contexte de détérioration de la conjoncture mondiale. Un regain d'inflation dans les secteurs de l'alimentation et de l'énergie, tiré par la fragmentation du marché des produits de base ou l'intensification des catastrophes liées au changement climatique, pourrait détériorer les conditions de vie et attiser les craintes en matière de sécurité alimentaire, surtout dans les pays à faible revenu. D'une région à l'autre, les épisodes de troubles sociaux ont en commun un mécontentement à l'égard de la représentation politique et de la gouvernance, lequel peut accroître la

probabilité d'échec des réformes structurelles (chapitre 3 de l'édition d'octobre 2024 des PEM).

*Difficultés croissantes en matière de coopération internationale.* L'augmentation de la fréquence et des coûts économiques des catastrophes naturelles (graphique 1.22) et l'intensification des conflits — qui génèrent des perturbations, même s'ils sont localisés — appellent une action internationale continue et coordonnée. Réduire l'adaptation au changement climatique et l'aide internationale risquerait de rendre inefficaces les investissements d'hier, de saper les progrès réalisés vers une économie mondiale plus verte et plus résiliente et d'éroder le capital humain là où il est le plus nécessaire. Si l'appui financier venait soudain à manquer, les conditions de vie et de santé se dégraderaient dans les pays fragiles et à faible revenu, qui pourraient être confrontés à des troubles sociaux et contraints de puiser dans les deniers publics pour financer leurs politiques, ce qui aggraverait encore leurs vulnérabilités liées à la dette. Les conséquences macroéconomiques pour les pays bénéficiaires d'aides pourraient être considérables : entre autres, détérioration des comptes courants, diminution des réserves de change, tensions sur les taux de change et les prix et baisse de la consommation et de l'investissement.

*Pénuries de main-d'œuvre.* De nombreux pays ont mobilisé des travailleurs étrangers pour remédier à leurs pénuries de main-d'œuvre, en particulier après la pandémie de COVID-19. Alors qu'une réduction des flux de travailleurs étrangers vers les pays avancés pourrait atténuer les tensions sur les services locaux et les infrastructures et faire légèrement augmenter les revenus, la production diminuerait à long terme dans les pays de destination de ces flux — et à l'échelle mondiale (chapitre 3). La contraction de l'offre de main-d'œuvre qui en résulterait pourrait poser des risques en matière de viabilité budgétaire et freiner la croissance potentielle, en particulier dans les pays où les immigrés en situation régulière sont généralement bien intégrés et où leurs compétences répondent aux besoins du marché du travail.

**Risques haussiers**

Malgré l'augmentation des risques de révision à la baisse, certains facteurs pourraient aboutir à des résultats plus favorables que prévu dans les prévisions de référence.

*Accords commerciaux de nouvelle génération.* La persistance d'une forte incertitude en matière de politique commerciale pourrait donner un nouveau souffle aux accords régionaux, plurilatéraux et multilatéraux, lesquels pourraient atténuer les risques et améliorer la prévisibilité de l'action publique. Des accords non discriminatoires

couvrant un large éventail de domaines, dont l'économie numérique, les services et l'investissement, pourraient générer des gains généralisés sans introduire de nouvelles distorsions. Enfin, accroître et approfondir la coopération internationale et l'intégration régionale (par exemple le marché unique européen) pourraient stimuler les investissements, doper la productivité, rehausser la croissance potentielle et renforcer la résilience des pays aux chocs extérieurs, en élargissant le marché de référence et en diversifiant la base de partenaires commerciaux (Albrizio *et al.*, 2025).

*Atténuation des conflits.* La résolution ou l'atténuation des conflits en cours pourrait faire baisser les prix mondiaux des produits de base et permettre la réaffectation de ressources vers des usages productifs. L'impact économique de la guerre peut s'avérer considérable : des études montrent que cette dernière peut aller jusqu'à prélever une « taxe » de 30 % du PIB et faire grimper l'inflation de 15 points de pourcentage dans les pays belligérants (Federle *et al.*, 2024), les pays voisins étant par ailleurs les plus touchés par les effets de contagion. La cessation des hostilités, suivie par des efforts de reconstruction, augmenterait la croissance du PIB dans les pays participant directement aux conflits, mais permettrait aussi d'améliorer la situation des pays voisins. Une telle amélioration pourrait résulter d'une atténuation des répercussions transfrontières négatives, qui sont comprises entre 5 % et 10 % du PIB, en moyenne, au cours des cinq à sept années après le déclenchement d'un conflit, selon les estimations (chapitre 2 de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*), et de l'apparition de retombées favorables. Par exemple, un cessez-le-feu en Ukraine pourrait rehausser la croissance dans la région, en entraînant un regain de confiance chez les consommateurs et en faisant reculer les prix de l'énergie, surtout en Europe. Cela étant, les pays qui ont investi dans d'autres infrastructures ou sources d'énergie pour gérer les pénuries liées aux conflits peuvent pâtir d'effets de contagion défavorables pendant un certain temps si des retournements de situation les empêchent d'obtenir les rendements escomptés.

*Accélération des réformes structurelles.* Une dynamique de grande envergure en faveur des réformes structurelles, en partie portée par la comparaison avec des pays similaires et par une situation macroéconomique délicate à l'échelle mondiale, pourrait stimuler la croissance de manière significative. Simplifier les réglementations et alléger les formalités administratives faciliteraient l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché et intensifieraient la concurrence, améliorant ainsi le dynamisme des entreprises

et la réaffectation des ressources (comme le montre l'encadré 1.1 pour la Chine). Une plus forte intégration des marchés financiers, du travail et de produits donnerait à ces derniers la profondeur et l'ampleur nécessaires pour stimuler l'innovation et doper la croissance de la productivité. En Europe, la suppression des barrières internes restantes permettrait aux entreprises de se développer. De plus, accélérer l'intégration européenne en réduisant les obstacles réglementaires et en renforçant l'union des marchés des capitaux pourrait faire augmenter l'investissement, la productivité et la croissance potentielle. Une telle approche soutiendrait le marché européen des capitaux, aujourd'hui sous-développé, ce qui contribuerait à la réduction des déséquilibres mondiaux.

*Une croissance tirée par l'intelligence artificielle (IA).* L'optimisme à l'égard de l'IA, conjugué à la forte baisse annuelle attendue des coûts d'utilisation de l'IA et aux progrès technologiques futurs, pourrait accroître la productivité et la consommation de manière significative. L'intégration des technologies d'IA pourrait entraîner des transferts de connaissances entre les secteurs et les régions, ce qui favoriserait l'innovation et diminuerait les coûts à l'échelle mondiale. Ces gains pourraient se matérialiser sans répercussions négatives majeures sur l'emploi si l'adoption de l'IA s'accompagne de mesures à même de moderniser les cadres réglementaires et d'étayer le redéploiement de la main-d'œuvre (Cazzaniga *et al.*, 2024). De même, ils pourraient se concrétiser sans faire exploser les prix de l'électricité ou les coûts environnementaux si les décideurs, en collaboration avec les entreprises, profitent de l'occasion pour mobiliser des sources d'énergie renouvelables et des paradigmes de production innovants et pour encourager leur utilisation (dossier spécial sur les produits de base).

## Politiques : composer avec l'incertitude et améliorer la préparation aux chocs pour faciliter les arbitrages macroéconomiques

L'économie mondiale se trouve à un moment décisif sur fond d'incertitude élevée et de réorientations majeures des politiques publiques. L'univers des possibles est vaste en raison de l'évolution rapide des politiques commerciales. Face aux changements structurels en cours, à l'incertitude accrue et à l'atonie persistante de la croissance, les décideurs devraient mettre l'accent sur les mesures à même de restaurer la confiance et la stabilité, d'atténuer les déséquilibres et de rehausser durablement la croissance. Une réduction de l'incertitude entourant l'action publique et

la résolution des tensions commerciales peuvent favoriser un environnement plus stable, stimuler la consommation et favoriser l'investissement. À court terme, les pays doivent soigneusement calibrer leurs politiques monétaires et prudentielles pour préserver la stabilité des prix et la stabilité financière. Reconstituer progressivement un espace budgétaire demeure indispensable pour répondre à l'augmentation des besoins de dépenses publiques et pour disposer de marges de manœuvre suffisantes pour résister aux futurs chocs, qui pourraient être récurrents et de grande ampleur. Afin de relever les perspectives de croissance à moyen terme, il demeure urgent de mener à bien des réformes structurelles tout en mettant prudemment à profit les avancées technologiques.

### **Faire face aux tensions commerciales et à une forte incertitude prolongée entourant les politiques commerciales**

*Créer un environnement commercial stable et prévisible.* Les pays devraient s'employer de façon constructive à résoudre instamment les tensions commerciales et à promouvoir des politiques commerciales claires et transparentes afin de stabiliser les attentes, d'éviter les distorsions des investissements et de réduire la volatilité tout en se gardant d'adopter des mesures susceptibles de nuire encore davantage à l'économie mondiale (Georgieva, 2025). En raison de l'incertitude accrue en matière de politique commerciale, une coopération pragmatique et une intégration économique plus poussée (Rotunno et Ruta, à paraître) peuvent aider les pays à accroître leurs échanges au moyen soit de réductions unilatérales non discriminatoires des obstacles au commerce, soit de collaborations au niveau régional, plurilatéral ou multilatéral, comme le montrent les accords de libre-échange (pensions, par exemple, à l'adhésion du Royaume-Uni à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste et à la conclusion de l'accord commercial entre l'UE et la Nouvelle-Zélande). Une plus grande intégration régionale, telle que celle amenée par l'approfondissement du marché unique européen (édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales : Europe*) ou par la poursuite des efforts de mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (El Ganainy *et al.*, 2023), peut également améliorer l'efficacité mondiale même en présence de politiques commerciales distorsives.

Les subventions générales représentent d'importants coûts budgétaires et engendrent des distorsions supplémentaires, et c'est pourquoi ils ne constituent pas un outil adapté pour remédier aux distorsions intérieures ou

extérieures. Toutefois, dans certains cas, des politiques industrielles ciblées peuvent atténuer les défaillances du marché au niveau sectoriel qui résultent d'externalités ou d'économies d'échelle. Cela étant, les politiques industrielles sont coûteuses et peuvent conduire à diverses formes de défaillances de l'État et, partant, à une mauvaise allocation des ressources (Ilyina, Pazarbasioglu et Ruta, 2024). Des politiques industrielles mal ciblées peuvent éloigner la production de la structure sous-jacente des avantages comparatifs, créer une offre excédentaire à l'échelle régionale ou mondiale et aboutir à des termes de l'échange qui amoindrissent la prospérité nationale (Hodge *et al.*, 2024). Lorsque la marge de manœuvre budgétaire est limitée, il convient de soumettre les programmes de développement industriel à une analyse coûts-avantages exhaustive. Pour limiter au minimum les distorsions, les politiques industrielles devraient être étroitement ciblées sur des objectifs spécifiques dans les secteurs où les externalités ou les défaillances du marché sont bien identifiées. Enfin, la coopération entre partenaires commerciaux internationaux quant à l'approche à retenir en matière de politique industrielle peut réduire les répercussions négatives de ce type de mesures (Brandão-Marques et Toprak, 2024).

*Préserver la coopération internationale.* La coopération internationale, y compris au niveau régional ou interrégional, est essentielle pour soutenir la croissance mondiale, répondre aux problèmes communs et atténuer les effets de contagion entre pays. Dans plusieurs domaines, dont le commerce, la politique industrielle, la fiscalité internationale, le climat ainsi que le développement et l'aide humanitaire, la coopération et les plateformes internationales peuvent modérer les répercussions mondiales et protéger les plus vulnérables (Aiyar *et al.*, 2023). Plus précisément, la coopération fiscale internationale est à même de réduire les effets de la néfaste concurrence fiscale actuelle en évitant un nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés au niveau mondial. Dans les pays à faible revenu, l'aide multilatérale sera de plus en plus importante pour financer le budget et les besoins de développement si les flux d'aide extérieure bilatérale viennent à diminuer.

### **Maintenir la stabilité des prix et la stabilité financière**

*Calibrer la politique monétaire sur fond de risques haussiers et baissiers.* Étant donné que les pays se trouvent aux prises avec une combinaison de chocs aux multiples dimensions, leurs banques centrales doivent

soigneusement calibrer leur politique en fonction de la situation propre à leur juridiction. Les chocs liés aux politiques commerciales pèsent sur l'offre, tandis que la persistance de l'incertitude et les effets de richesse négatifs résultant de la correction des prix des actifs survenue en avril 2025 freinent la demande globale. Lorsque ces chocs frappent, les banques centrales devraient suivre de près l'interaction entre la demande et les pressions sur l'offre au niveau sectoriel, car une accentuation des courbes d'offre sectorielles pourrait raviver les tensions inflationnistes (chapitre 2 de l'édition d'octobre 2024 des PEM). Lorsque les risques d'inflation à court terme sont orientés à la hausse ou que les anticipations d'inflation augmentent, il conviendrait de continuer à ne réduire les taux directeurs que si des signes tangibles montrent que l'inflation revient clairement vers sa cible. De cette façon, les autorités monétaires peuvent préserver l'ancrage des anticipations d'inflation tout en évitant d'assouplir leur politique de manière prématurée et d'avoir à relever leur taux dans la foulée. En l'absence de stabilité des prix, les gains qui seraient générés demain par la croissance pourraient être plus que compensés par une nouvelle hausse du coût de la vie. Les banques centrales doivent être particulièrement attentives à ces risques après la récente période d'inflation prolongée et doivent être prêtes à prendre des mesures musclées, car les anticipations d'inflation pourraient s'avérer beaucoup plus volatiles si les tensions inflationnistes devaient s'intensifier à nouveau. Si la croissance diminue ou si la situation sur le marché du travail se détend, alors que les tensions inflationnistes et les anticipations d'inflation dessinent clairement un retour de l'inflation vers sa cible, alors maintenir les taux d'intérêt nominaux au même niveau aboutira, au fil du temps, à une orientation restrictive en termes réels parallèlement au reflux de l'inflation accompagné d'un ralentissement de la croissance. Dans de telles conditions, il est judicieux de réduire progressivement les taux directeurs pour se rapprocher du taux neutre. De façon générale, dans un contexte d'incertitude élevée, la clarté de la communication revêt une importance primordiale, puisqu'elle améliore la prévisibilité de la politique monétaire pour tous les agents économiques.

En outre, une forte incertitude rend encore plus délicat l'arbitrage entre ancrage des anticipations d'inflation et préservation de la stabilité financière. Lorsque les efforts déployés par les banques centrales pour stabiliser les anticipations d'inflation ont conduit à un resserrement des conditions financières, il est possible que les vulnérabilités du système financier se trouvent exacerbées, compliquant alors les opérations des institutions

financières (Bergant *et al.*, 2025). Par conséquent, il est essentiel de parvenir à un juste équilibre entre conserver des anticipations d'inflation stables et protéger la stabilité financière, en particulier sur fond de volatilité des marchés financiers.

*Atténuer la volatilité des taux de change et les perturbations qu'elle induit.* La persistance de l'incertitude entourant les politiques commerciales, des réorientations stratégiques de plus grande ampleur, des divergences au niveau national dans les trajectoires de normalisation de la politique monétaire et des perspectives d'évolution plus volatile du taux de change pourraient amplifier un peu plus les récents accès de volatilité du marché financier. Une telle situation pourrait provoquer des sorties de capitaux aux conséquences déstabilisatrices, qui affecteraient particulièrement les pays qui sont dépendants à l'égard des importations ou dont la part des importations facturées en dollar est élevée. Le cadre stratégique intégré du FMI donne des indications adaptées aux conditions spécifiques de chaque pays pour aider les décideurs à déterminer les réponses appropriées.

Dans les pays où les marchés des changes sont profonds et fonctionnent bien et où la dette en devises est faible, il serait souhaitable que les taux de change soient flexibles et que les taux d'intérêt soient relevés. Les politiques relatives aux marchés financiers, y compris un apport de liquidités rapide, résolu et bien conçu, sont des instruments adéquats pour atténuer les accès de volatilité sur le marché des changes qui découlent des mesures adoptées par des partenaires commerciaux ou des mouvements du dollar. Dans le même temps, dans les pays dont les marchés des changes sont peu développés et qui se sont fortement endettés en devises, un resserrement brutal des conditions financières internationales pourrait entraîner une volatilité des changes aux effets perturbateurs et une augmentation des primes de risque, ce qui pourrait menacer la stabilité macrofinancière. Dans de telles conditions, il peut s'avérer judicieux d'intervenir sur les marchés des changes ou de prendre des mesures de gestion des mouvements de capitaux, à titre provisoire, tout en continuant d'appliquer des politiques monétaire et budgétaire adaptées. Ces initiatives pourraient s'accompagner de mesures macroprudentielles visant à amortir les perturbations causées par la détention d'importants volumes de titres de dette en devises, mais aussi de réformes du marché financier en vue d'approfondir les marchés financiers locaux à moyen terme.

*Préserver la stabilité financière par des mesures prudentielles.* La volatilité des marchés financiers et la forte incertitude entourant les perspectives économiques accroissent

encore l'importance des politiques prudentielles pour préserver la stabilité des prix. Les juridictions aux prises avec des tensions sur les marchés financiers devraient déployer les volants macroprudentiels disponibles pour soutenir l'octroi de crédits à l'économie et éviter un resserrement généralisé des conditions financières ainsi que des défaillances et des faillites d'entreprises en cascade. Si ces tensions devaient évoluer en crise, les autorités devraient se tenir prêtes à utiliser des instruments de liquidité et de nature budgétaire afin d'éviter une réduction de l'effet de levier et des dommages au secteur réel de trop grande ampleur. Là où des changements réglementaires sont en cours, il conviendrait de maintenir les politiques appuyant la stabilité financière — à commencer par les politiques macroprudentielles et les réformes liées à l'accord de Bâle III — de façon à renforcer la surveillance des établissements financiers et le suivi des risques d'instabilité financière. Enfin, il est essentiel de relever les exigences de publicité et de durcir les mesures visant à atténuer les vulnérabilités dans le secteur non bancaire pour tirer pleinement parti du rôle de ce dernier dans l'intermédiation financière.

### Reconstituer les marges de manœuvre budgétaires pour retrouver une latitude d'action

La priorité est toujours de retrouver un espace budgétaire et de placer la dette publique sur une trajectoire viable, tout en répondant aux importants besoins de dépenses pour assurer la sécurité nationale et économique. Pour y parvenir, il sera nécessaire de mener un assainissement des finances publiques crédible à moyen terme assorti de rééquilibrages difficiles mais favorables à la croissance. Une plus grande discipline budgétaire permettrait également de contenir les coûts d'emprunt et donc de se prémunir contre les risques associés à des taux d'intérêt élevés ou à une augmentation de ces derniers alors que les primes d'échéance montent et que l'inflation pourrait être révisée à la hausse dans certains pays. Les programmes d'assainissement devraient avant tout viser à reconstituer de façon crédible les réserves afin de maintenir les coûts de financement à un niveau raisonnable, de faciliter l'ancrage des anticipations d'inflation à moyen terme et de contenir les risques liés à la dégradation des notes souveraines. En outre, les pays devraient redéfinir leurs priorités en matière de dépenses et renforcer leurs recettes budgétaires, notamment en élargissant leurs assiettes fiscales. Les augmentations permanentes des dépenses devraient être financées par les recettes, et il pourrait être utile de mettre davantage l'accent sur l'amélioration de l'efficacité des dépenses dans

le secteur public, en particulier si la marge de manœuvre budgétaire est limitée. Lorsque les récentes politiques douanières et commerciales ont entraîné d'importants chocs négatifs sur la demande, les stabilisateurs automatiques peuvent entrer en jeu et en atténuer l'impact. Il conviendrait de n'adopter de nouvelles mesures discrétionnaires — bien ciblées, temporaires et prévoyant des clauses d'extinction claires — que pour soutenir les ménages, les entreprises et les secteurs touchés par de graves perturbations des échanges.

*Définir des programmes de rééquilibrage pour rétablir la viabilité des finances publiques.* Dans de nombreux pays, les politiques budgétaires actuelles ne suffisent pas à garantir que la dette a une forte probabilité de se stabiliser (chapitre 1 de l'édition d'avril 2025 du Moniteur des finances publiques). Pour être crédible, un programme d'assainissement des finances publiques doit être fondé sur des hypothèses réalistes concernant la croissance, les coûts du service de la dette, la mobilisation des recettes et les besoins de dépenses. Dans les pays où de nouveaux besoins de dépenses apparaissent, les autorités doivent montrer qu'elles sont fermement résolues à préserver la viabilité de la dette, l'intégrité des règles budgétaires et la transparence de la politique budgétaire. Dans les pays qui disposent d'une marge de manœuvre budgétaire, les dépenses nettes, hors investissements dans la défense, devraient rester liées aux engagements déjà approuvés. Dans les pays dont la latitude budgétaire est limitée, les augmentations de dépenses budgétaires, qu'elles soient permanentes ou temporaires, doivent être financées par des recettes fiscales et par une redéfinition des priorités.

Le renforcement des cadres budgétaires à moyen terme et des règles budgétaires peut appuyer la mise en œuvre de programmes de rééquilibrage des finances publiques, tout comme une meilleure transparence, notamment en ce qui concerne les engagements conditionnels et les flux générateurs d'endettement en dehors du déficit budgétaire. Par ailleurs, une législation contraignante et des dispositions claires sur la manière dont les pouvoirs publics peuvent répondre à des changements inattendus de la situation économique — en ce qui concerne la croissance, les taux d'intérêt ou les besoins de dépenses — selon des hypothèses réalistes peuvent également améliorer la crédibilité.

Pour les pays présentant un risque élevé de surendettement ou susceptibles de ne pas respecter les réglementations budgétaires, la viabilité des finances publiques pourrait requérir non seulement un rééquilibrage budgétaire, mais aussi une restructuration de la dette. En outre, les progrès réalisés dans la mise en œuvre des cadres

internationaux de résolution de la dette souveraine, comme le Cadre commun du Groupe des Vingt (G20), et un consensus plus large dans le cas de la table ronde mondiale sur la dette souveraine rendraient une (éventuelle) restructuration de dette moins coûteuse.

*Adopter des réformes budgétaires ciblées.* Une approche rigoureuse en matière de conception et de composition des programmes de rééquilibrage budgétaire peut prévenir les effets négatifs prolongés de ces derniers sur la croissance, le dosage précis des politiques à appliquer nécessitant un calibrage propre à chaque pays. Dans les pays avancés, la redéfinition des priorités en matière de dépenses, les réformes des prestations sociales et l'augmentation des recettes par l'introduction d'impôts indirects ou la suppression d'incitations inefficaces, en fonction de la situation nationale, peuvent favoriser l'assainissement des finances publiques (édition d'avril 2025 du Moniteur des finances publiques). Les pays émergents et les pays en développement ont plus d'options pour accroître la mobilisation des recettes intérieures, condition indispensable pour répondre aux besoins de dépenses et stimuler la création d'emplois. Ils peuvent ainsi élargir leur assiette fiscale, notamment par la régularisation d'activités informelles, et développer leurs capacités en matière d'administration des recettes. Dans tous les pays, il est possible de réduire les subventions inefficaces. Des réformes progressives, annoncées et mises en œuvre dans une situation macroéconomique plus favorable et associées à des politiques de redistribution, peuvent renforcer l'adhésion des citoyens à une réforme majeure des dépenses dans des domaines tels que les subventions à l'énergie ou les retraites (chapitre 2 de l'édition d'avril 2025 du Moniteur des finances publiques).

*Préserver la croissance et protéger les populations vulnérables.* Les rééquilibrages budgétaires doivent être soigneusement calibrés pour éviter leurs retombées négatives sur la croissance potentielle et limiter leurs effets de répartition. Les éléments des dépenses favorables à la croissance, tels que les investissements publics de qualité dans les infrastructures et la transformation numérique, sont à même de rehausser la croissance potentielle à moyen terme et devraient être conservés. Les dépenses consacrées aux priorités pour la croissance peuvent être complétées par des réformes structurelles du marché du travail et de la réglementation. La protection des pauvres et des personnes vulnérables peut atténuer un peu plus l'impact d'un rééquilibrage de finances publiques sur les inégalités et renforcer l'acceptabilité sociale des réformes budgétaires. L'élimination des subventions mal ciblées, telles que celles à l'énergie, peut en même temps réduire

les effets de répartition des mesures budgétaires et contribuer à la réalisation des objectifs liés au climat.

*Recourir de façon responsable à des aides opportunes, ciblées et temporaires lorsque nécessaire.* En cas d'importants chocs négatifs sur la demande, les stabilisateurs automatiques devraient jouer leur rôle en amortissant l'impact de ces derniers. Cependant, un soutien supplémentaire ciblé et temporaire pourrait être déployé si ces chocs sont de grande ampleur et si de profondes perturbations commerciales ont de fortes retombées négatives sur des ménages, des entreprises ou des secteurs. De telles mesures doivent être conçues de manière judicieuse pour garantir un ciblage adéquat, inclure des clauses de caducité automatique — afin d'éviter un soutien trop durable qui empêcherait l'ajustement et la réaffectation des ressources — et atténuer les risques liés à la fiscalité et à l'économie politique. Il est essentiel d'adapter de manière responsable l'enveloppe budgétaire pour financer ces nouvelles aides, en tenant compte de l'espace fiscal propre à chaque pays, afin de garantir que la dette publique reste sur une trajectoire viable.

### Revitaliser la croissance à moyen terme

La croissance potentielle reste modérée et les tensions liées au coût de la vie persistent depuis la pandémie. L'amélioration des perspectives de croissance à moyen terme est la seule option viable pour parvenir à une augmentation générale des niveaux de vie et faciliter les arbitrages macroéconomiques. Une croissance plus élevée appuierait la dynamique de la soutenabilité de la dette, élargissant ainsi l'espace budgétaire à moyen terme. Des réformes structurelles de vaste portée peuvent contribuer à rehausser la croissance potentielle tandis que la coopération multilatérale peut favoriser la résilience dans un contexte d'incertitude accrue.

*Adopter des réformes structurelles.* Des réformes structurelles durables dans différents domaines, à commencer par le marché du travail, l'éducation, la réglementation et la concurrence, ainsi que les politiques relatives au secteur financier, peuvent conjointement dynamiser la productivité et la croissance potentielle et soutenir la création d'emplois. En outre, les progrès techniques, y compris ceux liés à la transformation numérique et à l'IA, peuvent eux aussi améliorer la productivité et la croissance potentielle.

Par ailleurs, rehausser le taux d'activité des femmes peut accroître l'offre de travail. Dans un contexte marqué par le vieillissement continu mais inégal de la population, dans les pays avancés comme dans les pays émergents et les pays en développement, les politiques visant à améliorer

le capital humain et les conditions de travail des seniors, y compris les politiques de santé ou celles relatives à la formation continue et au perfectionnement, peuvent avoir un effet positif sur la participation de ces travailleurs au marché du travail et sur la productivité (chapitre 2). Une combinaison bien conçue de mesures actives du marché du travail peut aussi contribuer à relever progressivement l'âge effectif de départ à la retraite. Outre les politiques du marché du travail de portée nationale, des données factuelles montrent que l'augmentation des flux migratoires serait aussi à même d'atténuer les tensions liées aux évolutions démographiques tout en stimulant quelque peu la croissance (chapitre 3). Pour cela, il faut cependant créer les conditions d'une intégration rapide des immigrants sur le marché du travail (Caselli *et al.*, 2024) et veiller à ce que les compétences de ces derniers correspondent bien aux possibilités d'emploi (Beltran Saavedra *et al.*, 2024). Des mesures visant à modérer les effets de répartition des réformes du marché du travail, ainsi que des réformes de la gouvernance, peuvent renforcer un peu plus la confiance des citoyens dans les institutions publiques (chapitre 3 de l'édition d'octobre 2024 des PEM). Des cadres réglementaires solides, associés à des investissements dans les infrastructures numériques et une population active dotée de bonnes compétences numériques, sont indispensables pour que les gains générés par les nouvelles technologies soient largement partagés au sein de la main-d'œuvre (Georgieva, 2024).

Une déréglementation ciblée peut alléger les contraintes qui entravent les entreprises dans leur développement, leurs investissements et l'innovation et, par là, stimuler la croissance potentielle à moyen terme. D'après les estimations, les distorsions sont considérables et le coût sur le PIB réel s'élève en moyenne à 0,8 % du PIB annuel pour un échantillon de pays européens (Pellegrino et Zheng, 2024). Il est essentiel de préserver les réglementations prudentielles et la stabilité financière parallèlement à la mise en œuvre de mesures de réduction de la bureaucratie. Une déréglementation prématurée ou mal coordonnée aurait pour effet d'accroître les risques d'instabilité financière et pourrait alimenter une dangereuse alternance de phases d'expansion et de récession.

Les réformes du marché du travail et de la réglementation devraient être complétées par des politiques visant à assouplir les contraintes financières. L'amélioration de l'accessibilité financière et la réduction des obstacles financiers à une allocation efficiente des capitaux pourraient stimuler encore la croissance de la productivité (chapitre 3 de l'édition d'avril 2024 des PEM). Il est essentiel de lever les obstacles au commerce intérieur et de faire avancer les réformes des marchés de capitaux pour améliorer le dynamisme des entreprises, notamment de celles qui sont fortement innovantes et qui ne disposent pas de garanties matérielles (note 1 de l'édition d'octobre 2024 des *Perspectives économiques régionales : Europe*).

Les réformes structurelles sont bien identifiées depuis plusieurs années, mais leur mise en œuvre a souvent été entravée par le manque d'adhésion des citoyens. Pour accroître la probabilité de succès des réformes structurelles et améliorer l'acceptabilité sociale des programmes de réforme, les décideurs doivent mener des processus participatifs, mais aussi s'employer à mieux faire comprendre au grand public les propositions de réforme et associer de façon continue les parties prenantes tout au long des réformes (chapitre 3 des PEM d'octobre 2024 ; chapitre 2 du Moniteur des finances publiques d'avril 2025).

*Faire avancer les politiques climatiques.* La lutte contre le changement climatique nécessite un ensemble de politiques bien conçues susceptibles de générer des avantages macroéconomiques, y compris une croissance sobre en carbone et résiliente. Ces politiques passent par des investissements dans les technologies renouvelables et économes en énergie et des mesures à l'échelle de l'économie telles que la tarification du carbone, qui peuvent être complétées par des incitations fiscales, une assistance technique et un soutien financier aux projets d'adaptation dans les pays à faible revenu. De nombreux pays ont commencé à réduire la part des énergies fossiles au profit des énergies renouvelables, ce qui peut avoir un effet positif sur leur sécurité énergétique (Dolphin *et al.*, 2024), favoriser l'emploi et réduire les risques liés à la balance des paiements.

### Encadré 1.1. Évaluation des risques entourant les prévisions de référence

Cet encadré présente deux estimations complémentaires des risques pour l'économie mondiale. Premièrement, nous utilisons le modèle du Groupe des Vingt (G20) du FMI pour calculer les intervalles de confiance qui entourent les prévisions de référence des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM). Deuxièmement, nous simulons deux scénarios à partir du modèle monétaire et budgétaire mondial intégré (GIMF) du FMI. Dans le scénario A, les politiques et les chocs provoquent une amplification des déséquilibres mondiaux et une baisse de la production mondiale par rapport aux prévisions de référence. À l'inverse, dans le scénario B, les politiques entraînent une réduction des déséquilibres mondiaux et une augmentation de la production mondiale par rapport aux prévisions de référence.

#### Intervalles de confiance

Pour la première estimation, nous répertorions les chocs économiques qui sous-tendent les données historiques en utilisant le modèle du G20. Ensuite, nous rééchantillons ces chocs et les réinjectons dans le modèle pour générer des distributions de risques (Andrle et Hunt, 2020). Nous avons ajusté la procédure pour l'aligner sur l'estimation de la croissance à risque figurant dans l'édition d'avril 2025 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde. Comme dans l'estimation précédente publiée dans l'édition d'octobre 2024 des PEM, les distributions de la croissance sont orientées à la baisse, et celles de l'inflation sont légèrement orientées à la hausse<sup>1</sup>.

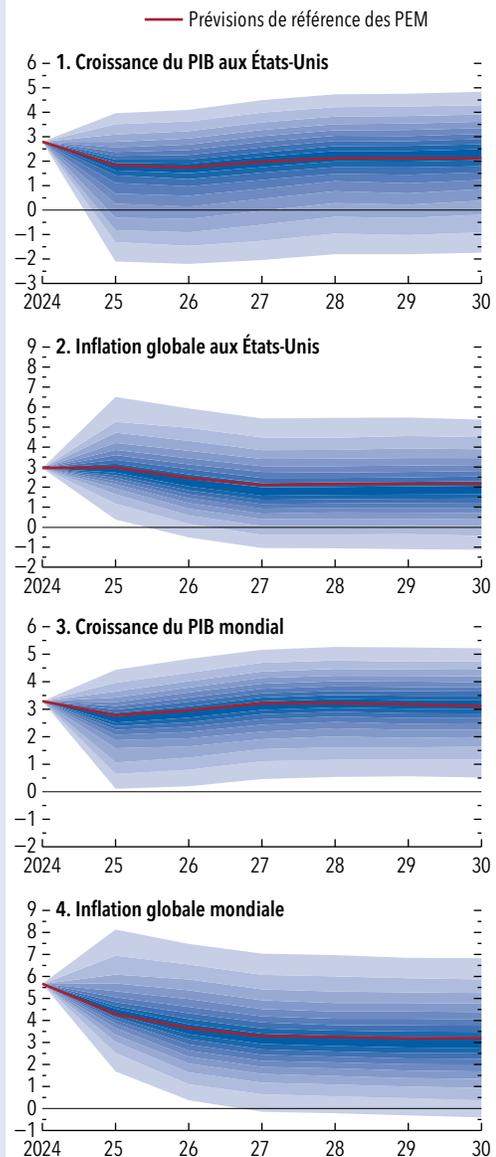
Les pages 1 et 2 du graphique 1.1.1 font respectivement apparaître les distributions de la croissance et de l'inflation globale aux États-Unis (les zones ombrées en bleu matérialisent les intervalles de confiance à 90 %). La probabilité d'une récession en 2025 est maintenant estimée à 37 %, un chiffre plus élevé que dans les PEM d'octobre 2024<sup>2</sup>. La balance des risques s'est déplacée à la hausse pour l'inflation et les taux directeurs aux États-Unis (lesquels ne sont pas étudiés dans cet encadré), en partie en raison du relèvement des chiffres de l'inflation dans les prévisions de référence

Les auteurs de cet encadré sont Michal Andrle, Jared Bebee, Domenico Giannone, Chris Jackson, Dirk Muir, Rafael Portillo et Philippe Wingender.

<sup>1</sup>L'alignement avec l'estimation de la croissance à risque suppose un échantillonnage plus fréquent pour certaines années de récession : 1969, 1974-75, 1981 et, dans une moindre mesure, 2009 et 2020.

<sup>2</sup>Le risque de récession en 2025 est défini comme la probabilité que la croissance annuelle cette année soit inférieure à 1,2 %, ce qui correspond à une récession peu profonde débutant au troisième trimestre. Selon ce critère, la probabilité d'une récession de courte durée aux États-Unis en 2025 était estimée à environ 25 % au moment des PEM d'octobre 2024.

**Graphique 1.1.1. Incertitude entourant les projections de croissance et d'inflation au niveau mondial**  
(En pourcentage)



Source : estimations des services du FMI.  
Note : Chaque nuance de bleu représente un intervalle de probabilité de 5 points de pourcentage. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

## Encadré 1.1 (suite)

des PEM. La probabilité que l'inflation globale américaine dépasse 3,5 % en 2025 est aujourd'hui supérieure à 30 %, contre 13 % en octobre dernier, et la probabilité que le taux moyen des bons du Trésor à trois mois émis en 2025 dépasse 4,5 % en 2025 est d'environ 33 % (contre 27 % en octobre).

Les pages 3 et 4 du graphique 1.1.1 illustrent les distributions de la croissance et de l'inflation globale mondiales. La probabilité que la croissance mondiale tombe en dessous de 2 % en 2025 est estimée à près de 30 %, un chiffre ici aussi supérieur aux calculs réalisés en octobre (17 %). Enfin, la probabilité que l'inflation globale mondiale dépasse 5 % est estimée à environ 31 %, soit un peu moins qu'au moment des PEM d'octobre, où elle s'élevait à 34 %.

### Scénarios

Nous utilisons ensuite le modèle GIMF pour simuler deux scénarios. La version du modèle appliquée ici comprend dix régions, dont la Chine, les États-Unis et la zone euro.

Dans les deux scénarios, il est supposé que la réaction de la politique monétaire est endogène, les taux de change étant flottants dans la plupart des régions. Dans le scénario A, la Chine gère son taux de change vis-à-vis du dollar par des mesures relatives aux flux de capitaux ; le taux de change peut donc s'ajuster en cas de choc, mais moins que dans un régime totalement flottant. Dans le scénario B, le taux de change renminbi-dollar s'adapte comme dans un régime de change flexible. Sur le plan budgétaire, les stabilisateurs automatiques peuvent jouer leur rôle.

### Strates retenues dans le scénario A

*Trajectoires divergentes dans le monde.* Cette strate compte trois composantes :

- *Reconduction de la loi de réforme du système fiscal fédéral aux États-Unis (Tax Cuts and Jobs Act, TCJA).* Le scénario A repose sur l'hypothèse d'une reconduction d'un grand nombre des dispositions de la TCJA pour une période de dix ans, dont les impôts sur les personnes physiques et sur les entreprises, le crédit d'impôt pour enfant à charge et la comptabilisation des investissements en charges, pour un total d'environ 11 % du PIB en 2025–34. Les déficits qui en résultent sont concentrés en fin de période, atteignant environ 1,4 % du PIB en 2027. Parce que cette reconduction survient après une envolée historique de l'inflation, il est supposé que les anticipations d'inflation aux États-Unis enregistrent une faible augmentation supplémentaire temporaire.
- *Baisse de la productivité en Europe.* Le récent ralentissement de la croissance de la productivité dans la zone

euro s'accroît en raison d'un niveau d'innovation plus faible, des évolutions technologiques et d'un accès insuffisant au capital-investissement. La croissance de la productivité totale des facteurs recule de 0,2 point de pourcentage par an pendant cinq ans, par rapport aux prévisions de référence, à compter de 2025. Le secteur des biens échangeables concentre l'essentiel de ce repli.

- *Baisse de la demande intérieure en Chine.* La consommation et l'investissement en 2025 sont respectivement inférieurs de 0,7 % et 0,5 % à leur niveau dans les prévisions de référence. Cet écart s'amplifie au cours de la période 2026–27 et s'estompe par la suite.

*Guerre commerciale.* Le scénario suppose une augmentation progressive des tarifs douaniers en réponse aux droits annoncés le 2 avril. Premièrement, il prévoit un relèvement supplémentaire de 50 points de pourcentage des droits de douane par rapport aux prévisions de référence sur tous les échanges entre la Chine et les États-Unis, dans un sens comme dans l'autre. Deuxièmement, en représailles aux tarifs douaniers annoncés le 2 avril, les pays autres que la Chine imposent les importations américaines au taux auquel les États-Unis les soumettent. Troisièmement, les États-Unis ripostent en doublant les taux annoncés le 2 avril pour tous les pays autres que la Chine. Par conséquent, le taux des droits de douane effectifs sur les importations et les exportations de marchandises américaines augmente d'environ 18 points de pourcentage par rapport aux prévisions de référence actuelles.

*Accentuation de l'incertitude mondiale.* L'incertitude entourant les politiques macroéconomiques s'intensifie. Le choc qui en résulte équivaut à une augmentation de trois écarts-types de la mesure de l'incertitude entourant les politiques économiques dans le monde telle que définie dans Davis (2016), soit environ 50 % de plus que le pic observé en 2018–19. Les régions directement exposées aux mesures tarifaires ou bien où les échanges représentent une plus grande part de l'activité enregistrent un choc d'incertitude un peu plus important.

*Resserrement des conditions financières.* La concomitance des chocs dans ce scénario provoque un durcissement des conditions financières. Les prix des actifs reculent à l'échelle mondiale en 2025, les États-Unis et les pays émergents enregistrent les baisses les plus marquées (5 % et 3 % environ, respectivement, en moyenne cette année). Les primes de risque des États et des entreprises dans les pays émergents, à l'exclusion de la Chine, s'accroissent de 50 points de base, tandis que les primes de risque des entreprises dans les pays avancés et en Chine progressent de 25 points de base. Le resserrement des conditions financières dure deux ans.

### Encadré 1.1 (suite)

#### Strates retenues dans le scénario B

**Baisse de la dette publique américaine.** Les États-Unis engagent une série de réformes budgétaires visant à réduire les inefficiences résultant des dépenses fiscales mal ciblées, à déplacer la charge fiscale sur le travail vers la consommation et à maîtriser les coûts des soins de santé. En outre, ils diminuent la consommation des administrations publiques de manière permanente. Ces réformes, conjuguées aux économies réalisées grâce à la baisse des paiements d'intérêts, conduisent à un recul progressif du déficit budgétaire global, lequel atteint 1 % du PIB au bout de cinq ans. La dette publique américaine baisse de 25 points de pourcentage du PIB à long terme.

**Augmentation des dépenses publiques en Europe.** Les investissements publics augmentent dans la zone euro à partir de 2025. Ils atteignent 1 % du PIB sous forme de dépenses supplémentaires en 2026, demeurent stables jusqu'en 2030 avant de progresser de 0,4 %, niveau où ils restent durablement afin d'alimenter le stock plus important de capital public<sup>3</sup>. Ce dernier rehausse la productivité totale des facteurs et la production potentielle de façon durable. Cette strate comprend également un relèvement permanent des dépenses de défense de 0,3 % du PIB à partir de 2025. Sur l'horizon couvert par les PEM, environ deux tiers de l'essor des dépenses sont financés par le creusement du déficit. Toutefois, à partir de 2030, l'accroissement des dépenses publiques d'investissement et de défense est compensé par la réaffectation des dépenses existantes, de sorte que les ratios d'endettement reviennent progressivement aux proportions figurant dans les prévisions de référence.

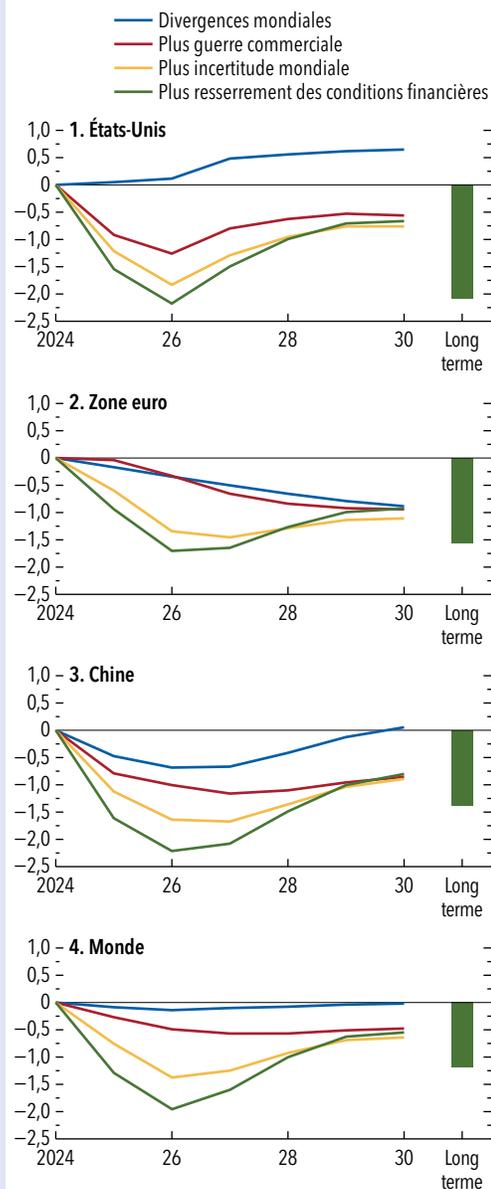
**Gains de productivité et rééquilibrage en Chine.** Les réformes structurelles qui réduisent les barrières à l'entrée et les réformes des entreprises publiques redonnent du dynamisme aux marchés, tandis que l'amélioration des dispositifs de sécurité sociale permet un rééquilibrage du côté de la demande. La productivité dans les secteurs exportateurs et non exportateurs augmente respectivement d'environ 2 % et 0,5 % jusqu'en 2030, ce qui renforce la confiance à court terme. Le taux d'épargne diminue de 2 points de pourcentage du PIB au cours de la même période.

#### Impact sur l'économie mondiale

Les graphiques 1.1.2 et 1.1.3 montrent les répercussions respectives des scénarios A et B sur le niveau du PIB en 2024–30 et à long terme dans le cas de la Chine,

<sup>3</sup>Ce scénario est similaire au scénario envisagé dans les PEM d'octobre, mais l'augmentation de l'investissement public y est plus faible, et l'hypothèse de financement, quelque peu différente. Le scénario d'octobre a été simulé à l'aide d'un autre modèle, à savoir le modèle du G20, ce qui entraîne un certain nombre de disparités dans les multiplicateurs et les retombées.

**Graphique 1.1.2. Impact du scénario A sur le PIB**  
(Écart en pourcentage par rapport aux prévisions de référence)

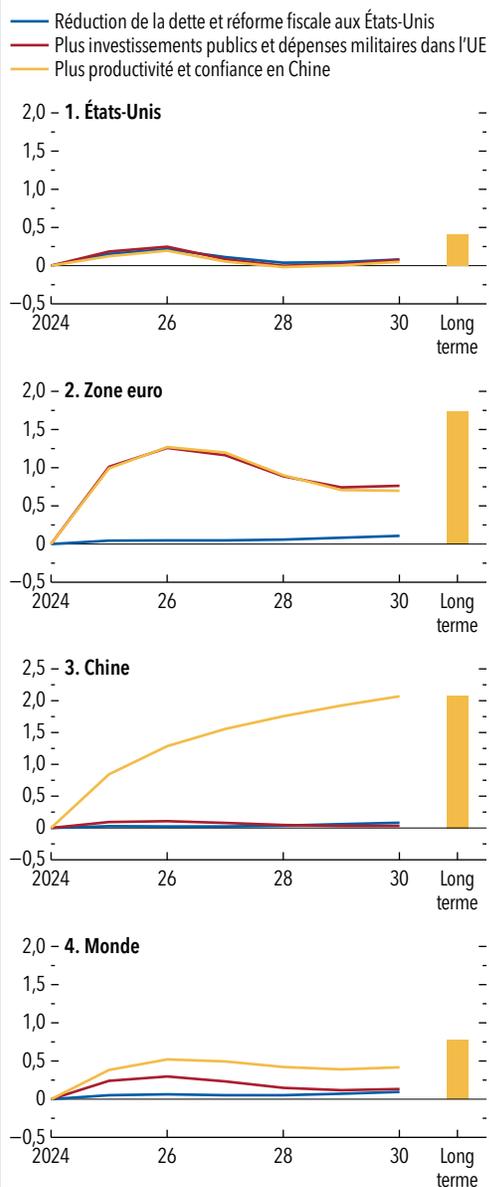


Source : estimations des services du FMI.  
Note : « Long terme » signifie à au moins 50 ans.

Encadré 1.1 (suite)

**Graphique 1.1.3. Impact du scénario B sur le PIB**

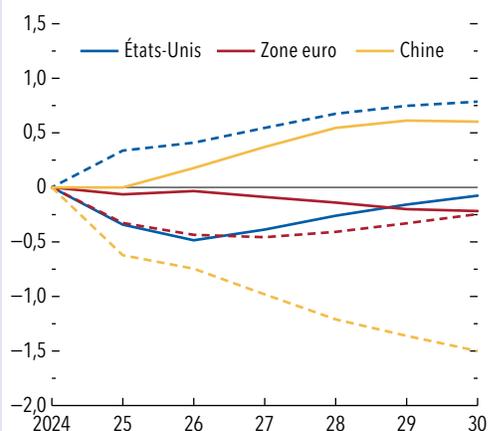
(Écart en pourcentage par rapport aux prévisions de référence)



Source : estimations des services du FMI.  
 Note : « Long terme » signifie à au moins 50 ans. UE = Union européenne.

**Graphique 1.1.4. Impact des scénarios A et B sur le compte courant, en pourcentage du PIB**

(Écart en points de pourcentage par rapport aux prévisions de référence ; trait plein = scénario A, trait en pointillés = scénario B)



Source : estimations des services du FMI.  
 Note : Le scénario A inclut les divergences mondiales, la guerre commerciale, l'augmentation de l'incertitude mondiale et le resserrement des conditions financières. Le scénario B intègre la réduction de la dette et la réforme fiscale aux États-Unis, la hausse des dépenses publiques dans l'Union européenne, et les gains de productivité et le rééquilibrage en Chine.

des États-Unis, de la zone euro et du monde. Les effets sont exprimés en termes d'écart en pourcentage par rapport aux prévisions de référence<sup>4</sup>. Le graphique 1.1.4 fait apparaître l'impact total des scénarios A et B sur les soldes courants de la Chine, des États-Unis et de la zone euro, cette fois sous forme d'écart par rapport aux prévisions de référence en points de pourcentage du PIB.

Dans le scénario A, la strate *Trajectoires divergentes dans le monde* aboutit à un PIB américain plus élevé que dans les prévisions de référence en raison de la *reconstruction de la TCJA*. Cet effet est limité dans un premier temps, mais il s'amplifie au fur et à mesure. En 2025–26, cette strate aboutit à des prévisions d'inflation globale et de taux directeurs aux États-Unis respectivement supérieures de 20 à 30 points de base et de 30 points de base par rapport aux prévisions de référence, et à une légère appréciation du dollar. La *Baisse de la productivité en Europe* réduit progressivement l'activité dans la zone euro. Cette composante comprime le PIB d'environ 0,3 et 0,5 % en 2025 et 2026, respectivement. Comme la demande diminue au même

<sup>4</sup>Les incidences sur les taux de croissance peuvent être évaluées approximativement en soustrayant les incidences sur la production de l'année précédente.

### Encadré 1.1 (fin)

rythme que la demande potentielle, l'impact sur l'inflation et les taux d'intérêt dans la région est quasi nul. La *Baisse de la demande intérieure en Chine* fait reculer de 0,3 % et de 0,5 % les prévisions de référence du PIB chinois en 2025 et 2026, respectivement, principalement en raison d'un fléchissement de la consommation. Cette composante fait refluer l'inflation globale en Chine de 20 à 30 points de base supplémentaires en 2025–26, les effets étant amplifiés par l'ajustement limité du taux de change renminbi-dollar.

La strate *Guerre commerciale* réduit la demande mondiale, en particulier pour les produits américains et chinois. Les différences entre les taux des droits de douane américains d'un pays à l'autre créent des possibilités de réorientation des échanges, et certaines régions voient leur situation légèrement s'améliorer dans un premier temps, comme la zone euro. Cet effet est cependant de courte durée : à mesure que les prix relatifs et la demande sectorielle s'adaptent, l'impact sur l'activité devient uniformément négatif dans tous les pays. Les retombées défavorables s'amplifient petit à petit, sachant que les droits de douane freinent l'accumulation de capital. Les droits de douane réduisent le PIB mondial de 0,6 % d'ici 2027 et de 1 % à long terme. L'inflation mondiale grimpe un peu, d'environ 10 points de base, en 2025–26, car l'effet direct du relèvement des droits de douane est compensé par l'effet désinflationniste de la réduction de l'activité<sup>5</sup>. Par la suite, l'inflation tombe en dessous des prévisions de référence, y compris aux États-Unis.

La strate *Accentuation de l'incertitude mondiale* réduit l'investissement mondial de près de 2 % en 2025 et de 3 % en 2026, par rapport aux prévisions de référence. La consommation mondiale diminue également en 2025–27. L'impact global de cette strate sur la production mondiale est proche de –0,5 % par rapport aux des prévisions de référence en 2025 et de –0,8 % en 2026. Cette strate contribue à une baisse modérée de l'inflation mondiale et des taux directeurs de près de 20 points de base en 2026. La strate *Resserrement des conditions financières* fait reculer le PIB mondial de 0,5 % en 2025, toutes les régions étant touchées, à la fois par le durcissement intérieur et par les retombées internationales.

L'effet combiné des différentes strates du scénario A est une baisse du PIB mondial d'environ 1,3 % d'ici 2025 et de 1,9 % d'ici 2026 par rapport aux prévisions de référence. Toutes les régions enregistrent une forte contraction de l'activité sur la période considérée dans les PEM et à long terme, l'impact à long terme reflétant les distorsions tarifaires et la diminution de la productivité. Le fléchissement de l'activité mondiale a

<sup>5</sup>L'effet des droits de douane sur l'inflation est incertain, comme l'explique l'encadré 1.2. Il dépend de l'évolution des taux de change, des salaires et des marges des entreprises en réponse aux droits de douane.

un effet désinflationniste : l'inflation globale mondiale et les taux directeurs chutent de près de 40 points de base d'ici 2027. Dans un premier temps, l'inflation et les taux directeurs sont stables aux États-Unis, mais ils tombent en dessous des prévisions de référence après 2026. La balance des comptes courants diminue aux États-Unis (le déficit s'aggrave par rapport aux prévisions de référence) et augmente en Chine et dans le reste du monde.

Dans le scénario B, la strate *Baisse de la dette publique américaine* réduit la dette américaine de 25 % du PIB à long terme, ce qui améliore la viabilité budgétaire. Les réformes budgétaires américaines ont un impact positif à court terme sur l'activité américaine, le PIB augmentant de 0,2 % en 2025–26. L'inflation nette des effets fiscaux est légèrement supérieure à celle des prévisions de référence, tout comme les taux directeurs. La diminution de la dette publique américaine entraîne une baisse progressive des taux d'intérêt réels américains et mondiaux, atteignant 10 points de base à long terme. Au-delà de la période couverte par les PEM, l'effet à long terme est positif tant pour le PIB américain que pour le PIB mondial et s'élève respectivement à 0,4 % et à 0,2 % par rapport aux prévisions de référence. Les États-Unis connaissent également une augmentation de leur solde courant (leurs déficits sont plus faibles que dans les prévisions de référence).

La strate *Augmentation des dépenses publiques en Europe* donne une forte impulsion à la zone euro : le PIB est supérieur de 1,3 % en 2026 aux prévisions de référence. L'inflation monte de plus de 20 points de base sur la période couverte par les PEM, et le taux directeur de la zone euro grimpe d'environ 50 points de base. Le solde courant diminue (l'excédent est plus faible que dans les prévisions de référence). L'accumulation de capital public accroît la productivité et la production potentielle dans la zone euro de manière permanente. Les répercussions sur les autres régions sont positives, mais limitées.

La strate *Gains de productivité et rééquilibrage en Chine* aboutit à un PIB chinois supérieur d'environ 1 % en 2026 aux prévisions de référence, environ un tiers de cette hausse résultant de l'amélioration du climat économique. La baisse du taux d'épargne stimule la demande intérieure, et la production potentielle augmente progressivement pour s'établir 2 % au-dessus des prévisions de référence actuelles, avec un effet net positif sur l'inflation, qui atteint environ 20 points de base en 2030. Le solde courant de la Chine diminue considérablement (l'excédent est inférieur aux prévisions de référence).

Enfin, l'effet combiné des différentes strates du scénario B est une augmentation de la production mondiale d'environ 0,4 % d'ici 2026 (et de 0,8 % à long terme) et une accélération de l'inflation mondiale d'environ 15 points de base.

## Encadré 1.2. Les effets mondiaux des récentes mesures de politique commerciale : éclairages apportés par différents modèles

Cet encadré analyse les implications macroéconomiques des récentes annonces en matière de droits de douane prises en compte dans les prévisions de référence des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) et met en évidence un éventail de situations possibles. Les effets des droits de douane sont complexes et passent par différents canaux qui ne sont pas forcément saisis de façon adéquate si l'on utilise un seul modèle. C'est pourquoi, nous nous appuyons ici sur trois modèles : le modèle monétaire et budgétaire mondial intégré (*Global Integrated Monetary and Fiscal*, GIMF) du FMI et deux modèles commerciaux inspirés de Caliendo et Parro (2015 ; ci-après « CP ») et de Caliendo, Feenstra, Romalis et Taylor (2023 ; ci-après « CFRT »)<sup>1</sup>. Il ressort des simulations que les récentes annonces tarifaires ont un impact négatif sur l'activité mondiale et qu'elles pénalisent plus les pays qui ont subi de fortes hausses de droits de douane ou qui sont directement exposés à ces dernières. Les retombées sur l'inflation et, dans une certaine mesure, sur les taux de change sont entourées d'incertitude et dépendent de divers facteurs. Les répercussions sur l'activité, estimées ici, doivent être considérées comme une limite inférieure, et celles sur l'inflation pourraient également être plus importantes que prévu. En particulier, l'adoption de nouvelles mesures commerciales plus dures que celles examinées dans cet encadré en raison d'une escalade des tensions et une incertitude prolongée sur les futurs tarifs douaniers amplifieraient les conséquences macroéconomiques défavorables, mais ne sont pas prises en considération ici<sup>2</sup>.

### Mesures tarifaires prises en compte dans l'estimation reposant sur les modèles

Nous tenons compte ici de l'ensemble des mesures tarifaires appliquées entre le 1<sup>er</sup> février et le 4 avril 2025. Celles-ci comprennent donc les hausses unilatérales des droits de douane décidées par les États-Unis. Certaines de ces hausses sont spécifiques à un pays ou à une région, comme les droits de douane imposés le 2 avril en proportion des excédents commerciaux bilatéraux des partenaires commerciaux des États-Unis, les taux des droits

Les auteurs de cet encadré sont Diego Cerdeiro, Rui Mano, Dirk Muir, Rafael Portillo, Diego Rodriguez, Lorenzo Rotunno, Michele Ruta, Elizabeth Van Heuvelen et Philippe Wingender.

<sup>1</sup>On trouvera une comparaison similaire dans l'encadré 4.4 de l'édition d'avril 2019 des *Perspectives de l'économie mondiale*, consacré à une hausse passée des droits de douane entre la Chine et les États-Unis.

<sup>2</sup>L'encadré 1.1 examine les effets d'un accroissement de l'incertitude entourant les politiques macroéconomiques.

d'importation étant relevés d'au moins 10 %. D'autres concernent des biens et des produits de base précis, tels que l'acier et l'aluminium, les véhicules automobiles et les pièces détachées. Combinées, ces mesures accroissent le taux effectif global des droits de douane aux États-Unis d'environ 25 points de pourcentage, allant d'une augmentation moyenne d'environ 15 points de pourcentage pour le Canada, la zone euro et le Mexique à 27 points de pourcentage pour un groupe de pays asiatiques (hors Chine) et à plus de 50 points de pourcentage pour la Chine.

Nous intégrons aussi les ripostes tarifaires des partenaires commerciaux des États-Unis. Dans nos modèles, le Canada impose un droit de douane de 25 % sur 40 % des importations de produits américains, et il met en place des droits de douane égaux à ceux appliqués par les États-Unis sur les importations d'automobiles américaines. Par ailleurs, en réponse aux annonces du 2 avril, la Chine relève les droits de douane sur toutes les importations américaines de 34 points de pourcentage, ce qui vient s'ajouter aux mesures ciblées antérieures visant certains produits dans les secteurs de l'énergie, du transport et de l'agriculture. Au total, les mesures de rétorsion se traduisent par une augmentation effective des droits de douane d'environ 5 points de pourcentage sur l'ensemble des exportations de biens américains.

*Les modèles.* Le modèle GIMF est un modèle dynamique mondial avec pour caractéristiques : une accumulation de capital, de nombreuses rigidités, trois secteurs et des chaînes de valeur mondiales. La version du GIMF utilisée ici compte huit pays. Quant aux modèles CP et CFRT, ce sont des modèles statiques reposant sur des structures nationales et sectorielles riches (160 pays et 12 secteurs dans la spécification du modèle CP utilisée ici, 60 et 17, respectivement, dans la spécification du modèle CFRT aux fins de cet encadré) et des relations entrées–sorties précises. Le modèle CP suppose des rendements d'échelle constants, tandis que le modèle CFRT présente des entreprises hétérogènes à rendements d'échelle croissants, lesquels déterminent si l'entreprise produit et exporte.

### Effets à court terme

Le modèle GIMF est utilisé pour évaluer les effets dynamiques à court terme (horizon de un à trois ans).

*Hypothèses retenues.* Les réponses monétaires sont endogènes, les taux de change étant totalement flexibles au Canada, dans la zone euro, au Mexique, aux États-Unis et

**Encadré 1.2 (suite)**

dans d'autres régions. Le taux de change renminbi-dollar est géré par des mesures portant sur les flux de capitaux, ce qui permet un certain ajustement du taux de change en Chine, mais d'une ampleur moindre que dans un régime totalement flottant. Les recettes douanières sont utilisées pour réduire la dette au cours des 30 premières années et, à long terme, elles sont transférées aux ménages sous forme d'allègement d'impôts.

En plus de la spécification classique du modèle GIMF, l'analyse des effets à court terme s'appuie sur deux spécifications supplémentaires (« variantes ») définies comme suit :

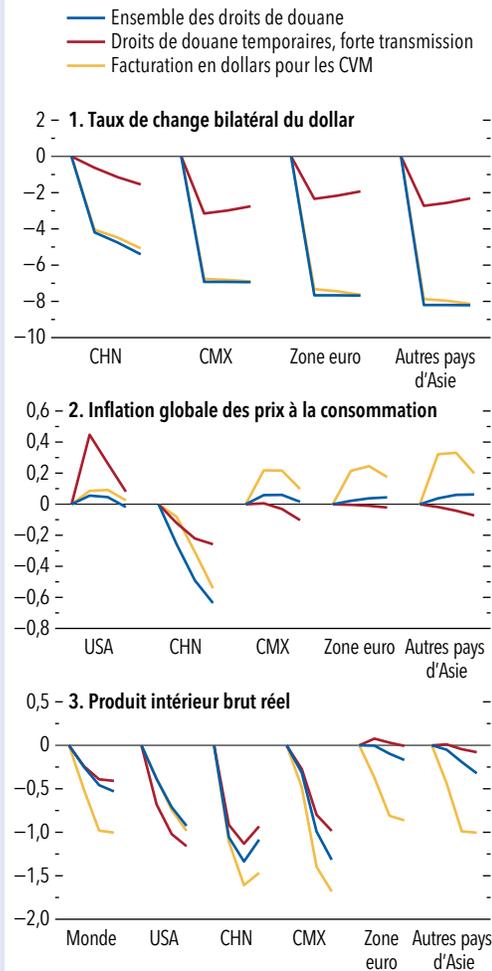
- *Part des échanges mondiaux facturés en dollar.* Dans la première spécification, les exportateurs facturent leurs marchandises en monnaie locale. Dans cette variante, environ la moitié des échanges mondiaux sont facturés en dollars. Cette hypothèse entraîne des tensions inflationnistes dans d'autres pays lorsque le dollar s'apprécie.
- *Inflation aux États-Unis.* L'hypothèse de départ est que les droits de douane sont perçus comme permanents (ce qui provoque une forte appréciation du dollar) et que les entreprises américaines absorbent une partie de l'augmentation des coûts d'importation qui en résulte en réduisant leurs marges. Dans cette variante, les agents économiques s'attendent à ce que les droits de douane soient supprimés après plusieurs années (ce qui limite l'appréciation du dollar), et les entreprises américaines répercutent intégralement la hausse des coûts d'importation aux consommateurs. Ces deux caractéristiques font que le relèvement des droits de douane se traduit par une intensification des tensions inflationnistes aux États-Unis.

Le graphique 1.2.1 montre l'impact des mesures tarifaires selon les trois versions du modèle GIMF (la spécification standard et les deux variantes) sur les taux de change réels bilatéraux vis-à-vis du dollar, sur l'inflation et sur le PIB. Les résultats sont présentés sous forme d'écart par rapport à un scénario de référence sans droits de douane pour les pays ou groupes de pays suivants : le monde, les États-Unis, la Chine, le Canada et le Mexique combinés (CMX dans le graphique), la zone euro et d'autres pays asiatiques.

*Taux de change.* Les hausses de droits de douane entraînent une dépréciation des monnaies des différents pays étudiés par rapport au dollar (graphique 1.2.1, page 1). La zone euro et les autres pays d'Asie enregistrent les dépréciations les plus marquées. Le renminbi se déprécie moins que les autres en raison de l'hypothèse retenue concernant la gestion du taux de change. Enfin,

**Graphique 1.2.1. Effet à court terme des droits de douane**

(Écart en pourcentage par rapport aux prévisions « sans droits de douane »)



Source : estimations des services du FMI.

Note : Le graphique présente les résultats de simulations de tarifs réalisées à l'aide du modèle monétaire et budgétaire mondial intégré (GIMF) du FMI pour les trois premières années, par pays. Les courbes bleues indiquent les effets des droits de douane selon des hypothèses standard. Les courbes rouges indiquent les effets des droits de douane temporaires et d'une répercussion plus forte. Les courbes jaunes indiquent les effets lorsque près de 50 % du commerce mondial est facturé en dollars. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). « Autres pays d'Asie » = BGD, BRN, IDN, IND, KHM, LAO, MMR, MYS, PHL, SGP, THA et VNM. CMX = Canada et Mexique ; CVM = chaînes de valeur mondiales.

## Encadré 1.2 (suite)

lorsque les relèvements des droits de douane sont perçus comme temporaires, les variations des taux de change sont nettement plus faibles : elles ne représentent qu'un tiers environ des variations estimées dans la version du modèle dans laquelle les nouveaux droits de douane sont perçus comme permanents.

*Inflation.* L'impact des mesures tarifaires sur l'inflation est incertain (graphique 1.2.1, page 2). Dans la première spécification du modèle, l'effet est limité, sauf en Chine, où l'inflation recule d'environ 60 points de base en 2026 en raison du taux dirigé. Aux États-Unis, les tensions inflationnistes sont compensées par l'appréciation du dollar et par une légère contraction des marges. Dans la deuxième variante, à savoir lorsque les droits de douane sont perçus comme temporaires et que les coûts d'importation sont intégralement répercutés aux consommateurs, l'inflation aux États-Unis grimpe de près de 50 points de base en 2025. À l'inverse, hors des États-Unis, l'impact sur l'inflation est plus important si le dollar joue un rôle central dans la fixation des prix des échanges mondiaux, car l'appréciation du dollar fait augmenter les coûts de production au niveau mondial.

*Activité.* Les tarifs douaniers ont un lourd impact négatif sur l'activité mondiale. Au niveau national, l'effet est le plus important pour le Canada et le Mexique, la Chine et les États-Unis (graphique 1.2.1, page 3). Les conséquences sur la Chine tiennent également à un ajustement partiel des taux de change. Dans le cas des États-Unis, les retombées sur l'activité sont plus fortes dans la deuxième variante du GIMF, dans laquelle les droits de douane sont perçus comme temporels et les coûts d'importation sont intégralement répercutés aux consommateurs, car la montée de l'inflation qui résulte des droits de douane entraîne un resserrement de la politique monétaire. S'agissant de la zone euro et des autres pays d'Asie, la réorientation des échanges améliore légèrement leur situation à court terme, mais cet effet dépend de la monnaie utilisée dans la facturation des échanges mondiaux. Lorsque ces derniers sont facturés en dollars, l'appréciation du dollar pèse sur la demande extérieure mondiale, et d'autres régions subissent également des pertes considérables. L'activité mondiale enregistre une contraction représentant entre 0,4 % et 1 % du PIB mondial d'ici 2027.

### Effets à moyen et long terme

Les trois modèles (GIMF, CP et CFRT) sont utilisés pour évaluer l'impact à moyen et long termes (dix ans) des mesures tarifaires, en partant de l'hypothèse que les nouveaux droits de douane sont permanents.

*Canaux.* Le premier modèle commercial (CP) met en évidence des pertes dues au fait que les droits de douane engendrent un déplacement inefficace des ressources entre les secteurs. Dans le deuxième modèle (CFRT), les pertes tendent à être plus importantes parce que les droits de douane restreignent l'accès des entreprises les plus productives aux marchés étrangers, tout en conduisant à l'entrée d'entreprises moins productives sur le marché intérieur. Le troisième modèle (GIMF) rend bien compte des niveaux d'accumulation du capital inférieurs à cause des distorsions liées aux droits de douane. Dans tous les modèles, les droits de douane imposés par les grands pays peuvent avoir des effets positifs sur les termes de l'échange. Enfin, les résultats dépendent de manière déterminante de la facilité avec laquelle les importateurs peuvent remplacer leurs sources d'importation par d'autres exportateurs (élasticités des échanges commerciaux) et par d'autres producteurs étrangers ou locaux (élasticités macroéconomiques). Ces élasticités sont plus élevées dans les deux modèles commerciaux que dans le modèle GIMF.

*Échanges.* Les droits de douane réduisent durablement les échanges mondiaux et redéplacent les flux entre les pays (tableau 1.2.1, page 1). Le Canada, le Mexique, la Chine et surtout les États-Unis pâtissent des plus fortes contractions de leurs exportations, ce qui s'explique en grande partie pour les États-Unis par l'appréciation réelle du dollar à long terme. Bien que la Chine subisse la plus forte augmentation des droits de douane, la baisse de ses exportations est atténuée par la réorientation de ses exportations vers d'autres marchés. Les amplitudes de ces effets sont globalement similaires dans le modèle GIMF et dans les deux modèles commerciaux, bien que chaque modèle mette l'accent sur des canaux différents.

*Production.* Les tarifs douaniers génèrent des pertes de production mondiale à long terme dans tous les modèles (tableau 1.2.1, page 2). Au niveau national, le Canada et le Mexique, la Chine et les États-Unis sont les plus pays où les pertes de production sont les plus élevées. L'impact négatif sur les États-Unis est similaire dans le modèle GIMF (qui décrit bien les variations du stock de capital) et dans le modèle CFRT (qui rend compte des pertes de productivité dues à une mauvaise allocation). Dans le cas du modèle GIMF, le fait que les niveaux d'accumulation du capital soient moins élevés entraîne une baisse de la production potentielle ; dans le cas du modèle CFRT, un resserrement de l'accès aux marchés incite certaines entreprises à cesser d'exporter, tandis que des entreprises moins productives entrent dans des secteurs où les produits locaux sont en concurrence avec les importations.

**Encadré 1.2 (fin)**

L'effet sur les États-Unis est le plus faible dans le modèle CP, car, contrairement au modèle CFRT, il ne tient pas compte des pertes de productivité dues à la sortie d'entreprises productives. L'impact sur les autres régions varie d'un modèle à l'autre : le modèle GIMF montre de fortes retombées négatives pour la zone euro et les autres pays d'Asie, alors que les modèles commerciaux font apparaître des répercussions relativement faibles pour ces régions. Cette différence s'explique par une reconfiguration des échanges de plus grande envergure dans ces derniers modèles, en raison d'élasticité de substitution plus grandes, qui permettent aux pays moins directement exposés, ou subissant des droits de douane moins élevés,

de bénéficier de la réorientation des échanges mondiaux. Dans le modèle GIMF, tous les pays sont affectés par les distorsions induites par les droits de douane sur l'ensemble des chaînes d'approvisionnement mondiales, et c'est aussi pour cela que l'impact négatif sur la production mondiale est plus important dans ce modèle. Plus généralement, les effets conjugués d'une moindre accumulation du capital (mise en évidence par le modèle GIMF), de déséquilibres sectoriels (décrits par les modèles commerciaux) et d'une incertitude prolongée en matière de politique commerciale (non incluse dans les simulations) amplifieraient les pertes pour chaque région et pourraient bien annuler tout impact positif généré par la réorientation des échanges.

**Tableau 1.2.1. Effets à long terme des droits de douane**  
(Écart en pourcentage par rapport à un scénario sans droits de douane)

	1. Exportations réelles			2. PIB réel		
	Modèles commerciaux			Modèles commerciaux		
	GIMF	CP	CFRT	GIMF	CP	CFRT
États-Unis	-19,3	-21,8	-27,6	-1,3	-0,3	-0,9
Chine	-5,4	-4,9	-6,7	-1,1	-0,5	-0,7
Canada et Mexique	-5,7	-1,8	-6,0	-1,9	-0,5	-0,7
Zone euro	-1,1	0,0	-0,5	-0,6	0,0	-0,2
Autres pays d'Asie	-1,6	-0,1	-0,3	-1,0	0,0	0,3
Monde	-5,1	-3,1	-4,2	-0,9	-0,2	-0,4

Sources : Caliendo et Parro (modèle CP) 2015 ; Caliendo, Feenstra, Romalis et Taylor (modèle CFRT) 2023 ; estimations des services du FMI.

Note : Le tableau présente l'écart en pourcentage par rapport à un scénario sans droits de douane. « Autres pays d'Asie » = Bangladesh, Brunéi Darussalam, Cambodge, Inde, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Singapour, Thaïlande, Viet Nam ; GIMF = modèle monétaire et budgétaire mondial intégré du FMI.

## Dossier spécial sur les produits de base : évolutions des marchés et incidence de l'IA sur la demande d'énergie

Les prix des produits de base ont augmenté de 1,9 % entre août 2024 et mars 2025, la hausse étant principalement le fait des prix du gaz naturel, des métaux précieux et des boissons. Sur les marchés pétroliers, les prix ont chuté en conséquence des craintes qu'une guerre commerciale ne vienne freiner la demande mondiale, s'ajoutant à la pression exercée par la forte augmentation de l'offre en provenance de pays extérieurs à l'OPEP+ (l'Organisation des pays producteurs de pétrole et plusieurs pays non membres de l'organisation, dont la Russie) et la décision de l'OPEP+ de mettre fin à ses réductions volontaires de production. À l'exception notable des prix de l'or, qui ont continué de grimper en raison de l'incertitude géopolitique, et des prix de certaines denrées de base comme le blé, les prix de la plupart des produits de base ont chuté depuis l'annonce de droits de douane additionnels par le gouvernement américain le 2 avril. Le présent dossier spécial analyse en outre l'incidence de l'intelligence artificielle (IA) sur la demande d'énergie.

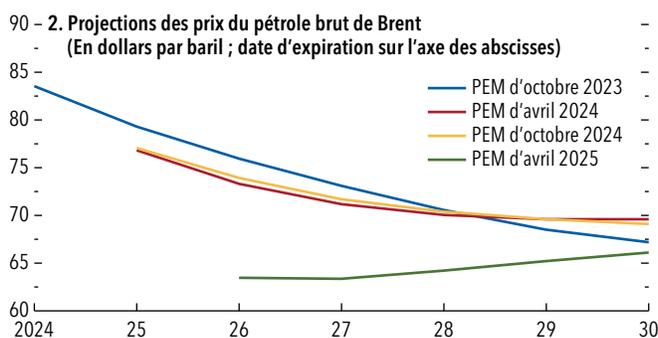
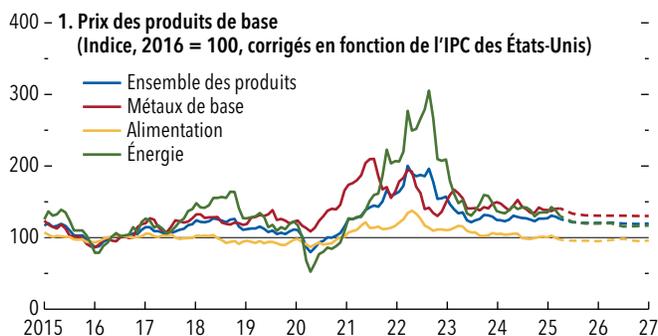
### Évolution des marchés des produits de base

Les prix du pétrole ont baissé de 9,7 % entre août 2024 et mars 2025, les craintes de guerre commerciale, la forte augmentation de l'offre des pays producteurs hors OPEP+ et le retrait des réductions de production décidées par l'OPEP+ ayant plus que compensé les risques persistants liés à l'offre. Les prix du pétrole ont ensuite chuté au début du mois d'avril sur fond d'aggravation des tensions commerciales, obscurcissant encore des perspectives déjà sombres. Ce dernier facteur est venu s'ajouter à la faiblesse des fondamentaux, et la croissance de l'offre dépassera probablement celle, faible, de la demande mondiale en 2025 et 2026. Les inquiétudes concernant la demande ont été exacerbées par l'atonie de la demande chinoise due, en partie, à la pénétration croissante des véhicules électriques (VE).

Dans ce contexte, la politique de l'OPEP+ sera déterminante : face aux pressions exercées pour qu'elle revienne sur ses réductions importantes et soutenues, l'Organisation a décidé de commencer à les abandonner progressivement,

Les contributeurs de ce dossier spécial sont Christian Bogmans, Patricia Gomez-Gonzalez, Giovanni Melina (co-chef d'équipe), Jorge Miranda-Pinto, Andrea Paloschi, Andrea Pescatori (chef d'équipe) et Sneha Thube. Ils ont bénéficié du concours de Ganchimeg Ganpurev, Maximiliano Jerez Osses et Joseph Moussa comme assistants de recherche. Ce dossier spécial s'appuie sur les travaux de Bogmans *et al.* (2025).

### Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base



Sources : Agence internationale de l'énergie ; Bloomberg, L.P. ; FMI, Système de prix des produits de base ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : En page 1, la dernière valeur observée de l'IPC est retenue pour les prévisions, représentées par les parties en pointillés des courbes du graphique. IPC = indice des prix à la consommation ; PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

malgré un environnement plus large de baisse des prix. Les sanctions les plus sévères imposées à ce jour à la Russie (le 10 janvier 2025) n'ont pas fondamentalement perturbé le flux du pétrole. Pendant la période considérée, le pétrole russe, exporté principalement vers la Chine et l'Inde, s'est négocié 5 à 15 dollars en dessous du cours du Brent. L'évolution des marchés à terme donne à penser que le prix du baril de pétrole s'établira en moyenne à 66,9 dollars en 2025, en baisse de 15,5 %, avant de tomber à 62,4 dollars en 2026 (graphique 1.DS.1, page 2). Les risques qui pèsent sur ces perspectives sont équilibrés. Les risques haussiers liés à d'éventuelles perturbations de l'offre de pétrole de la part de pays faisant l'objet de sanctions ou à un abaissement des obstacles aux échanges sont compensés par la possibilité d'une nouvelle escalade de la guerre commerciale et d'augmentations de production supplémentaires de la part de l'OPEP+.

*Le cours du gaz naturel s'est inversé pendant la première semaine d'avril, entamant une baisse concomitante à celle des prix du pétrole après six mois de hausse.* Les prix sur la plateforme de marché européenne TTF (Title Transfer Facility) ont augmenté de 7,7 % entre août 2024 et mars 2025 pour atteindre 13,1 dollars par million d'unités thermiques britanniques (BTU). Ce chiffre est supérieur à la moyenne historique, mais reste en dessous du sommet atteint en 2022. Entre autres facteurs, une vague de froid et diverses perturbations des approvisionnements, notamment l'arrêt de l'acheminement du gaz russe vers l'Europe via l'Ukraine au début du mois de janvier 2025, expliquent cette tendance ascendante. De même, la rudesse des conditions météorologiques et l'augmentation de la demande d'exportations de gaz ont entraîné un doublement des prix du Henry Hub. En revanche, l'atonie de la demande chinoise a maintenu les prix du gaz naturel liquéfié asiatique à un niveau presque constant au cours de la même période. Après l'annonce du 2 avril concernant les droits de douane, le cours du gaz s'est inversé, les inquiétudes concernant la demande future d'énergie entraînant une baisse généralisée des prix du gaz. Au 4 avril, l'évolution des marchés à terme donnait à penser que les prix TTF moyens s'élèveront à 12,5 dollars par million de BTU en 2025, avant de descendre à 7,8 dollars par million de BTU en 2030. Les prix du Henry Hub devraient baisser et passer de 4,0 dollars par million de BTU en 2025 à 3,3 dollars par million de BTU en 2030. Les risques qui pèsent sur ces perspectives sont équilibrés.

*Les prix des métaux ont augmenté dans un contexte de demande pour des valeurs « refuge » et de perturbations de l'offre jusqu'à la fin du mois de mars, mais les choses ont brutalement changé le 2 avril.* L'indice des cours des métaux du FMI a progressé de 11,2 % entre août 2024 et mars 2025 (graphique 1.DS.1, plage 1), sous l'effet, principalement, des cours de l'or, de l'aluminium et du cuivre. Parmi les métaux de base, ceux dont le cours a le plus augmenté sont l'aluminium (+12,7 %) et le cuivre (+8,4 %), en raison d'inquiétudes du côté de l'offre, mais aussi du côté de la demande, avec l'anticipation d'annonces sur les droits de douane. À l'instar des prix de l'énergie, les prix des métaux industriels ont brusquement chuté au cours de la première semaine d'avril en raison de l'escalade des tensions commerciales. Les marchés à terme prédisent désormais un ralentissement des cours des métaux de base, avec des baisses de 5,7 %, 4,5 % et 14,3 % pour l'aluminium, le cuivre et le minerai de fer, respectivement, d'ici à la fin de 2026. Cette évolution contraste avec ce qui s'est passé pour les métaux précieux, notamment l'or, dont le prix a battu de nouveaux records dans un contexte

d'incertitudes politique et géopolitique, dépassant récemment son niveau historique de 3 000 dollars l'once.

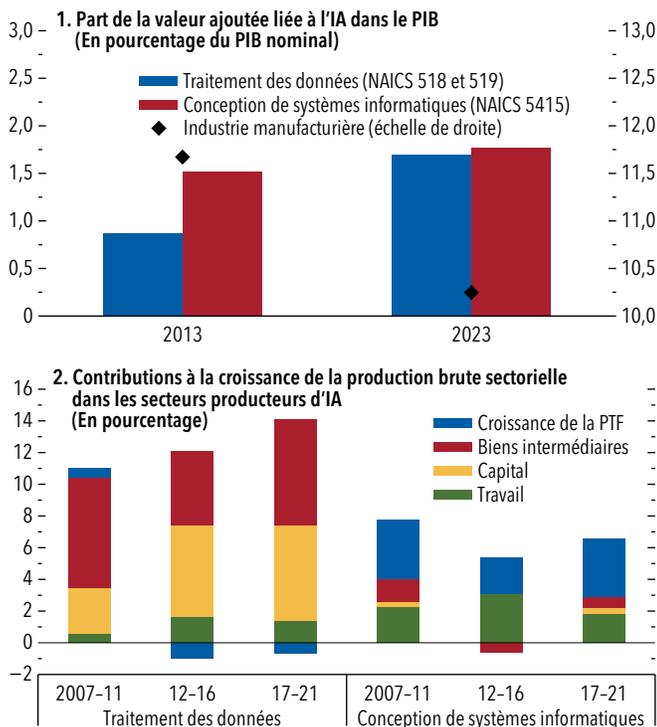
*Les prix des produits agricoles ont augmenté en raison de conditions météorologiques défavorables.* Entre août 2024 et mars 2025, l'indice des prix des denrées alimentaires et des boissons du FMI s'est élevé de 3,6 %, essentiellement sous l'effet de l'augmentation des prix des boissons. Les prix des céréales ont connu une augmentation modeste de 0,6 %, les craintes à propos de l'état des cultures pour le blé et le maïs s'estompant. Les prix du café ont bondi de 33,8 %, l'indice du café du FMI ayant atteint des sommets historiques en février du fait de préoccupations sur l'offre liées aux conditions météorologiques au Brésil. Dans le même temps, les prix du riz ont chuté de 26 %, l'état des cultures s'étant amélioré en Inde et dans d'autres parties de l'Asie. Les nouveaux obstacles au commerce imposés en avril ont eu des effets hétérogènes sur les prix agricoles. Les prix des cultures caractérisées par une élasticité revenu (café) ou une sensibilité aux échanges (soja) ont fortement baissé ; en revanche, ceux de denrées de base comme le maïs et le blé sont jusqu'à présent moins touchés. Les risques haussiers sont liés à des perturbations commerciales et à des conditions météorologiques défavorables, et les principaux risques baissiers, à des récoltes plus importantes que prévu, à l'intensification de la guerre commerciale et à l'incertitude générale.

## Le rôle majeur de l'IA dans la demande mondiale d'énergie

Le développement et l'adoption rapides de modèles d'IA générative, et notamment de grands modèles linguistiques (LLM), imposent de construire davantage de centres de données consommant de vastes quantités d'électricité. Les coûts des LLM ont deux composantes principales : un coût fixe, élevé, pour la formation des modèles, et des coûts variables pour le fonctionnement et la réaction aux incitations des utilisateurs<sup>1</sup>. Étant donné que des ressources informatiques substantielles sont nécessaires au cours de ces deux étapes, la consommation d'électricité représente un intrant critique pour les entreprises qui fournissent des services d'IA. Dans le Nord de la Virginie, où se trouve la plus grande concentration de centres de données au monde, la superficie des entrepôts remplis de serveurs est aujourd'hui à peu près équivalente à celle de huit Empire State Buildings (Cushman & Wakefield, 2024).

<sup>1</sup>Des coûts fixes élevés créent des économies d'échelle qui concentrent le développement de l'IA entre quelques grands acteurs (Korinek et Vipra, 2024), même si ce groupe s'est récemment élargi avec l'apparition de variations dans la structure des coûts des LLM.

## Graphique 1.DS.2. L'importance macroéconomique croissante des secteurs producteurs d'IA



Sources : Bureau of Economic Analysis (BEA) - Bureau of Labor Statistics (BLS), Integrated Industry-Level Production Accounts (KLEMS) ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.  
 Note : IA = intelligence artificielle ; NAICS = Système de classification des industries de l'Amérique du Nord ; PTF = productivité totale des facteurs.

À l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable (EGC) multipays, IMF-ENV (Chateau *et al.*, 2025), ce dossier spécial tente de répondre aux questions suivantes : 1) À quelle vitesse les secteurs intervenant dans la création et la fourniture de services liés à l'IA se sont-ils développés ces dernières années, et comment leur consommation d'électricité a-t-elle évolué en conséquence ? 2) La comparaison est-elle possible entre la demande d'électricité prévue pour l'IA en 2030 et celle prévue pour d'autres facteurs de la demande, tels que les VE ? 3) Quelles incidences sur les prix de l'énergie et sur le bouquet énergétique de l'électricité dans différents scénarios de politiques publiques ? 4) Quel impact la croissance des centres de données aura-t-elle sur les émissions de carbone ?

### L'importance macroéconomique croissante des secteurs producteurs d'IA

Aux États-Unis, la valeur ajoutée des secteurs producteurs d'IA est passée de 278 milliards de dollars (en dollars constants de 2017) à 1 130 milliards de dollars entre 2010

et 2023, soit un quadruplement et un rythme beaucoup plus rapide que celui de la valeur ajoutée du secteur privé non agricole et manufacturier. En conséquence, la part de ces secteurs dans le PIB total des États-Unis est passée de 2,4 % en 2013 à 3,5 % en 2023, le secteur de l'informatique ayant presque doublé sa part au cours de la même période. Dans le même temps, la part de l'industrie manufacturière a diminué de 1,5 point de pourcentage (graphique 1.DS.2, page 1). Cette croissance rapide des secteurs producteurs d'IA est due à des gains remarquables de productivité du travail, la valeur ajoutée par employé dans le secteur du traitement des données ayant augmenté environ quatre fois plus vite que dans l'ensemble de l'économie au cours des dix dernières années (graphique 1.1.2, page 1, de l'annexe 1.1 en ligne)<sup>2</sup>. Ces gains de productivité résultent essentiellement d'investissements élevés dans le capital physique et de la complémentarité des intrants intermédiaires, contrairement à ce qui s'est passé dans la conception de systèmes informatiques, où la productivité du travail et la productivité totale des facteurs (PTF) ont amplement contribué à la croissance de la production (graphique 1.DS.2, page 2). Ainsi, la production par employé élevée dans les centres de données, par comparaison avec d'autres secteurs, est le résultat d'une accumulation rapide de capital, qui a augmenté la consommation d'énergie en tant que facteur de production intermédiaire.

### La demande d'électricité de l'IA

Les coûts d'électricité représentent 13 % à 15 % des coûts totaux pour les entreprises de centres de données, alors qu'ils ne représentent que 0,8 % à 1,5 % pour les fabricants de semi-conducteurs et les fournisseurs de services d'IA. Pour ces derniers, toutefois, la part des coûts d'électricité dans les coûts totaux a connu un quasi-doublement en moins de cinq ans (graphique 1.1.3 de l'annexe 1.1 en ligne) — une part qui continuera probablement à augmenter à mesure que ces entreprises s'intégreront verticalement en construisant, exploitant et louant leurs propres centres de données.

Les implications plus larges pour la consommation mondiale d'électricité sont considérables. Selon les estimations, le niveau de la consommation mondiale d'électricité des centres de données et de l'IA en 2023 se situerait entre 400 et 500 térawattheures (TWh), soit plus du double du niveau de 2015 (OPEP, 2024). Aux États-Unis, où la croissance est la plus rapide, la demande d'électricité des centres de données devrait passer de 178 TWh en 2024 à 606 TWh en 2030 dans un scénario de demande moyenne

<sup>2</sup>Toutes les annexes en ligne sont disponibles en anglais à l'adresse suivante : [www.imf.org/en/Publications/WEO](http://www.imf.org/en/Publications/WEO).

(McKinsey & Company, 2024a). En 2030, la consommation mondiale d'électricité liée à l'IA pourrait atteindre 1 500 TWh, soit un niveau comparable à celui de la consommation totale d'électricité de l'Inde, l'une des trois plus élevées au monde. Cette prévision de demande d'électricité pour l'IA en 2030 est environ 1,5 fois plus élevée que celle pour les VE, une autre source croissante de demande d'électricité (graphique 1.DS.3).

Les évolutions récentes dans le secteur de l'IA font planer l'incertitude sur ses besoins futurs en matière de calcul et d'énergie. Les coûts de calcul des modèles d'IA pourraient être réduits plus rapidement que prévu grâce aux percées en matière d'efficacité algorithmique réalisées par des entreprises comme DeepSeek. Mais une plus grande utilisation du calcul par des entreprises à la recherche de modèles plus performants pourrait venir contrebalancer ces gains d'efficacité (Hoffmann *et al.*, 2022). Pour compliquer les choses, de nouveaux modèles linguistiques dits « de raisonnement », dont le déploiement nécessite encore plus de calculs, font leur apparition, tandis que le recours à l'IA augmente grâce à la baisse des coûts et à la disponibilité de modèles en source ouverte.

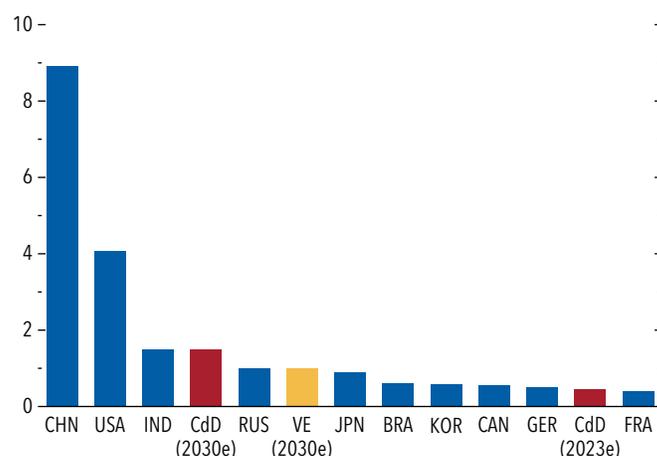
### Les effets de l'augmentation de la demande d'électricité

Dans le modèle IMF-ENV, l'impact de l'IA est saisi par une augmentation de la PTF du secteur informatique en Chine, aux États-Unis et en Europe, correspondant à la croissance attendue de la demande d'électricité des centres de données entre 2025 et 2030 (annexe 1.1 en ligne, tableau 1.1.1), à des taux annuels constants de, respectivement, 22 %, 13 % et 10 % (JP Morgan, 2024 ; McKinsey & Company, 2024a, 2024b).

Trois scénarios sont simulés ici : 1) un *scénario de référence*, qui exclut le choc de PTF lié à l'IA, mais reflète les projections en matière d'énergie et d'émissions selon les politiques publiques mises en place jusqu'en 2024 ; 2) un *scénario de l'IA avec les politiques énergétiques en vigueur*, qui modélise le choc de PTF lié à l'IA, en supposant une composition de la production d'électricité identique à celle du scénario de référence ; 3) un *scénario de l'IA avec d'autres politiques énergétiques*, où la part des énergies renouvelables dans la production totale d'électricité est conforme aux stratégies à long terme des régions avec tarifs de rachat pour les énergies renouvelables — même si, dans la pratique, les choix politiques seront guidés par les préférences des pays<sup>3</sup>.

<sup>3</sup>L'expansion de l'IA reposant sur la croissance de la production d'électricité, les politiques énergétiques nationales devraient se concentrer sur l'offre. Les différentes politiques de l'offre influencent les prix, le

**Graphique 1.DS.3. La demande d'électricité de l'IA**  
(En milliers de TWh ; demande d'électricité des centres de données par rapport à celle des pays plus gros consommateurs d'électricité en 2023)



Sources : Agence internationale de l'énergie (AIE) ; Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ; calculs des services du FMI.

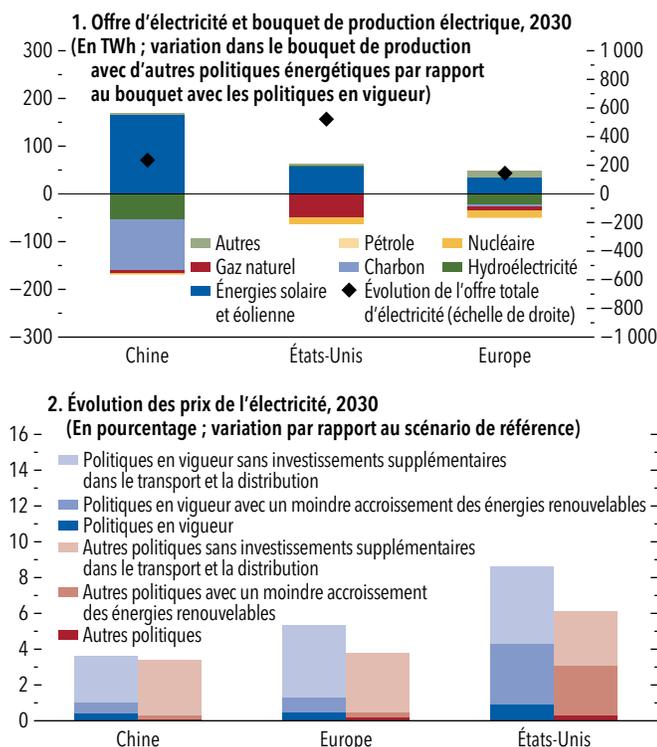
Note : Les estimations pour les centres de données (CdD) et les véhicules électriques (VE) concernent le monde et proviennent de l'OPEP et de l'AIE, respectivement. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). e = estimation ; TWh = térawattheures.

Les résultats des deux scénarios pour l'IA sont présentés sous forme d'écart par rapport au scénario de référence, sauf indication contraire.

Le choc de l'IA augmente la consommation d'électricité du secteur informatique, et l'on s'attend à ce que les producteurs d'électricité augmentent leur production. La composition de la production d'électricité par technologie varie d'un pays à l'autre en fonction des coûts de production relatifs et des politiques en vigueur. En 2030, dans le *scénario de l'IA avec les politiques énergétiques en vigueur*, l'offre totale d'électricité augmente de 8 % (525 TWh) aux États-Unis, de 3 % (145 TWh) en Europe et de 2 % (237 TWh) en Chine par rapport au scénario de référence. Dans le *scénario de l'IA avec d'autres politiques énergétiques*, l'augmentation de l'offre totale d'électricité reste la même, mais sa composition évolue en faveur des énergies renouvelables. En Chine, aux États-Unis et en Europe, la production à partir des sources solaire et éolienne compense environ 166 TWh, 58 TWh et 35 TWh, respectivement, de production à partir d'autres sources — principalement le charbon en Chine et le gaz naturel aux États-Unis (graphique 1.DS.4, page 1).

PIB et les revenus (Chateau, Jaumotte et Schwerhoff, 2024). Les tarifs de rachat de l'électricité d'origines solaire photovoltaïque et éolienne sont simulés, parce qu'ils sont depuis longtemps inclus dans les trains de mesures et parce que ces énergies sont concurrentielles par rapport aux combustibles fossiles dans ces régions (IRENA, 2024).

### Graphique 1.DS.4. Les effets de l'augmentation de la demande d'électricité



Sources : FMI, modèle IMF-ENV ; calculs des services du FMI.  
 Note : Dans la plage 1, l'axe de gauche indique la variation dans le bouquet de production avec d'autres politiques énergétiques par rapport au bouquet des politiques en vigueur, en térawattheures (TWh). Les tarifs de rachat font augmenter la production à partir des sources solaire et éolienne. L'axe de droite montre l'augmentation totale de l'offre d'électricité par rapport au scénario de référence en TWh, qui est identique dans le cadre des politiques énergétiques en vigueur et dans celui d'autres politiques énergétiques.

Dans les deux scénarios, l'accroissement du coût marginal de l'approvisionnement en électricité signifie que l'augmentation de la production est moins que proportionnelle à la croissance de la demande dans l'ensemble de l'économie, ce qui entraîne une hausse des prix de l'électricité. Dans le même temps, un engagement fort des principaux acteurs de l'IA pour résoudre les rigidités de l'offre d'électricité à moyen terme<sup>4</sup> pourrait conduire à une moindre augmentation des prix de l'électricité. Dans ce cas, la hausse serait de 0,9 % aux États-Unis, de 0,45 % en Europe et de 0,35 % en Chine dans le cadre des politiques énergétiques en vigueur (graphique 1.DS.4, page 2).

<sup>4</sup>Les États-Unis procèdent actuellement à des investissements publics pour moderniser les infrastructures de transport et de distribution afin de répondre à la demande croissante d'électricité. Des solutions innovantes telles que le couplage d'énergies (Engel, Posner et Varadarajan, 2025) et les petits réacteurs nucléaires modulaires pourraient offrir une certaine souplesse ; les contraintes seraient alors moins restrictives que prévu. Pour l'essentiel, les nouvelles capacités nucléaires aux États-Unis devraient être mises en service au plus tôt au début des années 2030.

Toutefois, une pression notable sur les prix s'ajouterait si l'augmentation des énergies renouvelables ralentissait par rapport aux tendances récentes et si des investissements supplémentaires n'étaient pas réalisés dans les capacités de transport et de distribution (par rapport à celles du scénario de référence). L'augmentation des prix dans le scénario IA avec les politiques énergétiques en vigueur pourrait atteindre 5,3 % en Chine, 8,6 % aux États-Unis et 3,6 % en Europe en 2030 (graphique 1.DS.4, page 2), s'ajoutant aux pressions sur les prix provenant de nombreuses autres sources<sup>5</sup>.

En outre, en l'absence d'investissements supplémentaires dans le transport et la distribution, la capacité requise par l'expansion du secteur de l'IA imposera de détourner au profit de ce dernier de l'électricité qui devrait normalement aller à d'autres activités économiques. Une telle réorientation poserait de graves problèmes, en particulier pour les secteurs manufacturiers à forte consommation d'énergie. Aux États-Unis, par exemple la croissance annuelle de la valeur ajoutée de ces secteurs serait en moyenne inférieure de 0,3 point de pourcentage au scénario de référence, entraînant une réduction de 0,1 point de pourcentage de la croissance annuelle du PIB. Dans le scénario de l'IA avec d'autres politiques énergétiques, la hausse des prix de l'électricité est plus modérée en raison des tarifs de rachat du solaire et de l'éolien. Les tarifs de rachat font baisser le prix de la production pour ces technologies, dont le coût de production est relativement faible et dont la part dans la production totale d'électricité est plus élevée que dans le scénario de l'IA avec les politiques énergétiques en vigueur.

Dans les deux scénarios d'IA, les émissions de gaz à effet de serre (GES) mondiales et régionales augmentent en raison de l'accroissement de la demande d'énergie résultant de l'expansion du secteur informatique et de ses retombées sur l'économie. Dans le scénario de l'IA avec les politiques énergétiques en vigueur, l'augmentation en 2030 est de 5,5 %, 3,7 % et 1,2 % aux États-Unis, en Europe et en Chine, respectivement, avec une augmentation moyenne mondiale de 1,2 % (graphique 1.DS.5). En cumul, cela se traduit par une augmentation des émissions mondiales de GES de 1,7 gigatonne (Gt) entre 2025 et 2030, ce qui correspond à peu près aux émissions de GES liées à l'énergie de l'Italie sur une période de cinq ans. À noter que, dans le scénario de l'IA avec d'autres politiques énergétiques, même une décarbonation modeste du secteur de l'électricité limite l'augmentation cumulée totale des émissions de

<sup>5</sup>Chandramowli *et al.* (2024) estiment que les prix de gros de l'électricité aux États-Unis augmenteront de 19 % entre 2025 et 2028 sous l'effet d'une progression de la demande due non seulement aux centres de données, mais aussi à l'électrification des bâtiments et des transports, à la fabrication de batteries et de piles à combustible, à l'IA et à la validation des transactions (ou « minage ») de cryptomonnaies.

GES à 1,3 Gt en 2030, soit 24 % de moins que dans le scénario de l'IA avec les politiques en vigueur<sup>6</sup>.

Dans le scénario de l'IA avec les politiques énergétiques en vigueur, le choc de l'IA augmente le taux de croissance annuel moyen du PIB mondial de 0,5 point de pourcentage entre 2025 et 2030, conformément aux estimations antérieures du FMI comprises entre 0,1 et 0,8 point de pourcentage (édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*). L'impact est plus important dans les pays où le taux de croissance prévu du secteur de l'informatique et son importance relative dans l'économie sont plus élevés. Dans le scénario de l'IA avec d'autres politiques énergétiques, ces gains sont légèrement moindres du fait de la politique de tarifs de rachat. Le coût budgétaire total de ces tarifs varie de 0,3 % à 0,6 % du PIB selon les pays et est financé par une augmentation de la fiscalité forfaitaire, ce qui réduit légèrement la consommation des ménages — des coûts sur lesquels les avantages de l'expansion de l'IA en matière de croissance l'emportent toutefois largement, ce qui se traduit par une croissance annuelle moyenne du PIB similaire dans les deux scénarios.

En résumé, certes, l'expansion du secteur informatique induite par l'IA devrait faire augmenter le PIB mondial, mais ce développement s'accompagnera aussi d'une hausse des émissions de carbone. Sur la base d'une estimation médiane — à partir de plus de 1 800 estimations issues de 147 études publiées (Moore *et al.*, 2024) — du coût social du carbone à 39 dollars la tonne, le coût social supplémentaire de 1,3 à 1,7 Gt d'émissions en équivalent CO<sub>2</sub> se situe entre 50,7 milliards et 66,3 milliards de dollars, ou entre 1,3 % et 1,7 % de l'augmentation du PIB mondial réel induite par l'IA entre 2025 et 2030.

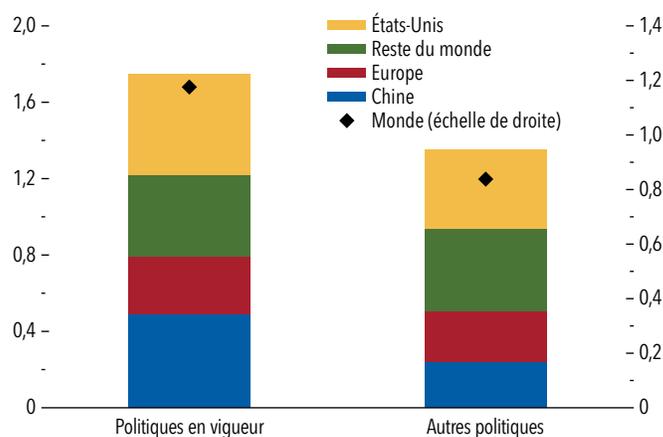
## Conclusions et implications pour l'action publique

Avec l'évolution et le développement continus des technologies d'IA, la demande de puissance de calcul et d'électricité ne peut qu'augmenter fortement. Malgré les problèmes liés à l'augmentation tant du prix de l'électricité que des émissions de GES, il est probable que les gains apportés par l'IA au PIB mondial l'emporteront sur les coûts des émissions supplémentaires. Il se pourrait toutefois que les avantages économiques ne soient pas répartis uniformément entre les pays et entre les différents groupes sociaux au sein des pays ; le risque est alors que les inégalités s'exacerbent.

<sup>6</sup>Cette estimation est prudente par rapport à celle de Stern et Romani (2025), qui prévoient que la demande énergétique de l'IA pourrait contribuer aux émissions à hauteur de 0,4 à 1,6 Gt d'équivalent CO<sub>2</sub> par an d'ici à 2035.

## Graphique 1.DS.5. Incidence de l'expansion du secteur de l'informatique sur les émissions de GES

(En tCO<sub>2</sub>e ; émissions de GES cumulées ; variation en pourcentage par rapport au scénario de référence ; échelle de droite)



Sources : FMI, modèle IMF-ENV ; calculs des services du FMI.

Note : L'axe de gauche montre l'augmentation totale des émissions de gaz à effet de serre en tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> (tCO<sub>2</sub>e) entre 2025 et 2030 résultant de l'expansion du secteur de l'informatique dans certaines régions. L'axe de droite montre l'augmentation totale des émissions mondiales en 2030 par rapport aux émissions de référence résultant de cette expansion. GES = gaz à effet de serre.

L'augmentation de la demande d'électricité dans le secteur informatique stimulera l'offre globale, qui, si elle est suffisamment réactive, entraînera une légère augmentation des prix de l'électricité. En cas de réaction plus lente de l'offre, les hausses de prix seront beaucoup plus importantes. Aux États-Unis, pays qui devrait connaître la plus forte augmentation de la demande d'électricité, l'expansion de l'IA pourrait à elle seule faire grimper le prix de l'électricité de 9 % — une pression qui s'ajouterait à celles déjà exercées par de nombreuses autres sources.

En outre, dans le cadre des politiques énergétiques en vigueur, l'augmentation de la demande d'électricité induite par l'IA pourrait ajouter 1,7 Gt d'émissions mondiales de GES entre 2025 et 2030, soit une quantité analogue aux émissions de GES liées à l'énergie que connaît l'Italie sur une période de cinq ans. Le coût social de ces émissions supplémentaires est mineur par rapport aux gains économiques attendus de l'IA, mais il contribue néanmoins à l'accumulation inquiétante des émissions mondiales.

La grande incertitude qui entoure la demande de calcul et d'électricité des fournisseurs de services d'IA pourrait avoir pour effet de retarder des investissements dans l'énergie, ce qui entraînerait sous-investissement et hausse de prix. Les pouvoirs publics et les entreprises doivent travailler main dans la main pour que l'IA réalise son plein potentiel, tout en veillant à ce que les coûts pour la société restent minimales.

**Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage***(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2024	Projections		2024	Projections		2024	Projections		2024	Projections	
		2025	2026		2025	2026		2025	2026		2025	2026
<b>Europe</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,6</b>	<b>7,8</b>	<b>6,2</b>	<b>4,3</b>	<b>2,5</b>	<b>1,9</b>	<b>1,7</b>	...	...	...
<b>Pays avancés</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,2</b>	<b>2,0</b>	<b>3,1</b>	<b>2,6</b>	<b>2,4</b>	<b>5,8</b>	<b>5,9</b>	<b>5,8</b>
Zone euro <sup>4,5</sup>	0,9	0,8	1,2	2,4	2,1	1,9	2,8	2,3	2,1	6,4	6,4	6,3
Allemagne	-0,2	0,0	0,9	2,5	2,1	1,9	5,7	5,2	5,0	3,4	3,5	3,2
France	1,1	0,6	1,0	2,3	1,3	1,6	0,4	0,2	-0,2	7,4	7,7	7,4
Italie	0,7	0,4	0,8	1,1	1,7	2,0	1,1	0,9	0,9	6,6	6,7	6,7
Espagne	3,2	2,5	1,8	2,9	2,2	2,0	3,0	2,4	2,2	11,3	11,1	11,0
Pays-Bas	1,0	1,4	1,4	3,2	2,8	2,3	9,9	10,4	10,5	3,7	3,8	4,0
Belgique	1,0	0,8	1,0	4,3	3,2	2,1	-0,9	-1,1	-1,3	5,7	5,9	5,7
Irlande	1,2	2,3	2,1	1,3	1,9	1,7	17,2	11,6	11,0	4,3	4,5	4,7
Autriche	-1,2	-0,3	0,8	2,9	3,2	1,7	2,4	2,6	2,8	5,4	5,6	5,5
Portugal	1,9	2,0	1,7	2,7	1,9	2,1	2,2	1,7	1,5	6,5	6,4	6,3
Grèce	2,3	2,0	1,8	3,0	2,4	2,1	-6,9	-6,5	-5,9	10,1	9,4	9,0
Finlande	-0,1	1,0	1,4	1,0	2,0	2,0	0,3	-0,5	-0,6	8,4	8,1	7,6
République slovaque	2,0	1,3	1,7	3,2	3,7	2,9	-2,8	-1,9	-1,5	5,4	5,8	5,9
Croatie	3,8	3,1	2,7	4,0	3,7	2,6	-1,2	-0,7	-0,6	5,5	5,3	5,3
Lituanie	2,7	2,8	2,5	0,9	3,5	2,8	2,5	2,0	1,7	7,1	6,6	6,1
Slovénie	1,6	1,8	2,4	2,0	2,6	2,3	4,4	3,6	3,3	3,7	3,9	4,0
Luxembourg	1,0	1,6	2,2	2,3	2,2	2,1	13,8	8,8	7,8	5,7	6,1	6,2
Lettonie	-0,4	2,0	2,5	1,3	2,4	2,4	-2,1	-2,5	-2,4	6,9	6,7	6,6
Estonie	-0,3	0,7	1,8	3,7	5,8	3,9	-1,1	-2,6	-2,4	7,5	7,1	6,9
Chypre	3,4	2,5	2,7	2,3	2,3	2,0	-6,8	-7,3	-7,8	4,9	4,8	5,0
Malte	6,0	3,9	3,9	2,4	2,1	1,9	6,1	6,2	6,1	3,1	3,1	3,1
Royaume-Uni	1,1	1,1	1,4	2,5	3,1	2,2	-3,4	-3,7	-3,7	4,3	4,5	4,4
Suisse	1,3	0,9	1,6	1,1	0,2	0,5	5,1	5,0	5,2	2,4	2,8	2,8
Suède	1,0	1,9	2,2	2,0	2,1	2,0	7,4	6,8	6,0	8,4	8,2	8,0
République tchèque	1,1	1,6	1,8	2,4	2,5	2,0	1,8	-0,1	-0,6	2,8	2,5	2,4
Norvège	2,1	2,1	1,7	3,1	2,6	2,2	17,1	15,9	15,1	4,0	3,9	3,9
Danemark	3,7	2,9	1,8	1,3	1,9	2,1	13,0	12,6	12,4	2,9	3,0	3,0
Islande	0,5	2,0	2,4	5,9	3,5	2,7	-2,5	-1,9	-1,2	3,4	4,0	4,0
Andorre	3,4	1,9	1,6	3,1	2,2	1,8	15,1	16,9	16,9	1,4	1,6	1,8
Saint-Marin	0,7	1,0	1,3	1,2	2,0	2,0	6,3	4,0	3,3	4,4	4,4	4,5
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe<sup>6</sup></b>	<b>3,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,1</b>	<b>16,8</b>	<b>13,5</b>	<b>8,7</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,0</b>	...	...	...
Russie	4,1	1,5	0,9	8,4	9,3	5,5	2,9	1,9	1,8	2,5	2,8	3,5
Türkiye	3,2	2,7	3,2	58,5	35,9	22,8	-0,8	-1,2	-1,2	8,7	9,4	9,2
Pologne	2,9	3,2	3,1	3,7	4,3	3,4	0,1	-0,3	-0,7	2,8	2,9	3,0
Roumanie	0,9	1,6	2,8	5,6	4,6	3,1	-8,3	-7,6	-7,4	5,4	5,4	5,2
Ukraine <sup>7</sup>	3,5	2,0	4,5	6,5	12,6	7,7	-7,0	-15,9	-10,6	13,1	11,6	10,2
Hongrie	0,5	1,4	2,6	3,7	4,9	3,6	2,2	1,0	1,1	4,5	4,6	4,2
Bélarus	4,0	2,8	2,0	5,7	5,5	5,8	-2,8	-2,8	-2,9	3,0	2,9	2,9
Bulgarie	2,8	2,5	2,7	2,6	3,7	2,3	0,2	-1,5	-1,0	4,2	4,1	4,1
Serbie	3,9	3,5	4,2	4,7	4,0	3,3	-6,3	-5,8	-5,7	8,6	8,5	8,4

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.<sup>4</sup>Solde extérieur courant corrigé des discordances constatées entre les informations communiquées sur les opérations effectuées au sein de la zone.<sup>5</sup>Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat, sauf pour la Slovénie.<sup>6</sup>Inclut l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la République de Moldova.<sup>7</sup>Voir la note sur l'Ukraine dans la section des notes de l'appendice statistique.

**Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et du Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**  
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2024	Projections		2024	Projections		2024	Projections		2024	Projections	
		2025	2026		2025	2026		2025	2026		2025	2026
<b>Asie</b>	<b>4,6</b>	<b>3,9</b>	<b>4,0</b>	<b>2,1</b>	<b>1,8</b>	<b>2,0</b>	<b>2,6</b>	<b>2,0</b>	<b>1,8</b>	...	...	...
<b>Pays avancés d'Asie</b>	<b>1,5</b>	<b>1,2</b>	<b>1,4</b>	<b>2,6</b>	<b>2,1</b>	<b>1,9</b>	<b>5,4</b>	<b>4,5</b>	<b>4,5</b>	<b>2,9</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>
Japon	0,1	0,6	0,6	2,7	2,4	1,7	4,8	3,4	3,3	2,6	2,6	2,6
Corée	2,0	1,0	1,4	2,3	1,8	1,8	5,3	3,5	3,6	2,8	3,0	3,0
Australie	1,0	1,6	2,1	3,2	2,5	3,5	-1,9	-3,1	-3,4	4,0	4,3	4,5
Taiwan (province chinoise de)	4,3	2,9	2,5	2,2	1,8	1,6	15,7	18,5	19,6	3,4	3,4	3,4
Singapour	4,4	2,0	1,9	2,4	1,3	1,5	17,5	17,2	17,0	2,0	2,0	1,9
Hong Kong (RAS)	2,5	1,5	1,9	1,7	1,9	2,2	13,0	11,4	11,0	3,0	3,5	3,4
Nouvelle-Zélande	-0,5	1,4	2,7	2,9	2,0	2,0	-6,0	-4,9	-4,7	4,7	5,3	5,3
Macao (RAS)	8,8	3,6	3,5	0,7	0,9	1,3	31,7	30,0	28,9	1,8	1,7	1,7
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>	<b>5,3</b>	<b>4,5</b>	<b>4,6</b>	<b>2,0</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,5</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	...	...	...
Chine	5,0	4,0	4,0	0,2	0,0	0,6	2,3	1,9	1,7	5,1	5,1	5,1
Inde <sup>4</sup>	6,5	6,2	6,3	4,7	4,2	4,1	-0,8	-0,9	-1,4	4,9	4,9	4,9
Indonésie	5,0	4,7	4,7	2,3	1,7	2,5	-0,6	-1,5	-1,6	4,9	5,0	5,1
Thaïlande	2,5	1,8	1,6	0,4	0,7	0,9	2,1	1,2	1,2	1,0	1,0	1,0
Viet Nam	7,1	5,2	4,0	3,6	2,9	2,5	6,1	3,2	1,9	2,2	2,0	2,0
Malaisie	5,1	4,1	3,8	1,8	2,4	2,2	1,7	1,6	1,8	3,2	3,2	3,2
Philippines	5,7	5,5	5,8	3,2	2,6	2,9	-3,8	-3,4	-3,2	3,8	4,5	4,5
<b>Autres pays émergents et pays en développement d'Asie<sup>5</sup></b>	<b>3,8</b>	<b>3,5</b>	<b>5,2</b>	<b>9,5</b>	<b>9,9</b>	<b>6,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,9</b>	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
ASEAN-5 <sup>6</sup>	4,6	4,0	3,9	2,0	1,7	2,2	2,6	2,1	2,0	...	...	...
Pays émergents d'Asie <sup>7</sup>	5,4	4,6	4,6	1,6	1,4	1,8	1,6	1,2	0,9	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup>Voir la note sur l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>5</sup>Les autres pays émergents et pays en développement d'Asie incluent les pays suivants : Bangladesh, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Cambodge, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Maldives, Micronésie, Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, Samoa, Sri Lanka, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

<sup>6</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

<sup>7</sup>Les pays émergents d'Asie incluent la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Viet Nam.

**Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**  
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2024	Projections		2024	Projections		2024	Projections		2024	Projections	
		2025	2026		2025	2026		2025	2026		2025	2026
<b>Amérique du Nord</b>	<b>2,6</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>3,1</b>	<b>3,0</b>	<b>2,5</b>	<b>-3,5</b>	<b>-3,3</b>	<b>-2,9</b>	...	...	...
États-Unis	2,8	1,8	1,7	3,0	3,0	2,5	-3,9	-3,7	-3,2	4,0	4,2	4,2
Mexique	1,5	-0,3	1,4	4,7	3,5	3,2	-0,3	-0,5	-1,1	2,7	3,8	3,8
Canada	1,5	1,4	1,6	2,4	2,0	2,1	-0,5	-0,1	-0,3	6,4	6,6	6,5
Porto Rico <sup>4</sup>	1,0	-0,8	-0,1	1,6	2,1	1,9	...	...	...	6,2	6,5	6,1
<b>Amérique du Sud<sup>5</sup></b>	<b>2,2</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>23,5</b>	<b>9,1</b>	<b>5,5</b>	<b>-1,3</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,5</b>	...	...	...
Brésil	3,4	2,0	2,0	4,4	5,3	4,3	-2,8	-2,3	-2,2	6,9	7,2	7,3
Argentine	-1,7	5,5	4,5	219,9	35,9	14,5	1,0	-0,4	-0,3	7,2	6,3	6,0
Colombie	1,7	2,4	2,6	6,6	4,7	3,1	-1,8	-2,3	-2,4	10,2	10,0	9,8
Chili	2,6	2,0	2,2	3,9	4,4	3,2	-1,5	-2,1	-2,4	8,5	8,1	8,1
Pérou	3,3	2,8	2,6	2,4	1,7	1,9	2,2	1,7	1,3	6,4	6,5	6,5
Équateur	-2,0	1,7	2,1	1,5	1,3	1,5	5,8	3,4	2,6	3,4	4,0	3,8
Venezuela	5,3	-4,0	-5,5	49,0	180,0	225,0	2,4	-0,1	-0,5	...	...	...
Bolivie	1,3	1,1	0,9	5,1	15,1	15,8	-4,3	-2,5	-3,0	5,0	5,1	5,1
Paraguay	4,0	3,8	3,5	3,8	3,7	3,5	-3,9	-2,4	-2,7	5,8	5,7	5,7
Uruguay	3,1	2,8	2,6	4,8	5,5	5,3	-1,0	-1,5	-1,7	8,2	8,0	8,0
<b>Amérique centrale<sup>6</sup></b>	<b>3,9</b>	<b>3,8</b>	<b>3,9</b>	<b>2,3</b>	<b>2,9</b>	<b>3,4</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,3</b>	...	...	...
<b>Caraïbes<sup>7</sup></b>	<b>12,1</b>	<b>4,2</b>	<b>8,6</b>	<b>6,3</b>	<b>6,3</b>	<b>5,9</b>	<b>4,1</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Amérique latine et Caraïbes <sup>8</sup>	2,4	2,0	2,4	16,6	7,2	4,8	-0,9	-1,1	-1,4	...	...	...
Union monétaire des Caraïbes orientales <sup>9</sup>	3,9	3,5	2,7	2,3	1,9	2,0	-10,4	-9,9	-8,3	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique. Le Venezuela est exclu des agrégats.<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.<sup>4</sup>Porto Rico est un territoire des États-Unis, mais ses données statistiques sont tenues à jour de manière séparée et indépendante.<sup>5</sup>Voir les notes sur l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.<sup>6</sup>Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine.<sup>7</sup>Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago.<sup>8</sup>Inclut le Mexique et des pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Voir les notes sur l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.<sup>9</sup>Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sainte-Lucie, ainsi qu'Anguilla et Montserrat, qui ne sont pas membres du FMI.

**Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**

(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2024	Projections		2024	Projections		2024	Projections		2024	Projections	
		2025	2026		2025	2026		2025	2026		2025	2026
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>2,4</b>	<b>3,0</b>	<b>3,5</b>	<b>14,4</b>	<b>11,1</b>	<b>9,9</b>	<b>2,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,4</b>	...	...	...
<b>Pays exportateurs de pétrole<sup>4</sup></b>	<b>2,5</b>	<b>2,6</b>	<b>3,1</b>	<b>8,5</b>	<b>10,3</b>	<b>10,0</b>	<b>4,2</b>	<b>1,4</b>	<b>0,9</b>	...	...	...
Arabie saoudite	1,3	3,0	3,7	1,7	2,0	2,0	-0,5	-4,0	-4,3	3,5	...	...
Iran	3,5	0,3	1,1	32,6	43,3	42,5	2,7	0,9	1,3	7,8	9,5	9,2
Émirats arabes unis	3,8	4,0	5,0	1,7	2,1	2,0	9,1	6,6	6,4	...	...	...
Kazakhstan	4,8	4,9	4,3	8,7	9,9	9,4	-1,3	-3,6	-3,7	4,7	4,6	4,6
Algérie	3,5	3,5	3,0	4,0	3,7	3,6	-1,4	-3,9	-4,6	...	...	...
Iraq	0,3	-1,5	1,4	2,6	2,5	2,7	2,0	1,5	1,5	...	...	...
Qatar	2,4	2,4	5,6	1,1	1,2	1,4	17,2	10,8	10,3	...	...	...
Koweït	-2,8	1,9	3,1	2,9	2,5	2,2	29,5	22,7	19,3	...	...	...
Azerbaïdjan	4,1	3,5	2,5	2,2	5,7	4,5	7,8	7,8	4,1	5,4	5,3	5,3
Oman	1,7	2,3	3,6	0,6	1,5	2,0	2,2	-1,5	-2,5	...	...	...
Turkménistan	2,3	2,3	2,3	4,8	7,0	8,0	3,1	2,0	0,6	...	...	...
Bahreïn	2,8	2,8	3,0	0,9	1,0	1,5	4,9	3,3	1,7	5,9	...	...
<b>Pays importateurs de pétrole<sup>5,6</sup></b>	<b>2,3</b>	<b>3,6</b>	<b>4,1</b>	<b>24,1</b>	<b>12,4</b>	<b>9,7</b>	<b>-3,9</b>	<b>-3,8</b>	<b>-3,5</b>	...	...	...
Égypte	2,4	3,8	4,3	33,3	19,7	12,5	-5,4	-5,8	-3,7	7,4	7,7	7,7
Pakistan	2,5	2,6	3,6	23,4	5,1	7,7	-0,5	-0,1	-0,4	8,3	8,0	7,5
Maroc	3,2	3,9	3,7	0,9	2,2	2,3	-1,4	-2,0	-2,2	13,3	13,2	12,9
Ouzbékistan	6,5	5,9	5,8	9,6	8,8	7,2	-5,0	-5,0	-4,8	5,5	5,0	4,5
Tunisie	1,4	1,4	1,4	7,0	6,1	6,5	-1,7	-2,7	-3,1	...	...	...
Soudan <sup>7</sup>	-23,4	-0,4	8,8	176,8	100,0	63,2	-3,5	-3,6	-8,6	60,8	62,0	59,7
Jordanie	2,5	2,6	2,9	0,2	3,6	2,6	-5,8	-5,5	-5,8	...	...	...
Géorgie	9,4	6,0	5,0	1,1	3,6	3,2	-4,4	-4,4	-4,7	13,9	13,9	13,9
Arménie	5,9	4,5	4,5	0,3	3,2	3,0	-3,9	-4,5	-4,8	13,0	13,5	14,0
Tadjikistan	8,4	6,7	5,0	3,5	4,3	5,5	4,7	0,9	-2,1	...	...	...
République kirghize	9,0	6,8	5,3	5,0	7,0	5,7	-31,1	-8,5	-7,5	4,0	4,0	4,0
Mauritanie	4,6	4,4	3,7	2,3	3,5	4,0	-5,8	-5,1	-4,8	...	...	...
Bande de Gaza et Cisjordanie <sup>7</sup>	...	...	...	52,9	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Caucase et Asie centrale	5,4	4,9	4,3	6,7	8,1	7,4	-1,3	-2,0	-2,6	...	...	...
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan <sup>6</sup>	1,9	2,6	3,4	15,7	11,7	10,3	2,5	0,2	0,0	...	...	...
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,8	2,6	3,4	14,6	12,7	10,7	2,8	0,3	0,1	...	...	...
Israël <sup>7,8</sup>	0,9	3,2	3,6	3,1	2,7	2,0	3,1	2,8	2,9	3,0	2,9	3,2

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup>En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup>Ce groupe comprend aussi la Libye et le Yémen.

<sup>5</sup>Ce groupe comprend aussi Djibouti, le Liban et la Somalie. Voir la note sur le Liban dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>6</sup>L'Afghanistan et la Syrie sont exclus en raison de l'incertitude entourant leur situation politique. Voir les notes sur ces pays dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>7</sup>Voir les notes sur la Bande de Gaza et Cisjordanie, Israël et le Soudan dans la section des notes de l'appendice statistique.

<sup>8</sup>Israël, qui n'est pas membre de la région économique, est inclus pour des raisons de géographie. Les chiffres relatifs à Israël ne sont toutefois pas inclus dans les agrégats de la région.

**Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage**
*(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	PIB réel			Prix à la consommation <sup>1</sup>			Solde extérieur courant <sup>2</sup>			Chômage <sup>3</sup>		
	2024	Projections		2024	Projections		2024	Projections		2024	Projections	
		2025	2026		2025	2026		2025	2026		2025	2026
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>4,0</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>18,3</b>	<b>13,3</b>	<b>12,9</b>	<b>-1,7</b>	<b>-2,5</b>	<b>-2,2</b>	...	...	...
<b>Pays exportateurs de pétrole<sup>4</sup></b>	<b>3,4</b>	<b>2,7</b>	<b>3,1</b>	<b>29,8</b>	<b>23,6</b>	<b>29,5</b>	<b>6,4</b>	<b>3,8</b>	<b>2,7</b>	...	...	...
Nigéria	3,4	3,0	2,7	33,2	26,5	37,0	9,1	6,9	5,2	...	...	...
Angola	4,5	2,4	2,1	28,2	22,0	16,4	5,4	2,1	1,4	...	...	...
Gabon	3,1	2,8	2,6	1,2	1,5	2,0	4,5	2,2	0,6	...	...	...
Tchad	1,5	1,7	3,2	5,7	3,9	3,5	-1,3	-3,4	-2,8	...	...	...
Guinée équatoriale	1,9	-4,2	0,0	3,2	4,0	3,5	-2,4	-1,7	-2,4	...	...	...
<b>Pays à revenu intermédiaire<sup>5</sup></b>	<b>3,1</b>	<b>3,4</b>	<b>3,6</b>	<b>6,4</b>	<b>5,4</b>	<b>4,8</b>	<b>-2,4</b>	<b>-2,5</b>	<b>-2,3</b>	...	...	...
Afrique du Sud	0,6	1,0	1,3	4,4	3,8	4,5	-0,6	-1,2	-1,4	32,8	32,8	32,7
Kenya	4,5	4,8	4,9	4,5	4,1	4,9	-3,7	-3,9	-4,2	...	...	...
Ghana	5,7	4,0	4,8	22,9	17,2	9,4	1,6	1,6	1,3	...	...	...
Côte d'Ivoire	6,0	6,3	6,4	3,5	3,0	2,2	-4,2	-3,6	-2,1	...	...	...
Cameroun	3,6	3,6	4,0	4,5	3,4	3,0	-3,3	-2,8	-3,9	...	...	...
Sénégal	6,7	8,4	4,1	0,8	2,0	2,0	-12,1	-8,2	-6,2	...	...	...
Zambie	4,0	6,2	6,8	15,0	14,2	9,2	-1,7	0,5	2,6	...	...	...
<b>Pays à faible revenu<sup>6</sup></b>	<b>6,0</b>	<b>5,7</b>	<b>6,3</b>	<b>23,3</b>	<b>13,3</b>	<b>7,2</b>	<b>-6,0</b>	<b>-6,5</b>	<b>-5,0</b>	...	...	...
Éthiopie	8,1	6,6	7,1	21,7	21,5	12,2	-4,2	-4,8	-3,2	...	...	...
Tanzanie	5,4	6,0	6,3	3,2	4,0	4,0	-3,1	-3,0	-2,9	...	...	...
République démocratique du Congo	6,5	4,7	5,2	17,7	8,9	7,2	-4,1	-2,9	-2,5	...	...	...
Ouganda	6,3	6,1	7,6	3,3	4,2	4,7	-7,3	-6,4	-4,2	...	...	...
Mali	4,4	4,9	5,1	3,2	3,0	2,0	-6,1	-5,1	-1,6	...	...	...
Burkina Faso	4,4	4,3	4,5	4,2	3,0	2,5	-6,4	-2,1	-2,0	...	...	...

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup> Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A6 et A7 de l'appendice statistique.

<sup>2</sup> En pourcentage du PIB.

<sup>3</sup> En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

<sup>4</sup> Ce groupe comprend aussi la République du Congo et le Soudan du Sud.

<sup>5</sup> Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Bénin, Botswana, Cabo Verde, Comores, Eswatini, Lesotho, Maurice, Namibie, Sao Tomé-et-Principe et Seychelles.

<sup>6</sup> Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Burundi, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Madagascar, Malawi, Mozambique, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sierra Leone, Togo et Zimbabwe.

**Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif***(Variations annuelles en pourcentage ; en parités de pouvoir d'achat en dollars internationaux constants de 2021)*

	Moyenne									Projections	
	2007-16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Monde</b>	<b>2,0</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>	<b>1,8</b>	<b>-3,9</b>	<b>5,6</b>	<b>2,7</b>	<b>2,4</b>	<b>2,7</b>	<b>1,8</b>	<b>2,0</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>0,8</b>	<b>2,1</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>	<b>-4,4</b>	<b>5,8</b>	<b>2,4</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>
États-Unis	0,7	1,8	2,4	2,1	-3,0	5,7	2,0	2,1	1,9	1,2	1,1
Zone euro <sup>1</sup>	0,4	2,4	1,5	1,4	-6,4	6,3	3,1	-0,1	0,5	0,5	0,9
Allemagne	1,1	2,3	0,8	0,8	-4,2	3,6	0,6	-1,1	-0,5	-0,2	0,8
France	0,3	2,0	1,3	1,7	-7,8	6,4	2,1	0,8	0,8	0,4	0,7
Italie	-0,9	1,8	1,0	0,6	-8,6	9,7	5,2	0,8	0,8	0,5	0,9
Espagne	0,0	2,6	1,8	1,1	-11,1	6,5	4,9	1,5	2,2	1,2	0,6
Japon	0,5	1,8	0,8	-0,2	-3,9	3,0	1,3	2,0	0,6	1,0	1,1
Royaume-Uni	0,4	2,0	0,8	1,1	-10,7	8,3	4,3	-0,9	0,0	0,1	0,6
Canada	0,4	1,8	1,3	0,4	-6,1	5,3	2,5	-1,3	-1,4	0,4	1,6
Autres pays avancés <sup>2</sup>	1,9	2,5	2,1	1,3	-2,2	6,0	1,9	0,6	1,7	1,4	1,5
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>3,7</b>	<b>3,3</b>	<b>3,4</b>	<b>2,4</b>	<b>-3,1</b>	<b>5,9</b>	<b>3,1</b>	<b>3,6</b>	<b>3,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,8</b>
Pays émergents et pays en développement d'Asie	6,5	5,6	5,6	4,5	-1,4	7,1	4,1	5,5	4,7	4,0	4,1
Chine	8,4	6,3	6,4	5,7	2,2	8,5	3,2	5,5	5,1	4,2	4,2
Inde <sup>3</sup>	5,4	5,6	5,3	2,8	-6,7	8,8	6,9	8,3	5,5	5,3	5,4
Pays émergents et pays en développement d'Europe	2,1	3,6	3,4	2,3	-1,9	7,5	1,9	3,8	3,7	2,3	2,1
Russie	1,5	1,6	2,7	2,1	-2,5	6,2	-1,1	4,4	4,3	1,8	1,2
Amérique latine et Caraïbes	1,2	0,3	0,2	-0,9	-8,0	6,6	3,5	1,6	1,6	1,3	1,6
Brésil	1,2	0,7	1,1	0,6	-3,9	4,3	2,6	2,8	3,0	1,6	1,6
Mexique	0,2	0,9	1,0	-1,3	-9,1	5,4	2,9	2,4	0,6	-1,1	0,6
Moyen-Orient et Asie centrale	1,4	0,0	0,9	0,1	-4,3	2,6	3,2	0,1	4,6	1,1	1,7
Arabie saoudite	0,2	0,8	5,9	1,5	-8,1	7,7	2,8	-5,3	-3,3	1,0	1,7
Afrique subsaharienne	1,7	0,1	0,6	0,4	-4,3	2,0	1,5	1,0	1,2	1,2	1,5
Nigéria	2,8	-1,8	-0,7	-0,4	-4,3	1,1	0,7	0,3	0,9	0,6	0,3
Afrique du Sud	0,6	-0,3	0,0	-1,3	-7,5	3,8	0,7	-0,8	-0,9	-0,5	-0,2
<i>Pour mémoire</i>											
Union européenne	0,7	2,8	2,1	1,8	-5,7	6,6	3,4	0,1	0,8	0,9	1,3
ASEAN-5 <sup>4</sup>	3,6	4,0	3,8	3,2	-5,5	3,3	4,5	3,1	3,6	3,0	3,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,1	-0,5	0,5	-0,3	-4,5	2,8	3,2	0,0	-0,3	0,8	1,6
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	3,9	3,6	3,7	2,7	-2,9	6,6	3,4	4,0	3,6	3,0	3,1
Pays en développement à faible revenu	2,8	2,0	2,2	2,5	-2,7	1,7	2,3	1,6	3,0	1,9	2,8

Source : estimations des services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

<sup>1</sup>Les données correspondent à la somme des données des pays de la zone euro.<sup>2</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.<sup>3</sup>Voir la note sur l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.<sup>4</sup>Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

## Bibliographie

- Ahir, Hites, Nicholas Bloom, and Davide Furceri. 2022. "The World Uncertainty Index." NBER Working Paper 29763, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Aiyar, Shekhar, Pierre-Olivier Gourinchas, Andrea Presbitero, and Michele Ruta. 2023. "Geoeconomic Fragmentation: A New eBook." *VoxEU.org*, October 2. <https://cepr.org/voxeu/columns/geoeconomic-fragmentation-new-ebook>.
- Albrizio, Silvia, John Bluedorn, Rachel Brasier, Christoffer Koch, Andrea Pescatori, and Martin Stuermer. 2025. "Trade Integration and Supply Disruptions: Sharing the Pain from a Russian Gas Shut-Off to Europe." *Energy Journal*, ahead of print, January 30, 2025.
- Albrizio, Silvia, Alejandro Buesa, Moritz Roth, and Francesca Viani. Forthcoming. "Unraveling Uncertainty: Disentangling Trade Policy Risks from Broader Uncertainty." IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Andrle, Michal, and Benjamin L. Hunt. 2020. "Model-Based Globally-Consistent Risk Assessment." IMF Working Paper 20/64, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Barrett, Philip, Maximiliano Appendino, Kate Nguyen, and Jorge de Leon Miranda. 2022. "Measuring Social Unrest Using Media Reports." *Journal of Development Economics* 158: 102924.
- Beltran Saavedra, Paula, Nicolas Fernandez-Arias, Chanpheng Fizzarotti, and Alberto Musso. 2024. "G20 Economies Should Target Reforms to Boost Medium-Term Growth Prospects." *IMF Blog*, November 21. <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2024/11/21/g20-economies-should-target-reforms-to-boost-medium-term-growth-prospects>.
- Bergant, Katharina, Mai Hakamada, Divya Kirti, and Rui Mano. 2025. "Inflation and Bank Profits: Monetary Policy Trade-Offs." IMF Staff Discussion Note 25/001, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bogmans, Christian, Patricia Gomez-Gonzalez, Giovanni Melina, Jorge Miranda-Pinto, Andrea Pescatori, and Sneha Thube. 2025. "Power Hungry: How AI Will Drive Energy Demand." IMF Working Paper 25/81, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Brandão-Marques, Luis, and Hasan H. Toprak. 2024. "A Bitter Aftertaste: How State Aid Affects Recipient Firms and Their Competitors in Europe." IMF Working Paper 24/250, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Caldara, Dario, Matteo Iacoviello, Patrick Molligo, Andrea Prestipino, and Andrea Raffo. 2020. "The Economic Effects of Trade Policy Uncertainty." *Journal of Monetary Economics* 109: 38–59.
- Caliendo, Lorenzo, Robert C. Feenstra, John Romalis, and Alan M. Taylor. 2023. "Tariff Reductions, Heterogeneous Firms, and Welfare: Theory and Evidence for 1990–2010." *IMF Economic Review* 71 (4): 817–51.
- Caliendo, Lorenzo, and Fernando Parro. 2015. "Estimates of the Trade and Welfare Effects of NAFTA." *Review of Economic Studies* 82 (1): 1–44.
- Campos, Rodolfo G., Julia Estefania-Flores, Davide Furceri, and Jacopo Timini. 2023. "Geopolitical Fragmentation and Trade." *Journal of Comparative Economics* 51 (4): 1289–315.
- Carrière-Swallow, Yan, Bertrand Gruss, Nicolas E. Magud, and Fabián Valencia. 2021. "Monetary Policy Credibility and Exchange Rate Pass-Through." *International Journal of Central Banking* 17 (3): 61–94.
- Carrière-Swallow, Yan, Melih Firat, Davide Furceri, and Daniel Jiménez. 2024. "State-Dependent Exchange Rate Pass-Through." *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, ahead of print, October 26, 2024.
- Carroll, Daniel, and Sewon Hur. 2020. "On the Heterogeneous Welfare Gains and Losses from Trade." *Journal of Monetary Economics* 109: 1–16.
- Carroll, Daniel, and Sewon Hur. 2023. "On the Distributional Effects of International Tariffs." *International Economic Review* 64 (4): 1311–346.
- Caselli, Francesca, Huidan Lin, Frederik Toscani, and Jiaxiong Yao. 2024. "Migration into the EU: Stocktaking of Recent Developments and Macroeconomic Implications." IMF Working Paper 24/211, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Cazzaniga, Mauro, Florence Jaumotte, Longji Li, Giovanni Melina, Augustus J. Panton, Carlo Pizzinelli, Emma J. Rockall, and Marina Mendes Tavares. 2024. "Gen-AI: Artificial Intelligence and the Future of Work." IMF Staff Discussion Note 2024/001, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Chandramowli, Shankar, Patty Cook, Justin Mackovyak, Himali Parmar, and Maria Scheller. 2024. "Power Surge: Navigating US Electricity Demand Growth." ICF Report, New York. <https://www.icf.com/-/media/files/icf/reports/2024/utility-flagship-report-icf-2024.pdf?rev=902569d32aff4bbf8d43d0ab8a952ad3>.
- Chateau, Jean, Florence Jaumotte, and Gregor Schwerhoff. 2024. "Climate Policy Options: A Comparison of Economic Performance." *Energy Policy* 192 (September): 114232. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2024.114232>.
- Chateau, Jean, Hugo Rojas-Romagosa, Sneha Thube, and Dominique van der Mensbrugge. 2025. "IMF-ENV: Integrating Climate, Energy, and Trade Policies in a General Equilibrium Framework." IMF Working Paper 25/77, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Cravino, Javier, and Andrei A. Levchenko. 2017. "The Distributional Consequences of Large Devaluations." *American Economic Review* 107 (11): 3477–509.
- Cushman & Wakefield. 2024. "Global Data Center Market Comparison 2024." Data Center Advisory Group, Cushman & Wakefield, New York. <https://www.cushmanwakefield.com/en/insights/global-data-center-market-comparison>.
- Dao, Mai, and Josef Platzter. 2024. "Post-pandemic Productivity Dynamics in the United States." IMF Working Paper 24/124, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Davis, Steven J. 2016. "An Index of Global Economic Policy Uncertainty." NBER Working Paper 22740, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Dolphin, Geoffrey, Romain Duval, Galen Sher, and Hugo Rojas-Romagosa. 2024. "Europe Can Reap Sizable Energy Security Rewards by Scaling Up Climate Action." *IMF Blog*,

- May 28. <https://meetings.imf.org/en/IMF/Home/Blogs/Articles/2024/05/29/europe-can-reap-sizable-energy-security-rewards-by-scaling-up-climate-action>.
- El Ganainy, Asmaa A., Shushanik Hakobyan, Fei Liu, Hans Weisfeld, Ali Abbas, Céline Allard, Hippolyte W. Balima, and others. 2023. “Trade Integration in Africa: Unleashing the Continent’s Potential in a Changing World.” IMF Departmental Paper 23/003, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Engel, Alex, David Posner, and Uday Varadarajan. 2025. “How ‘Power Couples’ Can Help the United States Win the Global AI Race.” RMI, New York. <https://rmi.org/how-power-couples-can-help-the-united-states-win-the-global-ai-race/>.
- Fajgelbaum, Pablo D., and Amit K. Khandelwal. 2022. “The Economic Impacts of the US–China Trade War.” *Annual Review of Economics* 14 (1): 205–28.
- Federle, Jonathan, André Meier, Gernot J. Müller, Willi Mutschler, and Moritz Schularick. 2024. “The Price of War.” Kiel Working Paper 2262, Kiel Institute for the World Economy, Kiel, Germany.
- Fernald, John G., and Huiyu Li. 2023. “Productivity in the World Economy during and after the Pandemic.” Working Paper 2023-29, Federal Reserve Bank of San Francisco, San Francisco, CA.
- Georgieva, Kristalina. 2024. “AI Will Transform the Global Economy. Let’s Make Sure It Benefits Humanity.” *IMF Blog*, January 14. <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2024/01/14/ai-will-transform-the-global-economy-lets-make-sure-it-benefits-humanity>.
- Georgieva, Kristalina. 2025. “Statement by IMF Managing Director Kristalina Georgieva.” IMF Press Release 25/87, International Monetary Fund, Washington, DC. <https://www.imf.org/en/News/Articles/2025/04/03/pr2587-statement-by-imf-managing-director-kristalina-georgieva>.
- Gopinath, Gita, Pierre-Olivier Gourinchas, Andrea Presbitero, and Petia Topalova. 2024. “Changing Global Linkages: A New Cold War?” IMF Working Paper 24/076, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Gourinchas, Pierre-Olivier, Ceyla Pazarbasioglu, Krishna Srinivasan, and Rodrigo Valdes. 2024. “Trade Balances in China and the US Are Largely Driven by Domestic Macro Forces.” *IMF Blog*, September 12. <https://meetings.imf.org/en/IMF/Home/Blogs/Articles/2024/09/12/trade-balances-in-china-and-the-us-are-largely-driven-by-domestic-macro-forces>.
- Handley, Kyle, and Nuno Limão. 2017. “Policy Uncertainty, Trade, and Welfare: Theory and Evidence for China and the United States.” *American Economic Review* 107 (9): 2731–83.
- Hodge, Andrew, Roberto Piazza, Fuad Hasanov, Xun Li, Maryam Vaziri, Atticus Weller, and Yu Ching Wong. 2024. “Industrial Policy in Europe: A Single Market Perspective.” IMF Working Paper 24/249, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Hoffmann, Jordan, Sebastien Borgeaud, Arthur Mensch, Elena Buchatskaya, Trevor Cai, Eliza Rutherford, Diego de Las Casas, and others. 2022. “Training Compute-Optimal Large Language Models.” Paper presented at the 36th Conference on Neural Information Processing Systems, New Orleans, LA, November 28–December 9. [https://proceedings.neurips.cc/paper\\_files/paper/2022/file/c1e2faff6f588870935f114e-be04a3e5-Paper-Conference.pdf](https://proceedings.neurips.cc/paper_files/paper/2022/file/c1e2faff6f588870935f114e-be04a3e5-Paper-Conference.pdf).
- Igan, Deniz, Tom Rosewall, and Phurichai Rungcharoenkitkul. 2024. “Productivity in the Post-pandemic World: Old Trend or New Path?” BIS Bulletin 93, Bank for International Settlements, Basel.
- Ilyina, Anna, Ceyla Pazarbasioglu, and Michele Ruta. 2024. “Industrial Policy Is Back but the Bar to Get It Right Is High.” *IMF Blog*, April 12. <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2024/04/12/industrial-policy-is-back-but-the-bar-to-get-it-right-is-high>.
- International Renewable Energy Agency (IRENA). 2024. “Renewable Power Generation Costs in 2023.” Abu Dhabi.
- JP Morgan. 2024. “How AI Is Shaping These Three Industries in China.” Global Research, May 13. <https://www.jpmorgan.com/insights/global-research/artificial-intelligence/ai-transforming-industries-china>.
- Korinek, Anton, and Jai Vipra. 2024. “Concentrating Intelligence: Scaling and Market Structure in Artificial Intelligence.” NBER Working Paper 33139, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- McKinsey & Company. 2024a. “How Data Centers and the Energy Sector Can Sate AI’s Hunger for Power.” Article, September 17. <https://www.mckinsey.com/industries/private-capital/our-insights/how-data-centers-and-the-energy-sector-can-sate-ais-hunger-for-power>.
- McKinsey & Company. 2024b. “The Role of Power in Unlocking the European AI Revolution.” Article, October 24. <https://www.mckinsey.com/industries/electric-power-and-natural-gas/our-insights/the-role-of-power-in-unlocking-the-european-ai-revolution>.
- Moore, Frances C., Moritz A. Drupp, James Rising, Simon Dietz, Ivan Rudik, and Gernot Wagner. 2024. “Synthesis of Evidence Yields High Social Cost of Carbon Due to Structural Model Variation and Uncertainties.” NBER Working Paper 32544, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Organization of the Petroleum Exporting Countries (OPEC). 2024. *World Oil Outlook 2050*. Vienna: OPEC. [https://www.opec.org/opec\\_web/en/publications/340.htm](https://www.opec.org/opec_web/en/publications/340.htm).
- Pellegrino, Bruno, and Geoffrey Zheng. 2024. “Quantifying the Impact of Red Tape on Investment: A Survey Data Approach.” *Journal of Financial Economics* 152: 103763.
- Rotunno, Lorenzo, and Michele Ruta. Forthcoming. “Trade Partners’ Responses to US Tariffs.” IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Schulze, Tatjana, and Weining Xin. Forthcoming. “Demystifying Trade Patterns in a Fragmenting World.” IMF Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Stern, Nicholas, and Mattia Romani. 2025. “What Is AI’s Role in the Climate Transition and How Can It Drive Growth?” Opinion, World Economic Forum, January 16. <https://www.weforum.org/stories/2025/01/artificial-intelligence-climate-transition-drive-growth/>.



*À mesure que la population mondiale vieillit, tous les pays se heurtent à de grandes transformations démographiques aux conséquences profondes. Le présent chapitre analyse l'essor de la « silver économie » ou économie des séniors, en se centrant sur trois domaines essentiels : l'ampleur du bien-vieillir et ses conséquences pour le marché du travail, les retombées économiques plus générales des changements démographiques et la mise en œuvre de politiques ciblées pour atténuer les effets négatifs du vieillissement. Il ressort de l'analyse que, si le vieillissement démographique pose des problèmes tels qu'un ralentissement de la croissance ou un durcissement des tensions budgétaires, les tendances à un vieillissement en meilleure santé offrent les atouts d'une plus grande participation à la population active, d'un prolongement de la vie active et d'un renforcement de la productivité. Le chapitre souligne l'importance des politiques visant à promouvoir le bien-vieillir, à augmenter la participation à la population active chez les personnes plus âgées et à combler les écarts entre genres au sein de la population active. En élaborant des stratégies fondées sur ces politiques, les pays peuvent mettre en valeur le potentiel de l'économie des séniors et, partant, doper la croissance et reconstituer les marges de manœuvre budgétaires dans une conjoncture démographique défavorable.*

## Introduction

Les transformations démographiques sans précédent que le monde devrait connaître durant ce siècle placent les pays devant des défis grandissants. La croissance démographique mondiale ralentira d'un taux annuel de 1,1 % avant la pandémie de COVID-19 à un taux pratiquement nul en 2080–2100 (graphique 2.1). Le déclin en cours de la fécondité et une longévité grandissante devraient profondément modifier la pyramide des âges dans les différents pays, et l'âge moyen de la population mondiale devrait s'accroître de 11 ans entre 2020 et la fin du siècle. Ce sont là les facteurs qui impulsent la silver

Le présent chapitre a été rédigé par Bertrand Gruss (coauteur principal), Eric Huang, Andresa Lagerborg, Diaa Noureldin (coauteur principal) et Galip Kemal Ozhan, avec l'appui de Pedro de Barros Gagliardi et Ziyang Han. Adrien Auclert, Hannes Malmberg et Matthew Rognlie ont apporté leur concours en qualité de consultants externes. Le chapitre a bénéficié des commentaires d'Andrew Scott et des réviseurs et participants au séminaire interne.

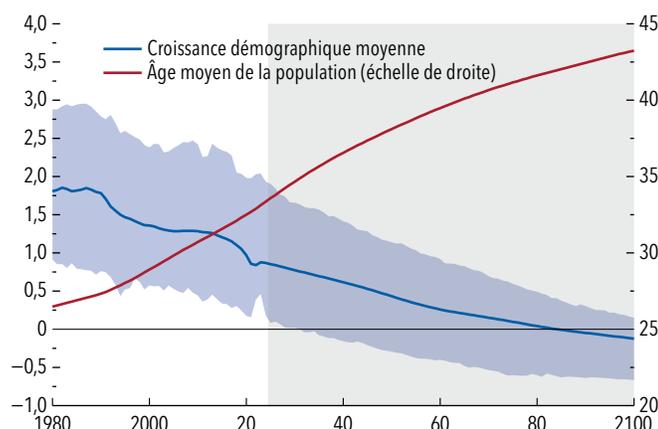
économie, car la part de la population d'au moins 65 ans connaît une progression rapide sur l'ensemble de la planète, et les conséquences sont profondes sur les plans économique et social.

Le vieillissement démographique est souvent jugé défavorable pour les perspectives de croissance économique et de finances publiques. La chute de la part des individus en âge de travailler peut peser sur l'offre de main-d'œuvre et sur la croissance de la production (Gagnon, Johannsen et López-Salido, 2021 ; Maestas, Mullen et Powell, 2023). Un ralentissement de la croissance démographique peut en outre brider la créativité et l'innovation et, partant, freiner la croissance de la productivité (Aksoy *et al.*, 2019 ; Jones, 2022). Une augmentation du ratio de dépendance, autrement dit, moins d'actifs pour plus de retraités, peut mettre à mal les systèmes de retraite et gonfler les dépenses de santé (Lee, 2016).

Toutefois, non seulement les gens vivent plus longtemps, mais ils le font généralement en meilleure santé (Scott, 2021, 2023 ; Kotschy et Bloom, 2023). À l'échelle mondiale, l'espérance de vie a gagné environ 4½ années durant les deux dernières décennies. Qui plus est, l'espérance de vie en bonne santé a progressé à un rythme similaire, cette longévité accrue se produisant globalement sans maladies chroniques. De récentes études ont mis en évidence les nettes améliorations des capacités physiques et cognitives des plus de 50 ans dans certains pays avancés, certes avec une hétérogénéité notable entre groupes socioéconomiques (Freedman *et al.*, 2013 ; Abeliansky et Strulik, 2019 ; Old et Scott, 2023). Autrement dit, vieillir en meilleure santé pourrait continuer à accroître l'offre de main-d'œuvre en prolongeant la vie active et en renforçant la productivité des travailleurs plus âgés, ce qui présente la montée de l'économie des séniors sous un jour plus favorable.

Dans ce contexte, le chapitre vise plusieurs objectifs interdépendants : 1) évaluer dans quelle mesure les cohortes vieillissent en meilleure santé et appréhender l'impact sur le marché du travail, 2) évaluer l'effet des mutations démographiques et des tendances du bien-vieillir sur l'économie mondiale, et 3) examiner en quoi des politiques ciblées peuvent contribuer à atténuer les retombées négatives du vieillissement démographique.

**Graphique 2.1. Vieillesse de la population mondiale**  
(En pourcentage, échelle de gauche ; années, échelle de droite)



Sources : *Perspectives de la population mondiale* des Nations Unies ; calculs des services du FMI.

Note : La zone ombrée en bleu représente l'étendue interquartile de la croissance démographique de tous les pays.

Pour atteindre ces objectifs, le chapitre s'efforce de répondre aux questions suivantes :

- *Transition démographique mondiale.* Comment les tendances démographiques ont-elles évolué à l'échelle mondiale ? Quel est le rythme du vieillissement dans les différents pays et présente-t-il des disparités ?
- *Bien-vieillir.* Les faits démontrent-ils que les cohortes nées plus récemment sont en meilleure santé que les cohortes précédentes au même âge ? En quoi les tendances du bien-vieillir varient-elles d'un pays à l'autre ou d'un groupe socioéconomique à l'autre ? Le bien-vieillir a-t-il accru l'attachement au marché du travail et la productivité des travailleurs plus âgés ?
- *Conséquences économiques du vieillissement de la population mondiale.* Quelles sont les conséquences probables du vieillissement pour la croissance, les taux d'intérêt, les finances publiques et les soldes extérieurs ? Compte tenu des tendances démographiques diverses, en quoi ces conséquences varient-elles d'un pays à l'autre ? Dans quelle mesure des vies actives plus longues et plus productives, grâce au bien-vieillir, compensent-elles la problématique économique et budgétaire du vieillissement démographique ?
- *Rôle des politiques.* Comment les politiques peuvent-elles contribuer à impulser la croissance et atténuer les conséquences économiques néfastes des transitions démographiques ?

Afin de répondre à ces questions, le chapitre s'appuie d'abord sur les données issues de microenquêtes auprès

d'environ 1 million de personnes de 29 pays avancés et 12 pays émergents sur la période 2000–22 pour définir l'ampleur des tendances du bien-vieillir et leur lien avec l'évolution du marché du travail. Il utilise ensuite un modèle d'équilibre général à générations imbriquées couvrant 69 pays représentant environ les deux tiers de la production et de la population mondiale, afin d'évaluer les répercussions économiques du vieillissement de la population mondiale jusqu'à la fin du siècle. Une fois établies des projections de base fondées sur les politiques actuelles, le modèle évalue ensuite l'impact potentiel de politiques ciblées propices à la croissance visant à amortir les conséquences du vieillissement pour la croissance et la situation budgétaire.

Les principales conclusions du chapitre sont les suivantes :

- *Dans le monde entier les pays vieillissent rapidement en raison de la baisse de la fécondité et de l'allongement de l'espérance de vie. Le rythme varie considérablement d'une région à l'autre.* Le vieillissement ne se limite plus aux pays avancés ; il s'accélère dans beaucoup de pays émergents et pays à revenu intermédiaire. Par ailleurs, la fenêtre d'opportunité pour tirer parti des dividendes démographiques dans les pays à faible revenu plus jeunes se ferme progressivement.
- *Dans beaucoup de pays, les gens vivent non seulement plus longtemps, mais ils le font en meilleure santé, d'où une vie active plus longue et plus productive.* À la longévité s'ajoute l'amélioration de la capacité fonctionnelle des séniors. Les cohortes plus récentes de personnes âgées sont physiquement plus fortes et cognitivement plus performantes que les cohortes précédentes au même âge. Concrètement, en termes de capacités cognitives, « les septuagénaires d'aujourd'hui sont les quinquagénaires d'hier ». En effet, il ressort des données d'un échantillon de 41 pays avancés et pays émergents qu'en moyenne une personne de 70 ans en 2022 avait les mêmes capacités cognitives qu'une personne de 53 ans en 2000. Sur une décennie, ce rythme d'amélioration des capacités cognitives est lié à une augmentation d'environ 20 points de pourcentage de la probabilité de rester présent sur le marché du travail, soit en travaillant ou en recherchant activement un emploi, et à une augmentation d'environ 6 heures de la semaine ouvrée moyenne et une progression de 30 % des revenus du travail, sous réserve d'être employé.
- *Bien que le vieillissement en bonne santé compense en partie les retombées négatives de la transformation démographique, la croissance de la production mondiale accusera un ralentissement notable d'ici la fin du XXI<sup>e</sup> siècle, et beaucoup de pays devront redoubler d'efforts pour*

- stabiliser les ratios dette publique/PIB.* Les augmentations de l'offre de main-d'œuvre et les améliorations du capital humain des séniors en bonne santé devraient apporter environ 0,4 point de pourcentage chaque année à la croissance mondiale du PIB sur la période 2025–50. Malgré cette impulsion, si les politiques actuelles se maintiennent, la croissance moyenne de la production mondiale devrait reculer de 1,1 point durant la même période, par rapport à la moyenne de 2016–18. Les tendances démographiques à elles seules devraient compter pour près des trois quarts de ce repli. Une croissance plus faible et une part grandissante de séniors ayant accumulé une épargne plus élevée dans les principaux pays devraient exercer une pression à la baisse sur les taux d'intérêt. Cela étant, pour la plupart des pays, le différentiel taux d'intérêt–croissance sera vraisemblablement plus défavorable que durant un passé récent, et beaucoup d'entre eux auront besoin de dégager un solde primaire supérieur à celui de 2016–18 pour stabiliser les ratios d'endettement à partir de 2030. L'hétérogénéité des tendances démographiques exercera aussi probablement des tensions qui creuseront les positions extérieures à l'échelle mondiale jusqu'à la fin du siècle.
- *Une démarche axée sur plusieurs fronts peut accroître l'offre de main-d'œuvre, dynamiser la croissance et atténuer les tensions budgétaires sur fond de vieillissement de la population mondiale.* Les politiques d'accompagnement tout au long de la vie pour promouvoir le capital humain des travailleurs plus âgés (à savoir entre 50 ans et l'âge de la retraite), y compris les initiatives de prévention et promotion de la santé, peuvent fortement contrer l'effet du vieillissement démographique sur la croissance. En outre, augmenter la participation à la population active chez les plus de 65 ans, en relevant progressivement l'âge effectif de départ à la retraite vu l'allongement de l'espérance de vie, et combler les écarts de genre là où ils demeurent considérables auront pour effet d'impulser vigoureusement la croissance dans de nombreux pays. Un ensemble de politiques d'offre de main-d'œuvre pourrait doper la croissance de la production annuelle mondiale d'environ 0,6 point de pourcentage durant les 25 prochaines années, ce qui permettrait de compenser près de trois quarts du frein démographique durant cette période. Les dividendes budgétaires des politiques propices à la croissance permettraient aux pays de reconstituer leurs marges de manœuvre et dégager un espace pour les dépenses essentielles. Un accès plus vaste aux marchés financiers internationaux à la faveur de réformes du

crédit et des marchés de capitaux ainsi qu'un renforcement des institutions et de la gouvernance permettraient aux pays à faible revenu plus jeunes de recueillir les dividendes démographiques avant que ne se referme la fenêtre d'opportunité, et de compenser les pertes potentielles imputables aux flux d'émigration vers les pays plus âgés et manquant de main-d'œuvre.

Le chapitre examine les conséquences du vieillissement démographique pour la croissance, les taux d'intérêt, les soldes extérieurs et les finances publiques sans couvrir toutefois la totalité des aspects pertinents. Il fait notamment abstraction de l'évolution de la demande des consommateurs et des réaffectations entre secteurs issues du vieillissement, ainsi que des conséquences pour le secteur financier, le prix du logement et l'urbanisation. L'analyse ne traite pas non plus des ripostes technologiques endogènes au vieillissement, comme l'informatisation et l'intelligence artificielle (IA), qui pourraient atténuer certaines des retombées négatives sur la croissance.

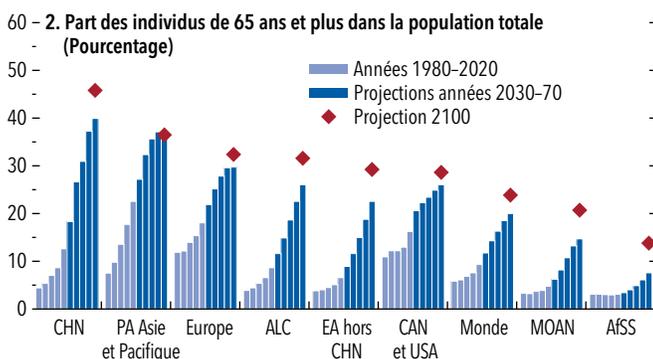
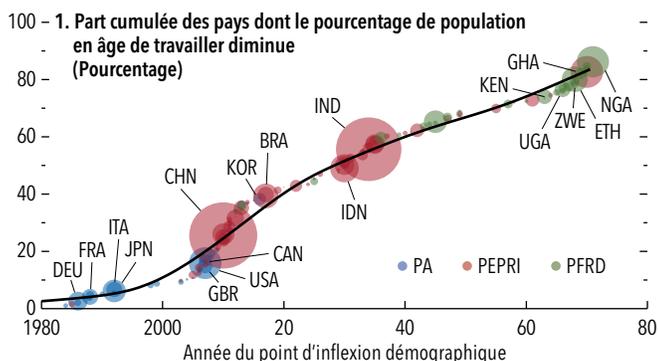
## Vieillessement à un rythme différencié

Les progrès médicaux, les politiques de santé publique et l'amélioration des niveaux de vie durant ces dernières décennies ont contribué à un net recul des taux de mortalité dans le monde entier. Cette baisse chez les personnes d'âge moyen et plus âgées a abouti à un rallongement considérable de l'espérance de vie et de la longévité. Ces tendances et la chute des taux de natalité entraînent une transformation profonde de la pyramide des âges dans les différents pays.

D'après les projections actuelles, les pays à travers le monde vont progressivement franchir leur « point d'inflexion démographique », à savoir l'année où la part de la population en âge de travailler commencera à décliner par rapport à la population totale, ce qui, en règle générale, marque une transition d'un dividende démographique à un frein démographique (Bloom, Canning et Sevilla, 2003). D'ici 2035, tous les pays avancés et les plus gros marchés émergents auront franchi ce seuil (graphique 2.2, page 1). D'ici 2070, la plupart des pays à faible revenu auront connu des transformations similaires.

Par ailleurs, une longévité accrue contribue à la montée en régime de la silver économie puisque la part de la population plus âgée devrait progresser rapidement (graphique 2.2, page 2). Bien que cette part augmente le plus dans les pays qui ont commencé à vieillir les premiers, notamment les plus grands pays avancés et pays émergents d'Europe et d'Asie, les pays latino-américains

## Graphique 2.2. Tendances démographiques mondiales



Sources : *Perspectives de la population mondiale* des Nations Unies ; calculs des services du FMI.

Note : Dans la plage 1, le point d'inflexion démographique marque l'année où la part de la population en âge de travailler (15-64 ans) culmine et commence à diminuer. La taille des bulles représente la part de la population du pays par rapport à la population mondiale l'année où il franchit le point d'inflexion. Dans la plage 2, les barres représentent la part de la population plus âgée (65 ans et plus) au sein de la population totale à la fin de la décennie respective. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). AfSS = Afrique subsaharienne ; ALC = Amérique latine et Caraïbes ; EA = pays émergents d'Asie ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PA = pays avancés ; PA Asie et Pacifique = pays avancés d'Asie et Pacifique ; PEPRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire ; PFRD = pays à faible revenu et pays en développement.

relativement plus jeunes ainsi que les pays les plus jeunes de la planète (Afrique et Moyen-Orient) verront également la part de leur population plus âgée augmenter.

Les pays avancés ne sont pas les seuls à craindre le vieillissement ; la tendance est universelle, et tous les pays de la planète devront en gérer les conséquences jusqu'à la fin du siècle. Du reste, la fenêtre d'opportunité qu'ont les pays à faible revenu pour profiter des dividendes démographiques se ferme progressivement.

## Bien-vieillir et conséquences pour les marchés du travail

Puisque la longévité est un facteur essentiel de transformation de la pyramide des âges, la grande question se

pose de savoir si les populations vieillissent en meilleure santé. Les données confirment-elles que les facultés fonctionnelles des seniors augmentent dans le temps ? Ces avancées sont-elles généralisées dans les différents pays ? Quels en sont les effets sur les marchés du travail ?

Pour répondre à ces questions, la section s'appuie sur des microdonnées tirées d'enquêtes auprès d'une population de 50 ans et plus réalisées sur la période 2000-22 dans 41 pays avancés et pays émergents (voir annexe 2.1 en ligne pour plus de détails)<sup>1</sup>. Les enquêtes contenaient des questions sur différentes dimensions de la santé physique, cognitive et mentale, sur l'incidence de 18 maladies chroniques (par exemple arthrite, problèmes cardiaques, diabète, cancer, troubles psychologiques) et sur les comportements liés à la santé (par exemple tabagisme, consommation d'alcool, activité physique, obésité). Parmi les *indicateurs de santé mesurés* figuraient des paramètres d'activité physique (force de préhension et fonction pulmonaire) et plusieurs indices de capacité cognitive (mémoire, orientation, fluence verbale et mathématiques de base). Les *indicateurs autodéclarés* couvraient l'état de santé général, divers aspects de fonctionnalité physique (facilité à réaliser des tâches quotidiennes, comme s'habiller ou se nourrir, et des activités courantes essentielles, comme gérer un budget ou faire des courses ; fréquence de la douleur ; et capacité auditive), et un indice composite du bien-être psychologique. Comme l'on pouvait s'y attendre, tous ces indicateurs de capacité fonctionnelle tendent à diminuer avec l'âge (graphique 2.2.2 de l'annexe en ligne), mais il importe de savoir si, pour un âge donné, ils se sont améliorés dans les cohortes successives.

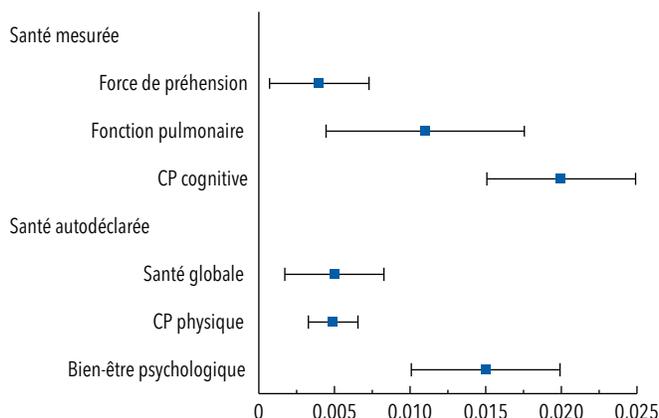
## Bien-vieillir sur fond d'hétérogénéité persistante

La santé des seniors s'est-elle améliorée au fil des générations en suivant la notion de bien-vieillir ? Les conclusions mettent en évidence un phénomène généralisé de vieillissement en bonne santé, à en juger par une série d'indicateurs physiques, cognitifs et mentaux qui révèlent une amélioration dans le temps lorsque l'on fait la part d'autres covariables (graphique 2.3). Les gains du bien-vieillir semblent être les plus marqués dans les fonctions cognitives. La tendance estimée pour la première composante principale des indicateurs cognitifs signale que, en moyenne et en neutralisant les particularités socioéconomiques (âge, genre, éducation et richesse) et les effets fixes pays, les capacités cognitives d'une personne de 70 ans en 2022 sont comparables à

<sup>1</sup>Toutes les annexes en ligne sont disponibles sur [www.imf.org/fr/Publications/WEO](http://www.imf.org/fr/Publications/WEO).

**Graphique 2.3. Tendances du bien-vieillir, 2000-22**

(Estimations de régression, coefficient de tendance)



Sources : Gateway to Global Aging Data ; sources nationales de microdonnées ; calculs des services du FMI.

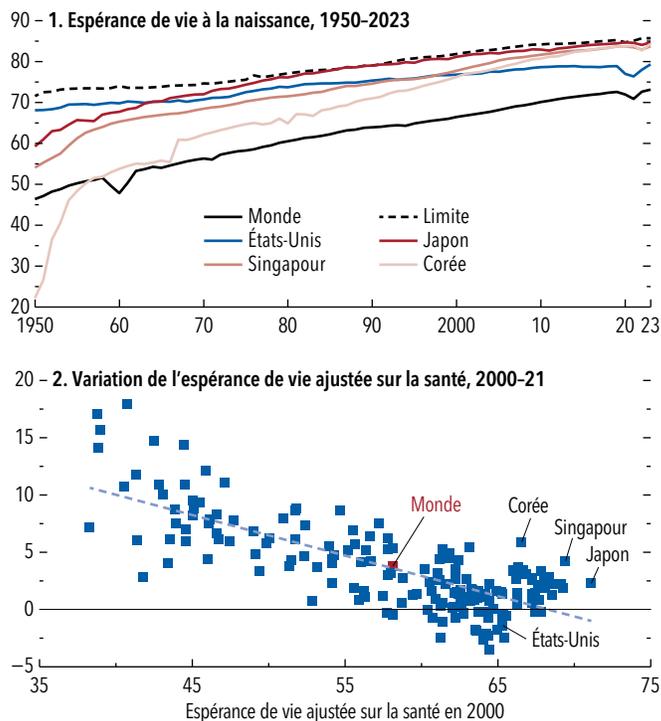
Note : Le graphique montre le coefficient des régressions des moindres carrés ordinaires des indicateurs de santé des individus ayant 50 ans et plus l'année de l'enquête, en faisant la part de l'âge, du genre, de l'éducation, du patrimoine des ménages et des effets fixes pays. Les carrés représentent des estimations ponctuelles, et les lignes horizontales, les intervalles de confiance à 90 %. CP = composante principale.

celles d'une personne de 53 ans en 2000. Cette tendance est également positive et statistiquement significative, encore qu'un peu plus faible, pour les autres indicateurs de santé et pour un indice de « fragilité » (comme celui utilisé par Abeliasky et Strulik, 2019 ; Abeliasky, Erel et Strulik, 2020 ; Old et Scott, 2023). En moyenne, la fragilité d'une personne de 70 ans en 2022 correspondait à celle d'une personne de 56 ans en 2000 (annexe 2.2 en ligne). Le fait que les améliorations dans les aptitudes cognitives aient été considérables et généralisées est particulièrement pertinent, car les données montrent qu'avec l'âge les individus tendent à travailler à des postes qui sont moins éprouvants physiquement (graphique 2.2.7 de l'annexe en ligne).

Ces tendances sont certes encourageantes, mais il importe également de savoir si ces gains de bien-vieillir sont généralisés dans les différents pays et couches socio-économiques. Une simple observation des espérances de vie à l'échelle internationale signale effectivement une certaine convergence de la longévité. Premièrement, l'espérance de vie moyenne dans les différents pays s'est progressivement rapprochée de la limite d'espérance de vie (graphique 2.4, page 1 ; à noter que les chutes qui apparaissent durant les années 1960 et 2020 sont imputables à des pandémies mondiales). Par exemple, la Corée, le Japon et Singapour — qui aujourd'hui figurent parmi les pays les plus longévifs — présentaient des espérances de vie fort différentes durant les années 50.

**Graphique 2.4. Espérance de vie et convergence internationale**

(Années)



Sources : Perspectives de la population mondiale des Nations Unies ; Organisation mondiale de la Santé ; calculs des services du FMI.

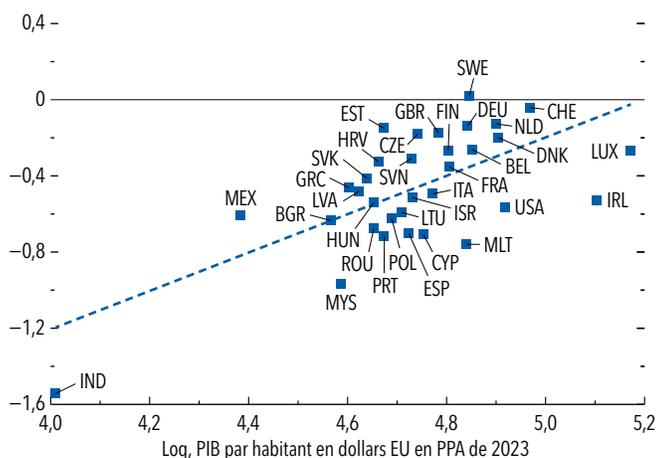
Note : La moyenne mondiale est pondérée en fonction de la population, à partir de 183 pays. « Limite » = espérance de vie maximale entre les différents pays.

Deuxièmement, les pays qui présentaient les espérances de vie ajustées sur la santé — à savoir le nombre moyen d'années durant lesquelles une personne peut espérer vivre en bonne santé — plus faibles au début du XXI<sup>e</sup> siècle ont connu, en moyenne, des améliorations plus rapides que les autres pays durant les deux dernières décennies (graphique 2.4, page 2).

Toutefois, les données issues des enquêtes révèlent d'importantes différences entre pays dans les capacités fonctionnelles des séniors. S'agissant des indicateurs cognitifs, l'analyse montre que, si la santé cognitive présente une relation positive avec le PIB par habitant, il existe de fortes variations entre pays (graphique 2.5). Parmi les pays nordiques, par exemple, la Suède affiche un score de santé cognitive supérieur à celui du Danemark et de la Finlande. Par ailleurs, bien que leur PIB par habitant soit comparable et que leurs dépenses de santé soient plus élevées, les États-Unis sont systématiquement à la traîne des pays nordiques sur les indicateurs de santé mesurés. Enfin, les scores de santé cognitive des

### Graphique 2.5. Capacité cognitive

(Estimations de régression, score de santé cognitive, effets fixes pays)



Sources : Gateway to Global Aging Data ; sources nationales de microdonnées ; calculs des services du FMI.  
 Note : L'axe des ordonnées montre les effets fixes pays des régressions des moindres carrés ordinaires du score de santé cognitive des individus d'au moins 50 ans l'année de l'enquête, en faisant la part de l'âge, du genre et du patrimoine des ménages. Le score de santé cognitive est la première composante principale des indicateurs cognitifs, normalisé à une moyenne 0 et un écart type 1. La période d'échantillon des régressions couvre 2000-22. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). EU = États-Unis ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

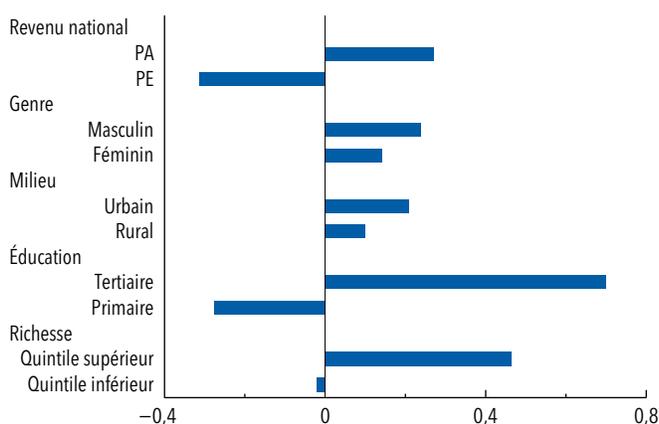
séniors dans les pays émergents sont inférieurs à ceux de leurs homologues des pays avancés une fois neutralisées leurs particularités socioéconomiques (graphique 2.6).

Au sein d'un même pays, les disparités de santé sont liées aux caractéristiques socioéconomiques. Les scores de santé moyens sont sensiblement inférieurs pour les habitants des régions rurales, les personnes qui n'ont pas dépassé l'enseignement primaire et les ménages dont le patrimoine est modeste (graphique 2.6). En outre, bien que les progrès plus rapides des pays émergents en matière de bien-vieillir (par rapport aux pays avancés) laissent entrevoir un « rattrapage » transnational, le rythme des améliorations en matière de santé sur d'autres dimensions a été similaire en dépit d'une grande disparité dans les conditions de départ (graphique 2.7). Il en ressort que les disparités socioéconomiques de santé liées au genre, à la géographie, à l'éducation et à la richesse persistent<sup>2</sup>. L'analyse révèle en outre que les

<sup>2</sup>Dans le même ordre d'idées, Old et Scott (2023) constatent que la fragilité a diminué dans le temps au Royaume-Uni, encore qu'à des rythmes différents selon les couches socioéconomiques, les baisses les plus fortes ayant été enregistrées chez les plus riches. Abeliansky et Strulik (2019) montrent que les déficits de santé ont diminué dans le temps dans un échantillon de pays européens, mais les inégalités en matière de santé ont persisté. Abeliansky, Erel et Strulik (2020) constatent que la tendance temporelle des améliorations de santé aux

### Graphique 2.6. Inégalités de santé cognitive

(Score de santé cognitive, moyenne)



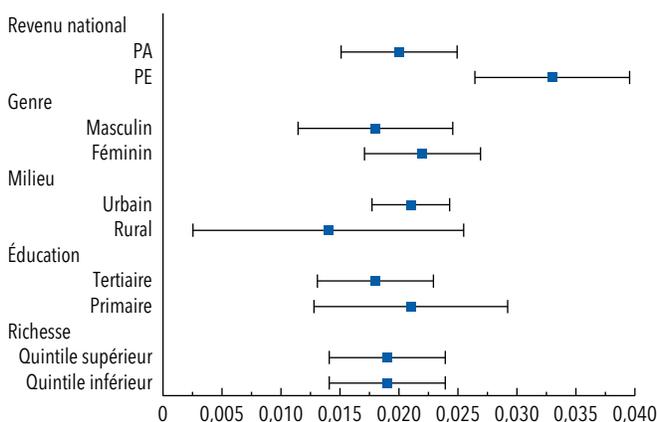
Sources : Gateway to Global Aging Data ; sources nationales de microdonnées ; calculs des services du FMI.  
 Note : Le graphique montre les scores moyens de santé cognitive chez les individus d'au moins 50 ans par groupe socioéconomique. Le score de santé cognitive est la première composante principale des indicateurs cognitifs, normalisé à une moyenne 0 et un écart type 1. Les tests T révèlent que les différences de moyenne sont statistiquement significatives pour toutes les catégories socioéconomiques. PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

facteurs de comportement, tels que l'activité physique, l'indice de masse corporelle et le tabagisme, sont d'importants déterminants de la capacité fonctionnelle des séniors, une fois neutralisés l'âge et les caractéristiques socioéconomiques (annexe 2.2 en ligne).

En résumé, bien que les données révèlent une convergence transnationale, il subsiste des disparités notables dans les capacités physiques et cognitives des personnes âgées, aussi bien au sein d'un même pays qu'entre pays. L'amélioration de la qualité des soins de santé et l'expansion de l'accès aux soins, notamment pour la santé préventive ou pour les groupes défavorisés, et les incitations en faveur d'un mode de vie sain peuvent contribuer à réduire ces écarts de bien-vieillir. L'allongement remarquable de l'espérance de vie à Singapour, qui est passée, au tableau mondial, de la 90<sup>e</sup> position en 1950 à la première position en 2018, met en évidence l'éventail de politiques qui peuvent donner des résultats, y compris les subventions aux aliments plus sains, la réglementation du contenu en sucre des boissons, la construction généralisée de gymnases publics, l'adoption de taxes de saturation routière et les subventions au logement à proximité du reste de la famille pour promouvoir les liens entre générations (Buettner, 2012).

États-Unis est similaire dans les différentes régions, ainsi que pour les hommes et les femmes, mais sensiblement inférieure pour les Américains de descendance africaine que pour leurs compatriotes de descendance européenne.

**Graphique 2.7. Hétérogénéité des tendances de santé cognitive**  
(Estimations de régressions, coefficient de tendance)



Sources : Gateway to Global Aging Data ; sources nationales de microdonnées ; calculs des services du FMI.

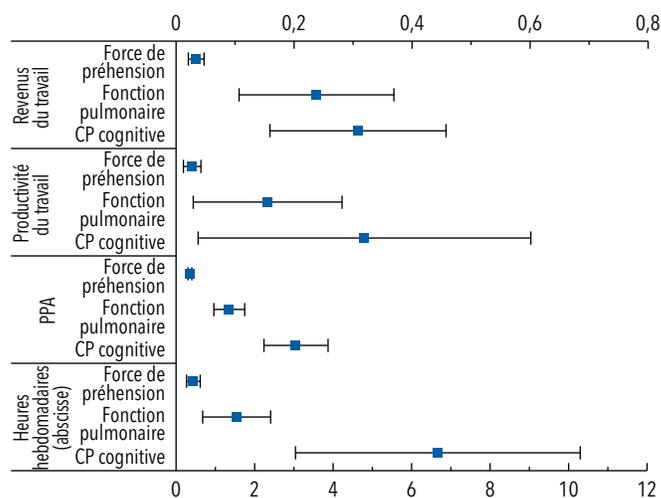
Note : Le graphique montre les estimations des régressions des moindres carrés ordinaires du score de santé cognitive des individus ayant au moins 50 ans l'année de l'enquête, par groupe socioéconomique, en faisant la part de l'âge, du genre, de l'éducation, du patrimoine et des effets fixes pays. Les carrés représentent des estimations ponctuelles, et les lignes horizontales, les intervalles de confiance à 90 %. Le score de santé cognitive est la première composante principale des indicateurs cognitifs, normalisé à une moyenne 0 et un écart type 1. PA = pays avancés ; PE = pays émergents.

### Conséquences du bien-vieillir pour le marché du travail

Les gains du bien-vieillir vont-ils de pair avec une amélioration du marché du travail des séniors ? Pour éclairer cette question, l'analyse se penche sur le lien entre les indicateurs de capacité fonctionnelle des travailleurs plus âgés et les paramètres d'offre de main-d'œuvre et de revenus du travail.

Une simple analyse de régression révèle que plus les scores des indicateurs de santé sont élevés, plus les revenus et la productivité du travail le sont également (les salaires horaires étant utilisés comme approximation). À cela s'ajoute une évolution positive de l'emploi aussi bien à la marge extensive (participation à la population active) qu'à la marge intensive (heures ouvrées) ; voir tableau 2.2.3 de l'annexe en ligne. Cela étant, ces liens n'obéissent pas nécessairement à une relation de causalité. Certaines études avancent que le report de l'âge de départ à la retraite agit de façon négative sur les résultats en matière de santé, notamment dans les emplois à statut inférieur (Barskett *et al.*, 2022 ; Abeliasky et Strulik, 2023), auquel cas les corrélations estimées devraient être interprétées comme bornes inférieures. D'autres travaux concluent que travailler plus longtemps profite à la plupart des individus, mais peut nuire à certains, notamment ceux dont les emplois sont de faible qualité (Calvo, 2006). Enfin, il pourrait y avoir des

**Graphique 2.8. Effet du bien-vieillir sur les résultats du marché du travail**  
(Coefficients de régression)



Sources : Gateway to Global Aging Data ; sources nationales de microdonnées ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre les estimations de régressions des moindres carrés en deux étapes des résultats du marché du travail chez les individus d'au moins 50 ans à partir des indicateurs de santé (un à la fois, instrumentés par les maladies chroniques), en faisant la part de l'âge, du genre, de l'éducation, du patrimoine et des effets fixes pays. Les carrés représentent des estimations ponctuelles, et les lignes horizontales, les intervalles de confiance à 90 %. Les coefficients sont remis à l'échelle pour faire apparaître l'impact estimé du « bien-vieillir » (tendances de santé) sur dix ans. CP = composante principale ; PPA = participation à la population active.

facteurs liés à la santé et au marché du travail non observés susceptibles de biaiser la relation entre les deux.

Pour tenter de dissiper ces doutes, la présente analyse suit une démarche à variables instrumentales qui exploite les chocs de santé exogènes, calculés par approximation à partir de la survenue de maladies chroniques<sup>3</sup>. Puisque le tabagisme, une nutrition déficiente, l'inactivité physique et l'excès de consommation d'alcool sont d'importants facteurs de risque pour la plupart des maladies chroniques (Hacker, 2024), la régression utilisée pour l'analyse fait la part de ces comportements. Les estimations restent statistiquement significatives et sont quantitativement plus importantes que les simples corrélations (graphique 2.8). S'agissant de l'ordre de grandeur économique, les résultats

<sup>3</sup>La stratégie d'identification repose sur l'hypothèse qu'au moins certaines maladies chroniques — celles que les particularités socioéconomiques et les comportements de santé ne parviennent pas à expliquer — se produisent de manière aléatoire. En suivant d'autres approches pour appréhender les chocs de santé, de précédentes études ont démontré que les changements soudains de santé peuvent pousser les travailleurs plus âgés à réduire leur offre de main-d'œuvre ou à partir à la retraite (Bound *et al.*, 1999 ; Riphahn, 1999 ; Disney, Emmerson et Wakefield, 2006) et les plus jeunes à devenir inactifs (García-Gómez et López-Nicolás, 2006 ; García-Gómez, Jones et Rice, 2010), et que les effets sur l'emploi peuvent persister durant de nombreuses années (García-Gómez *et al.*, 2013).

supposent que les gains moyens de santé cognitive observés chez les séniors sur une décennie sont liés à des progrès des revenus et de la productivité du travail d'environ 30 %, à une augmentation de la probabilité de participer à la population active d'environ 20 points de pourcentage, et à un accroissement des heures hebdomadaires ouvrées de quelque 6 heures. En outre, une meilleure santé est également liée à un départ à la retraite plus tardif, à un plus grand nombre de semaines ouvrées par année et à un moindre risque de chômage. Des relations qualitativement similaires valent également pour d'autres indicateurs de santé (tableau 2.2.4 de l'annexe en ligne)<sup>4</sup>.

Bien que les gains du bien-vieillir soient comparables entre groupes d'âge, l'impact sur le marché du travail d'une amélioration de santé donnée varie en fonction de l'âge. Par exemple, l'impact d'une meilleure santé sur la participation à la population active des cinquantenaires est sensiblement plus élevé que pour les sexagénaires et septuagénaires (graphique 2.2.6 de l'annexe en ligne). Cela laisse supposer que, si la capacité fonctionnelle des séniors s'améliore, d'autres facteurs (tels que l'obsolescence des aptitudes, les incitations à partir à la retraite et la discrimination d'âge) peuvent tout de même limiter leur attachement au marché du travail (Neumark, Burn et Button, 2019 ; D'Albis, 2023). Cependant, les données montrent que les emplois actuels sont généralement de plus en plus adaptés aux personnes âgées (Acemoglu, Mühlbach et Scott, 2022), ce qui, d'une certaine manière, présente l'âge sous un jour positif. En outre, il ressort des données au niveau des professions que les travailleurs plus âgés ayant une formation universitaire sont relativement mieux à même de profiter du potentiel de l'IA comme moteur de productivité, car elle complète leurs fonctions et leurs aptitudes (encadré 2.3).

Globalement, ces conclusions portent à croire que le bien-vieillir peut accroître l'offre effective de main-d'œuvre des séniors grâce à une augmentation de la participation à la population active, de la probabilité d'emploi, du nombre d'heures ouvrées et de la productivité. Pour évaluer en quoi un vieillissement en bonne santé peut atténuer les effets économiques du vieillissement démographique, la section suivante intègre ces éléments dans une analyse d'équilibre général.

<sup>4</sup>Des résultats qualitativement similaires sont obtenus lorsque l'on applique une méthode de pondération de probabilité inverse élargie, où les cas de maladie chronique qui sont moins prévisibles (autrement dit, plus aléatoires) — compte tenu des particularités socioéconomiques et des comportements de santé — reçoivent une pondération plus élevée, et lorsque l'on utilise le paramètre de santé composite de fragilité qui calcule une moyenne de plusieurs indicateurs mesurés ou signalés par les personnes interrogées (annexe 2.2 en ligne).

## Retombées économiques du vieillissement de la population mondiale

L'impact économique des transformations démographiques se décline sous diverses formes. Premièrement, les variations de la fécondité, de la mortalité et des migrations agissent à la fois sur la croissance démographique et sur la pyramide des âges. Compte tenu du cycle de vie type — naissance, scolarisation, travail et retraite —, les seuils d'âge chronologique qui définissent l'activité économique et la retraite par rapport à l'espérance de vie jouent un rôle crucial. Une augmentation du pourcentage de la population en âge de travailler (les 15 à 64 ans) dynamise l'offre de main-d'œuvre et la croissance économique, tandis qu'une montée du taux de dépendance (nombre de personnes d'au moins 65 ans par rapport à la population en âge de travailler) pèse sur la croissance et obère les finances publiques en raison d'une augmentation des dépenses consacrées aux pensions de retraite, à la santé et aux soins de longue durée. Ces tensions s'accroissent à mesure que la vie se prolonge au-delà de l'âge de la retraite<sup>5</sup>.

Deuxièmement, les espérances de vie active par rapport aux départs à la retraite agissent sur le comportement en matière d'épargne. Si l'espérance de vie s'accroît tandis que l'âge effectif de la retraite demeure inchangé, les individus tendent à épargner davantage pour lisser la consommation sur leur durée de vie, d'où un gonflement de l'épargne agrégée. Qui plus est, si au sein du même pays les profils de richesse et de revenus du travail par âge restent fixes, une part grandissante de séniors entraîne une augmentation de la richesse totale. Par ailleurs, une compression de la population active augmente le capital par travailleur, d'où une réduction des besoins d'investissement. Ces dynamiques se combinent et, au final, tendent à pousser à la baisse les taux d'intérêt (Gagnon, Johannsen et López-Salido, 2021 ; *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2023, chapitre 2)<sup>6</sup>. Le rythme inégal de ces tendances dans les différents pays en raison

<sup>5</sup>L'analyse qui suit se centre sur l'âge effectif (par opposition à l'âge légal) de départ à la retraite, lequel a de profondes répercussions macroéconomiques. Parmi les pays avancés, l'âge effectif médian de départ à la retraite est environ 2,5 années inférieur à l'âge légal, mais il varie considérablement dans le temps et dans l'espace, ce qui s'explique sans doute par les ajustements de l'âge légal, la générosité des pensions et les différences d'état de santé entre travailleurs plus âgés.

<sup>6</sup>Le présent chapitre se centre sur les tensions que subissent les taux d'intérêt en raison des variations de la pyramide des âges des différents pays et de leurs effets sur l'offre d'épargne et sur la demande d'investissement. Cependant, l'orientation future des taux d'intérêt est également tributaire d'autres facteurs qui agissent sur la demande d'investissement, tels que les tendances futures de productivité et les dépenses publiques pour gérer les problématiques urgentes, telles que le changement climatique ou la sécurité nationale.

du vieillissement définira dans une grande mesure les contours des positions d'avoirs extérieurs nets (Auclert *et al.*, 2024). Les effets d'équilibre général du vieillissement sur la croissance et les taux d'intérêt auront à leur tour de profondes répercussions sur les finances publiques.

Troisièmement, au-delà de l'âge chronologique, le vieillissement physiologique agit également sur les décisions de l'individu en matière d'offre de main-d'œuvre et de retraite. Dans le droit fil des conclusions de la section précédente, il ressort des études que le fonctionnement physiologique est un prédicteur important de la participation à la population active et de la productivité, quel que soit l'âge chronologique (Kotschy, Bloom et Scott, 2024). Un vieillissement dans de meilleures conditions peut donc influencer sur les décisions en matière d'éducation, de travail et d'épargne, et donc avoir de vastes conséquences pour l'offre agrégée de main-d'œuvre, les taux d'intérêt et la croissance économique.

Enfin, le vieillissement asynchrone entre pays ouvre des possibilités de gains d'efficience liés à la réaffectation transfrontière des facteurs de production. Des flux de capitaux peuvent s'orienter des pays plus âgés et à épargne élevée vers les pays plus jeunes manquant de capitaux et ainsi agir sur les soldes extérieurs (Gourinchas et Rey, 2014 ; Auclert *et al.*, 2024). De même, la main-d'œuvre peut progressivement migrer des pays plus jeunes où elle est abondante vers les pays plus âgés qui en manquent.

## Le modèle

Le présent chapitre s'appuie sur une extension du modèle mondial à générations imbriquées d'Auclert *et al.* (2024) afin d'évaluer les conséquences pour l'équilibre général des forces démographiques à l'œuvre aux plans national et mondial (voir annexe 2.3 en ligne pour plus de détails).

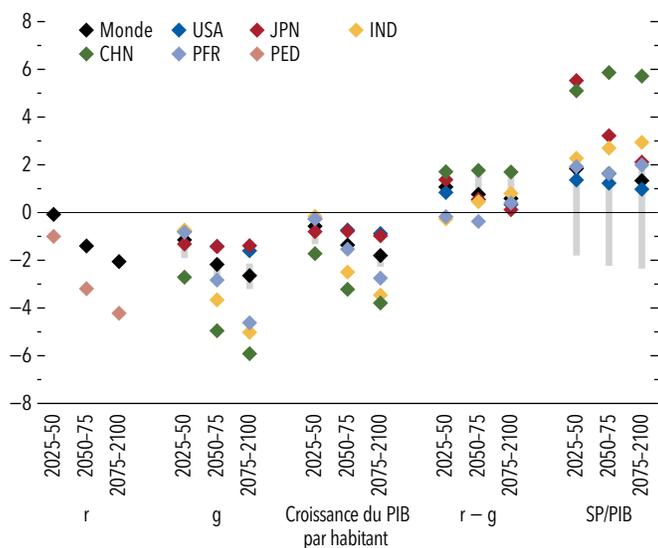
- **Pays couverts.** Le modèle englobe 21 pays avancés, 4 pays émergents (dont la Chine et l'Inde, qui ensemble représentent près de 50 % du PIB des pays émergents) et un bloc comprenant 44 pays à faible revenu (PFR) qui devraient franchir leur point d'inflexion démographique après 2040 (ci-après *bloc PFR*). Globalement, le modèle couvre environ les deux tiers de la population et de l'économie mondiales.
- **Bien-vieillir.** Les profils de productivité par âge propres à chaque pays varient dans le temps pour tenir compte de l'impact du bien-vieillir sur l'offre effective de main-d'œuvre (calculée par approximation à partir des revenus du travail et reflétant les effets sur la productivité et le nombre d'heures ouvrées) décrit

dans la section précédente. Même si les politiques d'accompagnement du bien-vieillir restent inchangées, les améliorations observées sur la période 2000–22 persisteront vraisemblablement pendant un certain temps à mesure que les travailleurs qui ont bénéficié de ces politiques durant leur jeunesse vieilliront. C'est ainsi que le scénario de base part de l'hypothèse que l'amélioration de la capacité fonctionnelle des travailleurs d'au moins 50 ans se maintiendra durant les trois décennies à venir, certes avec une intensité décroissante.

- **Productivité.** Hormis l'effet du vieillissement en bonne santé sur les profils de productivité par âge, dans le modèle, la productivité agrégée au niveau national est impulsée par trois forces calibrées à partir de données empiriques : la croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) à la frontière mondiale, la convergence vers la frontière de PTF et l'impact de la démographie sur la croissance de la PTF par les mécanismes d'innovation et d'esprit d'entreprise.
- **Marchés de capitaux mondiaux.** Le modèle suppose que l'intégration de la Chine, de l'Inde et du *bloc PFR* aux marchés de capitaux mondiaux est imparfaite. Il en résulte pour ces pays un écart entre taux d'intérêt nationaux et mondiaux qui devrait progressivement diminuer à mesure qu'ils entreprendront des réformes du crédit et des marchés de capitaux, continueront de renforcer la gouvernance et les institutions et s'intégreront davantage aux marchés financiers mondiaux<sup>7</sup>.
- **Politique budgétaire.** Les valeurs initiales de taux de retraite effective, impôts du travail, taux de remplacement de la retraite et autres dépenses publiques sont calibrés pour correspondre aux objectifs spécifiques à chaque pays dans les données. Dans le scénario de base, on suppose que l'âge effectif de départ à la retraite augmente d'un mois chaque année par rapport à 60 ans dans tous les pays (hormis l'Inde et le *bloc PFR*, où l'on estime qu'il restera inchangé). Les impôts du travail, les taux de remplacement et les autres dépenses publiques s'ajustent à chaque période, de sorte que les trajectoires de dette/PIB sont alignées sur les projections des *Perspectives de l'économie mondiale* jusqu'en 2029 et restent stables par la suite.

<sup>7</sup>Selon plusieurs études, l'écart de taux d'intérêt auquel doivent faire face les pays émergents et pays en développement peut être attribué à des facteurs tels qu'un taux de croissance plus élevé de la population active (Carvalho *et al.*, 2023), un plus faible degré d'intégration financière (Bielecki, Brzoza-Brzezina et Kolasa, 2020) et la segmentation du marché (Pellegrino, Spolaore et Wacziarg, 2024).

**Graphique 2.9. Projections de base : croissance, taux d'intérêt et soldes primaires**  
(Écart par rapport à la moyenne de 2016–18, points de pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les losanges indiquent la moyenne annuelle sur les périodes analysées. Les barres grises correspondent aux étendues interquartiles. Une valeur positive de SP/PIB signale que les pays auraient besoin durant la période analysée d'un solde primaire supérieur à celui enregistré, en moyenne, en 2016–18 pour stabiliser le ratio d'endettement au-delà de 2029. Les valeurs de « Monde » sont des moyennes des pays inclus dans le modèle, tandis que les valeurs de « PED » correspondent aux moyennes de la Chine, de l'Inde et du bloc PFR. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). g = taux de croissance du PIB ; PED = pays émergents et pays en développement ; PFR = bloc des pays à faible revenu ; r = taux d'intérêt ; SP = solde primaire.

## Conséquences du vieillissement avec les politiques actuelles

Avec les politiques actuelles, la croissance mondiale devrait reculer à mesure que le vieillissement de la population s'accélére, mais l'intensité de ce tassement varie considérablement d'un pays à l'autre (graphique 2.9). La croissance mondiale annuelle moyenne sur la période 2025–50 devrait être inférieure de 1,1 point de pourcentage à la moyenne de 2016–18. L'écart s'élève à 2 points si l'on considère la moyenne sur la période 2025–2100. Les pays avancés dont la population est relativement plus âgée (comme le Japon) verront leur économie se contracter. D'autres pays avancés qui devraient éviter une baisse de leur population en âge de travailler, selon les hypothèses de fécondité et de migration du scénario de base (comme le Canada et les États-Unis), continueront de croître, mais à un rythme plus lent dans le temps.

Dans le groupe des pays émergents et pays en développement, la Chine accusera un ralentissement très net de la croissance du PIB sur la période 2025–50 — un repli

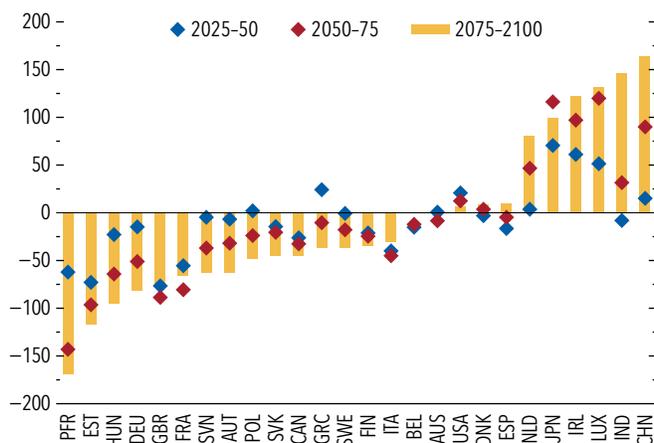
de 2,7 points de pourcentage par rapport à la moyenne de 2016–18 — imputable à une démographie extrêmement défavorable et au fait que la période de rattrapage rapide vers la frontière de productivité touchera à sa fin. L'Inde, dont les perspectives démographiques à court terme sont relativement favorables, devrait enregistrer un recul plus modeste de la croissance, en 2025–50 (d'environ 0,7 point de pourcentage), mais le déclin s'accroîtra sur la période 2050–2100, une fois que le pays franchira le point d'inflexion démographique. Les pays à faible revenu, eux aussi, devraient connaître un ralentissement plus marqué de la croissance durant la deuxième moitié du siècle, une fois que les dividendes démographiques se transformeront en frein.

Le tassement projeté est généralement plus modeste sous l'angle de la production par habitant, mais il concernera la plupart des pays. En moyenne pour le monde, et par rapport à 2016–18, la croissance de la production par habitant sera près de 0,6 point de pourcentage inférieure en 2025–50 et sera de 1,8 point vers la fin du siècle.

Des perspectives de croissance plus faibles et une augmentation de la part des populations plus âgées devraient avoir pour effet conjugué de réduire les besoins d'investissements supplémentaires et d'augmenter l'épargne agrégée souhaitable, d'où une tension à la baisse sur les taux d'intérêt<sup>8</sup>. Cependant, le différentiel taux d'intérêt–croissance ( $r - g$ ) projeté pour les 25 prochaines années est supérieur à la moyenne de 2016–18 pour tous les pays excepté l'Inde et le bloc PFR, ce qui signifie que, toutes autres choses étant égales par ailleurs, il faudrait un solde primaire supérieur pour stabiliser les ratios d'endettement. Le  $r - g$  moyen à l'échelle mondiale devrait être supérieur de 1 point de pourcentage en 2025–50 par rapport à 2016–18, et la différence devrait être ramenée à environ 0,5 point vers la fin du siècle, à mesure que le vieillissement de la population augmentera l'épargne mondiale par rapport à la demande d'investissement un peu partout. Les pays qui vieilliront les premiers (les derniers) connaîtront un relâchement (accroissement) des tensions sur  $r - g$  vers la fin du siècle à mesure que la richesse et l'épargne agrégées évolueront avec la transition.

<sup>8</sup>Il est concevable que les taux d'investissement ne diminuent pas sensiblement si le manque de main-d'œuvre induit par le vieillissement favorise l'investissement dans les technologies réductrices de main-d'œuvre (Goodhart et Pradhan, 2020). Si l'informatisation ou l'adoption de l'IA constituent une riposte endogène au vieillissement de la population, les taux d'intérêt pourraient subir des tensions à la hausse, soit du fait de gains de productivité suffisamment élevés (Stähler, 2021) ou d'une augmentation de la part du capital dans la production (Moll, Rachel et Restrepo, 2022). Ces mécanismes ne sont pas pris en considération dans le modèle.

**Graphique 2.10. Projections de base : avoirs extérieurs nets**  
(Écart par rapport à la moyenne de 2016–18, pourcentage du PIB)



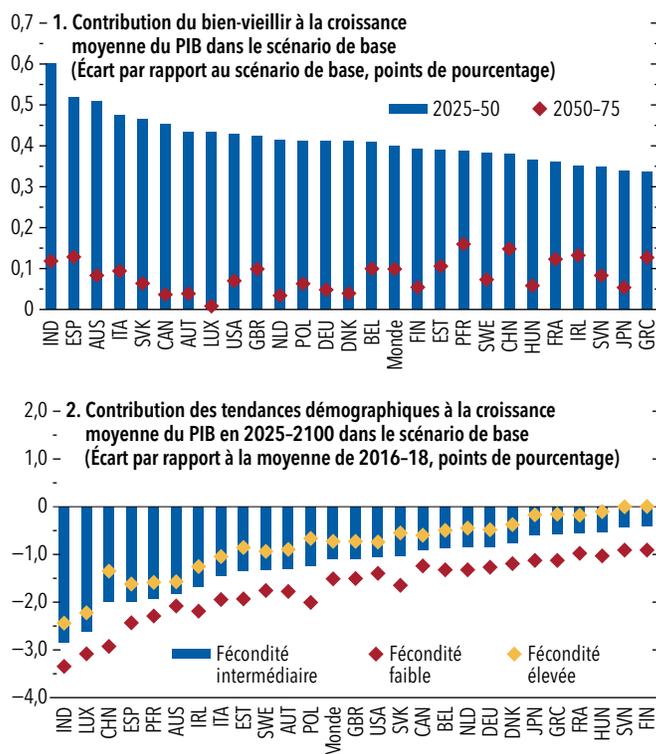
Source : calculs des services du FMI.  
Note : Les barres et losanges correspondent aux moyennes annuelles sur les périodes analysées. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PFR = bloc des pays à faible revenu.

Pour stabiliser les ratios dette/PIB à partir de 2030, environ la moitié des pays du modèle devraient dégager des ratios solde primaire/PIB supérieurs à la moyenne de 2016–18. Il importe de noter que ce groupe comprend les plus grands pays, tels que la Chine, le Japon et les États-Unis. Le surcroît d'effort budgétaire requis s'explique par l'effet conjugué des phénomènes démographiques défavorables et de la forte montée de l'endettement public de nombreux pays depuis le début de la pandémie<sup>9</sup>.

Les tendances démographiques hétérogènes devraient influencer la direction des futurs flux de capitaux et contribueraient à des positions d'avoirs extérieurs nets divergentes dans le monde à long terme. Les grands pays émergents (Chine et Inde) accumuleraient des avoirs extérieurs, notamment sur la période 2050–2100, tandis que beaucoup de pays avancés tireraient progressivement sur leurs avoirs extérieurs durant toute la période de projection (graphique 2.10). La position en avoirs extérieurs nets du bloc PFR se dégraderait durant le gros de la période de projection. Les pays à faible revenu plus jeunes bénéficieraient de rentrées de capitaux continues, mais cette tendance s'essoufflerait et finirait par s'inverser aux alentours

<sup>9</sup>Le modèle tient compte des conséquences du vieillissement sur les dépenses de pensions, mais n'inclut pas les autres dépenses de santé et de soins de longue durée liés à l'âge. La Direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne (2024) estime que ces dépenses autres que pensions pourraient s'accroître de 1,2 point de PIB en moyenne dans les pays membres, tandis que les dépenses d'éducation diminueraient de 0,5 point de PIB en raison du vieillissement ; l'impact serait toutefois très hétérogène dans les différents pays.

**Graphique 2.11. Rôle du bien-veillir et des tendances démographiques**



Source : calculs des services du FMI.  
Note : Les barres et losanges correspondent aux moyennes annuelles sur les périodes analysées. Les valeurs de « Monde » correspondent aux moyennes des pays inclus dans le modèle. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PFR = bloc des pays à faible revenu.

de 2070, car la richesse agrégée de ces pays commencera à s'accroître avec le vieillissement de la population.

### Les dividendes de croissance du bien-veillir

Dans quelle mesure le bien-veillir contribue-t-il à éviter un ralentissement plus marqué de la croissance du PIB avec les politiques actuelles ? Il ressort de simulations contrefactuelles que la contribution des récentes améliorations du bien-veillir à la croissance sera considérable sur la période 2025–50. À l'échelle mondiale, ce phénomène devrait ajouter en moyenne environ 0,4 point à la croissance du PIB durant cette période (graphique 2.11, page 1). Autrement dit, si les gains projetés du bien-veillir n'entraient pas en ligne de compte, la croissance de la production mondiale devrait ralentir de 1,5 point de pourcentage — contre 1,1 point — en 2025–50, par rapport à la croissance moyenne en 2016–18.

Les contributions projetées du bien-veillir à la croissance annuelle moyenne de la production sont positives

et considérables pour tous les pays inclus dans le modèle, allant de 0,3 à 0,6 point. La contribution est particulièrement conséquente pour l'Inde, par exemple, où la part des travailleurs de 50 ans et plus devrait s'accroître rapidement durant cette période, tandis qu'elle est relativement plus modeste au Japon, car sa part de travailleurs plus âgés, certes élevée, augmentera plus lentement en 2025–50.

Avec les politiques actuelles, la contribution du bien-vieillir à la croissance s'estomperait progressivement à mesure que les actuelles cohortes de travailleurs passeraient de l'âge adulte avancé à la retraite. La contribution moyenne à la croissance mondiale serait d'environ 0,1 point sur 2050–75 et diminuerait davantage par la suite.

### *Impact des hypothèses démographiques*

Les simulations du modèle s'appuient sur les hypothèses du rapport *Perspectives de la population mondiale* des Nations Unies relatives à la trajectoire future des taux de fécondité et de mortalité à l'échelle internationale. Ces hypothèses démographiques sont un important facteur du ralentissement projeté de la croissance dans le scénario de base : elles comptent pour environ la moitié du ralentissement projeté de la croissance du PIB en 2025–2100 par rapport à la moyenne de 2016–18. De manière plus précise, les forces démographiques à elles seules — autrement dit, abstraction faite des autres forces considérées dans le scénario de base, comme la convergence des pays en matière de productivité et l'impact du bien-vieillir — comptent pour 1,1 point de pourcentage sur les 2 points de réduction de la croissance du PIB mondial (graphique 2.11, page 2). Parmi les pays du modèle, la contribution moyenne des forces démographiques à la croissance du PIB en 2025–2100 se situe entre près de –2,8 points en Inde et –0,4 point en Finlande et en Slovaquie.

Il va de soi que les projections démographiques sont sujettes à incertitude. Par exemple, tandis que les projections de fécondité « intermédiaires » du rapport de l'ONU utilisées dans le scénario de base supposent que les taux de natalité finiront par rebondir dans beaucoup de pays, les projections de fécondité ont été systématiquement revues à la baisse durant ces dernières années (voir tableau 2.3.1 de l'annexe en ligne). Par ailleurs, les autorités de plus de 50 pays, notamment d'Europe et d'Asie, où le rythme de vieillissement a fait sonner les alarmes, ont adopté des politiques de promotion de la natalité (Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, 2021).

Pour évaluer la sensibilité des projections aux hypothèses de fécondité, le modèle produit une simulation

à partir d'autres projections du rapport fondées sur des taux de fécondité supérieurs et inférieurs à ceux du scénario de fécondité intermédiaire<sup>10</sup>. En effet, la contribution attendue des phénomènes démographiques à la croissance du PIB en 2025–2100 varie considérablement selon les hypothèses de fécondité. Par exemple, les estimations de croissance spécifiques à chaque pays selon les différentes options de fécondité varient de 0,5 point en Australie et de 1,6 point en Chine. Cela dit, la contribution démographique à la croissance du PIB est pour l'essentiel négative selon les différentes hypothèses de fécondité.

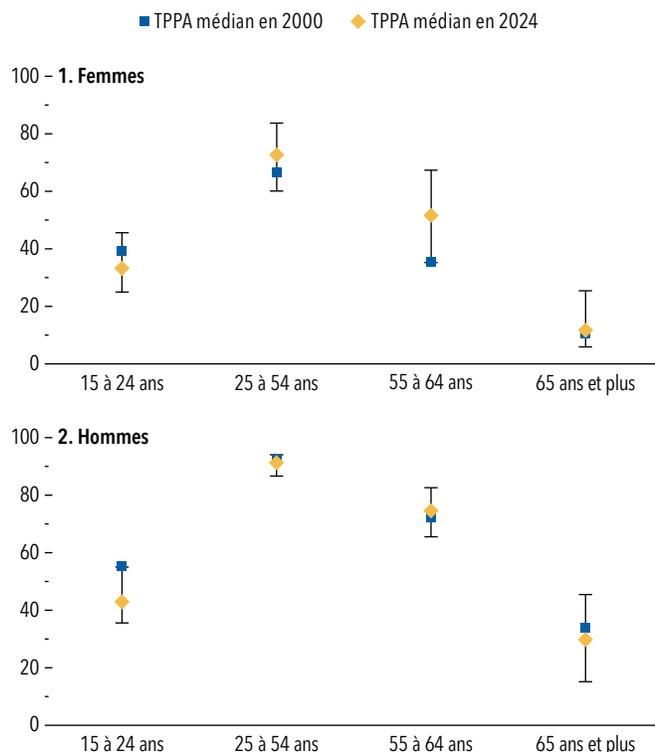
### **Politiques d'offre de main-d'œuvre propices à la croissance**

Comment les politiques peuvent-elles atténuer les retombées économiques négatives du vieillissement de la population ? Il y a trois grands vecteurs qui pourraient impulser la croissance dans un contexte de vieillissement démographique : gérer le déclin des taux de participation des seniors, prolonger la vie active à mesure qu'augmente l'espérance de vie, et rétrécir les écarts de participation entre genres (graphique 2.12). Plusieurs scénarios de rechange sont utilisés pour évaluer l'impact de ces actions sur l'équilibre général (pour plus de détails, voir annexe 2.3 en ligne).

*Politiques de bien-vieillir.* Plusieurs initiatives, dont des politiques de santé ciblées, peuvent permettre aux travailleurs plus âgés d'accroître leurs taux de participation à la population active. L'augmentation notable du taux de participation médian à l'échelle mondiale entre 2000 et 2024 dans le groupe d'âge des 55 à 64 ans est certes encourageante, mais il est possible de réduire davantage l'écart de participation par rapport aux travailleurs en âge de forte activité. Un premier scénario prévoit la mise en œuvre de politiques dans des domaines tels que la prévention et la promotion de la santé qui aboutissent à une diminution progressive des différences entre pays en ce qui a trait à la capacité fonctionnelle des travailleurs à partir de 50 ans. Dans ce scénario, les améliorations additionnelles à long terme de la capacité fonctionnelle des seniors permettraient de réduire d'un quart les actuels écarts entre pays et, en moyenne, cela équivaldrait à environ 49 % des gains estimés en 2000–22. Les résultats mettent en évidence d'importants dividendes de croissance en raison de l'augmentation des taux de

<sup>10</sup>Dans le scénario de taux de fécondité supérieurs (inférieurs) du rapport, la fécondité devrait se maintenir à 0,5 enfant au-dessus (en dessous) du taux de fécondité du scénario de fécondité intermédiaire sur le gros de la période de projection.

**Graphique 2.12. Participation à la population active par groupe d'âge**  
(Pourcentage)



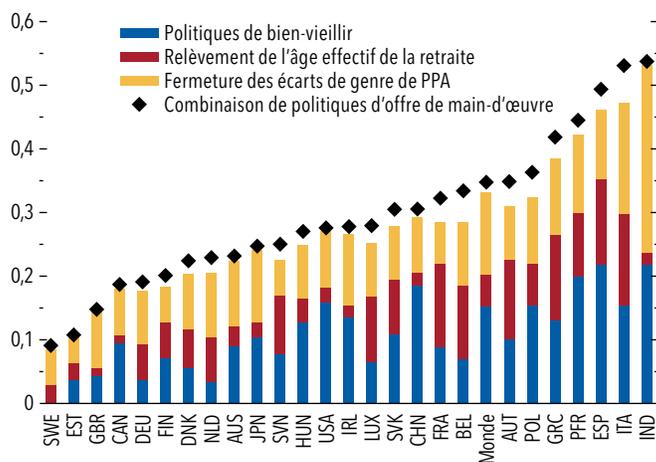
Sources : Organisation internationale du Travail ; *Perspectives de la population mondiale* des Nations Unies ; calculs des services du FMI.  
Note : Les moustaches indiquent les étendues interquartiles de 2024 pour l'ensemble des pays. TPPA = taux de participation à la population active.

participation à la population active des travailleurs plus âgés n'ayant pas encore atteint l'âge de la retraite, et une productivité plus élevée par rapport au scénario de base (graphique 2.13). À l'échelle mondiale, la croissance annuelle moyenne du PIB sur la période 2025–2100 serait environ 0,2 point supérieure à celle du scénario de base — et 0,3 point supérieure sur la période 2025–50<sup>11</sup>.

*Report du départ effectif à la retraite.* Il est également possible d'accroître la participation à la population active des hommes et des femmes de 65 ans et plus en reportant l'âge de départ effectif à la retraite au vu des améliorations liées au bien-vieillir. Cela n'a pas nécessairement ou exclusivement trait au relèvement de l'âge légal de la

<sup>11</sup>Le scénario suppose que tous les pays du modèle opèrent des changements de politique, mais leur portée et leur rythme dépendent des conditions initiales. Les pays qui se trouvent à la limite en matière de santé ou proche de celle-ci, et qui ne connaissent pas d'amélioration supplémentaire de la capacité fonctionnelle des travailleurs plus âgés par rapport au scénario de base, ne recueilleraient aucun dividende de croissance.

**Graphique 2.13. Impact moyen des politiques d'offre de main-d'œuvre sur la croissance du PIB en 2025–2100**  
(Écart par rapport au scénario de base, points de pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.  
Note : Les barres (losanges) représentent les écarts par rapport au scénario de base lorsque chaque politique liée au travail est mise en œuvre isolément (toutes les politiques sont exécutées ensemble). La somme des valeurs correspondant à chaque politique ne coïncide pas nécessairement avec la valeur du scénario combiné en raison des interactions entre les politiques. La valeur de « Monde » correspond à la moyenne des pays inclus dans le modèle. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PFR = bloc des pays à faible revenu ; PPA = participation à la population active.

retraite. Un vieillissement en bonne santé peut encourager les travailleurs plus âgés à reporter volontairement leur départ même si l'âge légal ne change pas, selon les incitations que peuvent offrir les régimes de retraite<sup>12</sup>. Un deuxième scénario suppose que les changements de politique mènent à une augmentation plus rapide de l'âge effectif de la retraite par rapport au scénario de base dans les pays où l'espérance de vie à la retraite est d'au moins 20 ans, conformément aux seuils prospectifs de vieillissement (Sanderson et Scherbov, 2010 ; Kotschy et Bloom, 2023) ; pour le reste, il évolue comme dans le scénario de base. Dans ce scénario, la croissance annuelle moyenne du PIB sur la période 2025–2100 dans le monde serait environ 0,1 point de pourcentage supérieure au scénario de base. Les dividendes de croissance seraient plus élevés dans les pays européens, où l'écart entre âge effectif de retraite et espérance de vie est important et augmenterait davantage dans un contexte de politiques inchangées.

<sup>12</sup>Par ailleurs, relever l'âge légal de la retraite ne produirait pas nécessairement l'impact souhaité sur l'âge effectif de départ si les travailleurs plus âgés ne sont pas en mesure, sur le plan physique ou cognitif, de rester actifs ou que leur productivité diminue rapidement avec l'âge (Kotschy, Bloom et Scott, 2024).

*Comblant les écarts de participation à la population active.*

Enfin, les taux de participation moyens restent élevés pour les hommes dans la plupart des pays, ce qui offre la possibilité de combler les écarts de genre dans la participation à la population active. Un troisième scénario suppose que les politiques visent à réduire les écarts de genre en matière de participation à la population active de trois quarts d'ici 2040. Dans ce scénario, la croissance annuelle moyenne du PIB à l'échelle mondiale serait 0,1 point de pourcentage supérieure au scénario de base sur la période 2025–2100. La différence serait encore plus importante, 0,3 point, sur la période 2025–50 avec une impulsion particulièrement forte en Inde, compte tenu des gros écarts de genre actuels.

*Politiques intégrées.* Une action combinée sur les trois dimensions des politiques d'offre de main-d'œuvre produirait des gains de croissance substantiels et atténuerait en partie le ralentissement projeté de la croissance du scénario de base. À l'échelle mondiale, la croissance annuelle moyenne serait supérieure de 0,3 point de pourcentage sur la période 2025–2100 par rapport au scénario de base, ce qui permettrait de compenser environ un tiers de la perte de croissance imputable aux tendances démographiques jusqu'à la fin du siècle. Le coup de pouce à la croissance mondiale serait encore plus important et se situerait à environ 0,6 point de pourcentage sur la période 2025–50 (graphique 2.3.4 de l'annexe en ligne), compensant ainsi près de trois quarts du ralentissement attribuable aux tendances démographiques durant cette période. Certains pays — notamment l'Inde, les pays à faible revenu et certains pays européens — recueilleraient des dividendes de croissance encore plus importants. Il importe également de noter qu'en maintenant économiquement actifs les travailleurs plus âgés, la société pourrait tirer des avantages non monétisables grâce au bien-être accru d'une grande partie de la population future (Scott, 2023).

*Conséquences budgétaires*

Dans quelle mesure des politiques d'offre de main-d'œuvre pourraient-elles atténuer les tensions budgétaires ? Ces politiques auraient d'abord des effets directs sur le solde primaire du secteur public, y compris par le solde des systèmes de retraite, sans s'y limiter. Par exemple, promouvoir l'emploi de la femme et sa participation à la population active pourrait accroître les recettes fiscales du travail. Dans le même ordre d'idées, les politiques de relèvement de l'âge effectif de départ à la retraite permettraient d'augmenter les impôts du travail et de réduire les paiements de transferts.

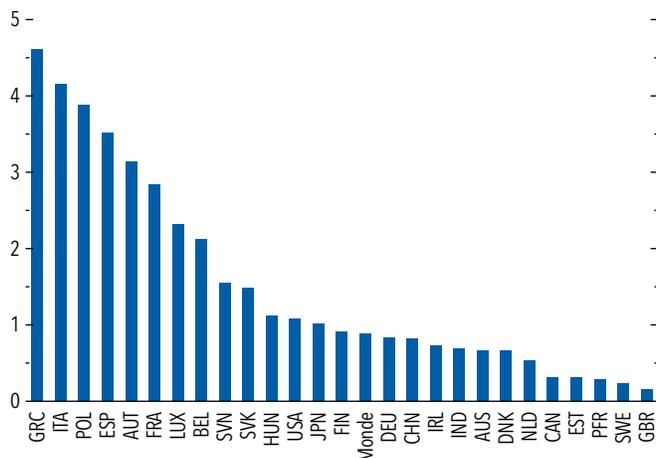
Deuxièmement, les politiques d'offre de main-d'œuvre auraient également un impact sur les finances publiques par leur effet sur  $r - g$ . Une croissance du PIB plus forte contribuerait à réduire  $r - g$  et à atténuer les tensions budgétaires. Autrement dit, toutes autres choses étant égales par ailleurs, un solde primaire plus faible permettrait de stabiliser le ratio d'endettement. Cependant, les politiques d'offre de main-d'œuvre pourraient aussi exercer des tensions à la hausse sur les taux d'intérêt en raison d'un niveau souhaité d'épargne agrégée plus faible (attribuable, par exemple, à la perspective d'une vie active plus longue) et d'une demande accrue d'investissement pour absorber une population active plus grande<sup>13</sup>. L'effet global sur  $r - g$  dépendrait de la mesure dans laquelle ces réformes doperaient la croissance dans les différents pays et de la sensibilité des taux d'intérêt mondiaux à l'amélioration des perspectives de croissance. Il ressort des simulations que cinq pays ou espaces du modèle (Espagne, Grèce, Inde, Italie et *bloc PFR*) bénéficieraient d'un certain répit budgétaire du fait d'une diminution de  $r - g$  sur la période 2025–50, ce qui renforcerait les avantages directs des politiques du travail sur le solde primaire<sup>14</sup>.

Globalement, lorsque l'on considère l'effet des politiques d'offre de main-d'œuvre sur les soldes primaires et sur  $r - g$ , tous les pays du modèle élargiraient leur marge de manœuvre budgétaire dans le scénario des politiques intégrées. Autrement dit, ils pourraient se permettre d'augmenter les dépenses dans des domaines essentiels, tels que les initiatives liées au climat, réduire les impôts sur le revenu du travail, ou élargir les transferts de l'État, tout en maintenant les objectifs d'endettement public. L'ampleur de ce gain de marge de manœuvre serait toutefois très hétérogène dans les différents pays. En supposant que les dividendes budgétaires résultant

<sup>13</sup>Il importe également de reconnaître que les coûts d'emprunt public peuvent s'écarter des taux d'intérêt d'équilibre considérés dans le modèle en raison de facteurs liés à la profondeur des marchés de dette souveraine, au statut international de la devise du pays émettant la dette et au volume accru d'émissions obligataires, ainsi que de variations dans la demande d'actifs sûrs ou dans l'humeur des marchés au regard des risques budgétaires. Une capacité limitée des marchés à absorber de gros volumes d'émissions obligataires peut également pousser à la hausse les coûts d'emprunt public et provoquer une érosion progressive du « rendement d'opportunité » sur la dette publique ; voir, par exemple, l'analyse de Mian, Straub et Sufi (2022) et le chapitre 2 de l'édition d'avril 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale*.

<sup>14</sup>La sensibilité des taux d'intérêt mondiaux aux politiques d'offre de main-d'œuvre est en partie liée à la riposte de l'épargne des ménages aux changements dans les perspectives de croissance, paramètre difficile à définir avec précision. À supposer un calibrage différent de la volonté des ménages de substituer la consommation future à la consommation présente, l'effet des réformes propices à la croissance sur les taux d'intérêt serait plus modeste, et  $r - g$  diminuerait pour presque tous les pays sur la période 2025–50 (annexe 2.3 en ligne).

**Graphique 2.14. Marge de manœuvre budgétaire additionnelle dans le scénario de politiques intégrées**  
(Écart par rapport au scénario de base, points de pourcentage du PIB)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le graphique décrit les gains d'espace budgétaire dans le scénario de politiques intégrées en raison d'une offre de main-d'œuvre effective plus élevée et d'une amélioration du ratio de dépendance par rapport au scénario de base ; voir l'annexe 2.3.3 en ligne pour plus de détails. Comme l'ampleur des gains varie sur la période de transition, le graphique présente le gain moyen de la période 2025–2100. La valeur de « Monde » correspond à la moyenne des pays inclus dans le modèle. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PFR = bloc des pays à faible revenu.

des politiques propices à la croissance soient utilisés à parts égales pour réduire les impôts, accroître les transferts et augmenter les autres dépenses, les gains équivaleraient en moyenne à plus de 4 points de PIB en Grèce et en Italie, mais à moins d'un point de PIB en Chine et au Royaume-Uni (graphique 2.14). Une autre analyse montre que les dividendes budgétaires des politiques de promotion de la croissance permettraient à de nombreux pays — certes pas tous — d'élargir leur espace budgétaire tout en reconstituant leur marge de manœuvre en ramenant la dette publique au niveau moyen de 2016–18 (graphique 2.3.5 de l'annexe en ligne). Les différences de dividendes budgétaires potentiels entre pays s'expliquent par les variations de l'effet direct des politiques d'offre de main-d'œuvre sur les soldes primaires, et par l'interaction de taux d'intérêt plus élevés avec différents niveaux initiaux d'endettement.

Ces conclusions appellent une mise en garde : l'application de certaines des mesures examinées plus haut pourrait entraîner des coûts budgétaires directs et donc dégager des dividendes budgétaires nets quelque peu inférieurs à ceux produits par les simulations du modèle. Par exemple, les politiques actives du marché du travail peuvent générer des coûts (par exemple Banerji

et al., 2017). Cependant, elles tendent également à profiter davantage aux travailleurs âgés (*Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2024, annexe 3.2 en ligne). En outre, les politiques de promotion du bien-vieillir ne sont pas nécessairement coûteuses au plan budgétaire. Par exemple, les taxes sur l'alcool et le tabac peuvent dégager des recettes fiscales, et les initiatives favorables aux soins préventifs peuvent aboutir à des économies futures de dépenses de santé (McDaid, Sassi et Merkur, 2015). Compte tenu de la grande incertitude qui entoure le calcul du coût budgétaire global net de l'exécution de politiques d'offre de main-d'œuvre, le présent chapitre en fait abstraction.

## Conclusions et conséquences pratiques

Le recul des taux de natalité et l'allongement de l'espérance de vie entraînent un repli soutenu de la croissance démographique et de profondes transformations dans la pyramide des âges des différents pays. À mesure que la part de la population en âge de travailler commence à diminuer dans un nombre grandissant de pays et que les travailleurs plus âgés (caractérisés par une participation à la population active et des taux d'emploi plus faibles) représentent une part croissante de la population active, les forces démographiques à l'œuvre semblent assombrir les perspectives de niveau de vie et de finances publiques.

Cependant, cette ascension de la silver économie offre également des atouts. L'analyse du présent chapitre montre que, dans un ensemble de pays aux caractéristiques variées, les populations vieillissent en meilleure santé. L'augmentation de la longévité va de pair avec une amélioration des capacités physiques et cognitives des seniors dans les cohortes successives — encore qu'il subsiste de grandes disparités entre pays et entre couches socioéconomiques. Il importe en outre de noter que la tendance du bien-vieillir est également liée à des taux de participation au marché du travail plus élevés, à une plus grande employabilité et à des revenus du travail en hausse à partir de 50 ans.

Néanmoins, le vieillissement démographique et d'autres phénomènes, tels que le ralentissement de la croissance de rattrapage dans les grands pays émergents, devraient peser sur la croissance économique mondiale. Même si les gains actuels du bien-vieillir devraient relever son niveau annuel d'environ 0,4 point de pourcentage en 2025–50, la présente analyse signale qu'en maintenant les politiques actuelles la croissance de la production reculerait de près de 2 points de pourcentage d'ici la fin du siècle. Avec des perspectives de croissance plus faibles

et des niveaux d'endettement public historiquement élevés, nombreux sont les pays qui devront redoubler d'efforts sur le plan budgétaire pour stabiliser les ratios dette/PIB au-delà de 2030.

Il est essentiel d'agir sur plusieurs fronts pour gérer ces défis. L'amélioration généralisée de la capacité fonctionnelle des personnes âgées de 50 ans et plus durant ces dernières décennies montre que le vieillissement peut être un processus malléable (Scott, 2023). Les politiques visant à améliorer le capital humain des travailleurs plus âgés peuvent doper la productivité et réduire l'écart de participation à la population active par rapport aux travailleurs plus jeunes en pleine activité. Les mesures de prévention et de promotion de la santé s'imposent, et elles doivent être exécutées avec prudence pour combattre les inégalités sanitaires. Les initiatives qui s'attaquent tout au long de la vie aux facteurs de risque comportementaux — comme les risques liés au tabagisme, à la consommation abusive d'alcool, à l'inactivité physique ou aux régimes alimentaires malsains — et aux autres risques liés à l'environnement et à la santé mentale peuvent réduire l'incidence des maladies chroniques et des inégalités en matière de santé (Liu *et al.*, 2016 ; Rashbrook, 2019 ; Lee, Park et Lee, 2020 ; Hacker, 2024). On citera comme exemples les vaccinations, les bilans de santé réguliers, les dépistages de maladies chroniques, les campagnes de prévention d'abus de substances, la fiscalité (par exemple du tabac et des aliments malsains), la réglementation (par exemple celle qui régit les environnements sans tabac) et l'accès aux ressources de santé mentale. Ces initiatives dépassent bien souvent le cadre du secteur de la santé et ne sont pas nécessairement coûteuses. Les données montrent que beaucoup d'entre elles sont efficaces et qu'elles peuvent être source d'économies en réduisant à l'avenir les dépenses en interventions de santé (McDaid, Sassi et Merkur, 2015 ; OCDE, 2015). Or, les dépenses en prévention et promotion de la santé ne représentent que de 1 à 6 % des budgets de santé dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et elles tendent à être réduites de manière disproportionnée en conjoncture défavorable (Gmeinder, Morgan et Mueller, 2017 ; Hacker, 2024).

Une démarche globale combinant réforme des systèmes de retraite, formation et adaptations du milieu du travail devrait compléter les interventions de santé publique pour reporter l'âge effectif de départ à la retraite en l'alignant sur les améliorations d'espérance de vie. Hormis les changements d'âge légal de la retraite, la réduction des prestations de retraite anticipée,

les incitations au report de la retraite et la mise en place d'une retraite échelonnée peuvent contribuer à un report de l'âge effectif de départ. Les réformes des régimes de retraite doivent concilier le souci de viabilité et une protection adéquate afin d'atténuer la pauvreté et les inégalités chez les séniors (Amaglobeli *et al.*, 2019). De manière générale, la malléabilité du vieillissement et la diversité de conditions de santé et d'expériences parmi les travailleurs plus âgés signifient que les mesures axées sur l'âge seront vraisemblablement inefficaces et devraient être remises en question (voir analyse de Scott, 2023). En outre, les dispositifs de renforcement des aptitudes et de recyclage tout au long de la vie sont essentiels pour que les travailleurs demeurent employables à mesure qu'ils vieillissent. Cela est d'autant plus important à la veille d'une possible révolution de l'IA. Les travailleurs plus âgés qualifiés seront à même d'en recueillir les fruits compte tenu de la complémentarité de leurs aptitudes avec l'IA. En revanche, les travailleurs non qualifiés pourraient avoir du mal à garder leur emploi ou à réussir une transition professionnelle (encadré 2.3). Renforcer l'adaptabilité à la faveur de formules de travail modulables et d'ajustements du lieu de travail peut rendre les emplois propices à tous les âges et contribuer à allonger la vie active. Il est également important de combattre les préjugés et la discrimination à l'encontre des séniors, car ils peuvent limiter l'accès aux possibilités de recyclage et provoquer un abandon prématuré de la vie active (Gaillard et Desmette, 2010 ; Lamont, Swift et Abrams, 2015 ; Officer *et al.*, 2020 ; Alcover *et al.*, 2021).

Les politiques destinées à réduire les écarts de participation à la population active, notamment en encourageant une plus forte participation de la femme, peuvent aussi produire d'importants dividendes de croissance pour contrer les défis démographiques. Pour éviter des conséquences adverses sur la fécondité, les politiques devraient viser à améliorer la conciliation travail-famille chez les femmes, avec notamment des systèmes de congé parental, une expansion des options de garde d'enfant abordables et une promotion des formules de travail souple (Gu *et al.*, 2024).

Par ailleurs, une plus grande intégration mondiale peut être cruciale pour accompagner la croissance dans un contexte de vieillissement qui se manifeste à des rythmes et à des échéances multiples dans les différents pays. De manière plus précise, les politiques qui favorisent l'accès aux marchés financiers internationaux — telles que les réformes du crédit et des marchés de capitaux, et les politiques de renforcement des institutions et de la

gouvernance (Budina *et al.*, 2023) — sont essentielles pour permettre aux pays à faible revenu de recueillir les dividendes démographiques qui demeurent positifs (encadré 2.1). Les gains d'une plus grande intégration financière peuvent également compenser les pertes de main-d'œuvre imputables à l'émigration vers les pays avancés, où le complément de travailleurs peut doper l'offre de main-d'œuvre et la production dans un contexte de vieillissement et de diminution de la population active (voir chapitre 3).

Il ressort des simulations décrites dans le présent chapitre qu'une combinaison de politiques de renforcement de l'offre de main-d'œuvre pourrait atténuer de près de trois quarts le ralentissement de la croissance mondiale sur la période 2025–50 imputable aux vents contraires démographiques. Ces politiques de promotion de la croissance pourraient aussi contribuer à une montée des taux d'intérêt mondiaux, mais elles dégageraient par ailleurs de considérables dividendes budgétaires. Beaucoup de pays seraient en mesure de reconstituer leur marge de manœuvre budgétaire et de créer un espace supplémentaire pour financer des dépenses essentielles. Certains pays devront toutefois consentir de nouveaux efforts budgétaires compte tenu de l'état précaire de leurs finances publiques. Ils devront sans tarder engager un travail progressif et soutenu pour assurer l'équité intergénérationnelle (encadré 2.2) et maintenir la stabilité économique sur fond de transitions démographiques.

Si les politiques visant à promouvoir l'offre de main-d'œuvre et à faciliter la mobilité transfrontière des facteurs de production sont essentielles, elles ne sauraient remplacer les efforts destinés à redynamiser l'innovation technologique et la croissance de la productivité, facteur fondamental d'amélioration des niveaux de vie. Les réformes structurelles destinées à promouvoir la concurrence, l'accessibilité financière et la souplesse du marché du travail peuvent dynamiser la croissance de la productivité en encourageant l'innovation et en facilitant

une affectation plus efficiente du capital et de la main-d'œuvre entre entreprises (voir Budina *et al.*, 2023 ; *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2024, chapitre 3). Elles peuvent en outre aider les pays à mettre en valeur les progrès technologiques tels que ceux liés à l'IA, qui sont complémentaires des emplois généralement couverts par les travailleurs plus âgés (encadré 2.3), et offrir à ces derniers des aptitudes et des méthodes pour gérer le déclin fonctionnel lié au vieillissement (Abril-Jimenez *et al.*, 2022).

Les progrès et les innovations technologiques peuvent être importants, non seulement pour contrer les effets néfastes du vieillissement sur la croissance de la production, mais aussi pour renforcer la malléabilité même du vieillissement. Promouvoir la recherche et le développement liés au vieillissement biologique peut allonger davantage la longévité en bonne santé durant les décennies à venir (Cox, 2022). En outre, les solutions de soins de santé basées sur l'IA offrent des possibilités de transformation grâce à l'expansion des pratiques préventives (Chan *et al.*, 2024), par exemple en automatisant des tâches habituelles telles que les dépistages et les diagnostics. Elles peuvent aussi apporter un savoir-faire clinique aux régions sous-desservies et éloignées et, partant, contribuer à réduire l'hétérogénéité des capacités physiques et cognitives des seniors signalée plus haut. Par exemple, l'Aravind Eye Care System en Inde a déployé des outils basés sur l'IA pour traiter des millions d'images rétiniennes afin de dépister la rétinopathie diabétique, offrant ainsi une solution effective à la pénurie d'ophtalmologues pour éviter la perte de vision chez les patients (Yu, Beam et Kohane, 2018).

En dernière analyse, la montée en puissance de la silver économie est à la fois source de défis et d'opportunités, et elle rend indispensable une démarche globale et volontariste pour gérer la problématique du vieillissement démographique tout en mettant en valeur les atouts d'une vie plus longue en meilleure santé.

**Encadré 2.1. Renforcer l'intégration financière mondiale pour accompagner la croissance dans les pays à faible revenu**

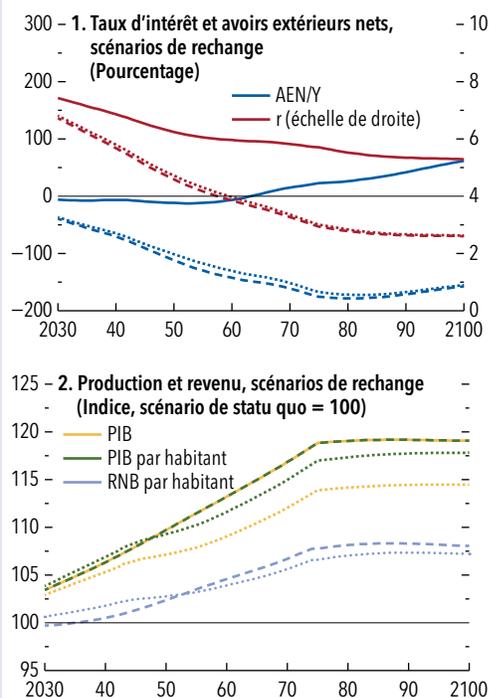
Les flux de capitaux des pays avancés vers les pays à faible revenu qui en manquent pourraient-ils aider ces derniers à accélérer leur croissance et à mettre en valeur leurs atouts démographiques ? Les gains d'une intégration financière renforcée compenseraient-ils les pertes issues d'une émigration potentiellement plus grande vers les pays riches dont la population est plus âgée ? Pour répondre à ces questions, le présent encadré utilise le modèle présenté dans le chapitre et se centre sur des scénarios de rechange liés aux flux transfrontières de capitaux et de main-d'œuvre dans le groupe de pays à faible revenu (*bloc PFR*).

Lorsqu'elles font appel aux marchés financiers internationaux, les entreprises des pays émergents et pays en développement doivent généralement assumer des coûts de capital plus élevés que ceux offerts à leurs homologues des pays avancés. Cet écart ou prime peut résulter d'imperfections du marché du crédit, des risques d'expropriation, des inefficiences administratives, de la corruption ou de toute combinaison de ces facteurs (Gourinchas et Jeanne, 2013). Pour évaluer les gains potentiels de l'intégration financière, un premier scénario de *statu quo* suppose que, une fois que le *bloc PFR* démarre d'une position d'avares extérieurs nets nulle, les flux de capitaux peuvent entrer ou sortir, mais l'écart entre les taux d'intérêt locaux et internationaux, fixé à 300 points de base conformément aux estimations de Gerding, Henriksen et Simonovska (2025), reste inchangé pendant toute la période de simulation. Un deuxième scénario d'*intégration financière renforcée* suppose lui que les pays du *bloc PFR* entreprennent des réformes des marchés du crédit et de capitaux, améliorent leurs dispositifs de gouvernance et renforcent leurs institutions, de sorte que l'écart de taux d'intérêt se rétrécit progressivement et finit par disparaître d'ici 2070, hypothèses similaires à celles des projections de base du chapitre.

Dans le scénario de *statu quo*, le *bloc PFR* importe des capitaux du reste du monde, mais les flux sont limités. Les passifs extérieurs nets culminent à environ 13 % du PIB (graphique 2.1.1, page 1). Aux alentours de 2050, les sorties de capitaux s'inversent, car les transformations démographiques du *bloc PFR* poussent l'épargne souhaitable à la hausse. Dans le scénario d'*intégration financière renforcée*, la demande d'investissement augmente à mesure que les taux d'intérêt offerts aux agents nationaux diminuent à un rythme plus rapide, d'où des rentrées de

Les auteurs de cet encadré sont Bertrand Gruss, Eric Huang et Galip Kemal Ozhan.

**Graphique 2.1.1. Pays à faible revenu : impact d'une meilleure intégration financière et des flux d'émigration**



Source : calculs des services du FMI.  
 Note : Dans la plage 1, les courbes en trait plein correspondent au scénario de statu quo. Dans les deux plages, les courbes en tirets correspondent au scénario d'« intégration financière renforcée », et les courbes en pointillés correspondent au scénario d'« intégration financière renforcée plus migration ». AEN/Y = ratio avoirs extérieurs nets/PIB ; r = taux d'intérêt ; RNB = revenu national brut.

capitaux plus importantes et un niveau de passifs extérieurs nets qui atteint environ 180 % du PIB vers 2070–80. Par la suite, avec le vieillissement accéléré des pays à faible revenu, leur position d'avares extérieurs nets se stabilise, puis commence à s'inverser vers la fin du siècle. Le stock de capital et la production sont nettement plus élevés que dans le scénario de *statu quo*, et l'écart s'élargit jusqu'aux années 2070. Comme la dynamique démographique est la même dans les deux scénarios, le PIB et le PIB par habitant sont de quelque 19 points de pourcentage supérieurs à ceux du scénario de *statu quo* à long terme (graphique 2.1.1, page 2). Comme les dividendes d'une partie des investissements additionnels financés

**Encadré 2.1 (fin)**

à partir de rentrées de capitaux reviennent à des non-résidents, l'augmentation à long terme du revenu national brut par habitant est plus faible que pour le PIB, mais reste toutefois considérable à environ 7 points de pourcentage.

Comme le vieillissement dans les différents pays est asynchrone, la main-d'œuvre tend à migrer progressivement des pays jeunes à main-d'œuvre abondante vers les pays plus vieux qui en manquent, attirée par les salaires plus élevés et les meilleures perspectives d'emploi. Une des questions fondamentales est de savoir si les avantages de l'intégration financière peuvent compenser les pertes auxquelles les pays à faible revenu pourraient se heurter en raison de flux d'émigration potentiellement plus importants. Un troisième scénario avec *intégration financière renforcée plus migration* suppose en outre que le flux annuel de migrants jeunes du *bloc PFR* vers les pays avancés augmente progressivement jusqu'en 2040, de sorte qu'à partir de là les sorties annuelles de jeunes migrants sont le double des récents flux historiques et se maintiennent à ce niveau supérieur par la suite<sup>1</sup>. À mesure que la population active du *bloc PFR* diminue par rapport au précédent scénario, l'accumulation de capital ralentit en raison d'une moindre demande

<sup>1</sup>Le scénario du modèle suppose que les arrivées additionnelles de migrants, en sus des hypothèses des *Perspectives de la population mondiale* des Nations Unies, se concentrent dans la catégorie d'âge des 20–24 ans. Cette hypothèse simplifiée permet de faire abstraction du patrimoine net des nouveaux arrivants, car le modèle suppose que la cohorte des 20 ans a un patrimoine net nul.

d'investissement et, en conséquence, les rentrées de capitaux sont quelque peu plus modestes. À long terme, avec une population active plus restreinte et moins de capital, le PIB agrégé du *bloc PFR* serait inférieur d'environ 5 points de pourcentage au scénario d'*intégration financière renforcée*, mais tout de même supérieur de 14,5 points de pourcentage au scénario de *statu quo*.

Comme l'on suppose que les flux migratoires additionnels concerneront les jeunes travailleurs qui présentent des taux de participation à la population active et une productivité inférieurs à ceux des travailleurs d'un âge de forte activité, le PIB par habitant des pays du *bloc PFR* dans le scénario d'*intégration financière renforcée plus migration* augmente initialement dans une plus grande proportion que dans le scénario sans flux migratoires additionnels. Cependant, à terme, le PIB par habitant est inférieur à ce qu'il est dans le scénario d'*intégration financière renforcée*, car la population active diminue. À long terme, le PIB par habitant dans le *bloc PFR* est inférieur d'environ 1,2 point de pourcentage au scénario d'*intégration financière renforcée*, mais près de 18 points de pourcentage supérieur au scénario de *statu quo*.

Globalement, les résultats illustrent l'importance des réformes du secteur financier et des efforts destinés à renforcer la gouvernance et les institutions pour permettre aux pays à faible revenu de recueillir leurs dividendes démographiques avant que la fenêtre d'opportunité ne se referme et pour compenser les éventuelles pertes de production imputables aux flux d'émigration vers les pays plus vieux.

## Encadré 2.2. Réformes des retraites et considérations intergénérationnelles

Comme la part de la population de 65 ans et plus devrait s'accroître de manière soutenue à l'échelle mondiale, il y aura relativement moins de travailleurs pour financer les pensions de plus de retraités, ce qui mettra à mal les finances publiques et les régimes de retraite par répartition. Les gouvernements peuvent utiliser différentes formules pour ajuster les régimes de retraite afin de préserver leur solvabilité, comme le relèvement de l'âge légal, l'augmentation des cotisations personnelles ou patronales, ou la réduction des prestations. Ils préfèrent bien souvent repousser les réformes au demeurant inévitables, car les tensions financières issues du vieillissement se manifestent lentement. Selon les instruments et les échéances choisis, les réformes n'auront pas toutes les mêmes coûts pour les différentes cohortes, et leur coût global peut être plus élevé.

Le présent encadré s'appuie sur le modèle de retraite et de générations imbriquées (Baksa et Munkacsi, 2016) pour simuler l'impact des réformes des retraites dans un pays avancé type. Il s'agit d'un modèle d'équilibre général dynamique avec données démographiques, générations imbriquées, chômage et un secteur budgétaire complexe<sup>1</sup>. La population évolue dans le temps, les changements étant impulsés par des chocs de fécondité et de mortalité. Le modèle trace l'impact macroéconomique et budgétaire du vieillissement et la politique budgétaire séparément pour deux générations : les jeunes, qui travaillent (ou sont au chômage) et paient des taxes à la consommation et des impôts sur le revenu du travail (ou reçoivent des prestations d'assurance chômage), et les seniors, qui sont retraités et reçoivent une pension. Le vieillissement de la population entraîne une contraction de la population active (en termes relatifs ou absolus), qui elle-même pousse à la baisse les taux de croissance de la consommation, de l'investissement et de la production<sup>2</sup>. La consommation et l'épargne agrégées sont également touchées par le fait que les travailleurs et les retraités ont différents comportements de consommation et d'épargne. La perspective de vivre plus longtemps peut également inciter à accumuler une épargne de précaution. Une offre de main-d'œuvre en diminution peut contribuer à des ratios capital/travail plus élevés, ce

qui réduit les besoins d'investissement additionnel et, partant, pousse les taux d'intérêt à la baisse. Le vieillissement présente par ailleurs plusieurs défis budgétaires : les dépenses de pensions (et de santé) peuvent grimper lorsque le nombre de retraités augmente, tandis qu'une population active en repli peut signifier une réduction de la consommation et des recettes fiscales du travail. Autrement dit, le vieillissement peut provoquer une hausse du ratio dette publique/PIB.

L'analyse porte sur trois instruments de réforme des régimes de retraite. S'agissant des effets directs, l'augmentation des cotisations de sécurité sociale agit sur le revenu disponible des jeunes travailleurs, une réduction du taux de remplacement des pensions suppose une baisse des prestations pour les retraités, et un relèvement de l'âge légal de la retraite signifie une réduction du nombre de retraités par rapport au nombre de travailleurs. Les réformes empruntant ces instruments peuvent également avoir des effets indirects par le biais de réactions comportementales. L'analyse aborde l'impact de chaque réforme séparément et l'impact combiné lorsqu'elles font partie d'un train de mesures intégré. Elle considère le cas de figure d'une mise en œuvre immédiate et celui d'un report de dix ans. Chaque scénario de réforme est calibré de sorte que l'augmentation du ratio dette publique/PIB induit par le vieillissement soit inversée au bout de 75 ans (tableau 2.2.1).

Il ressort des simulations basées sur le modèle que le vieillissement pèserait sur la consommation par habitant, tant chez les jeunes que chez les seniors (la baisse étant plus marquée chez ces derniers), si aucune réforme n'était mise en œuvre (barres rouges du graphique 2.2.1), car il faudrait assurer le service d'une dette publique grandissante. Il apparaît toutefois par ailleurs que les pertes de consommation peuvent être atténuées et réparties plus équitablement entre générations si une réforme faisant appel à plusieurs instruments était engagée et qu'elle l'était plus tôt que plus tard :

- Si la réforme s'appuie sur un seul instrument, des mesures énergiques sont nécessaires. Par exemple, si elle se limite à changer l'âge de la retraite, il faudrait l'accroître de six ans, à supposer que le relèvement soit opéré immédiatement (tableau 2.2.1). En revanche, dans un scénario de réformes multiples, l'augmentation de l'âge de la retraite pourrait être plus modérée, et ramenée à deux ans.
- Les pertes de consommation imputables aux réformes axées sur un seul instrument sont nettement plus lourdes que celles résultant du déploiement de

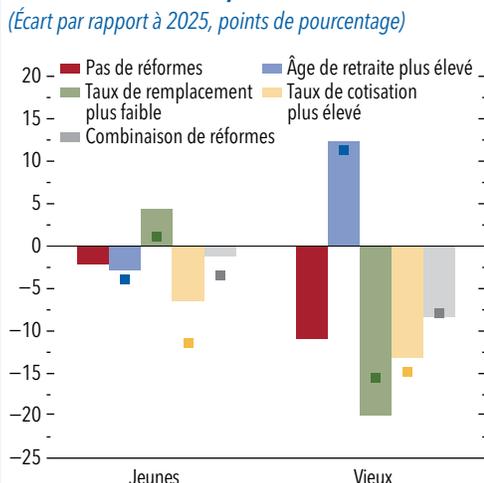
Les auteurs de cet encadré sont Daniel Baksa et Zsuzsa Munkacsi.

<sup>1</sup>Les données stylisées sur la démographie, le marché du travail, le PIB et ses composantes et le secteur budgétaire sont censées représenter les caractéristiques à long terme de l'économie artificielle.

<sup>2</sup>L'impact précis dépend du ou des facteurs dominants (fécondité plus faible, espérance de vie plus longue, migration, autres facteurs, ou une combinaison), comme signalé dans Baksa, Munkacsi et Nerlich (2020).

Encadré 2.2 (fin)

**Graphique 2.2.1. Variation moyenne de la consommation, 2025-65**  
(Écart par rapport à 2025, points de pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.  
Note : Les barres décrivent les pertes ou gains moyens de consommation sur une période de 40 ans à partir d'une réforme engagée immédiatement. Les carrés indiquent les pertes ou gains de consommation si la réforme est reportée de dix ans. Les barres rouges montrent l'impact du vieillissement uniquement, et les autres barres montrent l'impact du vieillissement et des réformes respectives.

plusieurs actions, en tout cas pour au moins l'une des générations (graphique 2.2.1). En combinant les trois mesures, la charge est répartie entre les jeunes et les seniors, ce qui peut contribuer à la faisabilité et à

l'acceptabilité des réformes (voir également *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2024, chapitre 3, et *Moniteur des finances publiques*, avril 2025, chapitre 2).

- Les mesures budgétaires requises sont plus profondes et les pertes de consommation agrégée plus lourdes lorsque les réformes sont reportées de dix ans, par rapport à un scénario où elles sont engagées immédiatement. Par exemple, pour maîtriser la montée de l'endettement public provoquée par le vieillissement, il faudrait accroître l'âge de la retraite de six ans si le changement s'opérait immédiatement, mais de huit ans s'il était reporté de dix ans. Par ailleurs, en règle générale, les pertes de consommation imputables à un report des réformes touchent de manière disproportionnée les jeunes, par rapport aux générations plus âgées.

En résumé, les gouvernements doivent agir plus tôt que plus tard, en déployant une panoplie d'instruments pour assurer une répartition équitable des charges entre générations et, partant, accroître la faisabilité et l'acceptabilité de la réforme des retraites. Même si les simulations sont calibrées pour un pays avancé type, dont la population a déjà vieilli considérablement, les enseignements sont d'autant plus pertinents pour les pays émergents et les pays à faible revenu. Leurs ratios de dépendance sont aujourd'hui inférieurs à ceux des pays avancés ; cependant, ils connaîtront un rythme de vieillissement plus rapide, ce qui signifie qu'ils disposeront de moins de temps pour riposter.

**Tableau 2.2.1. Ampleur des réformes requises pour stabiliser l'augmentation de la dette publique imputable au vieillissement**

	Âge de la retraite (années)		Taux de remplacement (%)		Taux de cotisation (%)	
	Immédiat	Reporté	Immédiat	Reporté	Immédiat	Reporté
Un seul instrument	+6	+8	-25	-35	+18	+34
Plusieurs instruments	+2	+2,7	-8,3	-11,7	+6	+11,3

Source : calculs des services du FMI.  
Note : Les scénarios de réforme sont calibrés de manière à inverser l'augmentation du ratio dette publique/PIB sur 75 ans. On suppose que les réformes sont exécutées immédiatement ou reportées de dix ans

### Encadré 2.3. L'impact de l'IA sur les travailleurs plus âgés

L'intelligence artificielle (IA) est en train de redéfinir les rouages des marchés du travail, en transformant la manière dont les individus travaillent, communiquent et gèrent les problèmes complexes. Si les récents progrès technologique de l'IA offrent un énorme potentiel pour doper la productivité en aidant les travailleurs et en leur permettant de se centrer davantage sur les tâches complexes et à forte valeur ajoutée, ils posent également des risques en rendant certaines aptitudes obsolètes et, partant, en augmentant le risque de chômage. Les travailleurs plus âgés (à partir de 55 ans) sont particulièrement vulnérables, car les données historiques montrent qu'ils ont moins de chances de s'adapter aux nouvelles technologies et d'évoluer vers de nouvelles activités (Autor et Dorn, 2009). Faute d'interventions adéquates des pouvoirs publics, si ces risques se matérialisent, ils peuvent entraîner une baisse de la participation au marché du travail, une diminution du nombre d'heures ouvrées, une transition vers des rôles moins appropriés, un retrait prématuré de la population active, ou bien encore une combinaison de ces résultats, ce qui aura pour effet d'accroître les tensions du marché du travail dans des économies vieillissantes. En revanche, si les travailleurs plus âgés se concentrent dans des activités censées se développer et gagner en productivité grâce à l'IA, ils pourraient très bien être à même de profiter des progrès de l'IA, pour autant qu'ils soient en mesure d'utiliser les nouvelles technologies.

Pour mesurer l'impact initial de l'IA sur les marchés du travail dans un contexte de vieillissement démographique, le présent encadré examine l'exposition à l'IA et son potentiel de complémentarité avec les travailleurs plus âgés. Les professions peuvent être regroupées dans trois catégories : celles qui présentent un risque élevé de substitution (exposition élevée et faible complémentarité, ou HELC selon le sigle en anglais), celles qui connaîtront vraisemblablement des gains de productivité et de salaire (exposition élevée et complémentarité élevée, ou HEHC selon le sigle en anglais), et celles qui sont moins touchées par l'adoption de l'IA (faible exposition)<sup>1</sup>. Indépendamment des transformations démo-

graphiques, les tendances à l'œuvre sur les marchés du travail montrent que les professions vulnérables à l'automatisation perdent déjà du terrain par rapport à celles où l'IA enrichit certaines fonctions. Par exemple, aux États-Unis, les vacances dans les professions de type HELC se sont accrues à un rythme plus lent là où l'adoption de l'IA est plus grande, tandis que les vacances de postes de type HEHC y sont restées stables, ou s'y sont même accrues (Pizzinelli *et al.*, 2023).

L'impact probable de l'IA sur les travailleurs plus âgés, comme pour les cohortes plus jeunes, dépendra largement de leur niveau d'éducation (graphique 2.3.1). Les travailleurs ayant seulement achevé leur scolarité secondaire exercent principalement des professions peu exposées à l'IA, et donc l'adoption de cette dernière aura vraisemblablement des effets moins perturbateurs. En revanche, les travailleurs ayant une formation universitaire y sont plus exposés, plus de 80 % d'entre eux exerçant une profession à forte intensité d'IA. Cependant, la plupart d'entre eux se concentrent dans les activités de type HEHC pouvant bénéficier de gains de productivité et de salaire<sup>2</sup>. Autrement dit, pour un niveau donné d'éducation, les travailleurs plus âgés peuvent profiter de l'adoption de l'IA plus que les cohortes plus jeunes, car ils se concentrent davantage dans les filières de type HEHC.

Il est intéressant de constater que plusieurs des caractéristiques des professions fortement exposées à l'IA sont alignées sur les préférences des travailleurs plus âgés. Durant les trois dernières décennies, les emplois propices aux personnes âgées ont connu un essor général. Ces emplois se caractérisent par une activité physique moins éprouvante, un niveau plus faible de risque professionnel et des rythmes de travail modérés (Acemoglu, Mühlbach et Scott, 2022). Ces caractéristiques attirent les travailleurs plus âgés et s'alignent sur les gains positifs de capacité cognitive liés au bien-vieillir exposés dans ce chapitre<sup>3</sup>. En effet, il ressort des données pour les États-Unis que les emplois exposés à l'IA sont compatibles avec le télétravail et exigent un moindre effort physique que les emplois faiblement exposés (graphique 2.3.2), d'où

Les auteurs de cet encadré sont Andresa H. Lagerborg, Carlo Pizzinelli et Marina M. Tavares.

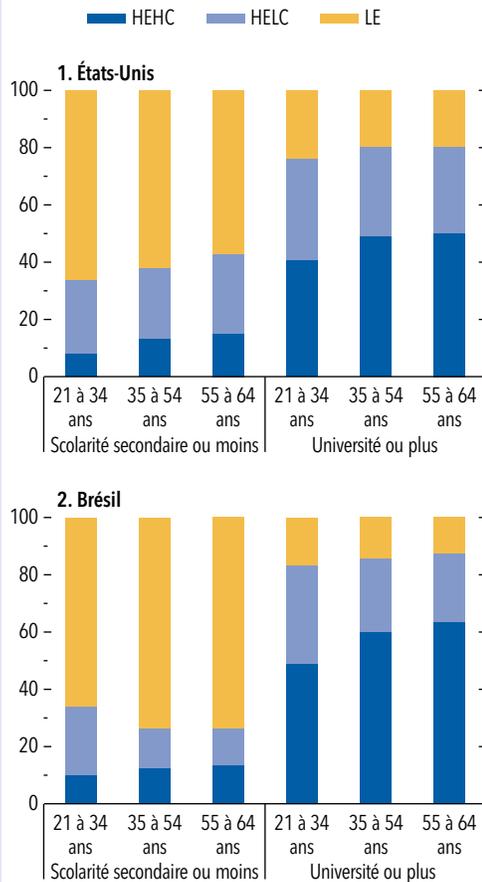
<sup>1</sup>L'exposition s'apprécie par la mesure dans laquelle l'IA peut reproduire les aptitudes essentielles à une profession donnée (Felten, Raj et Seamans, 2021), tandis que le degré de complémentarité mesure la probabilité que l'IA complète les travailleurs dans certaines activités (Pizzinelli *et al.*, 2023). La mesure de la complémentarité inclut des facteurs professionnels plus vastes qui influent sur la probabilité de bénéficier de l'adoption de l'IA ; voir Pizzinelli *et al.* (2023) pour plus de détails.

<sup>2</sup>Ceci s'appuie sur des données pour le Brésil (enquête-échantillon nationale auprès des ménages) et les États-Unis (Enquête sur la population actuelle). Environ 65 % des travailleurs au Brésil et 45 % aux États-Unis exercent des professions de type HEHC.

<sup>3</sup>Acemoglu, Mühlbach et Scott (2022) constatent que cet essor des emplois propices aux personnes plus âgées tendait à profiter aux femmes, aux diplômés universitaires et aux travailleurs plus âgés (notamment les femmes et les diplômés universitaires, ou les deux), tandis que les diplômés hommes en ont profité le moins.

Encadré 2.3 (suite)

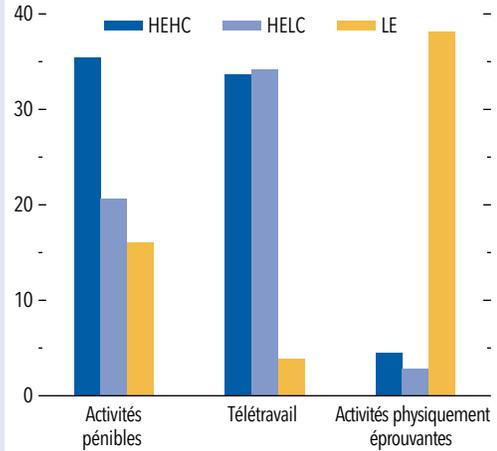
**Graphique 2.3.1. Catégories d'emplois : exposition à l'IA et complémentarité**  
(En pourcentage)



Sources : microdonnées de l'enquête-échantillon nationale auprès des ménages du Brésil (Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios) ; Enquête sur la population actuelle des États-Unis (United States Current Population Survey) ; calculs des services du FMI.  
Note : HEHC = exposition élevée et complémentarité élevée ; HELC = exposition élevée et faible complémentarité ; IA = intelligence artificielle ; LE = faible exposition.

l'intérêt qu'ils éveillent chez les travailleurs plus âgés, d'autant que ces emplois exposés à l'IA sont par ailleurs généralement mieux rémunérés. Cela dit, ils exigent en outre des niveaux plus élevés de responsabilité, comme ceux liés à des prises de décision importantes, qui peuvent accroître le stress et être moins désirables aux yeux des travailleurs plus âgés. Malgré ces difficultés, ces

**Graphique 2.3.2. Exposition à l'IA et adaptation à l'âge, États-Unis, 55 ans et plus**  
(Part des professions, en pourcentage)



Sources : microdonnées de l'Enquête sur la population actuelle des États-Unis (United States Current Population Survey) ; calculs des services du FMI.  
Note : Le graphique montre la part des travailleurs qui signalent que leur emploi présente ces caractéristiques, par groupe de professions. Les données sur le télétravail reposent sur des enquêtes de 2023 et 2024 ; les autres variables correspondent à la période 2010-19. HEHC = exposition élevée et complémentarité élevée ; HELC = exposition élevée et faible complémentarité ; IA = intelligence artificielle ; LE = faible exposition.

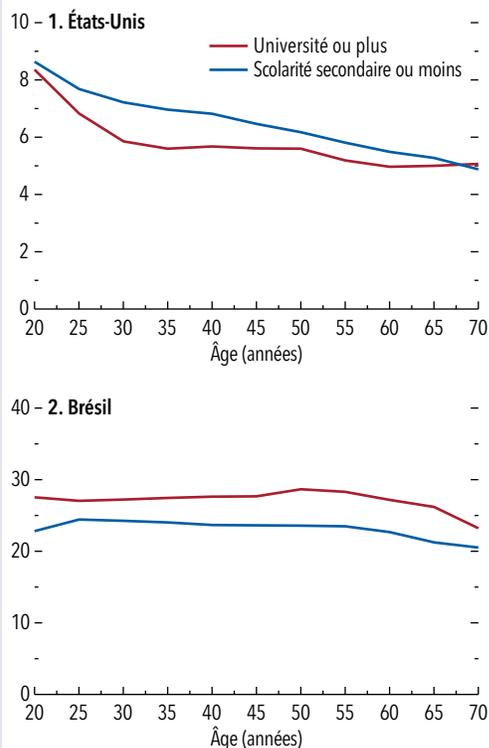
travailleurs sont déjà plus représentés dans les professions qui devraient bénéficier de l'IA par opposition à celles qui sont menacées. Ces conclusions laissent penser que l'amélioration des conditions de travail — notamment par la gestion du stress, les options de télétravail et les formules flexibles — pourrait aider à retenir les travailleurs plus âgés à des rôles enrichis par l'IA.

Des politiques ciblées demeurent nécessaires pour les travailleurs plus âgés exerçant des professions de type HELC. À différents niveaux d'éducation, 20-30 % de ces travailleurs occupent des postes de type HELC vulnérables aux perturbations issues de l'IA. Ce groupe est particulièrement menacé, car les données historiques montrent que les séniors sont moins enclins à changer de travail ou de profession (graphique 2.3.3). À mesure que la demande de main-d'œuvre pour les emplois de type HELC diminuera, leur capacité à s'orienter vers

### Encadré 2.3 (fin)

les filières porteuses pourrait être limitée, notamment durant les dernières étapes de leur carrière. Cela souligne qu'il est nécessaire d'adopter des politiques ciblées pour faciliter les transitions professionnelles. Des programmes actifs à l'appui du marché du travail peuvent aider les travailleurs plus âgés à s'adapter aux nouvelles technologies, et l'accompagnement de la transition professionnelle peut atténuer les risques de retraite anticipée suite à des suppressions d'emploi.

**Graphique 2.3.3. Probabilité de transition vers d'autres professions, par âge**  
(En pourcentage)



Sources : microdonnées de l'enquête-échantillon nationale auprès des ménages du Brésil (Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios) ; Enquête sur la population actuelle des États-Unis (United States Current Population Survey) ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique décrit les transitions entre professions mesurées à partir de la classification à quatre chiffres du Bureau du recensement des États-Unis (US Census Bureau) de 2010 à une fréquence mensuelle pour les États-Unis, et de la classification à quatre chiffres de la Classification internationale type des professions (CITP) de 2008 à une fréquence trimestrielle pour le Brésil.

## Bibliographie

- Abeliansky, Ana Lucia, Devin Erel, and Holger Strulik. 2020. "Aging in the USA: Similarities and Disparities across Time and Space." *Nature, Scientific Reports*, 10: 14309.
- Abeliansky, Ana Lucia, and Holger Strulik. 2019. "Long-Run Improvements in Human Health: Steady but Unequal." *Journal of the Economics of Ageing* 14(C): 100189.
- Abeliansky, Ana Lucia, and Holger Strulik. 2023. "Health and Aging before and after Retirement." *Journal of Population Economics* 36: 2825–55.
- Abril-Jimenez, Patricia, María Fernanda Cabrera-Umpierrez, Sergio Gonzalez, Rosa Carreton, Ginger Claasen, and María Teresa Arredondo Waldmeyer. 2022. "Design of Human-Centered Adaptive Support Tools to Improve Workability in Older Workers: A Field of Research of Human-Centered AI." In *Universal Access in Human-Computer Interaction: Novel Design Approaches and Technologies*, edited by Margherita Antona and Constantine Stephanidis, 177–87. New York: Springer.
- Acemoglu, Daron, Nicolaj Sondergaard Mühlbach, and Andrew Scott. 2022. "The Rise of Age-Friendly Jobs." *Journal of the Economics of Ageing* 23: 100416.
- Aksoy, Yunus, Henrique Basso, Ron Smith, and Tobias Grasl. 2019. "Demographic Structure and Macroeconomic Trends." *American Economic Journal: Macroeconomics* 11 (1): 193–222.
- Alcover, Carlos-Maria, Dina Guglielmi, Marco Depolo, and Greta Mazzetti. 2021. "Aging-and-Tech Job Vulnerability": A Proposed Framework on the Dual Impact of Aging and AI, Robotics, and Automation among Older Workers." *Organizational Psychology Review* 11 (2): 175–201.
- Amaglobeli, David, Hua Chai, Era Dabla-Norris, Kamil Dybczak, Mauricio Soto, and Alexander F. Tieman. 2019. "The Future of Saving: The Role of Pension System Design in an Aging World." IMF Staff Discussion Note 19/01, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Auclert, Adrien, Hannes Malmberg, Frédéric Martenet, and Matthew Rognlie. 2024. "Demographics, Wealth, and Global Imbalances in the Twenty-First Century." NBER Working Paper 29161, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Autor, David, and David Dorn. 2009. "This Job Is 'Getting Old': Measuring Changes in Job Opportunities Using Occupational Age Structure." *American Economic Review* 99 (2): 45–51.
- Baksa, Daniel, and Zsuzsa Munkacsi. 2016. "A Detailed Description of OGRE, the OLG Model." Bank of Lithuania Working Paper Series 31, Bank of Lithuania, Vilnius.
- Baksa, Daniel, Zsuzsa Munkacsi, and Carolin Nerlich. 2020. "A Framework for Assessing the Costs of Pension Reform Reversals." IMF Working Paper 20/132, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Banerji, Angana, Valerio Crispolti, Era Dabla-Norris, Romain A. Duval, Christian H. Ebeke, Davide Furceri, Takuji Komatsuzaki, and Tigran Poghosyan. 2017. "Labor and Product Market Reforms in Advanced Economies: Fiscal Costs, Gains, and Support." IMF Staff Discussion Note 17/03, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Barschkett, Mara, Johannes Geyer, Peter Haan, and Anna Hammerschmid. 2022. "The Effects of an Increase in the Retirement Age on Health: Evidence from Administrative Data." *Journal of the Economics of Ageing* 23: 100403.
- Bielecki, Marcin, Michał Brzoza-Brzezina, and Marcin Kolasa. 2020. "Demographics and the Natural Interest Rate in the Euro Area." *European Economic Review* 129: 103535.
- Bloom, David, David Canning, and Jaypee Sevilla. 2003. "The Demographic Dividend: A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change." Monograph Report 1274, Rand Corporation, Santa Monica, CA.
- Bound, John, Michael Schoenbaum, Todd Stinebrickner, and Timothy Waidmann. 1999. "The Dynamic Effects of Health on the Labor Force Transitions of Older Workers." *Labor Economics* 6 (2): 179–202.
- Budina, Nina, Christian Ebeke, Florence Jaumotte, Andrea Medici, Augustus J. Pantoni, Marina M. Tavares, and Bella Yao. 2023. "Structural Reforms to Accelerate Growth, Ease Policy Trade-offs, and Support the Green Transition in Emerging Market and Developing Economies." IMF Staff Discussion Note 2023/007, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Buettner, Dan. 2012. *The Blue Zones: 9 Lessons for Living Longer from the People Who've Lived the Longest*. Washington, DC: National Geographic Books.
- Calvo, Esteban. 2006. "Does Working Longer Make People Healthier and Happier?." Issue Brief WOB 2, Center for Retirement Research at Boston College, Boston, MA.
- Carvalho, Carlos, Andrea Ferrero, Felipe Mazin, and Fernanda Nechio. 2023. "Demographics and Real Interest Rates across Countries and over Time." CEPR Discussion Paper 18616, Centre for Economic Policy Research, London.
- Chan, Samantha, Ruby Liu, Anastasia K. Ostrowski, Manasi Vaidya, Samantha Brady, Luke Yoquinto, Lisa D'Ambrosio, and others. "Co-designing Generative AI Technologies with Older Adults to Support Daily Tasks." MIT Media Lab, Massachusetts Institute of Technology, Cambridge, MA. <https://doi.org/10.21428/e4baedd9.4f2a95fc>.
- Cox, Lynne S. 2022. "Therapeutic Approaches to Treat and Prevent Age-Related Diseases through Understanding the Underlying Biological Drivers of Ageing." *Journal of the Economics of Ageing* 23 (October): 100423.
- D'Albis, Hippolyte. 2023. "The Employment of Older Workers." In *The Routledge Handbook of the Economics of Ageing*, edited by David E. Bloom, Alfonso Sousa-Poza, and Uwe Sunde. New York: Routledge.
- Disney, Richard, Carl Emmerson, and Matthew Wakefield. 2006. "Ill Health and Retirement in Britain: A Panel Data-Based Analysis." *Journal of Health Economics* 25: 621–49.

- European Commission Directorate-General for Economic and Financial Affairs. 2024. *2024 Ageing Report: Economic and Budgetary Projections for the EU Member States (2022–2070)*. Institutional Paper 279. Brussels: EC.
- Felten, Edward, Manav Raj, and Robert Seamans. 2021. “Occupational, Industry, and Geographic Exposure to Artificial Intelligence: A Novel Dataset and Its Potential Uses.” *Strategic Management Journal* 42 (12): 2195–217.
- Freedman, Vicki, Brenda C. Spillman, Patti M. Andreski, Jennifer C. Cornman, Eileen M. Crimmins, Ellen Kramarow, James Lubitz, and others. 2013. “Trends in Late-Life Activity Limitations in the United States: An Update from Five National Surveys.” *Demography* 50: 661–71.
- Gagnon, Etienne, Benjamin K. Johannsen, and David López-Salido. 2021. “Understanding the New Normal: The Role of Demographics.” *IMF Economic Review* 69 (2): 357–90.
- Gaillard, Mathieu, and Donatienne Desmette. 2010. “(In) validating Stereotypes about Older Workers Influences Their Intentions to Retire Early and to Learn and Develop.” *Basic and Applied Social Psychology* 32 (1): 86–98.
- García-Gómez, Pilar, Andrew Jones, and Nigel Rice. 2010. “Health Effects on Labor Market Exits and Entries.” *Labour Economics* 17 (1): 62–76.
- García-Gómez, Pilar, and Andrew López-Nicolás. 2006. “Health Shocks, Employment, and Income in the Spanish Labour Market.” *Health Economics* 15: 997–1009.
- García-Gómez, Pilar, Hans van Kippersluis, Owen O’Donnell, and Eddy van Doorslaer. 2013. “Long Term and Spillover Effects of Health Shocks on Employment and Income.” *Journal of Human Resources* 48 (4): 873–909.
- Gerding, Felix, Espen Henriksen, and Ina Simonovska. 2025. “The Risky Capital of Emerging Markets.” NBER Working Paper 20769, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Gmeinder, Michael, David Morgan, and Michael Mueller. 2017. “How Much Do OECD Countries Spend on Prevention?.” OECD Health Working Paper 101, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.
- Goodhart, Charles, and Manoj Pradhan. 2020. *The Great Demographic Reversal: Ageing Societies, Waning Inequality, and an Inflation Revival*. London: Palgrave Macmillan.
- Gourinchas, Pierre-Olivier, and Olivier Jeanne. 2013. “Capital Flows to Developing Countries: The Allocation Puzzle.” *Review of Economic Studies* 80 (4): 1484–515.
- Gourinchas, Pierre-Olivier, and Hélène Rey. 2014. “External Adjustment, Global Imbalances, Valuation Effects.” In *Handbook of International Economics*, vol. 4, edited by Gita Gopinath, Elhanan Helpman, and Kenneth Rogoff, 585–645. Amsterdam: Elsevier.
- Gu, Jiajia, Lisa Kolovich, Jorge Mondragon, Monique Newiak, and Michael Herrmann. 2024. “Promoting Gender Equality and Tackling Demographic Challenges.” IMF Gender Notes 24/002, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Hacker, Karen. 2024. “The Burden of Chronic Disease.” *Mayo Clinic Proceedings: Innovations, Quality, & Outcomes* 8 (1): 112–19.
- Jones, Charles I. 2022. “The End of Economic Growth? Unintended Consequences of a Declining Population.” *American Economic Review* 112 (11): 3489–527.
- Kotschy, Rainier, and David Bloom. 2023. “Population Aging and Economic Growth: From Demographic Dividend to Demographic Drag?” NBER Working Paper 31585, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Kotschy, Rainier, David Bloom, and Andrew Scott. 2024. “On the Limits of Chronological Age.” CEPR Discussion Paper 19655, Centre for Economic Policy Research, London.
- Lamont, Ruth, Hannah Swift, and Dominic Abrams. 2015. “A Review and Meta-Analysis of Age-Based Stereotype Threats: Negative Stereotypes, Not Facts, Do the Damage.” *Psychology and Aging* 30 (1): 180–93.
- Lee, Munjae, Sewon Park, and Kyu-Sung Lee. 2020. “Relationship between Morbidity and Health Behavior in Chronic Diseases.” *Journal of Clinical Medicine* 9 (1): 121.
- Lee, Ronald. 2016. “Macroeconomics, Aging and Growth.” NBER Working Paper 22310, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Liu, Yong, Janet B. Croft, Anne G. Wheaton, Dafna Kanny, Timothy J. Cunningham, Hua Lu, Stephen Onufrak, Ann Malarcher, Kurt Greenlund, and Wayne Giles. 2016. “Clustering of Five Health-Related Behaviors for Chronic Disease Prevention Among Adults.” *Preventing Chronic Disease* 13: 160054.
- Maestas, Nicole, Kathleen Mullen, and David Powell. 2023. “The Effect of Population Aging on Economic Growth, the Labor Force, and Productivity.” *American Economic Journal: Macroeconomics* 15 (2): 306–32.
- McDaid, David, Franco Sassi, and Sherry Merkur, eds. 2015. *Promoting Health, Preventing Disease: The Economic Case*. New York: McGraw-Hill.
- Mian, Atif, Ludwig Straub, and Amir Sufi. 2022. “A Goldilocks Theory of Fiscal Deficits.” NBER Working Paper 29707, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Moll, Benjamin, Lukasz Rachel, and Pascual Restrepo. 2022. “Uneven Growth: Automation’s Impact on Income and Wealth Inequality.” *Econometrica* 90 (6): 2645–83.
- Neumark, David, Ian Burn, and Patrick Button. 2019. “Is It Harder for Older Workers to Find Jobs? New and Improved Evidence from a Field Experiment.” *Journal of Political Economy* 127 (2): 922–70.
- Officer, Alana, Jotheeswaran Thiyagarajan, Mira Scheniders, Paul Nash, and Vania Fuente-Nunez. 2020. “Ageism, Healthy Life Expectancy and Population Ageing: How Are They Related?” *International Journal of Environmental Research and Public Health* 17: 3159.
- Old, Jonathan, and Andrew Scott. 2023. “Healthy Aging Trends in England between 2002 and 2018: Improving but Slowing and Unequal.” *Journal of the Economics of Ageing* 26: 100470.

- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 2015. *Fiscal Sustainability of Health Systems: Bridging Health and Finance Perspectives*.
- Pellegrino, Bruno, Enrico Spolaore, and Romain Wacziarg. 2024. "Barriers to Global Capital Allocation." NBER Working Paper 28694, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Pizzinelli, Carlo, Augustus Panton, Marina Tavares, Mauro Cazzaniga, and Longji Li. 2023. "Labor Market Exposure to AI: Cross-Country Differences and Distributional Implications." IMF Working Paper 23/216, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Rashbrook, Elaine. 2019. "Prevention—A Life Course Approach." Blog, UK Health Security Agency, May 23, 2019. <https://ukhsa.blog.gov.uk/2019/05/23/health-matters-prevention-a-life-course-approach/>.
- Sanderson, Warren, and Sergei Scherbov. 2010. "Demography: Remeasuring Aging." *Science* 329 (5997): 1287–8.
- Scott, Andrew. 2021. "The Longevity Economy." *Health Policy* 2: 828–35.
- Scott, Andrew. 2023. "The Economics of Longevity—An Introduction." *Journal of the Economics of Ageing* 24: 100439.
- Stähler, Nikolai. 2021. "The Impact of Aging and Automation on the Macroeconomy and Inequality." *Journal of Macroeconomics* 67: 103278.
- United Nations Department of Economic and Social Affairs. 2021. "World Population Policies 2021: Policies Related to Fertility." UN DESA/POP/2021/TR/NO. 1. New York.
- Yu, Kun-Hsing, Andrew Beam, and Isaac S. Kohane. 2018. "Artificial Intelligence in Healthcare." *Nature Biomedical Engineering* 2: 719–31.



*Les pays émergents et pays en développement reçoivent de plus en plus d'immigrés et sont devenus la principale terre d'accueil des réfugiés. Le présent chapitre se penche sur les importantes répercussions que les politiques de gestion des mouvements légaux de migrants et de réfugiés mises en œuvre par un pays donné peuvent avoir sur d'autres pays de destination ou de transit, ainsi que sur les pays d'origine. Lorsque d'autres pays durcissent leurs politiques en la matière, les entrées de migrants et de réfugiés dans un pays donné peuvent augmenter de 10 % sur cinq ans. En outre, dans le pays moyen destinataire de ces entrées supplémentaires, la production peut augmenter de 0,2 % au cours de la même période. L'effet d'ensemble sur la production est souvent modeste, dans la mesure où ces arrivées peuvent peser sur les ressources locales, et que les compétences professionnelles des réfugiés sont généralement moins adaptées aux besoins du marché du travail des pays d'accueil. Cependant, les effets sur la production peuvent être plus importants dans le cas où les compétences des immigrants et des réfugiés viennent compléter celles des populations locales. Il convient donc que les pouvoirs publics s'attachent à améliorer l'intégration des immigrants et des réfugiés, et à assurer une meilleure adéquation de leurs compétences avec les besoins du marché du travail. Dans les pays émergents et les pays en développement, une meilleure intégration des réfugiés pourrait s'avérer particulièrement profitable. De plus, il importe de prendre des mesures de nature à réduire les pressions sur les services et les infrastructures des pays d'accueil, en accordant la priorité à des investissements publics productifs et en favorisant l'essor du secteur privé. La coopération internationale peut permettre, à court terme, de mieux répartir entre les différents pays d'accueil les coûts associés à des arrivées massives et inattendues de migrants, et d'améliorer la situation à long terme.*

## Introduction

Les flux légaux de migrants et de réfugiés ont acquis une place prépondérante dans le débat public. Ces mouvements migratoires, rapportés à la population

Paula Beltran Saavedra, Nicolas Fernandez-Arias, Shushanik Hakobyan, Samuel Mann, Neil Meads et Carolina Osorio Buitron ont rédigé le présent chapitre sous la direction d'Aqib Aslam, avec le soutien de Shan Chen, Camara Kidd, Xiaomeng Mei et Johannes Rosenbusch. Désiré Kanga, Roland Kpodar, Manasa Patnam et Annalaura Sacco ont également apporté leurs contributions. Lorenzo Caliendo, Fernando Parro et Timo Tonassi sont intervenus en qualité de consultants extérieurs. Les auteurs remercient Michael Clemens pour ses précieux commentaires.

mondiale, ont augmenté de manière constante entre la fin des années 90 et la crise financière mondiale, à peu près au même rythme que les biens et les capitaux, dont la circulation croissante représente une autre tendance caractéristique de la mondialisation (graphique 3.1).

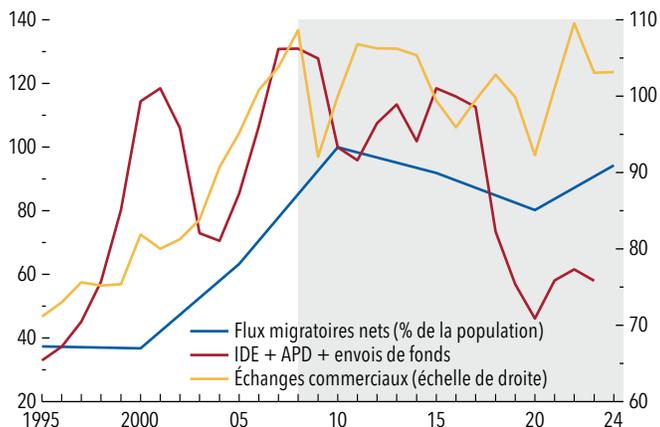
En 2024, le nombre d'immigrés et de réfugiés légaux au niveau mondial s'élevait à 304 millions — 3,7 % de la population mondiale —, soit deux fois plus qu'en 1995 ; les réfugiés et les demandeurs d'asile représentent environ un sixième de ce total. Par ailleurs, environ 40 % des immigrants et 75 % des réfugiés vivent actuellement dans des pays émergents et des pays en développement.

Ces tendances résultent de facteurs d'attraction vers les pays d'accueil et d'incitation au départ des pays d'origine — qu'il s'agisse de chocs géopolitiques ou de catastrophes naturelles, qui se produisent de plus en plus souvent — et sont influencées par la configuration des politiques relatives à l'immigration et aux réfugiés. En particulier, les politiques en vigueur dans les pays de destination ont sans doute joué un rôle important en modifiant les frictions — et donc les coûts et les avantages — associées aux décisions individuelles de migration.

De même que les politiques en vigueur influent sur l'ampleur et la composition des flux légaux observés, ces dernières sont également fonction du niveau d'acceptation des émigrés et des réfugiés par les populations d'accueil, qui s'est détérioré dans plusieurs des principaux pays de destination (graphique 3.2, page 1). Le traitement médiatique accru des questions migratoires a également influencé le discours politique en la matière (graphique 3.2, page 2). Les résultats d'enquêtes donnent à penser qu'il est peu probable que la pression migratoire diminue, tant les personnes interrogées sont déterminées à émigrer, et ce, bien que tous les candidats au départ ne soient pas en mesure d'atteindre la destination de leur choix (graphique 3.2, page 3). Les migrants en provenance de pays émergents et de pays en développement aspirent souvent à s'installer dans des pays plus avancés, au sein ou à l'extérieur de leur région, mais il est plus probable qu'ils se retrouvent dans d'autres pays voisins où les niveaux de revenu sont les mêmes.

À la différence des analyses antérieures, qui portaient sur les effets des mouvements de population sur les pays d'origine et de destination, le présent chapitre se penche

**Graphique 3.1. Tendances mondiales**  
(En pourcentage du PIB, 2010 = 100, sauf indication contraire)



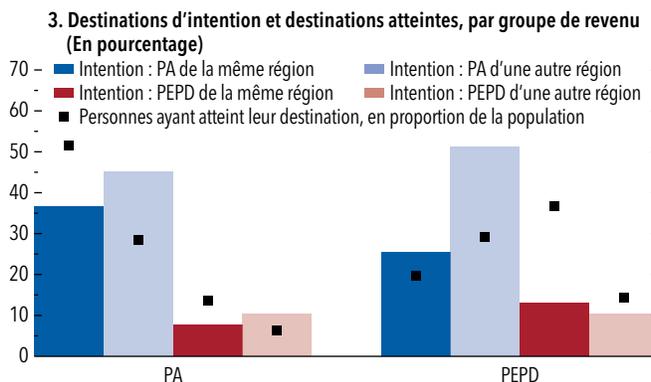
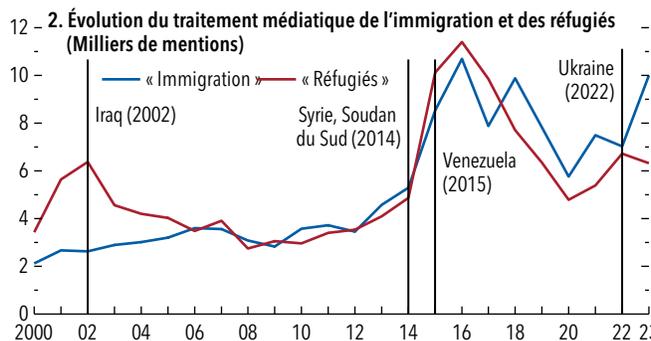
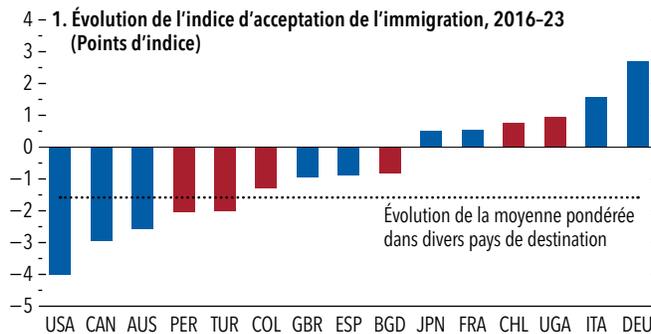
Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde* ; Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies ; Eurostat ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.  
Note : Les investissements directs étrangers sont lissés au moyen d'une moyenne mobile sur trois ans. La zone grisée correspond à la période qui a suivi la crise financière mondiale et qui coïncide avec le moment où la mondialisation a commencé à ralentir. APD = aide publique au développement ; IDE = investissement direct étranger.

sur les répercussions que les modifications des politiques relatives aux immigrés et aux réfugiés dans les pays d'accueil peuvent avoir dans d'autres pays. À l'heure où la lassitude qu'inspire la mondialisation fait se multiplier les obstacles à la circulation des biens et des personnes et alors que les perspectives de croissance se sont assombries au niveau mondial, il importe que les décideurs comprennent les effets des modifications de leurs politiques relatives aux immigrés et aux réfugiés. Plus précisément, voici les questions auxquelles ce chapitre se propose de répondre :

- Les changements de politiques relatives aux immigrés et aux réfugiés ont-ils pour effet de réorienter les mouvements migratoires légaux vers d'autres pays ou de modifier leur composition ?
- Quelles sont l'ampleur et l'importance des répercussions que les changements de politiques relatives aux immigrés et aux réfugiés ont eues sur la production ?
- La coopération internationale pourrait-elle améliorer les résultats économiques en assurant une répartition plus équitable des mouvements migratoires entre les différents pays de destination ?

Le présent chapitre est exclusivement consacré aux passages de frontières « réguliers » par les migrants et les réfugiés, c'est-à-dire à l'immigration « légale ». L'immigration irrégulière ou illégale n'est donc pas

**Graphique 3.2. Perceptions et préférences en matière d'immigration**



Sources : Abel et Cohen, 2019 ; Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies ; Factiva ; Gallup ; calculs des services du FMI.  
Note : Dans la page 1, on a calculé, pour chacun des principaux pays de destination, l'indice d'acceptation de l'immigration, qui prend des valeurs de 0 à 9, à partir des réponses portant sur le cas de personnes au chômage ou sous-employées (graphique 3.3, page 1). Les codes pays utilisés dans le graphique sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). La moyenne pondérée se calcule à partir de données sur le stock d'immigrés en 2024. L'année de référence pour le Canada et les États-Unis est 2017. Les pays émergents et pays en développement sont représentés en rouge, les pays avancés, en bleu. La page 2 indique le nombre d'occurrences dans les médias des termes « immigration » et « réfugiés » dans neuf langues (allemand, anglais, espagnol, finnois, français, italien, japonais, portugais et suédois). Les principaux épisodes d'arrivées d'immigrés et de réfugiés sont représentés par des lignes verticales. Dans la page 3, les destinations d'intention (barres) sont obtenues à partir des réponses moyennes à une enquête menée entre 2015 et 2019. S'agissant des destinations effectivement atteintes (carrés noirs), les données se rapportent aux mouvements migratoires observés entre 2015 et 2020. L'échantillon porte sur 144 pays. Le graphique fait une distinction entre les mouvements migratoires selon qu'ils s'effectuent au sein ou à l'extérieur d'une même région géographique. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

analysée ici, dans la mesure où les données en la matière sont très restreintes<sup>1</sup>. Les termes *migrant* ou *immigré* désignent les personnes ayant volontairement quitté leur pays d'origine pour diverses raisons, par exemple pour améliorer leur situation économique, à la différence du terme *réfugié*, qui renvoie aux personnes contraintes de fuir leur pays d'origine et qui ne peuvent ou ne souhaitent pas y retourner, et bénéficient de protections au titre du droit international.

L'ampleur des arrivées de migrants et de réfugiés, ainsi que leur intégration, peut affecter les résultats économiques des pays de destination à court et à long terme en influant sur l'offre de main-d'œuvre et la demande globale, ainsi que sur les phénomènes d'engorgement et d'agglomération (voir les définitions clés contenues dans l'annexe 3.1 en ligne, où figurent également des précisions supplémentaires et où sont décrits les effets sur le marché du travail)<sup>2</sup>. Il en résulte que ces arrivées peuvent avoir des effets positifs sur la production et la productivité du travail, même si des entrées massives peuvent faire augmenter les coûts à court terme par l'encombrement des infrastructures locales et la baisse des ratios capital/travail. Par ailleurs, ces effets sont susceptibles de varier selon les voies d'arrivée : les barrières à l'intégration et l'inadéquation des compétences ont tendance à être plus prononcées dans le cas des réfugiés que dans celui des immigrés.

Le présent chapitre tient pour acquis les facteurs d'attraction vers les pays d'accueil et d'incitation au départ des pays d'origine. Dans un premier temps, l'analyse concerne les principales tendances mondiales et régionales s'agissant de la direction et de la composition des « stocks et flux » d'immigrés et de réfugiés légaux, et de l'évolution des politiques qui s'y rapportent. S'ensuivent un aperçu général des possibles retombées des changements à l'œuvre dans les politiques relatives à l'immigration et aux réfugiés, puis l'exposé des données empiriques qui permettent de décrire ces retombées, aussi bien pour les mouvements légaux d'immigrés et de réfugiés que pour les chiffres de la production. À partir de ces données empiriques, la dernière section du présent chapitre s'appuie sur une analyse par modélisation pour quantifier

les effets des changements qui interviennent dans les politiques relatives à l'immigration et aux réfugiés sur le bien-être à long terme et sur la croissance, en prenant en compte différentes compétences et voies de migration. En outre, la fin du chapitre montre comment la coordination des politiques à l'échelon international peut donner de meilleurs résultats que des mesures unilatérales prises en réponse à des chocs occasionnant des déplacements forcés de populations.

Les principales conclusions du présent chapitre sont les suivantes :

- Les mouvements légaux d'immigrés et de réfugiés sont en augmentation, en particulier entre les pays émergents ou en développement (surtout s'agissant des réfugiés), et les capacités d'intégration souvent limitées des pays d'accueil sont mises à rude épreuve.
- L'augmentation des flux, l'intensification du débat public et la montée des tensions dans les principaux pays avancés de destination se sont accompagnées au fil du temps d'un durcissement des politiques relatives à l'immigration et aux réfugiés, ce qui est susceptible d'aggraver les difficultés des pays de destination émergents ou en développement.
- Les données mondiales montrent que les retombées des évolutions des politiques relatives à l'immigration et aux réfugiés se manifestent par différents canaux. Ces répercussions peuvent s'avérer considérables pour ce qui est des mouvements de personnes, mais relativement modestes s'agissant du niveau de production du pays moyen.
  - Un durcissement de la politique d'accueil réduisant les entrées de 20 % dans un ensemble de pays peut se traduire par une réorientation considérable des flux migratoires, en faisant augmenter les arrivées dans d'autres pays de 10 % de manière cumulée sur cinq ans. De plus, les changements de politiques peuvent modifier la composition des flux à destination d'un pays donné : ainsi, l'adoption d'une politique plus restrictive ayant pour effet de réduire de 20 % sur cinq ans les entrées d'immigrés peut être partiellement compensée par une augmentation de 30 % sur la même période des arrivées de réfugiés, généralement moins nombreuses.
  - Une réorientation des flux vers un pays de destination finale équivalant à une augmentation moyenne de 0,2 point de pourcentage de la part d'immigrés dans la population de ce pays est associée à une augmentation de 0,2 % de la production après cinq ans.
  - En revanche, si d'autres pays ne durcissent que leur politique relative aux réfugiés, la réorientation

<sup>1</sup>L'immigration irrégulière n'est pas définie en droit international, mais correspond peu ou prou aux mouvements de populations qui s'effectuent en violation des lois, réglementations ou accords internationaux qui régissent la circulation des personnes entre les pays de départ, de transit et de destination. Dans la mesure même où ces mouvements s'effectuent en dehors des voies légales, leur analyse est empêchée par les sérieuses limites que présentent les données en la matière, ainsi que par l'existence d'un biais de sélection.

<sup>2</sup>Toutes les annexes en ligne sont disponibles à l'adresse [www.imf.org/fr/Publications/WEO](http://www.imf.org/fr/Publications/WEO).

des flux qui en résulte n'engendre pas de gains de production significatifs dans le pays de destination finale. Cependant, le renforcement des politiques d'intégration des réfugiés peut donner de meilleurs résultats, notamment parmi les pays émergents et les pays en développement.

- Des simulations fondées sur des modèles permettent de comprendre comment des politiques visant à réorienter les mouvements légaux de migrants et de réfugiés vers d'autres pays de destination ou vers d'autres voies légales peuvent avoir des conséquences économiques entre les pays d'accueil et au sein de leurs frontières, selon le degré d'intégration des nouveaux arrivants dans leurs marchés du travail et d'adéquation de leurs compétences avec les besoins de l'économie locale.
  - Une réduction des arrivées légales d'immigrés sous l'effet de politiques ciblant certains pays d'origine est partiellement compensée par une augmentation du nombre de réfugiés — en particulier de réfugiés peu qualifiés — en provenance de ces pays. En parallèle, les migrants sont réorientés vers les pays limitrophes.
  - L'impact économique cumulé à court et à moyen terme se traduit par une baisse modeste du PIB dans les pays de destination et par une légère hausse de production dans d'autres pays en raison d'un surcroît d'offre de main-d'œuvre.
  - Dans les pays vers lesquels les mouvements de migrants et de réfugiés ont été réorientés, le surcroît de concurrence qui en résulte est susceptible de réduire les salaires de certains travailleurs, en particulier à court terme, tandis que les revenus des populations d'accueil dont les activités sont complémentaires des compétences des nouveaux arrivants augmentent.

Les résultats de notre analyse sont clairs. Les évolutions des politiques relatives à l'immigration et aux réfugiés dans les pays de destination peuvent se traduire par une mutation des flux légaux de migrants et de réfugiés au sein de l'économie mondiale. Certes, de telles évolutions ne sauraient se substituer à des mesures visant à traiter durablement les facteurs d'attraction vers les pays d'accueil et d'incitation au départ des pays d'origine, en particulier s'agissant des déplacements forcés, mais elles peuvent faciliter la gestion des flux au bénéfice des pays de destination. En améliorant le volet intégration des politiques nationales relatives à l'immigration et aux réfugiés, tout en investissant dans les infrastructures et en mettant en place des politiques actives du marché du travail, il est possible de réduire les coûts associés à un engorgement à court terme. Par ailleurs, la coopération internationale peut permettre de mieux répartir ces coûts.

## Tendances et politiques en matière d'immigration et d'accueil des réfugiés

Les pays avancés continuent d'accueillir certains des groupes d'immigrés les plus nombreux, issus majoritairement de pays émergents et de pays en développement<sup>3</sup>. Les mouvements migratoires à destination des pays avancés représentaient l'essentiel des flux mondiaux à la fin des années 90 et au début de la décennie 2000. Depuis, les mouvements de migrants et de réfugiés entre pays émergents ou en développement ont augmenté jusqu'à représenter désormais près de la moitié du total des flux nets, et trois des cinq plus fortes augmentations des « stocks » de migrants et de réfugiés observées au cours de la période 2010–24 sont intervenues dans de grands pays émergents (graphique 3.3). Entre 2020 et 2024, la majorité des flux bruts se sont effectués entre pays d'une même région et d'un même groupe de revenus, ce qui montre que les migrants et les réfugiés ne se déplacent souvent que sur de petites distances (graphique 3.4).

Les évolutions récentes marquent également une nette augmentation des mouvements de réfugiés déplacés de force ou contraints de quitter leurs foyers par l'instabilité politique, les conflits, la violence, les persécutions, les atteintes aux droits humains ou les catastrophes naturelles. Environ deux tiers des réfugiés sont accueillis par des pays voisins, et quatre des cinq premiers pays d'accueil sont des pays émergents ou en développement (encadré 3.1)<sup>4</sup>. La manière dont les réfugiés sont répartis à l'échelle mondiale peut représenter une charge disproportionnée pour les pays émergents et les pays en développement, qui sont souvent plus démunis que les pays avancés pour intégrer le grand nombre de nouveaux arrivants.

Les retombées économiques varient selon les caractéristiques des entrées d'immigrés et de réfugiés. De manière générale, l'immigration s'est avérée bénéfique pour les pays avancés.

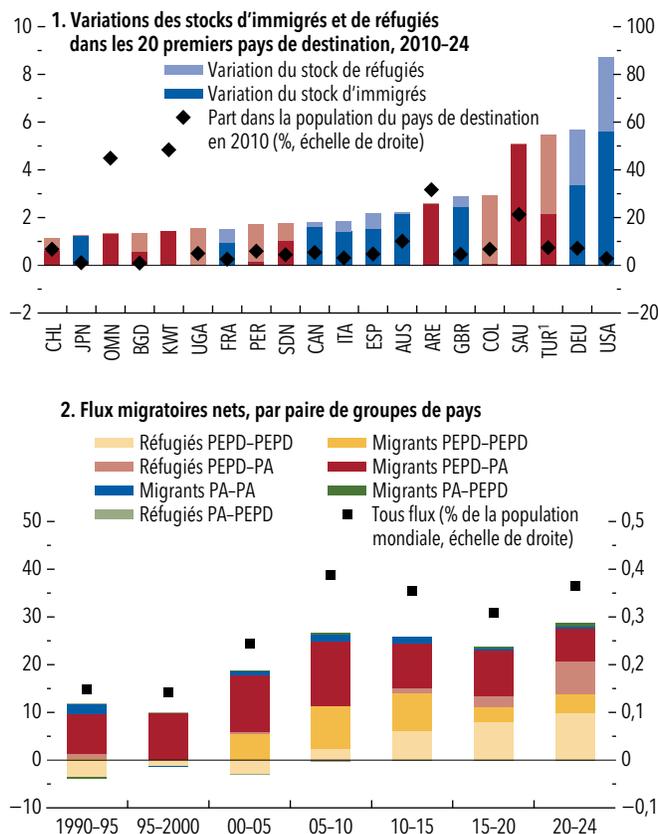
- Les immigrés sont généralement plus mobiles géographiquement et professionnellement que les populations des pays d'accueil, ce qui leur permet de mieux s'adapter aux variations des conditions sur le marché du travail, que celles-ci soient liées à des facteurs cycliques ou à des

<sup>3</sup>Parmi les facteurs d'attraction à l'œuvre, notons l'amélioration du niveau de vie (revenus, santé, éducation, institutions, sécurité), la proximité linguistique et culturelle ou encore les liens familiaux.

<sup>4</sup>L'instabilité politique, les conflits et les catastrophes naturelles peuvent inciter les personnes à quitter leurs foyers et représentent des facteurs essentiels permettant d'expliquer l'augmentation des flux de migrants et de réfugiés observés entre pays émergents ou en développement. La dégradation des conditions socioéconomiques et le manque de débouchés dans les pays d'origine sont d'autres exemples d'incitations au départ.

**Graphique 3.3. Variations des flux et des stocks d'immigrés et de réfugiés**

(En millions, sauf indication contraire)



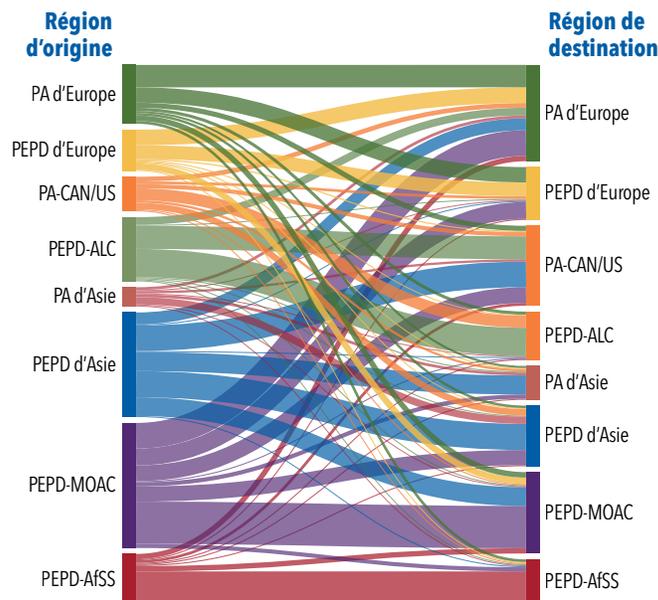
Sources : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies ; Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; calculs des services du FMI.  
 Note : La plage 1 représente les 20 premiers pays de destination ayant enregistré les plus grandes variations de leurs stocks d'immigrés et de réfugiés entre 2010 et 2024. Les pays émergents et pays en développement apparaissent en rouge (variation du stock d'immigrés) et en rose (variation du stock de réfugiés), et les pays avancés apparaissent en bleu et bleu clair. Les losanges représentent les variations des stocks d'immigrés et de réfugiés entre 2010 et 2024 en proportion des populations de 2010. Dans la plage 2, les flux nets correspondent aux différences de stocks. Les valeurs négatives indiquent une migration de retour. Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.  
<sup>5</sup>Ce résultat est obtenu à partir des informations communiquées par seulement quatre pays d'origine en 2024 : l'Afghanistan, l'Iraq, la République islamique d'Iran et la Syrie.

changements structurels (comme les mutations démographiques et sectorielles)<sup>5</sup>.

- Les immigrés et les réfugiés, sensiblement plus jeunes que les populations d'accueil (chapitre 4 de l'édition d'avril 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale* [PEM] ; encadré 3.2), peuvent générer des

<sup>5</sup>Il est prouvé que les immigrés s'adaptent mieux aux pénuries de main-d'œuvre que les populations d'accueil, ce qui tient en partie au fait qu'ils ont déjà eu à supporter les coûts qui pèsent sur une main-d'œuvre mobile. Pour plus de détails, consulter l'annexe 3.2 en ligne.

**Graphique 3.4. Flux migratoires bruts, par paire de groupes de pays, 2020-24**



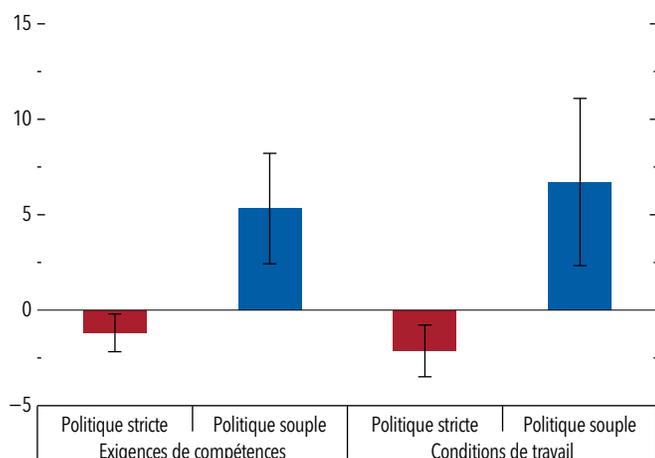
Sources : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies ; calculs des services du FMI.  
 Note : AfSS = Afrique subsaharienne ; ALC = Amérique latine et Caraïbes ; CAN = Canada ; MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale ; PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; US = États-Unis. Le calcul des flux migratoires suit la méthode d'Abel et Cohen (2019).

gains économiques supérieurs aux coûts qu'ils représentent pour les finances publiques, voire atténuer les pressions budgétaires, à condition d'être bien intégrés dans la population active (Clemens, 2024 ; encadré 3.3 ; voir également le chapitre 2 de l'édition d'avril 2025 des PEM).

- En outre, il se peut que les immigrés et les réfugiés contribuent à juguler les pressions inflationnistes (dus aux salaires) en augmentant l'offre de main-d'œuvre, comme cela s'est vérifié dans de nombreux secteurs de l'économie des pays avancés depuis la pandémie (Cheremukhin *et al.*, 2024). Ces effets peuvent être plus marqués lorsque la main-d'œuvre du pays d'accueil dispose de niveaux de compétences similaires à ceux des immigrés et des réfugiés. Cependant, les immigrés peuvent également contribuer aux pressions inflationnistes en faisant augmenter la demande (Manacorda, Manning et Wadsworth, 2012 ; chapitre 4 de l'édition d'avril 2020 des PEM ; encadré 3.4).
- Dans l'ensemble, les politiques migratoires détermineront de quelle manière les postes de travail vacants seront répartis entre les populations d'accueil et les immigrés — ces derniers ayant tendance à occuper

### Graphique 3.5. Évolution du taux d'emploi des immigrés et des réfugiés associée à de fortes hausses des ratios de vacances de postes

(En points de pourcentage)



Sources : base de données Luxembourg Income Study ; Eurostat ; Haver Analytics ; Immigration Policies in Comparison ; calculs des services du FMI.

Note : L'échantillon porte sur les secteurs de la deuxième révision de la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (NACE) aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans l'Union européenne entre 2010 et 2021. Le 75<sup>e</sup> centile de la distribution dans les différents pays en 2019 sert à définir les secteurs d'activités présentant des ratios de vacances de postes élevés. Les segments verticaux représentent des intervalles de confiance à 90 %. Les politiques strictes (souples) correspondent au décile supérieur (inférieur) de la distribution lors de l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données. Pour plus de détails, consulter l'annexe 3.2 en ligne.

des postes difficiles à pourvoir, dans des secteurs où la demande de main-d'œuvre est élevée, et pour lesquels il existe moins de barrières à l'entrée (graphique 3.5 ; annexe 3.2 en ligne).

Pour leur part, les réfugiés peinent souvent à rejoindre la population active ou à trouver des débouchés professionnels leur permettant de pleinement mettre à profit leurs compétences. En particulier à long terme, leurs contributions sont d'autant plus profitables qu'ils sont bien intégrés sur le marché du travail. Les données empiriques indiquent que la complémentarité des compétences des immigrés et des réfugiés avec celles des populations des pays d'accueil et la force des politiques d'intégration ont également de l'importance pour les pays émergents et les pays en développement (Viseth, 2021). Cependant, même lorsque les réfugiés partagent la langue et la culture du pays d'accueil, ils ont tendance à travailler dans l'économie informelle, en raison de l'existence de barrières juridiques et structurelles (Alvarez *et al.*, 2022). Par ailleurs, ces éléments donnent à penser que les réfugiés ne viennent pas remplacer de manière

significative la main-d'œuvre des pays d'accueil, mais laissent plutôt entrevoir de potentielles pertes de productivité associées à l'inadéquation des compétences avec les besoins du marché du travail et à la mauvaise répartition de la main-d'œuvre.

Au cours des dernières décennies, certaines politiques relatives à l'immigration et aux réfugiés ont pris un tour de plus en plus restrictif dans le pays médian, que ce soit en raison du nombre d'immigrés et de réfugiés déjà présents ou en réaction à des arrivées récentes, ou encore faute d'intégration des nouveaux arrivants<sup>6</sup>. Ainsi, certains pays ont durci leur réglementation extérieure (graphique 3.6, page 1 : les principales définitions se trouvent dans l'annexe 3.1 en ligne). Ces restrictions concernent principalement les immigrés, et comportent des exigences de compétences et de minimum d'âge. En parallèle, la tendance antérieure à l'assouplissement de la réglementation intérieure — dont font partie les mesures en faveur de l'intégration — s'est essoufflée, affichant davantage de variations d'un pays à l'autre (graphique 3.6, page 2). De plus, la rigueur dans l'application des réglementations (contrôles) a augmenté, quoique l'on observe à cet égard un tassement au fil du temps (graphique 3.6, page 3).

### Un aperçu des retombées des évolutions des politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés

Il existe quatre principaux canaux par l'intermédiaire desquels les réformes des politiques relatives à l'immigration et aux réfugiés peuvent modifier les mouvements de migrants et de réfugiés au sein d'un pays donné et entre différents pays (graphique 3.7).

- Le durcissement des politiques dans les pays de destination ne réduit pas forcément l'ampleur de l'ensemble des flux en provenance des pays de départ, mais peut modifier leur composition, dans la mesure où des restrictions ciblées peuvent entraîner des mutations au sein des mouvements de migrants et de réfugiés. On parle à ce sujet de *substitution de catégorie*.
- Un durcissement des politiques d'accueil dans un ou plusieurs pays de destination est susceptible de réorienter les migrants et les réfugiés vers d'autres pays,

<sup>6</sup>Les politiques relatives à l'immigration et aux réfugiés désignent l'ensemble des lois, réglementations et programmes auxquels les États ont recours pour faciliter, réglementer et optimiser l'immigration. Bien que les réfugiés bénéficient de protections en vertu du droit international, leur intégration dans les pays d'accueil est régie par des réglementations et contrôles nationaux.

ou bien de les empêcher de quitter le pays où ils se trouvent en transit. On parle à propos de ce canal de *substitution de destination* ou de *réorientation*.

- Il se peut que les restrictions ciblant certains pays d'origine aient pour effet d'encourager les migrants et les réfugiés issus d'autres pays à venir combler le vide ainsi créé, ou de les rendre plus susceptibles de le faire. On parle alors de *substitution d'origine*.
- Dans certains cas, la mise en œuvre de politiques plus strictes peut purement et simplement décourager l'émigration : c'est ce que l'on appelle la *suppression de l'origine* ou la *dissuasion*.

### Estimer les retombées des évolutions des politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés

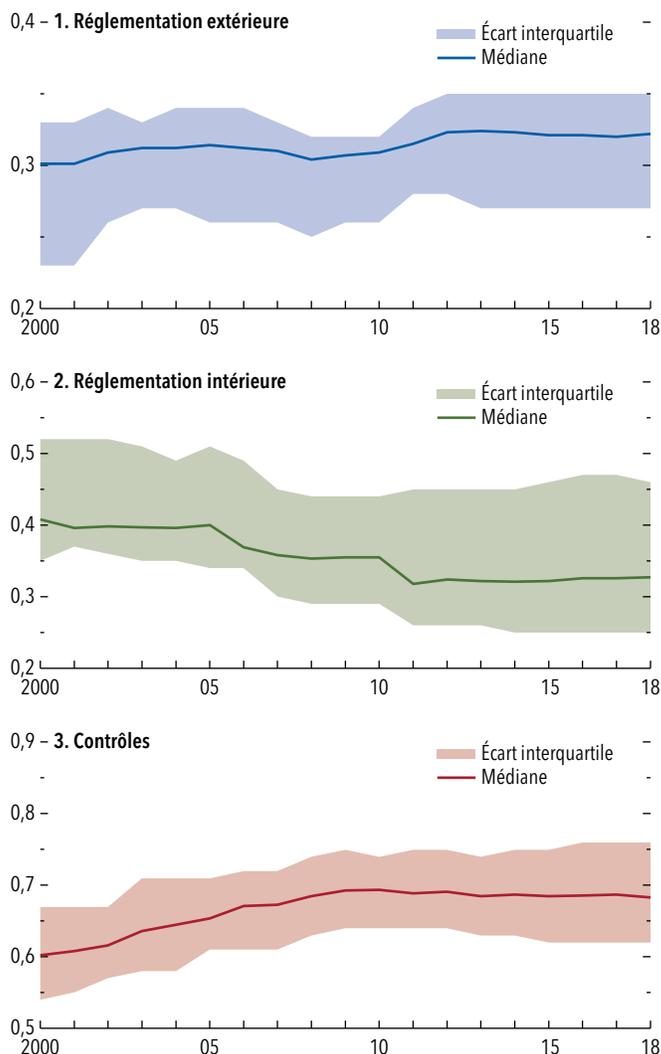
La présente section s'appuie sur un modèle gravitaire structurel et des projections locales pour évaluer les effets qu'ont eus par le passé les modifications des politiques relatives à l'immigration et aux réfugiés sur les flux migratoires et les résultats économiques qui leur sont associés. Ce cadre d'analyse permet d'évaluer de manière uniforme au niveau mondial les variations des mouvements de migrants et de réfugiés consécutifs à une modification des politiques en la matière, en tenant pour acquis les liens bilatéraux entre les pays d'origine et les pays de destination, leur géographie ainsi que la taille de leur économie respective (annexe 3.3 en ligne)<sup>7</sup>. Par la suite, des projections locales permettent d'estimer les effets sur la production des pays de destination finale des chocs migratoires induits par les changements de politique et dérivés du modèle gravitaire (Jordà, 2005).

Le cadre d'analyse gravitaire se fonde sur l'hypothèse selon laquelle les flux migratoires entre deux pays sont directement proportionnels à la taille de leurs économies et inversement proportionnels à la distance qui les sépare ; par ailleurs, ces flux sont soumis aux barrières que chaque pays se voit imposer par ses partenaires commerciaux (« résistance multilatérale »). Cette analyse tient compte des liens commerciaux, de la résistance multilatérale et des flux migratoires passés, mais comporte également une mesure de l'exposition des mouvements de migrants et de réfugiés vers un pays donné aux politiques en vigueur dans d'autres pays de

<sup>7</sup>Cette analyse s'appuie sur les travaux d'Anderson (2011) ; Bertoli, Fernández-Huertas Moraga et Ortega (2013) ; Ortega et Peri (2013) ; Beverelli et Orefice (2019) ; Guichard et Machado (2024), qui ont effectué des estimations à partir de modèles gravitaires adaptés aux flux migratoires.

### Graphique 3.6. Tendances en matière de politiques migratoires et d'accueil des réfugiés

(Indice, 0 = ouverture, 1 = fermeture)

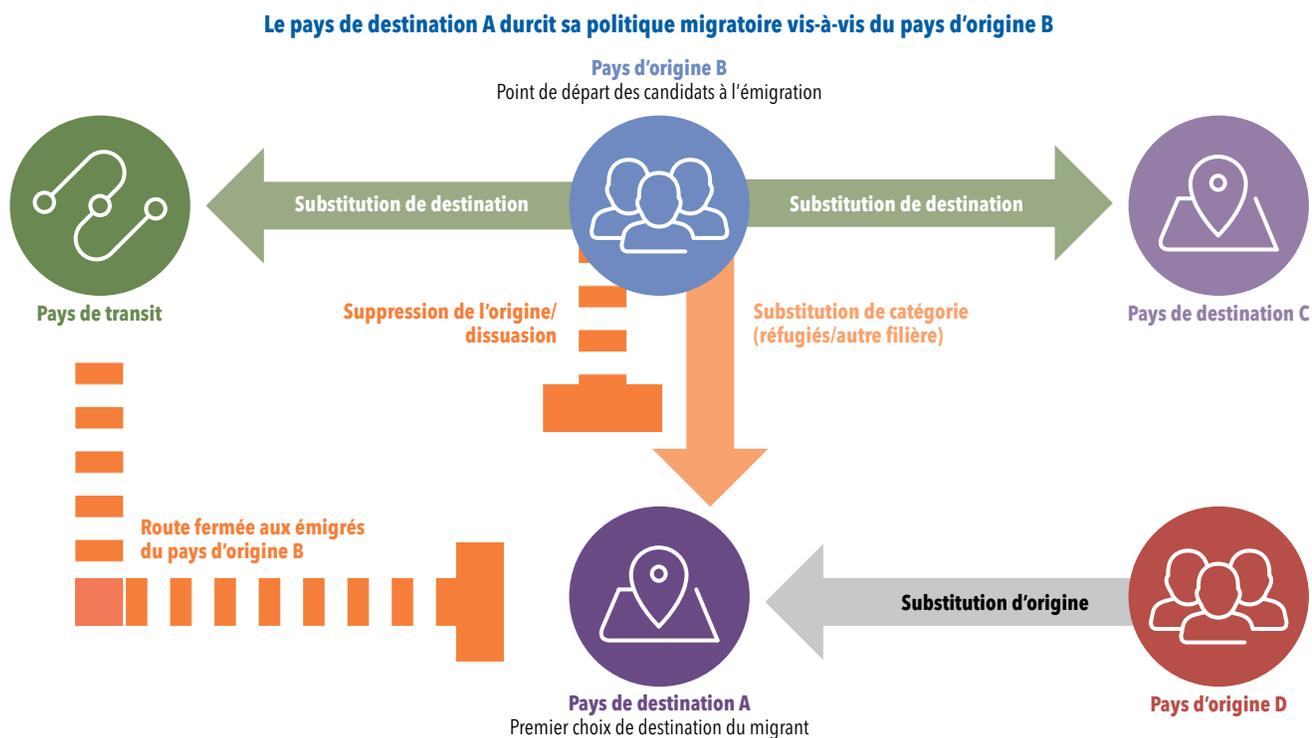


Sources : Immigration Policies in Comparison ; calculs des services du FMI.  
Note : L'échantillon est constitué de 33 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

destination, en s'appuyant sur un instrument de type « shift-share »<sup>8</sup>. Le coefficient attaché à cet instrument permet d'estimer les entrées supplémentaires d'immigrés et de réfugiés lorsque d'autres pays de destination durcissent leurs politiques d'accueil (effets de la *substitution de destination*). L'application du modèle gravitaire s'étend ensuite à l'estimation de la sensibilité des flux des

<sup>8</sup>Cette mesure consiste en une moyenne pondérée des politiques migratoires en vigueur dans différents pays de destination (annexe 3.3 en ligne).

**Graphique 3.7. Catégorisation des évolutions des flux migratoires entre pays d'origine et pays de destination à la suite d'un durcissement de la politique migratoire**



Source : services du FMI.

Note : L'infographie fait apparaître quatre canaux migratoires entre pays d'origine et pays de destination à la suite d'un durcissement par le pays de destination A de sa politique migratoire vis-à-vis du pays d'origine B, toutes choses égales par ailleurs. Il se peut que les émigrés du pays d'origine B soient dissuadés de se rendre dans le pays de destination A (suppression de l'origine/dissuasion), qu'ils se rendent dans le pays de destination A par d'autres voies (substitution de catégorie), ou bien qu'ils choisissent un autre pays de destination ou demeurent dans un pays de transit (substitution de destination). Il est également possible que des migrants issus d'autres pays d'origine se rendent dans le pays de destination A (substitution d'origine).

deux catégories — immigrants et réfugiés — aux changements de politique des pays de destination ciblant spécifiquement chacune d'entre elles (*substitution de catégorie* ; Ottaviano, Peri et Wright, 2013).

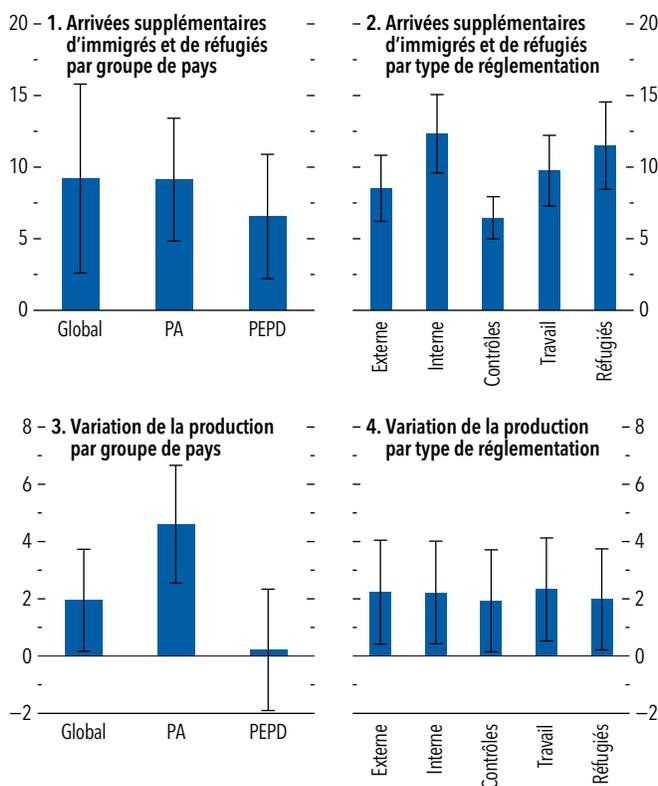
En s'appuyant sur les données couvrant 194 pays entre 1995 et 2020, le modèle gravitaire montre clairement l'existence d'un effet de *substitution de destination* : toutes choses égales par ailleurs, un durcissement des politiques suivi d'une baisse de 20 % des entrées d'immigrés et de réfugiés dans un ensemble de pays de destination entraîne une augmentation de près de 10 % dans d'autres pays sur une période de cinq ans (graphique 3.8, page 1)<sup>9</sup>. Ces effets sont légèrement plus marqués dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement. Par ailleurs, l'ampleur de ces effets est la plus grande lorsque le durcissement concerne la

réglementation intérieure — ce qui complique l'intégration des nouveaux arrivants dans les pays de destination — et relativement modeste lorsque les contrôles sont plus stricts (graphique 3.8, page 2). De plus, quand, à la suite de leur réorientation vers un nouveau pays de destination, les nouveaux arrivants viennent augmenter de 2 points de pourcentage la part des immigrants et des réfugiés dans la population de ce pays, sa production s'accroît d'environ 2 % sur une période de cinq ans (graphique 3.8, page 3)<sup>10</sup>. Dans le pays de destination moyen, pour lequel les entrées représentent près de 2 % de la population, une hausse de 10 % des entrées équivaut donc à un surcroît de production d'environ 0,2 %. Ces effets sur la production se vérifient quel que soit

<sup>9</sup>Ce durcissement équivaut à une augmentation d'un écart-type de l'indicateur des politiques établi à partir de la base de données IMPIC (*Immigration Policies in Comparison*) (Helbling *et al.*, 2017).

<sup>10</sup>Une telle augmentation de 2 points de pourcentage de la part des immigrants et des réfugiés dans la population du nouveau pays de destination est également associée à une baisse de la production par travailleur d'un peu moins de 0,2 % sur une période de cinq ans, quoique ce dernier résultat ne fasse pas l'objet d'estimations précises.

**Graphique 3.8. Substitution de destination en réaction à un durcissement des politiques migratoires et d'accueil des réfugiés dans d'autres pays de destination**  
(Variation cumulée en pourcentage après cinq ans)

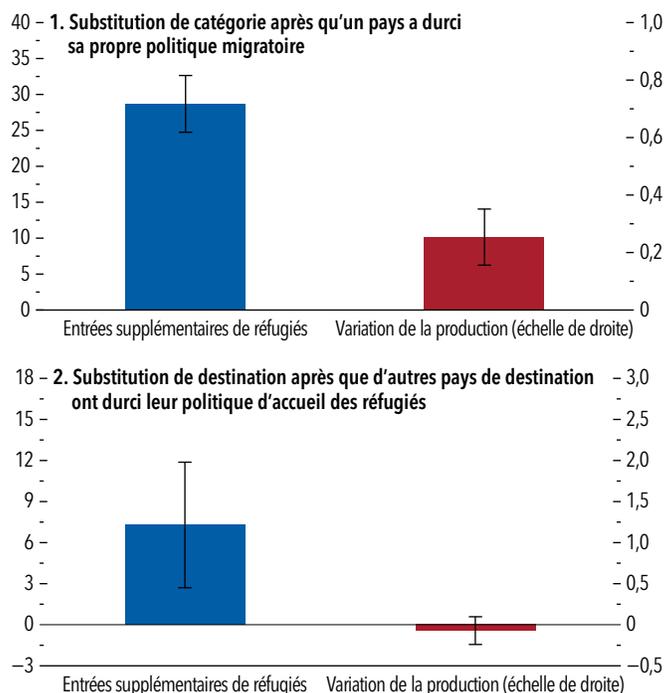


Sources : Abel et Cohen (2019) ; Centre d'études prospectives et d'informations internationales ; Immigration Policies in Comparison ; calculs des services du FMI.  
Note : Le graphique s'appuie sur des données qui concernent 194 pays et portent sur la période 1995-2020. Les segments verticaux indiquent l'intervalle de confiance à 90 %. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

le type de réglementation faisant l'objet d'un durcissement, ce qui corrobore les résultats d'analyses antérieures (graphique 3.8, page 4 ; chapitre 4 de l'édition d'avril 2020 des PEM)<sup>11</sup>. Des analyses supplémentaires, effectuées à partir d'un ensemble de données plus fourni, portant sur les politiques relatives aux réfugiés mises en œuvre dans un plus grand nombre de pays émergents et pays en développement, montrent que le durcissement des politiques relatives aux réfugiés dans certains pays a des effets similaires sur les arrivées de migrants et de réfugiés dans d'autres pays (annexe 3.3 en ligne).

<sup>11</sup>Le chapitre 4 de l'édition d'avril 2020 des PEM a montré qu'une augmentation de 1 % des ratios des entrées migratoires sur les emplois pouvait faire augmenter la production dans les pays avancés de destination d'un maximum de 1 % après cinq ans, et que cette augmentation résultait à la fois d'un surcroît de productivité et d'une hausse de l'emploi.

**Graphique 3.9. Arrivées de réfugiés face à un durcissement des politiques d'accueil**  
(Variation en pourcentage)



Sources : Centre d'études prospectives et d'informations internationales ; Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; Immigration Policies in Comparison ; calculs des services du FMI.  
Note : Le graphique s'appuie sur des données qui concernent 194 pays et portent sur la période 1995-2020. Les segments verticaux indiquent l'intervalle de confiance à 90 %.

Les effets à court et à moyen terme des chocs migratoires résultant de modifications des politiques sur la production varient selon les groupes de pays de destination et les catégories de migrants. Des entrées supplémentaires sont associées à des hausses de production dans les pays avancés, tandis que l'effet sur la production dans les pays émergents et les pays en développement est faible lorsque l'intégration n'est pas prise en compte<sup>12</sup>. Cela tient non seulement au fait que les pays avancés sont relativement mieux à même d'intégrer différentes catégories de nouveaux venus dans leur population active, mais aussi au fait qu'ils accueillent relativement moins de réfugiés<sup>13</sup>.

Le durcissement des politiques migratoires entraîne une substitution de catégorie en faveur des réfugiés (graphique 3.9, page 1). Un durcissement visant à

<sup>12</sup>Conformément aux résultats globaux, les effets sur le PIB par travailleur dans les pays avancés et dans les pays émergents ou en développement sont faiblement négatifs, mais font l'objet d'estimations peu précises.

<sup>13</sup>Cette observation est corroborée par le chapitre 4 de l'édition d'avril 2020 des PEM, qui n'a permis d'établir aucun effet macroéconomique positif d'une hausse des arrivées de réfugiés dans les pays émergents et les pays en développement.

réduire les flux migratoires annuels moyens d'environ 4 % dans un pays de destination donné au cours d'une année peut être partiellement compensé par une augmentation de plus de 25 % des arrivées de réfugiés, généralement moins importantes, vers ce même pays. Ces afflux supplémentaires de réfugiés ont des effets modestes sur la production à court terme, lesquels s'expliquent par le fait que les migrants — dont les compétences auraient sinon pu être rapidement et efficacement mises à profit sur le marché du travail, ce qui aurait stimulé la production — empruntent désormais une autre voie qui pose de plus grandes difficultés sur le plan de l'intégration. En outre, les estimations donnent à penser qu'un durcissement des politiques relatives aux réfugiés par un ensemble de pays de destination — destiné à réduire de 60 % les arrivées de réfugiés dans ces pays sur une période d'un an — est associé à une augmentation de l'afflux de réfugiés dans d'autres pays de près de 8 % en l'espace d'un an (graphique 3.9, page 2). Les flux de réfugiés réorientés du fait d'un durcissement des politiques à leur égard dans d'autres pays (substitution de destination) ne génèrent pas de gains de production significatifs en moyenne, compte tenu des difficultés d'intégration. Cependant, les estimations fondées sur des indicateurs reflétant mieux les politiques d'intégration — telles que les naturalisations et la plus grande facilité de circulation à l'intérieur d'un pays — indiquent que les effets sur la production sont beaucoup plus importants pour les pays émergents et pays en développement de destination dont les politiques d'intégration sont plus poussées (annexe 3.3 en ligne).

Au-delà des effets globaux sur la production, les modifications des flux migratoires peuvent avoir des répercussions macroéconomiques de grande ampleur sur les pays de destination. Par exemple, des études empiriques révèlent les effets positifs de l'immigration sur la productivité, souvent attribués aux complémentarités entre les travailleurs immigrés et ceux du pays d'accueil (Peri, 2011 ; Ortega et Peri, 2014 ; Alesina, Harnoss et Rapoport, 2015 ; Jaumotte, Koloskova et Saxena, 2016). Plusieurs études citent également ces complémentarités pour démontrer que l'immigration n'a que peu d'effets sur les salaires ou l'emploi des travailleurs du pays de destination (Kerr et Kerr, 2011 ; Peri, 2014). Plus précisément, une population immigrée hautement qualifiée est associée à de meilleurs résultats économiques, notamment à des salaires plus élevés pour les travailleurs du pays d'accueil et à de meilleurs rendements pour les entreprises.

Les résultats du modèle gravitaire laissent penser que les changements dans les politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés ont bel et bien des répercussions. Il convient toutefois d'interpréter celles-ci avec prudence. Les flux de migrants et de réfugiés sont susceptibles d'influencer les politiques plutôt que l'inverse, et des erreurs de mesure peuvent être commises, en raison notamment du manque de données exhaustives sur les politiques bilatérales en matière migratoire<sup>14</sup>. Néanmoins, des questions demeurent quant aux répercussions des politiques migratoires sur la macroéconomie mondiale et à leurs incidences sur le bien-être, compte tenu de la multiplicité des canaux de transmission, des voies d'immigration légales et des frictions liées à l'intégration.

### Modéliser les retombées des évolutions des politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés

La présente section utilise un modèle d'équilibre général dynamique spatial des échanges commerciaux et des mouvements migratoires pour mener deux exercices afin d'évaluer 1) les conséquences pour la répartition des richesses d'un durcissement ciblé des politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés, ainsi que les coûts et avantages associés pour différents pays sur des horizons temporels variables, et 2) dans quelle mesure la coordination internationale peut produire de meilleurs résultats que des changements de politique unilatéraux, par le biais d'un arbitrage entre les coûts potentiels à court terme de l'immigration et ses avantages à long terme (Caliendo *et al.*, 2021, 2023)<sup>15</sup>. En plus de simuler les variations des flux globaux de migrants et de réfugiés entre les pays — en tenant compte à la fois des effets de réorientation et de dissuasion —, le modèle distingue les différentes voies légales accessibles aux migrants et aux réfugiés, et les différents degrés d'intégration dans le marché du travail des pays de destination, deux éléments nécessaires pour saisir les effets de la substitution de catégorie (annexe 3.5 en ligne).

<sup>14</sup>Par ailleurs, un cadre d'analyse gravitaire reposant sur une évaluation globale des politiques migratoires d'un pays donné peut sous-estimer l'ampleur de ces répercussions, étant donné que les amendements des politiques migratoires ciblent souvent les flux en provenance de certains pays d'origine ou sont corrélés à des changements de politique dans d'autres pays d'accueil.

<sup>15</sup>Dans le premier exercice, les politiques migratoires ciblées s'appliquent à la fois aux nouveaux arrivants et aux immigrés déjà installés, c'est-à-dire qu'elles modifient à la fois les barrières à l'entrée et celles au maintien dans le pays. Les deux exercices prennent pour référence un épisode historique.

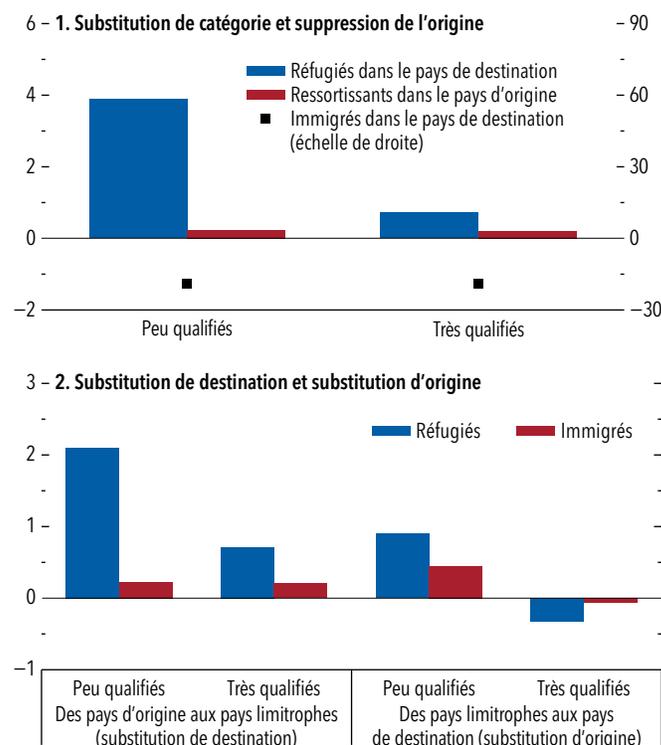
Les résultats de la modélisation sont déterminés par plusieurs paramètres essentiels. Les choix que font les individus d'émigrer ou non, vers tel pays et par telle voie, dépendent des coûts (liés ou non aux politiques en vigueur) de cette émigration, ainsi que des salaires réels qu'ils peuvent gagner dans différents pays de destination, qui sont eux-mêmes fonction de facteurs tels que la complémentarité de leurs compétences par rapport à celles des travailleurs résidents. Les incidences économiques des variations de flux induites par les politiques dépendent en grande partie de deux forces opposées : 1) l'*agglomération*, à savoir qu'un afflux net de migrants peut entraîner une augmentation de la productivité totale des facteurs grâce, par exemple, à la diffusion des connaissances et à un regain entrepreneurial, et 2) l'*engorgement*, qui découle de la pression croissante exercée sur les services locaux, les équipements et les biens des entreprises, ainsi que sur les infrastructures publiques, de sorte qu'une augmentation de la population réduit le capital par travailleur à court et à moyen terme (Saiz, 2007 ; Melo, Graham et Noland, 2009 ; Kline et Moretti, 2013 ; Colas et Sachs, 2024). À long terme, les pays qui parviennent à accumuler du capital peuvent tirer parti des flux migratoires nets, ce qui leur permet d'augmenter le potentiel de production par habitant.

### Conséquences des politiques migratoires ciblées pour la répartition des richesses

Dans le premier exercice, on fait l'hypothèse qu'un durcissement des politiques dans un pays de destination donné, ciblant les migrants en provenance de certains pays, réduit le stock de migrants originaires de ces pays de 20 % à court et à moyen terme par rapport à la situation de référence<sup>16</sup>. Il en résulte que les pays d'origine concernés voient 0,25 % supplémentaires de leur population rester sur leur territoire (*suppression de l'origine*). Dans le même temps, les flux de réfugiés — peu ou très qualifiés — augmentent (*substitution de catégorie*). Par rapport au scénario de référence, les arrivées de réfugiés peu qualifiés augmentent de 4 %, et celles de réfugiés hautement qualifiés, de 0,5 % (graphique 3.10, page 1).

<sup>16</sup>Ces flux ont tendance à être faibles par rapport à la population globale du pays de destination. Dans cet exercice, les migrants représentent 0,3 % de la population des pays d'origine, et environ la moitié de cette proportion en pourcentage de la population du pays de destination. La réduction de 20 % de l'immigration économique est sensiblement comparable aux flux de sortie prévus à la suite d'une augmentation d'un écart-type des indicateurs relatifs à l'immigration de travail tirés de la base de données IMPIC, augmentation qui traduit le durcissement des politiques ciblant les migrants.

**Graphique 3.10. Retombées d'un durcissement de la politique migratoire, par niveau de compétence**  
(En pourcentage du niveau de référence)

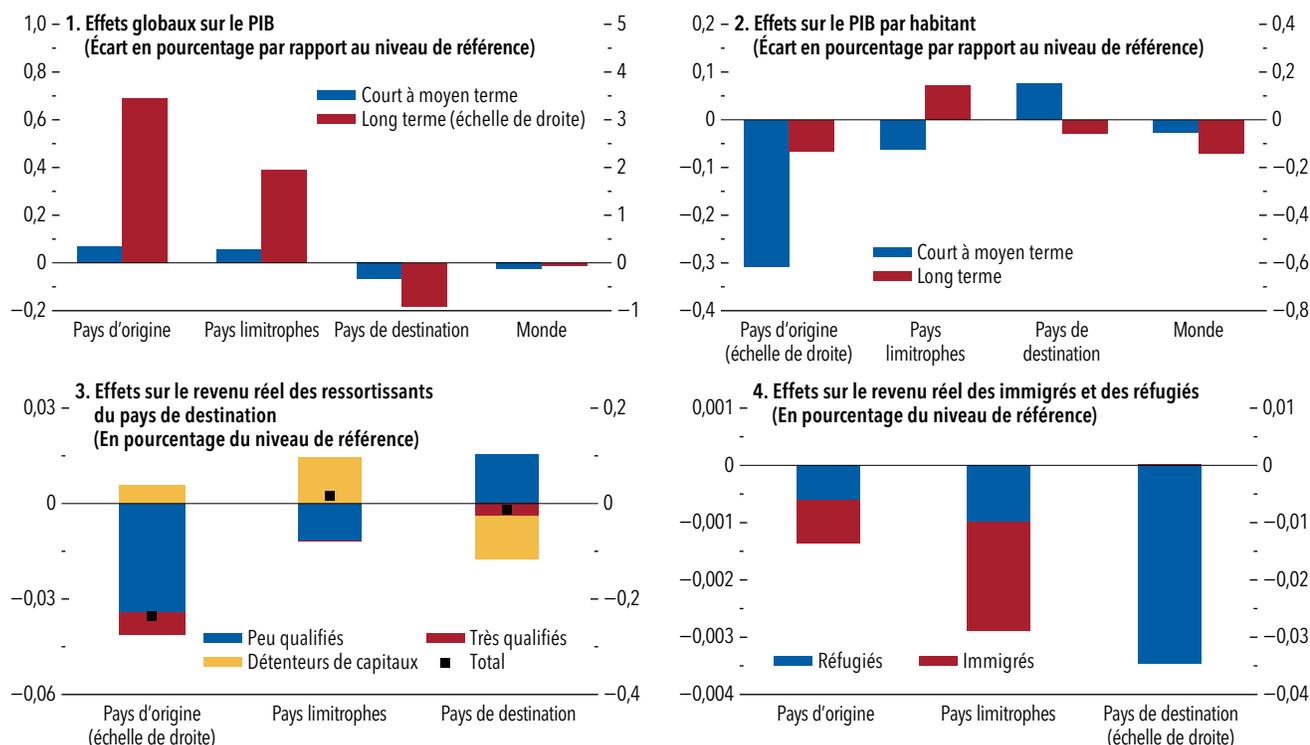


Source : calculs des services du FMI.

Note : Les graphiques présentent les résultats de simulations contrefactuelles d'un modèle d'équilibre général du commerce et des migrations, et montrent comment les flux migratoires réagissent après cinq ans.

Cet exercice révèle également une importante réorientation des migrants vers des pays de destination limitrophes (*substitution de destination*). L'augmentation des flux en provenance des pays d'origine ciblés vers ces nouvelles destinations est généralisée parmi les migrants et les réfugiés, bien qu'elle soit plus importante dans le cas des réfugiés peu qualifiés, dont les flux progressent de 2 % (graphique 3.10, page 2). Cette hausse des entrées de réfugiés peu qualifiés s'explique par le fait que les obstacles à cette filière sont relativement moins importants que dans le scénario de référence, et par la perspective de revenus plus élevés pour les travailleurs peu qualifiés. Les résultats indiquent également que le pays qui restreint sa politique d'accueil reçoit des flux plus importants de migrants et de réfugiés peu qualifiés en provenance de pays limitrophes de ceux qui sont visés par ces restrictions (*substitution d'origine*). En revanche, une plus grande proportion de travailleurs hautement qualifiés de ces pays limitrophes s'abstient purement et simplement d'émigrer, pour profiter des gains

**Graphique 3.11. Effets sur l'économie d'un durcissement de la politique d'immigration économique**



Source : calculs des services du FMI.

Note : Les graphiques présentent les résultats de simulations contrefactuelles d'un modèle d'équilibre général du commerce et des migrations. Dans les pages 1 et 2, les effets sur la production après cinq ans sont désignés comme à « court à moyen terme » ; les effets sur la production à l'échelle d'une vie humaine sont désignés comme à « long terme ». Les pages 3 et 4 montrent que les effets de la politique mise en œuvre sur les revenus réels à l'échelle d'une vie, pondérés par les parts respectives dans le revenu du pays de résidence, ont tendance à se compenser.

de productivité résultant de l'effet d'agglomération et de la complémentarité de leurs compétences avec celles des travailleurs peu qualifiés qui ont été réorientés.

Le redéploiement (du niveau et de la composition) de la main-d'œuvre entre les pays qui en résulte peut avoir des conséquences en matière de répartition des richesses et d'efficacité. À court et à moyen terme, la production dans le pays qui restreint sa politique d'accueil diminue légèrement, de près de 7 points de base, en partie à cause de la diminution des flux par rapport au scénario de référence, qui entraîne une réduction de l'offre de main-d'œuvre et de l'effet d'agglomération (graphique 3.11, page 1). La réduction du nombre de migrants n'est que partiellement compensée par un plus grand nombre de réfugiés (*substitution de catégorie*), qui ne peuvent pas facilement s'intégrer dans la population active et dont les compétences sont plus souvent inadaptées aux besoins du marché du travail. Dans le même temps, les pays d'origine et leurs voisins enregistrent une légère augmentation de leur production. La baisse de la production par travailleur dans les pays d'origine et leurs voisins résulte

d'un effet d'engorgement plus prononcé, tandis que la diminution des entrées atténue cet effet dans le pays qui restreint sa politique d'accueil (graphique 3.11, page 2).

À long terme, la production dans le pays qui restreint sa politique d'accueil est plus faible que dans le scénario de référence, car l'accumulation de capital ralentit et la production par travailleur diminue. Les pays d'origine ciblés par ces restrictions doivent également supporter les coûts liés à la baisse de la production par travailleur à long terme, dans la mesure où le taux d'accumulation du capital, en l'absence de libre circulation des capitaux entre les pays, ne suffit pas à compenser les conséquences négatives de l'effet d'engorgement<sup>17</sup>. Par contre, on suppose

<sup>17</sup>Cette hypothèse induit des effets modérés sur la production, étant donné que les entraves à la libre circulation des capitaux impliquent que le capital s'ajuste plus lentement. Ce dernier point concorde avec les observations qui tendent à prouver que les capitaux ne circulent pas des pays riches vers les pays pauvres (chapitre 3 de l'édition d'avril 2024 des PEM), et avec le fait que les envois de fonds n'ont que peu d'effets sur la croissance économique, étant donné qu'ils s'accompagnent généralement de sorties de main-d'œuvre (Clemens et McKenzie, 2018).

que les pays limitrophes sont en mesure de reconstituer leur capital à long terme, car les gains d'agglomération sont plus importants, et les possibilités d'investissement, plus nombreuses, ce qui se traduit par une production plus élevée par travailleur par rapport au scénario de référence.

Dans l'ensemble, le durcissement ciblé des politiques migratoires se traduit par une production mondiale légèrement inférieure à celle du scénario de référence, tant à court et à moyen terme qu'à long terme, car davantage de travailleurs restent dans des pays dont la productivité est relativement faible. La production mondiale diminue d'environ 2 points de base à court et à moyen terme et de 7 points de base à long terme.

Les effets d'un durcissement ciblé des politiques migratoires sur la répartition des richesses dans les pays de destination varient d'un pays à l'autre et à l'intérieur d'un même pays (graphique 3.11, pages 3 et 4).

- Les revenus réels des *détenteurs de capitaux* du pays qui restreint sa politique d'accueil seront inférieurs au niveau de référence, en raison de la diminution de l'offre de main-d'œuvre et des pertes de productivité qui en découlent. En revanche, les détenteurs de capitaux des pays d'origine et des pays limitrophes seront avantagés.
- De plus, les *travailleurs peu qualifiés* du pays de destination qui restreint sa politique d'accueil bénéficient de la protection offerte par des contrôles migratoires plus stricts, mais une augmentation de la main-d'œuvre peu qualifiée dans les pays d'origine et les pays limitrophes entraîne une baisse des revenus réels dans ces pays.
- Ayant moins de possibilités pour émigrer, les *travailleurs hautement qualifiés* des pays d'origine sont pénalisés par l'effet d'engorgement. Les travailleurs hautement qualifiés sont également moins bien lotis dans les pays de destination par rapport au scénario de référence, car l'afflux de travailleurs peu qualifiés aux compétences complémentaires a diminué.
- Les conséquences négatives sur le bien-être des *ressortissants* des pays d'origine s'expliquent par le fait qu'ils ont moins de possibilités de se rendre dans des pays où la productivité est plus élevée. En outre, les *migrants* et les *réfugiés* sont perdants dans tous les pays en raison des restrictions à la mobilité.

### La coopération internationale peut-elle permettre aux pays de destination d'obtenir de meilleurs résultats ?

Le deuxième exercice évalue dans quelle mesure la coopération internationale peut permettre aux pays de destination de gérer les arrivées de migrants et de réfugiés. La simulation porte sur trois scénarios de politiques

possibles par rapport à un scénario de référence. Ce dernier est paramétré à partir d'un épisode historique important de déplacement forcé, dans lequel les entrées supplémentaires imposent des coûts d'engorgement à court et à moyen terme, qui peuvent être supérieurs à ce que les pays de destination seraient prêts à accepter<sup>18</sup>. Les trois scénarios permettent de considérer les arbitrages à différents horizons temporels dans le cadre de différents paramètres de durcissement des politiques pour un ensemble de pays de destination limitrophes (pays émergents et pays en développement) et un grand pays de destination non limitrophe (pays avancé)<sup>19</sup>.

- Les deux premiers scénarios envisagent un durcissement unilatéral des politiques aussi bien par les pays de destination limitrophes que par le pays de destination non limitrophe, en partant de l'hypothèse que les coûts d'engorgement dans le scénario de référence sont supérieurs à ce que ces pays sont prêts à supporter. Dans le premier scénario, ce sont les pays de destination limitrophes (pays émergents et pays en développement) qui durcissent leur politique d'accueil ; dans le deuxième scénario, c'est le grand pays avancé qui restreint les entrées. Dans les deux cas, les restrictions sont temporairement renforcées pour réduire les arrivées à court et à moyen terme de 25 % par rapport au scénario de référence.
- Le troisième scénario envisage les résultats que pourrait produire la coopération internationale. Les deux types de pays de destination acceptent des entrées plus importantes que dans les deux scénarios précédents. Ainsi, chaque pays durcit temporairement ses politiques afin de réduire les entrées nettes à court et à moyen terme de 12,5 % par rapport au scénario de référence.

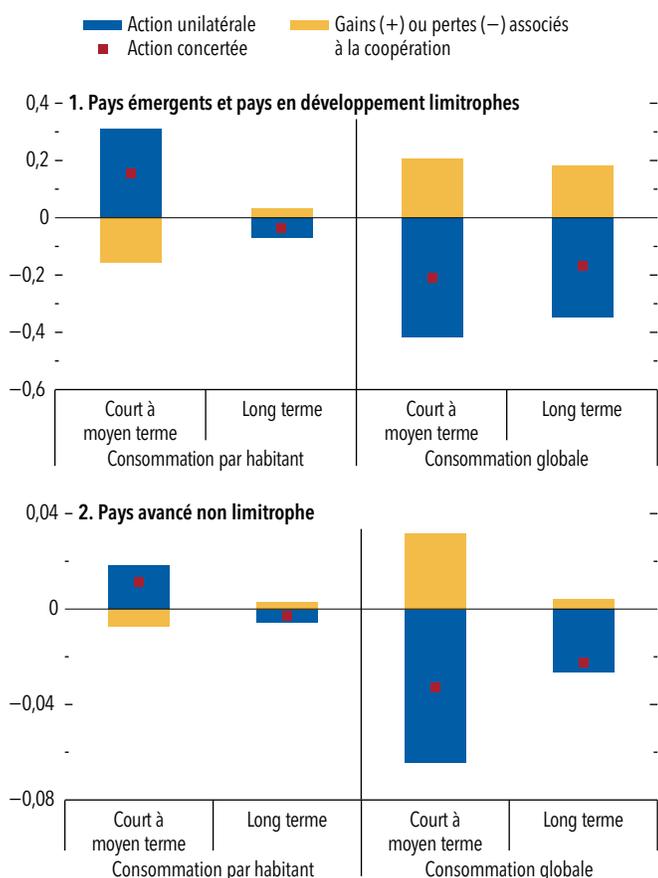
Dans les deux premiers scénarios, les restrictions à l'accueil réduisent à court terme l'engorgement dans chacun des pays qui les mettent en œuvre, ce qui stimule la consommation par habitant par rapport au scénario de référence (graphique 3.12). Cependant, il existe un coût à long terme une fois que le stock de capital s'est ajusté, dans la mesure où des effets d'agglomération plus faibles réduisent la productivité totale des facteurs. L'impact sur la consommation globale dans chaque pays de destination est négatif à court et à moyen terme, car

<sup>18</sup>Cet exercice est axé sur la coopération régionale, conformément au constat selon lequel la plupart des flux de migrants et de réfugiés se produisent à l'intérieur d'une même région (graphique 3.4).

<sup>19</sup>Le modèle utilisé dans cet exercice ne tient pas compte de l'hétérogénéité des compétences et ne comporte qu'une seule voie de migration, en raison des limites des données et pour concentrer l'analyse sur l'impact à court et à moyen terme.

### Graphique 3.12. Avantages de la coopération régionale par type de destination

(Variation en pourcentage par rapport au niveau de référence)



Sources : Abel et Cohen, 2019 ; base de données des Nations Unies sur les migrations dans le monde ; base de données Eora Global Supply Chain ; Caliendo *et al.*, 2021 ; Penn World Table ; calculs des services du FMI.

Note : La mention « court à moyen terme » désigne les effets prévus pour 2025 ; la mention « long terme » se rapporte aux effets prévus en 2075.

la population active diminue par rapport au scénario de référence. La contraction de la population active entraîne une baisse des investissements, ce qui amplifie le déclin initial de la consommation globale. Toutefois, l'impact à long terme est moindre, car les restrictions à l'accueil retrouvent le niveau du scénario de référence.

Dans le troisième scénario, les deux groupes de pays de destination souffrent d'un effet d'engorgement plus prononcé à court et à moyen terme, et d'effets d'agglomération plus importants à long terme (graphique 3.12, carrés rouges). Comme la population active ne diminue pas autant que dans les deux premiers scénarios, la consommation globale diminue moins au fil du temps. Ainsi, les pays de destination peuvent se coordonner pour choisir des politiques qui présentent des avantages plus importants à long terme.

### Conclusions et conséquences pour l'action publique

À l'heure où les perspectives de croissance sont anémiques et où les pressions démographiques se font de plus en plus fortes, les politiques migratoires et d'accueil des réfugiés sont devenues un élément essentiel des politiques publiques. En plus de faire état de l'augmentation des mouvements légaux de migrants et de réfugiés — en particulier au sein du groupe des pays émergents et des pays en développement — et de la multiplication des restrictions à leur accueil, le présent chapitre aboutit aux conclusions suivantes :

- Les modifications apportées aux politiques migratoires et d'accueil des réfugiés peuvent avoir des effets considérables sur les flux migratoires, aussi bien entre les pays qu'à l'intérieur de leurs frontières. Cependant, il est important de noter que ces flux ne représentent qu'une petite partie de la population des pays avancés de destination, soit environ 2 % en moyenne sur cinq ans.
- Les retombées des réformes des politiques migratoires et d'accueil des réfugiés se propagent à l'échelle mondiale par le biais d'un ensemble de canaux — principalement la *substitution de destination* et la *substitution de catégorie* — qui ont des conséquences macroéconomiques. En modifiant le volume et la composition des entrées légales de migrants et de réfugiés, les réformes peuvent entraîner des coûts à court terme — en particulier lorsque les flux sont réorientés vers des pays où l'intégration au marché du travail est difficile ou dans lesquels l'inadéquation des compétences des nouveaux arrivants est plus importante —, mais elles peuvent aussi offrir des avantages à long terme.
- En plus de permettre une meilleure gestion des chocs inattendus de grande ampleur liés aux déplacements forcés, la coopération internationale peut contribuer à répartir plus équitablement les coûts à court terme de l'accueil des réfugiés entre les pays, tout en allégeant la charge qui pèse sur chacun d'entre eux. De telles initiatives sont susceptibles de bénéficier aux pays émergents et aux pays en développement, qui manquent généralement de marge de manœuvre budgétaire et de capacité d'intégration.

De manière générale, les politiques nationales d'immigration et d'accueil des réfugiés peuvent faciliter la gestion des entrées de façon à bénéficier aux pays de destination, tout en offrant des débouchés professionnels aux immigrants et aux réfugiés. Les mesures précises qu'il conviendra de prendre en réponse aux arrivées de migrants et de réfugiés varieront en fonction des caractéristiques des pays

concernés, de leur situation économique et de la nature des entrées migratoires sur leur territoire. On peut néanmoins formuler quelques recommandations de portée générale :

- *Améliorer l'intégration des migrants et des réfugiés afin de maximiser les bénéfices pour les pays de destination.* Les problèmes d'intégration peuvent remettre en cause les bienfaits de l'immigration et tendent à être plus aigus pour les réfugiés que pour les immigrés. Parmi les explications possibles figurent la nature et l'ampleur inattendues de ces arrivées (par rapport aux populations locales), ainsi que le temps nécessaire pour obtenir le statut de réfugié et l'accès relativement limité des réfugiés aux marchés du travail locaux par la suite :
  - Les pays de destination émergents ou en développement ont tendance à accueillir une part disproportionnée de réfugiés, qui se retrouvent le plus souvent dans l'économie informelle. En incitant davantage les réfugiés à travailler dans un cadre formel, notamment grâce à des systèmes d'imposition et de transfert bien conçus et à un meilleur accès aux services publics de santé et d'éducation, ces pays peuvent tirer parti de l'afflux de réfugiés.
  - D'une manière plus générale, les initiatives en faveur de l'intégration dans les pays de destination supposent que l'on réduise les obstacles à la mobilité professionnelle au niveau national. Les politiques visant à améliorer l'adéquation des compétences et l'emploi des migrants et des réfugiés consistent notamment à réduire au maximum les délais administratifs, lesquels peuvent entraîner des lacunes préjudiciables dans leur parcours professionnel ; à proposer une formation linguistique ; et à améliorer la reconnaissance et la transférabilité des qualifications. D'autres politiques peuvent assouplir le marché du travail — pour les ressortissants des pays d'accueil, les immigrés et les réfugiés —, comme l'offre de services de recherche d'emploi et les investissements dans l'éducation, en vue de permettre la revalorisation des compétences et la formation (ou reconversion) des nouveaux arrivants. De telles politiques permettent aux migrants de combler les pénuries de main-d'œuvre au fur et à mesure qu'elles se présentent, notamment dans les activités qui emploient beaucoup de jeunes travailleurs<sup>20</sup>.

<sup>20</sup>De nombreux pays de destination avancés ont déjà recours à des politiques migratoires ciblées (basées sur les compétences) pour combler les pénuries de main-d'œuvre à court terme sur leur marché du travail, comme les États-Unis et leur programme de visa H1B, et l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et Singapour et leurs systèmes à points.

- *Donner la priorité aux dépenses publiques productives et aux réformes structurelles pour atténuer les effets d'engorgement.* Dans les pays de destination, il convient que les pouvoirs publics s'efforcent d'alléger autant que possible la charge que d'importants flux migratoires peuvent faire peser sur les ressources, en accordant la priorité aux investissements publics dans les infrastructures ainsi que dans les services de santé et d'éducation<sup>21</sup>. En outre, lorsque des afflux inattendus de réfugiés sont susceptibles de produire à court terme un effet d'engorgement coûteux, les autorités doivent également travailler de concert pour apporter un appui et des services humanitaires, ainsi que des moyens de développement des capacités. Il convient de compléter ces mesures par des réformes nationales visant à encourager l'essor du secteur privé, afin d'aider les pays à mieux intégrer les arrivées de réfugiés en leur offrant davantage de perspectives, en particulier lorsque les marges de manœuvre budgétaires sont limitées.

Des arrivées massives et inattendues de migrants et de réfugiés dont le parcours a été réorienté peuvent aggraver les tensions sociales, en particulier lorsque le pays d'accueil ne dispose pas des capacités suffisantes pour les intégrer. Pourtant, en appliquant une politique restrictive en matière d'immigration et d'accueil des réfugiés, le pays concerné peut, dans certains cas, se priver d'une occasion précieuse d'accroître sa productivité et son potentiel de production, tout en déplaçant l'effet d'engorgement vers d'autres pays. En outre, les politiques d'immigration et d'accueil des réfugiés ne peuvent pas remédier entièrement aux pressions qu'exercent les déplacements forcés ou les goulets d'étranglement structurels, telles que les déséquilibres du marché de l'emploi liés à des mutations sectorielles et démographiques<sup>22</sup>.

<sup>21</sup>Ces investissements dépendent fortement des marges de manœuvre budgétaires et des financements disponibles, ce qui souligne le rôle important que peut jouer l'aide financière internationale pour de nombreux pays émergents et pays en développement, conformément au Pacte mondial sur les réfugiés, dont l'objectif est d'atténuer les pressions qui s'exercent sur les pays de destination et de favoriser la stabilité macroéconomique et la croissance (voir à ce sujet Jordan [Hoogeveen et Obi, 2024]).

<sup>22</sup>Il convient de noter que, bien que le développement puisse réduire les écarts de revenus, et donc diminuer le désir d'émigrer, l'assouplissement des contraintes de crédit, en revanche, peut accroître l'émigration (Clemens et Postel, 2018).

### Encadré 3.1. Catastrophes naturelles, conflits et déplacements forcés

Les déplacements forcés (voir la définition dans l'annexe 3.1 en ligne) peuvent résulter d'une association complexe de facteurs d'incitation au départ. Bien que les conflits restent le principal responsable, le changement climatique et les catastrophes naturelles peuvent y jouer un rôle en aggravant les facteurs de vulnérabilité et les inégalités (Berlemann et Steinhardt, 2017 ; Kaczan et Orgill-Meyer, 2020 ; Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 2024). Les déplacements forcés se produisent généralement sur de courtes distances — dans la mesure où les réfugiés recherchent l'endroit viable le plus proche pour se mettre à l'abri —, et le degré de déplacement transfrontalier est souvent lié à la taille du pays concerné (Beltran et Hadzi-Vaskov, 2023).

Au milieu de l'année 2024, le nombre de personnes déplacées de force a atteint le chiffre record de 123 millions dans le monde, et celui des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, qui représente un peu plus de la moitié de ce total, a connu une hausse pour la 12<sup>e</sup> année consécutive (graphique 3.1.1). Bien que les mouvements de population dus à des conflits représentent la majeure partie des personnes déplacées, les catastrophes naturelles sont devenues l'un des principaux facteurs de déplacement interne. En effet, au cours des 20 dernières années, sur les quelque 27 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays chaque année, les deux tiers environ l'ont été à la suite de catastrophes naturelles.

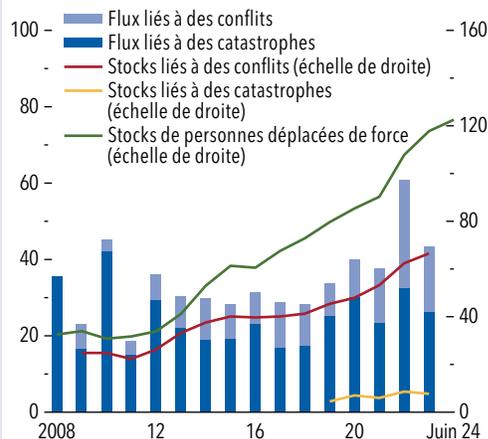
#### Conflits et déplacements

Les conflits, la violence et les persécutions ont déraciné des millions de personnes dans le monde. Les conflits de haute intensité peuvent entraîner des flux importants de réfugiés en provenance des pays touchés. Or ces flux perdurent plus longtemps que ceux que provoquent les catastrophes naturelles (graphique 3.1.2 ; édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale*). Les personnes qualifiées et instruites étant les plus susceptibles de fuir la violence, les conflits peuvent également entraîner une importante fuite des cerveaux (Rother *et al.*, 2016). En outre, comme les obstacles juridiques et administratifs dans les pays de destination limitent souvent l'accès des réfugiés aux marchés du travail formels et aux services de base, nombre d'entre eux se retrouvent souvent à occuper des emplois informels, peu productifs et peu qualifiés, ce qui entrave leur contribution à la vie économique de leur pays de destination (Bassanetti, Sacco et Tieman, à paraître).

Les auteurs de cet encadré sont Désiré Kanga, Roland Kpodar, Samuel Mann et Neil Meads.

**Graphique 3.1.1. Stocks et flux de personnes déplacées de force, 2008–23**

(En millions)



Sources : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; Observatoire des situations de déplacement interne ; calculs des services du FMI.

Note : Le stock de personnes déplacées de force comprend les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les personnes déplacées en raison de conflits ou de catastrophes naturelles.

#### Catastrophes naturelles et déplacements

En affectant la productivité agricole, la sécurité alimentaire, énergétique et hydrique, et l'habitabilité d'un territoire au sens large, les catastrophes naturelles peuvent entraîner des déplacements forcés. Ainsi, les catastrophes naturelles soudaises (par exemple les tempêtes et les inondations) peuvent entraîner la destruction des habitations et des infrastructures, et l'interruption des services de base, forçant alors les populations à fuir. Même en l'absence de catastrophes naturelles soudaises, des phénomènes à évolution plus lente (par exemple l'élévation du niveau de la mer, la désertification, la diminution durable des précipitations et l'augmentation des températures) vont progressivement dégrader les conditions de vie, les ressources essentielles et les possibilités de subsistance, au risque de déclencher des déplacements, d'alimenter des conflits pour l'accès aux ressources et d'affaiblir la cohésion sociale (Raleigh, 2010 ; Vesco *et al.*, 2020).

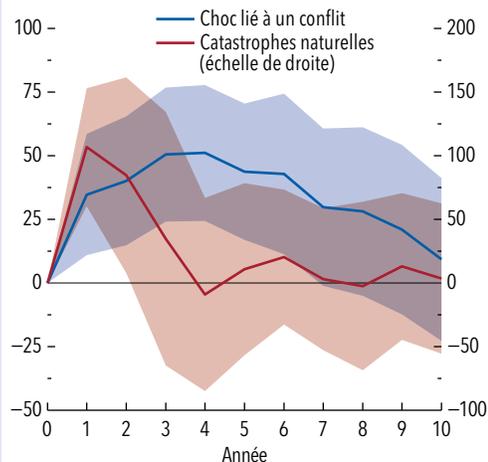
Dans le même temps, les catastrophes naturelles peuvent également réduire les revenus et les ressources des ménages, ce qui limite la capacité des personnes à émigrer (Kaczan et Orgill-Meyer, 2020).

En Afrique, il existe une corrélation positive entre les catastrophes naturelles dans les pays d'origine des

Encadré 3.1 (suite)

**Graphique 3.1.2. Incidence des conflits et des catastrophes naturelles sur les flux de réfugiés en provenance de PDFR**

(En pourcentage)

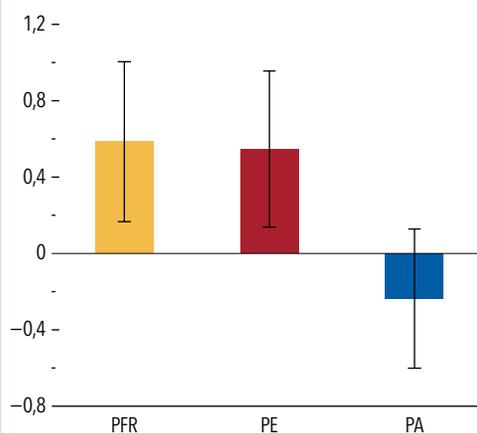


Sources : base de données internationales sur les catastrophes EM-DAT ; base de données sur les événements géoréférencés du programme de données sur les conflits de l'Université d'Uppsala, version mondiale 23.1 ; FMI, édition d'avril 2024 des *Perspectives économiques régionales pour la région Moyen-Orient et Asie centrale* ; Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; calculs des services du FMI.  
 Note : Le choc survient au cours de l'année 1 et aboutit à une augmentation de l'intensité du conflit (de la catastrophe naturelle) jusqu'au 75<sup>e</sup> centile de la distribution statistique de l'échantillon. Les catastrophes naturelles considérées sont les périodes de sécheresse et les cyclones tropicaux. Les lignes continues correspondent aux estimations ponctuelles, et les zones ombrées, aux intervalles de confiance à 90 %.  
 PDFR = pays en développement à faible revenu.

migrants et des réfugiés et les flux migratoires, souvent à destination d'un autre pays africain. L'augmentation des précipitations et des inondations est considérée comme un facteur déterminant d'incitation au départ, et les mouvements de réfugiés en provenance de pays africains enclavés sont également fonction des niveaux et des anomalies de température (Kanga *et al.*, 2024). Ces résultats sont corroborés plus généralement dans les pays émergents et les pays en développement : parce qu'elles contribuent aux déplacements transfrontaliers, les catastrophes naturelles sont à l'origine d'une grande partie des effets des chocs climatiques sur la situation économique (Beltran et Hadzi-Vaskov, 2023 ; graphique 3.1.3). C'est dans les petits États, où la mobilité interne est limitée en cas de catastrophe naturelle, que les conséquences sont les plus graves. Ces conclusions montrent que les

**Graphique 3.1.3. Effets des catastrophes naturelles sur l'émigration**

(Pourcentage de la population initiale dans le pays d'origine)



Sources : Beltran et Hadzi-Vaskov, 2023 ; calculs des services du FMI.

Note : Le graphique montre les effets dans différents groupes de pays d'un choc d'un écart-type lié à des catastrophes naturelles sur les flux d'émigration. PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; PFR = pays à faible revenu.

catastrophes naturelles, au même titre que les précipitations (Hunter, Murray et Riosmena, 2013) et la température (Cattaneo et Peri, 2016), ont un effet amplificateur sur les mouvements de migrants et de réfugiés (Koubi, Stoll et Spilker, 2016).

*Retombées des déplacements forcés*

Il est fréquent que les catastrophes naturelles et les chocs liés aux conflits s'entrecroisent<sup>1</sup>. L'impact précis sur les déplacements transfrontaliers dépendra de la nature des facteurs de vulnérabilité sous-jacents — et des chocs — ainsi que de la région dans laquelle ils se produisent (Abel *et al.*, 2019)<sup>2</sup>. Il ne fait aucun doute, cependant, que la plupart des déplacements forcés se produisent à l'intérieur (et entre) des pays émergents et des pays en développement. En effet, près des deux tiers des réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et des autres

<sup>1</sup> Environ la moitié des personnes déplacées de force vivent dans des pays en proie à la fois à des catastrophes naturelles et à des conflits (Goldberg *et al.*, 2024).

<sup>2</sup> Les études comparatives entre pays sous-estiment probablement l'impact sur la globalité des déplacements en raison du manque de données concernant les déplacements internes.

**Encadré 3.1 (fin)**

personnes ayant besoin d'une protection internationale proviennent de quatre pays seulement (Afghanistan, Syrie, Ukraine et Venezuela), et près de 73 % sont hébergés dans des pays émergents et des pays en développement, sachant que la moitié du total mondial se trouve dans seulement dix de ces pays.

La concentration des réfugiés dans les pays de destination émergents ou en développement, dont beaucoup manquent de ressources budgétaires, met en évidence les problèmes posés par une intégration déficiente. Les données disponibles donnent à penser que la situation des réfugiés sur le marché du travail est nettement moins bonne que celle des populations des pays d'accueil et que, dans un premier temps, elle a tendance à générer

des coûts budgétaires nets (Evans et Fitzgerald, 2017 ; Brell, Dustmann et Preston, 2020). De récentes études sur le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie centrale montrent également que les pays d'accueil connaissent souvent des déficits budgétaires plus importants à la suite de l'afflux de réfugiés ; ces augmentations sont associées à la mise à disposition de services de santé, d'éducation et de subsistance. Une meilleure intégration des réfugiés peut donc contribuer à atténuer ces pressions, car une meilleure situation sur le marché du travail peut non seulement aider à résoudre les pénuries de main-d'œuvre, mais aussi accroître les recettes fiscales et, plus généralement, la demande globale et la croissance du PIB (Bassanetti, Sacco et Tieman, à paraître).

### Encadré 3.2. Les dividendes démographiques de l'immigration

L'augmentation de la longévité et la baisse de la fécondité entraînent une forte augmentation de la dépendance des personnes âgées, principalement dans les pays avancés, mais aussi dans les pays émergents dont les économies de marché arrivent à maturité. Dans les pays avancés, le taux de dépendance des personnes âgées devrait passer de 20 personnes âgées pour 100 personnes en âge de travailler au début du siècle à 50 à la fin de 2050, ce qui signifie qu'une personne âgée de plus de 65 ans sera à la charge de deux adultes en âge de travailler. Non seulement la contraction de la population active freine le potentiel de croissance (chapitre 3 de l'édition d'avril 2024 des *Perspectives de l'économie mondiale*), mais elle accroît également les tensions budgétaires dues à l'augmentation des dépenses de santé et à la diminution du nombre de travailleurs cotisant aux systèmes de retraite. Dans le même temps, de nombreux pays en développement à faible revenu en sont encore aux premiers stades de la transition démographique et connaissent une forte augmentation de la population jeune, dont une part importante s'apprête à entrer sur le marché du travail. Cependant, les difficultés liées à des niveaux élevés d'informalité, au manque d'emplois et à une protection sociale limitée empêchent la pleine intégration de ces jeunes gens au sein de la main-d'œuvre.

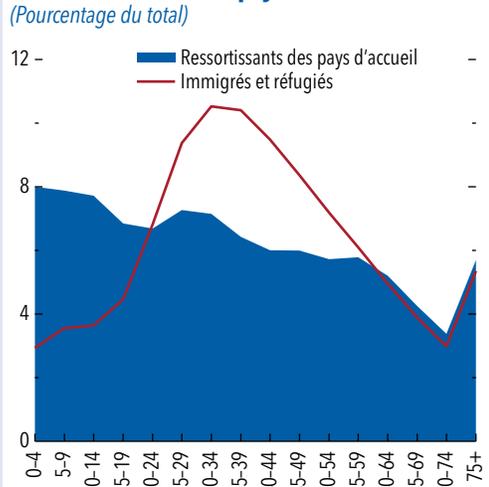
Ce déséquilibre de l'offre de main-d'œuvre, entre les pays qui manquent de jeunes travailleurs et ceux qui en comptent beaucoup, peut être partiellement atténué par une arrivée de migrants et de réfugiés plus jeunes dans les pays à la population vieillissante. Une telle réaffectation des ressources à l'échelle mondiale pourrait simultanément atténuer les pressions économiques dues à la contraction de la main-d'œuvre dans les pays de destination et au manque de débouchés dans les pays d'origine. Toutefois, dans un monde qui vieillit de manière asynchrone, ces gains potentiels dépendent de l'adéquation sur le marché du travail entre les compétences des jeunes migrants et les besoins dans les secteurs économiques pour lesquels les pays de destination disposent d'un avantage comparatif et qui emploient beaucoup de jeunes travailleurs. Les politiques migratoires peuvent favoriser ou entraver la répartition des jeunes travailleurs en influant sur la capacité des individus à se rendre dans les pays où leurs compétences sont les plus recherchées.

#### Migration et adéquation démographique

À l'échelle mondiale, les migrants et les réfugiés sont généralement plus jeunes que les ressortissants des pays d'accueil — une plus grande proportion d'entre eux est donc en

Les autrices de cet encadré sont Paula Beltran Saavedra et Manasa Patnam.

**Graphique 3.2.1. Répartition des immigrés et des réfugiés par tranche d'âge comparée à celle des ressortissants des pays d'accueil, 2020**  
(Pourcentage du total)



Sources : Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies ; calculs des services du FMI.  
Note : On obtient le nombre de « ressortissants des pays d'accueil » en soustrayant le nombre d'immigrés à la population totale.

âge de travailler (graphique 3.2.1). Ainsi, 78 % des migrants et des réfugiés sont en âge de travailler, contre seulement 63 % des ressortissants des pays de destination. En outre, les taux de fécondité des immigrées sont plus élevés que ceux des ressortissantes des pays d'accueil, ce qui contribue à faire croître à plus long terme la population en âge de travailler.

Il est donc possible de générer des gains économiques substantiels par l'immigration, en favorisant l'accueil de travailleurs dans les tranches d'âge qui correspondent aux besoins du marché du travail. Des recherches antérieures ont également montré que la contribution nette des immigrés aux recettes fiscales peut être positive à moyen terme (Orrenius, 2017 ; Clemens, 2022), c'est-à-dire que les rentrées d'impôts par immigré et par réfugié dépassent les coûts associés à leur usage des biens publics, en particulier lorsque des mesures d'intégration adéquates ont été mises en place. Les migrations peuvent même générer un double dividende si elles permettent également d'enrichir les pays d'origine. Toutefois, pour que cela soit possible, il faut intégrer de manière productive la main-d'œuvre immigrée excédentaire et tirer parti des retombées positives des activités des diasporas, qu'il s'agisse de transferts de connaissances ou d'investissements en capital humain et physique liés aux envois de fonds, afin que celles-ci viennent compenser tout effet négatif sur l'offre de main-d'œuvre (Carare *et al.*, 2024 ; Fackler, Giesing et Laurentsyeva, 2020 ; Leblang et Helms, 2023 ; Williams, 2024 ; Prato, 2025).

### Encadré 3.2 (fin)

#### Aligner les flux migratoires sur les avantages comparatifs et les besoins démographiques

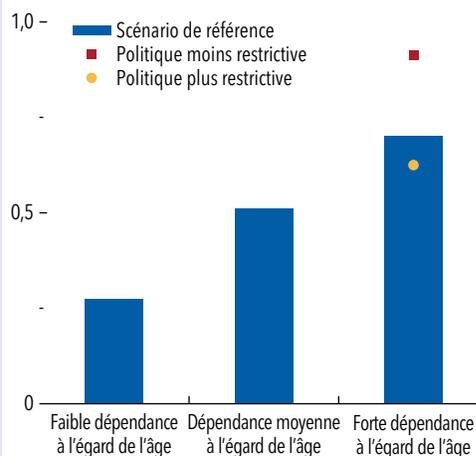
Tous les pays n'ont pas autant besoin d'une main-d'œuvre jeune pour faire fonctionner leur économie, dans la mesure où différentes activités nécessitent différentes compétences physiques et cognitives, dont certaines sont fonction de l'âge des travailleurs. Ainsi, des secteurs tels que l'exploitation minière et la construction requièrent de solides compétences physiques, et emploient nécessairement davantage de jeunes travailleurs. Dans ce contexte, le vieillissement de la population peut avoir un impact disproportionné sur les secteurs qui dépendent d'une main-d'œuvre jeune (Cai et Stoyanov, 2016 ; Gu et Stoyanov, 2019). Des pénuries de compétences peuvent se faire jour, ce qui se traduit par une demande accrue de jeunes travailleurs dans des secteurs exigeant des capacités physiques et cognitives optimales. Pour que les mouvements transfrontaliers de main-d'œuvre correspondent aux besoins des pays de destination, il faudrait que les immigrants, qui sont principalement de jeunes travailleurs, soient dirigés vers ceux qui disposent d'un *avantage comparatif* dans les secteurs qui emploient beaucoup de jeunes travailleurs.

Les projections locales établies à partir d'indices reflétant les avantages comparatifs révélés des pays dans les secteurs tributaires d'une main-d'œuvre jeune montrent que les schémas de migration à l'œuvre correspondent dans une large mesure aux avantages comparatifs des pays de destination : les travailleurs immigrés se rendent généralement dans des pays dont l'activité économique dépend davantage des compétences des jeunes. En effet, quand l'avantage comparatif d'un pays dans les secteurs employant beaucoup de jeunes augmente d'un écart-type, on observe une hausse des flux migratoires nets (graphique 3.2.2).

L'ampleur globale de cet effet varie en fonction du degré de dépendance du pays de destination vis-à-vis d'une main-d'œuvre jeune, ainsi que de ses politiques migratoires. C'est lorsque les pays de destination présentent une population vieillissante que les mouvements migratoires et les flux de réfugiés réagissent le plus à une hausse de l'importance relative de la main-d'œuvre jeune dans l'économie, ce qui tend à indiquer que c'est dans les pays qui se spécialisent dans les secteurs employant beaucoup de jeunes travailleurs que les flux migratoires trouvent le meilleur débouché, mais aussi dans les pays susceptibles de connaître une pénurie aiguë des compétences cognitives et physiques nécessaires à leurs activités marchandes. En outre, un durcissement des politiques migratoires réduit l'élasticité des flux migratoires par rapport au degré de dépendance vis-à-vis

#### Graphique 3.2.2. Effets de plus grands avantages comparatifs sur les flux migratoires nets

(Pourcentage de la population âgée)



Sources : Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde* ; base de données Comtrade des Nations Unies ; International Migration Institute, *Determinants of International Migration* ; calculs des services du FMI.

Note : Les compétences propres aux jeunes, telles qu'elles sont définies au sens large par Cai et Stoyanov (2016), englobent la communication, la mémoire, l'attention, la rapidité d'analyse et les aptitudes physiques dans le cadre de l'activité professionnelle. Le scénario de référence correspond aux effets moyens estimés pour un ratio donné de dépendance à l'égard de l'âge. Les dépendances faible, moyenne ou forte vis-à-vis de l'âge correspondent, respectivement, à l'intervalle entre le 1<sup>er</sup> et le 25<sup>e</sup> centile, à la médiane et à l'intervalle entre le 75<sup>e</sup> et le 99<sup>e</sup> centile. L'indice de dépendance à une main-d'œuvre jeune s'obtient par une moyenne pondérée des différents secteurs d'activité en fonction de leur taille relative, et se fonde sur des mesures spécifiques à différents secteurs de cette dépendance vis-à-vis des compétences propres aux jeunes. Le graphique présente les effets concomitants d'une augmentation d'un écart-type de l'indice de dépendance à une main-d'œuvre jeune sur les flux migratoires nets, exprimé en pourcentage de la population âgée médiane. La politique migratoire est mesurée à l'aide de l'indice de politique migratoire tiré du jeu de données *Determinants of International Migration*.

des jeunes travailleurs, au risque de réduire l'efficacité de l'allocation de la main-d'œuvre au niveau mondial. Dans les pays à la population vieillissante, cela pourrait se traduire par une difficulté accrue à remédier aux pénuries de compétences propres à la main-d'œuvre jeune, au risque de nuire à la structure même de leur modèle économique. Ces conclusions viennent corroborer des études antérieures qui soulignent la nécessité de mettre la politique migratoire au service du marché du travail (Ortega et Peri, 2013 ; Platt, Polavieja et Radl, 2022).

### Encadré 3.3. L'incidence de l'immigration sur les finances publiques

Bien que l'immigration puisse permettre d'atténuer les problèmes démographiques structurels que rencontrent les pays dont les sociétés vieillissent, ses effets d'ensemble sur les résultats budgétaires — qu'il s'agisse des recettes, des pressions sur les dépenses ou de la charge globale de la dette — peuvent varier et être difficiles à déterminer avec certitude (Vargas-Silva, Sumption et Brindle, 2024 ; Vargas-Silva, 2015). Le présent encadré donne un aperçu de certains des principaux canaux et mécanismes en jeu.

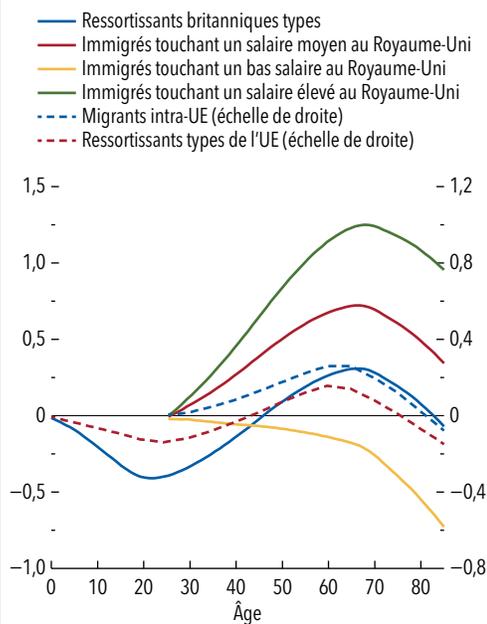
Les répercussions budgétaires de l'immigration dépendront des caractéristiques du pays de destination considéré, de la filière d'immigration utilisée, de la répartition par âge des immigrants, du degré de complémentarité de leurs compétences avec celles des populations locales, et des besoins d'investissement nécessaires au désengorgement des services publics.

Dans les pays avancés, les données montrent que les migrants et les réfugiés ont en moyenne une incidence nette plus favorable que les ressortissants nationaux sur l'état des finances publiques (Sallam et Christl, 2024 ; Bureau de la responsabilité budgétaire du Royaume-Uni (UK OBR), 2024). Ces résultats s'expliquent par des raisons liées à l'âge : les immigrants en âge de travailler contribuent davantage aux finances publiques des pays de destination que ceux qui ne sont pas en âge de travailler (de Matos, 2021). Or, la proportion de personnes en âge de travailler est plus élevée chez les immigrants que dans la population locale (encadré 3.2). De la même façon, les contributions de certains immigrants économiques aux finances publiques sont en moyenne plus importantes que celles d'autres immigrants (van de Beek *et al.*, 2024). De même, les immigrants très instruits (ou mieux rémunérés) et relativement jeunes peuvent exercer une forte pression à la baisse sur les déficits budgétaires tout au long de leur vie, tandis que les immigrants moins qualifiés (ou relativement moins bien rémunérés) et plus âgés peuvent induire des coûts budgétaires nets (Di Martino, 2024 ; UK OBR, 2024 ; graphique 3.3.1). Dans l'ensemble, cela implique que les contributions positives de certains immigrants peuvent être partiellement compensées par les contributions négatives d'autres immigrants (Rowthorn, 2008). Mais une fois que les impôts sur le capital payés par les employeurs de main-d'œuvre immigrée sont pris en considération, les contributions des immigrants en âge de travailler à l'état des finances publiques peuvent être positives, même quand ces derniers n'ont pas fait d'études secondaires (Clemens, 2022). En outre, si les immigrants ne

L'auteur de cet encadré est Samuel Mann.

#### Graphique 3.3.1. Effets cumulés de l'immigration sur les finances publiques

(En millions de livres britanniques, échelle de gauche ; en millions d'euros, échelle de droite)



Sources : Bureau de la responsabilité budgétaire du Royaume-Uni, 2024 ; Christl *et al.*, 2022 ; calculs des services du FMI.

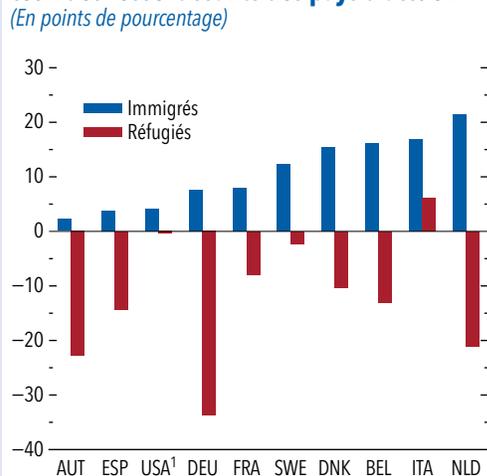
Note : On fait l'hypothèse que les « immigrants touchant un salaire moyen au Royaume-Uni » présentent le même profil économique et budgétaire que les résidents britanniques types, à trois exceptions près. En effet, on estime que ces immigrants doivent s'acquitter de frais de visa et supporter un surcoût pour accéder à des soins de santé, qu'ils n'ont droit à aucune prestation sociale pendant les cinq premières années de leur séjour et que leur présence suppose une hausse des dépenses publiques de manière à maintenir le stock de capital constant.

ponctionnent pas les dépenses publiques dans leur vieillesse, la contribution nette qu'ils auront apportée à leurs pays de destination pourrait s'avérer encore plus importante (Rowthorn, 2008).

Les enjeux en matière d'investissement et d'intégration sur le marché du travail peuvent être particulièrement pertinents pour certains pays émergents et pays en développement, car ces derniers sont plus largement soumis à des contraintes en matière de capacité institutionnelle. Qui plus est, ces pays sont souvent les principaux destinataires des flux de réfugiés qui, s'ils sont nombreux et inattendus, peuvent entraîner des problèmes d'intégration plus aigus et une inadéquation des compétences

## Encadré 3.3 (fin)

**Graphique 3.3.2. Écart entre les taux d'activité des immigrants et des réfugiés et ceux des ressortissants des pays d'accueil**  
(En points de pourcentage)



Sources : Eurostat ; Integrated Public Use Microdata Series ; calculs des services du FMI.

Note : Les codes pays utilisés ici sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

<sup>1</sup>Les calculs portant sur les immigrants englobent tous les ressortissants étrangers d'âge très actif.

par rapport aux besoins du marché du travail (Evans et Fitzgerald, 2017 ; Brell, Dustmann et Preston, 2020). En effet, même dans le cas des pays avancés, il est prouvé que les réfugiés présentent des taux d'activité inférieurs à ceux des migrants (graphique 3.3.2). Des obstacles culturels, juridiques et structurels peuvent également pousser les réfugiés à occuper des emplois informels, qui bénéficient moins aux finances publiques que les emplois du secteur formel. Ces difficultés se conjuguent pour limiter les gains budgétaires potentiels associés à l'accueil des immigrants et des réfugiés — en effet, à court terme, l'accueil des réfugiés entraîne des coûts budgétaires non négligeables dans certains pays (chapitre 4 de l'édition d'octobre 2016 des *Perspectives de l'économie mondiale*). Dans le même temps, la levée des obstacles à la pleine participation des réfugiés à la vie économique pourrait réduire d'environ 75 % les coûts de leur prise en charge

dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (Banque mondiale et Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 2024).

La capacité des pays d'accueil à s'adapter aux immigrants et aux réfugiés et à les intégrer pleinement dans la population active a également une influence déterminante sur le rythme auquel ces pays peuvent augmenter les recettes de la fiscalité des revenus du travail et les rendements du capital. Lorsqu'il existe des obstacles à l'investissement des entreprises (et à l'accumulation de capital), les avantages d'une augmentation de l'offre de main-d'œuvre peuvent tarder à se faire pleinement sentir (Caliendo *et al.*, 2023). En outre, en cas de problèmes d'intégration, les effets d'engorgement, liés notamment à la demande accrue de services publics et d'infrastructures — s'agissant, par exemple, de l'accès aux soins de santé et au logement —, peuvent (au moins temporairement) peser sur les finances publiques.

Au fil des générations, l'immigration peut apporter des avantages plus prononcés à mesure que les immigrants de la première génération s'intègrent mieux dans les pays de destination, que le capital s'ajuste et que les générations suivantes contribuent à la croissance de la main-d'œuvre, à l'activité économique, à la productivité et à l'augmentation des recettes fiscales (Sultanov, 2021)<sup>1</sup>. Une croissance économique soutenue grâce à une productivité accrue, conjuguée à des recettes plus abondantes, peut améliorer les résultats budgétaires et, en dernière analyse, la viabilité des finances publiques. Par ailleurs, les descendants d'immigrants ont généralement tendance à avoir une incidence nette plus favorable sur les finances publiques, ce qui s'explique par le fait qu'ils sont légèrement plus instruits et qu'ils perçoivent des salaires et des traitements plus élevés (Blau et Mackie, 2017).

<sup>1</sup>En effet, selon les projections du Congressional Budget Office (US CBO, Bureau du budget du Congrès américain), une vague pluriannuelle de 6 millions d'immigrants réduirait le déficit de l'administration fédérale des États-Unis de 900 milliards de dollars d'ici 2034 (US CBO, 2024). Le Bureau de la responsabilité budgétaire du Royaume-Uni, quant à lui, a prévu qu'une augmentation de l'immigration nette annuelle de 129 000 à 245 000 arrivées permettrait de réduire la part de la dette publique dans le PIB de 30 points de pourcentage (UK OBR, 2023).

### Encadré 3.4. Immigration et inflation

La relation entre immigration et inflation est complexe. Des mouvements migratoires de grande ampleur peuvent avoir les effets suivants :

- *Accroître l'offre de main-d'œuvre*, en exerçant une pression à la baisse sur les salaires, et donc sur l'inflation. De telles hausses de l'offre de main-d'œuvre peuvent varier selon le rythme auquel les immigrants s'intègrent sur les marchés du travail et en fonction des conditions existant dans l'économie et sur les marchés de l'emploi. Dans la mesure où les immigrants sont souvent plus mobiles et plus disposés à accepter des emplois mal rémunérés que les ressortissants du pays d'accueil, l'immigration peut même entraîner des changements structurels dans la relation entre inflation et chômage (Bentolila, Dolado et Jimeno, 2008).
- *Augmenter la demande de biens et de services*, puisque les immigrants contribuent à la consommation locale dès leur arrivée. Cela peut stimuler la demande de biens et de services, et exercer une pression à la hausse sur l'inflation à court terme, si l'offre de biens et de services s'avère inélastique.

La dynamique de l'inflation peut également varier en fonction des complémentarités entre capital et travail. Par exemple, une complémentarité plus forte impliquerait qu'une augmentation de la main-d'œuvre due à l'immigration peut améliorer les rendements du capital, et donc stimuler l'investissement. Si le stock de capital tarde à s'ajuster, l'augmentation initiale des investissements peut dépasser les hausses de production et entraîner une poussée inflationniste. Ces effets sur l'investissement peuvent se révéler plus faibles si la complémentarité entre les immigrants et le capital est moins grande, en particulier lorsque ces derniers sont peu qualifiés ou que leurs compétences correspondent mal aux besoins du marché du travail dans les pays de destination (Cheremukhin *et al.*, 2024). Ces effets peuvent être moindres lorsque le capital du pays de destination n'est pas exploité au maximum de ses capacités.

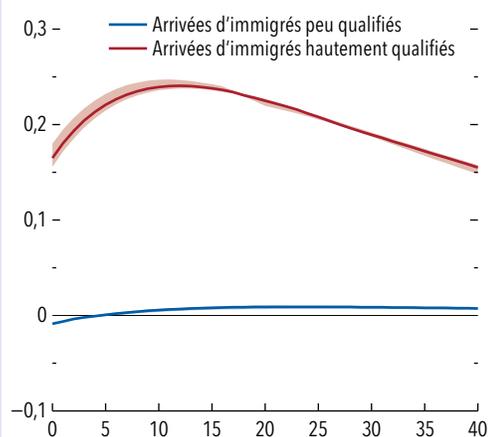
Des simulations effectuées sur une série de pays mettent en évidence la manière dont ces différents canaux peuvent modifier la manière dont l'augmentation des flux migratoires affecte l'inflation. Si le capital est en mesure de s'ajuster, un afflux de travailleurs immigrants hautement qualifiés, représentant environ 0,7 % de la population du pays d'accueil<sup>1</sup>, stimule l'investissement,

L'auteur de cet encadré est Samuel Mann.

<sup>1</sup>Comme chez Cheremukhin *et al.* (2024), ce choc correspond à peu près à la vague d'immigration observée aux États-Unis après la pandémie.

**Graphique 3.4.1. Évolution de l'inflation à la suite d'un choc migratoire**

(En points de pourcentage)

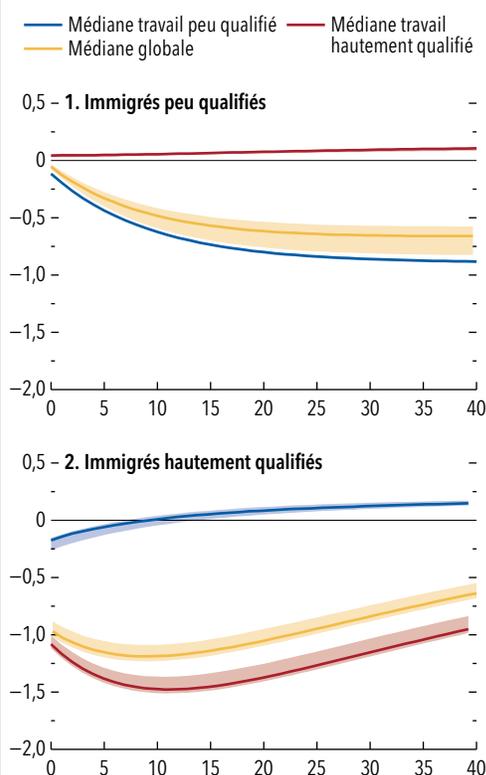


Sources : autorités nationales ; base de données Luxembourg Income Study ; Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies ; Organisation pour la coopération et le développement économiques ; calculs des services du FMI. Note : L'axe des abscisses indique le nombre de trimestres. Les effets sont exprimés en écarts en pourcentage par rapport à l'état stationnaire corrigé de la tendance. La ligne continue représente la médiane, et la zone ombrée, l'écart interquartile.

de sorte que les effets sur la demande dominent et que l'inflation augmente de 0,25 point de pourcentage au plus dans les trois ans suivant le choc (graphique 3.4.1 ; annexe 3.4 en ligne). En revanche, l'arrivée dans des proportions similaires d'immigrés peu qualifiés n'a que très peu d'effet sur l'inflation. Les effets inflationnistes d'une augmentation de la demande de consommation globale due à une population plus nombreuse sont compensés par les effets désinflationnistes résultant d'une offre de travail plus importante et d'un ralentissement de l'investissement, si l'on fait l'hypothèse d'une complémentarité limitée entre une main-d'œuvre immigrée peu qualifiée et le capital<sup>2</sup>.

Les flux migratoires peuvent également avoir des effets variables sur les salaires des ressortissants du pays d'accueil, des immigrants et des réfugiés, en fonction de leur niveau de qualification au moment de leur entrée sur

<sup>2</sup>Plus généralement, les modifications apportées à des variables telles que la prime salariale aux compétences, la part des revenus du capital et le taux de croissance de la population donnent des résultats qualitatifs similaires, ce qui permet d'affirmer que les résultats obtenus par Cheremukhin *et al.* (2024) pour les États-Unis peuvent être valables dans un contexte plus large.

**Encadré 3.4 (fin)****Graphique 3.4.2. Effets de l'immigration sur les salaires***(En points de pourcentage)*

Sources : autorités nationales ; base de données Luxembourg Income Study ; Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies ; Organisation pour la coopération et le développement économiques ; calculs des services du FMI.  
 Note : L'axe des abscisses indique le nombre de trimestres. Les effets sont exprimés en écarts en pourcentage par rapport à l'état stationnaire corrigé de la tendance. La ligne continue représente la médiane, et la zone ombrée, l'écart interquartile.

le marché du travail. Compte tenu de la complémentarité entre la main-d'œuvre peu qualifiée et la main-d'œuvre hautement qualifiée, les simulations du modèle laissent penser qu'une augmentation du nombre d'immigrés peu qualifiés tend à accroître marginalement les salaires des travailleurs locaux hautement qualifiés, dans la mesure où leur productivité marginale s'accroît (graphique 3.4.2). En revanche, les salaires des travailleurs locaux peu qualifiés diminuent légèrement (moins de 1 point de pourcentage sur le long terme) dans la mesure où leur productivité marginale diminue. Des niveaux plus élevés de travailleurs migrants hautement qualifiés ont l'effet inverse, c'est-à-dire une diminution marginale des salaires des travailleurs locaux hautement qualifiés — jusqu'à 1,5 point de pourcentage — et une légère augmentation des salaires des travailleurs locaux faiblement qualifiés sur le long terme (graphique 3.4.2).

D'après ces simulations, les pressions à la baisse sur les salaires des travailleurs locaux dont les compétences correspondent à celles des immigrés sont modestes et peuvent être encore estompées dans la pratique en raison des frictions rencontrées sur le marché de l'emploi. Ainsi, de telles pressions peuvent être atténuées par les rigidités à la baisse des salaires nominaux, par le fait qu'il y ait peu de chances que les immigrés peu qualifiés puissent parfaitement remplacer les travailleurs locaux peu qualifiés (Clemens et Lewis, 2022) et par les difficultés liées à l'intégration des immigrés. En outre, les travaux de recherche existants ne font état que d'effets très limités des arrivées nombreuses de migrants sur l'emploi et les salaires des travailleurs du pays d'accueil (Card, 1990), et ils montrent également que ces vagues migratoires ont des effets divers sur différents segments de la population active locale (Borjas, 2015).

Bien que l'incidence de l'immigration sur les salaires et l'inflation soit globalement modérée, il est possible d'observer des effets considérables sur certaines composantes du panier de biens de consommation et sur les prix locaux. Par exemple, aux États-Unis, on constate que la hausse de l'immigration fait baisser l'inflation pour les biens locaux, mais qu'elle fait augmenter l'inflation pour le logement et les services collectifs de distribution (Barrett et Tan, 2025).

## Bibliographie

- Abel, G. J., and J. E. Cohen. 2019. "Bilateral International Migration Flow Estimates for 200 Countries." *Scientific Data* 6: 82.
- Abel, G. J., M. Brottrager, J. Crespo Cuaresma, and R. Mutarak. 2019. "Climate, Conflict and Forced Migration." *Global Environmental Change—Human and Policy Dimensions* 54: 239–49.
- Alesina, A., J. Harnoss, and H. Rapoport. 2015. "Birthplace Diversity and Economic Prosperity." NBER Working Paper 18699, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Alvarez, J. A., M. Arena, A. Brousseau, H. Faruqee, E. W. Fernandez Corugedo, J. Guajardo, G. Peraza, and J. Yopez. 2022. "Regional Spillovers from the Venezuelan Crisis: Migration Flows and Their Impact on Latin America and the Caribbean." IMF Departmental Paper 22/19, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Anderson, J. E. 2011. "The Gravity Model." *Annual Review of Economics* 3 (1): 133–60.
- Barrett, P., and B. Tan. 2025. "Immigration and Local Inflation." IMF Working Paper 25/005, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bassanetti, A., A. Sacco, and A. Tieman. Forthcoming. "The Macroeconomic Impact of Refugee Flows in the Middle East and Central Asia." IMF Departmental Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Beltran, P., and M. Hadzi-Vaskov. 2023. "Climate and Cross-Border Migration." IMF Working Paper 23/250, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Bentolila, S., J. J. Dolado, and J. F. Jimeno. 2008. "Does Immigration Affect the Phillips Curve?: Some Evidence from Spain." *European Economic Review* 52 (8): 1398–423.
- Berlemann, M., and M. Steinhardt. 2017. "Climate Change, Natural Disasters, and Migration—A Survey of the Empirical Evidence." *CESifo Economic Studies* 63 (4): 353–85.
- Bertoli, S., J. Fernández-Huertas Moraga, and F. Ortega. 2013. "Crossing the Border: Self-Selection, Earnings and Individual Migration Decisions." *Journal of Development Economics* 101: 75–91.
- Beverelli, C., and G. Orefice. 2019. "Migration Deflection: The Role of Preferential Trade Agreements." *Regional Science and Urban Economics* 79: 103469.
- Blau, F. D., and C. Mackie, eds. 2017. *The Economic and Fiscal Consequences of Immigration*. Washington, DC: National Academies Press.
- Borjas, G. 2015. "The Wage Impact of the Marielitos: A Reappraisal." NBER Working Paper 21588, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Brell, C., C. Dustmann, and I. Preston. 2020. "The Labor Market Integration of Refugee Migrants in High-Income Countries." *Journal of Economic Perspectives* 34 (1): 94–121.
- Cai, J., and A. Stoyanov. 2016. "Population Aging and Comparative Advantage." *Journal of International Economics* 102: 1–21.
- Caliendo, L., L. D. Opromolla, F. Parro, and A. Sforza. 2021. "Goods and Factor Market Integration: A Quantitative Assessment of the EU Enlargement." *Journal of Political Economy* 129 (12): 3491–545.
- Caliendo, L., L. D. Opromolla, F. Parro, and A. Sforza. 2023. "Labor Supply Shocks and Capital Accumulation: The Short- and Long-Run Effects of the Refugee Crisis in Europe." *AEA Papers and Proceedings* 113: 577–84.
- Carare, A., A. Fiorito Baratas, J. Kilembe, M. Hadzi-Vaskov, and W. Zhang. 2024. "The Joint Effect of Emigration and Remittances on Economic Growth and Labor Force Participation in Latin America and the Caribbean." IMF Working Paper 24/169, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Card, D. 1990. "The Impact of the Mariel Boatlift on the Miami Labor Market." *Industrial and Labor Relations Review* 43 (2): 245–57.
- Cattaneo, C., and G. Peri. 2016. "The Migration Response to Increasing Temperatures." *Journal of Development Economics* 122: 127–46.
- Cheremukhin, A., S. Hur, R. Mau, K. Mertens, A. W. Richter, and X. Zhou. 2024. "The Postpandemic U.S. Immigration Surge: New Facts and Inflationary Implications." Working Paper 2407, Federal Reserve Bank of Dallas, Dallas, TX.
- Christl, M., A. Belanger, A. Conte, J. Maza, and F. Narazani. 2022. "Projecting the Fiscal Impact of Immigration in the European Union." *Fiscal Studies* 43 (4): 365–85.
- Clemens, M. A. 2022. "The Fiscal Effect of Immigration: Reducing Bias in Accounting Estimates." IZA Discussion Paper 15596, IZA Institute of Labor Economics, Bonn, Germany.
- Clemens, M. A. 2024. "Migration or Stagnation: Aging and Economic Growth in Korea Today, the World Tomorrow." PIIE Working Paper 24-18, Peterson Institute for International Economics, Washington, DC.
- Clemens, M. A., and E. G. Lewis. 2022. "The Effect of Low-Skill Immigration Restrictions on US Firms and Workers: Evidence from a Randomized Lottery." NBER Working Paper 30589, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Clemens, M. A., and D. McKenzie. 2018. "Why Don't Remittances Appear to Affect Growth?." *Economic Journal* 128 (612): F179–F209.
- Clemens, M. A., and H. Postel. 2018. "Deterring Emigration with Foreign Aid: An Overview of Evidence from Low-Income Countries." *Population and Development Review* 44 (4): 667–93.
- Colas, M., and D. Sachs. 2024. "The Indirect Fiscal Benefits of Low-Skilled Immigration." *American Economic Journal: Economic Policy* 16 (2): 515–50.
- de Matos, A. D. 2021. "The Fiscal Impact of Immigration in OECD Countries since the Mid-2000s." In *International Migration Outlook 2021*, edited by the Organisation for Economic Co-operation and Development, 111–62. Paris: OECD Publishing.

- Di Martino, D. 2024. "The Lifetime Fiscal Impact of Immigrants." Manhattan Institute, New York.
- Evans, W. N., and D. Fitzgerald. 2017. "The Economic and Social Outcomes of Refugees in the United States: Evidence from the ACS." NBER Working Paper 23498, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Fackler, T., Y. Giesing, and N. Laurensyeva. 2020. "Knowledge Remittances: Does Emigration Foster Innovation?." *Research Policy* 49 (9): 103863.
- Goldberg, M. L., J. Birner, B. Mwanza, and A. Craparo. 2024. "How to Escape the Nexus of Climate Change, Conflict and Forced Displacement: From Fragility to Stability." Global Dispatches Podcast, CGIAR and UNHCR, November 14, 2024. <https://www.globaldispatches.org/p/how-to-escape-the-nexus-of-climate>.
- Gu, W., and A. Stoyanov. 2019. "Skills, Population Aging, and the Pattern of International Trade." *Review of International Economics* 27 (2): 499–519.
- Guichard, L., and M. Machado. 2024. "Migration Flows and Policy Effects: An Empirical Gravity Approach." *Economics Letters* 211: 110155.
- Helbling, M., L. Bjerre, F. Römer, and M. Zobel. 2017. "Measuring Immigration Policies: The IMPIC Database." *European Political Science* 16 (1): 79–98.
- Hoogeveen, J., and C. Obi, eds. 2024. *A Triple Win: Fiscal and Welfare Benefits of Economic Participation by Syrian Refugees in Jordan*. International Development in Focus. Washington, DC: World Bank.
- Hunter, L. M., S. Murray, and F. Riosmena. 2013. "Rainfall Patterns and U.S. Migration from Rural Mexico." *International Migration Review* 47: 874–909.
- Jaumotte, F., K. Koloskova, and S. C. Saxena. 2016. "Impact of Migration on Income Levels in Advanced Economies." IMF Spillover Note 8, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Jordà, Ò., 2005 "Estimation and Inference of Impulse Responses by Local Projections." *American Economic Review* 95 (1): 161–82.
- Kaczan, D. J., and J. Orgill-Meyer. 2020. "The Impact of Climate Change on Migration: A Synthesis of Recent Empirical Insights." *Climatic Change* 158 (3): 281–300.
- Kanga, D., B. Loko, G. Agou, and K. R. Kpodar. 2024. "Intra-African Migration: Exploring the Role of Human Development, Institutions, and Climate Shocks." IMF Working Paper 24/097, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Kerr, S., and W. Kerr. 2011. "Economic Impacts of Immigration: A Survey." NBER Working Paper 16736, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Kline, P., and E. Moretti. 2013. "Local Economic Development, Agglomeration Economies and the Big Push: 100 Years of Evidence from the Tennessee Valley Authority." *Quarterly Journal of Economics* 129 (1): 275–331.
- Koubi, V., S. Stoll, and G. Spilker. 2016. "Perceptions of Environmental Change and Migration Decisions." *Climatic Change* 138 (3): 439–51.
- Leblang, D., and B. Helms. 2023. *The Ties That Bind: Immigration and the Global Political Economy*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Manacorda, M., A. Manning, and J. Wadsworth, 2012. "The Impact of Immigration on the Structure of Wages: Theory and Evidence from Britain." *Journal of the European Economic Association* 10: 120–51.
- Melo, P., D. Graham, and R. Noland. 2009. "A Meta-analysis of Estimates of Urban Agglomeration Economies." *Regional Science and Urban Economics* 39 (3): 332–42.
- Orrenius, P. 2017. "New Findings on the Fiscal Impact of Immigration in the United States." Research Department Working Paper 1704, Federal Reserve Bank of Dallas, Dallas, TX.
- Ortega, E., and G. Peri. 2013. "The Effect of Income and Immigration Policies on International Migration." *Migration Studies* 1 (1): 47–74. <https://doi.org/10.1093/migration/mns004>.
- Ortega, E., and G. Peri. 2014. "Openness and Income: The Roles of Trade and Migration." *Journal of International Economics* 92 (2): 231–51.
- Ottaviano, G. I. P., G. Peri, and G. C. Wright. 2013. "Immigration, Offshoring, and American Jobs." *American Economic Review* 103 (5): 1925–59.
- Peri, G. 2011. "The Effect of Immigration on Productivity: Evidence from US States." *Review of Economics and Statistics* 94 (1): 348–58.
- Peri, G. 2014. "Do Immigrant Workers Depress the Wages of Native Workers?." *IZA World of Labor* 2014 (May): 42.
- Platt, L., J. Polavieja, and J. Radl. 2022. "Which Integration Policies Work? The Heterogeneous Impact of National Institutions on Immigrants' Labor Market Attainment in Europe." *European Sociological Review* 38 (1): 1–21.
- Prato, M. 2025. "The Global Race for Talent: Brain Drain, Knowledge Transfer, and Economic Growth." *Quarterly Journal of Economics* 140 (1): 165–238.
- Raleigh, C. 2010. "Seeing the Forest for the Trees: Does Physical Geography Affect a State's Conflict Risk?" *International Interactions* 36 (4): 384–410.
- Rother, B., G. Pierre, D. Lombardo, R. Herrala, P. Toffano, E. Roos, G. Auclair, and K. Manasseh. 2016 "The Economic Impact of Conflicts and the Refugee Crisis in the Middle East and North Africa." IMF Staff Discussion Note 16/08, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Rowthorn, R. 2008. "The Fiscal Impact of Immigration on the Advanced Economies." *Oxford Review of Economic Policy* 24 (3): 560–80.
- Saiz, A. 2007. "Immigration and Housing Rents in American Cities." *Journal of Urban Economics* 61 (2): 345–71.
- Sallam, H., and M. Christl. 2024. "Do Migrants Pay Their Way?: A Net Fiscal Analysis for Germany." GLO Discussion Paper 1530, Global Labor Organization, Essen, Germany.

- Sultanov, A. 2021. "The Impact of Immigration on Public Debt: A Dynamic Macroeconomic Analysis." PhD dissertation, City University of London, London.
- UK Office for Budget Responsibility (UK OBR). 2023. "Fiscal Risks and Sustainability." CP 870. London: His Majesty's Stationery Office.
- UK Office for Budget Responsibility (UK OBR). 2024. "Fiscal Risks and Sustainability." CP 1142. London: His Majesty's Stationery Office.
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR). 2024. "No Escape: On the Frontlines of Climate Change, Conflict and Forced Displacement." New York.
- US Congressional Budget Office (CBO). 2024. "Effects of the Immigration Surge on the Federal Budget and the Economy." Washington, DC.
- van de Beek, J., J. Hartog, G. Kreffer, and H. Roodenburg. 2024. "The Long-Term Fiscal Impact of Immigrants in the Netherlands, Differentiated by Motive, Source Region and Generation." IZA Discussion Paper 17569, IZA Institute of Labor Economics, Bonn, Germany.
- Vargas-Silva, C. 2015. "The Fiscal Impact of Immigrants: Taxes and Benefits." In *Handbook of the Economics of International Migration*, vol. 1B, edited by B. R. Chiswick and P. W. Miller, 845–75. Amsterdam: Elsevier.
- Vargas-Silva, C., M. Sumption, and B. Brindle. 2024. "Briefing: The Fiscal Impact of Immigration to the UK." Centre on Migration, Policy, and Society (COMPAS), Migration Observatory at the University of Oxford, Oxford, UK.
- Vesco, P., S. Dasgupta, E. De Cian, and C. Carraro. 2020. "Natural Resources and Conflict: A Meta-analysis of the Empirical Literature." *Ecological Economics* 172: 106633.
- Viseth, A. 2021. "Immigration and Employment: Substitute versus Complementary Labor in Selected African Countries." In *The Global Informal Workforce: Priorities for Inclusive Growth*, edited by C. Delechat and L. Medina, 167–90. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Williams, K. 2024. "Remittances and Government Expenditures on Human Capital in Developing Countries." *International Economics* 178: 100508.
- World Bank and United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR). 2024. *Economic Participation and the Global Cost of International Assistance in Support of Refugee Subsistence Needs*. Washington, DC: World Bank.



L'appendice statistique présente des données rétrospectives et des projections. Il comprend les huit sections suivantes : hypothèses ; modifications récentes ; données et conventions ; notes sur les pays ; classification des pays ; caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) ; principaux documents relatifs aux données ; tableaux statistiques.

La première section résume les hypothèses sur lesquelles reposent les estimations et projections pour 2025–26. La deuxième rappelle brièvement les modifications apportées à la base de données et aux tableaux de l'appendice statistique depuis l'édition d'octobre 2024 des PEM. La troisième donne une description générale des données et des conventions utilisées pour calculer les chiffres composites pour chaque groupe de pays. La quatrième présente certaines informations importantes pour chaque pays. La cinquième résume la classification des pays par groupes types, et la sixième explique cette classification de façon plus approfondie. La septième donne des informations sur les méthodes d'établissement et les normes de déclaration des indicateurs de comptabilité nationale et de finances publiques des pays membres qui sont inclus dans le rapport.

La dernière et principale section regroupe les tableaux statistiques. L'appendice statistique A est inclus dans la version papier ; l'appendice statistique B est disponible en ligne à l'adresse [www.imf.org/fr/Publications/WEO](http://www.imf.org/fr/Publications/WEO).

Les données de ces tableaux sont établies sur la base des informations disponibles au 14 avril 2025, mais peuvent ne pas systématiquement refléter les dernières données publiées. Pour connaître la date de la dernière mise à jour des données pour chaque pays, veuillez-vous reporter aux notes fournies en ligne dans la base de données des PEM. Certains pays ont révisé leurs projections en tenant compte des évolutions des marchés des produits de base et du commerce international au 4 avril 2025 ; ces pays sont répertoriés dans l'encadré A2. Par souci de commodité uniquement, les chiffres portant sur 2025–26 sont présentés avec le même degré de précision que les chiffres rétrospectifs, mais, en tant que projections, ils n'ont pas nécessairement le même degré d'exactitude.

## Hypothèses

Les *taux de change* effectifs réels des pays avancés demeureront constants à leur niveau moyen mesuré durant la période allant du 6 mars au 3 avril 2025. Pour 2025 et 2026, ces hypothèses se traduisent par les taux moyens de conversion suivants : 1,328 et 1,336 pour le taux dollar/DTS, 1,077 et 1,083 pour le taux dollar/euro<sup>1</sup>, et 149,2 et 146,1 pour le taux yen/dollar.

Le *prix du baril de pétrole* sera en moyenne de 66,94 dollars en 2025 et de 62,38 dollars en 2026.

Les *politiques* nationales menées à l'heure actuelle ne changeront pas. Les hypothèses plus spécifiques sur lesquelles sont fondées les projections relatives à un échantillon de pays sont décrites dans l'encadré A1.

S'agissant des *taux d'intérêt*, le *rendement des obligations d'État à trois mois* s'établira en moyenne à 4,2 % en 2025 et à 3,5 % en 2026 pour les États-Unis, à 2,2 % en 2025 et à 2,1 % en 2026 pour la zone euro, et à 0,5 % en 2025 et à 0,8 % en 2026 pour le Japon. En outre, le *rendement des obligations d'État à dix ans* s'établira en moyenne à 4,2 % en 2025 et à 3,8 % en 2026 pour les États-Unis, à 2,6 % en 2025 et à 2,7 % en 2026 pour la zone euro, et à 1,4 % en 2025 et à 1,6 % en 2026 pour le Japon.

## Modifications récentes

- Les projections pour la *Bolivie* sur la période 2027–30 n'ont pas été établies en raison de l'incertitude élevée qui pèse sur les perspectives économiques.
- Les projections budgétaires pour 2025–30 concernant l'*Équateur* n'apparaissent pas dans la publication puisque des discussions relatives au programme sont en cours.

<sup>1</sup> Les taux de conversion irrévocablement fixés entre l'euro et les monnaies des pays membres de l'union monétaire, entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1999 en vertu d'une décision du Conseil de l'Union européenne du 31 décembre 1998, figurent à l'encadré 5.4 de l'édition d'octobre 1998 des PEM. Cet encadré donne également des précisions sur la méthode d'établissement des taux de conversion. Pour consulter le tableau le plus récent qui présente ces taux de conversion, veuillez-vous reporter à l'appendice statistique de l'édition d'avril 2023 des PEM.

## Données et conventions

La base de données des PEM repose sur des *données et projections* portant sur 196 pays. Les données sont établies conjointement par le département des études et les départements géographiques du FMI, ces derniers préparant régulièrement des projections par pays actualisées à partir d'un ensemble cohérent d'hypothèses mondiales.

Les services nationaux des statistiques sont la source essentielle des données rétrospectives et des définitions, mais les institutions internationales participent également aux travaux statistiques afin d'harmoniser les méthodes d'établissement des statistiques nationales, notamment les cadres d'analyse, concepts, définitions, classifications et méthodes d'évaluation. La base de données des PEM incorpore des renseignements communiqués aussi bien par les organismes nationaux que par les institutions internationales.

Pour la plupart des pays, les données macroéconomiques présentées dans les PEM sont, dans l'ensemble, conformes à la version 2008 du *Système de comptabilité nationale* (SCN 2008). Les normes des statistiques sectorielles du FMI (la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* (MBP6), le *Manuel et guide d'établissement des statistiques monétaires et financières* et le *Manuel de statistiques de finances publiques* 2014 (MSFP 2014) ont toutes été alignées sur le SCN 2008. Elles reflètent l'intérêt particulier porté par l'institution aux positions extérieures et aux évolutions monétaires des pays, à la stabilité de leur secteur financier et à la position budgétaire de leur secteur public. L'adaptation des statistiques nationales aux nouvelles normes commence véritablement avec la publication des versions révisées des manuels. Il faut toutefois noter que l'ensemble des statistiques ne peut être pleinement conforme aux versions les plus récentes des manuels que si les statisticiens nationaux communiquent des données révisées. En conséquence, les estimations des PEM ne sont adaptées qu'en partie aux versions les plus récentes des manuels. Dans de nombreux pays, toutefois, la conversion aux normes actualisées n'aura qu'une faible incidence sur les principaux soldes et agrégats. Beaucoup d'autres pays ont partiellement adopté les normes les plus récentes et poursuivront leur mise en application au fil des années<sup>2</sup>.

<sup>2</sup>Beaucoup de pays mettent en œuvre le SCN 2008 ou le Système européen des comptes nationaux et régionaux 2010. Un petit nombre de pays utilise des versions du SCN antérieures à celle de 1993. On s'attend à une tendance similaire pour ce qui est de l'adoption du MBP6 et du MSFP 2014. Veuillez-vous référer au tableau G, qui indique les normes statistiques observées par chaque pays.

Les données relatives à la dette budgétaire brute et nette présentées dans les PEM sont tirées de sources de données officielles et d'estimations des services du FMI. Il a été essayé d'établir les données de la dette brute et de la dette nette à partir des définitions du MSFP 2014, mais, en raison d'une insuffisance de données ou de la situation particulière de certains pays, ces données peuvent parfois ne pas correspondre aux définitions officielles. Malgré tous les efforts déployés pour garantir la pertinence et la comparabilité internationale des données des PEM, les données ne sont pas universellement comparables du fait des différences concernant la portée des secteurs et des instruments. Au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles, les modifications apportées aux sources de données ou au champ d'application des instruments peuvent donner lieu à des révisions de données, parfois sensibles. Pour plus de précisions sur les différences concernant la portée des secteurs ou des instruments, veuillez consulter en ligne les métadonnées de la base de données des PEM.

Les chiffres composites pour les groupes de pays qui figurent dans les PEM correspondent soit à la somme, soit à la moyenne pondérée des chiffres des différents pays. Sauf indication contraire, les moyennes des taux de croissance sur plusieurs années sont les taux de variation annuelle composés<sup>3</sup>. Les moyennes sont des moyennes arithmétiques pondérées dans le groupe des pays émergents et pays en développement, sauf en ce qui concerne l'inflation et la croissance monétaire, pour lesquelles il s'agit d'une moyenne géométrique. Les conventions suivantes s'appliquent :

Les chiffres composites relatifs aux taux de change, aux taux d'intérêt et à l'expansion des agrégats monétaires sont pondérés par le PIB converti en dollars sur la base des cours de change du marché (moyenne des trois années précédentes) en pourcentage du PIB du groupe de pays considéré.

Les chiffres composites portant sur d'autres données de l'économie intérieure, qu'il s'agisse de taux de croissance ou de ratios, sont pondérés par le PIB calculé selon les parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial ou de celui du groupe considéré<sup>4</sup>. Concernant

<sup>3</sup>Les moyennes du PIB réel, de l'inflation, du PIB par habitant et des cours des produits de base sont calculées sur la base des taux de variation annuelle composés, sauf pour le taux de chômage, qui repose sur une moyenne arithmétique simple.

<sup>4</sup>Voir l'encadré A2 de l'appendice statistique de l'édition d'octobre 2024 des PEM pour une récapitulation des coefficients de pondération en parités de pouvoir d'achat révisés, ainsi que l'encadré 1.1 de l'édition d'octobre 2020 des PEM, la « Révision des pondérations de parité de pouvoir d'achat » dans la *Mise à jour des PEM* de juillet 2014,

les données agrégées d'inflation parmi les pays avancés (et leurs sous-catégories), les taux annuels sont de simples variations en pourcentage par rapport aux années précédentes ; pour ce qui concerne les données agrégées d'inflation au niveau mondial et d'inflation dans les pays émergents et les pays en développement (et de leurs sous-catégories), les taux annuels reposent sur des différences logarithmiques.

Les chiffres composites pour le PIB réel par habitant calculé selon les *parités de pouvoir d'achat* sont des sommes des données de chaque pays après conversion en dollar international pour les années indiquées.

Sauf indication contraire, les chiffres composites pour tous les secteurs de la zone euro sont corrigés de manière à tenir compte des divergences dans la déclaration des transactions qui s'effectuent à l'intérieur de la zone. Pour les données annuelles sur le PIB, des données non ajustées sont utilisées pour la zone euro et la majorité des pays, à l'exception de Chypre, de l'Espagne, de l'Irlande et du Portugal, qui déclarent des données corrigées des effets de calendrier. Pour les données antérieures à 1999, les agrégations des données se rapportent aux taux de change de l'écu de 1995.

Les chiffres composites pour les données budgétaires sont les sommes des données nationales après conversion en dollars aux taux de change moyens du marché pour les années indiquées.

Les taux composites du chômage et de l'emploi sont pondérés par la population active des pays, exprimée en pourcentage de la population active du groupe considéré.

Pour ce qui est des statistiques du secteur extérieur, les chiffres composites représentent la somme des données pour chaque pays, après conversion en dollars aux cours de change moyens des années indiquées pour la balance des paiements et aux cours en fin d'année pour la dette libellée dans des monnaies autres que le dollar.

En ce qui concerne toutefois les volumes et les prix du commerce extérieur, les chiffres composites représentent la moyenne arithmétique des pourcentages de variation enregistrés par les différents pays, pondérée par la valeur en dollars de leurs exportations ou importations respectives exprimées en pourcentage des exportations ou des importations au niveau mondial ou pour le groupe considéré (enregistrées l'année précédente).

l'appendice 1.1 de l'édition d'avril 2008 des PEM, l'encadré A2 de l'édition d'avril 2004 des PEM, l'encadré A1 de l'édition de mai 2000 des PEM et l'annexe IV de l'édition de mai 1993 des PEM ; voir aussi Anne-Marie Gulde et Marianne Schulze-Ghattas, « Purchasing Power Parity Based Weights for the *World Economic Outlook* », dans *Staff Studies for the World Economic Outlook* (Washington, Fonds monétaire international, décembre 1993), pages 106–23.

Sauf indication contraire, les chiffres composites sont calculés pour les groupes de pays s'ils représentent au moins 90 % des pondérations du groupe.

Les données se rapportent aux années civiles, sauf pour un petit nombre de pays qui utilisent les exercices budgétaires. Le tableau F indique les pays dont la période de déclaration est différente pour les données relatives aux comptes nationaux et aux finances publiques.

Pour certains pays, les chiffres de 2024 et des années antérieures reposent sur des estimations, et non sur des données effectives. Le tableau G donne pour chaque pays la date des dernières données effectives pour les comptes nationaux, les prix, les finances publiques et la balance des paiements.

## Notes sur les pays

*Afghanistan* : Les données pour 2021–23 sont fournies pour certains indicateurs, et les données budgétaires relèvent d'estimations. Les estimations et projections pour 2024–30 sont omises en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé, étant donné que le FMI a suspendu ses activités auprès du pays en raison d'un manque de clarté au sein de la communauté internationale s'agissant de la reconnaissance du gouvernement afghan. Les données figurant dans les PEM présentent une rupture structurelle pour l'année 2021, en raison du passage de l'année calendaire à l'année solaire pour la déclaration ; le taux de croissance effectif du PIB pour l'année solaire 2021 est de –20,7 %.

*Algérie* : Le total des dépenses publiques et la capacité nette/le besoin net de financement englobent les prêts nets consentis par l'État, ce qui s'explique principalement par l'appui apporté au régime de retraite et à d'autres entités du secteur public.

*Argentine* : L'indice des prix à la consommation (IPC) officiel est établi à partir de décembre 2016. Pour les périodes précédentes, les données relatives à l'IPC pour l'Argentine correspondent à celles de l'IPC pour le Grand Buenos Aires (avant décembre 2013), à l'IPC national (IPCNu, de décembre 2013 à octobre 2015), à l'IPC de la ville de Buenos Aires (de novembre 2015 à avril 2016) et à l'IPC du Grand Buenos Aires (de mai à décembre 2016). Comme ces séries n'ont pas la même couverture géographique et n'emploient ni les mêmes pondérations, ni les mêmes méthodes d'échantillonnage, ni la même méthodologie, l'inflation moyenne pour 2014–16 et l'inflation en fin de période pour 2015–16 n'apparaissent pas dans les PEM. En outre, l'Argentine a mis fin à la publication des données

sur le marché du travail à partir du quatrième trimestre de 2015, et de nouvelles séries ont été publiées à compter du deuxième trimestre de 2016.

*Bolivie* : Les projections sur la période 2027–30 n'ont pas été établies en raison de l'incertitude élevée qui pèse sur les perspectives économiques.

*Cisjordanie et Gaza* : Les estimations et projections pour 2024–30 ne seront pas publiées en raison d'un degré d'incertitude extrêmement élevé. Les dernières données annuelles réelles sur les prix à la consommation concernent 2024. Les données annuelles sur le taux de chômage sont disponibles jusqu'en 2022.

*Costa Rica* : La définition de l'administration centrale a été élargie à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, pour englober 51 entités publiques conformément à la loi n° 9524. Les données jusqu'en 2019 sont ajustées pour des raisons de comparabilité.

*Équateur* : Les projections budgétaires pour 2025–30 n'apparaissent pas dans la publication puisque des discussions relatives au programme sont en cours.

*Érythrée* : Les données et projections pour 2020–30 ne figurent pas dans la base de données en raison de contraintes sur la communication des données.

*Inde* : Les taux de croissance du PIB réel sont tirés des comptes nationaux, avec 2011/12 comme année de référence.

*Iran* : Le calcul des valeurs passées du PIB nominal en dollars se fonde sur le taux de change officiel jusqu'à 2017. À partir de 2018, c'est le taux de change NIMA (nom du système national intégré de gestion des changes), plutôt que le taux de change officiel, qui sert à convertir en dollars les chiffres du PIB nominal en rials. Les services du FMI sont arrivés à la conclusion que le taux NIMA traduisait plus fidèlement le taux de change pondéré de la valeur des transactions au cours de cette période.

*Israël* : Les projections sont très incertaines en raison du conflit dans la région, et sont donc susceptibles d'être révisées.

*Liban* : Les données des comptes budgétaire et national pour 2022–24 ainsi que les données sur la dette pour 2023–24 sont des estimations des services du FMI et ne proviennent pas des autorités libanaises. Les estimations et projections pour 2025–30 sont omises en raison d'un degré d'incertitude inhabituellement élevé.

*République dominicaine* : Le périmètre des séries de finances publiques est le suivant : la dette publique, le service de la dette ainsi que les soldes corrigés des variations cycliques et soldes structurels se rapportent au secteur public consolidé (à savoir l'administration centrale, le reste du secteur public non financier et la

banque centrale) ; les autres séries de finances publiques portent sur l'administration centrale.

*Sierra Leone* : Bien que le pays ait changé son unité monétaire le 1<sup>er</sup> juillet 2022, les données en monnaie nationale sont exprimées en ancien leone dans l'édition d'avril 2025 des PEM.

*Sri Lanka* : Les données et projections correspondant à la période 2025–30 ne sont pas publiées en raison d'entretiens en cours au sujet de la restructuration de la dette souveraine.

*Soudan* : Les projections traduisent les analyses des services du FMI, fondées sur l'hypothèse selon laquelle la résolution du conflit interviendra d'ici la fin de 2025 et que la reprise de la collaboration et la reconstruction débiteront peu de temps après. Les données pour 2011 ne couvrent plus le Soudan du Sud après le 9 juillet ; les données pour 2012 et les années suivantes se rapportent à l'actuel Soudan.

*Syrie* : Les données sont exclues depuis 2011 en raison de la situation politique incertaine.

*Timor-Leste* : Les données publiées relatives au PIB réel se réfèrent au PIB réel non pétrolier, tandis que les données publiées relatives au PIB nominal se réfèrent au PIB nominal total.

*Turkménistan* : Les données sur le PIB réel correspondent à des estimations des services du FMI établies conformément aux méthodes internationales (SCN), à partir d'estimations et de sources officielles ainsi que des bases de données de l'Organisation des Nations Unies et de la Banque mondiale. Les estimations et projections du solde budgétaire ont été établies sans tenir compte des recettes provenant d'émissions d'obligations intérieures et d'opérations de privatisation, conformément au MSFP 2014. Dans les estimations officielles des comptes budgétaires, établies par les autorités à partir de méthodes statistiques nationales, les émissions d'obligations et les recettes des privatisations sont comprises dans les recettes publiques.

*Ukraine* : Les données révisées des comptes nationaux sont disponibles à partir de 2000, mais n'incluent plus la Crimée et Sébastopol à partir de 2010.

*Uruguay* : En décembre 2020, les autorités ont commencé à communiquer les données de leurs comptes nationaux selon le SCN 2008, avec 2016 comme année de base. Les nouvelles séries commencent en 2016. Les données antérieures à 2016 témoignent du souci des services du FMI de préserver les données précédemment communiquées et d'éviter toute rupture structurelle.

À partir du mois d'octobre 2018, le système public de retraite de l'*Uruguay* a reçu des transferts en vertu de

la loi n° 19.590 de 2017, qui indemnise les personnes touchées par la création du système mixte de retraite. Ces fonds sont enregistrés comme recettes, conformément à la méthodologie du FMI. Ces transferts influent donc sur les données pour 2018–22. Ils représentaient 1,2 % du PIB en 2018, 1,0 % du PIB en 2019, 0,6 % du PIB en 2020, 0,3 % du PIB en 2021, 0,1 % du PIB en 2022 et 0 % du PIB par la suite. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le rapport du FMI n° 19/64<sup>5</sup>. Cette note à propos du système public de retraite ne s'applique qu'aux séries relatives aux recettes et à la capacité/au besoin de financement.

Le périmètre des données budgétaires pour l'Uruguay est passé du secteur public consolidé au secteur public non financier à partir de l'édition d'octobre 2019 des PEM. En Uruguay, le secteur public non financier comprend l'administration centrale, les administrations locales, les caisses de sécurité sociale, les entreprises publiques non financières et la Banco de Seguros del Estado. Les données rétrospectives ont également été révisées en conséquence. Dans ce périmètre budgétaire réduit, qui exclut la banque centrale, les actifs et passifs détenus par le secteur public non financier avec la banque centrale comme contrepartie ne sont pas retranchés des chiffres de l'endettement. Dans ce contexte, les obligations de capitalisation émises auparavant par l'État en faveur de la banque centrale font désormais partie de la dette du secteur public non financier.

*Venezuela* : L'établissement des perspectives économiques, y compris l'évaluation de l'évolution économique passée et actuelle comme base des projections, est rendu difficile par i) l'absence d'entretiens avec les autorités (la plus récente des consultations au titre de l'article IV a eu lieu en 2004), ii) les métadonnées incomplètes des statistiques limitées communiquées et iii) les difficultés à mettre en rapport les indicateurs communiqués avec l'évolution économique. Les comptes budgétaires incluent l'administration centrale, la sécurité sociale, l'organisme national de garantie des dépôts (FOGADE) et un ensemble réduit d'entreprises publiques, dont Petróleos de Venezuela, S.A. À la suite d'améliorations méthodologiques destinées à obtenir un PIB nominal plus fiable, les données rétrospectives et les indicateurs exprimés en pourcentage du PIB ont été révisés à partir de 2012. Pour la plupart des indicateurs, les données pour 2018–24 sont des estimations des services du FMI. Compte tenu des effets de l'hyperinflation,

<sup>5</sup>Uruguay : rapport des services du FMI pour les consultations de 2018 au titre de l'article IV, rapport n° 19/64 (Washington, Fonds monétaire international, février 2019).

du manque de données communiquées et de l'incertitude ambiante, les estimations et projections des services du FMI en matière d'indicateurs macroéconomiques doivent être interprétées avec prudence. Les prix à la consommation du Venezuela sont exclus de toutes les données de groupe des PEM.

*Zimbabwe* : Les autorités ont récemment modifié la monnaie de libellé des statistiques de leurs comptes nationaux, à la suite de l'introduction, le 5 avril 2024, d'une nouvelle monnaie nationale, « l'or du Zimbabwe », qui remplace le dollar du Zimbabwe. Le dollar du Zimbabwe a cessé de circuler le 30 avril 2024.

## Classification des pays

### Résumé

Les pays sont répartis en deux groupes principaux : pays avancés, et pays émergents et pays en développement<sup>6</sup>. Loin d'être fixée en fonction de critères immuables, économiques ou autres, cette classification évolue au fil des années. Elle a pour but de faciliter l'analyse en permettant d'organiser les données de manière aussi significative que possible. Le tableau A donne une vue d'ensemble de la classification des pays, avec le nombre de pays appartenant à chaque groupe présenté par région ainsi que des indicateurs de la taille de leur économie (PIB calculé sur la base des parités de pouvoir d'achat, total des exportations de biens et de services, et population).

Un certain nombre de pays ne figurent pas actuellement dans cette classification et ne sont donc pas inclus dans l'analyse. Cuba et la République populaire démocratique de Corée ne sont pas membres du FMI, qui, en conséquence, n'assure aucun suivi de leur économie.

## Caractéristiques générales et composition des différents groupes de pays dans la classification des Perspectives de l'économie mondiale

### Pays avancés

Le tableau B donne la composition du groupe des pays avancés (41 pays). Les sept pays de ce groupe dont les PIB calculés sur la base des taux de change du marché sont les plus élevés (États-Unis, Japon, Allemagne,

<sup>6</sup>Dans la présente étude, les termes « pays » et « économie » ne se rapportent pas nécessairement à une entité territoriale constituant un État au sens où l'entendent le droit et les usages internationaux. Ils s'appliquent aussi à certaines entités territoriales qui ne sont pas des États, mais qui établissent indépendamment des statistiques distinctes.

France, Italie, Royaume-Uni et Canada) forment le sous-groupe dit des principaux pays avancés, souvent appelé le Groupe des Sept. Les pays membres de la zone euro constituent un autre sous-groupe. Les chiffres composites figurant dans les tableaux sous la rubrique « zone euro » se rapportent aux pays qui en font actuellement partie, et cela vaut pour toutes les années, bien que le nombre des pays membres ait augmenté au fil du temps.

Le tableau C donne la liste des pays membres de l'Union européenne, qui ne sont pas tous classés parmi les pays avancés dans les PEM.

### Pays émergents et pays en développement

Le groupe des pays émergents et des pays en développement (155 pays) rassemble tous les pays qui ne sont pas des pays avancés.

Les pays émergents et les pays en développement sont regroupés par région : Afrique subsaharienne ; Amérique latine et Caraïbes ; Moyen-Orient et Asie centrale (qui comprend les sous-groupes régionaux « Caucase et Asie centrale » et « Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan ») ; pays émergents et pays en développement d'Asie ; pays émergents et pays en développement d'Europe (on parle parfois d'Europe centrale et orientale).

Les pays émergents et les pays en développement sont aussi subdivisés en fonction de *critères analytiques*, qui tiennent à la source de leurs recettes d'exportation et à la distinction entre pays créanciers nets et pays débiteurs nets. Les tableaux D et E donnent le détail de la composition des pays émergents et des pays en développement, classés par région et en fonction de critères analytiques.

La classification des pays selon le critère analytique par *source de recettes d'exportation* distingue deux catégories : les *combustibles* (Classification type pour le commerce international [CTCI], section 3) et les *autres produits*, dont les *produits de base autres que les combustibles* (CTCI, sections 0, 1, 2, 4 et 68). Les pays sont classés dans l'un ou l'autre de ces groupes lorsque leur principale source

de recettes d'exportation dépasse 50 % de leurs exportations, en moyenne, entre 2019 et 2023.

La classification en fonction de critères financiers et de critères de revenu distingue les *pays créanciers nets*, les *pays débiteurs nets*, les *pays pauvres très endettés* (PPTE), les *pays en développement à faible revenu* (PDFR) et les *pays émergents et les pays à revenu intermédiaire* (PE&PRI). Les pays sont classés parmi les débiteurs nets lorsque leur dernière position extérieure globale nette, si elle est disponible, est négative ou que le solde courant qu'ils ont accumulé entre 1972 (ou une année antérieure si des données sont disponibles) et 2023 est négatif. Les pays débiteurs nets sont aussi différenciés selon la *situation du service de la dette*<sup>7</sup>.

Le groupe des PPTE comprend tous les pays qui, selon le FMI et la Banque mondiale, peuvent participer à l'initiative PPTE en vue de ramener leur dette extérieure à un niveau viable dans un délai relativement bref<sup>8</sup>. Nombre de ces pays ont déjà bénéficié d'un allègement de la dette et ont pu sortir de l'initiative.

Les PDFR sont les pays qui ont un revenu par habitant inférieur à un certain niveau (déterminé sur une base de 2 700 dollars en 2017 selon la méthode Atlas de la Banque mondiale, et mis à jour sur la base de nouvelles informations au début de 2024), des caractéristiques structurelles qui correspondent à un développement et à une transformation structurelle restreints, ainsi que des relations financières extérieures insuffisantes pour être considérés de manière générale comme des pays émergents.

Le groupe des PE&PRI comprend les pays émergents et les pays en développement qui ne sont pas classés parmi les PDFR.

<sup>7</sup>Pendant la période 2019–23, 43 pays ont accumulé des arriérés de paiements extérieurs ou conclu des accords de rééchelonnement de leur dette avec des créanciers officiels ou des banques commerciales. Ce groupe de pays est désigné sous le nom de *pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023*.

<sup>8</sup>Voir David Andrews, Anthony R. Boote, Syed S. Rizavi et Sukwinder Singh, *Allègement de la dette des pays à faible revenu : l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés*, brochure du FMI n° 51 (Washington, Fonds monétaire international, novembre 1999).

**Tableau A. Classification par sous-groupes types et parts des divers sous-groupes dans le PIB global, le total des exportations de biens et de services et la population mondiale en 2024<sup>1</sup>**

(En pourcentage du total pour le groupe considéré ou du total mondial)

	Nombre de pays	PIB <sup>1</sup>		Exportations de biens et de services		Population	
		Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde	Pays avancés	Monde
<b>Pays avancés</b>	<b>41</b>	<b>100,0</b>	<b>39,9</b>	<b>100,0</b>	<b>61,2</b>	<b>100,0</b>	<b>13,9</b>
États-Unis		37,3	14,9	16,2	9,9	30,8	4,3
Zone euro	20	29,0	11,6	41,6	25,4	31,9	4,4
Allemagne		7,7	3,1	9,9	6,1	7,7	1,1
France		5,6	2,2	5,5	3,3	6,2	0,9
Italie		4,6	1,8	4,0	2,4	5,3	0,7
Espagne		3,4	1,4	3,3	2,0	4,4	0,6
Japon		8,3	3,3	4,7	2,9	11,2	1,6
Royaume-Uni		5,5	2,2	5,7	3,5	6,3	0,9
Canada		3,4	1,3	3,7	2,3	3,7	0,5
Autres pays avancés	17	16,5	6,6	28,1	17,2	16,1	2,2
<i>Pour mémoire</i>							
Principaux pays avancés	7	72,3	28,9	49,6	30,4	71,2	9,9
		Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde	Pays émergents et pays en développement	Monde
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>155</b>	<b>100,0</b>	<b>60,1</b>	<b>100,0</b>	<b>38,8</b>	<b>100,0</b>	<b>86,1</b>
<b>Groupes régionaux</b>							
Pays émergents et pays en développement d'Asie	30	57,8	34,7	50,5	19,6	55,3	47,6
Chine		32,4	19,5	30,4	11,8	20,6	17,7
Inde		13,7	8,3	6,6	2,6	21,1	18,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	15	13,0	7,8	15,1	5,9	5,3	4,6
Russie		5,9	3,5	3,8	1,5	2,1	1,8
Amérique latine et Caraïbes	33	12,0	7,2	14,0	5,4	9,5	8,2
Brésil		4,0	2,4	3,1	1,2	3,1	2,7
Mexique		2,8	1,7	5,5	2,1	1,9	1,7
Moyen-Orient et Asie centrale	32	11,9	7,2	16,2	6,3	12,7	11,0
Arabie saoudite		1,8	1,1	2,9	1,1	0,5	0,4
Afrique subsaharienne	45	5,3	3,2	4,1	1,6	17,1	14,7
Nigéria		1,3	0,8	0,5	0,2	3,3	2,9
Afrique du Sud		0,8	0,5	1,0	0,4	0,9	0,8
<b>Classification analytique<sup>2</sup></b>							
<b>Source des recettes d'exportation</b>							
Combustibles	26	9,5	5,7	15,4	6,0	10,0	8,6
Autres produits	127	90,4	54,4	84,5	32,8	90,0	77,4
Dont : produits primaires	35	4,6	2,8	5,2	2,0	8,8	7,6
<b>Source de financement extérieur</b>							
Pays débiteurs (net)	117	48,4	29,1	41,8	16,2	67,3	57,9
Dont pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023	43	5,6	3,4	4,0	1,6	13,5	11,7
<b>Autres groupes<sup>2</sup></b>							
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	96	93,1	56,0	95,9	37,2	77,3	66,5
Pays en développement à faible revenu	58	6,9	4,1	4,1	1,6	22,7	19,6
Pays pauvres très endettés	39	2,8	1,7	2,3	0,9	12,5	10,8

<sup>1</sup>Les parts de PIB sont fondées sur le calcul des PIB des pays en parités de pouvoir d'achat. Le nombre de pays indiqué pour chaque groupe correspond à ceux dont les données sont incluses dans le total.

<sup>2</sup>La Syrie et la Cisjordanie et Gaza sont exclues du groupe classé par source des recettes d'exportation et la Syrie est exclue du groupe classé par la position extérieure nette en raison de l'insuffisance des données. La Syrie n'est pas incluse dans le groupe des pays émergents et des pays à revenu intermédiaire ni dans celui des pays en développement à faible revenu.

**Tableau B. Pays avancés classés par sous-groupe**

<b>Principales zones monétaires</b>		
États-Unis		
Japon		
Zone euro		
<b>Zone euro</b>		
Allemagne	Finlande	Luxembourg
Autriche	France	Malte
Belgique	Grèce	Pays-Bas
Chypre	Irlande	Portugal
Croatie	Italie	République slovaque
Espagne	Lettonie	Slovénie
Estonie	Lituanie	
<b>Principaux pays avancés</b>		
Allemagne	France	Royaume-Uni
Canada	Italie	
États-Unis	Japon	
<b>Autres pays avancés</b>		
Andorre	Israël	Saint-Marin
Australie	Macao (RAS) <sup>2</sup>	Singapour
Corée	Norvège	Suède
Danemark	Nouvelle-Zélande	Suisse
Hong Kong (RAS) <sup>1</sup>	Porto Rico	Taiwan, province chinoise de
Islande	République tchèque	

<sup>1</sup>Le 1<sup>er</sup> juillet 1997, Hong Kong, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

<sup>2</sup>Le 20 décembre 1999, Macao, dont le territoire a été rétrocédé à la République populaire de Chine, est devenue une région administrative spéciale de la Chine.

**Tableau C. Union européenne**

Allemagne	Finlande	Malte
Autriche	France	Pays-Bas
Belgique	Grèce	Pologne
Bulgarie	Hongrie	Portugal
Chypre	Irlande	République slovaque
Croatie	Italie	République tchèque
Danemark	Lettonie	Roumanie
Espagne	Lituanie	Slovénie
Estonie	Luxembourg	Suède

**Tableau D. Pays émergents et pays en développement classés par région et par principale source de recettes d'exportation<sup>1</sup>**

	Combustibles	Produits primaires hors combustibles
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>		
	Brunéi Darussalam	Îles Marshall
	Timor-Leste	Îles Salomon
		Kiribati
		Mongolie
		Papouasie-Nouvelle-Guinée
		Tuvalu
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>		
	Équateur	Argentine
	Guyana	Bolivie
	Venezuela	Chili
		Paraguay
		Pérou
		Suriname
		Uruguay
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>		
	Algérie	Afghanistan
	Arabie saoudite	Mauritanie
	Azerbaïdjan	Somalie
	Bahreïn	Soudan
	Émirats arabes unis	Tadjikistan
	Iran	
	Iraq	
	Kazakhstan	
	Koweït	
	Libye	
	Oman	
	Qatar	
	Turkménistan	
	Yémen	
<b>Afrique subsaharienne</b>		
	Angola	Afrique du Sud
	Congo, Rép. du	Bénin
	Gabon	Botswana
	Guinée équatoriale	Burkina Faso
	Nigéria	Burundi
	Soudan du Sud	Congo, Rép. dém. du
	Tchad	Érythrée
		Ghana
		Guinée
		Guinée-Bissau
		Libéria
		Malawi
		Mali
		République centrafricaine
		Sierra Leone
		Zambie
		Zimbabwe

<sup>1</sup>Les pays émergents et pays en développement d'Europe ne figurent pas dans ce tableau, car aucun de ces pays ne compte de combustibles ou de produits primaires hors combustibles parmi leur principale source de recettes d'exportation.

**Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant**

	Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Revenu par habitant <sup>3</sup>		Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Revenu par habitant <sup>3</sup>
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>				Pologne	*		•
Bangladesh	*		*	Roumanie	*		•
Bhoutan	*		*	Russie	•		•
Brunéi Darussalam	•		•	Serbie	*		•
Cambodge	*		*	Türkiye	*		•
Chine	•		•	Ukraine	*		•
Fidji	*		•	<b>Amérique latine et Caraïbes</b>			
Îles Marshall	•		•	Antigua-et-Barbuda	*		•
Îles Salomon	*		*	Argentine	•		•
Inde	*		•	Aruba	*		•
Indonésie	*		•	Bahamas	*		•
Kiribati	•		*	Barbade	*		•
Malaisie	•		•	Belize	*		•
Maldives	*		•	Bolivie	*	•	•
Micronésie	•		•	Brésil	*		•
Mongolie	*		•	Chili	*		•
Myanmar	*		*	Colombie	*		•
Nauru	•		•	Costa Rica	*		•
Népal	•		*	Dominique	*		•
Palaos	*		•	El Salvador	*		•
Papouasie-Nouvelle-Guinée	*		*	Équateur	*		•
Philippines	*		•	Grenade	*		•
République dém. pop. lao	*		*	Guatemala	*		•
Samoa	*		•	Guyana	•	•	•
Sri Lanka	*		•	Haïti	*	•	*
Thaïlande	•		•	Honduras	*	•	*
Timor-Leste	•		*	Jamaïque	*		•
Tonga	*		•	Mexique	*		•
Tuvalu	•		•	Nicaragua	*	•	*
Vanuatu	*		•	Panama	*		•
Viet Nam	•		•	Paraguay	*		•
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>				Pérou	*		•
Albanie	*		•	République dominicaine	*		•
Bélarus	*		•	Saint-Kitts-et-Nevis	*		•
Bosnie-Herzégovine	*		•	Saint-Vincent-et-les Grenadines	*		•
Bulgarie	*		•	Sainte-Lucie	*		•
Hongrie	*		•	Suriname	*		•
Kosovo	*		•	Trinité-et-Tobago	•		•
Macédoine du Nord	*		•	Uruguay	*		•
Moldova, Rép. de	*		*	Venezuela	•		•
Monténégro	*		•				

**Tableau E. Pays émergents et pays en développement classés par région, par position extérieure nette, par appartenance au groupe des pays pauvres très endettés et par revenu par habitant (fin)**

	Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Revenu par habitant <sup>3</sup>		Position extérieure nette <sup>1</sup>	Pays pauvres très endettés <sup>2</sup>	Revenu par habitant <sup>3</sup>
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>				Cabo Verde	*	•	•
Afghanistan	•	•	*	Cameroun	*	•	*
Algérie	•		•	Comoros	*	•	*
Arabie saoudite	•		•	Congo, Rép. dém. du	*	•	*
Arménie	*		•	Congo, Rép. du	*	•	*
Azerbaïdjan	•		•	Côte d'Ivoire	*	•	*
Bahreïn	•		•	Érythrée	•	*	*
Cisjordanie et Gaza	*		•	Eswatini	•		•
Djibouti	*		*	Éthiopie	*	•	*
Égypte	*		•	Gabon	•		•
Émirats arabes unis	•		•	Gambie	*	•	*
Géorgie	*		•	Ghana	*	•	*
Iran	•		•	Guinée	*	•	*
Iraq	•		•	Guinée équatoriale	•		•
Jordanie	*		•	Guinée-Bissau	*	•	*
Kazakhstan	*		•	Kenya	*		*
Koweït	•		•	Lesotho	*		*
Liban	*		•	Libéria	*	•	*
Libye	•		•	Madagascar	*	•	*
Maroc	*		•	Malawi	*	•	*
Mauritanie	*	•	*	Mali	*	•	*
Oman	*		•	Maurice	•		•
Ouzbékistan	•		*	Mozambique	*	•	*
Pakistan	*		•	Namibie	*		•
Qatar	•		•	Niger	*	•	*
République kirghize	*		*	Nigéria	*		*
Somalie	*	•	*	Ouganda	*	•	*
Soudan	*	*	*	République centrafricaine	*	•	*
Syrie <sup>4</sup>	...		...	Rwanda	*	•	*
Tadjikistan	*		*	Sao Tomé-et-Principe	*	•	*
Tunisie	*		•	Sénégal	*	•	*
Turkménistan	•		•	Seychelles	*		•
Yémen	*		*	Sierra Leone	*	•	*
<b>Afrique subsaharienne</b>				Soudan du Sud	*		*
Afrique du Sud	•		•	Tanzanie	*	•	*
Angola	*		•	Tchad	*	•	*
Bénin	*	•	*	Togo	*	•	*
Botswana	•		•	Zambie	*	•	*
Burkina Faso	*	•	*	Zimbabwe	*		*
Burundi	*	•	*				

<sup>1</sup>La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est un créancier (débiteur) net.<sup>2</sup>La présence d'un rond au lieu d'un astérisque indique que le pays a atteint le point d'achèvement, ce qui lui permet de recevoir l'allègement de dette total qui a été permis au point de décision.<sup>3</sup>La présence d'un rond (astérisque) indique que le pays est classé dans le groupe des pays émergents et pays à revenu intermédiaire (pays en développement à faible revenu).<sup>4</sup>La Syrie est exclue du groupe classé par la position extérieure nette et par revenu par habitant en raison de sa base de données encore en cours de composition.

**Tableau F. Pays dont la période de déclaration est différente<sup>1</sup>**

	Comptes nationaux	Finances publiques
Afghanistan	Avril/mars	Avril/mars
Bahamas		Juil./juin
Bangladesh	Juil./juin	Juil./juin
Barbade		Avril/mars
Bhoutan	Juil./juin	Juil./juin
Botswana		Avril/mars
Dominique		Juil./juin
Égypte	Juil./juin	Juil./juin
Eswatini		Avril/mars
Éthiopie	Juil./juin	Juil./juin
Fidji		Août/juil.
Haïti	Oct./sept.	Oct./sept.
Hong Kong (RAS)		Avril/mars
Îles Marshall	Oct./sept.	Oct./sept.
Inde	Avril/mars	Avril/mars
Iran	Avril/mars	Avril/mars
Jamaïque		Avril/mars
Lesotho	Avril/mars	Avril/mars
Maurice		Juil./juin
Micronésie	Oct./sept.	Oct./sept.
Myanmar	Avril/mars	Avril/mars
Nauru	Juil./juin	Juil./juin
Népal	Août/juil.	Août/juil.
Pakistan	Juil./juin	Juil./juin
Palaos	Oct./sept.	Oct./sept.
Porto Rico	Juil./juin	Juil./juin
Sainte-Lucie		Avril/mars
Samoa	Juil./juin	Juil./juin
Singapour		Avril/mars
Thaïlande		Oct./sept.
Tonga	Juil./juin	Juil./juin
Trinité-et-Tobago		Oct./sept.

<sup>1</sup>Sauf indication contraire, toutes les données portent sur les années civiles.

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Afghanistan	Afghani	BSN	2023/24	2016	SCN 2008		BSN	2023/24
Afrique du Sud	Rand sud-africain	BSN	2024	2015	SCN 2008		BSN	2024
Albanie	Lek albanais	Services du FMI	2022	2020	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2022
Algérie	Dinar algérien	BSN	2023	2001	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2024
Andorre	Euro	BSN	2024	2010	...		BSN	2024
Allemagne	Euro	BSN	2024	2020	SECN 2010	Depuis 1991	BSN	2024
Angola	Kwanza angolais	BSN et MEP	2023	2015	SECN 1995		BSN	2024
Antigua-et-Barbuda	Dollar des Caraïbes orientales	BC	2022	2018	SCN 1993		BSN	2023
Arabie saoudite	Riyal saoudien	BSN	2024	2018	SCN 2008	Depuis 2018	BSN	2024
Argentine	Peso argentin	BSN	2024	2004	SCN 2008		BSN	2024
Arménie	Dram arménien	BSN	2022	2005	SCN 2008		BSN	2022
Aruba	Florin d'Aruba	BSN	2023	2013	SCN 1993	Depuis 2000	BSN	2024
Australie	Dollar australien	BSN	2024	2022	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2024
Autriche	Euro	BSN	2024	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2024
Azerbaïdjan	Manat d'Azerbaïdjan	BSN	2024	2015	SCN 1993	Depuis 1994	BSN	2024
Bahamas	Dollar des Bahamas	BSN	2023	2018	SCN 1993		BSN	2023
Bahreïn	Dinar de Bahreïn	BSN et services du FMI	2023	2010	SCN 2008		BSN	2024
Bangladesh	Taka du Bangladesh	BSN	2023/24	2015/16	SCN 2008		BSN	2023/24
Barbade	Dollar de la Barbade	BSN et BC	2016	2010	SCN 2008		BSN	2023
Bélarus	Rouble biélorusse	BSN	2023	2022	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2023
Belgique	Euro	BC	2024	2020	SECN 2010	Depuis 1995	BC	2024
Belize	Dollar du Belize	BSN	2023	2014	SCN 2008		BSN	2024
Bénin	Franc CFA	BSN	2023	2015	SCN 2008		BSN	2024
Bhoutan	Ngultrum du Bhoutan	BSN	2022/23	2016/17	SCN 2008		BSN	2023/24
Bolivie	Boliviano bolivien	BSN	2023	1990	SCN 2008		BSN	2024
Bosnie-Herzégovine	Mark convertible	BSN	2023	2021	SECN 2010	Depuis 2021	BSN	2024
Botswana	Pula du Botswana	BSN	2023	2016	SCN 2008		BSN	2023
Brésil	Real brésilien	BSN	2024	1995	SCN 2008		BSN	2024
Brunéi Darussalam	Dollar de Brunéi	MdF	2024	2010	SCN 2008		MdF	2024
Bulgarie	Lev bulgare	BSN	2024	2020	SECN 2010	Depuis 1996	BSN	2024
Burkina Faso	Franc CFA	BSN et MEP	2023	2015	SCN 2008	Depuis 2015	BSN	2024
Burundi	Franc burundais	BSN et services du FMI	2024	2005	SCN 1993		BSN	2024
Cabo Verde	Escudo cap-verdien	BSN	2023	2015	SCN 2008	Depuis 2011	BSN	2024
Cambodge	Riel cambodgien	BSN	2022	2014	SCN 1993		BSN	2023
Cameroun	Franc CFA	BSN	2023	2016	SCN 2008	Depuis 2016	BSN	2023
Canada	Dollar canadien	BSN	2024	2017	SCN 2008	Depuis 1980	MdF et BSN	2024
Chili	Peso chilien	BC	2024	2018	SCN 2008	Depuis 2003	BSN	2024
Chine	Yuan chinois	BSN	2024	2015	SCN 2008		BSN	2024
Chypre	Euro	BSN	2024	2010	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2023
Cisjordanie et Gaza	Nouveau shekel israélien	BSN	2023	2015	SCN 2008		BSN	2024
Colombie	Peso colombien	BSN	2024	2015	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2024
Comores	Franc comorien	BSN	2022	2007	SCN 1993		BSN	2023
Congo, Rép. du	Franc CFA	BSN	2021	2005	SCN 1993		BSN	2023

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Afghanistan	MdF, BSN et services du FMI	2023/24	2001	AC	C	BC	2023/24	MBP 6
Afrique du Sud	MdF	2023/24	2001	AC, AEF, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Albanie	Services du FMI	2022	1986	AC, AL, CSS, SPM, SPNF	...	BC	2022	MBP 6
Algérie	MdF	2023	1986	AC	C	BC	2024	MBP 6
Allemagne	BSN	2024	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
Andorre	BSN et MdF	2023	...	AC, AL, CSS	C	BSN	2023	MBP 6
Angola	MdF	2022	2001	AC, AL	Mixte	BC	2023	MBP 6
Antigua-et-Barbuda	MdF	2023	2001	AC	Mixte	BC	2023	MBP 6
Arabie saoudite	MdF	2024	2014	AC	C	BC	2024	MBP 6
Argentine	MEP	2024	1986	AC, AEF, CSS	C	BSN	2024	MBP 6
Arménie	MdF	2022	2001	AC	C	BC	2022	MBP 6
Aruba	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Australie	MdF	2024	2014	AC, AEF, AL, CT	E	BSN	2024	MBP 6
Autriche	BSN	2024	2014	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
Azerbaïdjan	MdF	2024	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Bahamas	MdF	2023/24	2014	AC	C	BC	2023	MBP 6
Bahreïn	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Bangladesh	MdF	2023/24	2001	AC	C	BC	2023/24	MBP 6
Barbade	MdF	2023/24	2001	AC	C	BC	2024	MBP 6
Bélarus	MdF	2023	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Belgique	BC	2023	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
Belize	MdF	2023	1986	AC, SPM	Mixte	BC	2024	MBP 6
Bénin	MdF	2024	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Bhoutan	MdF	2023/24	1986	AC	C	BC	2023/24	MBP 6
Bolivie	MdF	2022	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Bosnie-Herzégovine	MdF	2023	2014	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2023	MBP 6
Botswana	MdF	2022/23	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Brésil	MdF	2023	2014	AC, AEF, AL, CSS	C	BC	2024	MBP 6
Brunéi Darussalam	MdF	2023	1986	AC, ACB	C	BSN et MEP	2023	MBP 6
Bulgarie	MdF	2024	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2024	MBP 6
Burkina Faso	MdF	2024	2001	AC	CE	BC	2022	MBP 6
Burundi	MdF	2024	2001	AC	Mixte	BC	2023	MBP 6
Cabo Verde	MdF	2023	2001	AC	E	BSN	2024	MBP 6
Cambodge	MdF	2023	2001	AC, AL	C	BC	2023	MBP 6
Cameroun	MdF	2023	2001	AC	Mixte	MdF	2023	MBP 6
Canada	MdF et BSN	2024	2001	AC, AEF, AL, CSS	E	BSN	2024	MBP 6
Chili	MdF	2024	2001	AC, AL	E	BC	2024	MBP 6
Chine	MdF, BNA et services du FMI	2024	...	AC, AL, CSS	C	DAP	2023	MBP 6
Chypre	BSN	2024	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
Cisjordanie et Gaza	MdF	2024	2001	AC	Mixte	BSN	2023	MBP 6
Colombie	MdF	2024	2001	AC, AEF, AL, CSS	...	BC et BSN	2024	MBP 6
Comores	MdF	2023	1986	AC	Mixte	BC et services du FMI	2023	MBP 5
Congo, Rép. du	MdF	2023	2001	AC	E	BC	2021	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Congo, Rép. dém. du	Franc congolais	BSN	2020	2005	SCN 1993	Depuis 2005	BSN	2024
Corée	Won coréen	BC	2024	2020	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2024
Costa Rica	Colón costaricien	BC	2024	2017	SCN 2008	Depuis 2016	BC	2024
Côte d'Ivoire	Franc CFA	BSN	2023	2015	SCN 2008	Depuis 2015	BSN	2024
Croatie	Euro	BSN	2024	2021	SECN 2010		BSN	2024
Danemark	Couronne danoise	BSN	2023	2020	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2022
Djibouti	Franc djiboutien	BSN	2023	2013	SCN 2008		BSN	2024
Dominique	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2023	2006	SCN 1993		BSN	2023
Égypte	Livre égyptienne	MEP	2023/24	2021/22	SCN 2008		BSN	2023/24
El Salvador	Dollar EU	BC	2023	2014	SCN 2008		BSN	2023
Émirats arabes unis	Dirham des E.A.U.	BSN	2023	2010	SCN 2008		BSN	2024
Équateur	Dollar EU	BC	2023	2018	SCN 2008	Depuis 2018	BSN et BC	2024
Érythrée	Nakfa d'Érythrée	Services du FMI	2019	2011	SCN 1993		Services du FMI	2019
Espagne	Euro	BSN	2024	2020	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2024
Estonie	Euro	BSN	2024	2020	SECN 2010	Depuis 2010	BSN	2024
Eswatini	Lilangeni	BSN	2022	2011	SCN 2008		BSN	2023
États-Unis	Dollar EU	BSN	2024	2012	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2024
Éthiopie	Birr éthiopien	BSN	2022/23	2015/16	SCN 2008		BSN	2023
Fidji	Dollar de Fidji	BSN	2023	2014	SCN 2008		BSN	2024
Finlande	Euro	BSN	2024	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2024
France	Euro	BSN	2024	2020	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2024
Gabon	Franc CFA	MEP	2023	2001	SCN 1993		BSN	2024
Gambie	Dalasi gambien	BSN	2023	2013	SCN 2008		BSN	2024
Géorgie	Lari géorgien	BSN	2024	2019	SCN 2008	Depuis 1996	BSN	2024
Ghana	Cedi ghanéen	BSN	2023	2013	SCN 2008		BSN	2024
Grèce	Euro	BSN	2024	2020	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2024
Grenade	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2022	2006	SCN 1993		BSN	2023
Guatemala	Quetzal guatémaltèque	BC	2023	2013	SCN 2008	Depuis 2001	BSN	2024
Guinée	Franc guinéen	BSN	2021	2010	SCN 1993		BSN	2024
Guinée-Bissau	Franc CFA	BSN	2023	2015	SCN 2008	Depuis 2015	BSN	2024
Guinée équatoriale	Franc CFA	MEP et BC	2023	2006	SCN 1993		MEP	2023
Guyana	Dollar du Guyana	BSN	2024	2012 <sup>6</sup>	SCN 1993		BSN	2023
Haiti	Gourde haïtienne	BSN	2023/24	2011/12	SCN 2008		BSN	2023/24
Honduras	Lempira hondurien	BC	2023	2000	SCN 1993		BC	2024
Hong Kong (RAS)	Dollar de Hong Kong	BSN	2024	2021	SCN 2008	Depuis 1980	BSN	2024
Hongrie	Forint hongrois	BSN	2024	2021	SECN 2010	Depuis 2021	BSN	2024
Îles Marshall	Dollar EU	BSN	2021/22	2014/15	SCN 2008		BSN	2023
Îles Salomon	Dollar des Salomon	BSN et BC	2022	2012	SCN 1993		BC	2023
Inde	Roupie indienne	BSN	2023/24	2011/12	SCN 2008		BSN	2023/24
Indonésie	Rupiah indonésienne	BSN	2024	2010	SCN 2008		BSN	2024

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Congo, Rép. dém. du	MdF	2023	2001	AC, AL	E	BC	2023	MBP 6
Corée	MdF	2023	2001	AC, CSS	C	BC	2024	MBP 6
Costa Rica	MdF et BC	2023	1986	AC, SPNF	C	BC	2024	MBP 6
Côte d'Ivoire	MdF	2024	1986	AC	E	BC	2023	MBP 6
Croatie	MdF	2023	2014	AC, AL	E	BC	2024	MBP 6
Danemark	BSN	2023	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2023	MBP 6
Djibouti	MdF	2023	2001	AC	E	BC	2023	MBP 5
Dominique	MdF	2022/23	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Égypte	MdF	2023/24	...	AC, AL, CSS, SPNF	C	BC	2023/24	MBP 5
El Salvador	MdF et BC	2024	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Émirats arabes unis	MdF	2023	2014	AC, AEF, CSS	Mixte	BC	2023	MBP 5
Équateur	MdF	2024	2014	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2024	MBP 6
Érythrée	Services du FMI	2019	2001	AC	C	Services du FMI	2019	MBP 5
Espagne	MdF et BSN	2023	SECN 2010	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
Estonie	MdF	2024	1986/2001	AC, AL, CSS	C	BC	2024	MBP 6
Eswatini	MdF	2022/23	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
États-Unis	MEP	2024	2014	AC, AEF, AL	E	BSN	2023	MBP 6
Éthiopie	MdF	2022/23	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2022/23	MBP 5
Fidji	MdF	2023/24	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Finlande	MdF	2023	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2024	MBP 6
France	BSN	2023	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
Gabon	Services du FMI	2023	2001	AC	E	Services du FMI	2021	MBP 6
Gambie	MdF	2023	1986	AC	C	BC et services du FMI	2023	MBP 6
Géorgie	MdF	2024	2001	AC, AL	C	BC	2024	MBP 6
Ghana	MdF	2023	2001	AC	CE	BC	2023	MBP 5
Grèce	BSN	2023	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
Grenade	MdF	2022	...	AC	CE	BSN et BC	2022	MBP 6
Guatemala	MdF	2024	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Guinée	MdF	2023	2014	AC	C	BC et MEP	2023	MBP 6
Guinée-Bissau	MdF	2024	2001	AC	CE	BC	2023	MBP 6
Guinée équatoriale	MdF et MEP	2023	1986	AC	C	BC	2022	MBP 5
Guyana	MdF	2023	1986	AC, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Haïti	MdF	2023/24	1986	AC	C	BC	2023/24	MBP 5
Honduras	MdF	2024	2014	AC, AL, CSS	Mixte	BC	2023	MBP 5
Hong Kong (RAS)	MdF	2023/24	2001	AC	C	BSN	2023	MBP 6
Hongrie	MEP et BSN	2024	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
Îles Marshall	MdF	2023	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2023	MBP 6
Îles Salomon	BC	2022	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Inde	MdF et services du FMI	2022/23	1986	AC, AEF	C	BC	2023/24	MBP 6
Indonésie	MdF	2024	2014	AC, AL	C	BC	2024	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Iran	Rial iranien	BC	2023/24	2016/17	SCN 2008		BC	2023/24
Iraq	Dinar iraquien	BSN	2023	2007	SCN 1968/93		BSN	2023
Irlande	Euro	BSN	2024	2022	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2024
Islande	Couronne islandaise	BSN	2024	2005	SECN 2010	Depuis 1990	BSN	2024
Israël	Nouveau shekel israélien	BSN	2024	2015	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2024
Italie	Euro	BSN	2024	2020	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2024
Jamaïque	Dollar jamaïcain	BSN	2023	2007	SCN 1993		BSN	2024
Japon	Yen japonais	DAP	2024	2015	SCN 2008	Depuis 1980	DAP	2024
Jordanie	Dinar jordanien	BSN	2023	2016	SCN 2008		BSN	2024
Kazakhstan	Tenge kazakh	BSN	2023	2005	SCN 1993	Depuis 1994	BSN	2023
Kenya	Shilling du Kenya	BSN	2023	2016	SCN 2008		BSN	2024
Kiribati	Dollar australien	BSN	2023	2019	SCN 2008		Services du FMI	2023
Kosovo	Euro	BSN	2023	2016	SECN 2010		BSN	2023
Koweït	Dinar koweïtien	MEP et BSN	2023	2010	SCN 1993		BSN et MEP	2024
Lesotho	Loti du Lesotho	BSN	2022/23	2012/13	SCN 2008		BSN	2023
Lettonie	Euro	BSN	2024	2020	SECN 2010	Depuis 2020	BSN	2024
Liban	Livre libanaise	BSN	2021	2019	SCN 2008	Depuis 2019	BSN	2024
Libéria	Dollar EU	Services du FMI	2023	2000	SCN 1993		BC	2023
Libye	Dinar libyen	MEP	2022	2013	SCN 1993		BSN	2024
Lituanie	Euro	BSN	2024	2021	SECN 2010	Depuis 2005	BSN	2024
Luxembourg	Euro	BSN	2023	2015	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2023
Macao (RAS)	Pataca de Macao	BSN	2024	2022	SCN 2008	Depuis 2022	BSN	2024
Macédoine du Nord	Dinar macédonien	BSN	2024	2005	SECN 2010		BSN	2024
Madagascar	Ariary malgache	BSN	2022	2007	SCN 1993		BSN	2023
Malaisie	Ringgit malaisien	BSN	2024	2015	SCN 2008		BSN	2024
Malawi	Kwacha malawien	BSN	2022	2017	SCN 2008		BSN	2023
Maldives	Rufiyaa des Maldives	MdF et BSN	2023	2019	SCN 2008		BC	2023
Mali	Franc CFA	BSN	2023	1999	SCN 1993		BSN	2023
Malte	Euro	BSN	2024	2020	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2024
Maroc	Dirham marocain	BSN	2023	2014	SCN 1993	Depuis 2007	BSN	2024
Maurice	Roupie mauricienne	BSN	2024	2006	SCN 1993	Depuis 1999	BSN	2024
Mauritanie	Ouguiya mauritanienne	BSN	2023	1998	SCN 2008	Depuis 2014	BSN	2023
Mexique	Peso mexicain	BSN	2023	2018	SCN 2008		BSN	2024
Micronésie	Dollar EU	BSN	2021/22	2003/04	SCN 2008		BSN	2023/24
Moldova, Rép. de	Leu moldave	BSN	2023	1995	SCN 2008		BSN	2024
Mongolie	Togrog mongol	BSN	2024	2015	SCN 2008		BSN	2024
Monténégro	Euro	BSN	2023	2006	SECN 2010		BSN	2023
Mozambique	Metical du Mozambique	BSN	2023	2019	SCN 2008		BSN	2024
Myanmar	Kyat du Myanmar	MEP et services du FMI	2020/21	2015/16	...		BSN et services du FMI	2020/21
Namibie	Dollar namibien	BSN	2024	2015	SCN 1993		BSN	2024
Nauru	Dollar australien	Services du FMI	2020/21	2006/07	SCN 2008		BSN et services du FMI	2023/24
Népal	Roupie népalaise	BSN	2022/23	2010/11	SCN 2008		BC	2023/24

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Iran	MdF	2022	2001	AC	C	BC et services du FMI	2022/23	MBP 5
Iraq	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Irlande	MdF et BSN	2023	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2024	MBP 6
Islande	BSN	2023	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
Israël	MdF et BSN	2024	2014	AC, AL, CSS	...	BSN	2024	MBP 6
Italie	BSN	2024	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
Jamaïque	MdF	2023/24	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Japon	DAP	2023	2014	AC, AL, CSS	E	MdF	2024	MBP 6
Jordanie	MdF	2023	2001	AC, SPNF	C	BC	2023	MBP 6
Kazakhstan	MdF	2023	2001	AC, AL	C	BC	2023	MBP 6
Kenya	MdF	2024	2001	AC	C	BC	2024	MBP 6
Kiribati	MdF	2023	1986	AC	C	BSN et services du FMI	2023	MBP 6
Kosovo	MdF	2023	1986	AC, AL	C	BC	2023	MBP 6
Koweït	MdF	2023	2014	AC, CSS	Mixte	BC	2023	MBP 6
Lesotho	MdF	2022/23	2014	AC, AL	C	BC	2022/23	MBP 6
Lettonie	MdF	2024	SECN 2010	AC, AL, CSS	C	BC	2024	MBP 6
Liban	MdF	2021	2001	AC	C	BC et services du FMI	2023	MBP 6
Libéria	MdF	2023	2001	AC	E	BC	2023	MBP 5
Libye	BC	2024	1986	AC, AEF, AL	C	BC et services du FMI	2023	MBP 5
Lituanie	MdF	2023	2014	AC, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
Luxembourg	MdF	2023	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2023	MBP 6
Macao (RAS)	MdF	2023	2014	AC, CSS	C	BSN	2023	MBP 6
Macédoine du Nord	MdF	2024	1986	AC, AEF, CSS	C	BC	2024	MBP 6
Madagascar	MdF	2022	1986	AC	CE	BC	2023	MBP 6
Malaisie	MdF	2024	2001	AC, AEF, AL	C	BSN	2024	MBP 6
Malawi	MdF	2023	2014	AC	C	BSN et DAP	2023	MBP 6
Maldives	MdF	2023	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Mali	MdF	2023	2001	AC	Mixte	BC	2023	MBP 6
Malte	BSN	2023	2001	AC, CSS	E	BSN	2023	MBP 6
Maroc	MEP	2024	2001	AC	E	DAP	2023	MBP 6
Maurice	MdF	2022/23	2001	AC, AL	C	BC	2024	MBP 6
Mauritanie	MdF	2023	1986	AC	C	BC	2024	MBP 6
Mexique	MdF	2024	2014	AC, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Micronésie	MdF	2020/21	2001	AC, AEF	E	BSN	2017/18	MBP 6
Moldova, Rép. de	MdF	2024	1986	AC, AL	C	BC	2023	MBP 6
Mongolie	MdF	2024	2001	AC, AEF, AL, CSS	C	BC	2024	MBP 6
Monténégro	MdF	2023	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Mozambique	MdF	2023	2001	AC, AEF, AL	Mixte	BC	2022	MBP 6
Myanmar	Services du FMI	2019/20	2014	AC	C	Services du FMI	2021/22	MBP 6
Namibie	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Nauru	MdF	2023/24	2001	AC	C	Services du FMI	2022/23	MBP 6
Népal	MdF	2022/23	2001	AC	C	BC	2023/24	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Nicaragua	Cordoba nicaraguayen	BC	2023	2006	SCN 2008	Depuis 1994	BC	2024
Niger	Franc CFA	BSN	2023	2015	SCN 2008		BSN	2024
Nigéria	Naira nigérien	BSN	2024	2010	SCN 2008		BSN	2024
Norvège	Couronne norvégienne	BSN	2024	2022	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2024
Nouvelle-Zélande	Dollar néo-zélandais	BSN	2024	2009 <sup>6</sup>	SCN 2008	Depuis 1987	BSN et services du FMI	2024
Oman	Rial omani	BSN	2024	2018	SCN 2008		BSN	2024
Ouganda	Shilling ougandais	BSN	2023	2016	SCN 2008		BC	2023
Ouzbékistan	Sum ouzbek	BSN	2024	2020	SCN 1993		BSN et services du FMI	2024
Pakistan	Roupie pakistanaise	BSN	2023/24	2015/16	SCN 2008	Depuis 2016	BSN	2023/24
Palaos	Dollar EU	MdF	2022/23	2018/19	SCN 1993		MdF	2022/23
Panama	Dollar EU	BSN	2024	2018	SCN 1993	Depuis 2018	BSN	2023
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Kina papouan-néo-guinéen	BSN et MdF	2022	2013	SCN 2008		BSN	2022
Paraguay	Guarani paraguayen	BC	2023	2014	SCN 2008		BC	2024
Pays-Bas	Euro	BSN	2024	2021	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2024
Pérou	Sol péruvien	BC	2024	2007	SCN 2008		BC	2024
Philippines	Peso philippin	BSN	2024	2018	SCN 2008		BSN	2024
Pologne	Zloty polonais	BSN	2024	2020	SECN 2010	Depuis 2020	BSN	2024
Porto Rico	Dollar EU	BSN	2022/23	2017	...		BSN	2023
Portugal	Euro	BSN	2024	2021	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2024
Qatar	Riyal qatarien	BSN et MEP	2023	2018	SCN 1993		BSN et MEP	2023
République centrafricaine	Franc CFA	BSN	2018	2005	SCN 1993		BSN	2023
République dém. pop. lao	Kip lao	BSN	2024	2012	SCN 2008		BSN	2024
République dominicaine	Peso dominicain	BC	2024	2018	SCN 2008	Depuis 2018	BC	2024
République kirghize	Som kirghize	BSN	2024	2005	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2024
République slovaque	Euro	BSN	2024	2015	SECN 2010	Depuis 1997	BSN	2023
République tchèque	Couronne tchèque	BSN	2024	2020	SECN 2010	Depuis 1995	BSN	2023
Roumanie	Leu roumain	BSN	2024	2020	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2024
Royaume-Uni	Livre sterling	BSN	2024	2022	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2024
Russie	Rouble russe	BSN	2024	2021	SCN 2008	Depuis 1995	BSN	2024
Rwanda	Franc rwandais	BSN	2023	2017	SCN 2008		BSN	2023
Saint-Kitts-et-Nevis	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2023	2006	SCN 1993		BSN	2023
Saint-Marin	Euro	BSN	2022	2007	SECN 2010		BSN	2023
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2022	2018	SCN 1993		BSN	2023
Sainte-Lucie	Dollar des Caraïbes orientales	BSN	2022	2018	SCN 2008		BSN	2022
Samoa	Tala du Samoa	BSN	2023/24	2012/13	SCN 2008		BSN	2023/24

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Nicaragua	MdF	2023	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Niger	MdF	2024	1986	AC	E	BC	2023	MBP 6
Nigéria	MdF	2024	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2023	MBP 6
Norvège	BSN et MdF	2023	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2024	MBP 6
Nouvelle-Zélande	BSN	2023	2014	AC, AL	E	BSN	2024	MBP 6
Oman	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Ouganda	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Ouzbékistan	MdF	2024	2014	AC, AEF, AL, CSS	C	BC et MEP	2023	MBP 6
Pakistan	MdF	2023/24	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2023/24	MBP 6
Palaos	MdF	2022/23	2001	AC	E	MdF	2022/23	MBP 6
Panama	MdF	2023	2014	AC, AEF, AL, CSS	C	BSN	2023	MBP 6
Papouasie-Nouvelle-Guinée	MdF	2022	2014	AC	C	BC	2022	MBP 6
Paraguay	MdF	2024	2001	AC, AEF, AL, CSS, SPM, SPNF	C	BC	2023	MBP 6
Pays-Bas	MdF	2023	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
Pérou	BC et MdF	2024	2001	AC, AEF, AL, CSS	Mixte	BC	2024	MBP 5
Philippines	MdF	2024	2014	AC, AL, CSS	C	BC	2024	MBP 6
Pologne	MdF et BSN	2024	SECN 2010	AC, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
Porto Rico	MEP	2022/23	2001	AC	E	...	...	...
Portugal	BSN	2023	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
Qatar	MdF	2023	1986	AC	C	BC et services du FMI	2023	MBP 6
République centrafricaine	MdF	2024	2001	AC	C	BC	2019	MBP 5
République dém. pop. lao	MdF	2024	2001	AC	C	BC	2024	MBP 6
République dominicaine	MdF	2024	2014	AC, AL, CSS	Mixte	BC	2024	MBP 6
République kirghize	MdF	2024	...	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
République slovaque	BSN	2023	2001	AC, AL, CSS	E	BC	2024	MBP 6
République tchèque	MdF	2024	2014	AC, AL, CSS	E	BSN	2024	MBP 6
Roumanie	MdF	2024	2014	AC, AL, CSS	C	BC	2024	MBP 6
Royaume-Uni	BSN	2024	2004	AC, AL	E	BSN	2024	MBP 6
Russie	MdF	2024	2014	AC, AEF, CSS	Mixte	BC	2024	MBP 6
Rwanda	MdF	2023	2014	AC	Mixte	BC	2023	MBP 6
Saint-Kitts-et-Nevis	MdF	2023	1986	AC, AEF, AL	C	BC	2022	MBP 6
Saint-Marin	MdF	2022	...	AC	E	Autre	2022	MBP 6
Saint-Vincent-et-les Grenadines	MdF	2023	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Sainte-Lucie	MdF	2022/23	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Samoa	MdF	2023/24	2001	AC	E	BC	2023/24	MBP 6

Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (suite)

Pays	Devise	Comptes nationaux				Prix (IPC)		
		Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Année de référence <sup>2</sup>	Système des comptes nationaux	Utilisation d'une méthode à bases enchaînées <sup>3</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles
Sao Tomé-et-Principe	Dobra de Sao Tomé-et-Principe	BSN	2023	2008	SCN 1993		BSN	2024
Sénégal	Franc CFA	BSN	2022	2014	SCN 2008		BSN	2022
Serbie	Dinar serbe	BSN	2024	2021	SECN 2010	Depuis 2015	BSN	2024
Seychelles	Roupie seychelloise	BSN	2023	2014	SCN 2008		BSN	2024
Sierra Leone	Leone de Sierra Leone	BSN	2024	2018	SCN 2008	Depuis 2010	BSN	2024
Singapour	Dollar de Singapour	BSN	2023	2015	SCN 2008	Depuis 2015	BSN	2023
Slovénie	Euro	BSN	2023	2010	SECN 2010	Depuis 2000	BSN	2023
Somalie	Dollar EU	BSN	2022	2022	SCN 2008		BSN	2023
Soudan	Livre soudanaise	BSN	2019	1982	...		BSN	2022
Soudan du Sud	Livre sud-soudanaise	BSN et services du FMI	2024	2010	SCN 1993		BSN	2024
Sri Lanka	Roupie sri-lankaise	BSN	2022	2015	SCN 2008		BSN	2022
Suède	Couronne suédoise	BSN	2024	2023	SECN 2010	Depuis 1993	BSN	2024
Suisse	Franc suisse	BSN	2024	2015	SECN 2010	Depuis 1980	BSN	2024
Suriname	Dollar surinamais	BSN	2023	2015	SCN 2008		BSN	2023
Syrie	Livre syrienne	BSN	2010	2000	SCN 1993		BSN	2011
Tadjikistan	Somoni du Tadjikistan	BSN	2023	1995	SCN 1993		BSN	2023
Taiwan, province chinoise de	Nouveau dollar de Taiwan	BSN	2024	2021	SCN 2008		BSN	2024
Tanzanie	Shilling tanzanien	BSN	2023	2015	SCN 2008		BSN	2023
Tchad	Franc CFA	BSN	2023	2017	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2024
Thaïlande	Baht thaïlandais	MEP	2024	2002	SCN 1993	Depuis 1993	MEP	2024
Timor-Leste	Dollar EU	BSN	2023	2015	SCN 2008		BSN	2024
Togo	Franc CFA	BSN	2024	2016	SCN 2008		BSN	2024
Tonga	Pa'anga des Tonga	BC	2022/23	2016/17	SCN 2008		BC	2023/24
Trinité-et-Tobago	Dollar de Trinité-et-Tobago	BSN	2023	2012	SCN 2008		BSN	2024
Tunisie	Dinar tunisien	BSN	2023	2015	SCN 1993	Depuis 2009	BSN	2024
Turkménistan	Nouveau manat du Turkménistan	Services du FMI	2022	2006	SCN 2008	Depuis 2007	BSN	2022
Türkiye	Livre turque	BSN	2024	2009	SECN 2010	Depuis 2009	BSN	2024
Tuvalu	Dollar australien	Conseillers PFTAC	2023	2016	SCN 1993		BSN	2024
Ukraine	Hryvnia ukrainienne	BSN	2023	2016	SCN 2008	Depuis 2005	BSN	2024
Uruguay	Peso uruguayen	BC	2024	2016	SCN 2008		BSN	2024
Vanuatu	Vatu de Vanuatu	BSN	2022	2006	SCN 1993		BSN	2023
Venezuela	Bolivar vénézuélien	BC	2018	1997	SCN 1993		BC	2023
Viet Nam	Dong vietnamien	BSN	2024	2010	SCN 1993		BSN	2024
Yémen	Rial yéménite	Services du FMI	2024	1990	SCN 1993		BSN, BC et services du FMI	2024
Zambie	Kwacha zambien	BSN	2022	2010	SCN 2008		BSN	2022
Zimbabwe	Or du Zimbabwe	BSN	2023	2019	SCN 2008		BSN	2024

**Tableau G. Principaux documents relatifs aux données (fin)**

Pays	Finances publiques					Balance des paiements		
	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source	Couverture des sous-secteurs <sup>4</sup>	Pratique comptable <sup>5</sup>	Source de données historiques <sup>1</sup>	Dernières données annuelles disponibles	Manuel statistique utilisé à la source
Sao Tomé-et-Principe	MdF et douanes	2023	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Sénégal	MdF	2022	2001	AC	C	BC et services du FMI	2022	MBP 6
Serbie	MdF	2024	2014	AC, AEF, AL, CSS, autre	C	BC	2024	MBP 6
Seychelles	MdF	2023	2001	AC, CSS	C	BC	2024	MBP 6
Sierra Leone	MdF	2024	1986	AC	C	BC	2024	MBP 6
Singapour	MdF et BSN	2024/25	2014	AC	C	BSN	2024	MBP 6
Slovénie	MdF	2024	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Somalie	MdF	2023	2001	AC	C	BC et services du FMI	2023	MBP 5
Soudan	MdF	2021	2001	AC	Mixte	BC	2021	MBP 6
Soudan du Sud	MdF et MEP	2024	2014	AC	C	MdF, BSN, MEP et services du FMI	2023	MBP 6
Sri Lanka	MdF	2022	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Suède	MdF	2023	2001	AC, AL, CSS	E	BSN	2024	MBP 6
Suisse	MdF	2024	2001	AC, AEF, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Suriname	MdF	2023	1986	AC	Mixte	BC	2023	MBP 6
Syrie	MdF	2009	1986	AC	C	BC	2009	MBP 5
Tadjikistan	MdF	2023	1986	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Taiwan, province chinoise de	MdF	2023	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2023	MBP 6
Tanzanie	MdF	2023	1986	AC, AL	C	BC	2023	MBP 6
Tchad	MdF	2024	1986	AC	C	BC	2022	MBP 5
Thaïlande	MdF	2022/23	2014	AC, ACB, AL, CSS	E	BC	2023	MBP 6
Timor-Leste	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Togo	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2022	MBP 6
Tonga	MdF	2022/23	2014	AC	C	BC et BSN	2023/24	MBP 6
Trinité-et-Tobago	MdF	2024	1986	AC	C	BC	2023	MBP 6
Tunisie	MdF	2024	1986	AC	C	BC	2024	MBP 6
Turkménistan	MdF	2022	1986	AC, AL	C	BSN	2022	MBP 6
Türkiye	MdF	2023	2001	AC, AL, CSS, autre	E	BC	2024	MBP 6
Tuvalu	MdF	2024	...	AC	Mixte	Services du FMI	2023	MBP 6
Ukraine	MdF	2024	2001	AC, AL, CSS	C	BC	2024	MBP 6
Uruguay	MdF	2024	1986	AC, AL, CSS, SPFNM, SPNF	C	BC	2024	MBP 6
Vanuatu	MdF	2023	2001	AC	C	BC	2023	MBP 6
Venezuela	MdF	2017	2001	ACB, SPNF, CSS, autre	C	BC	2018	MBP 6
Viet Nam	MdF	2022	2001	AC, AEF, AL	C	BC	2024	MBP 6
Yémen	MdF	2022	2001	AC, AL	C	Services du FMI	2022	MBP 5
Zambie	MdF	2022	1986	AC	C	BC	2022	MBP 6
Zimbabwe	MdF	2024	1986	AC	C	BC et MdF	2023	MBP 6

Note : IPC = indice des prix à la consommation ; MBP = *Manuel de la balance des paiements* (le chiffre qui suit l'abréviation indique l'édition) ; SCN = Système des comptes nationaux ; SECN = Système européen des comptes nationaux.

<sup>1</sup>BC = banque centrale ; BNA = bureau national d'audit ; BSN = bureau de statistiques national ; DAP = département des administrations publiques ; MdF = ministère des Finances ; MEP = ministère de l'Économie, du Plan, du Commerce et/ou du Développement ; OEI = organisation économique internationale ; PFTAC = centre régional d'assistance technique et financière du Pacifique.

<sup>2</sup>L'année de référence pour les comptes nationaux est la période avec laquelle les autres périodes sont comparées et la période pour laquelle les prix apparaissent au dénominateur des rapports de prix utilisés pour calculer l'indice.

<sup>3</sup>L'utilisation d'une méthode à bases enchaînées permet aux pays de mesurer la croissance du PIB avec plus de précision en réduisant ou en éliminant les biais à la baisse des séries en volume fondées sur des indices qui établissent la moyenne des composantes en volume à partir de pondérations d'une année assez récente.

<sup>4</sup>AC = administration centrale ; ACB = administration centrale budgétaire ; AEF = administrations d'États fédérés ; AL = administrations locales ; CSS = caisses de sécurité sociale ; CT = collectivités territoriales ; SPFNM = sociétés publiques financières non monétaires ; SPM = sociétés publiques monétaires, dont banque centrale ; SPNF = sociétés publiques non financières.

<sup>5</sup>Normes comptables : C = comptabilité de caisse ; CE = comptabilité sur base des engagements ; E = comptabilité d'exercice ; Mixte = comptabilité sur base mixte (droits constatés et caisse).

<sup>6</sup>L'année de référence n'est pas égale à 100, car le PIB nominal n'est pas mesuré de la même manière que le PIB réel ou les données sont corrigées des variations saisonnières.

## Encadré A1. Hypothèses de politique économique retenues pour les projections concernant plusieurs pays

### *Hypothèses de politique budgétaire*

Les hypothèses de politique budgétaire à court terme retenues dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM) reposent normalement sur les budgets ou lois de finances annoncés par les autorités et corrigés de manière à tenir compte des différences entre les hypothèses macroéconomiques et les projections des services du FMI et des autorités nationales. Lorsqu'aucun budget officiel n'est annoncé, les mesures dont l'application est jugée probable sont incluses dans les projections budgétaires. Les projections budgétaires à moyen terme reposent de manière similaire sur un jugement quant à la trajectoire la plus probable de la politique des pouvoirs publics. Lorsque les services du FMI ne disposent pas d'informations suffisantes pour évaluer les intentions gouvernementales et les perspectives de mise en œuvre des mesures décidées, le solde primaire structurel est censé rester inchangé, sauf indication contraire. Les hypothèses retenues pour certains pays figurent ci-dessous (veuillez consulter aussi, en ligne et en anglais, les tableaux B5 à B9 de l'appendice statistique pour des données sur la capacité/le besoin de financement et les soldes structurels)<sup>1</sup>.

*Afrique du Sud* : Les hypothèses budgétaires tiennent compte du budget de 2024, complété par la déclaration de politique budgétaire à moyen terme pour 2024 et des données de la proposition de budget 2025. Les recettes non fiscales excluent les transactions sur actifs et passifs financiers, car elles impliquent principalement des recettes liées à des plus-values sur taux de change (dépôts en monnaies étrangères, vente d'actifs et postes similaires d'un point de vue conceptuel). L'allègement de la dette d'Escom est traité comme un transfert en capital au-dessus de la ligne.

<sup>1</sup>L'écart de production correspond à la différence entre la production effective et la production potentielle, en pourcentage de cette dernière. Les soldes structurels sont exprimés en pourcentage de la production potentielle. Le solde structurel correspond à la différence entre le solde capacité/besoin de financement effectif et l'impact de la production potentielle sur la production conjoncturelle, après correction pour tenir compte de facteurs ponctuels ou autres, comme les cours des actifs et des produits de base et les effets de composition de la production ; par conséquent, ses variations incluent les effets des mesures budgétaires temporaires, l'impact des fluctuations de taux d'intérêt et du coût du service de la dette, ainsi que d'autres fluctuations non cycliques du solde capacité/besoin de financement. Le calcul du solde structurel repose sur l'estimation par les services du FMI du PIB potentiel et des élasticités des recettes et des dépenses (voir l'édition d'octobre 1993 des *Perspectives de l'économie mondiale*, annexe I). Les estimations de l'écart de production et du solde budgétaire structurel comportent une marge d'incertitude significative. La dette nette correspond à la différence entre la dette brute et les actifs financiers correspondant aux instruments de dette.

*Allemagne* : Les projections budgétaires reposent sur le cadre macroéconomique des services du FMI et supposent une augmentation progressive des dépenses d'infrastructures et de défense à moyen terme, conformément aux intentions déclarées des autorités. Elles supposent également l'utilisation de la marge de manœuvre budgétaire supplémentaire générée par la réforme de la règle budgétaire allemande (le « frein à l'endettement ») en mars 2025.

*Arabie saoudite* : Les services du FMI ont établi les projections budgétaires servant de points de référence, principalement en fonction de la manière dont ils comprennent la politique gouvernementale telle qu'elle a été mise en évidence dans le budget de 2025 et à l'occasion de récentes annonces officielles. Les recettes du pétrole exporté reposent sur les hypothèses concernant les cours du pétrole qui servent de référence dans les PEM et sur la manière dont les services du FMI comprennent les ajustements de la production de pétrole effectués dans le cadre de l'accord de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole ainsi que la Russie et d'autres pays n'appartenant pas à l'OPEP) et ceux que l'Arabie saoudite a annoncés de manière unilatérale.

*Argentine* : Les projections budgétaires reposent sur les informations disponibles relatives aux résultats et aux plans budgétaires de l'administration fédérale, et aux objectifs de ses programmes appuyés par le FMI, sur les mesures budgétaires annoncées par les autorités et sur les projections macroéconomiques des services du FMI.

*Australie* : Les projections budgétaires reposent sur les données du Bureau australien des statistiques, les budgets pour l'exercice 2025/26 publiés par les autorités du Commonwealth et les budgets pour l'exercice 2024/25 publiés par les autorités de chaque État ou territoire, ainsi que les estimations et projections des services du FMI.

*Autriche* : Les projections budgétaires des services du FMI reposent sur les derniers plans à moyen terme des autorités, ajustés pour tenir compte des hypothèses macroéconomiques des services du FMI, en supposant une modération limitée des dépenses à moyen terme, conformément aux tendances historiques.

*Belgique* : Les projections reposent sur le projet de budget pour 2024, les rapports du comité de suivi belge et d'autres informations disponibles sur les plans budgétaires du gouvernement, avec des ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

*Brésil* : Les projections budgétaires s'appuient sur les politiques appliquées à ce jour et celles prévues.

*Canada* : Les projections s'appuient sur les prévisions de référence de l'Énoncé économique de l'automne 2024

## Encadré A1 (suite)

du gouvernement du Canada et sur les dernières mises à jour des budgets provinciaux. Les services du FMI apportent certains ajustements à ces prévisions, notamment pour tenir compte des différences dans les projections macroéconomiques. Les prévisions du FMI intègrent également les plus récentes données des Comptes économiques nationaux de Statistique Canada, y compris les résultats budgétaires trimestriels des administrations fédérale, provinciales et territoriales.

*Chili* : Les projections relatives aux finances publiques reposent sur les projections budgétaires des autorités, corrigées de manière à tenir compte des projections macroéconomiques des services du FMI.

*Chine* : Les projections des services du FMI sur les finances publiques tiennent compte du budget de 2025 et des estimations de financement hors budget.

*Colombie* : Les projections budgétaires reposent sur les politiques et projections des autorités, telles qu'elles figurent dans le Plan de financement 2025 et le Cadre budgétaire à moyen terme 2024–35, ajustés pour intégrer les hypothèses macroéconomiques des services du FMI. Le solde global de l'administration centrale pour 2025 reflète les données du Plan de financement publié en février.

*Danemark* : Les estimations pour l'année en cours sont alignées sur les derniers chiffres officiels, corrigés, le cas échéant, pour tenir compte des hypothèses macroéconomiques des services du FMI. Au-delà de l'année en cours, les projections ont été établies en tenant compte des principaux éléments du programme budgétaire à moyen terme, tels qu'énoncés dans le dernier budget présenté par les autorités. Les soldes structurels sont nets des fluctuations temporaires de certaines recettes (par exemple les recettes de la mer du Nord, les recettes de l'impôt sur le rendement des pensions) et des éléments ponctuels (les éléments ponctuels liés à la pandémie de COVID-19 sont toutefois pris en considération).

*Espagne* : Les chiffres pour 2021–28 reflètent les décaissements de dons et de prêts au titre de la facilité pour la reprise et la résilience de l'Union européenne.

*États-Unis* : Les projections budgétaires reposent sur le scénario de référence de janvier 2025 du Congressional Budget Office et sont corrigées de manière à tenir compte des hypothèses macroéconomiques et autres des services du FMI. Elles incorporent les effets de la loi dite de responsabilité budgétaire (Fiscal Responsibility Act).

*France* : Les projections pour 2025 et au-delà reposent sur le budget de 2025, le projet de loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2023–27 et les autres informations disponibles concernant les plans budgétaires des autorités, corrigées pour tenir compte des différences

dans les projections des recettes et les hypothèses concernant les variables macroéconomiques et financières.

*Grèce* : Les données recueillies depuis 2010 reflètent les ajustements opérés conformément à la définition du solde primaire dans le dispositif de surveillance renforcée pour le pays.

*Hong Kong (RAS)* : Les projections reposent sur les projections budgétaires à moyen terme des autorités concernant les dépenses.

*Hongrie* : Les projections budgétaires incluent les projections des services du FMI concernant le cadre macroéconomique et les projets budgétaires annoncés dans le budget 2025.

*Inde* : Les projections sont fondées sur les informations disponibles ayant trait aux programmes budgétaires des autorités, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI. Les données des administrations publiques couvrent uniquement les administrations centrales et régionales. Les données des administrations régionales sont prises en compte avec un retard pouvant aller jusqu'à un an ; les données sur l'ensemble des administrations publiques sont donc finales longtemps après celles de l'administration centrale. Les présentations du FMI et des autorités diffèrent, notamment en ce qui concerne le produit du désinvestissement de l'État et de l'adjudication de licences, l'enregistrement net/brut des recettes dans certaines catégories peu importantes et certains prêts au secteur public. À partir des données de l'exercice 2020/21, les dépenses comprennent également la composante hors budget des subventions alimentaires, conformément au traitement révisé des subventions alimentaires dans la loi de finances. Les services du FMI ajustent les dépenses pour déduire les paiements au titre des subventions alimentaires des années précédentes, qui sont comptabilisés comme des dépenses dans les estimations budgétaires pour l'exercice 2020/21.

*Indonésie* : Les projections des services du FMI reposent sur le dernier budget et sont extrapolées à l'aide du PIB nominal projeté (et de ses composantes si nécessaire) avec l'application d'un jugement pour refléter les politiques de dépenses et de recettes des autorités à moyen terme.

*Irlande* : Les projections budgétaires reposent sur la loi de finances de 2025.

*Israël* : Les projections sont exposées à des risques importants étant donné le caractère imprévisible de la situation, tant au niveau du conflit qu'au niveau de ses retombées dans la région. Les projections budgétaires concernent l'ensemble des administrations publiques et tiennent compte du budget 2025.

*Italie* : Les projections et estimations des services du FMI reposent sur les plans budgétaires inclus dans le

## Encadré A1 (suite)

plan budgétaire structurel à moyen terme établi par les autorités pour 2025–29 et les comptes nationaux mis à jour. Le stock d'obligations postales arrivant à échéance est inclus dans les projections de la dette.

*Japon* : Les projections s'appuient sur les mesures budgétaires déjà annoncées par le gouvernement, avec certains ajustements pour tenir compte des hypothèses des services du FMI.

*Mexique* : L'estimation des besoins d'emprunt du secteur public en 2020 a été établie par les services du FMI en tenant compte de certaines divergences statistiques entre les chiffres au-dessus et au-dessous de la ligne. Les projections budgétaires pour 2025 reposent sur les estimations figurant dans les Pre-Criterios 2025 ; dans les projections pour 2025 et les années qui suivent, il est supposé que les règles prévues dans le budget fédéral et la loi de responsabilité budgétaire soient constamment observées.

*Nouvelle-Zélande* : Les projections budgétaires reposent sur la mise à jour économique et budgétaire de milieu d'année 2024 et la déclaration de politique budgétaire 2025.

*Pays-Bas* : Les projections budgétaires pour 2024–30 reposent sur les prévisions des services du FMI ainsi que sur le budget 2025 des autorités, l'accord de coalition du nouveau gouvernement et les projections du Bureau d'analyse de la politique économique.

*Porto Rico* : Les projections budgétaires reposent sur le plan budgétaire certifié pour Porto Rico, qui a été établi en octobre 2024 et certifié par le Conseil de surveillance financière et de gestion.

*Portugal* : Les projections pour l'exercice en cours reposent sur le budget approuvé, corrigé de manière à tenir compte des prévisions macroéconomiques des services du FMI. Les projections pour les années ultérieures reposent sur des politiques inchangées. Les projections pour 2025 tiennent compte des informations disponibles dans le projet de loi de finances de 2025.

*République de Corée* : Les prévisions tiennent compte du budget annuel des autorités, de toute loi de finances rectificative, de toute proposition de nouveau budget et de plan budgétaire à moyen terme, ainsi que des estimations des services du FMI.

*Royaume-Uni* : Les projections budgétaires reposent sur les projections d'octobre 2024 du Bureau de la responsabilité budgétaire (Office for Budget Responsibility, OBR) et sur les informations relatives aux finances du secteur public diffusées en janvier 2025 par le Bureau des statistiques nationales (Office for National Statistics). Les projections établies par les services du FMI se réfèrent à celles de l'OBR, en y apportant

des corrections liées aux différences entre les hypothèses retenues. Les projections des services du FMI ne supposent pas nécessairement que les règles budgétaires du Royaume-Uni auront été respectées au terme de la période de prévision. Les données sont présentées sur la base d'une année civile.

*Russie* : Les autorités ont suspendu l'application de la règle budgétaire en mars 2022, en réaction aux sanctions prises à l'encontre du pays au lendemain de l'invasion de l'Ukraine. Cela leur a permis de tirer parti du niveau exceptionnellement élevé des recettes pétrolières et gazières, en employant le montant excédentaire, ainsi que l'épargne accumulée dans le fonds souverain, à financer le creusement du déficit en 2022. Le budget pour la période 2023–25 a été établi suivant une règle modifiée, prévoyant une période transitoire de deux ans et fixant le niveau de référence des recettes pétrolières et gazières à 8 000 milliards de roubles, alors qu'en 2019 la règle budgétaire se fondait sur un niveau de référence pour le cours du pétrole de 40 dollars par baril. Au cours de la période de transition, des déficits plus élevés que ceux fixés par la règle ont été autorisés, avec un financement supplémentaire assuré par l'utilisation des recettes exceptionnelles économisées plus tôt. Cependant, à la fin du mois de septembre 2023, le ministère des Finances a proposé de revenir à l'ancienne règle budgétaire à partir de 2024, mais en fixant le niveau de référence pour le cours du pétrole à 60 dollars par baril. La nouvelle règle, en vigueur dans le budget 2025, permettra de dépenser le surcroît de recettes pétrolières et gazières, tout en ciblant une réduction du déficit structurel primaire.

*Singapour* : Les projections de l'exercice 2024 sont basées sur des chiffres révisés qui reposent sur l'exécution du budget jusqu'à la fin de l'année 2024. Les projections pour l'exercice 2025 sont fondées sur la loi de finances initiale du 18 février 2025.

*Suède* : Les estimations budgétaires pour 2024 sont basées sur le projet de loi de finances des autorités et ont été actualisées avec les dernières prévisions intermédiaires des autorités. L'incidence des évolutions conjoncturelles sur les comptes budgétaires est établie à partir de l'étude de l'OCDE de 2014 pour tenir compte de l'écart de production.

*Suisse* : Les projections supposent des ajustements de la politique budgétaire, lorsqu'ils sont nécessaires, pour s'assurer que les soldes budgétaires restent conformes aux exigences des règles budgétaires du pays.

*Türkiye* : La base des projections est le solde budgétaire défini par le FMI, qui exclut certains postes des recettes et des dépenses inclus dans le solde global des autorités.

## Encadré A1 (fin)

### *Hypothèses de politique monétaire*

Les hypothèses de politique monétaire reposent sur le cadre établi dans chaque pays pour cette politique. Ce cadre suppose le plus souvent une politique de non-accompagnement de la conjoncture durant le cycle : les taux d'intérêt officiels augmentent lorsque, d'après les indicateurs économiques, il semble que l'inflation va passer au-dessus du taux ou de la fourchette acceptable, et diminuent lorsqu'il semble qu'elle ne va pas les dépasser, que le taux de croissance est inférieur au taux potentiel et que les capacités inemployées sont importantes. S'agissant des taux d'intérêt, veuillez-vous référer à la partie Hypothèses au début de l'appendice statistique.

*Afrique du Sud* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec le maintien de l'inflation dans la fourchette cible de 3 % à 6 % à moyen terme.

*Arabie saoudite* : Les projections de politique monétaire reposent sur la poursuite du rattachement au dollar.

*Argentine* : Les projections monétaires sont conformes au cadre macroéconomique d'ensemble, aux plans budgétaires et de financement, et aux politiques monétaires et de change.

*Australie* : Les hypothèses de politique monétaire reposent sur l'analyse des services du FMI et sur la trajectoire attendue de l'inflation.

*Brésil* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec un retour de l'inflation vers la cible envisagée.

*Canada* : Les projections tiennent compte de la fin progressive de l'orientation restrictive de la politique monétaire de la Banque du Canada, à l'heure où l'inflation retrouve son objectif de milieu d'intervalle (2 %), qu'elle devrait atteindre début 2025.

*Chili* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec l'objectif d'inflation.

*Chine* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec une hausse progressive de l'inflation et une réduction de l'écart de production à moyen terme.

*Danemark* : La politique monétaire a pour but de maintenir le rattachement à l'euro.

*États-Unis* : Les services du FMI s'attendent à ce que le comité de politique monétaire continue d'ajuster le taux cible pour les fonds fédéraux selon les perspectives macroéconomiques plus générales.

*Hong Kong (RAS)* : Les services du FMI supposent que le système de caisse d'émission restera inchangé.

*Hongrie* : Les estimations et projections des services du FMI se fondent sur l'appréciation d'experts et tiennent compte de l'évolution récente.

*Inde* : Les projections de politique monétaire cadrent avec la réalisation de l'objectif d'inflation de la Banque de réserve de l'Inde à moyen terme.

*Indonésie* : Les hypothèses de politique monétaire cadrent avec l'inflation dans la fourchette ciblée par la banque centrale à moyen terme.

*Israël* : Les hypothèses reposent sur une normalisation progressive de la politique monétaire.

*Japon* : Les hypothèses de politique monétaire pour le Japon reposent sur l'évaluation par les services du FMI de la trajectoire la plus probable des taux d'intérêt, compte tenu des perspectives macroéconomiques plus générales, des déclarations de la Banque du Japon et des attentes des marchés.

*Mexique* : Les hypothèses de politique monétaire sont compatibles avec un retour de l'inflation vers l'objectif de la banque centrale au cours de la période de projection.

*Nouvelle-Zélande* : Les projections monétaires reposent sur l'analyse des services du FMI et sur la trajectoire attendue de l'inflation.

*République de Corée* : Les projections supposent que le taux directeur évoluera conformément aux orientations prospectives de la Banque de Corée.

*Royaume-Uni* : Les hypothèses de politique monétaire se fondent sur l'évaluation que font les services du FMI de la trajectoire la plus plausible pour les taux d'intérêt, compte tenu des perspectives macroéconomiques d'ensemble, des résultats des modèles, des prévisions d'inflation et des communications de la Banque d'Angleterre, et des anticipations des marchés.

*Russie* : Les projections de politique monétaire supposent que la banque centrale de la Fédération de Russie applique une politique monétaire restrictive.

*Singapour* : La masse monétaire augmente parallèlement à la croissance prévue du PIB nominal.

*Suède* : Les hypothèses de politique monétaire se fondent sur les estimations des services du FMI.

*Suisse* : Les hypothèses de politique monétaire sont fondées sur l'évaluation, menée par les services du FMI, de la trajectoire la plus probable des taux d'intérêt, compte tenu des perspectives macroéconomiques plus larges, des prévisions d'inflation de la Banque nationale suisse et des attentes du marché.

*Türkiye* : Dans les projections servant de points de référence, il est supposé que l'orientation de la politique monétaire restera restrictive, conformément aux politiques annoncées et observées.

*Zone euro* : Les hypothèses de politique monétaire des pays membres reposent sur une série de modèles (modèle semi-structurel, modèle dynamique d'équilibre général stochastique [DSGE], règle de Taylor), les anticipations des marchés et les communications du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.

## Encadré A2. Révision des projections économiques

Les projections économiques à moyen terme pour les pays ci-après, présentées dans les *Perspectives de l'économie mondiale*, ont été révisées pour refléter les évolutions récentes des marchés des produits de base et du commerce international, en date du 4 avril 2025. La date de la dernière mise à jour des données pour l'ensemble des pays est indiquée dans les métadonnées par pays de la base de données en ligne des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Algérie	Équateur	Macédoine du Nord	RAS de Macao
Afrique du Sud	Espagne	Madagascar	République démocratique populaire lao
Allemagne	Estonie	Malaisie	République dominicaine
Andorre	États-Unis	Maldives	République du Congo
Angola	Fidji	Malte	République slovaque
Arabie Saoudite	Finlande	Maurice	République tchèque
Argentine	France	Mauritanie	Roumanie
Arménie	Gabon	Mexique	Royaume-Uni
Australie	Géorgie	Moldova	Russie
Autriche	Grèce	Mongolie	Rwanda
Bahreïn	Hongrie	Monténégro	Samoa
Bangladesh	Îles Marshall	Mozambique	Singapour
Belgique	Îles Salomon	Namibie	Slovénie
Botswana	Inde	Nauru	Soudan du Sud
Brésil	Indonésie	Népal	Sri Lanka
Brunéi Darussalam	Iran	Nicaragua	Suisse
Burkina Faso	Iraq	Niger	Thaïlande
Cambodge	Irlande	Nigéria	Timor-Leste
Cameroun	Israël	Norvège	Tonga
Canada	Italie	Oman	Tunisie
Chili	Japon	Ouganda	Türkiye
Chine	Jordanie	Ouzbékistan	Tuvalu
Chypre	Kazakhstan	Pakistan	Ukraine
Colombie	Kenya	Palaos	Vanuatu
Corée	Kirghizistan	Pays-Bas	Venezuela
Costa Rica	Kiribati	Pérou	Viet Nam
Côte d'Ivoire	Koweït	Philippines	Zambie
Croatie	Lesotho	Pologne	Zimbabwe
Danemark	Lettonie	Portugal	Zone euro
Égypte	Lituanie	Qatar	
Émirats arabes unis	Luxembourg	RAS de Hong Kong	

## Liste des tableaux de l'appendice statistique<sup>1</sup>

### Production mondiale

- A1. Production mondiale : récapitulation
- A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale
- A3. Pays avancés : composantes du PIB réel
- A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel

### Inflation

- A5. Inflation : récapitulation
- A6. Pays avancés : prix à la consommation
- A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation

### Politiques financières

- A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques

### Commerce extérieur

- A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix

### Transactions courantes

- A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes
- A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes
- A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes

### Balance des paiements et financement extérieur

- A13. État récapitulatif des soldes du compte financier

### Flux de ressources

- A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement

### Scénario de référence à moyen terme

- A15. Ensemble du monde — Prévisions de référence à moyen terme : récapitulation

<sup>1</sup>Lorsque les pays ne sont pas présentés selon l'ordre alphabétique anglais, ils le sont en fonction de la taille de leur économie.

**Tableau A1. Production mondiale : récapitulation<sup>1</sup>***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2007-16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2030
<b>Monde</b>	<b>3,4</b>	<b>3,8</b>	<b>3,7</b>	<b>2,9</b>	<b>-2,7</b>	<b>6,6</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>	<b>3,3</b>	<b>2,8</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,3</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>	<b>1,9</b>	<b>-4,0</b>	<b>6,0</b>	<b>2,9</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,7</b>
États-Unis	1,5	2,5	3,0	2,6	-2,2	6,1	2,5	2,9	2,8	1,8	1,7	2,1
Zone euro	0,7	2,6	1,8	1,6	-6,0	6,3	3,5	0,4	0,9	0,8	1,2	1,1
Japon	0,4	1,7	0,6	-0,4	-4,2	2,7	0,9	1,5	0,1	0,6	0,6	0,5
Autres pays avancés <sup>2</sup>	2,2	3,1	2,5	1,9	-4,0	6,5	3,4	1,5	1,9	1,6	1,8	1,8
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>5,3</b>	<b>4,8</b>	<b>4,7</b>	<b>3,7</b>	<b>-1,7</b>	<b>7,0</b>	<b>4,1</b>	<b>4,7</b>	<b>4,3</b>	<b>3,7</b>	<b>3,9</b>	<b>4,0</b>
<b>Par région</b>												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,6	6,6	6,4	5,4	-0,5	7,8	4,7	6,1	5,3	4,5	4,6	4,5
Pays émergents et pays en développement d'Europe	2,6	4,2	3,7	2,5	-1,8	7,1	0,5	3,6	3,4	2,1	2,1	2,5
Amérique latine et Caraïbes	2,4	1,4	1,1	0,2	-6,9	7,4	4,2	2,4	2,4	2,0	2,4	2,6
Moyen-Orient et Asie centrale	4,0	2,6	2,7	1,9	-2,2	4,4	5,5	2,2	2,4	3,0	3,5	3,7
Afrique subsaharienne	4,7	3,0	3,3	3,2	-1,5	4,7	4,1	3,6	4,0	3,8	4,2	4,5
<b>Classification analytique</b>												
<b>Source des recettes d'exportation</b>												
Combustibles	3,9	0,8	0,8	0,2	-3,8	4,1	5,3	2,5	2,8	2,5	3,1	3,0
Autres produits	5,5	5,3	5,2	4,2	-1,5	7,4	4,0	4,9	4,4	3,8	4,0	4,1
Dont : produits primaires	3,4	2,8	1,6	0,8	-6,1	7,5	3,4	0,6	1,2	3,5	3,6	3,1
<b>Source de financement extérieur</b>												
Pays débiteurs (net)	4,5	4,7	4,5	3,3	-3,6	6,9	5,1	5,0	4,2	4,0	4,4	4,8
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023	3,7	4,0	3,6	3,3	-0,8	3,9	1,0	3,2	3,0	3,6	4,4	4,8
<b>Autres groupes</b>												
Union européenne	0,9	3,0	2,3	2,0	-5,5	6,4	3,7	0,6	1,1	1,2	1,5	1,4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,8	2,2	2,1	1,3	-2,4	4,2	5,5	2,1	1,8	2,6	3,4	3,6
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	5,3	4,8	4,7	3,6	-1,9	7,2	4,1	4,7	4,3	3,7	3,8	3,9
Pays en développement à faible revenu	5,5	4,5	4,7	5,0	-0,3	4,3	4,7	4,1	4,0	4,2	5,2	5,3
<i>Pour mémoire</i>												
<b>Taux de croissance médian</b>												
Pays avancés	1,5	3,0	2,8	2,1	-3,9	6,5	3,2	1,4	1,2	1,6	1,8	1,8
Pays émergents et pays en développement	4,1	3,8	3,5	3,2	-3,6	4,8	4,5	3,6	3,6	3,3	3,4	3,4
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	3,5	2,8	2,9	2,5	-5,2	4,9	4,6	3,2	3,3	2,9	3,0	2,8
Pays en développement à faible revenu	5,0	4,3	4,4	4,6	-1,1	4,8	4,2	4,2	4,1	4,0	4,7	4,9
<b>Production par habitant<sup>3</sup></b>												
Pays avancés	0,8	2,1	1,8	1,5	-4,4	5,8	2,4	0,9	1,2	0,9	1,2	1,4
Pays émergents et pays en développement	3,7	3,3	3,4	2,4	-3,1	5,9	3,1	3,6	3,7	2,7	2,8	2,9
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	3,9	3,6	3,7	2,7	-2,9	6,6	3,4	4,0	3,6	3,0	3,1	3,2
Pays en développement à faible revenu	2,8	2,0	2,2	2,5	-2,7	1,7	2,3	1,6	3,0	1,9	2,8	3,0
<b>Croissance mondiale sur la base des cours de change</b>	<b>2,4</b>	<b>3,4</b>	<b>3,2</b>	<b>2,6</b>	<b>-3,0</b>	<b>6,4</b>	<b>3,3</b>	<b>2,9</b>	<b>2,8</b>	<b>2,3</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>
<b>Production mondiale (valeur en milliards de dollars)</b>												
Aux cours de change	71 098	81 716	86 772	88 027	85 764	97 844	101 948	106 432	110 549	113 796	119 095	144 576
Sur la base des parités de pouvoir d'achat	96 450	124 130	132 054	139 874	139 582	156 179	173 230	185 576	196 126	206 878	217 594	265 697

<sup>1</sup> PIB réel.<sup>2</sup> Hors États-Unis, Japon et zone euro.<sup>3</sup> La production par habitant est calculée en dollars internationaux sur la base des parités de pouvoir d'achat.

**Tableau A2. Pays avancés : PIB réel et demande intérieure totale<sup>1</sup>***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections			4 <sup>e</sup> trimestre <sup>2</sup>		
	2007-16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2030	2024 : T4	2025 : T4	2026 : T4
										Projections			Projections		
<b>PIB réel</b>															
<b>Pays avancés</b>	<b>1,3</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>	<b>1,9</b>	<b>-4,0</b>	<b>6,0</b>	<b>2,9</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,7</b>	<b>1,9</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>
États-Unis	1,5	2,5	3,0	2,6	-2,2	6,1	2,5	2,9	2,8	1,8	1,7	2,1	2,5	1,5	1,7
Zone euro	0,7	2,6	1,8	1,6	-6,0	6,3	3,5	0,4	0,9	0,8	1,2	1,1	1,2	0,7	1,4
Allemagne	1,3	2,7	1,1	1,0	-4,1	3,7	1,4	-0,3	-0,2	0,0	0,9	0,7	-0,2	0,3	1,0
France	0,8	2,3	1,6	2,1	-7,6	6,8	2,6	1,1	1,1	0,6	1,0	1,2	0,6	0,8	1,0
Italie	-0,6	1,6	0,8	0,4	-8,9	8,9	4,8	0,7	0,7	0,4	0,8	0,7	0,6	0,8	0,9
Espagne	0,4	2,9	2,4	2,0	-10,9	6,7	6,2	2,7	3,2	2,5	1,8	1,6	3,4	2,0	1,7
Pays-Bas	1,0	2,8	2,3	2,3	-3,9	6,3	5,0	0,1	1,0	1,4	1,4	1,2	2,1	0,3	2,4
Belgique	1,2	1,5	1,9	2,4	-4,8	6,2	4,2	1,3	1,0	0,8	1,0	1,3	1,1	0,7	1,2
Irlande	3,3	10,0	7,5	5,0	7,2	16,3	8,6	-5,5	1,2	2,3	2,1	2,3	9,2	-0,9	2,3
Autriche	1,1	2,3	2,5	1,8	-6,3	4,8	5,3	-1,0	-1,2	-0,3	0,8	0,9	-0,9	0,5	1,0
Portugal	-0,1	3,3	2,9	2,7	-8,2	5,6	7,0	2,6	1,9	2,0	1,7	1,7	2,9	0,9	2,1
Grèce	-2,7	1,5	2,1	2,3	-9,2	8,7	5,7	2,3	2,3	2,0	1,8	1,4	2,6	1,5	1,8
Finlande	0,3	3,3	1,2	1,3	-2,5	2,7	0,8	-0,9	-0,1	1,0	1,4	1,2	1,2	1,2	1,5
République slovaque	3,1	2,9	4,1	2,3	-2,6	5,7	0,4	1,4	2,0	1,3	1,7	2,1	1,7	1,1	2,1
Croatie	0,1	3,3	2,9	3,1	-8,3	12,6	7,3	3,3	3,8	3,1	2,7	2,5	3,7	3,1	2,7
Lituanie	2,1	4,7	4,8	4,7	0,0	6,4	2,5	0,4	2,7	2,8	2,5	2,4	3,9	2,3	2,8
Slovénie	0,8	5,2	4,4	3,5	-4,1	8,4	2,7	2,1	1,6	1,8	2,4	2,3	1,1	1,7	2,9
Luxembourg	2,4	1,3	1,6	2,7	-0,5	6,9	-1,1	-0,7	1,0	1,6	2,2	2,1	1,9	1,2	2,8
Lettonie	0,6	3,4	4,3	0,7	-3,5	6,9	1,8	2,9	-0,4	2,0	2,5	2,5	-0,4	3,1	2,5
Estonie	0,9	5,6	3,7	3,7	-2,9	7,2	0,1	-3,0	-0,3	0,7	1,8	1,7	1,1	0,3	2,5
Chypre	0,7	5,8	6,3	5,9	-3,2	11,4	7,4	2,6	3,4	2,5	2,7	3,0	2,9	2,3	3,2
Malte	4,7	13,0	7,2	4,1	-3,4	13,3	4,3	6,8	6,0	3,9	3,9	4,0	2,8	5,8	3,9
Japon	0,4	1,7	0,6	-0,4	-4,2	2,7	0,9	1,5	0,1	0,6	0,6	0,5	1,2	-0,4	1,3
Royaume-Uni	1,2	2,7	1,4	1,6	-10,3	8,6	4,8	0,4	1,1	1,1	1,4	1,4	1,5	1,7	0,9
Corée	3,5	3,4	3,2	2,3	-0,7	4,6	2,7	1,4	2,0	1,0	1,4	1,8	1,2	1,7	1,1
Canada	1,5	3,0	2,7	1,9	-5,0	6,0	4,2	1,5	1,5	1,4	1,6	1,5	2,4	0,6	2,2
Australie	2,8	2,4	2,8	1,9	-2,0	5,4	4,1	2,1	1,0	1,6	2,1	2,3	1,3	1,7	2,3
Taiwan, province chinoise de	3,3	3,7	2,9	3,1	3,4	6,7	2,7	1,1	4,3	2,9	2,5	2,1	1,1	3,9	1,7
Singapour	5,1	4,5	3,5	1,3	-3,8	9,8	4,1	1,8	4,4	2,0	1,9	2,5	5,0	0,1	2,5
Suisse	1,8	1,4	2,9	1,2	-2,3	5,6	3,1	0,7	1,3	0,9	1,6	1,8	1,6	0,9	1,4
Suède	1,6	1,8	1,9	2,5	-2,0	5,9	1,5	-0,1	1,0	1,9	2,2	1,7	2,3	2,7	3,3
République tchèque	1,6	5,2	2,8	3,6	-5,3	4,0	2,8	-0,1	1,1	1,6	1,8	2,0	1,8	1,6	1,4
Norvège	1,2	2,5	0,8	1,1	-1,3	3,9	3,2	0,1	2,1	2,1	1,7	1,3	-0,2	5,3	-2,8
Hong Kong (RAS)	3,0	3,8	2,8	-1,7	-6,5	6,5	-3,7	3,2	2,5	1,5	1,9	2,3	2,4	1,7	1,7
Israël <sup>3</sup>	3,9	4,3	4,0	3,7	-2,0	9,4	6,3	1,8	0,9	3,2	3,6	3,4	5,7	3,9	3,2
Danemark	0,6	3,1	1,9	1,7	-1,8	7,4	1,5	2,5	3,7	2,9	1,8	1,4	4,4	0,9	2,3
Nouvelle-Zélande	2,2	3,3	3,5	3,0	-1,3	5,7	2,9	1,8	-0,5	1,4	2,7	2,2	-1,1	2,5	3,1
Porto Rico	-1,0	-2,9	-4,4	1,7	-4,2	0,4	3,6	0,6	1,0	-0,8	-0,1	0,8	...	...	...
Macao (RAS)	5,4	9,9	6,4	-2,6	-54,3	23,5	-19,6	75,1	8,8	3,6	3,5	3,0	...	...	...
Islande	1,9	4,2	4,9	1,9	-6,9	5,0	9,0	5,6	0,5	2,0	2,4	2,5	0,6	4,7	1,9
Andorre	-1,3	0,3	1,6	2,0	-11,2	8,3	9,6	2,6	3,4	1,9	1,6	1,5	...	...	...
Saint-Marin	-2,3	0,3	1,5	2,0	-6,8	14,4	7,9	0,4	0,7	1,0	1,3	1,3	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,1	2,4	2,1	1,7	-4,2	5,8	2,6	1,9	1,7	1,2	1,4	1,6	1,7	1,0	1,5
<b>Demande intérieure réelle totale</b>															
<b>Pays avancés</b>	<b>1,2</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>	<b>2,1</b>	<b>-3,9</b>	<b>6,0</b>	<b>3,4</b>	<b>1,1</b>	<b>1,8</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>2,4</b>	<b>1,2</b>	<b>1,6</b>
États-Unis	1,4	2,6	3,1	2,6	-1,9	7,1	2,8	2,3	3,1	1,9	1,7	2,0	2,9	1,5	1,7
Zone euro	0,4	2,3	1,9	2,4	-5,7	5,1	3,8	0,1	0,5	1,3	1,3	1,2	1,2	1,0	1,4
Allemagne	1,2	2,6	2,0	1,6	-3,2	3,0	2,8	-0,4	0,4	0,9	1,3	0,9	2,4	-0,2	1,4
France	1,0	2,3	1,4	2,0	-6,3	6,0	2,9	0,6	0,3	0,5	0,9	1,1	0,6	0,7	0,9
Italie	-0,8	1,6	1,0	-0,2	-8,3	9,2	5,5	0,2	0,4	0,7	1,0	0,7	1,6	0,6	1,3
Espagne	-0,5	3,1	3,2	1,6	-9,0	7,0	3,9	1,7	2,9	2,9	2,0	1,6	3,7	1,9	2,1
Japon	0,4	1,1	0,6	0,0	-3,3	1,7	1,5	0,5	0,2	0,8	0,7	0,5	1,1	0,5	1,0
Royaume-Uni	1,5	2,2	0,9	1,9	-11,5	9,1	5,1	0,0	2,4	1,8	1,5	1,4	4,4	1,2	0,7
Canada	1,8	4,1	2,7	1,1	-6,1	7,0	5,1	0,0	1,5	1,3	1,7	1,9	2,4	0,6	2,4
Autres pays avancés <sup>4</sup>	2,6	3,6	2,7	1,7	-2,4	6,1	3,7	0,7	2,0	1,6	1,9	2,0	3,1	1,5	1,7
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,1	2,3	2,2	1,8	-3,9	6,2	3,1	1,2	1,9	1,5	1,4	1,5	2,5	1,0	1,5

<sup>1</sup>Dans les tableaux de l'appendice statistique, lorsque les pays ne sont pas classés par ordre alphabétique, ils le sont sur la base de la taille de leur économie.<sup>2</sup>Par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente.<sup>3</sup>Voir la note relative à Israël dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.<sup>4</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyennes		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Projections	
	2007-16	2017-26									2025	2026
<b>Dépenses de consommation privée</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,3</b>	<b>1,7</b>	<b>2,3</b>	<b>2,1</b>	<b>1,6</b>	<b>-5,4</b>	<b>6,1</b>	<b>4,1</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>
États-Unis	1,7	2,5	2,6	2,7	2,1	-2,5	8,8	3,0	2,5	2,8	2,0	1,2
Zone euro	0,5	1,0	1,8	1,4	1,4	-7,8	4,7	5,0	0,5	1,0	1,0	1,2
Allemagne	0,9	0,7	1,5	1,4	1,7	-6,8	2,3	5,6	-0,4	0,3	0,4	1,0
France	1,1	1,0	1,6	1,1	1,7	-6,5	5,3	3,2	0,9	0,9	0,8	1,0
Italie	-0,3	0,3	1,2	0,5	0,0	-10,6	5,8	5,3	0,4	0,4	0,6	0,6
Espagne	-0,2	1,3	3,1	1,7	1,1	-12,1	7,1	4,8	1,8	2,9	2,2	2,0
Japon	0,4	0,1	1,1	0,2	-0,6	-4,4	0,7	2,1	0,8	0,0	0,9	0,8
Royaume-Uni	1,5	0,9	1,8	2,0	1,1	-13,1	7,2	7,4	0,5	0,6	1,3	1,4
Canada	2,5	2,1	3,7	2,6	1,6	-6,3	5,8	5,5	1,9	2,4	2,2	2,1
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,6	1,9	3,0	3,0	2,0	-5,3	4,6	4,6	2,5	1,6	1,6	1,8
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,2	1,6	2,1	1,9	1,5	-5,0	6,4	3,8	1,6	1,7	1,5	1,2
<b>Consommation publique</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,2</b>	<b>1,9</b>	<b>0,8</b>	<b>1,6</b>	<b>3,0</b>	<b>2,2</b>	<b>3,4</b>	<b>0,6</b>	<b>1,9</b>	<b>2,6</b>	<b>2,0</b>	<b>1,3</b>
États-Unis	0,4	1,6	-0,1	1,4	3,9	3,0	0,4	-1,1	2,9	2,5	2,1	1,3
Zone euro	1,2	1,8	1,2	1,0	1,9	1,2	4,4	1,1	1,4	2,8	1,7	1,4
Allemagne	2,3	2,2	1,6	1,0	2,9	4,9	3,4	0,1	-0,1	3,5	2,4	2,3
France	1,6	1,3	1,7	0,8	1,1	-4,3	6,6	2,6	0,8	2,1	1,4	0,9
Italie	-0,4	0,4	0,3	0,0	-0,4	0,3	2,3	0,8	0,6	1,1	-0,3	-0,4
Espagne	1,1	2,8	1,0	2,1	2,2	3,5	3,6	0,6	5,2	4,1	2,9	2,4
Japon	1,5	1,3	0,1	1,0	1,9	2,4	3,4	1,4	-0,3	0,9	0,9	1,0
Royaume-Uni	1,1	2,2	0,6	0,6	4,0	-6,8	14,3	0,6	1,6	3,0	3,6	1,4
Canada	1,6	2,6	2,1	3,1	1,1	1,3	5,6	3,2	2,2	3,2	4,0	0,4
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,9	3,0	2,4	3,5	3,8	4,7	4,6	2,8	1,4	3,2	2,0	1,8
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,9	1,6	0,4	1,2	2,9	1,6	3,0	0,1	1,8	2,4	2,0	1,2
<b>Formation brute de capital fixe</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>0,8</b>	<b>2,3</b>	<b>4,0</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>-3,0</b>	<b>6,0</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>	<b>1,5</b>	<b>1,7</b>	<b>2,3</b>
États-Unis	1,2	3,1	4,3	5,0	2,9	-0,8	5,4	2,0	3,2	4,3	1,8	3,4
Zone euro	-0,3	1,7	3,9	3,2	7,1	-5,7	3,8	2,0	1,7	-1,9	1,4	1,6
Allemagne	1,5	0,2	2,6	3,6	2,0	-3,0	0,6	-0,2	-1,2	-2,7	-0,4	1,2
France	0,2	1,3	4,1	3,4	4,2	-6,2	9,6	0,1	0,8	-1,5	-0,8	0,4
Italie	-2,8	4,1	3,3	3,3	1,6	-7,1	21,5	7,4	9,0	0,5	1,7	2,4
Espagne	-3,1	2,6	6,8	6,5	4,9	-8,9	2,6	3,3	2,1	3,0	4,9	2,0
Japon	-0,3	0,1	1,6	0,6	0,5	-3,7	0,5	-0,6	1,5	0,3	0,4	0,2
Royaume-Uni	1,6	1,3	3,5	-0,5	2,1	-9,7	7,6	5,1	0,3	1,5	1,6	2,2
Canada	0,6	1,4	3,3	2,4	0,8	-3,8	8,8	-1,2	-1,6	0,1	4,3	1,8
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,5	2,3	4,7	2,2	0,9	-1,0	9,1	2,5	0,2	1,3	1,4	2,1
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,7	2,2	3,6	3,5	2,4	-3,0	6,0	1,8	2,3	2,0	1,3	2,3

**Tableau A3. Pays avancés : composantes du PIB réel (fin)***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyennes		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Projections	
	2007-16	2017-26									2025	2026
<b>Demande intérieure finale</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,2</b>	<b>1,9</b>	<b>2,4</b>	<b>2,2</b>	<b>2,3</b>	<b>-3,5</b>	<b>5,6</b>	<b>3,0</b>	<b>1,8</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>
États-Unis	1,4	2,5	2,6	3,0	2,5	-1,4	6,9	2,3	2,7	3,0	2,0	1,7
Zone euro	0,5	1,3	2,1	1,7	2,7	-5,3	4,4	3,4	1,0	0,8	1,2	1,3
Allemagne	1,3	0,9	1,8	1,8	2,0	-3,4	2,2	3,0	-0,5	0,4	0,7	1,4
France	1,0	1,1	2,2	1,5	2,1	-5,9	6,6	2,3	0,9	0,7	0,6	0,8
Italie	-0,8	1,1	1,4	0,9	0,2	-7,8	8,0	4,8	2,3	0,6	0,7	0,9
Espagne	-0,6	1,9	3,4	2,7	2,1	-8,4	5,4	3,6	2,6	3,2	2,9	2,0
Japon	0,4	0,4	1,0	0,5	0,2	-2,9	1,3	1,2	0,8	0,3	1,1	0,7
Royaume-Uni	1,4	1,2	1,9	1,3	1,8	-11,3	8,7	5,5	0,7	1,3	1,9	1,5
Canada	1,9	1,9	3,3	2,7	1,3	-4,1	6,4	3,3	1,1	2,0	2,0	1,7
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,6	2,2	3,4	2,4	1,9	-2,3	5,7	3,6	1,6	1,9	1,6	1,8
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	1,1	1,8	2,2	2,2	1,9	-3,4	5,8	2,7	1,8	1,9	1,6	1,4
<b>Formation de stock<sup>2</sup></b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
États-Unis	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	-0,5	0,3	0,6	-0,4	0,1	0,0	0,0
Zone euro	0,0	0,0	0,2	0,2	-0,3	-0,3	0,7	0,5	-0,9	-0,3	0,1	0,0
Allemagne	-0,1	0,1	0,7	0,1	-0,4	0,1	0,7	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
France	0,0	-0,1	0,2	-0,1	0,0	-0,4	-0,6	0,6	-0,3	-0,4	-0,1	0,0
Italie	0,0	-0,1	0,2	0,1	-0,4	-0,5	1,1	0,7	-2,0	-0,1	0,0	0,2
Espagne	0,0	0,0	-0,2	0,4	-0,4	-0,6	1,7	0,4	-0,9	-0,2	0,0	0,0
Japon	0,0	0,0	0,1	0,2	-0,1	-0,5	0,5	0,2	-0,3	-0,1	0,0	0,0
Royaume-Uni	0,0	0,0	0,4	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,8	-0,9	0,2	0,1	-0,2
Canada	-0,1	0,1	0,9	0,0	-0,2	-0,7	1,1	1,8	-1,2	-0,4	-0,7	0,0
Autres pays avancés <sup>1</sup>	-0,1	0,0	0,2	0,2	-0,1	-0,1	0,4	0,3	-0,8	-0,2	0,0	0,0
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,0	0,0	0,2	0,1	-0,1	-0,4	0,4	0,5	-0,5	0,0	0,0	0,0
<b>Solde extérieur<sup>2</sup></b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>
États-Unis	0,1	-0,3	-0,2	-0,3	-0,1	-0,2	-1,3	-0,4	0,5	-0,4	-0,2	0,0
Zone euro	0,3	0,1	0,4	-0,1	-0,6	-0,6	1,4	-0,2	0,3	0,4	-0,4	-0,1
Allemagne	0,2	-0,4	0,3	-0,6	-0,4	-1,1	0,9	-1,2	0,1	-0,5	-1,0	-0,3
France	-0,2	0,1	0,0	0,2	0,0	-1,3	0,7	-0,3	0,5	0,8	0,1	0,1
Italie	0,2	0,0	0,1	-0,1	0,7	-0,9	0,0	-0,5	0,5	0,3	-0,2	-0,2
Espagne	1,0	0,1	-0,1	-0,7	0,3	-2,2	-0,3	2,5	1,2	0,4	-0,3	-0,1
Japon	0,0	0,0	0,6	0,0	-0,5	-0,9	1,1	-0,5	0,9	-0,1	-0,1	-0,1
Royaume-Uni	-0,3	-0,1	1,0	-0,1	-0,3	1,8	-0,9	-0,3	0,3	-1,3	-0,8	-0,1
Canada	-0,4	-0,1	-1,1	0,0	0,8	0,3	-1,7	-1,0	1,6	0,0	0,1	-0,1
Autres pays avancés <sup>1</sup>	0,4	0,3	-0,1	0,4	0,5	0,4	0,4	-0,6	1,2	0,5	0,3	0,3
<i>Pour mémoire</i>												
Principaux pays avancés	0,1	-0,2	0,0	-0,2	-0,1	-0,4	-0,5	-0,5	0,5	-0,3	-0,3	0,0

<sup>1</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.<sup>2</sup>Variations en pourcentage du PIB de la période précédente.

**Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2007-16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2030
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>	<b>7,6</b>	<b>6,6</b>	<b>6,4</b>	<b>5,4</b>	<b>-0,5</b>	<b>7,8</b>	<b>4,7</b>	<b>6,1</b>	<b>5,3</b>	<b>4,5</b>	<b>4,6</b>	<b>4,5</b>
Bangladesh	6,2	6,6	7,3	7,9	3,4	6,9	7,1	5,8	4,2	3,8	6,5	6,6
Bhoutan	7,4	5,9	3,5	4,6	-2,5	-3,3	4,8	5,0	4,0	7,0	7,0	5,5
Brunéi Darussalam	-0,4	1,3	0,1	3,9	1,1	-1,6	-1,6	1,4	3,9	2,5	2,6	3,0
Cambodge	7,3	8,1	8,8	7,9	-3,6	3,1	5,1	5,0	6,0	4,0	3,4	5,2
Chine	9,0	6,9	6,8	6,1	2,3	8,6	3,1	5,4	5,0	4,0	4,0	3,4
Fidji	2,3	5,4	3,8	-0,6	-17,0	-4,9	19,8	7,5	3,7	2,6	2,8	3,2
Îles Marshall	1,0	3,6	5,5	10,5	-2,8	1,2	-1,1	-3,9	2,8	2,5	4,1	1,6
Îles Salomon	4,3	3,1	2,7	1,7	-3,4	2,6	2,4	2,7	2,5	2,7	2,8	3,0
Inde <sup>1</sup>	6,8	6,8	6,5	3,9	-5,8	9,7	7,6	9,2	6,5	6,2	6,3	6,5
Indonésie	5,8	5,1	5,2	5,0	-2,1	3,7	5,3	5,0	5,0	4,7	4,7	5,1
Kiribati	3,7	3,7	3,5	3,3	-1,5	8,5	4,6	2,7	5,3	3,9	3,2	2,1
Lao, République démocratique populaire	7,7	6,9	6,2	4,7	-0,4	2,1	2,3	3,7	4,3	2,5	2,0	2,0
Malaisie	4,8	5,8	4,8	4,4	-5,5	3,3	8,9	3,6	5,1	4,1	3,8	4,0
Maldives	5,0	7,1	8,7	7,3	-32,9	37,5	13,8	4,7	5,1	4,5	4,3	4,0
Micronésie	0,0	2,3	0,5	3,4	-2,0	3,1	-2,9	0,5	0,7	1,1	1,5	0,7
Mongolie	7,4	5,6	7,7	5,6	-4,6	1,6	5,0	7,4	4,9	6,0	5,9	5,0
Myanmar	7,0	6,1	6,3	6,6	-9,0	-12,0	4,0	1,0	-1,1	1,9	2,1	1,8
Nauru	5,0	-6,0	-1,2	8,5	2,0	7,2	3,0	0,6	1,8	2,0	1,6	1,8
Népal	4,1	9,0	7,6	6,7	-2,4	4,8	5,6	2,0	3,1	4,0	5,5	5,0
Palaos	0,5	-3,4	-0,4	0,3	-6,0	-11,9	-0,8	1,4	7,1	5,7	3,5	2,2
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5,9	3,5	-0,3	4,5	-3,2	-0,5	5,7	3,8	3,7	4,6	3,5	3,1
Philippines	5,7	6,9	6,3	6,1	-9,5	5,7	7,6	5,5	5,7	5,5	5,8	6,3
Samoa	1,8	1,4	-0,6	4,5	-3,1	-7,0	-5,4	9,2	9,4	5,4	2,6	2,0
Sri Lanka <sup>1</sup>	6,1	6,5	2,3	-0,2	-4,6	4,2	-7,3	-2,3	5,0	...	...	...
Thaïlande	3,2	4,2	4,2	2,1	-6,1	1,5	2,6	2,0	2,5	1,8	1,6	2,4
Timor-Leste <sup>1</sup>	6,5	-3,2	-0,5	2,7	-8,5	3,0	4,0	2,4	4,1	3,4	3,2	3,0
Tonga	1,5	3,2	0,7	-0,2	1,8	0,4	-2,3	2,1	2,1	2,7	2,3	1,2
Tuvalu	2,9	3,3	1,7	13,4	-3,7	-0,6	-2,4	7,9	3,3	2,8	2,3	1,7
Vanuatu	2,7	4,4	2,9	3,2	-5,0	-1,6	5,2	2,1	0,9	1,4	2,1	2,2
Viet Nam	6,2	6,9	7,5	7,4	2,9	2,6	8,5	5,1	7,1	5,2	4,0	5,3
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>	<b>2,6</b>	<b>4,2</b>	<b>3,7</b>	<b>2,5</b>	<b>-1,8</b>	<b>7,1</b>	<b>0,5</b>	<b>3,6</b>	<b>3,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,1</b>	<b>2,5</b>
Albanie	3,3	3,8	4,0	2,1	-3,3	9,0	4,8	3,9	4,0	3,8	3,5	3,5
Bélarus	3,0	2,5	3,1	1,4	-0,7	2,3	-4,5	4,1	4,0	2,8	2,0	0,8
Bosnie-Herzégovine	2,0	3,2	3,8	2,9	-3,0	7,4	4,2	2,0	2,5	2,8	3,0	3,0
Bulgarie	2,0	2,7	2,5	3,8	-3,2	7,8	4,0	1,9	2,8	2,5	2,7	2,5
Hongrie	0,8	4,1	5,6	5,1	-4,3	7,2	4,3	-0,8	0,5	1,4	2,6	3,0
Kosovo	4,8	4,8	3,4	4,8	-5,3	10,7	4,3	4,1	4,4	4,0	4,0	4,0
Macédoine du Nord	3,0	1,1	2,9	3,9	-4,7	4,5	2,8	2,1	2,8	3,2	3,2	3,0
Moldova, République de	3,4	4,2	4,1	3,6	-8,3	13,9	-4,6	1,2	0,5	0,6	2,5	5,0
Monténégro	2,2	4,7	5,1	4,1	-15,3	13,0	6,4	6,3	3,0	3,2	3,2	3,0
Pologne	3,6	5,2	6,2	4,6	-2,0	6,9	5,3	0,1	2,9	3,2	3,1	2,7
Roumanie	2,3	8,2	6,1	3,9	-3,7	5,5	4,0	2,4	0,9	1,6	2,8	3,5
Russie	1,8	1,8	2,8	2,2	-2,7	5,9	-1,4	4,1	4,1	1,5	0,9	1,2
Serbie	1,4	2,4	4,6	4,8	-1,0	7,9	2,6	3,8	3,9	3,5	4,2	4,0
Türkiye	4,7	7,5	3,0	0,8	1,9	11,4	5,5	5,1	3,2	2,7	3,2	4,1
Ukraine <sup>1</sup>	-1,1	2,4	3,5	3,2	-3,8	3,4	-28,8	5,3	3,5	2,0	4,5	4,1
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>2,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-6,9</b>	<b>7,4</b>	<b>4,2</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,0</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>
Antigua-et-Barbuda	-0,4	2,7	6,7	3,2	-18,9	8,2	9,1	2,4	4,3	3,0	2,5	2,5
Argentine	2,2	2,8	-2,6	-2,0	-9,9	10,4	5,3	-1,6	-1,7	5,5	4,5	3,0
Aruba	-0,2	7,0	2,4	-2,2	-26,2	24,1	8,5	4,3	6,5	2,2	2,6	1,3
Bahamas	-0,1	2,8	2,6	-1,4	-21,4	15,4	10,8	2,6	2,0	1,8	1,7	1,5
Barbade	-0,5	0,1	-1,2	0,7	-15,1	-0,3	17,8	4,1	4,0	3,0	2,3	2,0
Belize	1,7	-1,8	1,1	4,3	-13,9	17,7	9,7	1,1	8,2	3,2	2,5	2,0
Bolivie <sup>1</sup>	5,0	4,2	4,2	2,2	-8,7	6,1	3,6	3,1	1,3	1,1	0,9	...
Brésil	2,1	1,3	1,8	1,2	-3,3	4,8	3,0	3,2	3,4	2,0	2,0	2,5
Chili	3,5	1,4	4,0	0,6	-6,1	11,3	2,2	0,5	2,6	2,0	2,2	2,2
Colombie	4,1	1,4	2,6	3,2	-7,2	10,8	7,3	0,7	1,7	2,4	2,6	2,8

**Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel (suite)***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2007-16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2030
<b>Amérique latine et Caraïbes (fin)</b>	<b>2,4</b>	<b>1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-6,9</b>	<b>7,4</b>	<b>4,2</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,0</b>	<b>2,4</b>	<b>2,6</b>
Costa Rica	4,0	4,2	2,6	2,4	-4,3	7,9	4,6	5,1	4,3	3,4	3,4	3,5
Dominique	1,5	-6,6	3,5	5,5	-16,6	6,9	5,6	4,7	4,6	4,2	3,3	2,5
El Salvador	1,9	2,2	2,4	2,4	-7,9	11,9	2,8	3,5	2,6	2,5	2,5	2,8
Équateur	3,8	6,0	1,0	0,2	-9,2	9,4	5,9	2,0	-2,0	1,7	2,1	2,5
Grenade	1,9	4,4	4,4	0,7	-13,8	4,7	7,3	4,7	3,6	3,9	3,3	2,7
Guatemala	3,5	3,1	3,4	4,0	-1,8	8,0	4,2	3,5	3,7	4,1	3,8	3,8
Guyana	3,7	3,7	4,4	5,4	43,5	20,1	63,3	33,8	43,6	10,3	23,0	1,1
Haïti	2,3	2,5	1,7	-1,7	-3,3	-1,8	-1,7	-1,9	-4,2	-1,0	1,0	1,5
Honduras	3,3	4,8	3,8	2,6	-9,0	12,6	4,1	3,6	3,6	3,3	3,4	3,8
Jamaïque	0,0	0,7	1,8	1,0	-9,9	4,6	5,2	2,6	-0,8	2,1	1,6	1,6
Mexique	1,6	1,9	2,0	-0,4	-8,4	6,0	3,7	3,3	1,5	-0,3	1,4	2,1
Nicaragua	4,1	4,6	-3,4	-2,9	-2,2	10,5	3,6	4,4	3,6	3,2	3,1	3,5
Panama	7,2	5,6	3,7	3,3	-17,7	15,8	10,8	7,6	2,9	4,0	4,0	4,0
Paraguay	4,7	4,8	3,2	-0,4	-0,8	4,0	0,2	5,0	4,0	3,8	3,5	3,5
Pérou	5,5	2,5	4,0	2,2	-10,9	13,4	2,8	-0,4	3,3	2,8	2,6	2,5
République dominicaine	5,2	3,9	7,1	4,9	-7,9	14,0	5,2	2,2	5,0	4,0	4,8	5,0
Saint-Kitts-et-Nevis	2,7	0,0	2,1	4,1	-14,6	-1,7	10,5	4,3	1,5	2,0	2,2	2,6
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,9	1,5	3,2	0,7	-4,7	2,2	5,0	5,8	4,8	4,7	2,9	2,7
Sainte-Lucie	1,2	3,4	2,9	-0,7	-24,4	11,6	20,4	2,2	3,8	3,0	2,4	1,5
Suriname	2,0	1,6	4,9	1,2	-16,0	-2,4	2,4	2,5	3,0	3,2	3,7	3,8
Trinité-et-Tobago	0,9	-4,8	-1,0	0,5	-8,9	-0,9	1,1	1,4	1,4	2,4	1,1	1,8
Uruguay <sup>1</sup>	4,4	1,7	0,2	0,9	-7,4	5,8	4,5	0,7	3,1	2,8	2,6	2,2
Venezuela <sup>1</sup>	-0,9	-15,7	-19,7	-27,7	-30,0	1,0	8,0	4,0	5,3	-4,0	-5,5	...
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>4,0</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>1,9</b>	<b>-2,2</b>	<b>4,4</b>	<b>5,5</b>	<b>2,2</b>	<b>2,4</b>	<b>3,0</b>	<b>3,5</b>	<b>3,7</b>
Afghanistan <sup>1</sup>	7,7	2,6	1,2	3,9	-2,4	-14,5	-6,2	2,3	...	...	...	...
Algérie	3,1	1,5	1,4	0,9	-5,0	3,8	3,6	4,1	3,5	3,5	3,0	2,4
Arabie saoudite	4,1	0,9	3,2	1,1	-3,6	5,1	7,5	-0,8	1,3	3,0	3,7	3,3
Arménie	2,9	7,5	5,2	7,6	-7,1	5,8	12,6	8,3	5,9	4,5	4,5	4,5
Azerbaïdjan	5,6	0,2	1,5	2,5	-4,2	5,6	4,7	1,4	4,1	3,5	2,5	2,5
Bahreïn	4,3	5,0	2,1	2,1	-5,9	4,4	6,2	3,9	2,8	2,8	3,0	3,2
Cisjordanie et Gaza <sup>1</sup>	5,8	1,4	1,2	1,4	-11,3	7,0	4,1	-4,6	...	...	...	...
Djibouti	5,5	5,5	4,8	5,5	1,2	4,4	5,2	7,4	6,5	6,0	5,5	5,5
Égypte	4,3	4,2	5,3	5,5	3,6	3,3	6,7	3,8	2,4	3,8	4,3	5,5
Émirats arabes unis	3,5	0,7	1,3	1,1	-5,0	4,4	7,5	3,6	3,8	4,0	5,0	3,9
Géorgie	4,8	5,2	6,1	5,4	-6,3	10,6	11,0	7,8	9,4	6,0	5,0	5,0
Iran	2,4	2,8	-1,8	-3,1	3,3	4,7	3,8	5,0	3,5	0,3	1,1	2,0
Iraq	6,7	-1,5	2,6	5,6	-12,4	1,4	7,7	0,9	0,3	-1,5	1,4	4,1
Jordanie	3,9	2,5	1,9	1,8	-1,1	3,7	2,4	3,1	2,5	2,6	2,9	3,0
Kazakhstan	4,5	3,9	4,1	4,5	-2,6	4,1	3,2	5,1	4,8	4,9	4,3	3,1
Koweït	1,9	-4,7	2,7	2,3	-4,8	2,3	5,9	-3,6	-2,8	1,9	3,1	2,2
Liban <sup>1</sup>	4,8	0,9	-1,9	-6,8	-24,6	2,0	1,0	-0,7	-7,5	...	...	...
Libye	-4,8	32,5	7,9	-11,2	-29,5	28,3	-8,3	10,2	-0,6	17,3	4,3	2,2
Maroc	3,7	5,1	3,1	2,9	-7,2	8,2	1,5	3,4	3,2	3,9	3,7	3,6
Mauritanie	2,4	6,3	4,8	3,1	-0,4	0,7	6,8	6,5	4,6	4,4	3,7	1,0
Oman	5,0	0,3	1,3	-1,1	-3,4	2,6	8,0	1,2	1,7	2,3	3,6	3,8
Ouzbékistan	7,6	4,4	5,6	6,8	1,6	8,0	6,0	6,3	6,5	5,9	5,8	5,7
Pakistan	3,5	4,6	6,1	3,1	-0,9	5,8	6,2	-0,2	2,5	2,6	3,6	4,5
Qatar	10,0	-1,5	1,2	0,7	-3,6	1,6	4,2	1,4	2,4	2,4	5,6	3,4
République kirghize	4,7	4,7	3,5	4,6	-7,1	5,5	9,0	9,0	9,0	6,8	5,3	5,3
Somalie	...	9,5	1,4	2,8	-2,8	3,5	2,7	4,2	4,0	4,0	4,1	4,5
Soudan <sup>1</sup>	0,4	0,8	-2,3	-2,5	-3,6	0,5	-2,5	-20,8	-23,4	-0,4	8,8	4,5
Syrie <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	6,8	7,1	7,6	7,4	4,4	9,4	8,0	8,3	8,4	6,7	5,0	4,5
Tunisie	2,7	2,3	2,6	1,6	-9,0	4,7	2,7	0,0	1,4	1,4	1,4	1,2
Turkménistan <sup>1</sup>	7,0	2,1	1,7	-3,7	-2,1	-0,3	5,3	2,0	2,3	2,3	2,3	2,3
Yémen	-3,1	-5,1	0,8	2,1	-8,5	-1,0	1,5	-2,0	-1,5	-1,5	0,0	5,0

**Tableau A4. Pays émergents et pays en développement : PIB réel (fin)***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2007-16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2030
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>4,7</b>	<b>3,0</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>-1,5</b>	<b>4,7</b>	<b>4,1</b>	<b>3,6</b>	<b>4,0</b>	<b>3,8</b>	<b>4,2</b>	<b>4,5</b>
Angola	5,1	-0,1	-0,6	-0,2	-4,0	2,1	4,2	1,0	4,5	2,4	2,1	3,1
Afrique du Sud	2,1	1,2	1,6	0,3	-6,2	5,0	1,9	0,7	0,6	1,0	1,3	1,8
Bénin	4,2	5,7	6,7	6,9	3,8	7,2	6,3	6,4	6,5	6,5	6,2	6,0
Botswana	2,8	4,1	4,2	3,0	-8,7	11,9	5,5	3,2	-3,0	-0,4	2,3	4,5
Burkina Faso	5,4	6,2	6,6	5,9	2,0	6,9	1,5	3,0	4,4	4,3	4,5	5,0
Burundi	3,0	0,5	1,6	1,8	0,3	3,1	1,8	2,7	3,5	1,9	2,6	3,5
Cabo Verde	3,3	4,6	3,7	6,9	-20,8	7,0	17,4	4,0	6,0	5,0	4,9	4,5
Cameroun	4,1	3,5	4,0	3,4	0,5	3,0	3,7	3,2	3,6	3,6	4,0	4,6
Comores	3,0	3,8	3,6	1,8	-0,2	2,0	2,6	3,0	3,3	3,8	4,3	3,8
Congo, République démocratique du	6,4	3,7	4,8	4,5	1,7	1,7	9,2	8,5	6,5	4,7	5,2	5,1
Congo, République du	2,9	-5,6	-2,3	1,1	-6,3	1,1	1,8	2,0	2,6	3,3	3,2	3,9
Côte d'Ivoire	4,9	7,4	4,8	6,7	0,7	7,1	6,4	6,5	6,0	6,3	6,4	6,8
Érythrée <sup>1</sup>	2,7	-10,0	13,0	3,8	...	...	...	...	...	...	...	...
Eswatini	2,6	2,0	2,4	2,7	-1,6	10,7	0,5	5,0	3,7	5,1	4,9	2,5
Éthiopie	10,2	10,2	7,7	9,0	6,1	6,3	6,4	7,2	8,1	6,6	7,1	7,5
Gabon	3,7	0,5	0,9	3,8	-1,8	1,5	3,0	2,4	3,1	2,8	2,6	2,9
Gambie	2,6	4,8	7,2	6,2	0,6	5,3	5,5	4,8	5,8	5,9	5,0	5,0
Ghana	6,4	8,1	6,2	6,5	0,5	5,1	3,8	3,1	5,7	4,0	4,8	5,0
Guinée	4,7	10,3	6,4	5,6	4,7	5,6	4,0	6,2	6,1	7,1	10,6	7,7
Guinée équatoriale	1,4	-5,7	-6,2	-5,5	-4,8	0,9	3,2	-5,1	1,9	-4,2	0,0	2,6
Guinée-Bissau	3,7	4,8	3,8	4,5	1,5	6,2	4,6	5,2	4,7	5,1	5,0	4,5
Kenya	4,6	3,8	5,7	5,1	-0,3	7,6	4,9	5,6	4,5	4,8	4,9	5,0
Lesotho	3,2	-2,7	-1,5	-2,9	-5,3	1,9	2,0	2,0	2,6	1,5	1,4	1,7
Libéria	5,4	2,5	1,2	-2,5	-3,0	5,0	4,8	4,6	4,8	5,3	5,5	5,6
Madagascar	2,6	3,9	3,2	4,4	-7,1	4,7	4,2	4,2	4,2	3,9	4,2	5,0
Malawi	5,5	4,0	4,4	5,4	1,0	4,6	0,9	1,9	1,8	3,5	4,3	4,6
Mali	4,2	5,3	4,7	4,8	-1,2	3,1	3,5	4,7	4,4	4,9	5,1	5,1
Maurice	4,1	3,9	4,0	2,9	-14,5	3,4	8,7	5,0	4,7	3,0	3,0	3,0
Mozambique	6,9	2,6	3,5	2,3	-1,2	2,4	4,4	5,4	1,9	2,5	3,5	11,4
Namibie	3,9	-1,0	1,1	-0,8	-8,1	3,6	5,4	4,4	3,7	3,8	3,7	3,0
Niger	5,6	5,0	7,0	6,1	3,5	1,4	11,9	2,4	10,3	6,6	6,7	6,0
Nigéria	5,6	0,8	1,9	2,2	-1,8	3,6	3,3	2,9	3,4	3,0	2,7	3,5
Ouganda	6,1	6,8	5,6	7,6	-1,1	5,5	6,2	4,9	6,3	6,1	7,6	6,0
République centrafricaine	-1,3	4,5	3,8	3,0	1,0	1,0	0,5	0,7	1,8	2,9	3,1	3,6
Rwanda	7,5	3,9	8,5	9,4	-3,4	10,9	8,2	8,3	8,9	7,1	7,5	7,0
Sao Tomé-et-Principe	3,8	4,1	4,4	2,0	2,6	1,9	0,2	0,4	0,9	3,1	4,8	3,5
Sénégal	3,9	7,4	6,2	4,6	1,3	6,5	4,0	4,3	6,7	8,4	4,1	5,5
Seychelles	5,4	7,0	4,9	5,5	-11,7	0,6	12,7	2,3	3,0	3,5	3,5	3,5
Sierra Leone	4,2	3,9	3,4	5,5	-1,3	5,9	5,3	5,7	3,7	4,7	4,9	4,6
Soudan du Sud	...	-5,8	-2,1	0,9	-6,5	5,3	-5,2	2,5	-27,6	-4,3	64,5	4,9
Tanzanie	6,5	6,7	7,0	6,9	4,5	4,8	4,7	5,1	5,4	6,0	6,3	6,2
Tchad	3,7	-1,6	5,7	5,4	-0,4	0,3	4,1	4,0	1,5	1,7	3,2	2,8
Togo	5,1	4,0	4,8	4,9	2,0	6,0	5,8	5,6	5,3	5,3	5,5	5,5
Zambie	6,5	3,5	4,1	1,4	-2,8	6,2	5,2	5,4	4,0	6,2	6,8	4,8
Zimbabwe <sup>1</sup>	4,1	5,2	5,0	-6,3	-7,8	8,5	6,1	5,3	2,0	6,0	4,6	3,5

<sup>1</sup>Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à la Cisjordanie et Gaza, à l'Érythrée, à l'Inde, au Liban, au Soudan, à Sri Lanka, à la Syrie, au Timor-Leste, au Turkménistan, à l'Ukraine, à l'Uruguay, au Venezuela et au Zimbabwe dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

**Tableau A5. Inflation : récapitulation***(En pourcentage)*

	Moyenne									Projections		
	2007-16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2030
<b>Déflateurs du PIB</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,7</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>3,3</b>	<b>5,7</b>	<b>4,1</b>	<b>2,8</b>	<b>2,4</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>
États-Unis	1,6	1,8	2,3	1,7	1,3	4,6	7,1	3,6	2,4	2,7	2,2	1,9
Zone euro	1,3	1,1	1,5	1,7	1,8	2,1	5,1	5,9	2,9	2,2	2,0	2,1
Japon	-0,3	-0,1	0,0	0,6	0,9	-0,2	0,4	4,1	2,9	1,9	1,7	2,0
Autres pays avancés <sup>1</sup>	1,7	1,9	1,7	1,3	2,0	3,9	6,2	2,8	3,2	2,2	2,0	2,1
<b>Prix à la consommation</b>												
<b>Pays avancés</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>0,7</b>	<b>3,1</b>	<b>7,3</b>	<b>4,6</b>	<b>2,6</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>
États-Unis	1,8	2,1	2,4	1,8	1,3	4,7	8,0	4,1	3,0	3,0	2,5	2,2
Zone euro <sup>2</sup>	1,5	1,5	1,8	1,2	0,3	2,6	8,4	5,4	2,4	2,1	1,9	2,0
Japon	0,3	0,5	1,0	0,5	0,0	-0,2	2,5	3,3	2,7	2,4	1,7	2,0
Autres pays avancés <sup>1</sup>	2,0	1,8	1,9	1,4	0,6	2,6	6,6	4,9	2,4	2,2	2,1	2,0
<b>Pays émergents et pays en développement<sup>3</sup></b>	<b>5,8</b>	<b>4,4</b>	<b>4,9</b>	<b>5,1</b>	<b>5,2</b>	<b>5,8</b>	<b>9,5</b>	<b>8,0</b>	<b>7,7</b>	<b>5,5</b>	<b>4,6</b>	<b>3,8</b>
<b>Par région</b>												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	4,5	2,4	2,7	3,3	3,2	2,3	3,9	2,4	2,0	1,7	2,0	2,7
Pays émergents et pays en développement d'Europe	7,8	5,6	6,3	6,5	5,1	9,0	25,2	17,1	16,8	13,5	8,7	6,2
Amérique latine et Caraïbes <sup>3</sup>	4,9	6,3	6,7	7,6	6,5	9,9	14,2	14,8	16,6	7,2	4,8	3,6
Moyen-Orient et Asie centrale	8,1	7,0	9,6	7,4	10,3	11,9	13,4	15,5	14,4	11,1	9,9	6,1
Afrique subsaharienne	8,3	10,5	8,4	8,7	11,2	11,6	15,2	17,6	18,3	13,3	12,9	6,7
<b>Classification analytique</b>												
<b>Source des recettes d'exportation</b>												
Combustibles	8,0	6,3	8,3	6,5	9,4	11,6	13,5	12,5	12,0	12,4	13,1	6,9
Autres produits	5,5	4,2	4,5	4,9	4,7	5,2	9,1	7,6	7,3	4,8	3,8	3,5
Dont : produits primaires <sup>4</sup>	6,8	11,6	14,2	17,9	20,5	22,8	29,1	38,0	48,1	15,4	8,5	5,7
<b>Source de financement extérieur</b>												
Pays débiteurs (net)	6,8	5,9	5,9	5,7	6,3	7,7	13,0	11,7	10,6	7,9	6,5	4,7
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>												
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023	10,7	15,0	14,2	11,7	13,9	15,6	20,6	23,1	23,8	15,7	10,1	6,0
<b>Autres groupes</b>												
Union européenne	1,6	1,6	1,9	1,4	0,7	2,9	9,3	6,3	2,6	2,4	2,1	2,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	7,9	7,0	10,6	7,7	10,9	12,9	13,6	14,9	14,6	12,7	10,7	6,3
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	5,6	4,0	4,5	4,8	4,5	5,1	9,0	7,3	7,0	4,9	4,1	3,6
Pays en développement à faible revenu	9,1	9,9	9,8	9,5	13,2	14,5	16,4	17,4	18,3	14,1	12,1	6,5
<i>Pour mémoire</i>												
<b>Taux d'inflation médian</b>												
Pays avancés	1,7	1,6	1,7	1,4	0,3	2,5	8,1	5,3	2,4	2,2	2,0	2,0
Pays émergents et pays en développement <sup>3</sup>	4,6	3,3	3,1	2,6	2,6	4,0	7,9	5,9	3,8	3,8	3,5	3,0

<sup>1</sup>Hors États-Unis, Japon et zone euro.<sup>2</sup>Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.<sup>3</sup>Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.<sup>4</sup>Inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir la note relative à ce pays dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

**Tableau A6. Pays avancés : prix à la consommation<sup>1</sup>***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2007-16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2030	2024	Projections	
														2025	2026
<b>Pays avancés</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>0,7</b>	<b>3,1</b>	<b>7,3</b>	<b>4,6</b>	<b>2,6</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	<b>2,1</b>	<b>2,5</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>
États-Unis	1,8	2,1	2,4	1,8	1,3	4,7	8,0	4,1	3,0	3,0	2,5	2,2	2,7	2,9	2,3
Zone euro <sup>3</sup>	1,5	1,5	1,8	1,2	0,3	2,6	8,4	5,4	2,4	2,1	1,9	2,0	2,4	2,1	1,9
Allemagne	1,4	1,7	1,9	1,4	0,4	3,2	8,7	6,0	2,5	2,1	1,9	2,2	2,5	1,8	2,0
France	1,3	1,2	2,1	1,3	0,5	2,1	5,9	5,7	2,3	1,3	1,6	1,9	1,7	1,7	1,3
Italie	1,6	1,3	1,2	0,6	-0,1	1,9	8,7	5,9	1,1	1,7	2,0	2,0	1,4	2,8	2,1
Espagne	1,5	2,0	1,7	0,8	-0,3	3,0	8,3	3,4	2,9	2,2	2,0	2,0	2,8	1,9	1,9
Pays-Bas	1,4	1,3	1,6	2,7	1,1	2,8	11,6	4,1	3,2	2,8	2,3	2,0	4,0	2,4	2,0
Belgique	1,9	2,2	2,3	1,3	0,4	3,2	10,3	2,3	4,3	3,2	2,1	1,9	4,4	1,6	3,4
Irlande	0,6	0,3	0,7	0,9	-0,5	2,4	8,1	5,2	1,3	1,9	1,7	2,0	1,0	2,0	1,7
Autriche	1,9	2,2	2,1	1,5	1,4	2,8	8,6	7,7	2,9	3,2	1,7	2,1	2,1	2,7	2,1
Portugal	1,3	1,6	1,2	0,3	-0,1	0,9	8,1	5,3	2,7	1,9	2,1	1,9	3,1	1,8	2,1
Grèce	1,4	1,1	0,8	0,5	-1,3	0,6	9,3	4,2	3,0	2,4	2,1	2,0	2,9	2,3	2,0
Finlande	1,9	0,8	1,2	1,1	0,4	2,1	7,2	4,3	1,0	2,0	2,0	2,0	1,6	2,0	2,0
République slovaque	1,6	1,4	2,5	2,8	2,0	2,8	12,1	11,0	3,2	3,7	2,9	2,0	3,2	2,9	2,8
Croatie	1,9	1,3	1,6	0,8	0,0	2,7	10,7	8,4	4,0	3,7	2,6	2,2	4,5	3,0	2,2
Lituanie	3,0	3,7	2,5	2,2	1,1	4,6	18,9	8,7	0,9	3,5	2,8	2,5	1,9	3,6	2,5
Slovénie	1,8	1,4	1,7	1,6	-0,1	1,9	8,8	7,4	2,0	2,6	2,3	2,1	1,9	2,6	2,3
Luxembourg	1,9	2,1	2,0	1,7	0,0	3,5	8,1	2,9	2,3	2,2	2,1	2,0	1,6	2,5	1,7
Lettonie	3,4	2,9	2,6	2,7	0,1	3,2	17,2	9,1	1,3	2,4	2,4	2,2	3,4	1,2	2,0
Estonie	3,4	3,7	3,4	2,3	-0,6	4,5	19,4	9,1	3,7	5,8	3,9	2,3	3,9	6,1	3,0
Chypre	1,3	0,7	0,8	0,5	-1,1	2,2	8,1	3,9	2,3	2,3	2,0	2,0	3,2	2,0	2,0
Malte	1,9	1,3	1,7	1,5	0,8	0,7	6,1	5,6	2,4	2,1	1,9	2,0	1,8	2,1	2,0
Japon	0,3	0,5	1,0	0,5	0,0	-0,2	2,5	3,3	2,7	2,4	1,7	2,0	2,9	1,8	1,9
Royaume-Uni	2,3	2,7	2,5	1,8	0,9	2,6	9,1	7,3	2,5	3,1	2,2	2,0	2,5	2,8	2,0
Corée	2,3	1,9	1,5	0,4	0,5	2,5	5,1	3,6	2,3	1,8	1,8	2,0	1,9	1,8	1,8
Canada	1,6	1,6	2,3	1,9	0,7	3,4	6,8	3,9	2,4	2,0	2,1	2,0	1,9	2,2	2,1
Australie	2,4	2,0	1,9	1,6	0,9	2,8	6,6	5,6	3,2	2,5	3,5	2,5	2,4	3,3	3,2
Taiwan, province chinoise de	1,2	0,6	1,4	0,6	-0,2	2,0	2,9	2,5	2,2	1,8	1,6	1,5	2,3	1,9	1,7
Singapour	2,4	0,6	0,4	0,6	-0,2	2,3	6,1	4,8	2,4	1,3	1,5	2,0	1,5	1,5	1,5
Suisse	0,1	0,5	0,9	0,4	-0,7	0,6	2,8	2,1	1,1	0,2	0,5	0,7	0,6	0,2	0,5
Suède	1,4	1,9	2,0	1,7	0,7	2,7	8,1	5,9	2,0	2,1	2,0	2,0	1,8	2,1	2,0
République tchèque	2,0	2,5	2,1	2,8	3,2	3,8	15,1	10,7	2,4	2,5	2,0	2,0	2,9	2,3	2,0
Norvège	2,1	1,9	2,8	2,2	1,3	3,5	5,8	5,5	3,1	2,6	2,2	2,0	2,2	2,1	2,0
Hong Kong (RAS)	3,3	1,5	2,4	2,9	0,3	1,6	1,9	2,1	1,7	1,9	2,2	2,5	0,0	3,8	2,4
Israël <sup>4</sup>	1,7	0,2	0,8	0,8	-0,6	1,5	4,4	4,2	3,1	2,7	2,0	2,0	3,2	2,2	2,2
Danemark	1,5	1,1	0,7	0,7	0,3	1,9	8,5	3,4	1,3	1,9	2,1	2,0	1,9	2,1	2,1
Nouvelle-Zélande	1,9	1,9	1,6	1,6	1,7	3,9	7,2	5,7	2,9	2,0	2,0	2,0	2,2	1,9	2,0
Porto Rico	1,7	1,8	1,3	0,1	-0,5	2,4	6,0	3,5	1,6	2,1	1,9	1,5	2,2	2,0	1,9
Macao (RAS)	4,8	1,2	3,0	2,8	0,8	0,0	1,0	0,9	0,7	0,9	1,3	2,2	0,2	0,9	1,3
Islande	5,3	1,8	2,7	3,0	2,8	4,5	8,3	8,7	5,9	3,5	2,7	2,5	4,7	3,2	2,5
Andorre	1,0	2,6	1,0	0,5	0,1	1,7	6,2	5,6	3,1	2,2	1,8	1,7	2,6	2,0	1,7
Saint-Marin	2,0	1,0	1,2	0,5	-0,1	1,6	5,3	5,9	1,2	2,0	2,0	2,0	1,6	2,0	2,0
<i>Pour mémoire</i>															
Principaux pays avancés	1,5	1,8	2,1	1,5	0,8	3,3	7,3	4,7	2,7	2,6	2,2	2,1	2,5	2,5	2,1

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.<sup>2</sup>Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.<sup>3</sup>Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat.<sup>4</sup>Voir la note relative à Israël dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

**Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation<sup>1</sup>***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2007-16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2030	2024	2025	2026
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>	<b>4,5</b>	<b>2,4</b>	<b>2,7</b>	<b>3,3</b>	<b>3,2</b>	<b>2,3</b>	<b>3,9</b>	<b>2,4</b>	<b>2,0</b>	<b>1,7</b>	<b>2,0</b>	<b>2,7</b>	<b>1,6</b>	<b>2,0</b>	<b>2,1</b>
Bangladesh	7,5	5,4	5,8	5,5	5,6	5,6	6,1	9,0	9,7	10,0	5,2	5,6	9,7	8,4	4,8
Bhoutan	7,0	4,3	3,6	2,8	3,0	8,2	5,9	4,5	4,3	3,2	4,7	4,0	1,7	4,7	4,7
Brunéi Darussalam	0,4	-1,3	1,0	-0,4	1,9	1,7	3,7	0,4	-0,4	1,0	1,0	1,0	-0,5	1,0	1,0
Cambodge	5,3	2,9	2,4	2,0	2,9	2,9	5,3	2,1	0,9	1,0	3,2	3,0	3,0	1,0	3,2
Chine	2,9	1,6	2,1	2,9	2,5	0,9	2,0	0,2	0,2	0,0	0,6	2,0	0,0	0,4	0,9
Fidji	3,9	3,3	4,1	1,8	-2,6	0,2	4,3	2,3	4,5	3,2	3,1	3,5	1,3	3,1	3,2
Îles Marshall	2,7	0,1	0,8	-0,1	-0,7	2,2	2,8	7,4	5,4	3,3	2,9	2,4	6,0	0,7	5,1
Îles Salomon	5,6	0,5	3,6	2,2	2,9	0,2	5,4	5,1	4,2	4,8	3,7	3,3	5,6	4,0	3,3
India	7,8	3,6	3,4	4,8	6,2	5,5	6,7	5,4	4,7	4,2	4,1	4,0	3,9	4,1	4,1
Indonésie	5,8	3,8	3,3	2,8	2,0	1,6	4,1	3,7	2,3	1,7	2,5	2,5	1,6	2,2	2,3
Kiribati	2,3	0,4	0,6	-1,8	2,6	2,1	5,3	9,3	2,5	4,6	3,5	2,0	2,9	4,0	3,0
Lao, République démocratique populaire	4,3	0,8	2,0	3,3	5,1	3,8	23,0	31,2	23,1	9,4	7,0	9,8	16,9	7,5	6,4
Malaisie	2,4	3,8	1,0	0,7	-1,1	2,5	3,4	2,5	1,8	2,4	2,2	2,0	1,8	2,4	2,2
Maldives	6,0	2,3	1,4	1,3	-1,6	0,2	2,6	2,6	1,4	2,0	4,0	2,0	4,3	2,0	2,0
Micronésie	3,4	0,1	1,0	2,2	1,0	1,8	5,0	6,2	5,4	5,0	3,0	2,2	3,0	5,0	3,0
Mongolie	10,5	4,3	6,8	7,3	3,7	7,4	15,2	10,3	6,8	9,5	9,1	6,5	9,0	10,0	8,2
Myanmar	9,7	4,0	7,3	9,1	2,2	9,6	28,0	25,5	26,5	30,0	20,0	7,8	28,0	33,0	15,0
Nauru	3,9	4,5	1,1	4,1	0,9	2,0	1,1	4,8	11,6	7,3	4,3	2,5	16,6	4,1	3,6
Népal	8,9	4,5	4,1	4,6	6,1	3,6	6,4	7,7	5,4	4,9	5,0	5,0	3,6	4,8	5,2
Palaos	3,4	1,1	2,4	0,4	0,7	-0,5	13,2	12,4	3,6	2,5	3,8	2,9	2,3	3,4	3,5
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5,5	5,4	4,4	3,9	4,9	4,5	5,3	2,3	0,6	5,5	4,6	4,5	0,7	5,1	4,3
Philippines	3,5	2,9	5,3	2,4	2,4	3,9	5,8	6,0	3,2	2,6	2,9	3,0	2,9	2,8	3,0
Samoa	3,4	1,3	3,7	2,2	1,5	-3,0	8,7	12,0	3,6	3,1	3,0	3,0	0,8	3,5	2,6
Sri Lanka <sup>3</sup>	7,6	6,6	4,3	4,3	4,6	6,0	45,2	17,4	1,2	...	...	...	-1,5	...	...
Thaïlande	2,0	0,7	1,1	0,7	-0,8	1,2	6,1	1,2	0,4	0,7	0,9	1,7	1,2	0,9	1,0
Timor-Leste	5,3	0,5	2,3	0,9	0,5	3,8	7,0	8,4	2,1	0,4	1,7	2,0	-0,4	1,4	1,8
Tonga	3,3	7,2	6,8	3,3	0,4	1,4	8,5	10,2	4,7	3,6	2,1	3,0	5,4	2,9	2,0
Tuvalu	2,2	4,1	2,2	3,5	1,6	6,7	12,2	7,2	1,2	1,5	2,0	2,5	4,5	1,5	2,0
Vanuatu	2,4	3,1	2,4	2,7	5,3	2,3	6,7	11,2	4,2	4,5	3,4	2,2	3,2	3,7	3,2
Viet Nam	8,7	3,5	3,5	2,8	3,2	1,8	3,2	3,3	3,6	2,9	2,5	2,9	2,9	2,7	2,5
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>	<b>7,8</b>	<b>5,6</b>	<b>6,3</b>	<b>6,5</b>	<b>5,1</b>	<b>9,0</b>	<b>25,2</b>	<b>17,1</b>	<b>16,8</b>	<b>13,5</b>	<b>8,7</b>	<b>6,2</b>	<b>15,3</b>	<b>11,7</b>	<b>7,3</b>
Albanie	2,4	2,0	2,0	1,4	1,6	2,0	6,7	4,8	2,2	2,4	2,7	3,0	2,1	2,7	2,9
Bélarus	20,7	6,0	4,9	5,6	5,5	9,5	15,2	5,0	5,7	5,5	5,8	4,9	5,1	6,0	5,8
Bosnie-Herzégovine	1,3	0,8	1,4	0,6	-1,1	2,0	14,0	6,1	1,7	2,2	2,0	2,0	2,9	1,8	1,6
Bulgarie	2,6	1,2	2,6	2,5	1,2	2,8	13,0	8,6	2,6	3,7	2,3	2,0	2,1	3,1	2,5
Hongrie	3,4	2,4	2,8	3,4	3,3	5,1	14,6	17,1	3,7	4,9	3,6	3,0	4,6	4,4	3,4
Kosovo	2,6	1,5	1,1	2,7	0,2	3,3	11,6	4,9	1,6	2,2	1,9	2,0	1,0	2,4	2,0
Macédoine du Nord	2,0	1,4	1,5	0,8	1,2	3,2	14,2	9,4	3,5	3,4	2,2	2,0	4,3	2,3	2,0
Moldova, République de	7,0	6,5	3,6	4,8	3,8	5,1	28,7	13,4	4,7	8,0	5,9	5,0	7,0	6,3	5,0
Monténégro	2,6	2,4	2,6	0,4	-0,3	2,4	13,0	8,6	3,3	3,3	2,9	2,0	2,1	5,2	1,3
Pologne	2,1	2,0	1,8	2,3	3,4	5,1	14,2	11,5	3,7	4,3	3,4	2,5	4,7	3,7	3,1
Roumanie	3,6	1,3	4,6	3,8	2,6	5,0	13,8	10,4	5,6	4,6	3,1	2,7	6,1	2,8	3,1
Russie	9,2	3,7	2,9	4,5	3,4	6,7	13,7	5,9	8,4	9,3	5,5	4,0	9,5	8,2	4,4
Serbie	6,3	3,1	2,0	1,8	1,6	4,1	12,0	12,4	4,7	4,0	3,3	3,0	4,3	3,5	3,3
Türkiye	8,1	11,1	16,3	15,2	12,3	19,6	72,3	53,9	58,5	35,9	22,8	15,0	44,4	31,0	19,0
Ukraine	13,9	14,4	10,9	7,9	2,7	9,4	20,2	12,9	6,5	12,6	7,7	5,0	12,0	9,0	7,0
<b>Amérique latine et Caraïbes<sup>4</sup></b>	<b>4,9</b>	<b>6,3</b>	<b>6,7</b>	<b>7,6</b>	<b>6,5</b>	<b>9,9</b>	<b>14,2</b>	<b>14,8</b>	<b>16,6</b>	<b>7,2</b>	<b>4,8</b>	<b>3,6</b>	<b>12,1</b>	<b>5,8</b>	<b>4,4</b>
Antigua-et-Barbuda	1,9	2,4	1,2	1,4	1,1	1,6	7,5	5,1	6,4	3,5	2,4	2,0	6,0	3,0	2,0
Argentine <sup>3</sup>	13,6	25,7	34,3	53,5	42,0	48,4	72,4	133,5	219,9	35,9	14,5	7,5	117,8	20,0	12,0
Aruba	1,6	-1,0	3,6	3,9	-1,3	0,7	5,5	3,4	1,7	1,5	1,9	2,0	0,3	1,8	2,0
Bahamas	1,8	1,5	2,3	2,5	0,0	2,9	5,6	3,1	0,4	0,9	1,3	2,0	0,0	1,0	1,6
Barbade	3,9	4,4	3,0	1,7	0,6	1,4	4,5	3,2	1,4	2,0	2,4	2,4	0,5	1,8	2,4
Belize	1,3	1,1	0,3	0,2	0,1	3,2	6,3	4,4	3,3	2,1	1,5	1,3	2,6	1,7	1,3
Bolivie <sup>3</sup>	6,2	2,8	2,3	1,8	0,9	0,7	1,7	2,6	5,1	15,1	15,8	...	10,0	15,6	16,8
Brésil	6,1	3,4	3,7	3,7	3,2	8,3	9,3	4,6	4,4	5,3	4,3	3,0	4,8	5,3	3,9
Chili	3,7	2,2	2,3	2,3	3,0	4,5	11,6	7,6	3,9	4,4	3,2	3,0	4,5	3,9	3,0
Colombie	4,3	4,3	3,2	3,5	2,5	3,5	10,2	11,7	6,6	4,7	3,1	3,0	5,2	4,1	3,1

**Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation<sup>1</sup> (suite)***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Average									Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
													Projections		
	2007-16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2030	2024	2025	2026
<b>Amérique latine et Caraïbes (suite)<sup>4</sup></b>	<b>4,9</b>	<b>6,3</b>	<b>6,7</b>	<b>7,6</b>	<b>6,5</b>	<b>9,9</b>	<b>14,2</b>	<b>14,8</b>	<b>16,6</b>	<b>7,2</b>	<b>4,8</b>	<b>3,6</b>	<b>12,1</b>	<b>5,8</b>	<b>4,4</b>
Costa Rica	5,6	1,6	2,2	2,1	0,7	1,7	8,3	0,5	-0,4	2,2	3,0	3,0	0,8	2,8	3,0
Dominique	1,5	0,3	1,0	1,5	-0,7	1,6	7,7	4,2	1,9	2,2	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
El Salvador	2,2	1,0	1,1	0,1	-0,4	3,5	7,2	4,0	1,0	1,8	1,8	1,8	0,3	1,8	1,8
Équateur	4,1	0,4	-0,2	0,3	-0,3	0,1	3,5	2,2	1,5	1,3	1,5	1,5	0,5	3,4	1,5
Grenade	2,0	0,9	0,8	0,6	-0,7	1,2	2,6	2,7	1,4	1,3	2,0	2,0	1,1	1,6	2,0
Guatemala	4,8	4,4	3,8	3,7	3,2	4,3	6,9	6,2	2,9	3,0	4,3	4,0	1,7	4,3	4,0
Guyana	3,6	1,9	1,3	2,1	1,2	3,3	6,5	4,5	2,5	3,6	4,4	5,4	2,9	4,2	4,5
Haïti	6,4	10,6	11,4	17,3	22,9	15,9	27,6	44,1	25,8	27,2	22,7	7,2	27,9	29,7	19,6
Honduras	5,7	3,9	4,3	4,4	3,5	4,5	9,1	6,7	4,6	4,7	4,2	4,0	3,9	5,0	4,0
Jamaïque	9,0	4,4	3,7	3,9	5,2	5,9	10,3	6,5	5,5	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0
Mexique	3,9	6,0	4,9	3,6	3,4	5,7	7,9	5,5	4,7	3,5	3,2	3,0	4,2	3,4	3,0
Nicaragua	7,5	3,9	4,9	5,4	3,7	4,9	10,5	8,4	4,6	4,0	4,0	4,0	2,8	4,0	4,0
Panama	3,8	0,9	0,8	-0,4	-1,6	1,6	2,9	1,5	0,8	0,5	2,0	2,0	-0,2	0,7	2,0
Paraguay	5,2	3,6	4,0	2,8	1,8	4,8	9,8	4,6	3,8	3,7	3,5	3,5	3,8	3,7	3,5
Pérou	3,2	2,8	1,3	2,1	1,8	4,0	7,9	6,3	2,4	1,7	1,9	2,0	2,0	2,0	2,0
République dominicaine	4,7	3,3	3,6	1,8	3,8	8,2	8,8	4,8	3,3	4,3	4,0	4,0	3,3	4,0	4,0
Saint-Kitts-et-Nevis	1,7	0,7	-1,0	-0,3	-1,2	1,2	2,7	3,6	1,0	1,7	2,0	2,0	1,0	1,8	2,0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2,3	2,2	2,3	0,9	-0,6	1,6	5,7	4,6	3,6	2,1	2,0	2,0	2,1	2,0	2,0
Sainte-Lucie	1,9	0,1	2,6	0,5	-1,8	2,4	6,4	4,1	-0,4	0,7	1,7	2,0	-2,3	1,8	2,0
Suriname	10,9	22,0	6,9	4,4	34,9	59,1	52,4	51,6	16,2	8,7	7,0	5,0	10,1	7,4	6,9
Trinité-et-Tobago	7,0	1,9	1,0	1,0	0,6	2,1	5,8	4,6	0,5	1,3	2,0	1,8	0,5	2,2	1,9
Uruguay	8,2	6,2	7,6	7,9	9,8	7,7	9,1	5,9	4,8	5,5	5,3	4,5	5,5	5,6	5,1
Venezuela <sup>3</sup>	52,7	438,1	65 374,1	19 906,0	2 355,1	1 588,5	186,5	337,5	49,0	180,0	225,0	...	47,2	254,4	218,2
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>8,1</b>	<b>7,0</b>	<b>9,6</b>	<b>7,4</b>	<b>10,3</b>	<b>11,9</b>	<b>13,4</b>	<b>15,5</b>	<b>14,4</b>	<b>11,1</b>	<b>9,9</b>	<b>6,1</b>	<b>12,4</b>	<b>10,3</b>	<b>8,9</b>
Afghanistan <sup>3</sup>	6,1	5,0	0,6	2,3	5,6	7,8	10,6	-7,7	...	...	...	...	...	...	...
Algérie	4,9	5,6	4,3	2,0	2,4	7,2	9,3	9,3	4,0	3,7	3,6	3,2	3,0	3,8	3,8
Arabie saoudite	3,5	-0,8	2,5	-2,1	3,4	3,1	2,5	2,3	1,7	2,0	2,0	2,0	0,3	2,0	2,0
Arménie	4,6	0,9	2,5	1,5	1,2	7,2	8,7	2,0	0,3	3,2	3,0	3,0	1,5	3,3	3,0
Azerbaïdjan	7,2	12,9	2,3	2,6	2,8	6,7	13,9	8,8	2,2	5,7	4,5	4,0	4,9	5,2	4,0
Bahreïn	2,4	1,4	2,1	1,0	-2,3	-0,6	3,6	0,1	0,9	1,0	1,5	2,0	0,5	1,0	1,5
Cisjordanie et Gaza <sup>3</sup>	2,8	0,2	-0,2	1,6	-0,7	1,2	3,7	5,9	52,9	...	...	...	88,0	...	...
Djibouti	3,6	0,6	0,1	3,3	1,8	1,2	5,2	1,4	2,1	1,6	1,9	2,0	1,2	1,7	2,0
Égypte	10,8	23,5	20,9	13,9	5,7	4,5	8,5	24,4	33,3	19,7	12,5	5,2	27,5	12,9	11,9
Émirats arabes unis	2,9	2,0	3,1	-1,9	-2,1	-0,1	4,8	1,6	1,7	2,1	2,0	2,0	1,7	2,1	2,0
Géorgie	4,4	6,0	2,6	4,9	5,2	9,6	11,9	2,5	1,1	3,6	3,2	3,0	1,9	3,8	3,0
Iran	18,4	8,2	26,9	34,8	36,5	40,2	45,8	40,7	32,6	43,3	42,5	25,0	38,2	45,0	35,0
Iraq	4,7	0,2	0,4	-0,2	0,6	6,0	5,0	4,4	2,6	2,5	2,7	3,0	2,7	2,2	2,8
Jordanie	3,7	3,3	4,5	0,8	0,3	1,3	4,2	2,1	0,2	3,6	2,6	2,3	-0,1	4,1	2,6
Kazakhstan	8,9	7,5	6,0	5,3	6,8	8,0	15,0	14,5	8,7	9,9	9,4	5,0	8,6	10,1	10,0
Koweït	...	1,6	0,6	1,1	2,1	3,4	4,0	3,6	2,9	2,5	2,2	1,7	2,8	2,3	2,1
Liban <sup>3</sup>	3,3	4,5	6,1	2,9	84,9	154,8	171,2	221,3	45,2	...	...	...	18,1	...	...
Libye	8,2	25,8	14,0	-2,9	1,5	2,9	4,5	2,4	2,1	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3
Maroc	1,4	0,8	1,6	0,2	0,7	1,4	6,6	6,1	0,9	2,2	2,3	2,0	0,7	2,1	2,2
Mauritanie	4,3	2,3	3,1	2,3	2,4	3,6	9,6	4,9	2,3	3,5	4,0	4,0	3,0	4,0	4,0
Oman	3,5	1,5	0,7	0,5	-0,4	1,7	2,5	1,0	0,6	1,5	2,0	2,0	0,7	1,1	2,0
Ouzbékistan	11,1	13,9	17,5	14,5	12,9	10,8	11,4	10,0	9,6	8,8	7,2	5,0	9,8	8,0	6,4
Pakistan	9,7	4,8	4,7	6,8	10,7	8,9	12,2	29,2	23,4	5,1	7,7	6,5	12,6	6,5	6,6
Qatar	3,5	0,6	0,1	-0,9	-2,5	2,3	5,0	3,1	1,1	1,2	1,4	2,0	-1,6	1,2	1,4
République kirghize	8,8	3,2	1,5	1,1	6,3	11,9	13,9	10,8	5,0	7,0	5,7	5,0	6,3	6,0	5,5
Somalie	...	4,0	4,3	4,7	4,1	4,6	6,8	6,2	5,5	4,6	4,0	2,5	5,6	4,1	3,6
Soudan <sup>3</sup>	21,1	32,4	63,3	51,0	163,3	359,1	138,8	77,2	176,8	100,0	63,2	15,3	151,1	75,6	51,1
Syrie <sup>3</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	8,7	7,3	3,8	7,8	8,6	9,0	6,6	3,7	3,5	4,3	5,5	6,5	3,7	5,0	6,0
Tunisie	4,2	5,3	7,3	6,7	5,6	5,7	8,3	9,3	7,0	6,1	6,5	9,3	6,2	6,2	7,2
Turkménistan	5,6	8,0	13,3	5,1	6,1	19,5	11,2	-1,6	4,8	7,0	8,0	8,0	6,1	8,0	8,0
Yémen	13,2	30,4	33,6	15,7	21,7	31,5	29,5	0,9	33,9	20,4	18,5	10,0	8,9	31,0	9,0

**Tableau A7. Pays émergents et pays en développement : prix à la consommation<sup>1</sup> (fin)***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Moyenne									Projections			Fin de période <sup>2</sup>		
	2007-16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2030	2024	2025	2026
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>8,3</b>	<b>10,5</b>	<b>8,4</b>	<b>8,7</b>	<b>11,2</b>	<b>11,6</b>	<b>15,2</b>	<b>17,6</b>	<b>18,3</b>	<b>13,3</b>	<b>12,9</b>	<b>6,7</b>	<b>17,9</b>	<b>12,6</b>	<b>10,1</b>
Angola	13,1	29,8	19,6	17,1	22,3	25,8	21,4	13,6	28,2	22,0	16,4	9,8	27,5	20,5	13,4
Afrique du Sud	6,3	5,3	4,6	4,1	3,3	4,6	6,9	5,9	4,4	3,8	4,5	4,5	2,9	4,5	4,5
Bénin	2,0	1,8	0,8	-0,9	3,0	1,7	1,4	2,7	1,2	2,2	2,0	2,0	-0,4	2,2	2,0
Botswana	6,7	3,3	3,2	2,7	1,9	6,7	12,2	5,1	2,8	4,5	4,5	4,5	1,7	4,5	4,5
Burkina Faso	1,9	1,5	2,0	-3,2	1,9	3,9	13,8	0,9	4,2	3,0	2,5	2,0	4,9	3,0	2,5
Burundi	9,9	15,8	-2,8	-0,8	7,5	8,4	18,9	27,1	20,2	39,1	31,3	12,6	36,4	36,3	28,0
Cabo Verde	2,1	0,8	1,3	1,1	0,6	1,9	7,9	3,7	1,0	1,5	2,0	2,0	1,5	2,0	2,0
Cameroun	2,4	0,6	1,1	2,5	2,5	2,3	6,3	7,4	4,5	3,4	3,0	2,4	5,0	3,3	2,9
Comores	2,8	0,1	1,7	3,7	0,8	0,0	12,4	8,5	5,0	2,2	2,2	1,9	6,0	3,0	1,5
Congo, République démocratique du	11,8	35,7	29,3	4,7	11,4	9,0	9,3	19,9	17,7	8,9	7,2	7,0	11,7	8,0	7,0
Congo, République du	3,2	0,4	1,2	0,4	1,4	2,0	3,0	4,3	3,1	3,3	3,2	3,0	6,3	3,2	3,2
Côte d'Ivoire	1,7	0,6	0,6	0,8	2,4	4,2	5,2	4,4	3,5	3,0	2,2	2,0	2,1	2,1	1,8
Érythrée <sup>3</sup>	12,0	-13,3	-14,4	1,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Eswatini	7,2	6,2	4,8	2,6	3,9	3,7	4,8	4,9	4,0	5,2	4,8	4,2	3,9	5,9	4,4
Éthiopie	16,1	10,7	13,8	15,8	20,4	26,8	33,9	30,2	21,7	21,5	12,2	12,2	21,1	15,6	10,3
Gabon	2,4	2,7	4,8	2,0	1,7	1,1	4,3	3,6	1,2	1,5	2,0	2,0	0,9	2,0	2,0
Gambie	5,4	8,0	6,5	7,1	5,9	7,4	11,5	17,0	11,6	9,3	6,7	5,0	10,2	8,4	5,0
Ghana	12,3	12,4	9,8	7,2	9,9	10,0	31,9	39,2	22,9	17,2	9,4	8,0	23,8	12,0	8,0
Guinée	13,4	8,9	9,8	9,5	10,6	12,6	10,5	7,8	8,1	3,5	3,0	3,3	6,4	3,3	3,2
Guinée équatoriale	3,7	0,7	1,3	1,2	4,8	-0,1	4,9	2,5	3,2	4,0	3,5	2,6	3,4	3,5	3,5
Guinée-Bissau	2,5	-0,2	0,4	0,3	1,5	3,3	7,9	7,2	3,7	2,0	2,0	2,0	5,7	2,0	2,0
Kenya	8,2	8,0	4,7	5,2	5,3	6,1	7,6	7,7	4,5	4,1	4,9	5,0	3,0	4,5	4,8
Lesotho	6,1	4,4	4,8	5,2	5,0	6,0	8,3	6,3	6,1	4,3	5,1	5,0	4,3	5,0	5,1
Libéria	9,3	12,4	23,5	27,0	17,0	7,8	7,6	10,1	8,2	8,2	7,4	4,9	10,7	8,1	6,6
Madagascar	7,8	8,6	8,6	5,6	4,2	5,8	8,2	9,9	7,6	8,4	7,2	6,0	8,6	8,3	7,3
Malawi	15,4	11,5	9,2	9,4	8,6	9,3	20,8	28,8	32,2	24,2	11,5	5,4	28,1	17,4	10,4
Mali	2,2	2,4	1,9	-3,0	0,5	3,8	9,7	2,1	3,2	3,0	2,0	2,0	4,7	3,0	2,0
Maurice	4,3	3,7	3,2	0,5	2,5	4,0	10,8	7,0	3,6	3,6	3,6	3,5	2,9	3,9	3,5
Mozambique	8,2	15,8	3,2	5,7	0,9	6,6	10,4	7,0	3,2	4,9	5,4	5,5	4,1	5,0	5,5
Namibie	6,3	6,1	4,3	3,7	2,2	3,6	6,1	5,9	4,2	3,8	4,5	4,5	3,4	4,5	4,5
Niger	1,8	0,2	2,8	-2,5	2,9	3,8	4,2	3,7	9,1	4,7	3,2	2,0	4,6	4,2	2,5
Nigéria	10,7	16,5	12,1	11,4	13,2	17,0	18,8	24,7	33,2	26,5	37,0	10,0	34,8	30,0	25,0
Ouganda	8,5	5,6	2,5	2,1	2,8	2,2	7,2	5,4	3,3	4,2	4,7	5,0	3,3	4,6	5,0
République centrafricaine	4,9	4,2	1,6	2,8	0,9	4,3	5,6	3,0	3,4	2,7	3,3	3,3	3,0	2,6	3,5
Rwanda	6,3	4,8	1,4	2,4	7,7	0,8	13,9	14,0	4,8	7,0	4,7	5,0	6,8	6,3	4,1
Sao Tomé-et-Principe	13,0	5,7	7,9	7,7	9,8	8,1	18,0	21,2	14,4	9,6	6,3	5,0	11,6	7,6	5,0
Sénégal	1,7	1,1	0,5	1,0	2,5	2,2	9,7	5,9	0,8	2,0	2,0	2,0	0,2	2,0	2,0
Seychelles	8,3	2,8	3,7	1,8	1,0	10,0	2,6	-0,9	0,2	1,7	2,5	3,0	1,7	2,5	3,0
Sierra Leone	8,0	18,2	16,0	14,8	13,4	11,9	27,2	47,7	28,4	12,9	10,4	9,0	13,8	12,2	9,4
Soudan du Sud	...	213,0	83,4	49,3	24,0	30,2	-3,2	39,7	128,4	65,7	8,3	8,0	216,6	12,0	8,6
Tanzanie	9,0	5,3	3,5	3,4	3,3	3,7	4,4	3,8	3,2	4,0	4,0	4,0	3,7	4,0	4,0
Tchad	1,5	-0,9	4,0	-1,0	4,5	-0,8	5,8	4,1	5,7	3,9	3,5	3,0	3,7	5,1	2,2
Togo	2,3	-0,2	0,9	0,7	1,8	4,5	7,6	5,3	3,3	2,3	2,0	2,0	2,2	1,8	2,0
Zambie	10,3	6,6	7,5	9,2	15,7	22,0	11,0	10,9	15,0	14,2	9,2	7,0	16,7	11,1	7,9
Zimbabwe	-2,2	0,9	10,6	255,3	557,2	98,5	193,4	667,4	736,1	92,2	9,6	8,0	686,8	26,1	8,0

<sup>1</sup>Les variations des prix à la consommation sont exprimées en moyennes annuelles.<sup>2</sup>Il s'agit de variations mensuelles en glissement annuel et, pour plusieurs pays, de variations trimestrielles.<sup>3</sup>Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à l'Argentine, à la Bolivie, à la Cisjordanie et Gaza, à l'Érythrée, au Liban, au Soudan, à Sri Lanka, à la Syrie et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.<sup>4</sup>Exclut le Venezuela, mais inclut l'Argentine à partir de 2017. Voir les notes relatives à l'Argentine et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

**Tableau A8. Principaux pays avancés : solde budgétaire et dette des administrations publiques<sup>1</sup>***(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)*

	Moyenne									Projections		
	2007-16	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2030
<b>Principaux pays avancés</b>												
Prêt/emprunt (net)	-5,3	-3,4	-3,4	-3,8	-11,7	-8,8	-3,7	-5,8	-5,8	-5,3	-4,7	-4,9
Écart de production <sup>2</sup>	-1,0	0,0	0,5	0,6	-3,7	-0,6	0,2	0,3	0,3	-0,1	-0,2	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-4,7	-3,3	-3,4	-4,0	-8,0	-7,7	-5,0	-5,7	-5,8	-5,2	-4,6	-4,9
<b>États-Unis</b>												
Prêt/emprunt (net) <sup>3</sup>	-6,8	-4,8	-5,3	-5,8	-14,1	-11,4	-3,7	-7,2	-7,3	-6,5	-5,5	-5,6
Écart de production <sup>2</sup>	-1,0	0,0	0,7	1,2	-3,0	0,3	0,3	0,7	1,0	0,5	0,0	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-6,0	-4,8	-5,4	-6,2	-10,7	-10,6	-6,1	-7,2	-7,7	-6,7	-5,5	-5,6
Dette nette	69,2	78,6	79,4	81,1	95,6	95,5	91,6	94,0	96,5	98,0	99,2	104,0
Dette brute	94,4	105,7	107,0	108,2	132,0	124,7	118,8	119,0	120,8	122,5	123,7	128,2
<b>Zone euro</b>												
Prêt/emprunt (net)	-3,3	-1,0	-0,5	-0,5	-7,0	-5,1	-3,5	-3,6	-3,1	-3,2	-3,4	-3,7
Écart de production <sup>2</sup>	-1,2	-0,4	0,1	0,4	-5,3	-1,6	0,6	0,1	-0,2	-0,4	-0,3	0,1
Solde structurel <sup>2</sup>	-2,4	-0,6	-0,4	-0,6	-3,6	-4,0	-3,6	-3,6	-3,1	-3,0	-3,3	-3,8
Dette nette	68,4	72,0	70,3	68,6	78,4	76,6	74,8	73,8	74,7	76,0	77,4	81,8
Dette brute	84,6	87,5	85,6	83,6	96,5	93,9	89,5	87,4	87,7	88,7	89,7	92,9
<b>Allemagne</b>												
Prêt/emprunt (net)	-0,6	1,3	1,9	1,3	-4,4	-3,2	-2,1	-2,5	-2,8	-3,0	-3,5	-4,4
Écart de production <sup>2</sup>	0,0	1,0	0,8	0,4	-3,1	-1,0	0,6	-0,3	-1,1	-1,4	-0,9	0,5
Solde structurel <sup>2</sup>	-0,3	1,1	1,6	1,1	-2,9	-2,6	-1,8	-2,3	-2,2	-2,2	-3,0	-4,7
Dette nette	55,7	44,7	42,1	39,8	45,3	46,3	46,3	46,2	47,7	49,6	51,6	61,3
Dette brute	73,2	64,0	60,8	58,7	68,0	68,1	65,0	62,9	63,9	65,4	67,0	74,8
<b>France</b>												
Prêt/emprunt (net)	-4,9	-3,4	-2,3	-2,4	-8,9	-6,6	-4,7	-5,4	-5,8	-5,5	-5,9	-6,1
Écart de production <sup>2</sup>	-1,3	-1,5	-0,8	0,0	-4,5	-2,1	-0,9	-0,9	-0,7	-0,8	-0,6	-0,2
Solde structurel <sup>2</sup>	-4,1	-2,3	-1,6	-1,4	-5,9	-5,1	-4,1	-4,8	-5,3	-5,0	-5,5	-6,0
Dette nette	77,9	89,5	89,4	89,0	101,6	100,5	101,1	101,6	105,0	108,2	111,0	120,3
Dette brute	87,2	98,7	98,5	98,1	114,8	112,7	111,3	109,7	113,1	116,3	119,1	128,4
<b>Italie</b>												
Prêt/emprunt (net)	-3,0	-2,5	-2,2	-1,5	-9,4	-8,9	-8,1	-7,2	-3,4	-3,3	-2,8	-2,5
Écart de production <sup>2</sup>	-3,4	-2,3	-1,8	-1,8	-11,0	-3,8	0,1	0,1	0,1	-0,2	-0,1	-0,2
Solde structurel <sup>2</sup>	-1,5	-1,4	-1,3	-0,5	-3,1	-7,8	-8,8	-7,7	-3,5	-3,1	-2,8	-2,4
Dette nette	111,1	120,9	121,6	121,4	140,9	133,6	127,1	124,1	125,1	127,3	128,8	129,0
Dette brute	122,5	133,7	134,1	133,8	154,3	145,7	138,3	134,6	135,3	137,3	138,5	137,7
<b>Japon</b>												
Prêt/emprunt (net)	-6,3	-3,1	-2,5	-3,0	-9,1	-6,1	-4,2	-2,3	-2,5	-2,9	-3,1	-5,3
Écart de production <sup>2</sup>	-0,1	1,1	1,9	0,7	-2,9	-1,6	-0,9	0,2	0,1	-0,2	-0,1	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-6,2	-3,7	-3,0	-3,3	-8,1	-5,4	-4,2	-2,4	-2,5	-2,8	-3,0	-5,3
Dette nette	131,5	148,1	151,1	151,6	162,0	156,0	149,5	136,0	134,6	134,2	134,3	138,1
Dette brute <sup>4</sup>	212,7	231,3	232,4	236,4	258,4	253,7	248,3	240,0	236,7	234,9	233,7	231,7
<b>Royaume-Uni</b>												
Prêt/emprunt (net)	-6,1	-2,5	-2,3	-2,5	-13,2	-7,7	-4,6	-6,1	-5,7	-4,4	-3,7	-2,3
Écart de production <sup>2</sup>	-1,9	-0,3	-0,3	0,0	-3,5	0,5	1,9	-0,1	-0,3	-0,6	-0,5	-0,1
Solde structurel <sup>2</sup>	-4,7	-2,1	-2,1	-2,4	0,5	-3,2	-2,9	-4,8	-4,5	-4,0	-3,3	-2,2
Dette nette	67,3	77,2	76,6	75,8	93,1	91,6	89,8	91,8	93,7	95,1	96,4	97,0
Dette brute	74,9	86,7	86,3	85,7	105,8	105,1	99,6	100,4	101,2	103,9	105,4	106,1
<b>Canada</b>												
Prêt/emprunt (net)	-1,4	-0,1	0,4	0,0	-10,9	-3,1	0,6	0,1	-2,1	-1,9	-1,6	-0,8
Écart de production <sup>2</sup>	-0,3	0,4	0,6	0,4	-3,4	-1,4	0,8	0,0	-0,5	-1,0	-0,8	0,0
Solde structurel <sup>2</sup>	-1,3	-0,3	0,0	-0,2	-8,2	-2,0	0,0	0,0	-0,9	-1,2	-1,2	-0,8
Dette nette <sup>5</sup>	24,2	12,7	11,7	8,7	16,3	14,2	13,6	14,4	11,9	12,5	13,2	14,1
Dette brute	83,2	90,9	90,8	90,2	118,1	112,6	104,2	107,7	110,8	112,5	110,9	104,1

Note : La méthodologie et les hypothèses propres à chaque pays sont décrites à l'encadré A1 de l'appendice statistique. Les chiffres composites des données budgétaires pour les groupes de pays sont la somme en dollars des valeurs correspondant à chaque pays.

<sup>1</sup>Les données sur la dette sont celles de la fin de l'année et ne sont pas toujours comparables entre les pays. Les dettes brutes et nettes déclarées par les organismes statistiques nationaux pour les pays qui ont adopté le *Système de comptabilité nationale 2008* (Australie, Canada, États-Unis et RAS de Hong Kong) sont ajustées de manière à exclure les engagements au titre des retraites non capitalisées des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

<sup>2</sup>En pourcentage du PIB potentiel.

<sup>3</sup>Les chiffres déclarés par l'organisme national des statistiques sont ajustés pour exclure les postes liés à la comptabilité d'exercice des plans de retraite à prestations définies des fonctionnaires.

<sup>4</sup>Sur base non consolidée.

<sup>5</sup>Comprend les prises de participation.

**Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix***(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	Moyennes										Projections	
	2007-16	2017-26	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Commerce de biens et de services</b>												
<b>Commerce mondial<sup>1</sup></b>												
Volume	3,4	2,7	5,5	4,0	1,2	-8,4	10,9	5,7	1,0	3,8	1,7	2,5
Déflateur des prix												
En dollars	0,1	2,2	4,5	5,5	-2,5	-1,5	12,7	6,8	-2,6	0,0	-0,6	0,6
En DTS	0,6	2,6	4,8	3,3	-0,1	-2,3	10,2	13,8	-2,4	0,4	-0,7	0,0
<b>Volume du commerce</b>												
Exportations												
Pays avancés	3,0	2,2	4,9	3,4	1,4	-8,8	9,7	5,9	1,1	2,1	1,2	2,0
Pays émergents et pays en développement	4,4	3,3	6,3	4,1	1,0	-6,8	12,9	4,6	1,1	6,7	1,6	3,0
Importations												
Pays avancés	2,5	2,4	4,8	3,8	2,0	-8,2	10,2	7,3	-0,6	2,4	1,9	2,0
Pays émergents et pays en développement	5,5	3,1	7,1	5,2	-0,4	-9,8	12,2	4,0	3,1	5,8	2,0	3,4
<b>Termes de l'échange</b>												
Pays avancés	0,2	0,2	-0,2	-0,4	0,1	0,9	1,1	-1,6	0,5	0,9	0,4	0,1
Pays émergents et pays en développement	-0,1	0,0	1,4	1,3	-1,4	-1,0	1,2	1,2	-1,2	-0,1	-1,5	-0,1
<b>Commerce de biens</b>												
<b>Commerce mondial<sup>1</sup></b>												
Volume	3,1	2,4	5,5	3,8	0,1	-5,1	11,2	3,2	-0,8	2,9	1,1	2,4
Déflateur des prix												
En dollars	-0,2	2,1	5,0	5,8	-2,9	-2,7	14,3	8,7	-4,1	-0,8	-1,0	0,2
En DTS	0,4	2,5	5,3	3,7	-0,6	-3,4	11,7	15,8	-3,8	-0,3	-1,0	-0,4
<b>Prix mondiaux en dollars<sup>2</sup></b>												
Produits manufacturés	0,4	1,7	0,1	2,0	0,4	-3,2	6,7	10,4	-1,7	1,2	1,2	0,7
Pétrole	-3,9	3,7	22,5	29,4	-10,4	-32,0	65,8	39,2	-16,4	-1,8	-15,5	-6,8
Produits primaires hors combustibles	1,4	4,9	6,4	1,3	0,7	6,6	26,7	7,9	-5,7	3,7	4,4	0,2
Produits alimentaires	2,0	2,5	3,8	-1,2	-3,1	1,7	27,0	14,8	-6,8	-3,1	-3,6	0,1
Boissons	3,8	8,5	-3,8	-9,2	-5,7	2,4	22,4	14,1	4,0	64,4	25,8	-11,2
Matières premières agricoles	0,2	0,4	5,4	2,0	-5,4	-3,4	15,5	5,7	-15,6	4,3	-2,1	1,1
Métaux	-2,6	5,7	22,2	6,6	3,9	3,5	46,7	-5,6	-2,8	-1,9	-4,0	-2,4
<b>Prix mondiaux en DTS<sup>2</sup></b>												
Produits manufacturés	1,0	2,1	0,4	-0,1	2,9	-3,9	4,3	17,6	-1,5	1,7	1,2	0,1
Pétrole	-3,4	4,1	22,8	26,7	-8,2	-32,6	62,1	48,2	-16,2	-1,3	-15,5	-7,4
Produits primaires hors combustibles	2,0	5,3	6,7	-0,8	3,2	5,7	23,9	14,9	-5,4	4,2	4,4	-0,4
Produits alimentaires	2,5	2,9	4,1	-3,3	-0,7	0,9	24,1	22,3	-6,5	-2,7	-3,6	-0,6
Boissons	4,3	8,9	-3,5	-11,1	-3,4	1,6	19,7	21,6	4,2	65,2	25,7	-11,7
Matières premières agricoles	0,8	0,8	5,7	-0,1	-3,1	-4,2	12,9	12,6	-15,4	4,8	-2,2	0,5
Métaux	-2,0	6,1	22,5	4,4	6,4	2,6	43,4	0,6	-2,5	-1,4	-4,1	-3,0
<b>Prix mondiaux en euros<sup>2</sup></b>												
Produits manufacturés	1,7	1,9	-1,9	-2,5	5,9	-5,0	2,9	23,9	-4,2	1,1	1,7	0,2
Pétrole	-2,7	4,0	20,0	23,6	-5,4	-33,3	59,9	56,3	-18,5	-1,8	-15,0	-7,3
Produits primaires hors combustibles	2,7	5,2	4,3	-3,2	6,2	4,5	22,2	21,2	-8,1	3,7	4,9	-0,3
Produits alimentaires	3,2	2,8	1,7	-5,6	2,3	-0,2	22,4	29,0	-9,1	-3,2	-3,2	-0,5
Boissons	5,1	8,7	-5,7	-13,2	-0,5	0,5	18,1	28,2	1,3	64,3	26,4	-11,7
Matières premières agricoles	1,5	0,7	3,3	-2,5	-0,2	-5,2	11,3	18,8	-17,7	4,3	-1,7	0,6
Métaux	-1,4	5,9	19,7	1,9	9,6	1,5	41,5	6,0	-5,2	-2,0	-3,6	-2,9

**Tableau A9. État récapitulatif du commerce mondial : volume et prix (fin)***(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	Moyennes										Projections	
	2007-16	2017-26	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Commerce de biens (fin)</b>												
<b>Volume du commerce</b>												
Exportations												
Pays avancés	2,6	1,7	4,6	3,0	0,4	-6,5	10,0	3,6	-0,6	0,9	0,7	1,9
Pays émergents et pays en développement	4,2	3,1	6,6	3,8	-0,5	-1,4	12,0	0,9	-0,2	6,6	0,9	2,7
Pays exportateurs de combustibles	2,3	1,0	1,4	-0,3	-3,2	-7,9	3,4	4,9	1,2	1,5	3,6	5,7
Pays exportateurs d'autres produits	4,6	3,4	7,5	4,6	0,0	-0,2	13,2	0,3	-0,5	7,5	0,5	2,2
Importations												
Pays avancés	2,1	2,0	4,5	3,9	0,4	-6,0	11,5	5,0	-2,9	1,4	1,5	2,0
Pays émergents et pays en développement	5,3	3,1	7,4	4,9	0,0	-5,6	11,9	2,3	1,8	4,3	1,1	3,4
Pays exportateurs de combustibles	4,9	1,6	-0,6	-3,2	2,8	-12,1	1,1	10,9	9,2	4,6	1,7	3,2
Pays exportateurs d'autres produits	5,4	3,3	8,6	6,0	-0,4	-4,7	13,2	1,4	1,0	4,3	1,0	3,5
<b>Déflateur des prix en DTS</b>												
Exportations												
Pays avancés	0,1	2,3	4,5	2,9	-1,2	-2,3	10,4	13,0	-2,5	0,3	-0,3	0,0
Pays émergents et pays en développement	1,1	2,8	7,2	5,0	0,3	-5,7	15,3	19,4	-5,9	-1,4	-2,4	-0,8
Pays exportateurs de combustibles	-1,4	4,2	16,3	15,0	-4,0	-21,0	38,6	38,5	-11,8	0,0	-8,2	-4,3
Pays exportateurs d'autres produits	1,5	2,6	5,6	3,1	1,2	-2,8	12,1	16,5	-4,8	-1,7	-1,4	-0,2
Importations												
Pays avancés	-0,1	2,2	4,7	3,4	-1,2	-3,3	9,0	15,3	-3,1	-0,3	-1,0	-0,4
Pays émergents et pays en développement	1,2	3,0	5,8	3,9	0,6	-3,0	14,3	16,6	-4,6	0,0	-0,4	-0,7
Pays exportateurs de combustibles	1,8	3,8	3,5	2,0	3,3	-0,8	11,8	15,4	-1,7	3,0	2,3	0,0
Pays exportateurs d'autres produits	1,1	2,9	6,1	4,1	0,3	-3,3	14,6	16,8	-5,0	-0,4	-0,8	-0,8
<b>Termes de l'échange</b>												
Pays avancés	0,2	0,2	-0,2	-0,5	0,0	1,1	1,2	-2,0	0,6	0,6	0,7	0,4
Pays émergents et pays en développement	-0,1	-0,2	1,4	1,1	-0,3	-2,7	0,9	2,4	-1,3	-1,4	-2,0	-0,1
<b>Par région</b>												
Pays émergents et pays en développement d'Asie	0,6	-1,4	-3,4	-2,4	1,2	0,6	-7,1	0,7	0,3	-3,9	-0,6	1,2
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-0,6	0,9	3,2	4,1	0,4	-4,4	7,6	2,8	-5,0	4,3	-2,2	-0,6
Amérique latine et Caraïbes	0,0	1,2	4,4	-0,7	-0,7	2,3	5,2	-3,8	5,9	0,5	-0,5	-0,5
Moyen-Orient et Asie centrale	-2,7	0,6	10,5	11,0	-5,7	-18,2	21,5	16,5	-8,3	-2,2	-8,5	-3,6
Afrique subsaharienne	0,1	1,8	9,8	3,7	-1,5	1,2	9,2	0,1	-6,6	3,6	-0,3	0,2
<b>Classification analytique</b>												
<b>Source des recettes d'exportation</b>												
Combustibles	-3,1	0,4	12,4	12,8	-7,1	-20,4	24,0	20,0	-10,3	-2,9	-10,2	-4,3
Autres produits	0,5	-0,4	-0,5	-1,0	0,9	0,5	-2,2	-0,3	0,2	-1,2	-0,6	0,6
<i>Pour mémoire</i>												
<b>Exportations mondiales (milliards de dollars)</b>												
Biens et services	20 552	28 264	22 859	25 056	24 667	22 271	27 940	31 411	30 875	32 092	32 251	33 214
Biens	16 096	21 125	17 317	18 968	18 405	17 047	21 653	24 110	22 962	23 474	23 366	23 949
Prix moyen du pétrole <sup>3</sup>	-3,9	3,7	22,5	29,4	-10,4	-32,0	65,8	39,2	-16,4	-1,8	-15,5	-6,8
En dollars le baril	81,24	67,94	52,98	68,53	61,43	41,77	69,25	96,36	80,59	79,17	66,94	62,38
Valeur unitaire des exportations de produits manufacturés <sup>4</sup>	0,4	1,7	0,1	2,0	0,4	-3,2	6,7	10,4	-1,7	1,2	1,2	0,7

Note : DTS = droits de tirage spéciaux.

<sup>1</sup>Moyenne des variations annuelles en pourcentage des exportations et des importations mondiales.<sup>2</sup>Représentés, respectivement, par l'indice de la valeur unitaire des exportations de produits manufacturés des pays avancés et représentant environ 83 % des pondérations des exportations de biens des pays avancés, par la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate et par la moyenne des cours mondiaux des produits primaires hors combustibles, pondérée en fonction de leurs parts respectives, en 2014-16, dans le total des importations mondiales des produits de base.<sup>3</sup>Variation en pourcentage de la moyenne des prix des bruts U.K. Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate.<sup>4</sup>Variation en pourcentage des produits manufacturés exportés par les pays avancés.

**Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes***(Milliards de dollars)*

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Projections		
									2025	2026	2030
<b>Pays avancés</b>	<b>482,5</b>	<b>406,8</b>	<b>371,7</b>	<b>120,4</b>	<b>436,1</b>	<b>-273,2</b>	<b>24,9</b>	<b>102,9</b>	<b>-71,1</b>	<b>56,8</b>	<b>269,8</b>
États-Unis	-367,6	-439,8	-441,8	-601,2	-868,0	-1 012,1	-905,4	-1 133,6	-1 137,7	-1 006,5	-893,7
Zone euro	430,4	412,0	324,7	242,2	406,6	-15,4	263,1	460,9	384,3	370,8	410,0
Allemagne	303,5	341,7	311,8	248,8	301,1	160,2	251,8	266,9	249,0	244,2	244,7
France	-14,2	-19,4	16,3	-54,3	8,2	-32,8	-30,4	12,5	6,1	-6,1	-4,3
Italie	48,1	52,5	63,8	71,7	45,8	-36,3	3,2	26,8	22,0	22,1	55,0
Espagne	36,9	26,9	29,9	10,2	11,3	5,1	43,0	52,1	43,5	42,0	27,6
Japon	203,5	177,8	176,3	149,9	196,2	89,9	158,5	193,0	141,9	144,7	151,4
Royaume-Uni	-93,7	-112,9	-76,7	-79,2	-13,7	-65,7	-118,3	-122,7	-141,4	-148,8	-146,2
Canada	-46,2	-41,0	-34,1	-33,4	-0,4	-6,7	-13,6	-11,4	-3,1	-6,4	-25,2
Autres pays avancés <sup>1</sup>	323,5	322,0	327,6	370,7	581,2	571,4	483,8	590,9	548,4	565,8	627,6
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>-11,2</b>	<b>-33,4</b>	<b>19,4</b>	<b>169,5</b>	<b>384,2</b>	<b>699,6</b>	<b>299,6</b>	<b>415,7</b>	<b>124,9</b>	<b>39,2</b>	<b>-62,5</b>
<b>Par région</b>											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	164,6	-51,0	93,7	323,0	287,6	337,1	253,7	410,8	309,4	253,8	197,7
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-20,9	67,9	53,5	2,9	71,0	128,8	-14,9	-1,5	-58,8	-56,0	-77,8
Amérique latine et Caraïbes	-98,4	-145,3	-108,3	-9,3	-91,9	-127,8	-73,7	-60,4	-74,8	-95,3	-103,5
Moyen-Orient et Asie centrale	-23,2	130,4	35,3	-103,9	133,0	403,4	185,8	98,5	-3,6	-18,9	-22,8
Afrique subsaharienne	-33,2	-35,4	-54,8	-43,2	-15,4	-41,9	-51,3	-31,8	-47,3	-44,5	-56,1
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
Combustibles	54,1	219,2	85,5	-81,8	194,2	508,7	251,5	192,1	70,9	52,0	68,7
Autres produits	-63,1	-250,5	-64,3	253,3	191,7	193,0	50,5	226,3	56,8	-9,9	-128,6
Dont : produits primaires	-60,6	-72,6	-44,8	-0,7	-12,9	-65,8	-61,5	-16,0	-30,3	-32,3	-45,9
<b>Source de financement extérieur</b>											
Pays débiteurs (net)	-306,9	-385,4	-300,8	-126,6	-298,9	-446,6	-261,7	-282,7	-358,4	-403,3	-568,7
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023	-65,4	-53,0	-52,1	-34,2	-42,3	-40,7	-50,1	-59,9	-94,7	-80,4	-72,7
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>	<b>471,4</b>	<b>373,4</b>	<b>391,1</b>	<b>290,0</b>	<b>820,3</b>	<b>426,4</b>	<b>324,6</b>	<b>518,6</b>	<b>53,8</b>	<b>96,0</b>	<b>207,3</b>
Union européenne	493,2	514,3	461,4	376,1	574,9	148,3	493,1	668,7	586,4	566,6	602,4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-4,1	147,1	54,3	-87,7	133,5	395,6	206,2	108,6	10,3	2,6	20,1
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	22,2	24,4	87,0	230,2	451,3	803,1	383,1	469,8	183,0	99,3	29,0
Pays en développement à faible revenu	-33,4	-57,8	-67,6	-60,6	-67,1	-103,4	-83,5	-54,1	-58,1	-60,0	-91,5

**Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (suite)***(En pourcentage du PIB)*

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Projections		
									2025	2026	2030
<b>Pays avancés</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>
États-Unis	-1,9	-2,1	-2,1	-2,8	-3,7	-3,9	-3,3	-3,9	-3,7	-3,2	-2,4
Zone euro	3,4	3,0	2,4	1,8	2,7	-0,1	1,7	2,8	2,3	2,1	2,1
Allemagne	8,1	8,4	7,9	6,3	6,9	3,8	5,6	5,7	5,2	5,0	4,4
France	-0,5	-0,7	0,6	-2,1	0,3	-1,2	-1,0	0,4	0,2	-0,2	-0,1
Italie	2,4	2,5	3,2	3,8	2,1	-1,7	0,1	1,1	0,9	0,9	2,0
Espagne	2,8	1,9	2,1	0,8	0,8	0,4	2,7	3,0	2,4	2,2	1,3
Japon	4,1	3,5	3,4	3,0	3,9	2,1	3,8	4,8	3,4	3,3	3,0
Royaume-Uni	-3,5	-3,9	-2,7	-2,9	-0,4	-2,1	-3,5	-3,4	-3,7	-3,7	-3,0
Canada	-2,8	-2,4	-2,0	-2,0	0,0	-0,3	-0,6	-0,5	-0,1	-0,3	-0,9
Autres pays avancés <sup>1</sup>	4,5	4,2	4,4	5,0	6,7	6,6	5,5	6,5	6,0	5,9	5,6
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>0,7</b>	<b>0,9</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>
<b>Par région</b>											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	0,9	-0,3	0,4	1,5	1,2	1,3	1,0	1,5	1,1	0,9	0,5
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-0,6	1,8	1,4	0,1	1,7	2,7	-0,3	0,0	-1,0	-1,0	-1,1
Amérique latine et Caraïbes	-1,8	-2,7	-2,1	-0,2	-1,8	-2,2	-1,1	-0,9	-1,1	-1,4	-1,2
Moyen-Orient et Asie centrale	-0,6	3,3	0,9	-3,0	3,3	8,3	3,9	2,0	-0,1	-0,4	-0,3
Afrique subsaharienne	-2,0	-2,0	-3,0	-2,6	-0,8	-2,1	-2,6	-1,7	-2,5	-2,2	-2,1
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
Combustibles	1,5	5,9	2,4	-2,7	5,4	11,4	5,9	4,5	1,7	1,2	1,3
Autres produits	-0,2	-0,8	-0,2	0,8	0,5	0,5	0,1	0,5	0,1	0,0	-0,2
Dont : produits primaires	-3,0	-3,6	-2,4	0,0	-0,6	-3,0	-2,7	-0,7	-1,2	-1,2	-1,5
<b>Source de financement extérieur</b>											
Pays débiteurs (net)	-2,2	-2,7	-2,1	-0,9	-2,0	-2,7	-1,4	-1,5	-1,8	-2,0	-2,1
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023	-4,8	-3,7	-3,5	-2,3	-2,5	-2,3	-2,8	-3,3	-5,2	-4,1	-2,7
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>	<b>0,6</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
Union européenne	3,3	3,2	2,9	2,4	3,3	0,9	2,7	3,4	2,9	2,7	2,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-0,1	4,6	1,7	-3,2	4,1	10,0	5,4	2,8	0,3	0,1	0,4
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	0,1	0,1	0,3	0,7	1,2	2,0	0,9	1,1	0,4	0,2	0,0
Pays en développement à faible revenu	-1,9	-3,0	-3,3	-3,0	-3,1	-4,4	-3,6	-2,4	-2,5	-2,4	-2,6

**Tableau A10. État récapitulatif des soldes des transactions courantes (fin)***(En pourcentage des exportations des biens et des services)*

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Projections		
									2025	2026	2030
<b>Pays avancés</b>	<b>3,3</b>	<b>2,6</b>	<b>2,4</b>	<b>0,9</b>	<b>2,5</b>	<b>-1,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>1,1</b>
États-Unis	-15,4	-17,3	-17,3	-27,8	-33,8	-33,3	-29,5	-35,5	-35,1	-30,2	-22,7
Zone euro	12,3	10,8	8,6	7,0	9,7	-0,3	5,8	9,8	...	...	...
Allemagne	19,0	19,7	18,6	16,1	16,2	8,3	12,9	13,7	13,1	12,7	11,7
France	-1,7	-2,1	1,8	-7,3	0,9	-3,2	-2,9	1,2	0,6	-0,6	-0,4
Italie	8,1	8,1	10,2	13,1	6,7	-4,9	0,4	3,4	2,9	2,8	6,5
Espagne	8,0	5,4	6,1	2,6	2,3	0,9	7,0	8,1	6,6	6,1	3,2
Japon	23,2	19,1	19,5	18,9	21,3	9,7	17,2	21,0	15,7	15,8	15,1
Royaume-Uni	-11,3	-12,4	-8,5	-9,9	-1,5	-6,3	-11,0	-11,0	-12,4	-12,6	-10,6
Canada	-8,9	-7,4	-6,0	-6,8	-0,1	-0,9	-1,9	-1,6	-0,4	-0,8	-2,8
Autres pays avancés <sup>1</sup>	8,1	7,4	7,8	9,5	11,7	10,4	9,2	10,7	9,7	9,6	9,1
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>2,1</b>	<b>3,5</b>	<b>5,6</b>	<b>2,5</b>	<b>3,3</b>	<b>1,0</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,4</b>
<b>Par région</b>											
Pays émergents et pays en développement d'Asie	4,0	-1,1	2,1	7,4	5,1	5,5	4,3	6,5	5,0	4,0	2,6
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-1,6	4,5	3,6	0,2	4,1	6,6	-0,8	-0,1	-3,1	-2,8	-3,3
Amérique latine et Caraïbes	-8,3	-11,4	-8,6	-0,9	-6,6	-7,7	-4,4	-3,5	-4,3	-5,4	-4,8
Moyen-Orient et Asie centrale	-2,1	7,7	2,1	-9,0	8,4	18,6	9,0	4,7	-0,4	-1,1	-1,1
Afrique subsaharienne	-9,0	-8,4	-13,3	-12,9	-3,5	-8,1	-10,6	-6,2	-8,9	-7,9	-7,8
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
Combustibles	3,8	13,6	5,7	-7,4	12,9	24,3	12,9	9,8	3,6	2,5	2,7
Autres produits	-0,9	-3,3	-0,8	3,5	2,1	1,9	0,5	2,1	0,5	-0,1	-1,0
Dont : produits primaires	-13,4	-15,0	-9,5	-0,2	-2,3	-10,5	-10,4	-2,5	-4,5	-4,5	-5,2
<b>Source de financement extérieur</b>											
Pays débiteurs (net)	-9,1	-10,4	-8,1	-3,8	-7,1	-9,0	-5,2	-5,4	-6,8	-7,3	-8,3
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023	-18,0	-12,9	-12,6	-9,7	-9,6	-8,1	-10,4	-11,9	-18,3	-14,4	-10,0
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>2,9</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>
Union européenne	7,0	6,6	6,0	5,3	6,6	1,6	5,1	6,8	5,9	5,6	5,1
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-0,7	9,9	3,8	-8,5	9,6	20,7	11,4	6,0	0,3	-0,1	0,7
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	0,2	0,1	0,9	3,0	4,3	6,7	3,3	3,9	1,5	0,8	0,2
Pays en développement à faible revenu	-9,9	-15,1	-16,8	-17,8	-16,4	-21,1	-17,3	-10,5	-10,6	-10,2	-11,6

<sup>1</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A11. Pays avancés : soldes des transactions courantes***(En pourcentage du PIB)*

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Projections		
									2025	2026	2030
<b>Pays avancés</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>
États-Unis	-1,9	-2,1	-2,1	-2,8	-3,7	-3,9	-3,3	-3,9	-3,7	-3,2	-2,4
Zone euro <sup>1</sup>	3,4	3,0	2,4	1,8	2,7	-0,1	1,7	2,8	2,3	2,1	2,1
Allemagne	8,1	8,4	7,9	6,3	6,9	3,8	5,6	5,7	5,2	5,0	4,4
France	-0,5	-0,7	0,6	-2,1	0,3	-1,2	-1,0	0,4	0,2	-0,2	-0,1
Italie	2,4	2,5	3,2	3,8	2,1	-1,7	0,1	1,1	0,9	0,9	2,0
Espagne	2,8	1,9	2,1	0,8	0,8	0,4	2,7	3,0	2,4	2,2	1,3
Pays-Bas	8,1	9,0	6,8	5,6	10,0	6,6	9,9	9,9	10,4	10,5	10,9
Belgique	0,7	-0,9	0,1	0,9	1,8	-1,3	-0,7	-0,9	-1,1	-1,3	-1,1
Irlande	1,1	4,3	-20,7	-7,1	12,2	8,8	8,1	17,2	11,6	11,0	8,7
Autriche	1,3	0,8	2,4	3,4	1,7	-0,9	1,3	2,4	2,6	2,8	2,4
Portugal	1,5	0,8	0,8	-0,7	-0,7	-2,0	0,6	2,2	1,7	1,5	1,3
Grèce	-2,6	-3,6	-2,2	-7,2	-7,0	-10,7	-6,7	-6,9	-6,5	-5,9	-3,4
Finlande	-0,7	-1,6	-0,1	0,4	0,3	-2,4	-0,5	0,3	-0,5	-0,6	-0,7
République slovaque	-1,7	-1,6	-3,5	-0,5	-4,8	-9,6	-1,7	-2,8	-1,9	-1,5	-1,6
Croatie	3,4	1,1	2,5	-1,3	0,5	-3,5	0,4	-1,2	-0,7	-0,6	0,2
Lituanie	1,0	0,4	3,8	7,2	1,4	-6,1	1,1	2,5	2,0	1,7	1,6
Slovénie	6,8	6,5	6,4	7,7	3,8	-1,1	4,5	4,4	3,6	3,3	2,5
Luxembourg	6,4	8,3	8,5	4,9	6,4	9,5	11,2	13,8	8,8	7,8	7,8
Lettonie	1,5	-0,4	-0,2	3,0	-4,1	-5,5	-3,9	-2,1	-2,5	-2,4	-2,3
Estonie	1,7	0,6	2,0	-2,5	-3,6	-3,9	-1,7	-1,1	-2,6	-2,4	-1,2
Chypre	-5,0	-3,9	-5,5	-9,7	-5,4	-5,4	-9,5	-6,8	-7,3	-7,8	-9,4
Malte	18,9	13,3	17,9	16,0	9,4	-0,8	6,4	6,1	6,2	6,1	4,8
Japon	4,1	3,5	3,4	3,0	3,9	2,1	3,8	4,8	3,4	3,3	3,0
Royaume-Uni	-3,5	-3,9	-2,7	-2,9	-0,4	-2,1	-3,5	-3,4	-3,7	-3,7	-3,0
Corée	4,4	4,2	3,4	4,4	4,4	1,4	1,8	5,3	3,5	3,6	4,0
Canada	-2,8	-2,4	-2,0	-2,0	0,0	-0,3	-0,6	-0,5	-0,1	-0,3	-0,9
Australie	-2,8	-2,6	0,0	1,7	2,4	0,4	-0,3	-1,9	-3,1	-3,4	-3,5
Taiwan, province chinoise de	14,0	11,6	10,7	14,4	15,2	13,3	14,0	15,7	18,5	19,6	21,2
Singapour	18,6	15,7	15,4	17,5	19,8	18,4	17,7	17,5	17,2	17,0	15,7
Suisse	5,3	5,6	3,5	0,5	7,0	8,7	5,2	5,1	5,0	5,2	5,0
Suède	2,1	2,2	5,3	5,8	6,7	4,7	7,0	7,4	6,8	6,0	4,5
République tchèque	1,5	0,4	0,3	1,8	-2,1	-4,7	-0,1	1,8	-0,1	-0,6	-0,4
Norvège	6,3	9,0	3,8	1,1	14,9	29,6	17,4	17,1	15,9	15,1	11,8
Hong Kong (RAS)	4,6	3,7	5,9	7,0	11,8	10,2	8,5	13,0	11,4	11,0	9,5
Israël <sup>2</sup>	3,6	3,0	3,2	4,0	3,3	3,3	3,7	3,1	2,8	2,9	2,8
Danemark	7,3	6,3	7,4	7,2	8,7	11,7	9,8	13,0	12,6	12,4	11,4
Nouvelle-Zélande	-2,9	-4,2	-2,9	-1,1	-6,0	-9,2	-6,9	-6,0	-4,9	-4,7	-3,5
Porto Rico	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Macao (RAS)	30,8	32,9	33,5	14,8	8,7	13,9	31,4	31,7	30,0	28,9	28,9
Islande	4,2	4,3	6,5	1,1	-2,8	-2,4	0,8	-2,5	-1,9	-1,2	1,1
Andorre	...	...	18,0	15,5	15,0	11,6	14,2	15,1	16,9	16,9	17,0
Saint-Marin	-0,4	-1,9	2,0	2,8	5,4	15,5	13,6	6,3	4,0	3,3	2,4
<i>Pour mémoire</i>											
Principaux pays avancés	0,1	-0,1	0,0	-0,8	-0,8	-2,0	-1,4	-1,6	-1,7	-1,4	-1,0
Zone euro <sup>3</sup>	3,6	3,6	3,1	2,4	3,6	1,0	2,7	3,6	3,1	2,9	2,8

<sup>1</sup>Les données sont corrigées des différences de déclaration entre pays de la zone euro.<sup>2</sup>Voir la note relative à Israël dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.<sup>3</sup>Les données correspondent à la somme des soldes des pays de la zone euro.

**Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes***(En pourcentage du PIB)*

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Projections		
									2025	2026	2030
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,0</b>	<b>1,5</b>	<b>1,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,5</b>
Bangladesh	-0,5	-3,0	-1,3	-1,5	-1,1	-4,0	-2,6	-1,4	-0,9	-0,9	-2,2
Bhoutan	-22,0	-17,4	-19,2	-14,8	-11,2	-28,1	-34,2	-16,8	-28,8	-17,3	-14,6
Brunéi Darussalam	16,4	6,9	6,6	4,3	11,2	19,6	12,9	16,6	15,4	14,8	14,3
Cambodge	-6,0	-8,7	-8,0	-2,5	-29,6	-19,0	1,3	-1,7	2,3	1,1	-0,2
Chine	1,5	0,2	0,7	1,6	1,9	2,4	1,4	2,3	1,9	1,7	1,5
Fidji	-6,6	-8,4	-12,8	-13,7	-15,8	-17,2	-7,7	-6,7	-7,0	-7,7	-6,9
Îles Marshall	-0,9	-2,0	-31,2	14,9	22,7	10,0	16,8	16,9	14,9	11,2	7,8
Îles Salomon	-4,3	-3,0	-9,5	-1,6	-5,1	-13,7	-10,4	-3,7	-7,8	-7,7	-7,7
Inde	-1,8	-2,1	-0,9	0,9	-1,2	-2,0	-0,7	-0,8	-0,9	-1,4	-2,2
Indonésie	-1,6	-2,9	-2,7	-0,4	0,3	1,0	-0,1	-0,6	-1,5	-1,6	-1,4
Kiribati	31,6	32,6	40,0	32,2	7,1	-12,0	-1,8	-2,0	-0,6	-0,9	-1,7
Lao, République démocratique populaire	-7,4	-9,1	-7,0	-1,6	2,3	-3,0	2,7	3,3	-0,1	0,0	-0,7
Malaisie	2,8	2,2	3,5	4,2	3,9	3,2	1,5	1,7	1,6	1,8	2,1
Maldives	-20,7	-27,8	-26,1	-35,1	-8,7	-16,3	-21,3	-17,9	-14,4	-10,6	-7,0
Micronésie	10,4	21,4	16,1	-5,8	2,3	8,9	3,7	-0,4	-1,3	-4,0	-5,1
Mongolie	-10,1	-16,7	-15,2	-5,1	-13,8	-13,4	0,6	-9,3	-11,1	-10,2	-11,2
Myanmar	-6,1	-1,3	-2,2	-0,5	-2,4	-3,4	-2,2	-1,2	-2,4	-4,1	-4,6
Nauru	12,4	7,6	4,6	2,5	3,8	1,9	1,3	5,2	2,3	2,2	2,0
Népal	-0,3	-7,1	-6,9	-1,0	-7,7	-12,6	-0,9	3,8	0,7	-2,8	-3,5
Palaos	-22,9	-18,6	-30,4	-43,8	-43,8	-49,1	-49,1	-34,6	-30,5	-26,0	-22,0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	15,9	13,6	14,4	14,4	12,6	14,4	9,0	14,5	10,7	11,5	9,5
Philippines	-0,7	-2,6	-0,8	3,2	-1,5	-4,5	-2,8	-3,8	-3,4	-3,2	-1,8
Samoa	-1,8	0,8	2,8	0,9	-14,8	-11,3	-3,3	4,8	-0,5	-1,4	-2,1
Sri Lanka <sup>1</sup>	-2,4	-3,0	-2,1	-1,4	-3,7	-1,0	2,9	1,8	...	...	...
Thaïlande	9,6	5,6	7,0	4,2	-2,1	-3,5	1,4	2,1	1,2	1,2	1,8
Timor-Leste <sup>1</sup>	-17,9	-12,3	21,9	23,8	46,8	12,7	-8,5	-26,3	-21,2	-23,6	-33,8
Tonga	-7,1	-7,0	-3,8	-5,7	-6,3	-5,4	-5,9	-3,9	-6,9	-7,2	-7,0
Tuvalu	2,1	60,7	-22,2	16,2	28,2	-0,2	32,3	3,3	5,6	0,9	-5,2
Vanuatu	-10,7	3,3	9,4	-1,2	-4,4	-13,1	-0,3	-7,6	-10,5	-6,2	-2,1
Viet Nam	-0,6	1,9	3,8	4,3	-2,2	0,3	5,9	6,1	3,2	1,9	0,5
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>	<b>-0,6</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>0,1</b>	<b>1,7</b>	<b>2,7</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,1</b>
Albanie	-7,4	-6,7	-7,5	-8,6	-7,6	-5,8	-1,2	-2,4	-3,1	-3,1	-2,9
Bélarus	-1,7	0,0	-1,9	-0,3	3,2	3,4	-1,8	-2,8	-2,8	-2,9	-2,5
Bosnie-Herzégovine	-4,8	-3,2	-2,6	-2,8	-1,8	-4,4	-2,3	-3,6	-3,8	-3,8	-3,8
Bulgarie	3,2	0,7	1,7	0,4	-1,1	-2,6	0,9	0,2	-1,5	-1,0	-0,8
Hongrie	1,8	0,2	-0,6	-0,9	-4,1	-8,5	0,3	2,2	1,0	1,1	1,5
Kosovo	-5,5	-7,6	-5,7	-7,0	-9,4	-10,3	-7,6	-9,0	-8,7	-8,0	-5,8
Macédoine du Nord	-0,8	0,2	-3,0	-2,9	-2,8	-6,1	0,4	-2,3	-2,2	-2,1	-2,3
Moldova, République de	-5,8	-10,8	-9,4	-7,7	-12,4	-15,9	-11,3	-16,1	-14,5	-13,8	-11,3
Monténégro	-16,1	-17,0	-14,3	-26,1	-9,2	-12,9	-11,4	-17,4	-15,2	-14,0	-12,6
Pologne	-1,2	-2,0	-0,3	2,4	-1,3	-2,3	1,8	0,1	-0,3	-0,7	-1,6
Roumanie	-3,2	-4,6	-4,9	-5,1	-7,2	-9,5	-6,6	-8,3	-7,6	-7,4	-6,1
Russie	2,0	7,0	3,9	2,4	6,8	10,4	2,4	2,9	1,9	1,8	1,3
Serbie	-5,0	-4,6	-6,6	-3,9	-4,1	-6,5	-2,3	-6,3	-5,8	-5,7	-5,5
Türkiye	-4,1	-1,8	2,0	-4,3	-0,8	-5,1	-3,5	-0,8	-1,2	-1,2	-1,6
Ukraine	-2,2	-3,3	-2,7	3,3	-1,9	4,9	-5,4	-7,0	-15,9	-10,6	-4,1
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,7</b>	<b>-2,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,2</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,4</b>	<b>-1,2</b>
Antigua-et-Barbuda	-7,7	-14,0	-6,5	-15,6	-17,8	-15,6	-13,5	-7,0	-10,5	-10,2	-9,1
Argentine	-4,8	-5,2	-0,8	0,7	1,4	-0,6	-3,2	1,0	-0,4	-0,3	1,2
Aruba	1,0	-0,5	0,2	-17,1	-2,2	6,5	5,2	11,1	9,7	9,4	7,4
Bahamas	-13,5	-9,5	-2,2	-22,9	-21,4	-9,4	-7,5	-7,4	-7,8	-7,4	-6,5
Barbade	-3,4	-3,6	-1,6	-4,9	-10,3	-9,9	-8,6	-4,5	-6,2	-6,0	-5,0
Belize	-7,0	-6,6	-7,7	-6,3	-6,5	-8,3	-0,6	-1,5	-1,6	-1,5	-1,4
Bolivie <sup>1</sup>	-5,0	-4,3	-3,3	0,0	3,9	2,1	-2,5	-4,3	-2,5	-3,0	...
Brésil	-1,2	-2,8	-3,5	-1,7	-2,4	-2,2	-1,3	-2,8	-2,3	-2,2	-1,8
Chili	-2,8	-4,5	-5,2	-1,9	-7,3	-8,8	-3,1	-1,5	-2,1	-2,4	-3,0
Colombie	-3,2	-4,2	-4,6	-3,4	-5,6	-6,0	-2,3	-1,8	-2,3	-2,4	-3,6

**Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes (suite)***(En pourcentage du PIB)*

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Projections		
									2025	2026	2030
<b>Amérique latine et Caraïbes (fin)</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,7</b>	<b>-2,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,8</b>	<b>-2,2</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,1</b>	<b>-1,4</b>	<b>-1,2</b>
Costa Rica	-3,6	-3,0	-1,2	-1,0	-3,2	-3,3	-1,4	-1,4	-1,8	-1,9	-1,6
Dominique	-11,0	-46,7	-38,1	-37,0	-33,5	-27,0	-34,2	-32,3	-30,6	-23,3	-13,2
El Salvador	-1,9	-3,3	-0,4	1,1	-4,3	-6,8	-1,4	-1,4	-0,9	-0,8	-0,7
Équateur	-0,4	-1,5	-0,5	2,1	2,7	1,8	1,8	5,8	3,4	2,6	2,5
Grenade	-11,5	-12,8	-10,3	-16,1	-14,4	-12,1	-18,4	-18,7	-15,8	-11,9	-9,1
Guatemala	1,2	0,9	2,4	5,0	2,2	1,3	3,1	2,7	2,3	1,5	-0,4
Guyana	-4,9	-29,0	-68,8	-17,3	-24,8	25,9	9,9	24,6	8,9	14,9	23,6
Haïti	-2,2	-2,9	-1,1	0,5	0,4	-2,5	-3,5	-0,6	0,4	-0,2	-0,8
Honduras	-1,3	-6,6	-2,6	2,9	-5,5	-6,7	-3,9	-4,6	-4,3	-4,1	-4,0
Jamaïque	-2,7	-1,5	-1,9	-1,1	1,0	-0,8	2,9	1,0	0,9	-0,3	-2,1
Mexique	-1,8	-2,1	-0,3	2,4	-0,3	-1,2	-0,3	-0,3	-0,5	-1,1	-1,1
Nicaragua	-7,2	-1,8	5,9	3,8	-2,8	-2,9	8,2	4,1	5,7	3,9	-1,1
Panama	-5,8	-7,9	-5,1	0,7	-1,2	-0,6	-4,5	-0,9	-1,0	-1,8	-2,5
Paraguay	3,4	-0,2	-0,6	1,9	-1,1	-7,2	-0,6	-3,9	-2,4	-2,7	-1,2
Pérou	-0,8	-1,1	-0,6	0,9	-2,1	-4,1	0,7	2,2	1,7	1,3	-1,5
République dominicaine	-0,2	-1,6	-1,3	-1,7	-2,8	-5,8	-3,7	-3,3	-3,3	-3,4	-2,5
Saint-Kitts-et-Nevis	-10,2	-5,8	-4,8	-10,8	-3,4	-11,4	-11,6	-15,1	-13,1	-12,8	-11,3
Saint-Vincent-et-les Grenadines	-11,9	-10,3	-2,4	-15,9	-23,2	-20,6	-16,8	-18,9	-15,4	-12,9	-8,9
Sainte-Lucie	-1,9	1,5	3,3	-18,9	-11,3	-3,6	-1,6	-1,4	-1,0	-0,9	-0,5
Suriname	1,9	-3,0	-11,2	8,9	5,7	2,1	4,3	-2,8	-33,9	-60,4	31,3
Trinité-et-Tobago	5,9	6,8	4,3	-6,5	10,9	18,4	13,3	7,0	8,0	5,9	8,2
Uruguay	0,0	-0,5	1,3	-0,6	-2,4	-3,8	-3,4	-1,0	-1,5	-1,7	-2,0
Venezuela <sup>1</sup>	7,5	8,4	5,9	-3,2	-0,9	4,0	3,4	2,4	-0,1	-0,5	...
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>	<b>-0,6</b>	<b>3,3</b>	<b>0,9</b>	<b>-3,0</b>	<b>3,3</b>	<b>8,3</b>	<b>3,9</b>	<b>2,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,3</b>
Afghanistan <sup>1</sup>	7,6	12,1	11,7	14,0	-0,1	-18,5	-20,3	...	...	...	...
Algérie	-11,8	-8,7	-8,7	-11,3	-2,4	8,4	2,4	-1,4	-3,9	-4,6	-2,6
Arabie saoudite	1,7	8,6	4,6	-3,5	4,6	13,6	3,3	-0,5	-4,0	-4,3	-3,4
Arménie	-1,3	-7,2	-7,1	-4,0	-3,5	0,3	-2,3	-3,9	-4,5	-4,8	-4,8
Azerbaïdjan	4,1	12,8	9,1	-0,5	15,1	29,8	11,5	7,8	7,8	4,1	-4,2
Bahreïn	-3,9	-6,2	-2,0	-9,1	6,4	14,7	5,8	4,9	3,3	1,7	-1,2
Cisjordanie et Gaza <sup>1</sup>	-13,2	-13,2	-10,4	-12,3	-9,8	-10,6	-13,0	...	...	...	...
Djibouti	-4,8	14,7	18,3	11,7	-6,6	18,4	18,1	22,1	11,6	10,9	9,5
Égypte	-5,8	-2,3	-3,4	-2,9	-4,4	-3,5	-1,2	-5,4	-5,8	-3,7	-3,3
Émirats arabes unis	7,0	9,7	8,9	6,0	11,5	13,2	10,7	9,1	6,6	6,4	6,1
Géorgie	-7,9	-6,7	-6,0	-12,4	-10,3	-4,4	-5,6	-4,4	-4,4	-4,7	-5,0
Iran	3,1	7,9	-0,7	-1,9	3,9	3,8	2,8	2,7	0,9	1,3	2,7
Iraq	1,4	10,5	6,2	-5,6	6,1	15,8	7,5	2,0	1,5	1,5	-0,4
Jordanie	-10,6	-6,8	-1,7	-5,7	-8,0	-8,1	-3,6	-5,8	-5,5	-5,8	-4,9
Kazakhstan	-2,1	-1,0	-3,9	-6,5	-1,4	2,9	-3,6	-1,3	-3,6	-3,7	-3,0
Koweït	8,0	14,3	12,7	4,4	25,2	34,3	31,4	29,5	22,7	19,3	14,2
Liban <sup>1</sup>	-22,9	-24,3	-21,8	-11,1	-23,0	-29,4	-23,9	-18,2	...	...	...
Libye	6,6	14,7	6,7	-10,2	16,1	23,2	18,3	6,9	10,4	8,7	8,0
Maroc	-3,2	-4,9	-3,4	-1,2	-2,3	-3,6	-0,6	-1,4	-2,0	-2,2	-3,2
Mauritanie	-10,0	-13,1	-10,5	-6,8	-8,6	-14,9	-8,8	-5,8	-5,1	-4,8	-7,3
Oman	-13,6	-4,9	-4,9	-16,5	-5,5	4,0	2,5	2,2	-1,5	-2,5	1,3
Ouzbékistan	2,1	-6,1	-5,0	-4,6	-6,3	-3,2	-7,6	-5,0	-5,0	-4,8	-4,7
Pakistan	-3,6	-5,4	-4,2	-1,5	-0,8	-4,7	-1,0	-0,5	-0,1	-0,4	-1,1
Qatar	4,0	9,1	2,4	-2,1	14,6	26,8	17,1	17,2	10,8	10,3	11,8
République kirghize	-6,2	-12,1	-11,5	4,5	-8,0	-41,9	-44,9	-31,1	-8,5	-7,5	-6,4
Somalie	-3,6	-3,2	-9,7	-4,7	-7,1	-8,6	-9,8	-9,2	-7,6	-8,3	-9,1
Soudan <sup>1</sup>	-9,4	-13,9	-15,2	-16,6	-7,5	-11,3	-3,8	-3,5	-3,6	-8,6	-11,0
Syrie <sup>1</sup>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan	2,1	-4,9	-2,2	4,3	8,2	15,6	4,9	4,7	0,9	-2,1	-2,2
Tunisie	-9,7	-10,8	-8,1	-6,0	-6,0	-9,0	-2,7	-1,7	-2,7	-3,1	-4,2
Turkménistan	-13,6	6,1	2,9	2,9	6,6	7,0	4,8	3,1	2,0	0,6	-2,6
Yémen	-1,5	-3,2	-4,2	-15,7	-13,9	-15,1	-12,2	-17,6	-12,1	-10,7	3,4

**Tableau A12. Pays émergents et pays en développement : soldes des transactions courantes (fin)***(En pourcentage du PIB)*

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Projections		
									2025	2026	2030
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>-2,0</b>	<b>-2,0</b>	<b>-3,0</b>	<b>-2,6</b>	<b>-0,8</b>	<b>-2,1</b>	<b>-2,6</b>	<b>-1,7</b>	<b>-2,5</b>	<b>-2,2</b>	<b>-2,1</b>
Angola	-0,5	6,5	5,4	1,3	10,0	8,3	3,8	5,4	2,1	1,4	2,0
Afrique du Sud	-2,4	-2,9	-2,6	2,0	3,7	-0,5	-1,6	-0,6	-1,2	-1,4	-2,2
Bénin	-4,2	-4,6	-4,0	-1,7	-4,2	-6,0	-8,2	-6,4	-6,1	-5,3	-4,1
Botswana	5,6	0,4	-6,9	-10,2	-1,7	-1,1	-0,6	-4,7	-7,9	-4,6	0,7
Burkina Faso	-5,0	-4,2	-3,3	4,2	0,4	-7,2	-8,6	-6,4	-2,1	-2,0	-5,6
Burundi	-11,8	-12,8	-11,6	-11,2	-11,9	-15,9	-14,9	-13,6	-9,7	-9,0	-10,2
Cabo Verde	-7,0	-4,8	0,2	-15,3	-12,1	-3,5	-2,1	-0,3	-2,2	-2,4	-2,7
Cameroun	-2,6	-3,5	-4,3	-3,7	-4,0	-3,4	-4,1	-3,3	-2,8	-3,9	-3,3
Comores	-2,2	-3,0	-3,5	-1,8	-0,3	-0,5	-2,0	-6,6	-4,2	-4,2	-3,2
Congo, République démocratique du	-3,1	-3,5	-3,2	-2,1	-1,1	-5,1	-6,5	-4,1	-2,9	-2,5	-5,3
Congo, République du	-6,4	18,5	11,7	12,6	12,8	17,7	6,5	1,3	-1,4	-2,4	-2,5
Côte d'Ivoire	-2,0	-3,9	-2,2	-3,1	-3,9	-7,6	-8,2	-4,2	-3,6	-2,1	-3,0
Érythrée <sup>1</sup>	24,8	15,5	13,0	...	...	...	...	...	...	...	...
Eswatini	6,2	1,3	3,9	7,1	2,6	-2,7	2,2	1,6	-2,4	-2,9	-0,5
Éthiopie	-8,5	-6,5	-5,3	-4,6	-3,2	-4,3	-2,9	-4,2	-4,8	-3,2	-2,1
Gabon	-0,7	7,1	4,6	-0,5	3,5	10,9	5,4	4,5	2,2	0,6	-2,1
Gambie	-7,4	-9,5	-6,1	-5,8	-4,2	-4,2	-5,4	-5,6	-4,9	-3,2	-0,6
Ghana	-3,3	-3,0	-2,2	-2,5	-2,7	-2,3	-1,6	1,6	1,6	1,3	0,2
Guinée	-6,7	-18,5	-15,5	-16,2	4,1	-4,9	-8,2	-19,1	-16,0	-5,0	1,0
Guinée équatoriale	-7,8	-2,7	-7,5	-0,8	4,2	2,1	-1,3	-2,4	-1,7	-2,4	-3,4
Guinée-Bissau	0,3	-3,5	-8,5	-2,6	-0,8	-8,6	-8,6	-8,7	-5,5	-4,6	-4,0
Kenya	-7,0	-5,4	-5,2	-4,7	-5,2	-5,0	-4,0	-3,7	-3,9	-4,2	-3,8
Lesotho	-7,0	-7,0	-6,3	-5,7	-9,1	-14,0	-0,3	0,5	-5,6	-5,2	-3,3
Libéria	-22,3	-21,3	-19,6	-16,4	-17,8	-19,0	-26,3	-21,1	-18,2	-16,9	-12,0
Madagascar	-0,4	0,7	-2,3	-5,4	-4,9	-5,4	-4,1	-5,4	-6,5	-6,6	-5,8
Malawi	-15,5	-12,0	-12,6	-13,8	-15,2	-17,6	-17,3	-21,8	-14,7	-13,1	-11,3
Mali	-7,3	-4,9	-7,5	-2,2	-7,6	-7,7	-7,6	-6,1	-5,1	-1,6	-3,6
Maurice	-4,5	-3,8	-5,0	-8,9	-13,1	-11,1	-5,1	-6,5	-4,8	-6,0	-2,3
Mozambique	-19,5	-29,5	-16,1	-26,5	-21,3	-36,4	-10,9	-11,6	-41,3	-37,1	-14,7
Namibie	-4,4	-3,6	-1,8	3,0	-11,2	-12,8	-15,3	-15,4	-15,6	-13,8	-11,4
Niger	-11,4	-12,7	-12,2	-13,2	-14,1	-16,2	-13,9	-5,5	-3,8	-4,7	-4,2
Nigéria	3,6	1,7	-2,9	-3,7	-0,7	0,2	1,7	9,1	6,9	5,2	0,9
Ouganda	-4,8	-6,1	-6,9	-9,5	-8,4	-8,6	-7,3	-7,3	-6,4	-4,2	-0,1
République centrafricaine	-7,8	-8,0	-4,9	-8,2	-11,1	-12,9	-9,3	-9,0	-6,9	-4,4	-3,2
Rwanda	-9,5	-10,1	-11,9	-12,1	-10,9	-9,4	-11,5	-12,7	-13,8	-15,9	-7,6
Sao Tomé-et-Principe	-15,3	-13,0	-12,8	-11,2	-13,1	-14,4	-12,5	-10,2	-5,1	-5,1	-4,7
Sénégal	-7,3	-8,8	-7,9	-10,9	-12,1	-20,0	-19,0	-12,1	-8,2	-6,2	-5,1
Seychelles	3,9	-2,4	-2,8	-12,5	-10,3	-7,1	-7,2	-7,5	-8,9	-8,9	-9,1
Sierra Leone	-11,7	-10,9	-12,2	-4,8	-5,5	-6,4	-9,5	-5,5	-4,8	-4,4	-3,7
Soudan du Sud	-36,9	3,9	2,2	7,9	13,8	24,1	30,3	1,2	-11,4	-1,4	2,9
Tanzanie	-2,8	-3,5	-3,0	-2,5	-3,9	-5,7	-4,7	-3,1	-3,0	-2,9	-2,5
Tchad	-6,0	-4,2	-3,6	-3,0	-2,0	4,9	-0,7	-1,3	-3,4	-2,8	-2,0
Togo	-1,5	-2,6	-0,8	-0,3	-2,2	-3,5	-2,9	-2,9	-3,1	-3,0	-1,9
Zambie	-1,7	-1,3	0,5	11,8	11,9	3,7	-3,0	-1,7	0,5	2,6	3,1
Zimbabwe	-1,2	-3,7	3,5	2,5	1,0	0,9	0,4	1,4	3,0	3,1	2,2

<sup>1</sup>Voir les notes relatives à l'Afghanistan, à la Bolivie, à la Cisjordanie et Gaza, à l'Érythrée, au Liban, au Soudan, à Sri Lanka, à la Syrie, au Timor-Leste et au Venezuela dans la section « Notes sur les pays » de l'appendice statistique.

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier**  
(Milliards de dollars)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Projections	
									2025	2026
<b>Pays avancés</b>										
Solde du compte financier	400,3	477,7	128,5	-39,8	444,3	-96,8	44,3	-26,5	-65,1	66,4
Investissements directs nets	237,1	-114,5	4,0	51,9	672,6	477,7	419,5	340,2	272,6	276,9
Investissements de portefeuille nets	23,0	503,1	61,9	123,5	281,4	-750,2	-416,0	-724,1	-323,2	-344,5
Dérivés financiers nets	37,9	50,8	3,6	71,1	43,6	6,7	-4,8	39,6	41,3	41,3
Autres investissements nets	-145,3	-91,3	-8,9	-644,6	-1,189,4	380,5	93,9	265,9	-220,0	-113,2
Variation des réserves	247,5	129,5	67,9	358,3	636,2	-211,5	-48,2	51,3	163,5	205,1
<b>États-Unis</b>										
Solde du compte financier	-373,2	-302,9	-558,4	-672,0	-823,6	-869,1	-924,1	-1,268,8	-1,139,3	-1,008,1
Investissements directs nets	28,6	-345,4	-201,1	145,3	-133,8	-20,5	105,3	-8,9	-81,0	-77,1
Investissements de portefeuille nets	-250,1	78,8	-244,9	-540,2	97,4	-437,7	-1,149,5	-1,069,2	-572,8	-491,0
Dérivés financiers nets	24,0	-20,4	-41,7	-5,1	-39,0	-80,7	-15,6	-70,9	-35,4	-36,8
Autres investissements nets	-174,1	-20,8	-75,4	-280,9	-862,2	-336,1	135,7	-121,9	-450,1	-403,3
Variation des réserves	-1,7	5,0	4,7	9,0	114,0	5,8	0,0	2,1	0,0	0,0
<b>Zone euro</b>										
Solde du compte financier	377,0	358,1	237,8	226,0	433,6	61,0	348,4	532,1	...	...
Investissements directs nets	18,6	130,1	67,7	-191,2	496,7	260,7	35,9	265,8	...	...
Investissements de portefeuille nets	407,0	268,3	-104,9	525,7	307,4	-267,0	-105,3	-123,7	...	...
Dérivés financiers nets	7,6	60,8	-9,8	21,7	76,4	113,7	15,8	51,2	...	...
Autres investissements nets	-54,7	-131,0	278,2	-145,4	-601,1	-65,3	415,5	333,8	...	...
Variation des réserves	-1,5	29,9	6,6	15,2	154,3	18,8	-13,4	5,0	...	...
<b>Allemagne</b>										
Solde du compte financier	310,3	308,5	224,9	192,8	242,7	158,8	211,4	259,0	249,0	244,2
Investissements directs nets	41,7	46,7	95,5	-31,4	86,7	64,2	26,1	32,8	44,6	36,4
Investissements de portefeuille nets	220,7	177,4	82,9	19,7	237,7	14,6	2,3	34,0	20,2	19,2
Dérivés financiers nets	12,6	26,8	23,0	106,3	58,3	47,0	38,7	45,5	44,5	43,3
Autres investissements nets	36,8	57,1	24,1	98,2	-177,7	28,4	143,3	148,3	139,6	145,4
Variation des réserves	-1,4	0,5	-0,6	-0,1	37,7	4,7	1,0	-1,6	0,0	0,0
<b>France</b>										
Solde du compte financier	-30,5	-13,3	0,3	-70,0	1,8	-38,2	-38,7	-23,7	12,4	0,3
Investissements directs nets	2,8	61,0	31,0	10,5	21,0	-23,2	30,3	-8,8	14,4	27,0
Investissements de portefeuille nets	11,8	7,8	-75,1	-33,2	11,0	-89,8	-150,2	-20,6	30,1	26,1
Dérivés financiers nets	-1,4	-30,5	4,1	-27,2	21,0	-41,4	-18,0	-28,0	-17,8	-12,9
Autres investissements nets	-40,3	-63,8	37,1	-24,7	-78,2	114,2	121,0	32,2	-17,8	-44,5
Variation des réserves	-3,4	12,3	3,2	4,6	27,0	2,0	-21,7	1,5	3,5	4,6
<b>Italie</b>										
Solde du compte financier	63,5	44,6	61,6	85,6	53,5	-8,3	34,0	55,2	23,4	23,5
Investissements directs nets	2,9	-3,6	4,0	23,9	31,2	-14,3	-11,5	12,3	3,7	4,1
Investissements de portefeuille nets	103,1	157,1	-55,7	133,5	148,8	178,5	-26,9	-79,8	-15,3	-21,1
Dérivés financiers nets	-8,4	-3,3	3,0	-2,9	-0,2	12,2	-5,0	3,8	2,1	1,3
Autres investissements nets	-37,1	-108,7	106,7	-73,4	-150,7	-186,8	74,4	116,5	32,9	39,2
Variation des réserves	3,0	3,1	3,6	4,6	24,5	2,1	3,0	2,3	0,0	0,0
<b>Espagne</b>										
Solde du compte financier	40,2	36,7	30,0	12,1	30,6	23,0	64,7	75,6	59,2	61,9
Investissements directs nets	14,9	-21,2	10,4	18,8	-13,7	4,2	-3,2	20,0	20,4	21,1
Investissements de portefeuille nets	36,9	28,3	-56,7	87,8	44,5	36,9	-18,0	3,1	36,0	36,8
Dérivés financiers nets	8,7	-1,1	-6,2	-8,1	1,0	2,4	-4,5	-4,5	0,0	0,0
Autres investissements nets	-24,5	28,1	81,7	-86,0	-13,4	-25,1	83,8	55,4	2,9	4,0
Variation des réserves	4,1	2,6	0,8	-0,4	12,2	4,7	6,5	1,4	0,0	0,0

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)**

(Milliards de dollars)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Projections	
									2025	2026
<b>Japon</b>										
Solde du compte financier	168,3	183,9	228,3	132,2	153,3	53,1	176,0	181,8	139,8	142,5
Investissements directs nets	155,0	134,6	218,9	87,5	174,7	126,7	171,4	191,7	174,3	178,8
Investissements de portefeuille nets	-50,6	92,2	87,4	38,5	-198,3	-142,6	197,7	95,0	-21,0	-18,8
Dérivés financiers nets	30,4	0,9	3,2	7,8	19,9	38,0	44,6	29,1	29,1	29,1
Autres investissements nets	10,0	-67,9	-106,7	-12,4	94,1	78,4	-267,5	-69,6	-54,1	-58,1
Variation des réserves	23,6	24,0	25,5	10,9	62,8	-47,4	29,8	-64,4	11,5	11,5
<b>Royaume-Uni</b>										
Solde du compte financier	-102,4	-124,0	-98,5	-93,8	-14,2	-78,6	-114,5	-127,2	-146,6	-154,4
Investissements directs nets	46,1	-4,9	-42,2	-140,4	156,8	80,7	15,0	7,3	7,7	8,1
Investissements de portefeuille nets	-92,8	-354,9	34,9	36,5	-261,9	-44,9	217,2	-197,7	-208,3	-219,2
Dérivés financiers nets	19,3	10,3	2,5	33,1	-37,5	-59,8	1,3	6,3	6,7	7,0
Autres investissements nets	-83,7	200,7	-92,5	-19,7	104,0	-53,2	-343,3	56,9	47,4	49,7
Variation des réserves	8,8	24,8	-1,1	-3,3	24,4	-1,3	-4,6	0,0	0,0	0,0
<b>Canada</b>										
Solde du compte financier	-44,2	-35,8	-37,9	-34,3	4,4	-7,6	-11,7	-14,6	-3,5	-6,7
Investissements directs nets	53,4	20,4	26,9	18,1	44,5	38,2	46,8	21,9	2,1	9,6
Investissements de portefeuille nets	-74,9	3,4	-1,6	-67,7	-43,2	-115,3	15,4	-59,3	3,3	-59,9
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-23,5	-58,2	-63,3	14,0	-17,1	59,0	-81,0	17,3	-8,9	43,5
Variation des réserves	0,8	-1,5	0,1	1,3	20,2	10,6	7,0	5,4	0,0	0,0
<b>Autres pays avancés<sup>1</sup></b>										
Solde du compte financier	309,4	358,7	318,1	381,4	619,5	497,8	498,4	610,8	548,3	565,4
Investissements directs nets	-160,4	40,0	-33,8	73,1	-48,8	-13,4	10,2	-39,2	-33,1	-45,0
Investissements de portefeuille nets	153,3	369,2	309,9	265,4	503,0	314,1	418,3	546,2	434,0	415,6
Dérivés financiers nets	-1,8	23,3	14,1	-16,5	-11,0	29,7	-30,2	29,6	8,2	5,1
Autres investissements nets	104,9	-123,2	-2,5	-263,1	-80,8	365,0	164,3	-28,1	-4,8	4,2
Variation des réserves	213,1	49,5	30,3	322,6	257,2	-197,6	-64,2	101,6	143,3	184,7
<b>Pays émergents et pays en développement</b>										
Solde du compte financier	-277,0	-262,9	-139,2	47,9	224,3	564,3	187,6	340,6	137,8	62,3
Investissements directs nets	-296,9	-366,3	-344,7	-314,0	-484,5	-245,0	-120,3	-129,9	-212,4	-320,0
Investissements de portefeuille nets	-212,3	-105,7	-75,3	-11,9	119,5	506,5	145,5	235,8	102,9	28,0
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	21,8	21,5
Autres investissements nets	48,4	97,2	103,6	253,3	75,1	177,6	-39,1	120,0	-35,4	-33,0
Variation des réserves	186,4	113,9	171,8	92,7	518,2	111,7	185,4	92,0	260,0	365,9

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (suite)**

(Milliards de dollars)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Projections	
									2025	2026
<b>Par région</b>										
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>										
Solde du compte financier	-58,5	-261,0	-51,4	157,2	141,5	207,2	216,3	406,0	316,4	262,7
Investissements directs nets	-108,4	-168,4	-143,4	-163,7	-258,6	-64,2	118,9	96,6	21,0	-54,5
Investissements de portefeuille nets	-70,0	-100,4	-71,6	-106,8	-20,3	309,6	39,2	218,3	97,3	45,7
Dérivés financiers nets	2,3	4,7	-2,5	15,8	-2,3	18,3	21,2	24,2	24,4	25,0
Autres investissements nets	-81,6	-18,5	69,7	243,6	147,7	-104,7	-38,1	100,5	-8,2	-33,1
Variation des réserves	199,2	22,0	96,8	168,5	275,6	49,0	75,0	-34,0	181,0	279,7
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>										
Solde du compte financier	-26,7	105,3	58,7	9,8	94,3	159,8	-25,2	-26,0	-39,1	-31,2
Investissements directs nets	-28,0	-26,3	-51,3	-38,6	-40,7	-40,6	-30,0	-32,4	-52,2	-62,1
Investissements de portefeuille nets	-34,9	9,8	-2,8	21,5	49,2	32,2	-16,1	-32,2	-1,9	1,7
Dérivés financiers nets	-2,2	-2,9	1,4	0,3	-4,6	-5,6	5,1	4,8	-0,2	0,8
Autres investissements nets	24,9	79,2	19,4	31,2	-37,0	142,2	-32,1	0,0	-33,1	-6,7
Variation des réserves	13,5	45,6	92,2	-4,4	127,2	31,5	48,0	33,6	48,4	35,3
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>										
Solde du compte financier	-110,9	-166,3	-123,2	-11,1	-106,2	-149,5	-97,6	-85,8	-90,7	-110,4
Investissements directs nets	-120,7	-148,2	-113,6	-93,1	-102,1	-120,8	-130,9	-119,0	-105,0	-117,3
Investissements de portefeuille nets	-45,7	-16,5	-1,5	-9,5	-16,5	11,5	22,7	15,6	-18,9	-33,8
Dérivés financiers nets	3,9	4,0	4,9	5,7	2,0	2,3	-7,1	1,8	-1,4	-2,7
Autres investissements nets	34,1	-16,7	19,7	70,4	-40,4	-24,7	16,0	5,7	-9,5	12,5
Variation des réserves	17,3	11,0	-32,6	15,4	50,8	-17,8	1,6	10,2	44,1	30,9
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>										
Solde du compte financier	-36,9	96,3	30,6	-89,7	109,8	395,5	156,0	73,9	-8,5	-23,1
Investissements directs nets	-4,0	-11,0	-8,3	-9,8	-20,9	-1,6	-38,5	-35,4	-23,9	-34,9
Investissements de portefeuille nets	-37,7	6,7	19,2	80,8	64,7	151,8	100,9	52,2	26,8	16,8
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	72,0	76,9	8,6	-83,6	17,4	191,0	27,9	-0,6	1,9	-17,4
Variation des réserves	-60,0	30,4	9,2	-83,7	46,7	56,5	67,1	61,1	-12,2	14,0
<b>Afrique subsaharienne</b>										
Solde du compte financier	-44,0	-37,2	-53,9	-18,3	-15,0	-48,7	-62,0	-27,5	-40,3	-35,7
Investissements directs nets	-35,7	-12,5	-28,1	-8,9	-62,1	-17,9	-39,7	-39,7	-52,3	-51,1
Investissements de portefeuille nets	-24,0	-5,3	-18,5	2,2	42,4	1,3	-1,3	-18,0	-0,4	-2,4
Dérivés financiers nets	0,3	-0,6	0,3	-0,1	-0,5	1,4	-2,0	-2,3	0,1	0,0
Autres investissements nets	-1,0	-23,7	-13,8	-8,3	-12,6	-26,2	-12,8	14,4	13,5	11,7
Variation des réserves	16,5	4,9	6,3	-3,1	17,9	-7,6	-6,3	21,1	-1,3	6,1

**Tableau A13. État récapitulatif des soldes du compte financier (fin)**

(Milliards de dollars)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Projections	
									2025	2026
<b>Classification analytique</b>										
<b>Source des recettes d'exportation</b>										
<b>Combustibles</b>										
Solde du compte financier	16,9	165,6	64,5	-52,2	167,5	479,3	186,4	155,5	62,3	43,9
Investissements directs nets	23,7	17,5	6,1	6,3	-6,2	28,6	-20,3	23,6	1,5	-4,4
Investissements de portefeuille nets	-32,3	6,2	17,0	81,8	84,1	119,0	93,7	62,9	34,6	23,2
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	99,7	108,2	27,0	-63,3	43,2	257,4	54,7	25,2	53,3	27,5
Variation des réserves	-67,2	40,0	12,7	-83,7	47,4	78,9	61,9	47,3	-26,0	-0,7
<b>Autres produits</b>										
Solde du compte financier	-293,9	-428,4	-203,6	100,1	56,8	84,9	1,2	185,2	75,5	18,4
Investissements directs nets	-320,6	-383,8	-350,8	-320,4	-478,2	-273,7	-99,9	-153,6	-214,0	-315,5
Investissements de portefeuille nets	-180,0	-111,8	-92,3	-93,7	35,4	387,5	51,7	172,9	68,3	4,8
Dérivés financiers nets	4,4	5,1	4,0	21,8	-5,4	16,4	17,3	28,5	22,9	23,2
Autres investissements nets	-51,2	-11,0	76,6	316,6	31,9	-79,8	-93,7	94,8	-88,7	-60,5
Variation des réserves	253,6	73,9	159,1	176,4	470,7	32,8	123,5	44,8	286,0	366,6
<b>Source de financement extérieur</b>										
<b>Pays débiteurs (net)</b>										
Solde du compte financier	-329,2	-357,0	-293,8	-112,3	-293,4	-421,8	-286,5	-308,4	-337,0	-375,8
Investissements directs nets	-256,7	-288,2	-272,7	-233,0	-284,5	-294,4	-268,2	-292,3	-272,2	-320,3
Investissements de portefeuille nets	-128,6	-37,0	-34,8	-57,4	-22,4	73,6	-35,8	-58,4	-65,8	-84,8
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-27,0	-28,8	-65,4	35,8	-196,0	-158,7	-141,9	-85,5	-134,1	-112,3
Variation des réserves	78,8	-3,1	79,9	135,2	206,5	-47,3	151,6	111,4	121,7	129,2
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>										
<b>Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023</b>										
Solde du compte financier	-60,8	-48,2	-48,7	-28,2	-42,3	-37,3	-43,2	-47,2	-85,3	-69,6
Investissements directs nets	-28,0	-25,8	-33,7	-23,6	-35,0	-24,6	-37,0	-74,9	-51,8	-60,5
Investissements de portefeuille nets	-36,8	-21,2	-18,1	3,9	-22,3	32,2	8,0	-11,1	0,2	-2,6
Dérivés financiers nets	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres investissements nets	-12,7	-5,7	1,8	8,7	6,9	-24,7	-25,6	9,4	-58,2	-19,4
Variation des réserves	16,9	4,9	1,3	-15,8	9,1	-20,2	10,6	29,5	24,4	12,7
<i>Pour mémoire</i>										
<b>Monde</b>										
Solde du compte financier	123,3	214,8	-10,7	8,1	668,6	467,4	232,0	314,2	72,7	128,7

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés. Certains agrégats de groupe pour les dérivés financiers ne sont pas indiqués parce que les données sont incomplètes. Les projections pour la zone euro ne sont pas disponibles à cause de données insuffisantes.

<sup>1</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement***(En pourcentage du PIB)*

	Moyennes								Projections		
	2007-16	2011-18	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Moyenne 2027-30
<b>Pays avancés</b>											
Capacité/besoin de financement	0,0	0,5	0,6	0,2	0,8	-0,2	0,1	0,1	-0,1	0,1	0,2
Solde du compte courant	0,0	0,5	0,7	0,2	0,8	-0,5	0,0	0,2	-0,1	0,1	0,2
Épargne	21,6	22,3	23,2	22,6	23,5	23,0	22,1	22,2	21,9	22,2	22,6
Investissement	21,7	21,7	22,7	22,4	22,7	23,4	22,5	22,3	22,0	22,2	22,3
Solde du compte de capital	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>États-Unis</b>											
Capacité/besoin de financement	-3,0	-2,3	-2,1	-2,8	-3,7	-3,9	-3,3	-3,9	-3,7	-3,2	-2,7
Solde du compte courant	-2,9	-2,2	-2,1	-2,8	-3,7	-3,9	-3,3	-3,9	-3,7	-3,2	-2,7
Épargne	17,2	18,6	19,3	18,2	17,6	18,3	17,4	17,3	17,8	18,4	19,2
Investissement	20,3	20,7	21,7	21,4	21,3	21,9	21,5	21,7	21,5	21,6	21,8
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Zone euro</b>											
Capacité/besoin de financement	1,0	2,2	2,2	1,8	3,1	1,0	1,9	2,9	...	...	...
Solde du compte courant	0,9	2,2	2,4	1,8	2,7	-0,1	1,7	2,8	2,3	2,1	2,1
Épargne	22,6	23,3	25,4	24,4	26,4	24,9	25,0	25,1	24,3	24,2	24,3
Investissement	20,9	20,4	22,4	22,0	22,7	23,8	22,3	21,1	20,8	21,0	21,1
Solde du compte de capital	0,1	0,0	-0,2	0,0	0,4	1,1	0,3	0,0	...	...	...
<b>Allemagne</b>											
Capacité/besoin de financement	6,8	7,5	7,7	6,0	6,8	3,3	4,9	5,3	5,2	5,0	4,6
Solde du compte courant	6,8	7,6	7,9	6,3	6,9	3,8	5,6	5,7	5,2	5,0	4,6
Épargne	26,7	27,9	29,2	28,0	29,4	26,9	27,2	26,8	26,2	26,0	26,0
Investissement	19,9	20,2	21,3	21,7	22,5	23,0	21,7	21,0	21,0	21,0	21,4
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	-0,1	-0,3	-0,1	-0,5	-0,6	-0,5	0,0	0,0	0,0
<b>France</b>											
Capacité/besoin de financement	-0,7	-0,8	0,7	-2,0	0,6	-0,8	-0,7	0,6	0,4	0,0	-0,1
Solde du compte courant	-0,7	-0,8	0,6	-2,1	0,3	-1,2	-1,0	0,4	0,2	-0,2	-0,3
Épargne	21,3	21,1	23,6	20,8	23,7	23,0	22,1	24,1	20,6	19,9	19,5
Investissement	22,0	22,0	23,0	22,8	23,4	24,2	23,1	23,7	20,4	20,1	19,8
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,1	0,1	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>Italie</b>											
Capacité/besoin de financement	-0,5	1,1	3,1	3,8	2,2	-1,2	0,9	1,1	1,0	0,9	1,6
Solde du compte courant	-0,6	1,1	3,2	3,8	2,1	-1,7	0,1	1,1	0,9	0,9	1,5
Épargne	18,7	19,1	21,5	21,7	24,1	22,9	23,1	23,5	24,0	25,0	26,0
Investissement	19,3	18,1	18,4	17,9	22,0	24,6	22,9	22,4	23,1	24,1	24,5
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,5	0,8	0,0	0,1	0,1	0,1
<b>Espagne</b>											
Capacité/besoin de financement	-1,5	1,8	2,5	1,2	1,6	1,3	3,7	4,2	3,3	3,3	1,8
Solde du compte courant	-1,9	1,4	2,1	0,8	0,8	0,4	2,7	3,0	2,4	2,2	1,6
Épargne	19,9	20,6	23,0	21,4	22,6	23,0	23,7	23,5	23,6	23,5	22,7
Investissement	21,8	19,2	20,9	20,6	21,9	22,7	21,0	20,5	21,1	21,3	21,1
Solde du compte de capital	0,4	0,4	0,3	0,4	0,9	0,9	1,1	1,2	0,9	1,1	0,2
<b>Japon</b>											
Capacité/besoin de financement	2,5	2,4	3,4	2,9	3,8	2,1	3,7	4,8	3,3	3,3	3,2
Solde du compte courant	2,6	2,4	3,4	3,0	3,9	2,1	3,8	4,8	3,4	3,3	3,2
Épargne	27,0	27,2	29,2	28,2	29,7	28,9	29,9	31,0	29,8	29,6	29,3
Investissement	24,4	24,7	25,8	25,2	25,8	26,8	26,2	26,2	26,4	26,3	26,1
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	0,0
<b>Royaume-Uni</b>											
Capacité/besoin de financement	-3,9	-4,2	-2,7	-3,1	-0,5	-2,2	-3,7	-3,5	-3,8	-3,8	-3,4
Solde du compte courant	-3,8	-4,0	-2,7	-2,9	-0,4	-2,1	-3,5	-3,4	-3,7	-3,7	-3,3
Épargne	13,0	13,2	15,6	14,6	17,2	16,6	14,3	14,3	13,3	13,3	13,9
Investissement	16,8	17,2	18,2	17,6	17,7	18,7	17,8	17,7	17,0	17,0	17,2
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1

**Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (suite)**

(En pourcentage du PIB)

	Moyennes								Projections		
	2007-16	2011-18	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Moyenne 2027-30
<b>Canada</b>											
Capacité/besoin de financement	-2,4	-2,9	-2,0	-2,0	0,0	-0,3	-0,6	-0,5	-0,2	-0,3	-0,9
Solde du compte courant	-2,4	-2,9	-2,0	-2,0	0,0	-0,3	-0,6	-0,5	-0,1	-0,3	-0,9
Épargne	21,5	21,1	21,1	20,7	24,3	25,0	23,3	22,8	22,6	22,4	21,7
Investissement	23,9	24,0	23,0	22,7	24,3	25,3	23,9	23,3	22,7	22,7	22,6
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres pays avancés<sup>1</sup></b>											
Capacité/besoin de financement	4,1	4,4	4,4	5,0	6,5	6,6	5,6	6,6	6,1	6,0	5,8
Solde du compte courant	4,2	4,5	4,4	5,0	6,7	6,6	5,5	6,5	6,0	5,9	5,7
Épargne	30,4	30,4	30,0	31,3	33,2	33,1	31,3	31,8	31,5	31,6	31,8
Investissement	26,0	25,8	25,5	25,9	26,3	26,3	25,6	25,3	25,5	25,6	26,0
Solde du compte de capital	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Pays émergents et pays en développement</b>											
Capacité/besoin de financement	1,4	0,5	0,1	0,6	1,0	1,6	0,7	0,9	0,3	0,1	0,0
Solde du compte courant	1,3	0,4	0,1	0,5	1,0	1,6	0,7	0,9	0,3	0,1	0,0
Épargne	32,5	32,3	32,1	32,7	34,3	34,5	32,6	32,3	31,7	31,9	32,4
Investissement	31,3	32,0	32,2	32,3	33,5	33,1	32,1	31,5	31,6	31,9	32,6
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Par région</b>											
<b>Pays émergents et pays en développement d'Asie</b>											
Capacité/besoin de financement	2,5	1,0	0,5	1,5	1,2	1,3	1,0	1,5	1,1	0,9	0,6
Solde du compte courant	2,5	1,0	0,4	1,5	1,2	1,3	1,0	1,5	1,1	0,9	0,6
Épargne	42,6	41,3	39,3	39,9	40,6	40,6	39,0	39,0	38,5	38,3	38,8
Investissement	40,2	40,3	38,8	38,3	39,4	39,2	38,0	37,5	37,3	37,5	38,2
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Pays émergents et pays en développement d'Europe</b>											
Capacité/besoin de financement	-0,5	0,2	1,8	0,6	2,0	2,8	0,0	0,2	-0,7	-0,5	-0,7
Solde du compte courant	-0,6	-0,1	1,4	0,1	1,7	2,7	-0,3	0,0	-1,0	-1,0	-1,0
Épargne	23,5	24,1	24,3	24,0	26,3	28,3	25,1	24,4	23,6	24,4	24,6
Investissement	24,1	24,3	23,0	23,9	24,7	25,6	25,3	24,4	24,7	25,4	25,6
Solde du compte de capital	0,2	0,3	0,4	0,5	0,4	0,1	0,3	0,2	0,4	0,4	0,3
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>											
Capacité/besoin de financement	-2,0	-2,6	-2,1	-0,1	-1,9	-2,3	-1,3	-1,1	-1,3	-1,6	-1,5
Solde du compte courant	-2,0	-2,6	-2,1	-0,2	-1,8	-2,2	-1,1	-0,9	-1,1	-1,4	-1,3
Épargne	19,6	18,2	16,7	17,7	18,6	18,1	18,3	18,5	18,3	18,2	18,5
Investissement	21,7	20,8	18,8	17,9	20,6	20,5	19,5	19,5	19,4	19,6	19,8
Solde du compte de capital	0,1	0,0	0,0	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
<b>Moyen-Orient et Asie centrale</b>											
Capacité/besoin de financement	6,0	4,1	0,7	-3,0	3,0	8,0	3,6	1,9	-0,2	-0,4	-0,3
Solde du compte courant	6,0	4,0	0,9	-3,0	3,3	8,3	3,9	2,0	-0,1	-0,4	-0,3
Épargne	34,1	31,2	27,5	23,0	28,2	33,2	30,0	27,6	26,0	25,7	25,8
Investissement	28,0	26,8	26,8	26,0	25,2	25,5	26,8	26,2	26,6	26,8	27,1
Solde du compte de capital	0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	0,0	0,0	-0,1
<b>Afrique subsaharienne</b>											
Capacité/besoin de financement	-1,2	-2,1	-2,6	-2,1	-0,4	-1,8	-2,2	-1,2	-2,1	-1,8	-1,7
Solde du compte courant	-1,8	-2,6	-3,0	-2,6	-0,8	-2,1	-2,6	-1,7	-2,5	-2,2	-2,1
Épargne	19,9	19,1	20,3	20,6	24,0	23,2	21,1	20,7	20,0	21,0	22,2
Investissement	21,6	21,5	23,3	23,2	24,7	25,3	23,7	22,2	22,4	23,2	24,3
Solde du compte de capital	0,7	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4

**Tableau A14. État récapitulatif de la capacité ou du besoin de financement (fin)***(En pourcentage du PIB)*

	Moyennes								Projections		
	2007-16	2011-18	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Moyenne 2027-30
<b>Classification analytique</b>											
<b>Source des recettes d'exportation</b>											
<b>Combustibles</b>											
Capacité/besoin de financement	7,6	5,5	2,1	-2,8	5,1	11,1	5,5	4,2	1,5	1,0	1,2
Solde du compte courant	7,6	5,5	2,4	-2,7	5,4	11,4	5,9	4,5	1,7	1,2	1,4
Épargne	35,5	32,7	30,3	25,8	33,2	38,5	34,1	32,2	30,0	29,6	29,6
Investissement	27,7	26,8	27,9	28,6	28,4	27,8	29,1	28,5	29,2	29,4	29,6
Solde du compte de capital	0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1
<b>Autres produits</b>											
Capacité/besoin de financement	0,3	-0,3	-0,1	0,9	0,6	0,5	0,2	0,6	0,2	0,0	-0,1
Solde du compte courant	0,2	-0,4	-0,2	0,8	0,5	0,5	0,1	0,5	0,1	0,0	-0,1
Épargne	32,0	32,2	32,3	33,4	34,4	34,1	32,4	32,3	31,9	32,1	32,7
Investissement	31,9	32,7	32,6	32,6	33,9	33,6	32,3	31,8	31,8	32,1	32,8
Solde du compte de capital	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
<b>Source de financement extérieur</b>											
<b>Pays débiteurs (net)</b>											
Capacité/besoin de financement	-2,4	-2,5	-1,9	-0,7	-1,8	-2,6	-1,3	-1,4	-1,7	-1,8	-1,9
Solde du compte courant	-2,7	-2,8	-2,1	-0,9	-2,0	-2,7	-1,4	-1,5	-1,8	-2,0	-2,0
Épargne	23,2	22,6	22,5	23,0	24,0	23,8	23,6	23,3	23,1	23,3	23,8
Investissement	25,8	25,4	24,7	24,0	26,0	26,5	25,1	24,9	25,0	25,3	25,8
Solde du compte de capital	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Pays débiteurs (net) selon le service de la dette</b>											
<b>Pays ayant accumulé des arriérés ou bénéficié d'un rééchelonnement entre 2019 et 2023</b>											
Capacité/besoin de financement	-3,4	-4,0	-3,1	-1,8	-2,2	-1,9	-2,4	-2,8	-4,7	-3,6	-2,6
Solde du compte courant	-4,2	-4,5	-3,5	-2,3	-2,5	-2,3	-2,8	-3,3	-5,2	-4,1	-3,0
Épargne	20,5	19,4	19,4	18,4	19,2	19,3	16,8	15,6	14,4	16,3	18,2
Investissement	24,8	24,1	23,6	21,2	22,0	21,8	20,3	19,2	19,8	20,5	21,2
Solde du compte de capital	0,8	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4
<i>Pour mémoire</i>											
<b>Monde</b>											
Capacité/besoin de financement	0,4	0,4	0,4	0,4	0,9	0,5	0,3	0,5	0,1	0,1	0,1
Solde du compte courant	0,4	0,4	0,4	0,3	0,8	0,4	0,3	0,5	0,0	0,1	0,1
Épargne	25,5	26,2	26,8	26,6	27,9	27,9	26,5	26,4	26,0	26,2	26,8
Investissement	25,1	25,7	26,5	26,3	27,1	27,4	26,4	26,1	25,9	26,2	26,7
Solde du compte de capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Note : Les estimations figurant dans ce tableau reposent sur les statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements des pays. Les valeurs composites des groupes de pays sont égales à la somme des valeurs en dollars pour les pays concernés, alors que, dans l'édition d'avril 2005 et les éditions précédentes des *Perspectives de l'économie mondiale*, les valeurs composites étaient pondérées par le PIB en parités de pouvoir d'achat en pourcentage du PIB mondial total. Les estimations de l'épargne et de l'investissement (ou formation brute de capital) nationaux bruts sont tirées des statistiques des comptes nationaux des pays. Les estimations du solde du compte courant, du solde du compte de capital et du solde du compte financier (ou capacité/besoin de financement) sont tirées des statistiques de la balance des paiements. Le lien entre les transactions intérieures et les transactions avec le reste du monde peut être exprimé comme des identités comptables. L'épargne (S) moins l'investissement (I) est égal au solde du compte courant (CAB) ( $S - I = CAB$ ). La capacité/le besoin de financement (NLB) est la somme du solde du compte courant et du solde du compte de capital (KAB) ( $NLB = CAB + KAB$ ). Dans la pratique, ces identités ne tiennent pas exactement ; des déséquilibres résultent des imperfections dans les données sources et dans l'établissement des données, ainsi que d'asymétries dans la composition des groupes en raison des données disponibles.

<sup>1</sup>Hors Groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) et zone euro.

**Tableau A15. Ensemble du monde – Prévisions de référence à moyen terme : récapitulation**

	Moyennes				Projections			
	2007-16	2017-26	2023	2024	2025	2026	Moyennes 2023-26	2027-30
	<i>Variations annuelles en pourcentage</i>							
<b>PIB réel mondial</b>	<b>3,4</b>	<b>3,0</b>	<b>3,5</b>	<b>3,3</b>	<b>2,8</b>	<b>3,0</b>	<b>3,1</b>	<b>3,2</b>
Pays avancés	1,3	1,8	1,7	1,8	1,4	1,5	1,6	1,7
Pays émergents et pays en développement	5,3	3,9	4,7	4,3	3,7	3,9	4,1	4,1
<i>Pour mémoire</i>								
Production potentielle								
Principaux pays avancés	1,3	1,6	1,8	1,7	1,6	1,5	1,7	1,5
<b>Commerce mondial, volume<sup>1</sup></b>	<b>3,4</b>	<b>2,7</b>	<b>1,0</b>	<b>3,8</b>	<b>1,7</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	<b>3,1</b>
Importations								
Pays avancés	2,5	2,4	-0,6	2,4	1,9	2,0	1,4	2,6
Pays émergents et pays en développement	5,5	3,1	3,1	5,8	2,0	3,4	3,6	4,1
Exportations								
Pays avancés	3,0	2,2	1,1	2,1	1,2	2,0	1,6	2,7
Pays émergents et pays en développement	4,4	3,3	1,1	6,7	1,6	3,0	3,1	3,8
Termes de l'échange								
Pays avancés	0,2	0,2	0,5	0,9	0,4	0,1	0,4	0,1
Pays émergents et pays en développement	-0,1	0,0	-1,2	-0,1	-1,5	-0,1	-0,7	0,0
<b>Prix mondiaux (en dollars)</b>								
Produits manufacturés	0,4	1,7	-1,7	1,2	1,2	0,7	0,3	1,1
Pétrole	-3,9	3,7	-16,4	-1,8	-15,5	-6,8	-10,3	1,0
Produits primaires hors combustibles	1,4	4,9	-5,7	3,7	4,4	0,2	0,6	0,3
<b>Prix à la consommation</b>								
Pays avancés	1,6	2,8	4,6	2,6	2,5	2,2	3,0	2,1
Pays émergents et pays en développement	5,8	6,1	8,0	7,7	5,5	4,6	6,5	3,9
<b>Taux d'intérêt</b>								
Taux mondial d'intérêt réel à long terme <sup>2</sup>	1,0	-0,6	-1,3	0,8	1,0	1,2	0,5	1,3
<b>Soldes des transactions courantes</b>								
Pays avancés	0,0	0,3	0,0	0,2	-0,1	0,1	0,0	0,2
Pays émergents et pays en développement	1,3	0,5	0,7	0,9	0,3	0,1	0,5	0,0
<b>Dettes extérieures totales</b>								
Pays émergents et pays en développement	27,6	29,8	29,2	28,7	29,0	28,7	28,9	28,0
<b>Service de la dette</b>								
Pays émergents et pays en développement	9,7	10,1	10,1	9,9	9,8	9,7	9,9	9,6

<sup>1</sup>Les données se rapportent au commerce de biens et de services.

<sup>2</sup>Moyennes pondérées en fonction du PIB des taux des obligations d'État à 10 ans (ou échéance la plus proche) de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon et du Royaume-Uni.

# PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

## QUESTIONS D'ACTUALITÉ

### Derniers numéros des *Perspectives de l'économie mondiale*

Perspectives de l'économie mondiale : Croissance inégale — facteurs à court et long terme	Avril 2015
Perspectives de l'économie mondiale : L'ajustement au repli des prix des produits de base	Octobre 2015
Perspectives de l'économie mondiale : Une croissance trop faible depuis trop longtemps	Avril 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Demande modérée — symptômes et remèdes	Octobre 2016
Perspectives de l'économie mondiale : Un nouvel élan ?	Avril 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Viser une croissance durable — reprise à court terme et enjeux à long terme	Octobre 2017
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise cyclique et changement structurel	Avril 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Obstacles à une croissance stable	Octobre 2018
Perspectives de l'économie mondiale : Croissance ralentie, reprise précaire	Avril 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Ralentissement de l'activité manufacturière et augmentation des obstacles au commerce	Octobre 2019
Perspectives de l'économie mondiale : Le grand confinement	Avril 2020
Perspectives de l'économie mondiale : Une ascension longue et difficile	Octobre 2020
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise — des situations divergentes à gérer	Avril 2021
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise en temps de pandémie	Octobre 2021
Perspectives de l'économie mondiale : La guerre entrave la reprise de l'économie mondiale	Avril 2022
Perspectives de l'économie mondiale : Riposter à la crise du coût de la vie	Octobre 2022
Perspectives de l'économie mondiale : Une reprise cahoteuse	Avril 2023
Perspectives de l'économie mondiale : Des trajectoires divergentes	Octobre 2023
Perspectives de l'économie mondiale : Reprise stable mais lente — résilience sur fond de disparités	Avril 2024
Perspectives de l'économie mondiale : Changement de cap et menaces grandissantes	Octobre 2024
Perspectives de l'économie mondiale : Un moment crucial dans un contexte de réorientations des politiques publiques	Avril 2025

### I. Méthodologie : agrégats, modèles et prévisions

Scénarios sur les droits de douane	Octobre 2016, encadré scénario 1
Projections de la croissance mondiale à moyen terme	Octobre 2016, encadré 1.1
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Avril 2019, encadré 1.2
Source sous-jacente des variations des prix des biens d'investissement : une analyse modélisée	Avril 2019, encadré 3.3
Prévisions de croissance mondiale : hypothèses concernant les politiques, les conditions de financement et les cours des produits de base	Octobre 2019, encadré 1.3
Autres évolutions possibles de la lutte contre la COVID-19	Avril 2020, encadré scénario
Autres scénarios possibles	Octobre 2020, encadré scénario
Révision des parités de pouvoir d'achat dans les <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2020, encadré 1.1
Encadré des scénarios	Avril 2021, encadré scénario
Scénarios défavorables	Octobre 2021, encadré scénario
Encadré des scénarios	Avril 2022, encadré scénario
Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2022, encadré 1.3

Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Avril 2023, encadré 1.3
Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2023, encadré 1.2
Évaluation des risques qui entourent les projections de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Avril 2024, encadré 1.2
Évaluation des risques par rapport aux prévisions de référence des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2024, encadré 1.2
Évaluation des risques entourant les prévisions de référence	Avril 2025, encadré 1.1

## II. Études rétrospectives

Récessions : quelles conséquences ?	Octobre 2015, encadré 1.1
La fragmentation des marchés des produits de base au fil des ans : une histoire très nuancée	Octobre 2023, encadré 3.2

## III. Croissance économique : facteurs et évolution

Les causes des révisions par le FMI des prévisions de croissance depuis 2011	Octobre 2014, encadré 1.2
Dossier spécial sur les effets de contagion : les déterminants sous-jacents des rendements obligataires aux États-Unis	Octobre 2014, chapitre 2
Le moment est-il propice à une relance des infrastructures ? Les effets macroéconomiques de l'investissement public	Octobre 2014, chapitre 3
Les effets macroéconomiques d'une augmentation de l'investissement public dans les pays en développement	Octobre 2014, encadré 3.4
Où allons-nous ? Points de vue sur la production potentielle	Avril 2015, chapitre 3
Contre vents et marées : estimation de la production soutenable	Avril 2015, encadré 3.1
Évolution et perspectives macroéconomiques des pays en développement à faible revenu : le rôle des facteurs extérieurs	Avril 2016, encadré 1.2
Le moment est-il venu de stimuler l'offre ? Effets macroéconomiques des réformes des marchés du travail et des produits dans les pays avancés	Avril 2016, chapitre 3
Sortir des sentiers battus : la croissance dans les pays émergents et les pays en développement dans un environnement extérieur complexe	Avril 2017, chapitre 2
Croissance et flux de capitaux : éléments tirés de données par secteur	Avril 2017, encadré 2.2
Croissance des pays émergents et en développement : hétérogénéité et convergence des revenus sur l'horizon prévisionnel	Octobre 2017, encadré 1.3
Emplois manufacturiers : conséquences sur la productivité et les inégalités	Avril 2018, chapitre 3
La croissance de la productivité est-elle partagée dans une économie mondialisée ?	Avril 2018, chapitre 4
Dynamique récente de la croissance potentielle	Avril 2018, encadré 1.3
Perspectives de croissance des pays avancés	Octobre 2018, encadré 1.2
Perspectives de croissance : pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 1.3
La reprise économique mondiale dix ans après la tourmente financière de 2008	Octobre 2018, chapitre 2
La théorie du « pincement de la corde de guitare » appliquée au cycle économique	Octobre 2019, encadré 1.4
Relancer la croissance dans les pays à faible revenu et les pays émergents : le rôle des réformes structurelles	Octobre 2019, chapitre 3
Parer aux futures récessions dans les pays avancés : les politiques cycliques à l'ère des taux bas et de l'endettement élevé	Avril 2020, chapitre 2
Le Grand Confinement : analyse de ses effets économiques	Octobre 2020, chapitre 2
Synthèse des publications sur les conséquences économiques du confinement	Octobre 2020, encadré 2.1
Industrie manufacturière mondiale : reprise en V et incidences sur les perspectives mondiales	Avril 2021, encadré 1.1
Séquelles de la pandémie de COVID-19 : perspectives de dommages économiques à moyen terme	Avril 2021, chapitre 2

Une « tempête parfaite » s'abat sur le secteur de l'hôtellerie et de la restauration	Avril 2021, encadré 2.1
Recherche et innovation : combattre la pandémie et doper la croissance à long terme	Octobre 2021, chapitre 3
Révision à la baisse des perspectives de croissance : la trajectoire de convergence ralentit	Octobre 2023, encadré 1.1
Les effets économiques inégaux de la fragmentation des marchés des produits de base	Octobre 2023, encadré 3.3
Ralentissement de la croissance mondiale à moyen terme : comment inverser la tendance ?	Avril 2024, chapitre 3
Efficiences allocatives : concept, exemples et mesure	Avril 2024, encadré 3.1
Effets potentiels de l'intelligence artificielle sur la productivité mondiale et les marchés du travail	Avril 2024, encadré 3.3
L'essor de l'économie des seniors : les répercussions mondiales du vieillissement de la population	Avril 2025, chapitre 2
<b>IV. Inflation et déflation ; marchés des produits de base</b>	
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur l'investissement sur fond de faiblesse des cours du pétrole	Avril 2015, chapitre 1, dossier spécial
L'effondrement des cours du pétrole : question d'offre ou de demande ?	Avril 2015, encadré 1.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement pour les métaux dans l'économie mondiale	Octobre 2015, chapitre 1, dossier spécial
Les nouvelles frontières de l'extraction des métaux : la réorientation Nord-Sud	Octobre 2015, encadré 1.DS.1
À quoi les exportateurs de produits de base doivent-ils s'attendre ? Croissance de la production après l'envolée des cours des produits de base	Octobre 2015, chapitre 2
Un patient pas trop malade : l'envolée des cours des produits de base et le phénomène du syndrome hollandais	Octobre 2015, encadré 2.1
Les économies des pays exportateurs de produits de base sont-elles en surchauffe durant la hausse des cours ?	Octobre 2015, encadré 2.4
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, principalement de la transition énergétique lors d'une période de bas niveau des cours des combustibles fossiles	Avril 2016, chapitre 1, dossier spécial
La désinflation mondiale sur fond de politique monétaire sous contrainte	Octobre 2016, chapitre 3
Marchés des produits de base — évolution et prévisions principalement de la sécurité et des marchés alimentaires dans l'économie mondiale	Octobre 2016, chapitre 1, dossier spécial
Quel rôle jouent vraiment les cours mondiaux dans la hausse des prix alimentaires ?	Octobre 2016, encadré 3.3
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur le rôle de la technologie et des sources non conventionnelles sur le marché mondial du pétrole	Avril 2017, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2017, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2018, chapitre 1, dossier spécial
Qu'est-ce qui a freiné l'inflation hors alimentation et énergie dans les pays avancés ?	Avril 2018, encadré 1.2
Le rôle des métaux dans l'économie des véhicules électriques	Avril 2018, encadré 1.DS.1
Aperçu de l'inflation : régions et pays	Octobre 2018, encadré 1.4
Marchés des produits de base — évolution et prévisions, axées principalement sur les tendances récentes de la demande d'énergie	Octobre 2018, chapitre 1, dossier spécial
L'offre et la demande d'énergies renouvelables	Octobre 2018, encadré 1.DS.1
Normalisation des conditions financières mondiales : défis de la politique monétaire dans les pays émergents	Octobre 2018, chapitre 3
Dynamique de l'inflation dans un groupe plus large de pays émergents et en développement	Octobre 2018, encadré 3.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2019, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2019, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2020, chapitre 1, dossier spécial
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2020, chapitre 1, dossier spécial
Bilan des émissions mondiales de carbone en 2019	Octobre 2020, encadré 1.DS.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Avril 2021, chapitre 1, dossier spécial
Prix des logements et inflation des prix à la consommation	Octobre 2021, encadré 1.1
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2021, chapitre 1, dossier spécial

Paniques inflationnistes	Octobre 2021, chapitre 2
L'inflation hors alimentation et énergie dans la crise de la COVID-19	Octobre 2021, encadré 2.2
Évolution du marché et rythme du désinvestissement dans les combustibles fossiles	Avril 2022, chapitre 1, dossier spécial
Analyse d'erreurs récentes dans les prévisions de l'inflation des <i>Perspectives de l'économie mondiale</i>	Octobre 2022, encadré 1.1
Pouvoir de marché et inflation pendant la pandémie de COVID-19	Octobre 2022, encadré 1.2
Évolution des marchés des produits de base et moteurs de l'inflation des prix des produits alimentaires	Octobre 2022, chapitre 1, dossier spécial
Évolution des marchés et impact macroéconomique d'une moindre extraction de combustibles fossiles	Avril 2023, chapitre 1, dossier spécial
Prix des produits de base et politique monétaire : analyse des données à haute fréquence	Octobre 2023, chapitre 1, dossier spécial, annexe 1.1, disponible en ligne et en anglais uniquement
Anticipations d'inflation des entreprises, degré d'attention et efficacité de la politique monétaire	Octobre 2023, encadré 2.1
Subventions à l'énergie, inflation et anticipations : analyse des mesures prises dans la zone euro	Octobre 2023, encadré 2.3
Fragmentation et marchés des produits de base : vulnérabilités et risques	Octobre 2023, chapitre 3
Tensions liées au commerce des produits de base : ce que montrent les données sur le trafic maritime des navires-citernes	Octobre 2023, encadré 3.1
Évolution des marchés et effets sur l'inflation de chocs sur l'offre de métaux	Octobre 2024, chapitre 1, dossier spécial
Le grand resserrement : les enseignements du récent épisode d'inflation	Octobre 2024, chapitre 2
Évolutions des marchés et incidence de l'IA sur la demande d'énergie	Avril 2025, chapitre 1, dossier spécial
Immigration et inflation	Avril 2025, encadré 3.4

## V. Politique budgétaire

Hausses des cours des produits de base et investissements publics	Octobre 2015, encadré 2.2
Les retombées transfrontalières de la politique budgétaire sont-elles encore une question pertinente ?	Octobre 2017, chapitre 4
Les retombées des chocs de dépenses publiques aux États-Unis sur les positions extérieures	Octobre 2017, encadré 4.1
L'impact macroéconomique des modifications de la politique fiscale des entreprises	Avril 2018, encadré 1.5
Politiques localisées : repenser les politiques budgétaires pour résorber les inégalités intérieures	Octobre 2019, encadré 2.4
Retour à la réalité : faire face à l'envolée de la dette publique	Avril 2023, chapitre 3
Réformes du marché pour favoriser la croissance et la viabilité de la dette	Avril 2023, encadré 3.1
Imprudence budgétaire et anticipations d'inflation : le rôle du cadre de politique monétaire	Octobre 2023, encadré 2.1
Politiques industrielles dans les pays émergents : hier et aujourd'hui	Avril 2024, encadré 4.1
Le rôle des politiques de blocage des prix	Octobre 2024, encadré 2.2
L'incidence de l'immigration sur les finances publiques	Avril 2025, encadré 3.3

## VI. Politique monétaire, marchés financiers et flux de ressources

Politique monétaire aux États-Unis et flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, encadré 2.2
Politique monétaire : approche transparente fondée sur la gestion des risques	Octobre 2016, encadré 3.5
Le rebond des flux de capitaux vers les pays émergents est-il durable ?	Octobre 2017, encadré 1.2
Contribution du rétablissement du secteur financier à la rapidité de la reprise	Octobre 2018, encadré 2.3
Clarté de la communication de la banque centrale et degré d'ancrage des anticipations inflationnistes	Octobre 2018, encadré 3.2
Des taux directeurs négatifs peuvent-ils stimuler l'économie ?	Avril 2020, encadré 2.1
La réglementation macroprudentielle peut-elle atténuer les chocs financiers mondiaux dans les pays émergents ?	Avril 2020, chapitre 3
Mesures macroprudentielles et crédit : une méta-analyse des conclusions empiriques	Avril 2020, encadré 3.1

Les pays émergents ajustent-ils leur réglementation macroprudentielle en réponse aux chocs financiers mondiaux ?	Avril 2020, encadré 3.2
Hausse des risques de faillite et d'insolvabilité pour les petites et moyennes entreprises : évaluation et possibilités d'action	Octobre 2020, encadré 1.3
Changement de braquet : répercussions des politiques monétaires pendant la reprise post-pandémie	Avril 2021, chapitre 4
Programmes d'achat d'actifs des pays émergents : motivations et efficacité	Avril 2021, encadré 4.1
Expansions monétaires et risques inflationnistes	Octobre 2021, encadré 1.3
Mesures prises par les autorités et anticipations lors des épisodes d'accélération de l'inflation	Octobre 2021, encadré 2.3
Facteurs déterminants des taux d'intérêt neutres et perspectives incertaines	Avril 2022, encadré 1.2
La dette du secteur privé et la reprise mondiale	Avril 2022, chapitre 2
Hausse de l'endettement des ménages, excès mondial d'épargne des riches et taux d'intérêt naturel	Avril 2022, encadré 2.2
Prix de l'immobilier résidentiel : la douche froide	Avril 2023, encadré 1.1
Politique monétaire : vitesse de transmission, hétérogénéité et asymétries	Avril 2023, encadré 1.2
Le taux d'intérêt naturel : facteurs déterminants et implications pour les politiques publiques	Avril 2023, chapitre 2
Répercussions dans les pays émergents et pays en développement	Avril 2023, encadré 2.3
Interactions entre les politiques monétaire et budgétaire	Avril 2023, encadré 3.2
Politique monétaire et inflation : le rôle des anticipations	Octobre 2023, chapitre 2
Qui accuse le coup ? Effets de la politique monétaire sur les marchés du logement	Avril 2024, chapitre 2
La répercussion des taux directeurs sur les taux d'intérêt en Europe	Avril 2024, encadré 2.1
Le grand resserrement : les enseignements du récent épisode d'inflation	Octobre 2024, chapitre 2
Le rôle des politiques de bilan des banques centrales	Octobre 2024, encadré 2.1

## VII. Marché du travail, pauvreté et inégalité

Une réforme des systèmes de négociation collective visant à assurer un niveau d'emploi élevé et stable	Avril 2016, encadré 3.2
Comprendre la chute de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, chapitre 3
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3
Taux d'activité dans les pays avancés : facteurs déterminants et perspectives	Avril 2018, chapitre 2
Comparaison des taux d'activité des jeunes dans les pays émergents et en développement et dans les pays avancés	Avril 2018, encadré 2.1
L'horizon s'assombrit-il ? Migration et taux d'activité	Avril 2018, encadré 2.4
Les emplois manufacturiers sont-ils mieux rémunérés ? Éléments de réponse au niveau des travailleurs au Brésil	Avril 2018, encadré 3.3
Crise financière mondiale, migration et fécondité	Octobre 2018, encadré 2.1
Impact sur l'emploi de l'automatisation après la crise financière mondiale : la robotique industrielle	Octobre 2018, encadré 2.2
Dynamique des marchés du travail dans les principaux pays avancés	Avril 2019, encadré 1.1
Des réalités bien différentes : disparités régionales dans les pays	Avril 2019, encadré 1.3
Plus près ou plus loin ? Disparités et ajustements régionaux dans les pays avancés	Octobre 2019, chapitre 2
Changements climatiques et disparités régionales infranationales	Octobre 2019, encadré 2.2
Les effets macroéconomiques des migrations mondiales	Avril 2020, chapitre 4
Immigration : effets sur le marché du travail et rôle de l'automatisation	Avril 2020, encadré 4.1

Croissance inclusive dans les pays émergents et les pays en développement : incidence de la COVID-19	Octobre 2020, encadré 1.2
Récessions et reprises sur les marchés du travail : tendances, politiques et ripostes au choc de la COVID-19	Avril 2021, chapitre 3
Économie verte et emplois	Octobre 2021, encadré 1.2
L'énigme des pénuries de main-d'œuvre : exemples des États-Unis et du Royaume-Uni	Avril 2022, encadré 1.1
Inégalités et viabilité de la dette publique	Avril 2022, encadré 2.1
Un marché du travail plus vert : emploi, politiques et transformation économique	Avril 2022, chapitre 3
La géographie des emplois à forte intensité écologique et polluante : l'exemple des États-Unis	Avril 2022, encadré 3.1
Un marché du travail post-COVID plus vert ?	Avril 2022, encadré 3.2
Dynamique des salaires post-COVID-19 et risques d'une spirale prix-salaires	Octobre 2022, chapitre 2
Transmission des salaires aux prix — estimations réalisées à partir des résultats pour les États-Unis	Octobre 2022, encadré 2.1
Effets des perspectives de croissance à moyen terme sur la répartition des revenus	Avril 2024, encadré 3.2
Comprendre l'acceptabilité sociale des réformes structurelles	Octobre 2024, chapitre 3
Politiques visant à faciliter l'intégration des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail européen : premiers enseignements	Octobre 2024, encadré 3.1
L'essor de l'économie des seniors : les répercussions mondiales du vieillissement de la population	Avril 2025, chapitre 2
L'impact de l'IA sur les travailleurs plus âgés	Avril 2025, encadré 2.3

## VIII. Taux de change

Les taux de change et les flux d'échanges sont-ils déconnectés ?	Octobre 2015, chapitre 3
La relation entre les taux de change et les échanges liés aux chaînes de valeur mondiales	Octobre 2015, encadré 3.1
Le rôle des chaînes de valeur mondiales dans la mesure des taux de change effectifs réels et de la compétitivité	Octobre 2015, encadré 3.2
Taux d'activité de la population active dans les pays avancés	Octobre 2017, encadré 1.1
Dynamique des salaires au cours des dernières années dans les pays avancés : facteurs et conséquences	Octobre 2017, chapitre 2
Dynamique du marché du travail par niveau de qualification	Octobre 2017, encadré 2.1
Contrats de travail et rigidité des salaires nominaux en Europe : observations au niveau de l'entreprise	Octobre 2017, encadré 2.2
Ajustement des salaires et de l'emploi après la crise financière mondiale : observations au niveau des entreprises	Octobre 2017, encadré 2.3

## IX. Paiements extérieurs, commerce, mouvements de capitaux et dette extérieure

Comprendre le rôle des facteurs cycliques et structurels dans le ralentissement du commerce mondial	Avril 2015, encadré 1.2
De petits pays, mais des déficits courants élevés	Octobre 2015, encadré 1.2
Mouvements de capitaux et financiarisation dans les pays en développement	Octobre 2015, encadré 1.3
Analyse du ralentissement du commerce mondial	Avril 2016, encadré 1.1
Comprendre le ralentissement des flux de capitaux vers les pays émergents	Avril 2016, chapitre 2
Flux de capitaux vers les pays en développement à faible revenu	Avril 2016, encadré 2.1
Gains de productivité pouvant découler de la poursuite de la libéralisation des échanges et de l'investissement direct étranger	Avril 2016, encadré 3.3
À quoi tient le ralentissement des échanges mondiaux ?	Octobre 2016, chapitre 2
Évolution de l'intégration commerciale des pays émergents et en développement avec la demande finale chinoise	Avril 2017, encadré 2.3
Évolution de l'allocation mondiale des capitaux : conséquences pour les pays émergents et en développement	Avril 2017, encadré 2.4

Ajustement macroéconomique dans les pays émergents exportateurs de produits de base	Octobre 2017, encadré 1.4
Envois de fonds et lissage de la consommation	Octobre 2017, encadré 1.5
Indicateurs de politique commerciale : une approche multidimensionnelle	Avril 2018, encadré 1.6
L'essor du commerce des services	Avril 2018, encadré 3.2
Rôle de l'aide étrangère dans l'amélioration de la productivité dans les pays en développement à faible revenu	Avril 2018, encadré 4.3
Tensions commerciales mondiales	Octobre 2018, encadré scénario 1
Le prix des biens d'équipement : un moteur de l'investissement menacé ?	Avril 2019, chapitre 3
Prix des biens d'investissement dans différents pays : le recours aux mégadonnées	Avril 2019, encadré 3.2
Droits de douane et investissements dans les biens d'équipement : l'exemple des entreprises colombiennes	Avril 2019, encadré 3.4
Les déterminants des balances commerciales et les répercussions des droits de douane	Avril 2019, chapitre 4
Échanges en valeur ajoutée et échanges bruts	Avril 2019, encadré 4.1
Balances commerciales bilatérales et globales	Avril 2019, encadré 4.2
Comprendre les rééquilibres du déficit commercial : les échanges bilatéraux jouent-ils un rôle à part ?	Avril 2019, encadré 4.3
Les effets macro et microéconomiques d'un différend commercial entre les États-Unis et la Chine : éclairages apportés par trois modèles	Avril 2019, encadré 4.4
Brexit sans accord	Avril 2019, encadré scénario
Conséquences de la relocalisation dans des pays avancés d'une partie de la production	Octobre 2019, encadré scénario 1.1
Tensions commerciales : scénario actualisé	Octobre 2019, encadré scénario 1.2
Le recul des investissements directs étrangers mondiaux en 2018	Octobre 2019, encadré 1.2
Les échanges et les chaînes de valeur mondiaux pendant la pandémie	Avril 2022, chapitre 4
Effets des perturbations de l'approvisionnement mondial durant la pandémie	Avril 2022, encadré 4.1
L'incidence des confinements sur les échanges : ce que disent les données sur le fret	Avril 2022, encadré 4.2
Ajustements commerciaux des entreprises à la pandémie de COVID-19 en France	Avril 2022, encadré 4.3
Fragmentation géoéconomique et taux d'intérêt naturel	Avril 2023, encadré 2.2
Fragmentation géoéconomique et investissement direct étranger	Avril 2023, chapitre 4
Montée des tensions commerciales	Avril 2023, encadré 4.1
Exposition de bilan au risque de fragmentation	Avril 2023, encadré 4.2
Tensions géopolitiques, chaînes d'approvisionnement et échanges commerciaux	Avril 2023, encadré 4.3
La fragmentation retentit déjà sur le commerce international	Avril 2024, encadré 1.1
Changement de rôles : répercussions économiques réelles des pays émergents du G20	Avril 2024, chapitre 4
Les flux de capitaux vers les pays émergents du G20 et l'énigme de l'allocation	Avril 2024, encadré 4.2
L'industrie automobile mondiale et le passage aux véhicules électriques	Octobre 2024, encadré 1.1
Encadré 1.2. Les effets mondiaux des récentes mesures de politique commerciale : éclairages apportés par différents modèles	Avril 2025, encadré 1.2
Renforcer l'intégration financière mondiale pour accompagner la croissance dans les pays à faible revenu	Avril 2025, encadré 2.1

## X. Études régionales

Toujours présents sur le marché du travail ? Évolution des taux d'activité dans les régions européennes	Avril 2018, encadré 2.3
---	-------------------------

## XI. Études de cas

L'investissement public au Japon durant la décennie perdue	Octobre 2014, encadré 3.1
Exportations japonaises : où est le hic ?	Octobre 2015, encadré 3.3
Déflation : l'expérience japonaise	Octobre 2016, encadré 3.2

Une perte d'emplois permanente ? Taux d'activité dans l'ensemble des États-Unis et dans les zones métropolitaines	Avril 2018, encadré 2.2
Immigration et salaires en Allemagne	Avril 2020, encadré 4.2
L'impact des migrations en provenance du Venezuela sur l'Amérique latine et les Caraïbes	Avril 2020, encadré 4.3
Transmission des salaires aux prix — estimations réalisées à partir des résultats pour les États-Unis	Octobre 2022, encadré 2.1
Économie politique de la tarification du carbone : l'expérience de l'Afrique du Sud, de la Suède et de l'Uruguay	Octobre 2022, encadré 3.2
Politique monétaire et marché du logement en Chine	Avril 2024, encadré 2.2

## XII. Études sur les changements climatiques

Les effets des chocs météorologiques sur l'activité économique : quelles stratégies pour les pays à faible revenu ?	Octobre 2017, chapitre 3
L'impact des cyclones tropicaux sur la croissance	Octobre 2017, encadré 3.1
Le rôle des politiques publiques face aux chocs météorologiques : analyse par modèle	Octobre 2017, encadré 3.2
Stratégies face aux chocs météorologiques et au changement climatique : sélection d'études de cas	Octobre 2017, encadré 3.3
Affronter les chocs météorologiques : le rôle des marchés financiers	Octobre 2017, encadré 3.4
Climat historique, développement économique et répartition mondiale des revenus	Octobre 2017, encadré 3.5
Atténuation du changement climatique	Octobre 2017, encadré 3.6
Le prix de la fabrication bas carbone	Avril 2019, encadré 3.1
Que se passe-t-il avec les émissions mondiales de carbone ?	Octobre 2019, encadré 1.DS.1
Atténuation des changements climatiques : stratégies favorables à la croissance et à la distribution	Octobre 2020, chapitre 3
Lexique	Octobre 2020, encadré 3.1
Zoom sur le secteur de l'électricité : la première étape vers la décarbonation	Octobre 2020, encadré 3.2
Qui subit le plus les effets des changements climatiques ? Exemple des catastrophes naturelles	Avril 2021, encadré 1.2
Économie verte et emplois	Octobre 2021, encadré 1.2
Technologies propres et rôle de la recherche fondamentale	Octobre 2021, encadré 3.2
Marchés des produits de base — évolution et prévisions	Octobre 2021, chapitre 1, dossier spécial
Un marché du travail plus vert : emploi, politiques et transformation économique	Avril 2022, chapitre 3
La géographie des emplois à forte intensité écologique et polluante : l'exemple des États-Unis	Avril 2022, encadré 3.1
Un marché du travail post-COVID plus vert ?	Avril 2022, encadré 3.2
Impact macroéconomique à court terme des politiques de décarbonation	Octobre 2022, chapitre 3
Implications à court terme de la tarification du carbone : passage en revue des études consacrées au sujet	Octobre 2022, encadré 3.1
Économie politique de la tarification du carbone : l'expérience de l'Afrique du Sud, de la Suède et de l'Uruguay	Octobre 2022, encadré 3.2
Décarboner le secteur de l'électricité tout en gérant l'intermittence des énergies renouvelables	Octobre 2022, encadré 3.3
Le taux d'intérêt naturel et la transition écologique	Avril 2023, encadré 2.1
L'industrie automobile mondiale et le passage aux véhicules électriques	Octobre 2024, encadré 1.1

## XIII. Études spéciales

Progresser avec un peu d'aide d'une hausse des cours : les recettes exceptionnelles tirées des produits de base accélèrent-elles le développement humain ?	Octobre 2015, encadré 2.3
Sortir de l'impasse : détermination des éléments d'économie politique propices à une réforme structurelle	Avril 2016, encadré 3.1
Des vagues de réforme peuvent-elles inverser le courant ? Études de cas faisant appel à la méthode des contrôles synthétiques	Avril 2016, encadré 3.4
La ruée mondiale vers les terres	Octobre 2016, encadré 1.DS.1
Conflit, croissance et migration	Avril 2017, encadré 1.1

Le casse-tête de la mesure de l'activité économique irlandaise	Avril 2017, encadré 1.2
Évolution du revenu par habitant à l'intérieur des pays : cas du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud	Avril 2017, encadré 2.1
Progrès technologique et parts du travail : un aperçu historique	Avril 2017, encadré 3.1
L'élasticité de substitution entre capital et travail : concept et estimation	Avril 2017, encadré 3.2
Tâches routinières, automatisation et bouleversements économiques à travers le monde	Avril 2017, encadré 3.3
Corrections de la part du travail dans le revenu	Avril 2017, encadré 3.4
Téléphones intelligents et commerce mondial	Avril 2018, encadré 1.1
Les erreurs de mesure de l'économie numérique faussent-elles les statistiques de productivité ?	Avril 2018, encadré 1.4
Évolution de la composante services de la production manufacturière	Avril 2018, encadré 3.1
Données des brevets et concepts	Avril 2018, encadré 4.1
Acquisition internationale de technologie et transferts de connaissances	Avril 2018, encadré 4.2
Relation entre concurrence, concentration et innovation	Avril 2018, encadré 4.4
Une puissance commerciale grandissante	Octobre 2018, encadré 1.1
PIB en forte baisse : faits stylisés	Octobre 2018, encadré 1.5
Prévoir les récessions et ralentissements : un défi de taille	Octobre 2018, encadré 1.6
La montée de la puissance de marché des entreprises : implications macroéconomiques	Avril 2019, chapitre 2
Covariation entre concentration sectorielle et épargne des entreprises	Avril 2019, encadré 2.1
Effets des fusions-acquisitions sur la puissance de marché	Avril 2019, encadré 2.2
L'industrie automobile mondiale : évolution récente et conséquences pour les perspectives mondiales	Octobre 2019, encadré 1.1
Mesurer l'activité économique et la qualité de vie dans les régions infranationales	Octobre 2019, encadré 2.1
Les effets persistants des chocs locaux : le cas des fermetures d'usines automobiles	Octobre 2019, encadré 2.3
Réformes structurelles : effets politiques	Octobre 2019, encadré 3.1
L'impact des crises sur les réformes structurelles	Octobre 2019, encadré 3.2
Persistance et facteurs de la composante commune des différentiels taux d'intérêt-croissance dans les pays avancés	Avril 2020, encadré 2.2
Troubles sociaux pendant la pandémie de COVID-19	Octobre 2020, encadré 1.4
Le rôle de l'informatisation durant la pandémie de COVID-19 : données recueillies aux États-Unis	Octobre 2020, encadré 2.2
Pertes d'apprentissage durant la pandémie et rôle des infrastructures	Avril 2021, encadré 2.2
L'insécurité alimentaire et le cycle conjoncturel	Avril 2021, chapitre 1, dossier spécial, annexe 1.1, disponible en ligne et en anglais uniquement
Insécurité alimentaire et prix des aliments pendant la COVID-19	Octobre 2021, encadré 2.1
Vaccins à ARNm et rôle de la recherche fondamentale	Octobre 2021, encadré 3.1
Propriété intellectuelle, concurrence et innovation	Octobre 2021, encadré 3.3
Le rôle des politiques de blocage des prix	Octobre 2024, encadré 2.2
Comprendre l'acceptabilité sociale des réformes structurelles	Octobre 2024, chapitre 3
Politiques visant à faciliter l'intégration des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail européen : premiers enseignements	Octobre 2024, encadré 3.1
Réformes des retraites et considérations intergénérationnelles	Avril 2025, encadré 2.2
Parcours et carrefours : retombées des politiques relatives aux migrants et aux réfugiés	Avril 2025, chapitre 3
Catastrophes naturelles, conflits et déplacements forcés	Avril 2025, encadré 3.1
Les dividendes démographiques de l'immigration	Avril 2025, encadré 3.2



# EXAMEN DES PERSPECTIVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FMI, AVRIL 2025

*Observations de la Présidente à l'issue de la séance consacrée à l'examen par le conseil d'administration du Moniteur des finances publiques, du Rapport sur la stabilité financière dans le monde et des Perspectives de l'économie mondiale, le 11 avril 2025*

**D**ans l'ensemble, les administrateurs souscrivent à l'évaluation que les services du FMI font des perspectives de l'économie mondiale, des risques et des priorités d'action. Ils conviennent que l'économie mondiale aborde un moment crucial, marqué par des déséquilibres et des vulnérabilités internes et externes considérables. Ils relèvent que de profonds ajustements de politique économique sont en cours, ce qui engendre une nouvelle vague d'incertitudes susceptibles d'avoir des conséquences significatives sur le fonctionnement de l'économie mondiale.

Les administrateurs notent que le climat sur les marchés financiers est caractérisé par une incertitude et une volatilité accrues, dans un contexte où les valorisations apparaissent élevées dans de nombreux segments de marché. Les conditions financières mondiales se sont durcies, et les risques pour la stabilité financière à court terme (tels que mesurés par l'indicateur *Growth-at-Risk* du FMI) se sont accentués. Les administrateurs estiment que plusieurs vulnérabilités importantes maintiennent les risques pour la stabilité financière à un niveau élevé. Parmi celles-ci figurent la possibilité d'un nouvel ajustement des prix des actifs (les risques géopolitiques étant un potentiel élément déclencheur), l'augmentation continue de l'endettement et l'interconnexion dans le système financier, en particulier chez certains intermédiaires financiers non bancaires qui ont bénéficié de flux d'investissement importants ces dernières années, ainsi que la hausse persistante des niveaux de dette souveraine.

Les administrateurs notent que les risques pesant sur les perspectives sont nettement orientés à la baisse. Ils reconnaissent que l'intensification du protectionnisme et l'accentuation des incertitudes autour des politiques économiques pourraient compromettre davantage la croissance à court et à long terme, à une période où l'économie mondiale évolue dans un environnement marqué par une croissance faible et un niveau d'endettement

élevé. Ils soulignent qu'une réorientation asymétrique et rapide des politiques monétaires ou une détérioration du climat de confiance pourraient provoquer une réévaluation abrupte du prix des actifs et d'ajustements soudains des taux de change et des flux de capitaux, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement. Sur le plan budgétaire, l'incertitude croissante et le niveau étonnamment élevé des taux d'intérêt pourraient entraîner une hausse significative de la dette publique mondiale, en particulier sous l'effet de l'augmentation des dépenses en matière de défense et du recul des recettes en lien avec les incertitudes entourant la production du fait des droits de douane. En outre, une hausse des taux d'intérêt pourrait limiter les dépenses de développement essentielles et exacerber les risques de financement dans les pays en développement à faible revenu, notamment dans un contexte de repli de l'aide publique au développement. Les administrateurs soulignent aussi que le recul de la coopération internationale face aux défis communs pourrait freiner les avancées vers une économie mondiale plus résiliente et compromettre la réponse aux besoins de développement.

Les administrateurs notent que le niveau élevé d'incertitude complique les arbitrages entre croissance et inflation et appellent les banques centrales à ajuster avec précision leur politique monétaire de manière à remplir leurs missions et à assurer la stabilité des prix. La politique monétaire doit continuer de s'appuyer sur les données disponibles et faire l'objet d'une communication claire afin de maintenir l'ancrage des anticipations. Lorsque les risques inflationnistes à court terme sont orientés à la hausse ou que les anticipations d'inflation augmentent, toute réduction future des taux directeurs devrait être strictement conditionnée à des signes tangibles de convergence durable de l'inflation vers sa cible, tout en veillant à ne pas compromettre la stabilité financière. Les banques centrales doivent se tenir prêtes à intervenir de manière résolue au cas où les risques

d'inflation se concrétiseraient. Les administrateurs reconnaissent que, bien que les principaux marchés émergents aient remarquablement résisté aux chocs subis, des ventes massives sur les marchés mondiaux dans un contexte de divergence potentielle des trajectoires de politique monétaire, conjuguées aux vives incertitudes entourant les politiques commerciales et économiques, pourraient entraîner un durcissement des conditions financières et une augmentation de la volatilité des taux de change. Les pays émergents pourraient donc être amenés à adopter des mesures destinées à atténuer les sorties de capitaux aux effets perturbateurs. Les administrateurs reconnaissent que le cadre stratégique intégré du FMI offre un ensemble d'outils adaptés à la situation de chaque pays.

Les administrateurs soulignent qu'une mise en œuvre complète, opportune et cohérente de Bâle III ainsi que des autres normes réglementaires bancaires convenues au niveau international garantirait des conditions équitables entre les pays et des niveaux adéquats de fonds propres et de liquidité. Ils reconnaissent que le renforcement de l'interdépendance entre les banques et les intermédiaires financiers non bancaires appelle les autorités de régulation à intensifier l'évaluation des risques associés à ces liens. Ils reconnaissent que l'accumulation continue de dette et le niveau élevé de l'incertitude économique soulignent la nécessité de renforcer le cadre de politique macroprudentielle afin d'éviter des prises de risques excessives dans le secteur financier non bancaire, et de veiller dans le même temps à ce que les réserves de capitaux et de liquidités dans les systèmes bancaires soient suffisantes pour favoriser l'octroi de crédit à l'économie au cours des périodes de tension. Les administrateurs soulignent l'importance de disposer de marges de manœuvre macroprudentielles ainsi que de cadres efficaces de préparation et de résolution aux crises pour atténuer les chocs.

Les administrateurs appellent à la mise en œuvre d'un rééquilibrage budgétaire progressif et propice à la croissance, inscrit dans un cadre crédible à moyen terme, afin de réduire la dette, de reconstituer des réserves budgétaires et de financer les dépenses prioritaires, tout en protégeant les populations vulnérables. Face à l'émergence de nouveaux risques budgétaires et à l'accroissement des pressions sur les dépenses publiques, les pays disposant d'un espace budgétaire restreint devraient revoir leurs priorités en matière de dépenses dans le cadre de leurs budgets établis. Les pays disposant d'une marge

de manœuvre budgétaire pourraient, le cas échéant, utiliser une partie de l'espace disponible dans des cadres budgétaires à moyen terme bien définis. Les administrateurs soulignent que les pays avancés devraient donner la priorité aux réformes des dépenses publiques, faire progresser les réformes des retraites et des soins de santé, éliminer les incitations fiscales inefficaces et élargir les assiettes d'imposition en supprimant les exonérations, en vue d'améliorer l'efficacité des dépenses fiscales. Dans le cas des pays confrontés à de nouveaux besoins de dépenses, notamment dans le domaine de la défense, il est essentiel de faire preuve d'un engagement ferme en faveur du respect des règles budgétaires existantes et du principe de transparence. Les pays émergents et les pays en développement devraient accroître leurs recettes en améliorant leur administration et en réformant le système fiscal. Ils sont aussi encouragés à supprimer progressivement les subventions à l'énergie et à rationaliser les dépenses de personnel dans le secteur public, tout en préservant l'investissement public et en améliorant leurs dispositifs de protection sociale.

Les administrateurs soulignent la nécessité de procéder à des réformes budgétaires et structurelles pour accroître le potentiel de croissance, ainsi que le rôle déterminant de la coopération internationale pour relever les défis mondiaux et renforcer la résilience. Compte tenu de l'importante évolution démographique actuelle, ils insistent sur l'importance de mettre en œuvre des politiques globales pour accroître le taux d'activité des femmes et des travailleurs âgés, mettre en œuvre les réformes des retraites et apporter des réponses efficaces aux enjeux migratoires. Les administrateurs reconnaissent que l'utilisation de sources d'énergie renouvelables et l'adoption de paradigmes de production innovants pourraient aider les pays à tirer parti des progrès de l'intelligence artificielle sans générer une envolée des prix de l'électricité. Ils soulignent aussi que la prospérité économique repose sur des politiques commerciales claires et transparentes qui contribuent à stabiliser les anticipations des entreprises et des consommateurs tout en réduisant la volatilité. Enfin, les administrateurs réaffirment qu'une coopération continue dans divers domaines d'action, tels que le commerce international, la politique industrielle, la fiscalité internationale, les questions climatiques, l'aide au développement et l'aide humanitaire, peut contribuer à atténuer les répercussions des chocs à l'échelle mondiale et à protéger les populations vulnérables.

---

## DANS CETTE ÉDITION :

---

### CHAPITRE 1

Perspectives et politiques mondiales

### CHAPITRE 2

L'essor de l'économie des seniors :  
les répercussions mondiales du  
vieillessement de la population

### CHAPITRE 3

Parcours et carrefours : retombées  
des politiques relatives aux migrants  
et aux réfugiés



**PUBLICATIONS**

WORLD ECONOMIC OUTLOOK (FRENCH)

AVRIL 2025

